



HAL
open science

Histoire globale, mondialisations et capitalisme

Beaujard Philippe, Laurent Berger, Philippe Norel

► **To cite this version:**

Beaujard Philippe, Laurent Berger, Philippe Norel. Histoire globale, mondialisations et capitalisme. Philippe Beaujard, Laurent Berger, Philippe Norel. La Découverte, pp.503, 2009, Recherches. halshs-00706169

HAL Id: halshs-00706169

<https://shs.hal.science/halshs-00706169>

Submitted on 20 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Collection « Recherches »

LA COLLECTION « RECHERCHES » À LA DÉCOUVERTE
Un nouvel espace pour les sciences humaines et sociales

Depuis le début des années 1980, on a assisté à un redéploiement considérable de la recherche en sciences humaines et sociales : la remise en cause des grands systèmes théoriques qui dominaient jusqu'alors a conduit à un éclatement des recherches en de multiples champs disciplinaires indépendants, mais elle a aussi permis d'ouvrir de nouveaux chantiers théoriques. Aujourd'hui, ces travaux commencent à porter leurs fruits : des paradigmes novateurs s'élaborent, des liens inédits sont établis entre les disciplines, des débats passionnants se font jour.

Mais ce renouvellement en profondeur reste encore dans une large mesure peu visible, car il emprunte des voies dont la production éditoriale traditionnelle rend difficilement compte. L'ambition de la collection « Recherches » est précisément d'accueillir les résultats de cette « recherche de pointe » en sciences humaines et sociales : grâce à une sélection éditoriale rigoureuse (qui s'appuie notamment sur l'expérience acquise par les directeurs de collection de La Découverte), elle publie des ouvrages de toutes disciplines, en privilégiant les travaux trans et multidisciplinaires. Il s'agit principalement de livres collectifs résultant de programmes à long terme, car cette approche est incontestablement la mieux à même de rendre compte de la recherche vivante. Mais on y trouve aussi des ouvrages d'auteurs (thèses remaniées, essais théoriques, traductions), pour se faire l'écho de certains travaux singuliers.

L'éditeur



SOUS LA DIRECTION DE

Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel

Histoire globale, mondialisations et capitalisme



Éditions La Découverte
9 bis, rue Abel-Hovelacque
Paris XIII^e
2009



Remerciements

Cet ouvrage est publié avec le concours du Centre d'études
des mondes africains (CEMAF), Paris-I/CNRS.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **www.editionsladecouverte.fr**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue. Vous pouvez, à défaut, envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte (9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris) pour demander à recevoir gratuitement par la poste notre bulletin trimestriel *À la Découverte*.

ISBN 978-2-7071-5792-8



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir du livre, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage. Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle toute photocopie à usage collectif, intégrale ou partielle, est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans l'autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2009.



Sommaire

Prologue. Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale <i>par Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel</i>	7
--	---

I. Histoire globale et intégration intercontinentale

1. L'intégration de l'hémisphère oriental du monde, 500-1500 apr. J.-C. <i>Jerry Bentley</i>	65
2. Un seul système-monde avant le xvi ^e siècle ? L'océan Indien au cœur de l'intégration de l'hémisphère afro-eurasien <i>Philippe Beaujard</i>	82
3. De la comparabilité des civilisations eurasiennes <i>Jack Goody</i>	149
4. Changement social et intégration des réseaux d'échange dans la longue durée <i>Thomas Hall et Christopher Chase-Dunn</i>	159

II. Histoire globale et capitalisme

5. La construction d'une économie-monde européenne (1450-1750) <i>Immanuel Wallerstein</i>	191
6. L'hypothèse de la continuité historique du système monde <i>Barry Gills et Robert Denemark</i>	203
7. Capitalisme et (dés-)ordre mondial <i>Giovanni Arrighi et Beverly Silver</i>	227
8. La régulation des systèmes monétaires dans l'histoire du capitalisme <i>Michel Aglietta</i>	261

III. Histoire globale, efflorescences et mondialisations

9. Efflorescences et croissance économique en Histoire globale : une réinterprétation de l'essor de l'Occident et de la Révolution industrielle <i>Jack Goldstone</i>	299
10. Le machinisme induit-il une discontinuité historique ? Industrialisation, modernité précoce et formes du changement économique dans l'Histoire globale <i>Kenneth Pomeranz</i>	335



11. Dynamique smithienne et création des institutions du capitalisme : une analyse des mondialisations antérieures à 1860 <i>Philippe Norel</i>	374
12. La Chine et l'économie politique de son empire agraire dans l'Histoire globale <i>Roy Bin Wong</i>	403
Épilogue. Capitalisme et mondialisation. De l'autonomie des trajectoires locales à l'interdépendance systémique globale <i>Laurent Berger</i>	421
Bibliographie générale	469



Prologue

Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale

Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel

« Ayant inventé le métier d'historien, l'Europe s'en est servie à son avantage. La voilà toute prête à éclairer, prête à témoigner, à revendiquer. L'histoire de la non-Europe est à peine en train de se faire. Et tant que l'équilibre des connaissances et des interprétations ne sera pas rétabli, l'historien hésitera à trancher le nœud gordien de l'histoire du monde, entendez la genèse de la supériorité de l'Europe. »

Fernand BRAUDEL.

Dans la littérature anglo-saxonne, les publications sont légion, depuis une quinzaine d'années, sur des thèmes qu'on regroupe de plus en plus sous l'appellation d'« Histoire globale ». On peut repérer immédiatement plusieurs dimensions propres à ce nouveau programme de recherche. C'est en premier lieu une analyse du rôle crucial du monde non-européen dans l'histoire de l'humanité (avec la « réhabilitation » notamment de la Chine et de l'Inde pour la période précédant le XVIII^e siècle) pour sortir enfin d'une histoire par trop « eurocentrée ». C'est ensuite un profond renouvellement de l'analyse en termes de système-monde, pour prendre en compte à la fois d'autres espaces (l'Afrique, l'océan Indien ou l'Asie centrale) et surtout d'autres époques, très antérieures à celles étudiées par les fondateurs, Wallerstein et Braudel. C'est enfin l'analyse des processus spécifiques de mondialisation, notamment sur les deux derniers siècles, mais pas exclusivement : les interactions pluriséculaires entre continents sont ainsi souvent perçues comme partie d'un processus global d'expansion des échanges, ancêtre éventuel du mouvement contemporain de mondialisation. Plusieurs revues



internationales existent déjà¹, en partie spécialisées sur ces thèmes, mais la littérature scientifique française est restée assez discrète sur le sujet.

L'Histoire globale a été dès ses débuts associée à l'analyse historique du capitalisme, et à l'un des problèmes majeurs légués aux sciences sociales par Smith, Marx, Sombart, Weber et Polanyi : celui de la nature des changements sociaux impliqués par l'accumulation systématique à grande échelle du capital technique, financier et humain, ainsi que de la genèse concomitante des révolutions industrielles. On connaît l'envergure et en même temps la limite des réponses apportées à ce problème par ces pères fondateurs. Smith mit en avant le rôle naturellement stimulant du marché mondial sur la division sociale du travail, et l'obtention conséquente de gains de productivité grâce aux échanges de longue distance. Marx situa de son côté l'émergence du mode de production capitaliste dans les contradictions du féodalisme, à travers la formation du capital marchand et la différenciation internationale des formes d'exploitation du travail débouchant avec le machinisme sur un capital spécifiquement industriel. Pour Sombart, en revanche, le capitalisme fut d'abord « le fruit du luxe et de la guerre conjugués² » des États modernes en construction : les dépenses de prestige des élites et l'explosion des budgets militaires connurent ainsi leur apogée au temps du mercantilisme, suscitant alors proto-industrie, mais aussi dettes publiques et marchés financiers. Weber préféra insister sur le processus historique de rationalisation de la recherche du profit qu'il caractérisa par défaut à partir de la matrice religieuse du protestantisme calviniste. Quant à Polanyi, ce fut en priorité la création d'un Marché autorégulateur qui, associé au processus de désencastrement de l'économie et à la marchandisation conjuguée de la terre, du travail et de la « monnaie », retint toute son attention.

Quelles que furent l'originalité et la portée conceptuelle de ces analyses, elles se caractérisèrent toutes néanmoins par une forme d'eurocentrisme, héritée de la façon implicite de poser le problème : toutes s'attelèrent en effet à comprendre quelles qualités propres à l'Occident pouvaient expliquer pourquoi le capitalisme était né dans cette région et non en Orient. Les recherches ultérieures inspirées de ces analyses furent conduites à

1. Notamment *Review*, la revue du Centre Fernand Braudel de l'Université de Binghamton (New York) créée en 1977 (éditeur R. Lee), le *Journal of World History*, créé en 1990 (University of Hawaii, éditeur J. Bentley), le *Journal of World-Systems Research*, journal électronique créé en 2002 (Institute for Research on World-Systems, University of California, Riverside, éditeurs C. Chase-Dunn et W. L. Goldfrank), et le *Journal of Global History*, lancé plus récemment, en 2006 (Cambridge, éditeurs W. G. Clarence-Smith, K. Pomeranz et P. Vries). Par ailleurs, la London School of Economics a lancé, depuis quatre ans, un « Global Economic History Network » qui regroupe une partie des chercheurs anglophones sur le sujet (Président : P. K. O'Brien).

2. Selon l'expression d'Alain Bihr, <<http://www.revue-interrogations.org/article.php?article=96>>.

chercher la solution du côté des ruptures et des discontinuités imaginées entre les trajectoires historiques respectives de l'Occident et de l'Orient. L'accent fut mis en priorité sur le rôle prépondérant de certaines « révolutions » occidentales déterminantes. Des différentes révolutions, agricoles [Brenner, 1985 ; Bairoch, 1997], scientifique et technologique [White, 1969 ; Mokyr, 1990 et 2002 ; Crosby, 1997], démographique et familiale [Macfarlane, 1993 et 1997], politique [Jacobs, 1958 ; North et Weingast, 1989], religieuse [Weber, 1995 et 1996 ; Bellah, 1957], commerciale, juridique et urbaine [Pirenne, 1939 ; North et Thomas, 1973] jusqu'à la Révolution industrielle, il n'y eut qu'un pas, celui de l'exception culturelle et du miracle européen [Jones, 1981] ! Ainsi, Landes [1998] n'hésitait-il pas récemment encore à attribuer à la diffusion mondiale de traits prétendument caractéristiques de la civilisation occidentale la responsabilité des mille dernières années de développement économique et social mondial³. Et ce, même si de nombreux travaux à la suite de Childe [1942], et à l'exemple des mises au point récentes de Goody [1999, 2004 et 2007], n'ont eu de cesse de rappeler la continuité réelle et parallèle – en dépit de quelques périodes de repli – du développement des cultures marchandes et urbaines à travers l'ensemble afro-eurasien depuis l'âge du Bronze. Il fut ainsi aisé pour Frank [1998], Blaut [2000], Hobson [2004] ou bien encore Goldstone [2008] de revenir aux fondamentaux du relativisme méthodologique pour mieux déconstruire et infirmer point par point la nature fallacieuse des préjugés à l'égard de l'Orient.

Cette prise à contre-pied de l'eurocentrisme a permis de revisiter et de conjuguer avec fécondité le double héritage des recherches menées par l'école des Annales [Burguière, 2006] et par le courant de la « World History » élaboré aux États-Unis [Manning, 2003], sur la base des travaux de Hodgson [1963] et de Mc Neill [1963]. Au plan académique, la *World History* a fait naître de nombreux « cours d'histoire du monde » dans les universités anglo-saxonnes, rééquilibrant le poids des continents non-occidentaux dans l'enseignement. Ces cursus ont incarné une forme de refus de l'eurocentrisme ou de « l'histoire tunnel » dénoncée par Blaut [1993], histoire qui, soit oublie les chronologies des autres, soit ne les considère qu'en réaction aux faits et gestes de l'Occident. Mais ils ont aussi visé un objectif, à la fois louable et cependant profondément ambigu : élaborer une sorte de « grand récit » négocié de l'histoire universelle, susceptible d'être accepté par des sociétés aux visions du passé à l'évidence différentes, voire antagonistes aujourd'hui encore...

3. Grâce notamment à « sa » propension à l'acculturation et son éthique du travail, à « ses » savoirs, techniques, idéologies politiques, structures familiales, valeurs culturelles, consommations préférentielles, etc.

L'Histoire globale s'est donc développée au travers de programmes de recherche reprenant certains acquis et méthodes de la « World History », tout en corrigeant leurs travers grâce aux apports fondamentaux de l'École des Annales et des œuvres incontournables de Fernand Braudel [1949, 1969, 1979, 1985] et de Maurice et Denys Lombard [1971, 1972, 2001-2002 et 1988, 1990]. L'accent a ainsi été mis sur la structure des connexions économiques, politiques et culturelles entre régions du monde et entre continents, dans le but de faire apparaître des systèmes et des processus de plus en plus globaux. L'importance accordée à ces jeux d'échelles a même poussé certains historiens, tel Mazlish [1998], à défendre l'idée selon laquelle l'Histoire globale se devait de marquer sa différence avec la « World History », en étant non plus une description, disons terre à terre, des « mondes » existants et de leurs connexions, mais un regard en quelque sorte extérieur sur le « globe » en tant que tel. La « New Global History » de la sorte esquissée se focaliserait par conséquent sur l'histoire de la mondialisation en poussant aussi loin que nécessaire l'analyse de ses causes ou antécédents. Elle s'intéresserait en priorité à tous les « processus historiques qu'il paraît plus adéquat d'analyser au niveau global qu'aux niveaux local, national ou régional ». La « New Global History » permettrait ainsi en creux de comparer les modalités concrètes locales d'expression de ces processus globaux, rompant de fait avec l'hypothèse d'un grand récit. Les principaux artisans de la transformation de la *World History* en Histoire globale [Northrup, 2005] ont reconnu le bien fondé à ne plus se contenter d'une « intégration horizontale », c'est-à-dire d'une simple mise en relation des expériences humaines à un moment particulier de l'histoire. Ils ont compris qu'il leur fallait aussi procéder à une « intégration verticale », c'est-à-dire identifier des périodes significatives dans la longue durée et surtout fournir des modèles d'explication des évolutions au sein de cette dernière. Moins descriptive et plus analytique, cette façon de faire l'histoire leur est apparue comme ne pouvant être que solidaire des questions que nous pose notre présent mondialisé, et par conséquent indissociable d'une relecture de l'histoire de l'Humanité en fonction des interrogations contemporaines. On retrouve ici, clairement assumée, la fameuse « dépendance téléologique » de toute démarche historique, âprement discutée en son temps par la philosophie critique de l'Histoire [Aron, 1970].

L'histoire des processus constituant ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisation serait donc, en dernier ressort, au cœur de l'Histoire globale. Cet énoncé ne résout cependant aucunement la difficile question des rapports entre ces processus globaux du passé (migrations, épidémies, création de diasporas commerciales...) et la mondialisation présente. Plusieurs publications récentes s'y sont essayées avec des fortunes très diverses. Hopkins et son équipe [2002], malgré la grande richesse de leurs remarques



historiques, ont peut-être seulement contourné le problème en s'appuyant sur une périodisation postulée de la mondialisation : d'une forme archaïque, dominée par les diasporas, les grands empires et la diffusion des grandes religions, on serait passé à la proto-mondialisation impulsée par le mercantilisme des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, puis à sa forme moderne liée à la Révolution industrielle et à l'impérialisme, enfin à la mondialisation postcoloniale depuis 1950. Mais la mondialisation y est finalement peu conceptualisée (et sa dimension économique sans doute insuffisamment approfondie, en tout cas non théorisée), à l'image, par exemple, de la fresque stimulante de Northrup [2005] affirmant que l'histoire, avant l'an 1 000 de notre ère, est celle d'une « grande divergence », l'histoire postérieure voyant peu à peu les forces de convergence l'emporter, comme l'atteste entre autre la diminution depuis cette date du nombre de langues pratiquées à la surface du globe. Si Northrup tente de restaurer une continuité historique séduisante en fondant la mondialisation actuelle dans un mouvement beaucoup plus fondamental et vieux d'un millénaire, il n'éclaire pas pour autant la nature de ces « forces », si ce n'est à rappeler encore une fois le rôle déterminant des technologies de transport, de communication et de destruction dans la transformation des flux et des expériences migratoires.

La difficulté principale est donc de regrouper, pour mieux les distinguer, l'ensemble des travaux, par ailleurs de plus en plus nombreux, se réclamant de l'Histoire globale. Dans le texte introductif du premier numéro du *Journal of Global History*, O'Brien [2006] propose une distinction fondée sur la méthodologie, entre des historiens soucieux de décrire et analyser les interactions, les connexions entre sociétés éloignées, sur la base d'un traitement érudit sur plusieurs sites des archives disponibles en différentes langues – l'histoire connectée de Subrahmanyam [2005] –, et d'autres travaillant plus à partir de comparaisons entre sociétés pour dégager les originalités de chacune, donc leur place dans la structure globale, grâce à la mobilisation supplémentaire de sources de seconde main – l'histoire comparée de Lieberman [2003]. À la réflexion, cette distinction de méthode ne semble que marginalement utile pour repérer des courants ou des écoles de pensée, dans la mesure où la majorité des recherches relève clairement de ces deux approches. Rien de fait ne vient interdire de pratiquer la seconde quand on est majoritairement adepte de la première : Pomeranz [2000] en a fait la vivante démonstration dans son magistral ouvrage sur la « Grande Divergence » entre l'Europe et la Chine au ^{xix}^e siècle... Une telle différenciation, centrée sur l'approche méthodologique, risque fort d'occulter des partis pris théoriques et problématiques plus fondamentaux. Et ce, même si certaines dissensions tiennent par exemple d'une préférence argumentée en faveur d'une méthodologie déductive (*cf.* les travaux de Fogel et North propres à la « New Economic History ») plutôt que d'une méthodologie



inductive, plus soucieuse de généraliser et de théoriser sur la base de faits historiques comparés – certains diraient stylisés –, et non de modéliser *a priori* des régimes d'accumulation du capital dont tout indique *a posteriori* qu'ils dépendent étroitement de séquences et de contextes historiques spécifiques [Boyer, 2005]. L'Histoire globale, loin d'échapper à la querelle des méthodes (*Methodenstreit*), s'enracine bien au contraire dans les débats suscités au tournant du siècle entre l'école autrichienne incarnée par Menger et l'école historique allemande renouvelée par Schmoller.

L'Histoire globale a en fait une triple particularité essentielle. Elle est d'abord fondamentalement transdisciplinaire, ce qui signifie qu'elle s'élabore conjointement sur la base et à la croisée de disciplines voisines, dont les apports spécifiques nécessitent d'être intégrés à partir d'une littérature secondaire commune. Autrement dit, il existe une économie [Norel, 2004 et 2005 ; O'Rourke & Williamson, 1999], une anthropologie [Goody, 1971 ; Terray, 1974 ; Ekholm & Friedman, 2007], une sociologie [Sassen, 2006 ; Tilly, 1990], une géographie [Harvey, 2006 ; Grataloup, 2007], une archéologie [Sherratt, 1994 ; Stein, 1999], une science politique [Wilkinson, 1987 ; Goldstone, 1991] et bien entendu une histoire connectée et/ou comparée [Gruzinski, 2004 ; Chaudhuri, 1990], toutes susceptibles d'alimenter au confluent de leurs recherches le grand fleuve de l'Histoire globale, dont les navigateurs avisés ont toujours la possibilité à rebours de remonter le cours de ses affluents les plus spécialisés. Pour filer la métaphore fluviale, ces différentes disciplines en amont nourrissent en données et en concepts les problématiques propres à l'Histoire globale (les jeux d'échelles et les macroprocessus d'intégration des sphères d'activités sociales), tandis qu'en aval les lectures de seconde main induisent un espace de confrontation des faits et des théories constitutif de son discours.

Or, la seconde caractéristique de l'Histoire globale est l'émergence d'objets de recherche inédits, certes traités traditionnellement sous d'autres formes au sein de telle ou telle discipline, mais désormais réélaborés par les questionnements propres à cette « métadiscipline ». Cette création de nouveaux objets, dans le dialogue entre représentants de disciplines différentes ou de champs de recherches distincts, conduit à relativiser les découpages domaniaux à la fois au sein de chaque discipline et bien entendu au cœur de l'Histoire globale. Même si celle-ci est en effet bien souvent compartimentée en sous-ensembles commodes pour la recherche, plutôt tournés vers le politique [Mann, 1986], le religieux [Bentley, 1993], l'économique [Norel, 2004], ou bien encore la parenté [Goody, 2000], ceux-ci sont cependant fictifs du point de vue des « *relations, des dépendances et des chevauchements* » concrets qui entremêlent la plupart du temps indistinctement ces différentes sphères d'activités sociales. L'idéal impossible, soulignait déjà Braudel [1979, p. 550], ce serait de tout présenter sur un seul plan et d'un seul

mouvement. La pratique à recommander, conseillait-il, « c'est, en divisant, de garder à l'esprit une vision globalisante ». Or, cette vision globalisante, seul contrepoint nécessaire à la fragmentation thématique et disciplinaire de fait pratiquée, est en réalité assurée par la troisième particularité majeure de l'Histoire globale, qui est son ancrage théorique et le déploiement de ses analyses compréhensives et explicatives dans le sillage respectif de l'une des principales figures fondatrices des sciences sociales aux XVIII^e et XIX^e siècles, ainsi Adam Smith pour les sources classiques, Karl Marx pour les références marxistes, Carl Menger pour les positions néoclassiques, et Gustav Von Schmoller pour les perspectives historicistes.

Dans la mesure où l'Histoire globale s'intéresse aux mondialisations et à l'émergence puis à l'évolution du capitalisme, elle peut être organisée autour de trois grands courants théoriques. Ces courants se déploient autour d'analyses du changement social, seules à même de dépasser le compartimentage précédemment évoqué. Le premier courant colle strictement aux théories économiques orthodoxes de l'utilité, du choix rationnel et des mécanismes d'ajustement du marché, en se révélant en définitive peu ouvert à l'héritage de la *World History* et de l'École des Annales. Néo-institutionnalistes et néoclassiques, les successeurs de Menger soit élaborent une Histoire globale sur la base de la théorie des jeux et des coûts de transaction [North, 1981 ; Greif, 2006], soit assimilent mondialisation et phénomènes historiques de convergence des prix de biens et de facteurs [O'Rourke et Williamson, 1999], pour conclure à l'absence de toute globalité avant le XIX^e siècle. Le deuxième, peut-être le plus original quoique le plus éclectique, prend appui sur les idées de Smith [Wong, 1997 ; Pomeranz, 2000], tout en mobilisant abondamment d'autres références, telles la critique polanyienne [Norel, 2007] ou l'anthropologie américaine héritière de l'école historique allemande [Curtin, 1998a ; Bentley, 1993]⁴. Le troisième, d'inspiration marxiste assez large, repose sur un modèle système-monde [Abu-Lughod, 1989 ; Frank et Gills, 1993 ; Arrighi, 1994 ; Chase-Dunn et Hall, 1997 ; Frank, 1998 ; Denemark, Friedman, Gills et Modelski, 2000 ; Beaujard, 2005] largement sophistiqué depuis Braudel, avec cependant une démarcation importante entre Wallerstein (qui tend à relativiser l'existence d'une véritable économie-monde avant le XVI^e siècle) et les auteurs cités ci-dessus.

On le devine, les lignes de démarcation entre ces trois courants restent éminemment mobiles. Par ailleurs, les séparations entre le premier et le second courant, comme entre le deuxième et le troisième sont parfois

4. Ainsi, Huang [1990] reprend à son compte, pour caractériser sur plus de six siècles l'histoire rurale chinoise comme une « croissance sans développement », la notion d'involution forgée par Geertz [1963] pour analyser les changements de l'agriculture indonésienne.

ténées : les deux premiers se rejoignent par exemple du point de vue de leur théorie de la rationalité – Hayami [1986] et de Vries [1994] concevant la révolution industrielle au Japon et en Europe à partir des notions de capital humain et d'utilité marginale – ; le second partage avec le troisième une certaine théorie de la valeur, certains ne récusant pas l'approche en termes de système-monde et reconnaissant, tel Bentley [1999], l'existence de cycles et la mise en place d'une division du travail entre régions sur la base d'échanges commerciaux, biologiques et culturels. Avant cependant de présenter ces courants dans toute leur cohérence interne, il semble important de procéder à une clarification de terminologie concernant le titre même de cet ouvrage, et de répondre pour cela à un certain nombre de questions élémentaires : qu'entend-on habituellement par « mondialisation » et quel est l'usage possible de ce concept ? L'Histoire globale se confond-elle avec l'histoire de la mondialisation ? Dans quelle mesure peut-on parler de différentes phases (ou types) de mondialisation ? La notion de capitalisme peut-elle recouvrir le spectre de ses variantes géographiques et historiques, dont l'école de la régulation [Aglietta, 1976, 2007 ; Boyer, 1986, 2004] a montré pour la période contemporaine l'évolution et la diversité des formes institutionnelles, des régimes d'accumulation et des modes de régulation ?

HISTOIRE GLOBALE ET MONDIALISATION

La mondialisation est d'abord un phénomène contemporain et sa définition apparaît en conséquence historiquement située. Si l'on se focalise sur sa dimension économique, la mondialisation est souvent analysée, non comme une simple mise en connexion des marchés nationaux, mais comme la création d'un véritable marché mondial dé-segmenté, concernant les biens et services, mais aussi les facteurs de production (terre, travail et capital) et contraignant en retour les économies nationales. La mondialisation est donc beaucoup plus qu'une simple internationalisation des marchés dans la mesure où les espaces économiques nationaux perdent désormais une part de leur pertinence en tant qu'entités économiques représentatives. Non seulement le marché mondial contraint ces espaces (c'est notamment le cas du marché financier unifié), mais encore les firmes transnationales les dissolvent par les transferts qu'elles réalisent au sein de la structure (ou du réseau) qui relie les différents pôles de leur activité. Plus récemment, on a mis en évidence ce même pouvoir de négation des entités économiques nationales à travers l'affaiblissement des régulations étatiques sur un territoire donné et leur transfert à un niveau souvent supranational [Kébabdjian, 2006], que ce soit de droit (OMC, BCE) ou encore de fait (FMI).

Liés à cette apparition du marché mondial, des phénomènes de convergence des prix des biens et services, comme des prix relatifs des facteurs, ont été particulièrement mis en exergue [O'Rourke et Williamson, 1999]. Ce qui amènerait grossièrement à considérer la mondialisation contemporaine comme un processus de réduction de certaines inégalités, par exemple sous la forme d'une diminution de l'écart salarial entre pays émergents et pays anciennement développés. On sait que la réalité est nettement plus nuancée : création d'inégalités internes aux économies nationales, le plus souvent au détriment du facteur de production relativement rare ; diminution ou accélération de ce rattrapage en fonction de la croissance des pays partenaires et de leur trajectoire démographique ; distinction à faire entre produit par tête et revenu du travail, etc. Par ailleurs, si l'on sort de la comparaison entre salaires, il est clair que les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches de la planète s'accroissent. Il n'en reste pas moins que pour le courant néoclassique, des indicateurs précis de convergence caractérisent la mondialisation contemporaine. Sur cette base très générale (création d'un marché mondial et phénomènes de convergence d'une part, dissolution partielle des espaces économiques nationaux d'autre part), il apparaît que seules deux phases de mondialisation sont clairement identifiables historiquement, depuis le milieu des années 1980 d'une part, entre 1860 et 1914 d'autre part. Et encore, l'attaque frontale des espaces nationaux n'était que très embryonnaire à la fin du XIX^e siècle, au cours de la première mondialisation, même si le fonctionnement de l'étalon-or permettait de réguler l'économie mondiale indépendamment des pouvoirs étatiques nationaux. En deçà de 1860, il semble totalement exclu de parler de mondialisation au sens défini par ces deux groupes de critères. Cette approche de la mondialisation, largement dominante chez les économistes, sera ici qualifiée de définition de la mondialisation au sens strict.

Il est cependant possible de se placer à un niveau plus abstrait, en quittant ces indicateurs empiriques assez réducteurs. Ils révèlent en effet la mise en place dans les périodes de mondialisation précitées d'une synergie particulièrement forte entre une expansion géographique des productions destinées aux échanges (pas nécessairement marchands) d'une part, et une progression de la régulation marchande d'autre part, c'est-à-dire une coordination décentralisée de l'ensemble des activités par le biais des prix. Au point du reste qu'il est souvent difficile de dissocier les deux phénomènes. Depuis le milieu des années 1980, nous assistons ainsi à une expansion spatiale des échanges économiques (conversion de la Chine au « socialisme de marché », désintégration du bloc soviétique, réintégration progressive des pays un temps surendettés de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne) en concomitance avec une hégémonie plus marquée du Marché sur l'organisation économique (faible régulation

du marché mondial, apparition d'instances régulatrices particulièrement *market-oriented*, pénétration de nos comportements par la « rationalité économique ». À un autre niveau d'abstraction, donc en généralisant, la mondialisation s'identifierait à la synergie entre ces deux phénomènes, à leur dialectique propre, sous des formes par ailleurs toujours renouvelées. Il va sans dire que cette synergie joue aussi dans les années 1860-1914 : expansion géographique avec l'intégration de la Chine après les guerres de l'opium, mainmise britannique sur l'Amérique latine indépendante, expansions coloniales d'une part, progression de la régulation marchande avec la libéralisation du commerce, les premiers mouvements de capitaux au titre de l'investissement de portefeuille, la régulation rigide propre à l'étalon-or, d'autre part.

Si l'on accepte une telle approche des phases de mondialisation comme relevant de cette synergie entre « l'expansion géographique » et le « changement institutionnel » menant à plus de Marché, il est alors sans doute possible de relever, avant même le milieu du XIX^e siècle, d'autres processus de mondialisation. Par exemple, il semble acquis que la Révolution industrielle dans sa première phase (1750-1830) doit beaucoup à la nouvelle maîtrise des mers conquise par la Grande-Bretagne (laquelle rentabilise les innovations techniques en fournissant les matières premières en quantité et en offrant de nouveaux débouchés, tout en apportant un capital substantiel à la première économie industrielle). Or, cette Révolution industrielle n'est rien d'autre, pour Weber, que l'arrivée à maturité du capitalisme (les six conditions weberiennes nécessaires à une recherche rationnelle du profit étant enfin réunies), autrement dit une étape décisive dans la progression de la régulation marchande. Dans cette configuration historique, la synergie jouerait sans doute plus dans le sens d'une influence déterminante de l'expansion géographique sur l'approfondissement de la régulation marchande (surtout du reste à l'intérieur de l'économie nationale britannique). Mais d'autres périodes révéleraient sans doute une même influence univoque : les Pays-Bas créent ainsi les institutions de leur économie nationale de marché grâce à une évidente domination sur les commerces en Europe et en Asie, au moins dans la première moitié du XVII^e siècle. Des formes de mondialisation sont peut-être observables bien plus tôt, dès la naissance de l'État en Mésopotamie qui s'accompagne de l'essor d'un commerce à longue distance avec l'Anatolie et le golfe Persique, d'une augmentation de la production, d'une diversification de la division sociale du travail⁵. Ces formes manifestent une première recherche rationnelle du profit, et montrent

5. Dès le 4^e millénaire av. J.-C., des tablettes de l'époque Uruk Tardive (ca. 3200 av. J.-C.) donnent des listes de titres et de métiers [Nissen, 2004, p 13], qui seront répétées sur près de mille ans.



le développement d'un marché de la terre et du salariat, au III^e millénaire en tout cas, en liaison avec l'apparition de l'intérêt sur des dettes et des prêts commerciaux – parallèlement au véhicule monétaire que représente l'argent métal [Powell, 1977 ; Hudson, 1996 et 2002 ; Beaujard, 2009a et b].

Dans cette perspective, qui sera qualifiée ici de définition au sens large, l'histoire des processus de mondialisation ne saurait donc se réduire à l'analyse des seules phases reconnues, de 1860 à 1914 et depuis les années 1980. Est-ce à dire pour autant que l'histoire des processus de mondialisation s'identifierait à l'Histoire globale ? Autrement dit, peut-on imaginer que la recherche des périodes de mondialisation antérieures, ou de processus précurseurs, sature en quelque sorte le programme de recherche de l'Histoire globale ? Il ne saurait évidemment en être question : même si l'agenda de l'Histoire globale est largement influencé aujourd'hui par l'analyse des processus lointains de mondialisation, il est infiniment plus vaste. Et ce, en premier lieu, parce qu'il concerne des sociétés et des espaces où, si l'expansion géographique des productions destinées à l'échange est le plus souvent présente, la progression de la régulation marchande ne semble pas à l'ordre du jour ou se voit, à l'inverse des phases de mondialisation, sévèrement contrariée, à tout le moins contrôlée.

Telle qu'elle apparaît dans la littérature, l'Histoire globale est à l'évidence beaucoup plus riche que l'histoire des processus de mondialisation, notamment réduite à leur dimension économique. Elle traite en effet des réseaux d'échanges globaux, pacifiques ou violents, en fonction de leurs flux caractéristiques (biens, services, capitaux, information, populations) et selon leur morphologie (étendue, configuration hiérarchique ou rhizomique), en tenant compte des formes d'interactions instituées entre les partenaires d'échanges. L'étude de ces dernières relève ainsi de deux registres : d'une part, leur fréquence, leur intensité, leur caractère direct ou indirect, leur temporalité ; d'autre part leur logique interne (réciprocité, redistribution, commercialisation, prédation, protection, transmission, etc.). Ainsi, le marché ne représente que l'une des modalités de l'échange avec l'extérieur : les tributs millénaires propres à la sphère d'influence chinoise, l'impôt dû à Rome par ses périphéries, les échanges diplomatiques entre États, les échanges à prix administré⁶ par les pouvoirs politiques égyptien ou carolingien, les échanges de rapine de certaines compagnies commerciales occidentales au XVII^e siècle ou encore le commerce à coups de canon du XIX^e siècle ne relèvent pas du marché. En ce sens, l'Histoire globale est donc beaucoup

6. Les données dont nous disposons aujourd'hui conduisent à relativiser l'importance de cette fixation des prix par les États, en Asie occidentale surtout. Le 2^e millénaire av. J.-C., par exemple, dans les périodes assyrienne et babylonienne anciennes, montre des marchés aux prix fluctuants en partie régulés par le jeu de l'offre et de la demande [Veenhof 1987, 1999, Glassner, 2002]. En Grèce ancienne, les prix variaient et influençaient en retour la production [Bresson, 2000].



plus large que l'analyse, dans les processus de mondialisation, des progrès de la régulation marchande. De fait, elle prend en compte la nature des rapports de pouvoir, et s'intéresse aussi bien aux réseaux religieux [Ray, 1994 ; Foltz, 1999] qu'aux transferts de techniques sur longue distance et aux réappropriations technologiques résultant de ces transferts : on évoquera ici la lettre de change transformée par les cités-États italiennes au XII^e/XIII^e siècle à partir d'instruments de crédit déjà utilisés dans l'espace musulman, le passage de la métallurgie du fer d'Asie centrale en Chine au début du I^{er} millénaire av. J.-C. aboutissant à la fabrication de fonte et d'acier [Wagner, 2008], ou bien encore l'adoption par l'Europe de l'imprimerie utilisant des caractères mobiles, expérimentés par les Chinois au XI^e siècle, technologie transférée grâce aux contacts établis sur les routes de l'empire mongol au XIII^e siècle.

L'Histoire globale traite aussi de l'adoption de certaines consommations (et notamment les détournements d'usage de certains produits, cas du chocolat ou du sucre – Mintz, 1986 – par exemple) ou encore de diffusion de plantes et de cultures alimentaires avec les effets déstructurants et restructurants qui les accompagnent, tant dans la société de départ que dans celle d'arrivée [Pomeranz & Topik, 1999]. Elle cherche également à cerner les flux planétaires de métaux précieux et leurs déterminants, montrant par exemple que la production d'argent au Mexique et en Bolivie, au XVI^e siècle, répondait à une demande chinoise plus qu'européenne [Flynn & Giraldez, 1995]. Elle étudie les acteurs de ces liens de longue distance, en particulier les diasporas (juive, arménienne persane, arabe, égyptienne, sogdienne, indienne, chinoise, dioula, swahilie...) qui ont fait le commerce afro-eurasien sur cinq millénaires [Curtin, 1998a], et dont les pratiques sont très loin de s'identifier à celles des membres des « compagnies des Indes orientales », britannique ou néerlandaise, de la période mercantiliste [Chaudhuri, 1985]. L'Histoire globale s'intéresse par ailleurs aux innovations institutionnelles. Niemeyer [2000] a ainsi montré que les *poleis* grecques ont emprunté aux ports phéniciens l'alphabet mais aussi réélaboré certains principes organisationnels, « peut-être l'idée même de *polis* ». Il n'existe pas en fait un champ de recherche qui ne soit susceptible de faire l'objet d'une étude historique globale. C'est l'articulation de sphères différentes d'activités sociales, à la croisée d'échelles d'interaction géographiques et de temporalités multiples, qui caractérise fondamentalement ce type d'approche.

Essayant de repérer les synergies entre les différents contacts, échanges ou transferts, l'Histoire globale est donc plus large que l'histoire des processus de mondialisation ; elle peut ainsi, de par sa perspective, contribuer à celle-ci. En analysant les institutions des échanges, dans



le cadre de monographies précises et dans une visée comparatiste, elle apporte un matériau précieux à l'étude des liens entre expansion géographique et construction du Marché. Par ailleurs, en montrant les voies par lesquelles se constitue un embryon de société globale (homogénéisation relative des techniques, diffusion des modèles de consommation, circulation des signifiants culturels ou religieux, métissages des populations), l'Histoire globale éclaire les processus de « mondialisation culturelle » [Warnier, 1999].

Faut-il finalement employer le terme de mondialisation ou celui de globalisation ? On sait que ces deux termes, en français, ne sont que deux traductions alternatives d'un même substantif anglo-saxon, *globalization*, par ailleurs polysémique [Friedman, 2004]⁷. Il n'y a donc pas de nuance possible, en tout cas en anglais, entre les deux termes, ce qui conduirait à considérer l'usage de l'un ou de l'autre comme strictement indifférent. Dans la mesure, par ailleurs, où le vocable « Histoire globale » semble s'être imposé en français, dans le sens large que nous venons de décrire (et que l'appellation « histoire mondiale » renverrait par trop à l'idée d'un grand récit consensuel), il est peut-être préférable de garder le terme de « mondialisation » pour décrire la synergie analysée entre « expansion géographique » et « changement institutionnel ». En parlant ainsi d'« Histoire globale » d'un côté, de processus de « mondialisation » de l'autre, on évitera sans doute de regrettables confusions...



MONDIALISATION ET CAPITALISME

La seconde clarification à apporter concerne les liens entre mondialisation et capitalisme. Et ces derniers seront évidemment très différents, suivant que l'on considère le capitalisme comme un mode de production spécifique (Marx), une organisation économique permettant une recherche rationnelle du profit (Sombart et Weber), ou bien encore un ensemble de pratiques visant à contourner les marchés réglementés en vue de créer des situations monopolistiques [Braudel]. C'est pourquoi il importe de revisiter les principaux concepts et thèses des précurseurs de l'Histoire globale, pour mieux identifier les filiations et les singularités des constructions théoriques contemporaines.

7. Le terme *globalization* peut se référer à un processus d'intégration mondiale, économique et culturel, ou désigner une perspective d'étude des processus historiques selon des jeux d'échelles.



Marx et le mode de production capitaliste

Le capitalisme désigne chez Marx un mode de production, c'est-à-dire très généralement une combinaison de forces productives, à un certain niveau de développement, avec des rapports de production particuliers. Les rapports de production spécifiquement capitalistes se caractérisent, pour Marx, par la tendance à la généralisation de l'échange marchand et par l'extension du salariat. Le mode de production capitaliste combinera donc primat de l'échange marchand, extension du salariat et forces productives au stade du machinisme.

Comment naissent les rapports de production capitalistes ? C'est l'appropriation privée des moyens de production par la bourgeoisie et la noblesse qui, à partir de la fin du Moyen Âge, oblige une partie des paysans et artisans à vendre leur force de travail. Ils subissent alors, notamment sous la forme du salariat, une extorsion de plus-value (ou surtravail). C'est l'échange marchand qui détermine l'ampleur de ce surtravail. En effet, le montant monétaire du salaire ouvrier s'échange contre des biens de subsistance fabriqués en un temps de travail moindre que le temps de travail ouvrier rémunéré par ce salaire. La différence constitue le surtravail. Cette plus-value n'est cependant réalisée que si le capitaliste parvient à vendre le produit du travail de ses salariés, sanction par l'échange marchand du pari productif.

Comment évoluent ces rapports ? Ils sont soumis à la dynamique impulsée par les propriétaires des moyens de production, lesquels ne peuvent reproduire leur position sociale qu'en se pliant au jeu de l'accumulation illimitée de la plus-value, ce qui signifie investir, encourager l'innovation et la division technique et sociale du travail pour diminuer les coûts de production et maximiser les profits. Cette contrainte s'impose à chaque capitaliste par la structure concurrentielle de production. Elle résulte aussi du fait que la richesse est le fondement du pouvoir d'État et de la puissance militaire dans le capitalisme, comme de la nécessité pour la bourgeoisie de s'approprier l'appareil d'État afin de faire primer ses intérêts de classe.

Quelle chronologie peut-on poser quant à la genèse de ce mode de production ? Si le rapport de production capitaliste apparaît progressivement entre les XII^e et XVI^e siècles, il ne devient prégnant qu'avec le stade industriel de développement des forces productives à partir du début du XIX^e siècle, lequel étend le salariat dans le cadre d'une structure de production concurrentielle et d'une application déterminée de la science à la technique. On peut donc sans doute distinguer, chez Marx, l'émergence du capitalisme (XVI^e -XVIII^e) et son arrivée à maturité (XIX^e). Or chacune de ces deux phases entretient un rapport distinct avec l'économie « maritime »,



puis l'économie internationale. On distinguera donc deux liens successifs, chez Marx, entre mondialisation (conçue comme synergie entre expansion géographique des échanges et progression de la régulation marchande) et capitalisme.

La phase d'émergence du capitalisme s'appuie fondamentalement sur l'expansion des réseaux d'échanges pour réaliser une accumulation primitive de capital, grâce au commerce triangulaire, à la colonisation des Amériques, et plus généralement au déploiement extérieur et intérieur du capital marchand (*putting out system* puis manufactures), en symbiose avec l'État en voie de modernisation. Mais il y a plus que la constitution d'un « trésor de guerre ». En offrant des débouchés nouveaux aux producteurs des puissances centrales, l'expansion géographique des échanges justifie pleinement, par exemple les *enclosures* britanniques qui, non seulement augmentent la production de laine destinée à une demande textile ibérique financée par l'argent américain, mais surtout créent une main-d'œuvre obligée de vendre sa force de travail (phénomène conduisant au salariat). En ce sens, l'expansion géographique des échanges contribuerait de façon décisive à l'apparition du rapport de production capitaliste lui-même.

En revanche, une fois le mode de production capitaliste arrivé à maturité, au début du XIX^e siècle, c'est alors sa propre logique de développement (baisse tendancielle du taux de profit ou recherche d'un équilibre entre sections productives) qui détermine l'expansion géographique des échanges (on reconnaît évidemment ici la théorie de l'impérialisme, qu'elle s'inspire de Lénine ou de Luxemburg). Pour Marx, cette logique de développement se caractérise par sa cyclicité et par deux moyens extérieurs de résolution de ses contradictions. C'est en premier lieu l'exportation de capital, plus généralement la mobilité des capitaux, qui permet de restaurer un taux de profit déclinant au centre. Cette mobilité s'inscrit par ailleurs dans le sillage plus ancien du système de crédit international qui, par le jeu des dettes des espaces étatiques juridictionnels, permet l'émergence alternée de pôles centraux dans le capitalisme : Venise fut ainsi créancière des Pays-Bas qui, à leur tour, devinrent créanciers de l'Angleterre (dont seront ensuite temporairement débiteurs les États-Unis), comme le développera Arrighi [1994]. C'est ensuite le développement du commerce extérieur des biens de base et des moyens de production à moindre coût : son corollaire est à la fois la prolétarianisation des populations à la marge du système capitaliste pour la constitution d'une armée de réserve à l'échelle globale et l'incorporation de marges extérieures à celui-ci dans une nouvelle division internationale du travail – deux points sur lesquels insistera Wallerstein [2006].



Sombart et Weber : de l'esprit du capitalisme au fonctionnement du système économique capitaliste

Ces deux auteurs prêtent attention à la spécificité historique et culturelle des institutions propres aux civilisations (uniquement européenne pour Sombart), et ce, aux dépens des interactions éventuelles entre celles-ci. La mondialisation apparaît alors comme un processus de rationalisation des activités sociales s'étendant progressivement à l'ensemble des sociétés touchées par le capitalisme. Elle s'identifie donc à la diffusion de ce dernier. Pour Sombart, ce processus conduit en priorité à l'affranchissement des contraintes liées aux sources d'énergie humaine/animale et à l'emploi des matériaux organiques, grâce à l'application technique des découvertes scientifiques, source de « destruction créatrice » [1913, p. 207]. Il est initialement porté par l'esprit d'entreprise de la diaspora juive et la mentalité bourgeoise du patriciat urbain des cités-États italiennes de la Renaissance, préfigurant l'émergence de l'entrepreneur âpre au gain, individualiste, conquérant, compétitif, mais aussi attentif à une certaine morale des affaires. À l'inverse, Weber associe le « désenchantement du monde » à l'ascèse intramondaine des élites protestantes, qui en conjuguant métier et vocation divine (*Beruf*), ont élaboré cet esprit capitaliste essentiel à la conduite rationnelle des affaires. Le capitalisme repose en effet selon lui sur une « organisation rationnelle du travail dans le cadre d'une entreprise lucrative dotée d'un compte de capital calculant sa propre rentabilité ». Son arrivée à maturité se caractérise par la couverture des besoins de consommation quotidiens par ce type d'entreprise privée, agissant en fonction des opportunités de profits offertes par le marché [1991, p. 296].

Si Weber et Sombart se rejoignent sur l'idée d'un certain nombre de conditions nécessaires à l'émergence du capitalisme, ce dernier insiste beaucoup plus sur l'importance providentielle de certains « accidents historiques », au rang desquels comptent la découverte des mines d'or et d'argent, les inventions relatives à la cokéfaction, ou bien encore l'existence de matières premières et de terres exploitables en grande quantité [Sombart, 1929]. Sombart se distingue aussi par l'importance accordée à la formation d'une demande de consommation de masse accompagnée d'une offre de main-d'œuvre conséquente (aiguillonnée à la fois par le luxe des cours princières et pontificales, l'industrie de guerre, les constructions navales, l'approvisionnement des grandes villes et la fourniture des colonies en produits manufacturés). Weber [1991, p. 297] insiste plutôt sur les six conditions structurelles accompagnant les progrès de la comptabilité des entreprises : appropriation des moyens matériels de production par ces dernières ; liberté de marché ; techniques et droit rationnels, adossés à une bureaucratie d'État moderne ; existence et disponibilité de travailleurs



libres (pour Weber, le travail salarié généralisé est spécifique du capitalisme moderne) ; commercialisation de l'économie ouvrant sur la spéculation.

Ces conditions apparaissent précisément, dans leur cohérence globale et pour l'essentiel, entre la fin du Moyen Âge et le XIX^e siècle. L'appropriation privée des moyens de production est certes très ancienne (dans l'empire romain par exemple), mais elle ne débiterait clairement qu'au XII^e siècle en Angleterre ; elle franchirait un palier décisif avec la révolution des *enclosures* aux XVI^e-XVII^e siècles. Pour ce qui est de la liberté de marché, elle correspond à l'affaiblissement du monopole des guildes et corporations sur l'emploi, monopole qui reculerait significativement aux Pays-Bas au XVII^e siècle. La technique rationnelle connaîtrait un franchissement de seuil avec les innovations de la fin du XVIII^e siècle tandis que le droit rationnel (notamment de la propriété) émergerait à la fin du Moyen Âge, mais ne cesserait ensuite de se perfectionner. L'existence de travailleurs libres serait elle aussi stimulée de façon décisive par le mouvement des enclosures, quoique la parfaite mobilité du travail n'apparaisse que dans les années 1830 en Angleterre. Enfin, l'émission de titres de participation dans les entreprises ou de titres de rentes sur les dettes s'instituerait dans les cités-États médiévales, à des fins politiques et militaires, transformant ainsi en négoce l'entrée de l'État en guerre (Casa Di San Gorgio), mais aussi à des fins purement commerciales pour financer des entreprises de minerais et de draperie interurbaines. Elle se développerait véritablement lors des premières spéculations boursières opérées lors de la construction des chemins de fer et du commerce extérieur des céréales et des produits coloniaux au XIX^e siècle. Terminons cette revue des conditions weberiennes du capitalisme en précisant que le compte de capital, au sens technique de ce terme, apparaîtrait de façon décisive au début du XVII^e siècle aux Pays-Bas (sur la base, il est vrai, d'avancées préalables dans les cités italiennes du Moyen Âge).

Si l'arrivée à maturité du capitalisme ne se produit qu'en Occident, c'est à son « évolution culturelle singulière » (le processus de rationalisation de l'État, du droit, de la science, de la religion, de la technique, de l'économie, des arts) que celui-ci le doit ; et plus fondamentalement, au fait que celle-ci ait été portée et déterminée par la spécificité institutionnelle et historique de certaines villes occidentales. Ces dernières sont les seules en effet à avoir pu bénéficier d'une forme conjointe de souveraineté et de citoyenneté : elles doivent ces privilèges « bourgeois » à leur association en tant que « collectivités communales » au sein de conjurations interurbaines destinées à organiser leur défense et assistance militaire réciproque, et par-là à assurer leur autonomie politique vis-à-vis des grands empires. Weber soutient ainsi que la séparation des moyens de production des producteurs directs est tout aussi importante dans l'histoire que la séparation des combattants



des moyens qu'ils ont de faire la guerre : la souveraineté des cités-États occidentales s'enracine en effet dans l'auto-formation et l'auto-équipement militaire des citoyens. Or, si les villes indiennes et chinoises ont pu connaître à leurs débuts un développement similaire, celui-ci fut rapidement balayé par l'ascension de grands empires, provoquée par la « nécessité de l'irrigation réglementée ». C'est pourquoi la différence réside dans la façon dont les villes ont perdu à la fois leur souveraineté militaire, judiciaire et industrielle : en Orient, en s'incorporant à des empires sans pouvoir adosser leurs pratiques capitalistes aux pratiques gouvernementales d'États rivaux et concurrents ; en Europe, en tombant sous la coupe d'États-nations en construction et en lutte les uns avec les autres « pour l'hégémonie ». Pour Weber [1991, p. 356] : « Cette lutte de rivalité ouvrit au capitalisme occidental des temps modernes les possibilités les plus grandes. Chaque État séparément devait se mettre en lice face à un capital, libre dans ses mouvements, qui lui dictait les conditions sous lesquelles il l'aiderait dans sa lutte pour le pouvoir. De cette alliance contrainte et forcée entre l'État et le capital naquirent les bourgeoisies nationales. C'est donc l'État national fermé qui garantit au capitalisme les possibilités de sa pérennité et tant qu'il n'aura pas fait place à un empire, le capitalisme perdurera lui aussi. »

Braudel et les trois étages de la maison-monde

Pour analyser la période entre xv^e et xviii^e siècle, Braudel dessine une « maison monde » à trois niveaux : au rez-de-chaussée, l'économie domestique et non marchande ; le premier étage abrite les échanges quotidiens du marché, les trafics à courte distance mais aussi certains échanges lointains et néanmoins transparents ; au dernier étage, une sphère capitaliste, que Braudel nomme « contre marché », se caractérise en revanche par l'absence de transparence. Le capitalisme désigne en effet, paradoxalement, « des activités qui s'avèrent différentes de l'économie de marché » [1985, p. 49]. Il repose sur « une économie de marché vigoureuse », appuyée sur une croissance démographique, mais n'apparaît que lorsque le marchand cherche à contourner les marchés réglementés [1989, t. 2, p. 535]. Braudel relativise ici le lien établi par Sombart et Weber entre rationalité et capitalisme : « il y a *des* rationalités, celle de la concurrence libre en est une, celle du monopole, de la spéculation et de la puissance en est une autre » [1979, t. 2, p. 514]. Les marchands achètent directement chez les producteurs, parfois à l'avance. Ce type de vente se déroule aussi en marge du lieu de marché officiel. « De longues chaînes marchandes se tendent ainsi entre production et consommation », que leur efficacité impose [1985, p. 58]. Et plus ces chaînes s'allongent, plus elles échappent aux règles et aux contrôles, plus le processus capitaliste émerge clairement. En ce sens,

il s'oppose dès l'origine aux autorités et naît de cette opposition. En instaurant une déréglementation de fait des marchés, en poussant aussi à marchandiser terre et travail, l'état d'esprit capitaliste serait un acteur majeur dans la progression de l'autorégulation marchande, elle-même fondée sur l'essor du commerce au loin – autre condition à l'essor du capitalisme, « passage obligatoire à un plan supérieur du profit » [1989, t. 2, p. 535]. Ce commerce, qui concerne une « oligarchie » de gros négociants, s'accompagne de pratiques monopolistiques et de l'essor des techniques de la monnaie et du crédit. S'il souligne avec raison les innovations européennes (apparition d'un marché de la lettre de change, instrument cependant hérité du monde musulman ; création des premières Bourses, puis de Banques centrales), Braudel livre d'abord un bilan eurocentrique des situations chinoises et indiennes [1989, t. 1, p. 395 *sq.*], pour reconnaître finalement : « De l'Égypte au Japon, des capitalistes, des rentiers du négoce, de gros marchands, des milliers d'exécutants, des commissionnaires, des courtiers, des changeurs, des banquiers. Et du point de vue des outils, des possibilités ou garanties de l'échange, aucun de ces groupes de marchands ne le cède à leurs homologues d'Occident. » [1989, t. 3, p. 419].

En Europe, le capitalisme émergerait dès le XIII^e siècle dans des « archipels de villes » interconnectées, et plus particulièrement dans des cités-États italiennes qui se glissent entre les économies dominantes en alliant violence et commerce. Les négociants y disposent d'une multitude d'avantages : supériorité de l'information, de l'intelligence, capacité de jouer sur les monnaies métalliques, d'augmenter leur capital par des prêts mutuels, absence de spécialisation et souplesse dans le réinvestissement vers les activités les plus rentables. S'ils ne constituent pas toujours des monopoles durables, ces négociants « internationalisés » ont toujours les moyens de supplanter la concurrence. Les États-pays laissent faire dans la mesure où ils trouvent leur intérêt à l'existence de ce négoce, tandis que dans les villes autonomes et les cités-États, une symbiose se fait jour entre pouvoir politique et marchands. L'« invention » de l'Amérique par l'Europe, appuyée sur l'esclavage et la traite africaine, représente une étape nouvelle dans la construction du capitalisme européen, par les ressources et les débouchés qu'elle procure (métaux précieux, largement redirigés vers l'Inde et la Chine, sucre des plantations...) ; elle favorise la création de marchés nationaux – achevée au XVIII^e siècle, en Angleterre d'abord – préalable à l'expansion de l'« économie mondiale européenne » lors de la « révolution commerciale » du XVIII^e siècle puis de la Révolution industrielle [1989, t. 3, p. 237, 497].

L'expansion des réseaux joue un rôle structurant dans ce que Braudel nomme « économie-monde », espace hiérarchisé « économiquement autonome, [...] auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique » [1979, t. 3, p. 12]. Ces réseaux d'échanges divergent

et convergent tous vers un même *centre* de gravité hégémonique (un pôle urbain cosmopolite au cœur d'un archipel de villes où se pratiquent les plus hauts prix et salaires), lieu où s'accumulent richesses, biens de luxe, sciences et hautes technologies, arts et savoirs lettrés ; tandis qu'à leurs confins, dans l'entre-deux de leur quadrillage réticulaire, se développent des zones plus ou moins déconnectées et isolées (*périphéries*), faiblement peuplées, peu monétarisées, ni spécialisées, ni urbanisées, et dont la main-d'œuvre est « exploitable et corvéable à merci » (par le servage, l'esclavage, etc.). Entre les nœuds de ces réseaux (le centre) et les extrémités de leurs ramifications (les périphéries), il y a donc la place pour des zones relais intermédiaires (les semi-périphéries), dont le critère d'identification empirique est la présence de « colonies marchandes étrangères ». Ceci n'implique donc pas une distribution exclusive des zones périphériques aux antipodes géographiques du centre. « Toutes les économies-mondes étaient ainsi trouées d'innombrables puits, hors du temps du monde, situées hors des échanges et des mélanges » [Braudel, 1979, p. 39]. Toute économie-monde a ses frontières, qui dépendent pour une part des données géographiques et des techniques de transport.

« Il y a eu des économies-mondes depuis toujours » [*ibid.*, p. 14], et en tout lieu, mais c'est « l'économie-monde européenne [qui] a été le processus matriciel » d'un capitalisme que Braudel voit s'esquisser au Japon, mais échouer en Afrique et dans le reste de l'Asie [1989, t. 2, p. 519 ; t. 3, p. 44, 419, 538, 549]. Associant liberté d'entreprise, production et activités bancaires, les villes européennes ont développé des caractéristiques que ne possédaient pas les villes africaines et asiatiques. Dans les sociétés non européennes, à quelques exceptions près, le poids de l'État limite l'essor de la bourgeoisie et les structures sociales « gênent le destin de la ville » : « la société est prise dans une sorte de cristallisation préalable » [1989, t. 3, p. 462]. « Trois énormes économies-mondes » se sont pourtant développées en « Orient » : d'un côté l'Islam, de l'autre côté la Chine, avec « un jeu de bascule » de part et d'autre d'une Inde en position centrale ; « mais, entre le xv^e et xviii^e siècle, ne peut-on parler d'une *seule super économie-monde* qui les engloberait, plus ou moins toutes les trois ? » [1979, t. 3, p. 417].

Des pulsations sont repérables au double niveau de l'espace et du temps. Toute économie-monde est animée de cycles courts et de tendances séculaires affectant l'économie, la politique, la démographie... Braudel reconnaît en outre dans l'évolution du capitalisme des phases d'expansion financière, lors desquelles « l'oligarchie sociale » de la puissance dominante « se retire du négoce actif », préférant investir dans la finance plutôt que dans les activités productives. L'expansion financière d'un cœur favorise et accompagne l'émergence d'autres centres. Ce « gonflement anormal de la banque et du crédit », on l'observe à intervalles réguliers : Florence



vers 1300, Gênes à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle, Amsterdam au xviii^e siècle, l'Angleterre dans la première moitié du xx^e siècle « et les États-Unis aujourd'hui » [1979, t. 3, p. 226, 460].

« Un capitalisme en puissance s'esquisse dès l'aube de la grande histoire », mais avant la Révolution industrielle, faute de rentabilité, seuls quelques secteurs d'activités permettent l'accumulation du capital et son réinvestissement dans la production. À partir du xviii^e siècle, en revanche, le capital s'investit massivement dans l'agriculture, les transports et l'industrie ; avec les machines à vapeur et l'essor des fabriques au xix^e siècle, « la grande industrie nous a entourés de toute part ». La Révolution industrielle marque à la fois le « terme d'un long processus » et une « rupture ». « Au travers de cette grande mutation, le capitalisme est resté, pour l'essentiel, semblable à lui-même », progressant de crise en crise, sources à chaque fois d'une « nouvelle donne au profit des plus forts », mais la Révolution industrielle c'est aussi le « miracle » de la croissance continue à partir de 1850, alors que les croissances antérieures se sont toutes heurtées aux « limites du possible ». « Ce qui ne veut pas dire qu'un plafond, un jour, ne se reconstituera pas » [1979, t2, p. 200, 272 ; t. 3, p. 511 *sq.*, 538, 543].

En résumé, il apparaît deux types de rapports entre capitalisme et mondialisation, suivant que l'on adopte une définition stricte ou large de cette dernière. Dans l'acception large, le capitalisme serait, soit un facteur crucial de mondialisation (Braudel), soit au contraire impulsé par la mondialisation ou par l'extension des réseaux d'échanges à l'échelle globale pour ce qui est de son émergence (Marx), soit encore un effet direct, en tant que construction sociale (Weber), des pratiques de rationalisation qui débutent au xvi^e siècle. En revanche, dans une acception stricte de la mondialisation, celle-ci serait sans doute, et de façon très univoque, un résultat nécessaire du capitalisme puisque les deux seules périodes de mondialisation compatibles avec cette définition stricte sont postérieures à la reconnaissance du capitalisme. On le voit, le débat sémantique est tout sauf inutile et pré-détermine largement les conclusions que la littérature peut adopter quant aux relations entre mondialisation et capitalisme...

LE MARCHÉ, DESTIN NATUREL OU UTOPIE TOTALITAIRE ?

Au-delà de ces précurseurs de l'Histoire globale qui ont proposé une définition spécifique du capitalisme, il importe de reprendre les liens entre mondialisation et capitalisme à partir de deux autres pionniers majeurs, qui ont fondé leur approche, non sur le concept de capitalisme, mais sur la notion de marché autorégulateur, d'une façon à la fois complémentaire mais aussi profondément antagoniste, Smith et Polanyi.



*Adam Smith et le cours naturel ou rétrograde
de la marche vers l'opulence*

Smith [1776] est le premier à avoir montré la logique de l'économie de marché et décrit les avantages à attendre d'un libre jeu des intérêts économiques privés, même si dans la *Théorie des sentiments moraux*, il défend l'idée que l'altruisme et le besoin de reconnaissance par autrui sont aussi une motivation élémentaire du comportement humain. Il lui apparaît en effet qu'une société fondée sur la recherche de l'intérêt privé est plus solide, efficace et durable et assurera au mieux la satisfaction des besoins de tous. Il vaut mieux ne pas attendre exclusivement de l'altruisme du boulanger la possibilité d'obtenir un bon pain... En ce sens, la liberté laissée aux intérêts privés est plus le fondement d'une construction sociale raisonnée qu'un impératif de nature même si, dans sa description du caractère auto-régulateur du Marché, Smith tendra à présenter cet ajustement comme l'effet d'une « main invisible » dont on ne saurait se priver. Pour Smith, le Marché est avant tout un « instrument de gouvernement », au service de la puissance de l'État et du niveau de vie de sa population : seul « un État fort peut créer et reproduire les conditions d'existence du Marché, réguler ses opérations et intervenir activement pour corriger ou contrecarrer ses effets indésirables » [Arrighi, 2007, p. 43].

Smith tire en effet deux leçons de l'histoire mondiale depuis les grandes découvertes : le développement du commerce et de l'industrie a eu pour conséquence de déplacer l'origine du pouvoir politique, du monopole des moyens de la violence à celui des richesses ; par ailleurs, une force militaire supérieure a donné un avantage déterminant aux nations dans leur course à l'enrichissement. Ainsi, les trajectoires respectives de l'Occident et de l'Orient (principalement l'Asie du Sud), ne serait la supériorité militaire des premiers, auraient dû converger vers une égalisation par le haut des puissances et richesses respectives de leurs nations au sein d'un seul et même marché mondial unifié, à la suite de l'élargissement et de l'intensification de leurs échanges économiques [*ibid.*, t. 2, p. 141]. Elles auraient dû en effet suivre un cercle vertueux de développement, où la taille et l'extension des marchés entraînent la division du travail (source de gains de productivité, de spécialisation productive, d'économies d'échelle et de croissance), qui, à son tour, multiplie les possibilités d'échanges (donc la taille et l'extension des marchés).

La division du travail peut être ainsi interne à l'entreprise, à l'image de sa fameuse description de la manufacture d'épingles. À l'intérieur de celle-ci, la répartition des tâches entre les ouvrières permet une plus grande habileté de chacune, une économie de temps et des innovations techniques éventuelles. Mais elle est aussi externe à l'entreprise et le gain de



productivité résulte alors de la spécialisation de producteurs indépendants : la « recherche-développement » d'une part, et les fabricants de biens de consommation intermédiaire d'autre part sont ainsi les fers de lance des progrès techniques à venir [*ibid.*, p. 304]. Quant à l'étendue du marché, si elle augmente avec la liberté de commercer à l'intérieur d'une nation, elle est évidemment accrue par le commerce extérieur qui devient alors une source majeure de la division du travail. Pour Smith, grâce au commerce étranger, les pays donnent « une valeur à leur superflu en l'échangeant contre quelque chose d'autre qui peut satisfaire une partie de leurs besoins [...]. De cette façon l'étroitesse du marché intérieur n'empêche pas la division du travail dans toutes les branches des arts ou de l'artisanat et de l'industrie d'atteindre sa perfection la plus haute » [*ibid.*, p. 459].

Ce cercle vertueux des nations dure néanmoins jusqu'à ce que celles-ci atteignent un « état stationnaire », c'est-à-dire un seuil maximal de densité démographique et d'accumulation du capital, au-delà duquel les détenteurs de capitaux n'ont plus intérêt à investir les sphères de production et de commerce localement existantes, sous peine d'obtenir des profits insuffisants, principalement à cause de la pression concurrentielle des autres entrepreneurs [*ibid.*, t. 1, p. 375-378] : la seule solution est alors de partir à la conquête de nouvelles parts de marché (*channels of trade*), si possible garanties et protégées de la concurrence par des ententes privées ou des interventions gouvernementales, n'hésitant pas à recourir à la force [*ibid.*, t. 1, p. 128].

Smith affirme finalement deux choses. En premier lieu, le commerce extérieur permet l'écoulement des productions excédentaires qui naissent des limitations du marché intérieur : ce commerce permet de lever les blocages internes au développement des nations. Ensuite, l'idée que le commerce extérieur, en augmentant leur « puissance productive », permet l'acquisition d'avantages non naturels dans l'échange. L'acquisition de ces avantages ne concerne cependant que « les arts, l'artisanat et l'industrie », car la division du travail concerne peu l'agriculture [*ibid.*, t. 1, p. 12]. Le commerce extérieur est donc bien un facteur clé du développement économique. Seulement, cette politique commerciale peut s'intégrer à deux trajectoires diamétralement opposées, en fonction du degré de militarisation des échanges. Soit en effet le commerce est utilisé politiquement pour provoquer des changements institutionnels majeurs parallèles à la croissance recherchée, soit il sert économiquement à exploiter au maximum le potentiel de croissance d'institutions déjà établies. Pour Smith [*ibid.*, t. 1, p. 405-406], la Hollande est ainsi le prototype de cette première trajectoire, au cours artificiel et rétrograde (*unnatural and retrograde*) : les villes utilisent alors le commerce extérieur imposé pour entraîner l'émergence des manufactures, qui, ensemble, stimulent à leur tour les principales transformations de l'agri-



culture. À l'inverse, la Chine est le prototype de la seconde trajectoire, du « progrès naturel vers l'opulence », virtuellement présent dans toute nation acceptant la libéralisation des échanges : le capital y est d'abord affecté à l'agriculture, puis aux manufactures et enfin au commerce international, assurant ainsi l'enrichissement progressif du pays et des villes. L'expansion de la production agricole crée ainsi une demande d'investissement dans les manufactures, et ces deux secteurs génèrent un surplus de biens échangés à l'extérieur pour des biens de plus grande valeur (avantages comparatifs), l'expansion du Marché assurant alors de nouvelles sources de profit en fonction alors de la compétitivité des économies nationales. Polanyi se situe à l'opposé de cette fascination éprouvée par Smith envers l'efficacité du Marché libre et concurrentiel et s'attache à lui ôter tout caractère naturel en le désignant comme une construction sociale.

Polanyi, l'économie enchâssée et le Marché déchaîné

Polanyi [1957] définit ainsi l'économie comme un « processus institué », c'est-à-dire un ensemble d'activités assurant les « mouvements physiques » des biens entre les agents sociaux. Dans ce processus, l'essentiel est de repérer qui fait circuler les biens et qui se les approprie. Trois schèmes d'intégration sont ainsi distingués : la *réciprocité* décrit les mouvements entre des groupes symétriquement opposés ; la *redistribution* précise comment un centre s'approprie les biens, les stocke et les répartit parmi la population ; l'*échange* se réfère à des mouvements entre agents indépendants qui, soit fixent un prix administré, soit sont eux-mêmes influencés par un prix négocié. Ces trois schèmes peuvent opérer côte à côte dans toute société. Néanmoins l'un d'entre eux vient à prédominer s'il assure exclusivement la circulation de la terre, de la nourriture, de la monnaie et de la force de travail. Or les institutions propres à la symétrie et à la centralité assument des fonctions multiples au-delà de leurs fonctions de mise en circulation des « biens ». À l'inverse le marché est voué tout entier à rendre cette fonction plus efficiente. Si donc centralité et symétrie peuvent garder un sens hors de la sphère de la circulation, le marché en est incapable. En conséquence il aura une tendance irrépressible à subordonner les autres institutions à ses objectifs [Polanyi, 1983, p. 87-88].

Polanyi insiste sur le fait que le commerce n'implique pas forcément le marché, tout comme l'usage de la monnaie ne suppose pas forcément l'institution du commerce et du marché. Il faut pour lui distinguer plusieurs formes de commerce (*gift, administered and market trade*), selon ce qu'il représente pour les commerçants (une occupation statutaire, une occasion de profit) et la façon dont il est intégré. Par exemple, le commerce administré, typique des *ports of trade*, s'il repose sur l'échange, vise la redistribution

pour au moins un des deux partenaires. Il est alors très encadré par la loi, ne tolérant pas le marchandage des prix.

Il faut de surcroît comparer les différents usages de la monnaie (moyen de paiement, étalon de mesure, moyen d'échange différé donc réserve de valeur). Seul le premier est en effet commun à l'ensemble des sociétés (le prix du sang, de la fiancée et des amendes rituelles pour les sociétés primitives, les taxes, impôts, tributs et charges coutumières pour les sociétés archaïques, le « solde de tout compte » pour les sociétés modernes). Seul le dernier implique, pour Polanyi, l'existence du Marché.

Il faut enfin pouvoir repérer les éléments constitutifs de ce Marché (le nombre et l'indépendance des acheteurs et vendeurs, la fluctuation des prix, la compétition, le risque), seuls à même de différencier l'échange administré de l'échange marchand.

La thèse de Polanyi est que le processus de désencastrement de l'économie et son autonomisation par rapport à la sphère politique sont concomitants de l'émergence du Marché : l'échange marchand apparaîtrait pour la première fois en Ionie et en Grèce dès 650 av. J.-C. [*ibid.*, p. 26]⁸, tandis que le système de marchés autorégulateurs, intégrant l'ensemble des secteurs d'activité et des facteurs de production, serait une invention du XIX^e siècle née de la Révolution industrielle. Suite à cette institutionnalisation du Marché, Polanyi [1983] souligne la « grande transformation » de l'entre-deux guerres, à l'origine des totalitarismes du XX^e siècle, en raison du vaste mouvement d'autoprotection des sociétés ayant suivi à partir de 1870 la crise du Marché autorégulateur, mais aussi à cause du caractère utopique et destructeur de cette « marchandisation fictive » des trois piliers sur lesquels reposent les fondations de toute société : à savoir, la terre (et ses ressources naturelles), l'être humain (et sa force de travail) et la monnaie (et la souveraineté d'un collectif). Peut-on, interroge Polanyi, « subordonner aux lois du marché la substance de la société elle-même » ? L'histoire montre que non. Marchandisez le travail humain, rendez-le indépendant de ses fruits et dépendant des caprices du marché de l'emploi, séparez-le « des autres activités de la vie », anéantissez « toutes les formes organiques de l'existence », liquidez « les organisations non contractuelles fondées sur la parenté, le voisinage, le métier, la religion » [1983, p. 220],

8. La place du secteur privé et des marchés dans les sociétés archaïques a été depuis réévaluée, de même que la prédominance de la redistribution en leur sein. Pour les « modernistes » [Silver, 1995], la recherche rationnelle du profit, les investissements productifs et la fluctuation des prix sont pour certains types de biens amplement documentés. Ainsi, les colonies assyriennes en Anatolie, au début du 2^e millénaire av. J.-C., témoignent d'un commerce animé par des firmes privées, avec des entrepreneurs à la recherche de profit et de rentes de monopole [Veenhof, 1987, 1999]. Il est peu probable cependant que le caractère pleinement régulateur du Marché soit alors nettement affirmé en raison de l'absence de réels marchés de l'emploi et de marchés monétaires et financiers.

et l'appel pressant pour une protection sociale prendra des allures révolutionnaires. Marchandisez la terre, brisez ses liens avec les groupes qui en vivent ou qui y sont nés, et le conservatisme foncier deviendra l'une des plus puissantes forces politiques réactionnaires (à l'image de la résistance des Tudor en Angleterre au XVI^e siècle). Autrement dit, le contresens que constitue la marchandisation du travail et de la terre nécessitera toujours un correctif absolument incontournable du point de vue de la pérennité de l'accumulation capitaliste. Des économistes contemporains [Aglietta & Orléan, 1982, 1998, 2002] ont démontré d'ailleurs qu'il en était de même pour la monnaie, indissociable de la souveraineté politique d'une nation. Seul un ré-encastrement partiel de ces marchandises fictives est à même de redonner des marges de manœuvre à leur exploitation ; le Marché est bien alors une utopie récurrente.

L'Histoire globale se retrouve ainsi attentive à la fois à cette capacité (chère à Smith) de développement économique à travers le marché mondial ou le commerce maritime, et à cette transformation des sociétés (strictement polanyienne) dans le sens d'un désencastrement des mouvements des biens et des personnes, lui-même souvent freiné ou infléchi par les pouvoirs existants. La façon néanmoins dont elle conceptualise ces rapports entre Marché, développement, mondialisation et capitalisme, s'exprime différemment dans ses principales écoles de pensée.

LES TROIS COURANTS EN HISTOIRE GLOBALE

Le courant d'influence néoclassique et l'histoire néo-institutionnaliste

La première école historique adopte, pour l'essentiel, les hypothèses économiques néoclassiques de rationalité procédurale des agents, de mise en équilibre d'un ensemble de marchés par le jeu des prix, d'optimalité de cet équilibre général. Elle prend donc appui sur la posture adoptée par Menger dans la « querelle des méthodes », laquelle subordonne l'analyse concrète des « faits historiques » à la vérification de certaines lois économiques, supposées universelles (car fondées sur le comportement rationnel) et indépendantes de leur contexte temporel. Par exemple, la mise en concurrence internationale consécutive à une libéralisation des échanges est censée, par le jeu même des marchés, aboutir à une certaine convergence des prix des biens et prix relatifs des facteurs entre nations : c'est donc en l'occurrence la réalisation de cette convergence qui constituera l'objet même de l'analyse historique, quelle que soit l'époque de sa mise en œuvre éventuelle.

L'approche néoclassique de l'histoire économique n'en reste pas pour autant à ces principes immédiats. Les travaux récents de O'Rourke et Williamson [1999] sur l'histoire de la mondialisation ou encore ceux de Findlay et O'Rourke [2007] sur l'histoire commerciale depuis l'an mil, l'infléchissent vers une prise en compte des éléments historiques concrets et des luttes sociales qui, soit surdéterminent cette convergence, soit viennent la remettre en cause. De même, les apports de North [1981] ou de Greif [2006] montrent comment les comportements rationnels s'incarnent à travers des institutions (censées résoudre des problèmes de coordination non surmontables par le seul marché) et débouchent sur une théorie du changement institutionnel utilisable en Histoire globale. Dans la mesure où les thèses de ces auteurs n'ont pas été invitées à s'exprimer dans cet ouvrage, il s'agira ici de les présenter en donnant les raisons de leur marginalisation par rapport aux deux autres courants.

Le premier groupe de travaux relève de l'Histoire globale en ce qu'il prétend réaliser une histoire économique des processus de mondialisation. Il s'intéresse donc aux mondialisations récentes, conçues comme phénomènes d'intégration économique et financière. Il utilise en particulier les théorèmes de Heckscher-Ohlin et Samuelson montrant que la libéralisation du commerce mondial et la spécialisation en fonction des avantages propres sont sources d'une tendance à l'égalisation internationale des prix des biens comme du prix relatif des facteurs de production (c'est-à-dire par exemple du rapport entre taux de profit et taux de salaire). Sous conditions, Samuelson conclut même à l'égalisation internationale à terme du prix relatif des facteurs entre les partenaires commerciaux. Cette égalisation serait alternativement obtenue par les mouvements de ces mêmes facteurs, des hommes comme des capitaux, qui se substitueraient aux flux des marchandises en cas de protectionnisme.

Dans ces analyses, c'est l'intérêt supposé bien compris des différentes économies nationales qui doit les pousser à instituer des relations marchandes entre elles et à créer le marché mondial. Par extension de ce type d'approche, la convergence internationale des taux d'intérêt est aussi analysée comme conséquence de la libéralisation des mouvements de capitaux [Obstfeld et Taylor, 2004].

Ces auteurs restent silencieux sur les nombreuses hypothèses théoriques qui permettraient au commerce de réaliser concrètement l'égalisation internationale des prix relatifs des facteurs. Ils insistent cependant sur le fait que les travaux empiriques montrent que la convergence relative des prix des biens est, entre 1860 et 1914, plus due à la spectaculaire baisse des coûts de transport qu'à la libéralisation commerciale. Mais la réalisation d'une convergence internationale relative en matière de salaires ne signifie pas pour autant une convergence des PIB par habitant, les évolutions autonomes

de la croissance et de la démographie jouant évidemment leur rôle. Plus important, réduire la mondialisation à la convergence, n'est-ce pas d'abord prendre l'effet pour le phénomène lui-même, considérer le résultat comme l'essence du processus de mondialisation ? Or, ce processus outrepassa historiquement la simple libéralisation des mouvements de biens et de facteurs. Dans la première comme dans la seconde mondialisation, ce sont aussi et surtout de nouvelles stratégies extérieures qui sont inventées par les firmes dominantes. Ce sont aussi des reconfigurations dans les positions relatives de pouvoir et dans l'identité de la puissance hégémonique. Ce sont enfin des innovations, parfois radicales, dans les régulations internationales. Le concept de mondialisation est donc très appauvri dans l'analyse centrée sur la convergence.

Du point de vue des sciences sociales, cette approche confère trop d'importance à la loi au détriment des faits singuliers, en l'occurrence des stratégies d'acteurs et des connivences ou des reconfigurations de pouvoir entre États et forces de marché. La construction de l'objet de connaissance est donc ici solidaire d'un parti pris épistémologique, pour lequel le réel se limite aux conséquences observables d'une loi et qui pose comme accidents tout ce qui ne relève pas de la problématique théorique envisagée.

Weber a montré que la construction de l'objet d'étude se réalise notamment en fonction de la capacité de certains faits stylisés à constituer des « moyens de connaissance », c'est-à-dire des idéaltypes. Mais il nous met aussitôt en garde. Un tel concept n'est nullement le but de la connaissance et ne sert que de référence idéale afin de mesurer les écarts du réel au concept. Pour lui, « rien n'est sans doute plus dangereux que la confusion entre théorie et histoire, dont la source se trouve dans les préjugés naturalistes. Elle se présente sous diverses formes : tantôt on croit fixer dans ces tableaux théoriques et conceptuels le « véritable » contenu ou « l'essence » de la réalité historique, tantôt on les utilise comme une sorte de lit de Procuste dans lequel on introduira de force l'histoire, tantôt on hypostasie même les « idées » pour en faire la « vraie » réalité se profilant derrière le flux des événements ou les « forces » réelles qui se sont accomplies dans l'histoire » [Weber, 1992, p. 178].

Ce type de dérive évoqué par Weber est patent dans les travaux d'O'Rourke et Williamson : en identifiant mondialisation et convergence, on assimile le phénomène historique à expliquer (la mondialisation) aux conséquences de la seule libéralisation, à savoir la convergence. Il y a donc d'emblée hypostasie de l'idéaltype (la libre concurrence et ses effets) pour en faire une force majeure s'accomplissant dans l'histoire. On reste alors dans la confirmation de la cohérence interne de l'idéaltype. On ajoute simplement le constat que ces conditions se matérialisent à une époque donnée, ce qui relève de la pure description. On approfondit alors la théorie



économique, mais on ne fait pas d'histoire... Si le travail des historiens d'une mondialisation assimilée à une pure convergence pose problème, qu'en est-il des célèbres thèses néo-institutionnalistes et de leur application en Histoire globale ?

Au plan théorique, c'est l'approche de North qui a marqué l'histoire économique, notamment parce qu'elle lie les développements de l'État et du Marché à travers la création et la transformation des institutions. Celles-ci sont définies en général comme « des règles, des procédures de mise en conformité et des normes éthiques de comportement, conçues pour contraindre le comportement des individus, dans le but de maximiser la richesse ou l'utilité de ceux qui sont en position de principal » [North, 1981, p. 201-202]. Le « principal » (entrepreneur, consommateur, etc.) est un détenteur de droits (par exemple de propriété) qui délègue par contrat à certains agents une autonomie relative pour agir dans son intérêt. Les règles, procédures et normes seraient donc créées pour s'assurer que l'agent agit en conformité avec ce que le principal l'enjoint de réaliser.

Cette approche analyse alors comment se constituent des systèmes indissociablement économiques et politiques. « Les règles constitutives de ces systèmes auraient pour objectif de maximiser l'utilité des dirigeants en spécifiant parallèlement la structure des droits de propriété et du contrôle sur la coercition » [*ibid.*]. Ceci serait réalisé en spécifiant un mode de distribution de la richesse et du revenu d'une part, en élaborant un dispositif de protection (lié au niveau de la technologie militaire) dans un univers interétatique conflictuel d'autre part, en établissant un cadre de règles opérationnelles destinées à diminuer les coûts de transaction⁹ dans l'économie enfin. L'utilité des dirigeants serait alors d'autant plus grande que les coûts d'opportunité des individus en situation de principal (c'est-à-dire le manque à gagner, pour eux, à ne pas entreprendre), diminués des coûts d'agence liés à la bureaucratie, seraient élevés. Cette utilité des dirigeants est donc assimilée ici à une certaine mesure de l'efficacité économique de l'État (efficacité supposée rentable pour les dirigeants). Et c'est donc bien l'État qui, en fournissant un cadre de mise en application des règles (fonction propre de la bureaucratie) et en promulguant certains codes de conduite, conditionnerait les relations contractuelles sous-jacentes à l'organisation économique. Ces contrats constitueraient alors la réponse des agents, face aux règles imposées par l'État, pour continuer à minimiser les coûts de transaction entre eux. Par exemple, dans une société où le niveau technologique déterminerait des

9. À un niveau fonctionnel, ces coûts de transaction sont constitués par toutes les dépenses liées à une opération contractuelle, autres que les montants payés directement aux vendeurs : frais de recherche d'information, de négociation, de conclusion des contrats en amont ; dépenses de coordination ou de gestion des contentieux en aval.



gains potentiels à se spécialiser, l'économie serait amenée à multiplier les détours de production et à diviser les tâches entre producteurs séparés. Devant la montée des coûts de transaction alors encourus, l'échange entre ces producteurs séparés pourrait être remplacé par une certaine organisation hiérarchique (par exemple la manufacture ou encore le « *putting-out system* »). Mais cette substitution obligerait l'État à organiser les facteurs de production : la décision de le faire serait alors déterminée par les gains nets à en attendre pour les dirigeants. Autrement dit les structures fondamentales de l'économie, appelées *in fine* par le changement technologique, ne se développeraient pas si les élites étatiques n'y trouvaient pas aussi leur intérêt.

Cette approche théorise certains acquis de l'Histoire globale : dans le cadre exogène de la dynamique smithienne permise par l'essor extérieur du xvi^e siècle, l'État serait l'artisan de la mise en place (ou de la légitimation) de droits de propriété plus formels, dans la mesure où les dirigeants y auraient le même intérêt que les « principaux ». Cet intérêt commun serait bien constaté à Venise ou Amsterdam, où marchands et politiques ne font qu'un, et se constituerait progressivement en Angleterre au xvii^e siècle. Ultérieurement, dans le cadre des règles édictées par le pouvoir, les agents économiques entreraient dans des contrats destinés à minimiser les coûts de transaction entre eux : *commenda* et *colleganza vénitienne*, perfectionnement de la lettre de change dans les cités-États italiennes, marché libre du travail aux Pays-Bas au xvii^e siècle...

Cette approche recèle néanmoins plusieurs défauts. En premier lieu, elle ne peut vraiment rendre compte, selon Greif, que des changements institutionnels provenant d'une source exogène (démographique, technologique, géographique) : aucun changement institutionnel endogène n'est véritablement envisageable. Ceci résulte fondamentalement d'une approche des institutions comme règles de comportement : « dans les situations où les institutions déterminent le comportement, les croyances motivent ce dernier tandis que l'observation des comportements effectifs confirme la pertinence des croyances » [Greif, 2006, p. 158]. Dans cette logique spéculaire, on ne voit pas comment, confortées par l'observation mutuelle des comportements, les institutions se modifieraient (sauf en présence d'un choc exogène). Mais par ailleurs, cette approche suppose aussi une harmonie non démontrée entre les gains des agents économiques en position de principal et ceux des dirigeants politiques, ce qui n'est pas le cas général. Elle pose aussi l'État et les dirigeants en purs instruments des principaux, ce qui est historiquement problématique. Enfin et surtout, en concevant les institutions comme des réponses purement fonctionnelles à des problèmes de maximisation économique, la vision de North apparaît sociologiquement limitée.



Elle n'en demeure pas moins, en pratique, une remarquable machine à penser le changement institutionnel dans l'histoire économique traditionnelle, en se fondant sur la tendance, supposée universelle, à minimiser les coûts de transaction. Il en serait ainsi dès les premières civilisations qui, à l'aube du néolithique, s'adonnaient encore à la cueillette et à la chasse. L'agriculture naîtrait d'un souci de minimiser les efforts nécessaires à la recherche de la subsistance dans un milieu où la croissance démographique rendrait ces activités de plus en plus « coûteuses » [North, 1981, p. 72-89]. L'extension de l'espace conquis et cultivé serait pour sa part le fruit de rendements décroissants de l'agriculture, dans un contexte de croissance démographique, rendements qui, par leur faiblesse, justifieraient les coûts liés à la colonisation extérieure, par exemple la colonisation grecque ou phénicienne au début du premier millénaire av. J.-C. [*ibid.*, p. 110]. Parallèlement, ce serait « l'amélioration de l'organisation de l'État qui conduirait à la réduction des coûts de transaction, la spécialisation régionale et l'élargissement des marchés » [*ibid.*]. L'institution étatique serait donc conçue comme essentiellement fonctionnelle, notamment en garantissant les droits de propriété nécessaires à l'agriculture et au commerce. Quant au commerce « international », il résulterait d'abord des complémentarités naturelles entre économies. Mais par ailleurs la diffusion de la technologie, en permettant de produire des biens relativement standardisés et à coût inférieur, dans les espaces périphériques, autoriserait une concurrence vis-à-vis du centre [*ibid.*, p. 119], laquelle s'observerait autant dans les premiers siècles de l'empire romain qu'aujourd'hui...

L'approche par les « coûts de transaction » (ici entendus au sens large) apparaît donc douée d'une étonnante capacité explicative immédiate en ce qui concerne la genèse des institutions économiques que sont le marché, l'État, voire la colonisation ou les échanges internationaux. Cette analyse est aussi pertinente pour expliquer les phénomènes contemporains de mondialisation des firmes. Pour Williamson [1975] cette transnationalisation est entre autres destinée à « internaliser » les coûts des transactions internationales propres aux firmes. La dynamique en jeu dans ce processus de transnationalisation ne serait donc pas fondamentalement différente de celle par laquelle agriculture, marchés, et États auraient émergé dans l'Antiquité. Ainsi serait mise en évidence une continuité logique entre les premiers pas de l'économie et son aboutissement dans la mondialisation présente...

Greif [2006] ne réduit pas, comme North, les institutions à des règles, procédures de mises en conformité et normes, mais leur ajoute les croyances nécessaires à l'application des règles, croyances qui motivent les individus à les adopter et sont fondées, à leur tour, sur des organisations, notamment répressives, mais pas nécessairement étatiques. Ce sont précisément ces



organisations que Greif étudie, par exemple celles propres aux diasporas commerçantes en s'appuyant sur le cas des Maghribi, marchands juifs établis au Caire et opérant au XI^e siècle en Méditerranée. Ceux-ci achetaient et vendaient hors d'Égypte grâce à des agents de leur communauté, qu'ils appointaient sur la base des informations données par les membres de leur réseau commercial. Ayant entre leurs mains une partie du capital de leur mandant, ces agents pouvaient évidemment adopter un comportement malhonnête ou risqué. Les membres du réseau s'engageaient donc à donner toute information utile, à punir les agents déviants en les « débauchant », à ne pas embaucher d'agent déjà répudié par un autre membre du groupe. Dans ce cadre, le souci de leur réputation semble avoir été crucial, sinon vital, pour les agents. Inversement la menace ne pouvait être crédible que si les marchands avaient une claire connaissance commune de ce que les agents ne devaient pas faire (dans le cas contraire les discussions pour interpréter un cas auraient encouragé les comportements opportunistes). Greif montre bien que cette connaissance, d'ordre culturel, de l'« économiquement correct », se substituait avantageusement à toute loi des affaires fondée sur une autorité, dans une situation où les distances interdisaient une intervention rapide de cette dernière. La diaspora fonctionnait donc comme « institution fondée sur la réputation », en dehors de toute loi exogène. Greif en analyse formellement la solidité en montrant que la punition communautaire était inéluctable et « auto-renforçante », un marchand allant vraisemblablement « punir » (en ne le recrutant pas) un agent tricheur qui ne l'aurait pas lésé.

Le concept d'institution posé par Greif permet donc une application féconde à des objets traditionnels de l'Histoire globale (diasporas, cités-États...). Mais les outils ainsi forgés n'ont qu'une utilisation microéconomique et rendent difficilement compte de l'articulation entre Histoire globale, mondialisations et capitalisme... À ce titre, les deux autres courants semblent beaucoup plus féconds.

Le courant d'influence classique et l'école de Californie

Un même horizon problématique sous-tend cette approche développée à l'origine par des universitaires californiens se positionnant comme non-eurocentriques : rendre intelligible la participation différenciée de l'Occident et de l'Orient au développement mondial, et pour cela comparer l'ensemble des effets historiques des dynamiques smithiennes centrées sur la spécialisation régionale et l'extension géographique des marchés. Certains ont pour cela cherché à comprendre comment l'émergence et l'encouragement d'innovations institutionnelles et technologiques majeures ont été susceptibles de contrecarrer les limites malthusiennes possibles de ces



dynamiques. Pour autant, et c'est ce qui fait l'originalité de cette approche, les éclairages apportés ont emprunté à de multiples registres conceptuels, bien au-delà de cette base classique commune.

Dans la logique du cercle vertueux smithien, accéléré ou contrarié par l'intervention des pouvoirs politiques et religieux, Curtin [1998a] et Bentley [1993, 1996] ont rappelé le rôle crucial du commerce de longue distance dans le développement global des arts, des religions, des sciences et des technologies. Sa capacité à provoquer des changements institutionnels déterminants est liée aux échanges transculturels et à l'évolution des techniques de transport et de communication qui l'accompagnent, mais aussi aux épidémies et aux campagnes missionnaires, impérialistes ou colonialistes suscitées par son expansion. Curtin a ainsi mis en avant la contribution des diasporas commerçantes à l'intégration globale progressive des marchés libres et concurrentiels jusqu'à l'avènement du commerce international de libre-échange au XIX^e siècle sous l'impérialisme britannique. Ce dernier sonne leur glas en tant que forme institutionnelle dominante du commerce au loin. Il relève par ailleurs une tendance séculaire à la multiplication et à l'élargissement conjoints des zones géographiques de « commerce transculturel œcuménique » [1998a, p. 234], libres d'entrée et cosmopolites, associant pour des entreprises communes des marchands de confessions religieuses distinctes, mais investis de droits équivalents. Ces aires commerciales se déploient à partir des régions centrales qui accueillent les marchands étrangers et fondent des colonies diasporiques à la conquête de nouveaux marchés. Ce type de commerce est selon Curtin le plus performant pour intégrer les sociétés dans un marché global, mais ne se développe bien souvent que parallèlement à l'ascension des grands empires capables d'assurer la paix civile et la « libre » circulation des hommes et des marchandises (à l'exemple des réseaux romain-parthe-han, de la Pax Mongolica ou de l'océan Indien au XV^e siècle). C'est pourquoi le déclin relatif des puissances politiques s'explique aussi par la reconfiguration des grandes routes commerciales maritimes et terrestres [1998a, p. 121].

Cette idée, que les marchés sont contrecarrés, renforcés ou utilisés au mieux par les gouvernements d'État pour ralentir, accompagner et accélérer, voire dépasser les dynamiques smithiennes, est donc le point de départ de l'ensemble des travaux rattachés à ce courant. Ces derniers visent en effet à illustrer et démontrer deux séries de thèses.

La première est que les régions les plus riches et les plus peuplées du monde avant la Révolution industrielle, par exemple les cœurs de l'Europe occidentale (Grande-Bretagne, Pays-Bas), de la Chine (delta du Yangzi), du Japon (Kantō) et de l'Inde (Gujarat) entre le XVI^e et XVIII^e siècles, connaissent des dynamiques de développement très similaires, malgré des structures sociales et des politiques économiques parfois très divergentes [Goldstone,



2008]. Ces régions connaissent ainsi un même type de croissance démographique et économique, des infrastructures, des niveaux de vie et des salaires plus ou moins équivalents, et l'existence de marchés de biens et de facteurs [Pomeranz, 2000]. Elles encouragent une commercialisation de l'agriculture à la productivité périodiquement rehaussée par de nouvelles techniques, une industrialisation de leurs campagnes et un commerce au loin tiré par une consommation de biens de luxe. Elles sont de plus affectées par des cycles de révolutions et de rébellions en phase avec les mouvements des prix agricoles et les invasions étrangères [Goldstone, 1991] voire par un processus cyclique d'intégration territoriale et culturelle doublé d'une centralisation politique et administrative, lié aux changements climatiques et aux compétitions militaires interétatiques – cas de l'Eurasie et de l'Asie du sud-est entre 1450 et 1830 selon Lieberman [1999].

La seconde série de thèses concerne la façon dont ces régions ont pu parfois au cours de l'histoire bifurquer de leur « marche vers l'état stationnaire », et connaître des changements institutionnels majeurs à la suite d'innovations et de progrès techniques ayant repoussé les contraintes malthusiennes de leur développement smithien, inhérentes à leur statut d'*économies organiques* [Wrigley, 1988]. Ces contraintes démographiques et écologiques sont, d'une part, l'ajustement du ratio population/ressources au travers des famines, épidémies, infanticides, avortements et guerres, et d'autre part le renouvellement des terres arables menacées par la déforestation et l'érosion des sols pour l'obtention des quatre nécessités de la vie (nourriture, fibres, combustibles et matériaux de construction). Jones [1988], par exemple, identifie des phases longues de « croissance intensive » dans le califat abbasside (VIII^e-IX^e), la Chine des Song (X^e-XII^e), ou bien encore le shogunat des Tokugawa (XVII^e-XIX^e). Il caractérise celles-ci par une hausse du revenu par tête et le passage massif de la population active du secteur primaire aux secteurs secondaires et tertiaires. L'urbanisation et la commercialisation se développent ainsi sous la poussée de vagues d'innovations schumpeteriennes entraînant les branches motrices de la production, de la distribution et des transports. L'occurrence de ces phases de croissance est déterminée, selon lui, par le jeu des forces négatives et positives qui, pour les premières, contrecarrent et étouffent la « propension naturelle à l'innovation » des entrepreneurs travaillant partout « pour investir, inventer, innover et améliorer leurs conditions d'existence et sortir de la pauvreté » [1988, p. 185], et qui, pour les secondes, suppriment les institutions contraires à l'extension du Marché et favorables à la recherche de rentes (*rent-seeking*). Ce serait donc pour Jones une synergie des interventions étatiques et des libertés garanties aux marchés et aux entrepreneurs qui seraient à l'origine de ces croissances intensives, initialement recherchées pour assurer la supériorité militaire des États les uns



par rapport aux autres [1988, p. 78, 187]. Epstein [2000] va d'ailleurs en ce sens lorsqu'il démontre que la force motrice à l'origine de l'intégration des marchés européens aux XIII^e, XVI^e et XIX^e siècles est l'ascension des États souverains centralisés et l'uniformisation des juridictions légales et fiscales facilitant la coordination des agents économiques de par la diminution de leurs coûts de transaction.

Wong [1997, 1999] partage dans une certaine mesure cette focalisation sur les politiques gouvernementales dans son analyse comparative des économies politiques européennes et chinoises pré- et postindustrielles. Mais il rapporte celles-ci aux défis rencontrés par le processus différentiel d'étatisation au regard des révolutions et révoltes qui le scandent. La formation des États-nations européens, contrairement à la Chine confucéenne et communiste, est selon lui inséparable du mercantilisme et du développement du capitalisme commercial et financier (au sens braudelien). Ces derniers ont en effet été favorisés en Europe par la compétition militaire interétatique et les luttes entre dirigeants, aristocraties terriennes, clergés et élites urbaines pour la préservation ou la suppression de leurs privilèges juridiques et fiscaux. Alors que les États européens ont trouvé leur financement en priorité dans les emprunts publics et l'imposition du commerce au loin, l'État chinois s'est appuyé au contraire sur les revenus fiscaux tirés massivement de l'agriculture et des taxes foncières. La société chinoise bénéficiait en effet d'une agriculture mieux commercialisée, grâce aux marchands qui organisaient les réseaux d'échange entre provinces, villes et campagnes et grâce aux grands travaux, greniers d'État et colonisations des terres encadrés par son administration centrale. Ce faisant, elle a connu une expansion continue de la production manufacturière marchande délivrée par la paysannerie. Cette proto-industrialisation chinoise aurait été ainsi victime de son succès entre le XVI^e et le XIX^e siècle et n'aurait pas débouché comme en Europe sur l'exode rural et la prolétarianisation des paysans, protégés en Chine par leur statut de petits propriétaires ou fermiers indépendants.

L'école californienne fait reposer cette proto-industrialisation chinoise, à l'instar du *putting out system* et du *cottage industry* au Japon [Sugihara, 1996], sur une « révolution industrielle » centrée sur les familles et les communautés villageoises. Ces dernières n'ont cessé d'augmenter leur production agricole et textile destinée à la vente en intensifiant leur travail (multiplication du nombre de jours et d'heures œuvrés) et en absorbant toujours plus de main-d'œuvre locale (migrants, femmes et enfants), pour mieux accroître leur consommation de biens marchands [de Vries, 1994]. Ce faisant, le succès de cette proto-industrialisation encouragée par l'État a entraîné le développement de l'Asie orientale jusqu'à ses limites malthusiennes [Wong, 1997, p. 127], en raison notamment de la raréfaction des terres arables, de la baisse continue de la productivité marginale du travail et



du manque d'incitations à introduire du capital technique en remplacement de la main-d'œuvre rurale bon marché — situation du *high equilibrium trap* modélisée par Elvin [1973, 1996]. Comparativement, l'Europe aurait été ainsi mieux préparée à s'adapter aux possibilités d'industrialisation ouvertes par la croissance schumpeterienne du XIX^e siècle, du fait de ses institutions bancaires et financières, de ses grandes firmes entrepreneuriales, mais aussi en raison de l'importance préférentielle accordée à ses guildes artisanales et manufactures d'État aux dépens du *putting out system* et de l'agriculture pour la promotion des constructions navales et des techniques d'armement [Wong, 1997, p. 149].

Si, pour Wong, la Révolution industrielle n'est ainsi que la conséquence contingente de l'articulation dans un temps très court de grappes d'innovations et d'institutions liées au capitalisme marchand, Epstein, Goldstone et Pomeranz vont plus loin en tentant d'expliquer la nature même de ce processus d'industrialisation et la grande divergence qui en a résulté sur plus de deux siècles. Sugihara [2007] propose de concevoir la diffusion globale de cette industrialisation massive en deux temps. Tout d'abord, il y aurait, d'un côté, la fracture nord-sud et le développement occidental fondé sur des industries intensives en capital et en énergie minérale, économisant toujours plus de travail ; et de l'autre, le développement asiatique, initialement japonais (années 1880), organisé autour des industries intensives en travail, reposant sur l'investissement en capital humain et absorbant toujours plus de main-d'œuvre bon marché dans le sillage des révolutions industrielles passées. Ces deux trajectoires fusionneraient ensuite dans la région Asie-Pacifique à partir des années 1970.

Pour comprendre l'origine de cette industrialisation globale, Epstein [2008] remonte aux guildes artisanales médiévales et attribue à celles-ci un rôle fondamental dans la stimulation et la diffusion du progrès technique en Europe : investissant dans le capital humain et la transmission des savoir-faire, elles ont rendu selon lui possible la spécialisation des marchés du travail interrégionaux grâce à la mobilité géographique de leurs apprentis, et ont contribué aux inventions et innovations en assurant des rentes de monopoles temporaires à leurs créateurs. L'âge d'or néerlandais (1580-1680) aurait vu ainsi non seulement fleurir les guildes, mais de surcroît les aurait trouvées à la pointe de l'innovation technologique dans la construction navale et les moulins à vent, alors secteurs moteurs de la croissance [1998, p. 701]. Pour Goldstone [2000a, 2006, 2008], si l'Europe entre 1700 et 1850 devient à son tour le leader mondial des découvertes scientifiques et du progrès technique, c'est avant tout au milieu social et à la culture d'innovation qu'elle a su susciter en Angleterre et en Écosse qu'elle le doit. Plusieurs processus contingents ont en effet participé de la genèse et de la diffusion de cette culture d'ingénierie : les découvertes au XVI^e siècle

remettant en cause les vérités religieuses et savantes établies, l'importance prise par les instruments techniques d'observation et d'expérimentation (téléscopes, microscopes, thermomètres, etc.), la mathématisation réussie des observations expérimentales, le climat de tolérance et de pluralisme religieux (l'église anglicane soutient la cause de la science newtonienne), ainsi que l'engouement du public pour une confrontation des idées et des projets des philosophes de la nature, des artisans, des techniciens, des entrepreneurs et des industriels.

Pomeranz [2000] nuance néanmoins ce miracle européen, en rappelant que cette bifurcation majeure dans l'histoire universelle a dépendu avant tout d'un « accident géographique » (la présence dans les sous-sols britanniques de combustibles fossiles – mines de charbon – facilement transportables), et surtout, des rapports de domination et d'exploitation que l'Europe de l'Ouest a su imposer au Nouveau Monde à la faveur d'une conjoncture globale particulièrement avantageuse (la découverte des mines de métaux précieux suivant de peu l'extraction fiscale chinoise en argent). Pomeranz souligne le rôle fondamental joué par le mercantilisme européen dans la périphérisation des Amériques et de l'Afrique, et leur spécialisation dans l'exportation de produits primaires, de matières premières et d'esclaves. Or, l'Europe occidentale n'a pu justement échapper au XIX^e siècle au « goulot d'étranglement » malthusien de sa dynamique smithienne et sortir ainsi de son « cul-de-sac proto-industriel », contrairement à la Chine, que par son approvisionnement privilégié et continu en produits intensifs en facteur terre (coton, sucre, céréales, bois...), facteur de production qu'elle put économiser grâce au commerce triangulaire. C'est donc fondamentalement la capacité à s'attacher des périphéries éloignées et à les contrôler sur le plan politique et militaire, qui a donné un avantage décisif à l'Occident sur ses rivaux asiatiques. Le commerce au loin des cœurs eurasiatiques avec leurs périphéries – exception faite de l'Europe – n'a jamais pu, en effet, selon lui, imposer sur le long terme ce type d'échange entre le XV^e et le XVIII^e siècle, en raison du coût des transports et des stratégies réactives de ces périphéries, ayant une force de travail beaucoup plus libre et plus dispersée qu'en Amérique. Leurs populations ont pu en effet systématiquement se lancer soit dans une révolution industrielle et une proto-industrialisation, ou bien retourner à leur agriculture vivrière lorsque les termes de l'échange leur devenaient trop défavorables. Il a fallu toute la supériorité technologique militaire et le mercantilisme impérial et colonial pour garantir la profitabilité de ce commerce au loin de biens de base avant la révolution moderne des transports et des communications. C'est pourquoi d'ailleurs le Japon attendra le XX^e siècle pour coloniser Taïwan, la Corée, puis la Chine, afin d'assurer son approvisionnement en produits primaires et en matières premières lors de son industrialisation [Sugihara, 1996].

Le courant d'influence marxiste : l'analyse système-monde

C'est à partir des travaux pionniers de la théorie de la dépendance [Prebisch, 1950 ; Baran, 1957 ; Frank, 1970] et de l'École des Annales [Labrousse, 1944 ; Chaunu, 1969 et 1977 ; Braudel, 1949 et 1969] que Wallerstein fonde l'analyse système-monde, dans les années 1970, pour rendre compte de l'origine et du développement du capitalisme à l'échelle mondiale et des inégalités de richesse entre continents. Des premiers, il retient l'idée de rapports entre régions structurés selon le modèle centre/périphérie sur la base d'échanges commerciaux inégaux (les périphéries livrant des esclaves – jusqu'au XIX^e siècle –, des denrées alimentaires et des matières premières aux cœurs contre des produits manufacturés). De la seconde, il s'approprie l'idée d'un « ensemble des ensembles » englobant formations politiques, sociétés, cultures, villes, milieux géographiques et économies locales. Cet ensemble serait animé par un jeu de relations intéressant trois niveaux :

- le niveau de la « vie matérielle », centrée sur les nécessités de l'existence (progéniture, nourriture, fibres, combustibles et matériaux de construction) et qui s'inscrit dans « l'espace-temps structurel » de l'environnement écologique et la longue durée des « trends séculaires » de la naissance, de la croissance et du déclin des « civilisations » ;
- celui de la « vie économique » des échanges inscrite dans « l'espace-temps cyclique » des destins collectifs et des formations politiques, associée aux phases d'expansion et de contraction des productions commerciales ;
- le niveau de la « vie capitaliste » des élites inscrite dans « l'espace-temps événementiel », et se distinguant par des capacités de décision et d'initiative en matière d'entrepreneuriat et de spéculation, suivies d'effet à l'échelle du système [Braudel, 1979, p. 472].

Wallerstein [1974-1989] reprend à son compte ces jeux d'échelles pour caractériser le processus illimité d'accumulation du capital au sein d'un « système-monde », qu'il définit selon plusieurs critères :

- des frontières spatio-temporelles déterminées par la rentabilité des techniques de transport/communication et la projection des techniques de pouvoir,
- une division interrégionale du travail associée à des zones centre/semi-périphérie/périphérie/arène extérieure,
- un système interétatique organisé autour d'un hégémon,
- un commerce de longue distance et un marché global institué pour certains produits et facteurs de production,
- l'existence conjuguée du salariat et du travail contraint/servile,
- une géoculture commune,



- des formes d'interactions (réciprocité, redistribution, échange marchand) entre partenaires d'échange à l'origine de « transferts de surplus »¹⁰,
- des mouvements anti-systémiques tels que révolutions, rébellions et actions collectives protestataires,
- des rythmes cycliques conjoncturels et des *trends* séculaires...

Ce faisant, il légua trois problèmes majeurs et indissociables, à l'origine des principaux clivages entre « transformationnistes » [Wallerstein, 2006 ; Amin, 1993], et « continuationnistes » [Ekholm & Friedman, 1982 ; Frank & Gills, 1993], ainsi que des principales tentatives de synthèse qui en ont découlé [Abu-Lughod, 1989 ; Arrighi, 1994 ; Chase-Dunn & Hall, 1997 ; Sherratt, 2000 ; Beaujard, 2005].

Le premier est celui de la synthèse, en un concept, de ces multiples critères, au vu des données empiriques disponibles. C'est donc aussi la question de la modélisation possible de différents types de « système-monde ». Le second est la délimitation historique et géographique de ces « systèmes-mondes » au regard de leur niveau d'intégration présupposé, donc la question de leur éventuelle transformation ou disparition à la suite d'interactions avec des continents ou régions précédemment exclus de leur environnement. Le troisième, enfin, est la mise en lumière de logiques systémiques présidant à leur avènement, puis à leur évolution, conduisant à un inéluctable déclin, voire à leur transformation ultérieure. Ce dernier problème est clairement relié aux propriétés postulées des cycles et *trends* séculaires responsables du développement des systèmes comme de leurs trajectoires, globale et régionales.

Pour ce qui est des types de « système-monde », Wallerstein et Amin distinguent entre « économie-monde », « empire-monde » et « mini-système », de par la prédominance à chaque fois d'un mode de production particulier (capitaliste, tributaire ou domestique), favorisant en priorité certains types de transferts de surplus (respectivement le libre-échange marchand, l'extraction politico-militaire ou les obligations sociales et familiales). De la révolution néolithique à la crise européenne du féodalisme auraient ainsi coexisté nombre de mini-systèmes sans État aux marges des différents empires-mondes mésopotamien, égyptien, perse, romain, musulman, byzantin, indien, mongol, russe ou chinois, exploitant leurs paysanneries et dominant leurs bourgeoisies marchandes grâce à leurs armées, leurs administrations et leurs religions d'État universelles... Ces systèmes impériaux auraient principalement interagi, en dehors des

10. Ces transferts de surplus prennent trois formes principales : les obligations sociales et familiales (dons, offrandes, bénévolat, prix de la fiancée, prix du sang, dot, héritage, etc.), l'extraction politique et militaire coercitive (imposition fiscale, pillages, tributs, corvées, taxes, etc.) et les échanges commerciaux inégaux (*price taker/price maker*).



guerres et de la diplomatie, au travers du commerce de biens de prestige qui ne concernait que leurs élites et affectait donc peu leurs « vies matérielles ». Ils auraient enfin systématiquement englobé les économies-mondes naissantes qui se développaient dans leurs villes sur la base d'activités « protocapitalistes » (production extensive de marchandises, entreprises à la recherche de profit, salariat, innovations technologiques) cloisonnées et politiquement marginalisées, jusqu'à ce qu'une conjoncture globale aux XIV^e et XV^e siècles (changements climatiques, disparition de l'empire mongol et affaiblissement de l'empire byzantin, déclin de l'église catholique, crise des revenus seigneuriaux) favorise l'émergence conjuguée du capitalisme et de la science moderne dans les siècles qui suivent.

Le développement et la structuration de l'économie-monde capitaliste se seraient ainsi appuyés sur l'expansion géographique des échanges consécutive à la découverte du Nouveau Monde [Wallerstein, 1980, p. 39] : la création d'« États forts » et l'augmentation de la masse monétaire en circulation en Europe auraient alors accompagné une répartition différenciée – entre les régions et les continents – des procès de production (central/périphérique) et des méthodes de contrôle du travail (esclavage et servage dans les plantations, les mines et les domaines forestiers de la périphérie, métayage à la semi-périphérie, et fermage, salariat et travail indépendant au centre). Cette création étatique et cette augmentation de la masse monétaire auraient été entraînées par le commerce à longue distance de biens de base essentiels à la « vie matérielle » des populations¹¹, et par la création concomitante d'un marché global des céréales, du bois et des monnaies métalliques. La centralisation et la montée en puissance des États au centre seraient devenues alors le pendant de l'affaiblissement et de la décentralisation des États à la périphérie, parallèlement à leur capacité à garantir à leurs marchands et à leurs unités de production un environnement sécurisé, doté d'infrastructures, et surtout propice à la création de quasi-monopoles et monopsones. Les transferts de surplus s'opéreraient alors par la spécialisation contrainte de régions dans la production de biens vendus sur des marchés concurrentiels (procès de production périphériques) en échange de biens fabriqués et écoulés sur des marchés de type monopolistique ou

11. La nature basique (denrées alimentaires, matières premières) ou prestigieuse (métaux précieux, étoffes) d'un bien dépend non seulement de sa capacité à couvrir les nécessités de l'existence, mais aussi du poids et du volume qu'il est nécessaire de transporter pour amortir les frais d'expédition [Chase-Dunn & Hall, 1997]. Plus ces quantités sont importantes, et plus ces biens sont considérés comme des « produits de base » (et inversement). Ainsi, des biens manufacturés peuvent-ils aussi bien relever de l'une (des pierres taillées pour la construction) que de l'autre catégorie (les perles et la verroterie). Par ailleurs, si le troc peut suffire au commerce des biens de prestige (facilité par l'ignorance réciproque des coûts de production), la monnaie est nécessaire à l'échange marchand des seconds du fait que leur coût de production entre en ligne de compte dans la fixation de leur valeur [Wallerstein, 1980, p. 274].

oligopolistique (procès de production centraux). La concentration territoriale des activités productives « *price maker* » au centre permettrait ainsi une accumulation du capital favorable au financement d'une bureaucratie et d'une armée de métier nécessaires aux politiques mercantiles et aux expéditions militaires. En retour, celles-ci renforceraient la profitabilité du commerce lointain de par le contrôle des routes commerciales, des sources d'approvisionnement en produits de base, et donc des termes de l'échange [Wallerstein, 2006].

Sur ces bases, et bien qu'elle s'inspire du marxisme, la définition wallersteinienne du capitalisme s'en démarque clairement. Le capitalisme est pour lui d'abord « un système social historiquement situé », sans doute pas réductible aux formulations abstraites proposées par Marx, et dans lequel « le capital en est venu à être employé dans le but premier et délibéré de son auto-expansion » [1985, p. 13-14]. « L'émergence historique du capitalisme réclamait l'extension des processus marchands, non seulement dans l'échange, mais aussi dans la production, dans la distribution et l'investissement, qui s'effectuaient auparavant sans passer par le marché ». En ce sens, « le développement historique du capitalisme a impliqué un mouvement irrépressible de transformation de toute chose en marchandise, une véritable *mondialisation du monde* » [1985, p. 15-16]. L'analyse système-monde tente ainsi de saisir l'émergence du capitalisme « en intégrant l'attention portée par les marxistes à la production et l'accent mis par les smithiens sur la circulation des biens sur le marché » [Mielants, 2007, p. 11].

L'existence de cycles est une caractéristique de tout système. L'approche système-monde distingue deux grands types de cycles longs, laissés dans l'ombre par Marx. Dans les premiers, ou mouvements Kondratieff d'une cinquantaine d'années, les phases d'expansion connaîtraient leur retournement du fait d'un épuisement des monopoles liés au progrès technique. Pour les cycles très longs, de 200 à 300 années, les phases d'expansion et de contraction de l'activité seraient associées à la courbe ascendante et descendante/stagnante des prix des céréales d'une part, et coïncideraient avec le retournement de la croissance démographique d'autre part. La logique des Kondratieff stimulerait, lors des phases B de contraction, l'expansion géographique et la prolétarianisation des producteurs directs à la périphérie, la diminution du coût du travail devenant nécessaire lorsque le progrès technologique et l'établissement de nouveaux monopoles ne permettent plus de contrecarrer la baisse tendancielle des profits [Wallerstein, 1991]. La logique des cycles pluriséculaires stimulerait au contraire l'expansion géographique, la marchandisation étendue de la terre, du travail et de la monnaie et l'incorporation de nouvelles régions à la périphérie *lors des périodes d'expansion* (à l'instar des Amériques et de l'Europe centrale aux XV^e et XVI^e siècles ou encore de l'Inde au XVIII^e), du fait de l'élargissement

du marché global et de la recherche nécessaire de nouvelles sources d'approvisionnement pour la « vie matérielle ».

Prolongeant dans le passé l'utilisation de ce concept de système-monde, divers auteurs ont défendu l'hypothèse d'une continuité de son mode de fonctionnement depuis l'âge du Bronze en Asie occidentale, au prix d'un réaménagement de ses principaux critères d'identification. Ce sont d'abord Friedman et Rowlands [1977] qui ont souligné l'existence conjointe, depuis 5 000 ans, entre certaines régions de l'Afrique et de l'Eurasie, d'un commerce lointain de biens de prestige et de biens de base (bois, cuivre, denrées alimentaires, pierres, etc.) corrélé à la spécialisation industrielle et agricole respective de centres urbains et de périphéries rurales. En démontrant les effets systémiques du commerce de luxe sur la reproduction sociale des sociétés locales, certaines arènes extérieures ont été ainsi redéfinies comme des périphéries connectées aux dynamiques de développement du « système-monde » [Schneider, 1977]. Le monopole de distribution de ces biens aide en effet les élites à bâtir leur statut social et à forger des relations diplomatiques, clientélistes, patronales et matrimoniales avec d'autres groupes sociaux, qui s'accompagnent de transferts de richesses vers le centre, et permettent la captation de femmes, d'esclaves et de soldats. Dans cette optique, la construction idéologique de la désirabilité des produits [Sherratt 1994, Beaujard, *infra*] est un facteur déterminant de leur utilisation comme moyen de paiement des obligations sociales, de parure ou encore de distinction sociale. Par ailleurs, la notion de « marge » [Sherratt, 1993] a été avancée pour souligner le développement des connexions entre les cœurs et les arènes extérieures influencées culturellement à la suite de la diffusion d'innovations technologiques, mais demeurant structurellement indépendantes¹².

Ekholm et Friedman [2007] d'un côté, Frank [1998], Frank et Gills [1993] de l'autre, ont proposé d'appréhender la division transrégionale du travail propre à l'extension du « système-monde afro-eurasien¹³ » à partir de « l'interpénétration systématique de l'accumulation du capital » et ce, quels que soient les types de transfert de surplus prédominants. Cette accumulation croisée est corrélée à l'insertion des métropoles régionales dans un réseau commercial intercontinental. Le capital, dès la Mésopotamie des IV^e et III^e millénaires, était en effet une forme de richesse abstraite contenue

12. Ces marges pouvant ainsi affecter le système-lui-même comme le montre l'effondrement du « système-monde du Bronze Récent » [Ekholm-Friedman, 2005].

13. Le système-monde global contemporain serait ainsi issu du développement de ces espaces multipolaires d'échanges afro-eurasien initiés à l'origine au milieu du 3^e millénaire à partir des interactions entre la Mésopotamie, la vallée de l'Indus, l'Égypte, le Levant et la corne de l'Afrique, et progressivement étendu à l'Europe et l'Asie centrale et orientale durant l'âge du Bronze et du Fer, avant de se cristalliser au tournant de l'ère chrétienne de manière irréversible jusqu'à ce que l'Afrique noire, les Amériques (XVI^e), puis l'Océanie (XVIII^e) y soient définitivement incorporés [Beaujard, 2005 et 2009a et b].



dans les métaux précieux. Celle-ci était susceptible d'être thésaurisée ou bien convertie en terre, en travail ou en produits dans le cadre de stratégies publiques ou privées d'« investissement infrastructurel », dans l'agriculture et l'élevage (terres défrichées et irriguées, troupeaux, semences), l'industrie textile, la métallurgie, les transports (ports, bateaux, routes, chariots), l'information (écriture) et la guerre (fortifications, équipement militaire, armées), ou bien encore dans la magnificence ostentatoire des « temples » et des « palais ». C'est pourquoi l'analyse système-monde s'est focalisée en priorité sur les « chaînes de transfert de surplus » établies entre les élites locales, régionales et globales, ainsi que sur la configuration des alliances et des conflits entre ces classes possédantes (issues de groupes marchands) et régnautes (issues des aristocraties guerrières) à la tête des appareils d'État coopérant ou rivalisant pour l'accumulation de ce capital. L'intégration systémique révèle de longs cycles séculaires communs à la grande majorité des régions ainsi interconnectées [Frank, 1993 ; Beaujard, 2005 ; Frank & Thompson, 2005], voire des cycles Kondratieff propres aux cœurs dès la Chine des Song [Modelski & Thompson 1996], même si des phénomènes de désynchronisation, liés notamment aux atouts de certaines périphéries et semi-périphéries [Kardulias, 2007], ainsi qu'au positionnement géopolitique de certains centres, tels que l'Inde, ont pu être mis en évidence [Chase-Dunn, Manning & Hall, 2000 ; Beaujard, 2009a]. Ces cycles systémiques d'accumulation ont en effet à la fois un impact local et une durée régionale relativement variables. À l'échelle globale, en outre, leurs phases d'expansion et de contraction, mesurées en priorité par les fluctuations de l'activité solaire et de la taille des villes et du nombre de leurs habitants [Beaujard, 2005 ; Chandler, 1987 ; Modelski, 2003], varient de 200 à 500 ans dans les systèmes où les cœurs sont des États territoriaux à dominante agricole.

Comme dans le système-monde moderne, les phases de retournement de ces cycles sont marquées par des phénomènes de transitions hégémoniques. Les systèmes anciens connaissent en effet dans un premier temps des phases de croissance démographique et urbaine, une hiérarchie pyramidale des centres d'accumulation et des zones de convergence des réseaux d'échanges, au sein desquels s'établissent à chaque fois une alliance ou une symbiose singulière des classes régnautes et possédantes. En contrepoint, des luttes spécifiques se développent entre classes dominantes et populations locales. On peut noter un parallèle entre les phases de croissance démographique et urbaine, de centralisation politique (avec l'émergence d'un groupe d'hégémons, voire d'un super-hégémon), d'expansion coloniale et impérialiste, d'augmentation des investissements et d'essor économique. Inversement, lorsque ce cercle vertueux se brise en raison de dynamiques endogènes et exogènes interdépendantes, la décentralisation politique et



la désurbanisation dans certains cœurs s'accompagnent de changements dans les lieux d'accumulation et la hiérarchie du système, favorisés par des mouvements humains et des transferts de capital. En même temps émergent de nouvelles classes politiques et marchandes. S'ouvre alors une période de guerres, de migrations et d'invasions, de troubles politiques et de conflits sociaux, où s'expriment la rivalité accrue des nouveaux États prétendants à l'accumulation, l'implosion des marges et le décrochage des périphéries¹⁴.

Si, dans la vision wallersteinienne, émergence du capitalisme et formation d'un système-monde à l'époque moderne sont étroitement liés, pour Frank, le fait que « l'accumulation pour elle-même » – qui définit chez Wallerstein le capitalisme historique – « a joué un [...] rôle central dans le système-monde bien au-delà de l'Europe et bien longtemps avant 1 500 [en fait dès le III^e millénaire av. J.-C.] » [1993, p. 202] enlève tout intérêt à la question d'une origine du capitalisme, en Europe ou ailleurs. Mais il y a sans doute là une absence de discrimination entre des pratiques capitalistes de fait observables aux périodes anciennes et le rapport de production capitaliste qui se construit à l'époque moderne.

Par ailleurs, cet élargissement de la réflexion en terme d'analyse système-monde a tout naturellement conduit à souligner le caractère eurocentrique de nombre de travaux d'historiens, et à s'interroger sur les origines de la Révolution industrielle et de « l'essor de l'Occident » [Abu-Lughod, 1989 ; Frank, 1998 ; Mielants, 2007]. Des divergences apparaissent par ailleurs sur l'appréciation des processus de domination et sur l'importance à leur accorder. Chase-Dunn et Hall [1997] et Kardulias [1999, 2007] soulignent les capacités de négociation de certaines régions, et Beaujard [2009a] l'importance des phénomènes de co-évolution, les atouts de certaines périphéries et surtout des semi-périphéries leur permettant de tirer parti de la dynamique du système. Elles ne sont pas étrangères à une opposition entre la perspective holiste d'un chercheur comme Frank [1993, 1998], et l'approche d'autres chercheurs pour qui l'évolution des différentes parties de chaque système est la résultante de l'articulation de dynamiques locales, régionales et globales [Chase-Dunn et Hall, 1997 ; Friedman, 1994 ; Beaujard, 2005].

Enfin, un nouveau courant de la *world-system analysis* se propose de prendre en compte le fait que les ensembles qui se constituent sont en fait des systèmes socioécologiques. La relation à l'environnement représente une dimension essentielle qui aide à saisir le développement et l'effondrement des systèmes [Chase-Dunn et Hall, 1998 ; Hornborg et Crumley, 2007 ; Hornborg, McNeill et Martinez-Alier, 2007 ; Beaujard,

14. Arrighi [1994, et *infra*] dégage en outre l'existence d'un autre type de cycle long, lié au fonctionnement du système capitaliste.



2009a]. L'exploitation de l'environnement fait partie des relations centre/périphérie. Le mépris pour l'environnement a toujours été la règle dans les cœurs du système [Chew, 2001]. La dégradation de l'environnement (avec une surexploitation des sols, du bois et des autres sources d'énergie...) a contribué à la perte de compétitivité de ces cœurs et à l'initiation des phases de repli. Il apparaît aujourd'hui clairement que la mondialisation capitaliste conduit à un déséquilibre écologique global qui menace la survie même du système.

Les contributions à cet ouvrage réunissent des représentants de différents courants de l'Histoire globale. Si certains de ces textes sont des traductions de publications anglo-saxonnes majeures, parues dans la dernière décennie, et qui ont le mérite de mettre enfin à la disposition du lectorat francophone un aperçu des directions contemporaines de ce nouveau programme de recherche (Arrighi & Silver, Bentley, Goldstone, Hall & Chase-Dunn), les autres (Aglietta, Beaujard, Berger, Gills & Denmark, Goody, Norel, Pomeranz, Wallerstein, Wong) sont des contributions inédites et représentatives des différents débats et développements théoriques propres à l'extension de ce programme (comme l'atteste par exemple la postface inédite d'Arrighi et Silver à leur chapitre). Leur regroupement en trois parties thématiques permet d'interroger les différents courants quant à leur théorisation des processus d'intégration intercontinentale, de développement du capitalisme et de mondialisation.

Ainsi la première partie, « Histoire globale et intégration intercontinentale » part du constat qu'entre le dixième et le huitième millénaire av. J.-C., quatre grands foyers d'invention de l'agriculture (Amérique centrale et andine, Proche-Orient, Chine, Nouvelle-Guinée) marquent des dynamismes clairement indépendants. Néanmoins, l'essor démographique permis par ces développements agricoles induit des processus de migration et une première phase d'expansion des échanges à l'intérieur de l'espace afro-eurasien (semences, plantes, animaux, germes, techniques, textiles, cultes). La naissance de l'État et des villes, articulée au développement de la métallurgie à partir du Proche-Orient, au milieu du quatrième millénaire, entraîne une densification des échanges et une multiplication des différents réseaux transrégionaux, matrice de l'intégration intercontinentale future. Les modalités de cette intégration ont associé à la fois des phénomènes de bifurcation, voire de décrochage (par exemple entre Afrique et Eurasie), et des processus d'homogénéisation des cultures urbaines et marchandes. L'intégration intercontinentale fut ainsi corrélative de logiques similaires de développement, d'un bout à l'autre de l'hémisphère afro-eurasien, s'incarnant dans des formes de changement institutionnel et de croissance économique et démographique spécifiques.



En opposition à une vision historique se focalisant sur l'Europe et la période moderne, et considérant le développement des civilisations et des nations dans un relatif isolement, Bentley souligne l'importance d'interactions transculturelles dans l'intégration progressive des régions de l'espace afro-eurasien pour la période prémoderne allant de 500 à 1500. Cette période peut être divisée en deux parties à peu près égales, en fonction de contextes politiques et économiques spécifiques à chaque époque. Les interactions ont porté à la fois sur des échanges commerciaux, biologiques, techniques et idéaux, et impliqué des mouvements de populations. L'extension progressive des réseaux du commerce – porteurs d'un volume d'échanges bien supérieur à ce qui est généralement estimé par les historiens « modernocentristes » – s'est accompagnée d'un développement de la production et d'une division du travail régionale et transrégionale, avec l'essor de marchés intérieurs notables dans certaines régions (en Chine et en Inde par exemple). Le commerce transculturel a accompagné des processus de constructions étatiques à la fois dans les grandes sociétés centrales sédentaires et dans des sociétés plus marginales. Les échanges biologiques (transfert de plantes, d'animaux et de microbes) ont eu des effets démographiques et sociaux importants dans une grande partie de l'hémisphère oriental. La diffusion de savoirs (techniques, religieux...) et la migration de groupes humains ont en outre contribué à façonner les trajectoires des sociétés interconnectées. L'ensemble des interactions a eu des conséquences à la fois politiques, économiques et culturelles sur toutes les régions reliées. Bentley aide ainsi à saisir l'intégration croissante des sociétés de l'hémisphère oriental avant même la période moderne.

Beaujard identifie des processus de globalisation plus loin dans le temps. Focalisant son regard sur l'océan Indien et sa place dans l'Ancien Monde, il montre que l'essor de villes et d'États et l'expansion de réseaux d'échange ont de fait induit la formation de différents systèmes-mondes en Eurasie et en Afrique depuis la naissance de l'État au IV^e millénaire avant J.-C. Au premier siècle de l'ère chrétienne, les échanges constituent l'océan Indien en un espace unifié et hiérarchisé, inscrit dans un seul système-monde afro-eurasien. Ce système évolue jusqu'au XVI^e siècle à travers une série continue de quatre cycles inhérents à sa structure même ; ces derniers sont marqués par une intégration croissante de ses régions, une expansion géographique des échanges, un essor démographique, un progrès général du commerce, de la production et des techniques, et le développement simultané de hiérarchies entre cœurs, semi-périphéries et périphéries dans le cadre d'une division internationale du travail. L'analyse éclaire l'origine des inégalités changeantes entre régions, qui proviennent de conditions géographiques et démographiques particulières, mais aussi des mécanismes de production et d'échange enchâssés dans le politique et le religieux. Les interconnexions



entre régions ont conduit à des situations de domination/exploitation et à des processus de co-évolution, certaines régions étant en mesure de tirer profit de la dynamique du système et de développements locaux. L'histoire ancienne ainsi retracée éclaire la période ultérieure, qui voit l'avènement du système-monde capitaliste moderne, et permet peut-être d'engager une réflexion sur les futurs possibles de ce système. Mettant l'accent sur la précocité de l'apparition de systèmes-mondes et sur la récurrence de pratiques capitalistes à l'intérieur de ces systèmes, Beaujard souligne aussi la nécessité de distinguer entre ces pratiques et un « mode de production capitaliste » qui se met progressivement en place dans un système centré sur l'Europe à partir du XVI^e siècle. L'existence de marchés ne signifie pas l'existence d'un Marché autorégulateur, et la juste critique de l'eurocentrisme ne doit pas nous empêcher de reconnaître les atouts dont se dote l'Europe. Ces derniers vont permettre son succès à partir du XV^e siècle et plus encore au XIX^e siècle lors de la Révolution industrielle, déterminant une nouvelle étape de l'intégration intercontinentale.

Goody souligne de son côté comment l'intégration du continent eurasiatique à partir de 3 000 av. J.-C., à la suite de la révolution de l'Age du Bronze, a joué un rôle majeur dans la diffusion des sciences et des technologies et dans le développement parallèle, bien que non synchronique, des civilisations orientales et occidentales. Il nous offre ainsi la synthèse des conclusions auxquelles ses recherches anthropologiques et son cheminement intellectuel l'ont conduit après quarante années de comparaisons historiques entre les systèmes de parenté et d'écriture, les cultures de fleurs, les arts culinaires, les économies, les religions, les sciences et les technologies, et les formations politiques de l'Afrique noire et de l'Eurasie. En aucune façon, le mythe eurocentrique d'une modernité occidentale issue de la transition du féodalisme au capitalisme et de la Renaissance adossée au miracle grec ne peut tenir lieu de récit pour l'Histoire globale. En aucune manière, les dynamiques démographiques malthusiennes peuvent être tenues pour responsables des trajectoires divergentes de l'Asie et de l'Europe vers le capitalisme et la modernité. Si les structures matrimoniales ont pu avoir une incidence, c'est à la pratique du prix de la fiancée en Afrique noire, obligeant à une certaine exogamie et circulation des richesses, et à celle de la dot en Eurasie, induisant une certaine endogamie pour préserver la transmission et l'accumulation des richesses au sein des mêmes strates sociales, qu'il faut l'attribuer. Le fait que la dot apparaisse à l'âge du Bronze dans les stratifications sociales complexes liées à l'urbanisation, renforce l'idée selon Goody que la véritable divergence a en réalité lieu entre l'Afrique noire et l'Eurasie dès l'avènement de la Civilisation au sens de Childe (la ville, la charrue, la roue et l'écriture). Depuis cette « révolution », l'existence de réseaux d'échange et de routes commerciales entre l'Asie, le



Moyen-Orient et l'Europe a assuré aux différentes sociétés de l'ensemble eurasiatique un développement similaire, basé sur la circulation des savoirs et le transfert des innovations institutionnelles et technologiques, et ce, même si cette diffusion et cette acculturation à retardement ont produit dans tout le continent eurasiatique, en raison des avantages conjoncturels procurés temporairement aux uns sur les autres, une alternance de leadership et de visions transcendantales et immanentes de l'univers.

Hall et Chase-Dunn reviennent sur les concepts et les hypothèses soutenus dans *Rise and Demise* [1997] concernant les processus d'évolution systémique caractéristiques de l'histoire convergente des sociétés. Pour cela, ils définissent un système-monde comme un ensemble de sociétés interconnectées par des réseaux d'ordre et de dimension différents : réseaux d'échange de biens de base, réseaux politico-militaires, réseaux commerciaux de biens de prestige et réseaux d'information. Les connexions réalisées par ces divers réseaux influent sur les frontières spatio-temporelles et les caractéristiques internes des systèmes. La hiérarchie cœur/semi-périphérie/périphérie développée par le système-monde moderne est à penser comme un continuum, les trois catégories identifiées n'ayant pas de délimitations bien tracées. Cette hiérarchie n'était pas toujours présente dans les systèmes-mondes plus anciens, qui montraient parfois une simple différenciation cœur/périphérie, sans processus de domination et d'exploitation. Les systèmes-mondes présentent en outre des cycles constitués de phases alternées de croissance et de repli économiques et politiques (dans les systèmes hiérarchisés), ou des pulsations prenant la forme d'expansion et de contraction de la taille et de l'intensité des réseaux d'échange (dans le cas de systèmes simples non hiérarchisés). Différents modes d'accumulation (domestique, tributaire et capitaliste) ont successivement présidé aux cycles observés, le mode capitaliste devenant prédominant dans le système-monde moderne. Les auteurs mettent en avant le rôle crucial des semi-périphéries dans l'évolution systémique, leurs innovations techniques et institutionnelles favorisant souvent des transformations dans la hiérarchie du système-monde. Si la mondialisation ne représente pas un phénomène nouveau, l'intégration aujourd'hui atteinte est sans précédent et engendre des problèmes dont la résolution constitue le grand défi du XXI^e siècle.

La deuxième partie, « Histoire globale et capitalisme », se focalise sur ce qui constitue un des principaux moteurs de l'intégration intercontinentale, à savoir le processus d'accumulation du capital. L'enjeu est d'identifier à travers l'histoire les formes spécifiques prises par cette accumulation, la nature du capital valorisé et accumulé, le profil des institutions et organisations nécessaires à cette accumulation. Il est surtout de comprendre les processus de transfert et de concentration de ce capital entre les différentes

régions et espaces continentaux, ce que seule permet l'Histoire globale. Il s'agit donc ici de nourrir le débat entre les trois positions précédemment introduites dans la présentation de l'analyse « systèmes-monde » concernant la nature, l'ancienneté et les origines géographiques du capitalisme. En particulier, le capitalisme et les rapports salariaux, marchands, monétaires et internationaux qui le fondent sont-ils propres à l'époque moderne ? Y a-t-il une spécificité financière de ce capitalisme qui individualiserait éventuellement l'Occident et alimenterait son expansion ?

Wallerstein met ainsi l'accent sur la mutation cruciale que connaît l'Europe entre le cycle long de la période médiévale et celui de la période moderne. L'Europe « féodale » se présente comme une multitude de petits systèmes faiblement reliés ; la période 1000-1250 jouit d'une expansion agricole et démographique qui permet la croissance d'un secteur industriel urbain fondé sur une structure de guildes et celle d'un commerce lointain – encore modeste – portant sur des biens de luxe. L'inflation encourage les propriétaires fonciers à remplacer les rentes monétaires par un régime de redevance-travail (servitude). La faible intégration politique permet cependant d'appuyer une expansion « extérieure » de l'Europe (les Croisades). Tout change à partir de 1250 en Europe occidentale, dans une période marquée par un recul de la démographie et du servage ; celle-ci voit se développer une triple crise des revenus seigneuriaux, de l'État et de l'Église, qui ouvre la voie aux changements à venir. Le cycle de la période moderne (1450-1750) n'est pas comparable au précédent. Dans le contexte d'une croissance globale des villes, de la production et des échanges, l'Europe présente désormais une division axiale du travail, qui s'accompagne d'une intégration de ses différentes régions, avec une différenciation entre un cœur et des périphéries. À l'extérieur, l'expansion géographique marquée se conjugue avec l'apparition d'entreprises monopolistiques articulées avec des États modernes en formation, dont la compétition contrôlée contribue à la croissance du système. Les différences entre les deux périodes sont donc clairement qualitatives. Ce texte éclaire et étaye ainsi le refus affirmé par Wallerstein de l'existence d'une économie-monde capitaliste avant le xvi^e siècle.

L'idée d'une mutation cruciale intervenue dans la dernière partie du xv^e siècle et pour la seule Europe est niée par d'autres auteurs. Par rapport à la thèse précédente, Denmark et Gills se montrent doublement radicaux dans leur extension des concepts de capitalisme et de « système monde » (sans tiret) jusqu'à l'âge du Bronze¹⁵. Ils s'opposent à la position de Wallerstein concernant la nouveauté supposée d'un processus

15. Les auteurs insistent sur l'absence de tiret. Cf. Frank & Gills [1993] répondant à Wallerstein [1993].

d'accumulation illimité du capital au XVI^e siècle en Europe, de même que la caractérisation de grandes périodes de l'histoire par un mode de production particulier, cette position conduisant à une emphase infondée de la recherche sur des moments de transition entre les périodes identifiées. Pour ces auteurs, le même processus d'accumulation est opérant aux différentes époques et en divers lieux. Il convient donc de remettre en cause l'idée d'une origine européenne du capitalisme et celle qui considère le XVI^e siècle comme période singulière de son émergence. Pour Denmark et Gills, un « système monde » unique existe depuis plusieurs milliers d'années en Eurasie et en Afrique. Source d'une compétition entre les acteurs, l'accumulation du capital a constitué le moteur du développement de ce système, réalisée à la fois par les secteurs étatique et privé. Les documents du II^e millénaire av. J.-C. montrent déjà l'importance de ce dernier et l'existence de marchés fixant les prix. Les auteurs affirment la primauté de l'économique dès les périodes anciennes, Wallerstein estimant au contraire que le politique et l'idéologique étaient aux commandes. Ils sont ainsi amenés à récuser la proposition polanyienne d'une économie encadrée. Gills et Denmark s'attachent à l'étude des cycles, des hiérarchies entre cœurs et périphéries, et des phénomènes hégémoniques dans toute l'histoire du système monde. Ils notent alors que certaines oppositions se retrouvent tout au long de cette histoire, telles que celles entre capital et *oikos*, ou travail libre et dépendant.

Arrighi et Silver présentent les processus sous-tendant la dynamique des cycles systémiques d'accumulation du capital et les transitions hégémoniques accompagnant l'évolution du capitalisme occidental entre le XV^e et le XX^e siècle, afin de décrypter l'ascension contemporaine irréversible de l'Asie orientale centrée sur la Chine, comme force motrice principale d'expansion économique et commerciale à l'échelle mondiale. Ils démontrent qu'en Occident, les formes d'*hybridation des stratégies capitalistes et territorialistes*, conséquentes aux alliances historiques des organisations étatiques et des entreprises privées, ont constitué différents régimes d'accumulation du capital. Ces derniers se sont caractérisés par des structures concurrentielles et compétitives typiques, à l'origine de phases d'expansion d'abord matérielles, puis financières, chacune marquée respectivement par des rendements croissants et décroissants du capital investi dans les domaines du commerce et de la production. Ces phases d'expansion financière ont débouché à chaque fois sur un « chaos systémique », corrélatif d'une transition hégémonique durant laquelle une nouvelle puissance étatique réorganisa sur de nouvelles bases les fondations du cycle d'accumulation suivant. Ainsi, le régime hollandais (1630-1785) succéda au régime génois (1450-1630) grâce à l'internalisation des coûts de protection et au retour à des formes plus complexes du capitalisme monopoliste



d'État vénitien. Le régime britannique (1785-1933) se substitua à celui-ci, grâce à l'internalisation des coûts de production dans l'industrialisme et au retour d'une forme d'impérialisme cosmopolite garantissant les avantages du libre-échange. Le régime américain émergea ensuite grâce à l'internalisation des coûts de transaction dans l'intégration verticale des entreprises et au retour à des formes évoluées de monopoles d'État. La crise financière mondiale actuelle apparaît ainsi comme inédite, au sens où elle marque une transition hégémonique vers un nouveau régime conduit par la Chine et l'Asie orientale, sans pour autant que cette région ne dispose d'une puissance militaire et financière supérieures aux anciens hégémons, et ne voit ses élites soumises à la pression de mouvements populaires de protestation et d'autoprotection importants.

Aglietta revient sur la spécificité du développement du capitalisme en Occident. Celui-ci est doublement marqué par l'importance accordée à la finance et à la monétarisation de ses institutions. La monnaie apparaît ainsi comme le lien social le plus général des sociétés capitalistes, lesquelles dépendent du développement contradictoire de la dette privée, contrepartie de l'accumulation du capital, et de la dette sociale, contrepartie de la protection des salariés séparés des moyens de production. Parce que le capitalisme est à la fois global et inséré dans des structures sociales, la monnaie qui le régit est une et souveraine au sein des nations d'une part, multiple et concurrentielle dans le système monétaire international d'autre part. Le développement du capitalisme présente ainsi une alternance de longues phases où dominent successivement l'expansion internationale et l'enracinement territorial. Ces époques impriment leurs logiques sur l'organisation monétaire : périodes de prépondérance d'un ordre monétaire international, suivies de crises profondes qui donnent naissance à la confrontation des intérêts monétaires nationaux. Aglietta propose de déceler une certaine logique dans l'évolution historique du capitalisme et son expansion à l'échelle mondiale. D'un côté, la monnaie se transforme en devenant plus abstraite, sa légitimité plus dépendante du politique. D'un autre côté, la trajectoire du capitalisme est la généralisation du salariat, c'est-à-dire du travail abstrait. Elle entraîne l'importance grandissante de la dette sociale qui implique à son tour une politique de la monnaie pour le bien commun au sein des nations. Ce sont les principes de stabilité, de croissance et de justice. Or, ces derniers entrent en conflit avec la globalisation financière. L'indépendance des banques centrales a été une tentative pour résoudre ce dilemme. Mais elle est mise en question par la répétition des crises financières. L'influence des États sur la conduite de la politique monétaire grandit. Mais la poursuite de la globalisation dans un monde multipolaire pose avec acuité la question de la gouvernance monétaire internationale.



La troisième partie « Histoire globale, efflorescences et mondialisations » s'intéresse d'abord à la nature et à l'origine des phases de croissance économique et démographique soutenue, accompagnées de créativité culturelle et de changements institutionnels. Ces « efflorescences » dépendent-elles d'une conjoncture globale ? À quelles conditions certaines d'entre elles peuvent-elles conduire à des « révolutions industrielles » ? Quelles influences ont les politiques gouvernementales des États territoriaux dans la détermination de trajectoires singulières dans une région donnée et à l'échelle globale ? Si ces efflorescences correspondent à une expansion géographique des échanges, elles relèvent de la problématique de la mondialisation : l'enjeu est alors d'analyser en quoi des politiques étatiques peuvent utiliser cette expansion au service d'objectifs politiques sensiblement différents. C'est d'une part l'objectif d'affirmation d'une souveraineté encore fragile qui, dans les États mercantilistes européens en compétition, permet un approfondissement de l'autorégulation marchande. C'est en revanche dans le cadre d'une souveraineté affirmée depuis longtemps que l'État chinois encourage l'économie de marché pour uniformiser son territoire et garantir l'harmonie sociale, tout en se prémunissant des invasions nomades : il n'a donc pas à passer par le biais d'un mercantilisme agressif.

Goldstone s'intéresse ainsi aux phases de croissance économique dans l'Histoire mondiale. Il récuse d'abord l'opposition souvent faite entre une période prémoderne, plutôt afro-asiatique et malthusienne, caractérisée par des augmentations du produit par tête, vite compensées par la hausse consécutive de la population, et la période moderne, purement européenne, celle de l'industrialisation, à partir de 1800. Il s'intéresse alors à des phases de croissance anciennes (et souvent négligées) qui n'étaient pourtant pas destinées, en elles-mêmes, à conduire à une quelconque Révolution industrielle. Ces « efflorescences » se caractériseraient par « un retournement ascendant de certains indicateurs démographiques et économiques pertinents, allant de pair avec un essor du politique et une certaine institutionnalisation ». Si donc la population et le revenu par tête augmentent régulièrement, parfois sur un siècle, grâce à certaines innovations ponctuelles, cette phase est le plus souvent suivie d'une stagnation. Dans une visée comparative, il défend l'idée que l'efflorescence anglaise du XVII^e siècle n'est pas réellement différente de celle des Pays-Bas (1570-1690) ou celle réalisée à grande échelle par les premiers Qing en Chine (1680-1780). En conséquence, Goldstone est conduit à expliquer l'industrialisation anglaise par un facteur spécifique à ce pays, la culture scientifique et surtout la « science des machines », lesquelles permettront le perfectionnement de la machine à vapeur, technologie qui participe de synergies cruciales au cœur de la Révolution industrielle. S'il fait donc de l'Histoire globale



résolument comparative, Goldstone étaye ici une thèse plus traditionnelle de l'histoire qui lie la Révolution industrielle à une spécificité scientifique et technique européenne (britannique en l'occurrence).

Dans la lignée de son ouvrage de référence, Pomeranz lui apporte ici une réponse particulièrement serrée et argumentée. Tout en résumant les principales conclusions de ses propres travaux, il montre que les trois efflorescences présentées par Goldstone sont loin de se ressembler. L'efflorescence anglaise est en effet intimement liée à une chance géographique, celle de disposer de charbon en abondance et proche des centres d'activités, d'une part, la captation du produit de terres non-européennes (Amériques, Caraïbes, Indes) qui vient lever un goulet d'étranglement alors crucial pour son économie, d'autre part. Dans ces conditions, la Révolution industrielle était sans doute beaucoup plus probable en Grande-Bretagne qu'en Chine, où l'énergie était hors de prix en regard du travail, et par ailleurs soumise à une raréfaction des terres arables. Tout en reconnaissant l'importance, dans la Révolution industrielle, de la machine à vapeur et de la « science des machines » qui la soutient, Pomeranz resitue l'émergence de ces dernières dans une histoire plus globale, celle de l'empire, des effets des guerres sur les innovations et de l'impact du commerce extérieur, quand il permet à un pays de se fournir en produits utilisant abondamment le facteur de production (ici la terre) dont précisément il manque. Il conclut par des réflexions méthodologiques sur la nécessité d'appréhender plusieurs échelles temporelles tour à tour. Se fonder sur le temps long de la gestation d'une culture scientifique et technique, puis déclarer qu'un événement ponctuel (l'apparition de la machine à vapeur) détermine un changement majeur, ne peut constituer une explication complète : des temporalités intermédiaires doivent à l'évidence être mobilisées.

Norel cherche à montrer qu'il est possible de repérer des périodes de mondialisation (au sens contemporain) bien avant la fin du XIX^e siècle. Si la mondialisation est fondamentalement une synergie entre extension géographique des productions destinées à l'échange et progression de la régulation marchande, alors l'âge d'or des Pays-Bas au XVII^e siècle, comme la réussite britannique de la seconde moitié du XVIII^e, en relèvent. Et les épisodes historiques que Goldstone qualifie d'efflorescences, insistant sur leurs ressorts internes, devraient alors être repensés comme des périodes relevant d'une telle synergie, des périodes où l'insertion en position de force dans une économie globale est au cœur du changement institutionnel, sous influence décisive du pouvoir politique. Il propose alors d'expliquer comment cette extension géographique facilite la création des institutions mêmes de la régulation marchande (notamment des embryons de marchés de facteurs) en dépassant l'analyse traditionnelle en terme de dynamique smithienne, moins concernée par le changement institutionnel que par la



croissance. En revanche, la progression des régulations marchandes ne conduirait pas nécessairement à la mise en place du rapport de production capitaliste. Ainsi le salariat n'est pas le seul mode d'utilisation d'une main-d'œuvre « libre » et la vente directe du produit de la force de travail sur le marché gêne son émergence, par exemple dans la Chine des Song ou celle des Qing où, pourtant, la régulation marchande avait réalisé des progrès spectaculaires dans le cadre d'un commerce extérieur florissant. En Europe en revanche, parce que l'État supervise la séparation radicale des producteurs d'avec leurs moyens de production, l'extension géographique des échanges paraît constituer une condition cruciale de la progression ultérieure du salariat.

C'est à une problématique assez proche que s'attaque Wong : repérer les différences entre l'économie politique de l'État chinois, au XVIII^e siècle, et celle de ses homologues occidentaux, afin de comprendre comment ces modèles influencent les pratiques actuelles de la Chine et l'économie globale. La gestion de l'empire agraire chinois est ici analysée au travers d'un véritable « art de l'État » (*jingshi*) qui, à la fois minimise taxes et règlements et laisse les entrepreneurs privés jouer leur propre jeu, mais aussi incite à faire circuler les grains ou à défricher les terres, développe les systèmes de contrôle de l'eau, diffuse les meilleures technologies, soutient un artisanat rural tourné vers le marché, bref « redirige ou canalise les pratiques privées ». Au cœur de ce développement, ce sont bien les dynamiques smithiennes qui sont en jeu à travers une spécialisation géographique des cultures et la concentration de certains artisanats. Mais contrairement à l'État mercantiliste britannique, français ou hollandais, véritable « entreprise » en concurrence avec ses rivales, l'État chinois du XVIII^e siècle apparaît d'abord comme un « fournisseur de biens publics et sociaux ». Sur ces bases, Wong décrit l'industrialisation chinoise au XX^e siècle comme une pièce en trois actes : le premier reprendrait (entre 1870 et 1949) l'ancienne logique du développement des activités rurales, mais en les reliant à un secteur privé urbain ; le second, entre 1949 et 1978, coïnciderait avec la capacité du régime à revendiquer de nouveau une autorité sur l'ensemble du territoire post-impérial ; le troisième acte privilégierait d'abord le dynamisme exportateur des industries rurales. C'est donc bien « l'économie politique typique de l'empire agraire qui a contribué à créer le contexte de l'industrialisation dans l'ère de la réforme, presque un siècle après la chute de l'empire ».

Pour conclure, Berger souligne le double mérite des contributions de cet ouvrage à l'Histoire globale. Si celles-ci abordent en effet les débats relatifs à la chronologie et au déploiement du capitalisme et de l'économie de marché dans un monde de plus en plus marqué par l'intégration intercontinentale et la mondialisation, elles se gardent bien pour autant de confondre



ces phénomènes en un seul et même processus de « globalisation ». Ce dernier est la plupart du temps assimilé à une intensification des échanges et à une extension des réseaux d'interaction de plus en plus accrues. Berger remarque que ce processus pluriséculaire de « globalisation » est impuissant en soi à rendre intelligible la nature du changement social sur la base de sa seule dynamique. La raison en est simple : il conduit selon les circonstances et les ensembles intercontinentaux au sein desquels il prend place à telle ou telle nouvelle configuration institutionnelle et interrégionale, et non forcément à la mise en place et à la diffusion du capitalisme et de l'économie de marché. C'est pourquoi la notion de « mondialisation » s'avère incontournable. Elle permet en effet de penser la complexité des synergies entre cette expansion géographique des échanges et ces changements institutionnels qui ont marqué l'avènement et le développement de l'industrie, de l'urbanisation, de la finance et du progrès scientifique et technologique dans l'histoire de l'humanité. Plus précisément, cette notion recèle un enjeu fondamental pour l'Histoire globale : celui de rendre intelligible la corrélation très forte, lors de certaines périodes historiques, entre d'un côté la spécialisation de groupes humains dans la fabrication de produits pour autrui ou la fourniture de services à autrui, et de l'autre, l'institutionnalisation et la régulation de formes embryonnaires ou développées de marchés de produits-services et/ou de facteurs de production (travail, terre, capital). Toute la question est alors de savoir pourquoi et comment, en certains lieux et à certaines époques, croissent et se conjuguent ensemble cette complexification de la division sociale du travail et cette marchandisation fictive du monde. Elle est aussi alternativement de comprendre pourquoi, la plupart du temps, ces deux processus ne sont ni associés, ni coordonnés, ni profondément articulés l'un à l'autre... Berger propose donc d'identifier les deux grands types de réponses apportées par l'Histoire globale à cette question, et de montrer en quoi celles-ci sont en définitive transversales, et communes, aux trois courants marxistes, smithiens et néoclassiques qui animent cette dernière.







I.

***Histoire globale et intégration
intercontinentale***







L'intégration de l'hémisphère oriental du monde,
500-1500 apr. J.-C.*

Jerry H. Bentley

En 1963, Marshall Hodgson publiait un article sur « Les interrelations des sociétés dans l'histoire¹ ». Il y attaquait avec vigueur une vision eurocentrique du passé qui fixait un axe historique de développement allant de la Mésopotamie et de l'Égypte à la Grèce, à Rome et à l'Europe occidentale, celle-ci étendant ensuite son pouvoir, son influence et ses valeurs au monde entier. Explorant une autre voie, il exhortait les chercheurs à saisir le passé dans le contexte d'une vaste zone afro-urasienne d'agriculture, de vie urbaine et d'interaction. Les connexions qui pendant près de trois millénaires – de 1000 av. J.-C. à 1800 apr. J.-C. – relièrent les sociétés d'Europe, d'Asie du Sud-Ouest, de l'Inde et de la Chine, avançait Hodgson, entraînent des phénomènes de diffusion technologique et culturelle qui influencèrent profondément le développement historique de l'hémisphère oriental. En concentrant l'analyse sur ces interactions, les historiens pourraient replacer le développement des différentes sociétés – y compris la société européenne – dans un cadre pertinent.

Dans cet article, Hodgson présentait seulement un bref aperçu d'une histoire afro-urasienne – il esquissait en une huitaine de pages les grandes lignes d'une histoire de l'hémisphère oriental depuis l'âge des sociétés anciennes développées le long des grands fleuves jusqu'à l'ère des empires de la poudre – mais il n'hésitait pas à définir cette esquisse comme « plus proche d'une véritable histoire mondiale que la perspective historique traditionnellement présentée par l'Occident ». Le texte de Hodgson mettait

* Cet article a été publié en anglais dans le *Journal of World History*, 9 (2), 1998, p. 237-254. Le terme « Hémisphère oriental » se rapporte à l'Ancien Monde, par opposition à l'hémisphère occidental des Amériques. Traduction française de Philippe Beaujard.

1. Cet article développe des idées déjà explorées par Hodgson dans un travail plus ancien [1954]. Sur Hodgson comme historien d'une histoire mondiale, cf. Edmund Burke III [1995].



l'accent sur la construction des empires, l'expansion de traditions religieuses et philosophiques et la diffusion de technologies. Ce résumé d'une histoire de l'hémisphère oriental citait parmi les bâtisseurs d'empires les noms d'Alexandre le Grand et de Gengis Khan ; il mentionnait aussi des technologies comme le char, la charrue à versoir, le papier, la boussole, l'imprimerie et la poudre à canon. Près de la moitié du texte de Hodgson était consacrée à des traditions culturelles de la « période axiale »² et à l'expansion de religions universelles.

On pourrait reprocher à Hodgson une appréhension peu nuancée d'échanges religieux et culturels qu'il présentait comme une expansion relativement aisée de religions universelles sophistiquées dans des populations aux croyances relativement simples. On pourrait encore pointer du doigt une idée excessivement mécaniste de la diffusion technologique. Il est possible également de considérer qu'en cherchant une alternative à une vision eurocentrique du passé, Hodgson ait construit une histoire mondiale islamocentrée qui a le défaut de masquer le rôle des autres sociétés, en particulier indiennes et chinoises, même si elle représentait un réel progrès sur une analyse eurocentrique de l'histoire.

En dépit de ces réserves, cependant, l'article de Hodgson posait un défi dont la recherche historique avait un besoin crucial, mais auquel elle n'a pas encore totalement répondu. Autant que je puisse en juger, la seule recherche sur une histoire mondiale analytique et globale qui se développe selon des lignes similaires à celles tracées par Hodgson est celle de l'ouvrage *Rise of the West : A History of the Human Community* de William McNeill, qui parut la même année que l'article de Hodgson sur les interrelations des sociétés afro-asiatiques³. Et l'idée que les différentes populations du monde n'ont commencé à entrer en relations de manière intensive qu'à partir de 1492 demeure populaire aujourd'hui encore. Dans son récent ouvrage *The Clash of Civilizations*, par exemple, Huntington affirme ceci de manière très claire : « Durant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, les contacts entre civilisations ont été intermittents ou non existants⁴. »

2. L'expression « période axiale » (*axial age*) se réfère à la période allant de 800 à 200 av. J.-C., qui connut une floraison remarquable de la pensée morale, éthique et scientifique dans une bonne partie de l'hémisphère oriental. Alfred Weber fut le premier à utiliser cette expression au début du xx^e siècle. Karl Jaspers l'a ensuite adoptée dans son livre *The Origins and Goal of History*.

3. McNeill [1963] a développé sa vision d'une histoire mondiale indépendamment de Hodgson : dans la préface à *The Rise of the West* (p. VII-VIII), il précise avoir conçu le livre en 1936. Il commença le travail d'écriture en 1954 avec l'aide d'une bourse de recherche. Cf. aussi les réflexions de McNeill dans son article de 1990.

4. Un peu plus loin dans son livre, Huntington nuance son point de vue : « Pendant les 3000 ans qui suivirent l'émergence des civilisations, les contacts entre ces dernières furent, à quelques exceptions près, ou non existants ou limités ou intermittents et intenses » [Huntington, 1996, p. 21, 48].

Deux caractéristiques de la recherche historique jouent un rôle important dans la persistance de cette notion. La première est une sorte de tendance modernisante que j'appellerai « modernocentrisme » – une fascination pour le monde moderne et les processus de l'histoire moderne qui a empêché beaucoup d'historiens de reconnaître la portée des interactions transculturelles dans les temps anciens. La seconde est l'influence déterminante des États-nations et de sociétés spécifiques que des historiens professionnels ont pris pour objet quasi exclusif de leur recherche. En conséquence, les historiens ont accordé une attention insuffisante aux processus qui ont exercé leur influence au-delà des frontières des États-nations et des diverses sociétés et joué un rôle intégrateur entre ces sociétés. Cet article veut attirer l'attention sur plusieurs instances spécifiques du modernocentrisme et sur les distorsions qu'il a provoquées pour l'analyse de la période comprise entre 500 et 1500 apr. J.-C. Il n'hésitera pas à dépasser les frontières sociétales pour souligner les effets et la portée de processus historiques de grande échelle.

Un ensemble de recherches en nombre toujours plus grand explore les interactions transculturelles et les processus qui transcendent les États, les sociétés et les aires culturelles. Cette littérature confirme la conviction de Hodgson et de McNeill qu'une perspective hémisphérique approfondit et enrichit la compréhension du passé avant l'époque moderne. En particulier, elle met en lumière les structures sociales et politiques qui ont servi de fondations aux interactions transculturelles, et elle éclaire des processus tels que le commerce à longue distance, les diffusions biologiques et les échanges culturels, qui ont profondément influencé la vie des personnes et le développement de leurs sociétés dans l'hémisphère oriental durant le millénaire compris entre 500 et 1500 – une période qui va de l'effondrement des sociétés classiques, telles que les empires han et romain, et l'établissement d'une économie globale véritable au début de l'époque moderne. Considérée dans son ensemble, cette littérature suggère que les interactions transculturelles ont initié un degré d'intégration impressionnant dans l'hémisphère oriental bien avant l'époque moderne.

Du point de vue des structures sous-jacentes aux interactions transculturelles, la période 500-1500 peut être divisée en deux parties à peu près égales⁵. Pendant la première partie du millénaire, des bases à la fois politiques et économiques facilitèrent les interactions transculturelles. Les bases politiques étaient représentées par des sociétés de grande taille, stables, organisées par des États impériaux centralisés, en particulier l'empire tang en Chine et l'empire abbasside en Asie du Sud-Ouest, et dans une moindre mesure l'empire byzantin dans le bassin méditerranéen

5. Pour une périodisation historique d'un point de vue global, cf. Bentley [1996].

oriental voire même l'empire carolingien en Europe de l'Ouest. Les bases économiques étaient constituées par les réseaux commerciaux terrestres reliant l'Est de l'Asie et la région Méditerranée orientale par les routes de la soie et les réseaux émergents du commerce maritime de l'océan Indien. Les États impériaux promurent commerce et communication par des routes terrestres, de la même manière que les empires han, kushan, séleucide, parthe et romain à une époque plus ancienne, mais ils assurèrent un plus grand degré d'interaction transculturelle que leurs prédécesseurs de la période classique. À l'exception de l'empire carolingien, tous les États impériaux régnaient sur des sociétés beaucoup plus productives que leurs prédécesseurs. De plus, les techniques de transport abaissèrent les coûts du commerce à longue distance : le chameau remplaça de plus en plus le cheval comme principale bête de somme, accroissant l'efficacité du transport par voie de terre, tandis que dans l'océan Indien l'établissement de routes commerciales et le développement de réseaux d'échange maritimes ouvraient des voies nouvelles et meilleur marché aux voyages et au négoce⁶.

Le cadre ici esquissé s'applique au mieux à l'Eurasie tempérée et tropicale qui va de l'Est de l'Asie à la région méditerranéenne orientale ; sa pertinence est plus limitée pour des régions extérieures, incluant le Japon, l'Asie du Sud-Est insulaire, l'Europe occidentale et l'Afrique subsaharienne. Ces régions participaient à l'économie hémisphérique la plus extensive, mais parfois de manière indirecte et jamais avec la même intensité que les sociétés embrassées par les grands États impériaux. Des relations maritimes amenèrent le Japon et les îles de l'Asie du Sud-Est sous l'influence de la Chine : vers la fin du iv^e siècle apr. J.-C. déjà, la demande chinoise entraîna le développement d'un marché florissant pour les épices fines des Moluques (girofle, macis et noix de muscade), et au vii^e siècle le Japon s'engagea dans un commerce régulier avec la Chine et la Corée. L'Europe occidentale et l'Afrique subsaharienne participaient plus indirectement à l'économie hémisphérique la plus extensive, l'Europe par des intermédiaires frisons et scandinaves, et l'Afrique de l'Ouest par la voie des caravanes chamelières trans-sahariennes.

De grands États impériaux continuèrent à favoriser des interactions transculturelles dans le demi-millénaire allant de 1000 à 1500 apr. J.-C., mais les États en question étaient des empires nomades transrégionaux plutôt que des structures politiques émanant de sociétés agricoles sédentaires. Du x^e au xvi^e siècles, les nomades Saljuqs, Khitans, Jurchens, Tanguts, Mongols, Timurides, Ottomans, Moghols, Safavides, et d'autres encore,

6. Sur le transport chamelier, cf. Bulliet [1975] et McNeill [1987]. Sur les réseaux commerciaux de l'océan Indien, cf. Chaudhuri [1985].

s'engagèrent tour à tour dans la construction d'empires qui contribuèrent à modeler les trajectoires de l'Eurasie de la mer de Chine au fleuve Danube. Ces empires bâtis par les nomades étaient porteurs d'un héritage mixte par rapport au commerce à longue distance. Ils provoquèrent trouble et destruction dans les sociétés agricoles sédentaires, notamment en Chine et en Asie du Sud-Ouest, qui perdirent une bonne part de leur capacité productive. En même temps, beaucoup de ces nomades bâtisseurs d'empires tenaient en haute estime le commerce et la diplomatie, et leurs États offrirent une protection particulière aux marchands et autres voyageurs. En définitive, le volume du commerce par voie terrestre à travers l'Eurasie augmenta probablement durant cette période des empires nomades transrégionaux. En même temps, le commerce maritime en mer de Chine et dans l'océan Indien fleurit, profitant d'améliorations dans la technologie nautique et l'organisation commerciale, qui apportaient une efficacité accrue au transport par mer.

La croissance des transports intégra les régions extérieures du Japon, de l'Asie du Sud-Est insulaire, de l'Europe occidentale et de l'Afrique subsaharienne plus directement qu'auparavant dans l'économie hémisphérique la plus extensive. Un trafic maritime accru attira le Japon, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Est dans les réseaux d'échange de la mer de Chine et de l'océan Indien, tandis que des caravanes chamelières plus fréquentes et plus importantes augmentaient le commerce et les communications avec l'Afrique de l'Ouest subsaharienne. Les marchands européens, les missionnaires et les diplomates tirèrent parti des empires mongols pour voyager à travers la plus grande partie de l'Eurasie. Dans la plupart de ces régions excentrées, un commerce accru aida à financer l'établissement d'États régionaux.

Ces structures commerciales et politiques présidèrent à une série d'interactions transculturelles qui influencèrent la vie des personnes et les organisations sociales dans tout l'hémisphère oriental. L'accent ici sera mis sur les interactions liées aux échanges – commerciaux, biologiques et culturels – entre des populations de sociétés différentes.

La mieux étudiée de ces interactions transculturelles est le commerce de longue distance. Pourtant la compréhension du commerce transculturel dans la période 500-1500 souffre d'une vision conventionnelle courante parmi les historiens de l'économie de la période moderne. Tout en reconnaissant l'existence d'un commerce sur de grandes distances à l'époque prémoderne, beaucoup affirment que ce commerce était relativement insignifiant pour une raison ou pour une autre. Les historiens de l'économie ont ainsi prétendu que le volume du commerce était trop faible pour avoir une portée économique, qu'il impliquait d'abord des « produits de luxe » plutôt que des biens de base, qu'il était largement l'affaire des élites politiques et

économiques, qu'il ne générât pas une division du travail ou ne conduisît pas à une restructuration des économies et des sociétés⁷.

Cette vision se fonde sur une comparaison anachronique avec les standards du commerce moderne qui empêche les chercheurs de saisir le caractère du commerce transculturel et son importance à l'époque prémoderne. Un premier point est à noter : les historiens de l'économie adoptant cette position modernocentrique ignorent le fait que le commerce transculturel avait des implications qui allaient bien au-delà de l'économique. Le commerce facilitait des échanges biologiques, techniques et culturels qui influencèrent profondément toutes les sociétés engagées dans ce commerce transculturel. Je soulignerai un second point : les biens de luxe rares, exotiques et coûteux servaient de marqueurs du statut politique et social. Même si leur valeur économique était faible, le commerce en biens de luxe avait un énorme impact politique et social à l'époque prémoderne⁸.

De plus, le volume du commerce prémoderne était bien plus important que les historiens de l'économie modernocentriques le voudraient. Des éléments d'information épars existent concernant des personnes comme le marchand-savant al-Marwani de Cordoue qui réalisa le voyage à La Mecque (*hajj*) en 968, puis voyagea en Irak et en Inde pour des raisons commerciales. Ses profits atteignirent 30 000 dinars, qu'il perdit entièrement à la suite d'un naufrage lors de son retour vers l'Andalousie [Constable, 1994, p. 36, 80]. L'histoire du marchand persan du XII^e siècle Ramisht de Siraf est encore plus frappante : grâce au commerce à longue distance, il amassa une énorme fortune personnelle, qui lui valut la réputation d'être le marchand le plus riche et le plus prestigieux de son époque. L'un de ses commis, qui était beaucoup moins riche que Ramisht lui-même, revint un jour de Chine à Siraf avec un chargement d'une valeur d'un demi-million de dinars. En 532/1137-1138, Ramisht fournit une nouvelle chape de soie pour la Ka'ba, qui lui coûta, dit-on, la somme de 18 000 dinars égyptiens ; de plus, il fonda à La Mecque un hospice et un sanctuaire religieux [Stern, 1967]. De nombreux textes fournissent des descriptions qui témoignent du fait que des villes comme Quanzhou, Guangzhou, Palembang, Calicut, Cambay, Bagdad, Aden, Alexandrie, Le Caire, Constantinople et Venise constituaient des centres commerciaux florissants.

7. Quelques études ont considéré le commerce prémoderne comme significatif [Curtin, 1998a ; Goitein, 1967-1993 ; Abu-Lughod, 1989 ; Simkin, 1968]. La position conventionnelle selon laquelle l'activité du commerce prémoderne serait pratiquement non significative demeure cependant forte. Pour diverses formulations de ce point de vue, à partir de perspectives théoriques radicalement différentes, cf. Wallerstein [1974, vol. 1, p. 19-21, 39-42] ; Rostow [1975, p. 14-15] ; Cameron [1989, p. 32-33, 78, 121-122] et Crone [1989, p. 22-24, 33-34].

8. Pour une discussion plus approfondie de ces différents points, cf. Bentley [1996, p. 752-756]. Voir également l'important article de Schneider [1977].

Au-delà des textes, les fouilles entreprises par des archéologues sur certains sites du commerce prémoderne ont apporté des éléments éclairants ; la taille de centres marchands postérieurs à l'époque classique reflète de hauts niveaux d'activité commerciale. Les fouilles de Siraf, par exemple, un port situé sur la côte iranienne du golfe Persique, à 220 km au sud de Shiraz, ont révélé une cité florissante ceinte par le désert, dont la richesse ne dépendait que des échanges. Les marchands de Siraf commerçaient avec l'Inde avant le VIII^e siècle, et ils commencèrent probablement à commercer directement avec la Chine et l'Afrique de l'Est vers le milieu du VIII^e siècle. Sur la base de ce commerce, Siraf s'épanouit notamment entre le VIII^e et le XII^e siècle. Au IX^e siècle, sa population se comptait probablement par dizaines de milliers d'habitants, et ses murs entouraient une surface de 250 ha. À côté de marchands, la population de Siraf comprenait des constructeurs de navires, des tisserands, des travailleurs de métaux, des joailliers et des potiers. Un site de production céramique comptait jusqu'à trente fourneaux. Au IX^e siècle, les habitants de Siraf construisirent une grande mosquée et un bazar, et dressaient leurs tables avec de la porcelaine de Chine. De même, le port de Dorestad (Durstede), situé au confluent de la Lek et du Rhin (Kromme Rijn) près de la ville moderne d'Utrecht, couvrait un site de près de 250 ha aux VIII^e et IX^e siècles. Le long du fleuve et de la rivière se dressaient des échoppes de marchands avec des quais en planches menant jusqu'à l'eau – eau qui reliait Dorestad et l'Europe carolingienne à la mer du Nord et à la Baltique⁹.

Dans les grandes sociétés agricoles sédentaires de Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Ouest et de la région méditerranéenne orientale, le volume du commerce à longue distance était assez important pour aider à la constitution d'une production industrielle. Selon Elvin, l'économie de marché qui fleurit dans la Chine des Tang et des Song encouragea la paysannerie chinoise à devenir « une classe de petits entrepreneurs rationnels, flexibles et orientés vers le profit ». En Chine du Sud en particulier, les paysans abandonnèrent parfois les cultures vivrières pour se tourner vers la production de textiles en soie, chanvre et ramie, ou vers la manufacture de papier, de porcelaine, de produits laqués ou d'outils en fer. Les documents de la dynastie Song mentionnent des individus qui édifièrent des entreprises industrielles privées à une échelle d'une taille remarquable : Li Fang, par exemple, qui détenait 500 métiers à tisser dans sa maison pour la fabrication de soie damassée, et Wang Ke, dont la fonderie employait 500 métallurgistes, auxquels il faut sans doute ajouter des mineurs, des bûcherons, des charbonniers et d'autres travailleurs encore. Une grande

9. Sur Siraf, cf. Whitehouse [1970 et 1976]. Sur Dorestad, cf. Hodges et Whitehouse [1983, spécialement p. 133-141] ; cf. aussi Hodges [1982, notamment p. 74-77].

partie de cette production était sans nul doute destinée au marché intérieur, mais de grandes quantités de soie, de porcelaine et de laques, en particulier, partaient pour l'étranger sur les routes de l'Eurasie et de l'océan Indien. À côté de ces produits de luxe, les Chinois exportaient des biens de base, comme le riz, le sucre, le cuivre, et des produits en fer. Certaines régions choisirent, consciemment, de se spécialiser dans la production de biens (tels que soie, porcelaine et litchis) destinés aux marchés d'exportation [Elvin, 1973, p. 164-175].

Un commerce croissant influença également les structures économiques en Inde, en Asie du Sud-Ouest et dans la région méditerranéenne orientale. Chaudhuri a dressé le tableau géographique de la production industrielle asiatique – en particulier des textiles, mais aussi des métaux, du verre et de la céramique – et mis l'accent sur la notion de « centre » pour expliquer la prééminence de la production de fer et d'acier en Inde et en Chine, de la production de soie dans la vallée du Yangzi, de la manufacture de coton au Punjab, au Gujarat, au Bengale, et sur la côte du Coromandel [Chaudhuri, 1990, p. 297-337]. Le commerce transculturel, répétons-le, n'explique pas à lui seul cette spécialisation économique où s'engagent de grandes sociétés sédentaires de l'Eurasie : des économies domestiques de taille importante ont encouragé le développement d'une production pour le marché. Le commerce transculturel a cependant renforcé des tendances à la spécialisation et encouragé une intégration économique croissante dans l'hémisphère oriental.

Le commerce transculturel a aussi eu des implications à la fois politiques et économiques dans des régions situées au-delà des grandes sociétés sédentaires qui constituaient les centres de la production industrielle. La demande en matériaux bruts, en biens de luxe et en produits exotiques a contribué à la structuration d'économies locales et entraîné l'exportation de bois et de mercure par le Japon, d'épices, de plumes d'oiseaux exotiques et de carapaces de tortue par l'Asie du Sud-Est, d'ambre, de fourrures, de miel et d'esclaves par l'Europe du Nord, d'or, d'ivoire, de peaux d'animaux et d'esclaves par l'Afrique subsaharienne. À cause de la forte demande touchant ces produits, le commerce transculturel encouragea la construction d'États qui organisèrent ces sociétés extérieures. À la fois en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Est, les élites dirigeantes des cités portuaires contrôlaient le commerce et organisaient leurs hinterlands pour assurer un flux de biens continu. La richesse générée par le commerce aida au financement du Funan, de Srivijaya et d'autres États d'Asie du Sud-Est – particulièrement dans des lieux stratégiquement situés, à Java, à Sumatra, et sur la péninsule malaise ; il en fut de même pour les cités-États indépendantes de la côte swahili en Afrique de l'Est à partir du XIII^e siècle [Hall, 1985 ; Nurse et Spear, 1985].

Le commerce transculturel a probablement joué un rôle également dans l'organisation politique de l'Europe médiévale ancienne. Hodges et Whitehouse ont récemment ressuscité l'argument de Bolin selon lequel l'empire carolingien dépendait largement de l'argent abbasside, obtenu en échange de vin, de poteries, de verre et de moulins en pierre produits dans la vallée du Rhin. Des marchands frisons et scandinaves consommaient les produits venant de l'empire carolingien dans leur propre société et obtenaient l'argent de l'empire abbasside en échange de produits primaires et d'esclaves venus du Nord [Bolin, 1953 ; Hodges et Whitehouse, 1983].

À partir de ces éléments, il apparaît clairement qu'à l'encontre de l'opinion conventionnelle, le commerce prémoderne a représenté une activité de portée économique considérable ; il apparaît également que le commerce transculturel a agencé les fortunes et les savoirs des sociétés de l'ensemble de l'hémisphère oriental. La signification du commerce transculturel va toutefois bien au-delà du domaine économique. Les échanges biologiques et culturels engendrés par le commerce transculturel ont eu des conséquences au moins aussi importantes que les effets sociaux et économiques du commerce lui-même.

L'intégration engendrée par le commerce transculturel influença le développement structurel des sociétés et des économies de l'ensemble de l'hémisphère oriental. L'intégration qui résulta des échanges biologiques eut des effets démographiques et sociaux massifs semblables à ceux qui suivirent les échanges de la période de Christophe Colomb dans les siècles plus récents. Comme dans le cas du commerce transculturel, cependant, un préjugé moderniste de la recherche historique a masqué les conséquences des échanges biologiques à l'époque prémoderne. Le Roy Ladurie, par exemple, parle d'une unification microbienne du monde, en la datant d'une période comprise approximativement entre 1300 et 1730 à cause de l'expansion dramatique de la peste bubonique à travers une grande partie de l'hémisphère oriental, suivie de la transmission de la variole et d'autres maladies aux Amériques et en Océanie [Le Roy Ladurie, 1974, p. 679-684].

Ces maladies ont sans nul doute eu des effets dévastateurs, mais l'unification microbienne du monde et l'échange d'espèces biologiques a constitué un processus à long terme qui commença bien avant le ^{xiv} siècle. La variole, la rougeole, la peste bubonique et peut-être le choléra, en même temps que d'autres maladies, ont voyagé sur les routes du commerce et prélevé un lourd tribut démographique depuis les périodes anciennes. La première preuve certaine d'une présence de la variole vient de trois momies égyptiennes datées entre 1570 et 1085 av. J.-C., mais la maladie pourrait bien avoir été présente depuis des centaines voire même des milliers d'années avant cette période. Elle se répandit dans les sociétés

complexes de l'Eurasie, atteignant l'Inde au I^{er} millénaire av. J.-C., la Grèce au v^e siècle av. J.-C., et la Chine au III^e siècle av. J.-C. Les commentateurs anciens confondent souvent la variole et la rougeole, et la distinction la plus ancienne clairement établie se trouve dans l'œuvre du médecin perse Rhazes vers 910 apr. J.-C. Rhazes citait toutefois le médecin juif el-Yahudi qui vivait trois cents ans plus tôt, et il est certain que la rougeole était largement répandue bien avant le x^e siècle. En fait, la rougeole pourrait avoir son origine à Sumer dès 3000 av. J.-C. ; elle se serait répandue dans la vallée de l'Indus vers 2500 av. J.-C. et dans la vallée du Gange et le bassin méditerranéen vers 1000 av. J.-C. Elle faisait probablement partie des maladies qui provoquèrent des épidémies en Chine et dans l'empire romain aux II^e, III^e et IV^e siècles apr. J.-C. Vers 500, elle s'était certainement répandue dans toute l'Eurasie. Le cas du choléra est moins clair. Certains chercheurs pensent que le véritable choléra, causé par la bactérie *Vibrio cholerae*, ne quitta pas son aire d'origine en Inde pour une carrière dans le vaste monde avant les épidémies du XIX^e siècle, mais des descriptions de maladies semblables au choléra sont connues pour l'Irak du x^e siècle, et il y a beaucoup de descriptions de ce qui semble être le véritable choléra en Europe au début de l'époque moderne¹⁰. En dépit des lacunes dans les documents historiques, il est clair que vers le XIV^e siècle, des microbes et d'autres espèces biologiques ont depuis longtemps franchi les frontières politiques et culturelles et ont influencé le développement des sociétés de l'ensemble de l'hémisphère oriental.

Durant le millénaire 500-1500 apr. J.-C., deux sortes d'échanges biologiques ont eu des effets particulièrement importants. Le premier a impliqué des transferts de plantes vivrières et industrielles de régions tropicales dans de nouveaux environnements, principalement dans les régions subtropicales et tempérées de l'hémisphère oriental. Dans un cas, l'information éclairant les circonstances de l'échange biologique est parvenue jusqu'à nous. Selon le moine bouddhiste du XI^e siècle Shi Wenyong, l'empereur Zhenzong de la dynastie Song (qui régna de 998 à 1022 apr. J.-C.), ayant appris l'existence de variétés de riz du Champa (Vietnam central) résistantes à la sécheresse, envoya des émissaires pour rapporter des grains en Chine. En fait, ce riz du Champa avait déjà probablement déjà atteint la Chine, mais l'encouragement impérial facilita sa dispersion. Il s'avéra que le riz du Champa, non seulement était résistant à la sécheresse, mais aussi qu'il s'accommodait de sols plus pauvres et mûrissait plus rapidement que les variétés cultivées en Chine. Le riz du Champa mûrissait en une centaine de jours, alors que

10. Sur la variole, cf. Hopkins [1983, notamment p. 13-21]. Sur la rougeole, cf. Cliff, Haggert et Smallman-Raynor [1993, spécialement p. 45-54] ; McNeill [1976, notamment p. 117-118 et 133-135] et Kim-Farley [1993]. Sur le choléra, cf. Barua [1992] et Cook [1996].

le riz chinois nécessitait 150 jours, et on parvint à sélectionner des variétés issues de croisement qui mûrissaient en 60-80 jours. Ce riz avait une très basse teneur en gluten et ne se conservait pas bien ; il contribua cependant à une croissance notable des récoltes parce que les paysans pouvaient le cultiver sur des pentes de collines en terrasses qui restaient auparavant sans plantations, et ils pouvaient obtenir une double récolte, de riz et d'autres cultures. Dans l'extrême Sud, on parvint même parfois à une triple récolte de riz du Champa. Les ressources accrues en riz contribuèrent à l'essor démographique de la Chine, dont la population doubla pratiquement en deux siècles, passant de 60 millions d'habitants en l'an 1000 à 100 millions un siècle plus tard et 115 millions vers 1200¹¹.

D'autres plantes cultivées se répandirent principalement vers l'ouest à partir du VII^e siècle, passant de l'Inde ou de l'Asie du Sud-Est en Asie du Sud-Ouest, dans le bassin méditerranéen, en Europe et en Afrique subsaharienne. Bien qu'il n'y ait souvent que peu d'information précise sur les circonstances de leur diffusion, il est clair qu'elles voyagèrent sans difficultés à travers le monde musulman. Marchands, soldats, administrateurs, diplomates, pèlerins, missionnaires, migrants, réfugiés, et d'autres voyageurs encore, parcouraient la région allant de l'Inde à l'Espagne et au Maroc. Le travail pionnier d'Andrew Watson montre comment leurs mouvements ont facilité la diffusion des plantes vivrières et industrielles à travers le monde musulman. Les espèces transplantées incluaient des nourritures de base, telles que le sorgho, la canne à sucre et le blé dur ; des légumes, comme l'épinard, l'artichaut et l'aubergine ; des fruits tropicaux comme le citron, le citron vert, l'orange amère, la banane, la noix de coco, la pastèque et la mangue ; et des plantes industrielles telles que le cotonnier, l'indigotier et le henné. Les plantes vivrières apportées enrichirent les régimes alimentaires dans le monde musulman et au-delà, en Europe méditerranéenne, en Afrique Orientale et Occidentale, tandis que l'arrivée du cotonnier revêtit une immense importance économique et commerciale. Comme nombre des espèces transplantées se développaient seulement dans un climat chaud, elles permirent la mise en valeur de terres qui restaient ordinairement en jachère durant les mois d'été, en Asie du Sud-Ouest, en Méditerranée du Sud, et en Afrique ; elles contribuèrent ainsi à une croissance de la production agricole. Comme en Chine après l'introduction du riz du Champa, après la diffusion de ces plantes et grâce à une intensification de l'agriculture, la population s'accrut dans le monde musulman et les cités fleurirent. La population de Bagdad pourrait avoir

11. Sur le riz du Champa et ses résultats en Chine, cf. Ho Ping-ti [1956] ; Elvin [1972, p. 121-124] et Clark [1991, p. 153-155]. Les chiffres de population viennent de McEvedy et Jones [1978].

atteint ou dépassé un million d'habitants au IX^e et X^e siècles, tandis que celle du Caire s'élevait à 500 000 habitants ; les villes de Merv, Nishapur, Ispahan, Bassorah et Damas avaient toutes des populations comprises entre 100 000 et 500 000 habitants [Watson, 1983].

L'Afrique subsaharienne bénéficia non seulement d'échanges biologiques réalisés par la médiation de l'espace musulman, mais aussi de diffusions pré-islamiques à travers l'océan Indien. La plus importante impliqua les bananiers, qui favorisèrent des migrations accélérées de locuteurs bantous et contribuèrent à une expansion démographique. Domesticqués d'abord en Asie du Sud-Est, les bananiers arrivèrent en Afrique dans les premiers siècles de l'ère chrétienne et se répandirent à travers le continent entre 500 et 1000. Des marins malais apportèrent probablement des bananiers en Afrique de l'Est lorsqu'ils fréquentèrent ses côtes et colonisèrent Madagascar dans une période située entre 300 et 500 (leurs voyages vers Madagascar continuèrent jusque vers 1200). Vers 500, plusieurs variétés de bananiers étaient établies en Afrique Orientale et Centrale. Ils fournirent un supplément nutritionnel aux régimes des cultivateurs parlant des langues bantoues, et permirent à ces derniers de se répandre dans des régions forestières, où les ignames ne se développaient pas bien. La population de l'Afrique subsaharienne reflète l'importance des bananiers. Au tournant de l'ère chrétienne, cette population dépassait onze millions d'habitants. En 500, la population avait cru faiblement jusqu'à douze millions. Vers 1000 apr. J.-C., après l'expansion de la culture des bananiers dans tout le continent, la population subsaharienne dépassait 22 millions et vers 1500 elle atteignait 35,5 millions d'habitants¹².

La diffusion des plantes vivrières a sous-tendu les expansions démographiques, mais un second type d'échange biologique, non intentionnel, ne fut pas aussi favorable aux populations humaines. Les cas les plus dramatiques d'échanges microbiens dans le millénaire compris entre 500 et 1500 impliquèrent la transmission de la peste bubonique. Le premier cas bien documenté de peste bubonique est ce qu'on a appelé la « peste de Justinien », qui éclata en 541 et ravagea le bassin méditerranéen jusqu'à la dernière partie du VIII^e siècle. Des contemporains rapportèrent que l'épidémie venait d'Égypte ; elle pourrait dans ce cas avoir voyagé sur des routes trans-sahariennes à partir d'un foyer d'infection situé dans la région des Grands Lacs d'Afrique de l'Est. Il se pourrait aussi qu'elle soit arrivée de l'Inde, à bord des navires marchands qui sillonnaient l'océan Indien et la mer Rouge. Quelle que fût sa route précise d'arrivée, la peste de Justinien s'étendit rapidement à travers le bassin méditerranéen et elle déclencha

12. Sur l'importance des bananiers en Afrique subsaharienne, cf. Vansina [1990, notamment p. 60-65].

bientôt (en 547) des épidémies jusqu'en Angleterre et en Irlande. Elle fit rage à Constantinople pendant quatre mois, tuant jusqu'à dix mille personnes par jour, selon Procope, et enlevant au total 300 000 vies, selon le récit d'Evagrius Scholasticus. Grégoire de Tours rapporte que la peste ravagea le royaume franc dans les années 580 et 590, frappant Narbonne, Marseille, Lyon, Bourges, Dijon, Avignon, Angers et Nantes, entre autres endroits, et il mentionne qu'en un seul dimanche, les corps des victimes de la peste à Clermont s'élevaient à 300 dans la basilique St Pierre. Les démographes estiment que la première attaque de peste (en 541-544) réduisit la population de l'Europe méditerranéenne de 20 à 25 %. Après le VIII^e siècle, la peste s'affaiblit, mais elle ne disparut pas entièrement : des épidémies isolées frappèrent l'Italie, le Sud de la France et l'Espagne entre le XI^e et le début du XIV^e siècles. De plus, la peste se répandit aussi en Asie du Sud-Ouest et en Asie orientale. Les chroniqueurs musulmans rapportèrent cinq grandes épidémies de peste en Irak et en Syrie entre 627 et 717, et nous avons des indices de bien d'autres épidémies, certaines probablement causées par la peste. À la fin du VI^e ou au début du VII^e siècle, la peste avait atteint les côtes chinoises, vraisemblablement par la voie des navires marchands arabes et persans, et des épidémies périodiques éclatèrent dans les cités portuaires et dans la province du Guangdong (dans le Sud de la Chine) jusqu'au IX^e siècle au moins. Pendant ce temps, la peste avait atteint la Corée, le Japon et le Tibet au cours du VII^e siècle¹³.

La pandémie du XIV^e siècle est suffisamment connue pour que nous n'ayons pas besoin de développer longuement son histoire. Les points les plus importants pour notre propos sont peut-être, premièrement, que la peste du XIV^e siècle s'est certainement répandue du Sud-Ouest de la Chine en Chine du Nord puis le long des routes de la soie vers l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, le bassin méditerranéen et l'Afrique du Nord, et deuxièmement, que ce ne fut absolument pas un événement isolé. Partout où elle frappa, ses effets démographiques attestèrent de l'importance des interactions transculturelles pour les trajectoires des sociétés humaines dans l'hémisphère oriental pour la période prémoderne. La population de la Chine décru sous le double impact de la conquête mongole et de la peste, tombant de 115 millions d'habitants en 1200 à 85 millions en 1300 et 75 millions en 1400 (une baisse de 35 % en l'espace de deux siècles). L'Asie du Sud-Ouest eut à faire face à la même combinaison d'attaques et subit un déclin moins drastique mais cependant significatif de sa population,

13. Sur la peste de Justinien et d'autres épidémies de peste avant le XIV^e siècle, cf. notamment Allen [1979] ; Biraben et Le Goff [1975]; Dols [1977, p. 13-35]; McNeill [1976, p. 123-128] et Russell [1968]. Pour le témoignage de Grégoire de Tours, cf. son *Histoire des Francs* [1916 (VI^e siècle), 4:31, 6:14, 9:21, 10:23, et 10:25, p. 92, 154, 218, 244 et 245, respectivement]. Sur des épidémies de peste anciennes en Chine, cf. McNeill [1976, p. 134].

qui passa de 19,5 millions d'habitants en 1200 à 18,35 millions en 1300 et 16,4 en 1400 (une baisse de 16 % en deux siècles). Bien que pratiquement non touchée par les Mongols, l'Europe eut à subir des épidémies de peste sévères et vit sa population décliner de 79 millions d'habitants en 1300 à 60 millions en 1400 (une baisse de 24 % sur un siècle¹⁴).

À côté d'échanges commerciaux et biologiques, l'hémisphère oriental connut aussi des interactions culturelles de grande portée durant la période 500-1500. Et ici encore, une sorte de curieux biais moderniste a parfois faussé la compréhension des trajectoires prémodernes. Des analyses littéraires ont récemment associé les représentations européennes d'autres peuples à un projet orientalisant et avancé l'idée d'une relation étroite entre voyages européens et écrits de voyages, d'une part, et impérialisme d'autre part. Friedman par exemple, a mis en avant l'accusation d'orientalisme parce que les cartes européennes médiévales marginalisaient les peuples étrangers. D'une manière significative, Campbell a lu les récits de voyages médiévaux à la lumière de la conquête européenne de l'Amérique : « Les pèlerinages devinrent croisades ; la recherche de la Cathay de Marco Polo se termina par les conquêtes du Mexique et du Pérou. Beaucoup de pèlerins étaient des soldats, beaucoup de missionnaires étaient des espions militaires, la plupart des anciens explorateurs étaient des conquistadors. Donc en suivant l'histoire ancienne des écrits de voyages, nous verrons parfois se profiler dans la langue de ces écrits les ombres de l'impérialisme européen : plusieurs des travaux examinés ici commencent ou se terminent par des références explicites à la conquête future des terres ou des peuples décrits... Le spectre de l'holocauste américain se fonde dans l'arrière-plan de cette étude, dont il hante cependant la totalité¹⁵. »

S'il est vrai que les Européens de la période médiévale faisaient preuve d'ethnocentrisme et que les voyages et les écrits de voyage contribuaient parfois aux projets impérialistes, il est clair que les voyages à longue distance et les interactions transculturelles avaient aussi des implications moins sombres. Et lorsque le regard s'élargit, en abandonnant l'approche narcissique et eurocentrique des voyageurs européens pour une analyse des interactions transculturelles en tant que processus historiques, une série de schémas alternatifs se dessine. Il est indéniable que les interactions trans-sociétales s'accompagnaient de nombreuses ramifications culturelles.

14. Sur la pandémie de peste du xiv^e siècle et des siècles suivants, cf. McNeill [1976, notamment p. 149-198]. Pour des études régionales, voir Dols [1977] ; Panzac [1985] ; Gottfried [1983] ; Platt [1996] et Benedict [1996]. Les chiffres de population sont tirés de McEvedy et Jones [1978].

15. Friedman [1994, p. 64-95]. Voir aussi Friedman [1981] qui présente une analyse similaire, mais sans invoquer la catégorie de l'orientalisme et Campbell [1988, notamment p. 4, 7, pour les citations].

Pacey [1990] a par exemple exploré des cas de diffusion technologique en montrant que ces processus peuvent souvent être caractérisés de manière appropriée en terme de « dialogues » et de « dialectique technologiques » plutôt qu'en celui de « transfert de technique ». Son analyse attire l'attention avec justesse sur le rôle des influences culturelles dans les échanges technologiques, et il rappelle la nécessité de garder à l'esprit l'importance des considérations culturelles lorsqu'on examine les processus d'interaction. Je m'intéresserai ici brièvement à deux sortes de transformation culturelle qui résultaient d'interactions entre des membres de sociétés différentes et qui illustrent l'intégration culturelle croissante de l'hémisphère oriental.

La première concerne les identités ethniques. Les interactions trans-sociétales entraînaient des changements culturels qui allaient de la construction à la transformation et à la désintégration des identités ethniques. Une recherche fascinante s'est intéressée à des populations nomades et migrantes, telles que les Francs et les Tanguts, dont l'ethnogenèse et les transformations ethniques reflètent clairement l'influence des interactions transculturelles¹⁶. Les odyssees remarquables des Alains en terme d'ethnicité illustrent particulièrement bien quelques-unes des possibilités de transformations culturelles dans un monde façonné par des migrations de masse, des campagnes d'expansion impériale et le commerce de longue distance. Les Alains représentent un groupe ethnique de nomades iraniens septentrionaux, identifiable déjà au 1^{er} siècle apr. J.-C., lorsqu'ils razziaient des territoires romains à partir de leurs terres des steppes de la Russie méridionale. Au 4^e siècle, ils s'allièrent aux Huns, avec lesquels ils attaquèrent l'empire romain oriental. Ils jouèrent un rôle crucial à la bataille d'Adrianople (en 378), où les envahisseurs écrasèrent l'armée romaine et tuèrent l'empereur Valens. Au 5^e siècle, quelques Alains s'installèrent en Thrace et se convertirent au christianisme aryen, tandis que d'autres s'unissaient aux Vandales, envahissaient la Gaule et s'établirent sur des territoires pris à la population gallo-romaine. Vers la fin du 5^e siècle, les Alains de l'empire d'Occident étaient convertis au christianisme catholique romain et largement assimilés dans les sociétés gallo-romaines et germaniques [Bachrach, 1973 ; Sulimirski, 1970, p. 142-203 ; Littleton et Malcor, 1994, p. 3-57].

Ceux qui vivaient au-delà des frontières de l'empire d'Orient, cependant, connurent des transformations culturelles diverses, tout en conservant une identité alain. À partir de l'époque de Justinien au moins, les Alains s'allièrent avec l'empire byzantin et firent de la région du Caucase une zone tam-

16. Sur les Francs, cf. Miller [1993] et James [1988]. Sur les Tanguts, voir les études de Dunnell [1984, 1992, 1994 et 1996]. Voir aussi Allsen [1997, notamment p. 17], où l'auteur résume les travaux du chercheur russe Kychanov.

pon extérieure à l'empire byzantin. Vers le x^e siècle, ils se convertirent au christianisme orthodoxe. Leur réputation d'artisans et forgerons habiles leur valurent les faveurs des Mongols, de même que leur soumission volontaire au pouvoir de ces derniers. En tout cas, les Mongols déplacèrent en Chine un grand nombre d'Alains chrétiens orthodoxes, où ils servirent de gardes du corps et constituèrent des forces militaires. Durant leurs premières années en Chine, ils ne purent toutefois recevoir les sacrements, car ils refusèrent de se plier à la demande des prêtres chrétiens nestoriens locaux qui leur enjoignaient de se faire rebaptiser pour recevoir la communion. Lorsque les missionnaires catholiques romains arrivèrent en Chine dans la dernière partie du XIII^e siècle, ils acceptèrent les Alains dans leur communauté sans exiger de nouveau baptême. On rapporte que Jean de Montcorvin, archevêque de Khanbaliq, aurait converti au christianisme catholique romain 20 000 Alains qui constituèrent une grande partie de ses ouailles. Quand les Mongols quittèrent la Chine en 1368, leurs alliés alains partirent avec eux, pour un destin dont on ne sait rien mais qui impliqua probablement une absorption dans la société turco-mongole (voir Sulimirski [1970, p. 194-203] et Iklé [1976]). Pendant ce temps, la communauté alain restée dans le Caucase garda sa foi orthodoxe et se transforma en la communauté ossète moderne, qui a conservé sa langue indo-iranienne jusqu'à ce jour.

Un second ensemble de thèmes concerne l'expansion des traditions culturelles et religieuses. Dans certains cas, il est possible d'appréhender le rôle d'individus particuliers dans l'expansion de ces traditions. Marchands, soldats, diplomates, officiels gouvernementaux, missionnaires et pèlerins furent tous des voyageurs actifs sur les routes terrestres et maritimes de l'hémisphère oriental. Ils ne représentaient qu'une fraction de la population, mais exercèrent une influence culturelle sans rapport avec leur nombre¹⁷. Les histoires de vie et les pérégrinations de voyageurs comme Faxian, Xuanzang, Yijing, Ibn Battûta et Mansa Musa éclairent les processus par lesquels les religions universelles se répandirent dans l'hémisphère oriental. À eux seuls, Faxian, Xuanzang et Yijing apportèrent des centaines de textes bouddhiques d'Inde en Chine et traduisirent nombre d'entre eux en chinois. Ils introduisirent aussi des reliques, des statues et des objets rituels pour les communautés bouddhiques de Chine, édifiant la base d'une acceptation du bouddhisme dans toute l'Asie orientale. Les efforts d'Ibn Battûta pour promouvoir les valeurs musulmanes aux îles Maldives et dans le royaume ouest-africain du Mali ne furent pas toujours couronnés de succès, mais ses expériences illustrent le processus par lequel la

17. Citons les travaux importants de Helms [1988] et Campbell [1988]. Des analyses récentes de récits de voyage ayant trait aux époques moderne et contemporaine suggèrent de fascinantes possibilités pour l'étude de voyages des époques plus anciennes : cf. V. et E. Turner [1978] ; Pratt [1992] et Clifford [1997].

foi islamique transforma progressivement des sociétés bien éloignées de son lieu d'origine, en Arabie. Après son pèlerinage à La Mecque, Mansa Musa invita des descendants de Mahomet à enseigner au Mali, finança la construction de nouvelles mosquées, et accorda son aide à des étudiants qui fréquentaient les écoles islamiques renommées de Fez¹⁸. Les voyages à longue distance ne facilitaient pas seulement l'échange de marchandises et la diffusion d'espèces biologiques, ils aiguisaient aussi la conscience des identités culturelles et favorisaient parfois l'expansion de traditions culturelles et religieuses vers de nouveaux horizons.

Lorsque l'on veut aller au-delà du rôle des individus pour expliquer les conversions à grande échelle à de nouvelles croyances religieuses, l'analyse en terme d'échanges culturels devient plus difficile. Sans réduire les choix culturels à des décisions faites d'intérêt purement matériels, il me semble clair que les changements culturels à grande échelle reflètent des configurations politiques, sociales et économiques ainsi que l'attrait exercé par les traditions culturelles et religieuses elles-mêmes. Le travail majeur de Gernet sur l'importance économique du bouddhisme en Chine met l'accent sur ces points de manière très convaincante. Les efforts des pèlerins chinois montrent que le bouddhisme exerçait une forte attirance sur certains individus, mais un petit cercle de convertis dévots n'implique pas la transformation culturelle à grande échelle d'une société tout entière. Le travail de Gernet défend brillamment l'idée qu'en stabilisant la société rurale, les monastères bouddhiques aidèrent à traduire l'attrait de leur foi en termes signifiants pour les gens des campagnes, facilitant ainsi l'adoption massive du bouddhisme en Chine [Gernet, 1995].

Malgré les difficultés que soulève leur explication, les processus de changement culturel à grande échelle réclament une attention particulière de la part des historiens. Avec le commerce trans-sociétal et les échanges biologiques, ils aident à comprendre les environnements sociaux et culturels où ont vécu la plupart des populations du globe, ainsi que l'intégration croissante des sociétés de l'hémisphère orientale [Bentley, 1993]. Les explications sont difficiles à formuler, mais il est clair que les interactions transculturelles représentent des motifs cruciaux dans l'effort de compréhension des processus de changement à grande échelle.

18. Sur l'expansion des traditions religieuses et culturelles de manière générale, cf. Bentley [1993]. Sur des voyageurs en particulier, cf. aussi Wriggins [1996] et Dunn [1986].



Un seul système-monde avant le xvi^e siècle ? L'océan Indien
au cœur de l'intégration de l'hémisphère afro-eurasien*

Philippe Beaujard

« Une nouvelle connaissance de l'organisation
est de nature à créer une nouvelle organisation de
la connaissance. »

Edgar MORIN.

Comme la Méditerranée chère à F. Braudel [1949], très tôt, l'océan Indien a, lui aussi, été parcouru par des hommes en quête de marchandises, de terres nouvelles ou d'ailleurs mystérieux. Ces parcours se sont ordonnés sur des lignes contraintes par les données géographiques, contraintes aussi par les espaces organisés par les hommes et leur histoire. Au fil des siècles, l'océan Indien s'est constitué en un espace unifié et hiérarchisé par ses échanges. Le commerce – et d'abord le commerce à longue distance – a joué un rôle primordial dans ce processus. En liaison avec les faits politiques et religieux, l'histoire des réseaux marchands permet de saisir à la fois la construction des sociétés et celle de l'espace à l'intérieur duquel ces sociétés sont reliées.

Échange de biens, le commerce implique aussi celui de savoirs, de croyances et de valeurs. On ne peut saisir le pouvoir d'unification, de construction et de transformation des cultures que possède le commerce qu'en le replaçant dans la globalité de l'échange. L'ensemble des échanges a contribué à unifier un espace géographique qui déborde largement l'océan Indien puisqu'il va de la Chine à l'Europe et à l'Afrique. Les réseaux transcontinentaux – maritimes et terrestres – ont constitué une aire où les événements et les développements régionaux apparaissent *interdépendants*. L'océan Indien doit être pensé non pas comme une économie-monde

* Version remaniée d'un article paru dans le *Journal of World History*, 16 (4), 2005 (« The Indian Ocean in Eurasian and African World-Systems Before the Sixteenth Century »).



parallèle à la Méditerranée [Chaudhuri, 1985], mais comme un espace articulé à celui de la Méditerranée. La synchronisation que l'on observe entre les évolutions des différentes régions de l'Ancien monde reliées par des échanges constitue un indice (non suffisant en lui-même) du caractère systémique de ces relations. Ce n'est pas seulement l'interconnexion ou la dimension des réseaux mais la régularité, l'intensité¹ et la vitesse des échanges qui ont réalisé une progressive intégration des différentes régions, les constituant en système-monde.

Ce concept a été forgé à l'origine par Wallerstein [1974] puis Frank, dans une approche holiste – pour Frank en tout cas – qui « cherche l'explication au niveau de la totalité ». Cette approche, dont Morin a marqué les limites, a omis de définir clairement le concept même de système. Pour Morin [1990, p. 244-245], 1. un système représente « une unité *complexe* et le complexe des relations entre [un] tout et [ses] parties », 2. un système est constitué par un ensemble d'*interactions*, qui forme son *organisation*. L'évolution des différentes parties du système est la résultante de l'articulation de dynamiques locales, régionales et globales. L'organisation présente fondamentalement un caractère dynamique, et complexe. Le système est à la fois générateur d'ordre et de désordre, d'unité et de diversité. Ces caractéristiques générales de tout système et leurs implications éclairent les données que l'on peut rassembler sur l'histoire de l'espace afro-eurasien. L'approche systémique ouvre à une « nouvelle rationalité », à une nouvelle compréhension de l'histoire du monde.

Wallerstein introduisit le concept de système-monde pour « l'époque moderne ». Il mit en avant douze caractéristiques de ce système, parmi lesquelles une accumulation incessante du capital, une division transrégionale du travail, des phénomènes croissants de dominance entre « cœur » et périphérie, l'alternance – à l'intérieur d'un cœur – de périodes d'hégémonie exercée par une puissance avec des phases de rivalité entre plusieurs puissances, et l'existence de cycles. Pour Frank et Gills [1993], ces caractéristiques sont en fait présentes depuis plusieurs milliers d'années dans un système-monde afro-eurasien occidental (*cf.* aussi Ekholm et Friedman [1982]). Le rôle de l'accumulation du capital, du marché et de l'entreprise individuelle dans les sociétés anciennes a en outre été largement sous-estimé. Je montrerai que les données disponibles indiquent la constitution d'un vaste système-monde afro-eurasien incluant l'Asie du Sud et de l'Est au tournant de l'ère chrétienne.

1. Pour Hall [2006, p. 96] cependant, « des niveaux d'interaction relativement bas [...] suffisent à induire une synchronisation de processus cycliques dans des systèmes mondes éloignés. [...] Des contacts même faibles sur les réseaux d'échanges de biens de luxe et d'information peuvent avoir de profonds impacts sur les trajectoires » des régions ainsi reliées.

Depuis ses origines, ce système-monde s'est développé tout au long d'une série de cycles économiques de plusieurs siècles, dont il nous faudra saisir les caractéristiques et les origines possibles.

Géographie et réseaux d'échanges dessinent trois grandes aires maritimes : mer de Chine, océan Indien oriental et océan Indien occidental, ce dernier présentant (à l'exception de quelques périodes d'unité) une dichotomie entre golfe Persique et mer Rouge. Du 1^{er} au xvi^e siècle, le système-monde afro-eurasien s'est structuré autour de cinq « cœurs² » (parfois multicentrés) – (1) la Chine, (2) l'Inde, (3) l'Asie occidentale, (4) l'Égypte, et (5) l'Europe du Sud puis du Nord-Ouest –, cœurs qui déterminent pour une part les termes de l'échange avec leurs périphéries. On peut estimer avec Frank et Gills que les « transferts de surplus »³ entre régions « impliquent » une division du travail, des phénomènes de domination et l'émergence de relations cœurs/périphéries. Il convient toutefois d'éclairer l'ensemble des mécanismes qui génèrent ces transferts, ce que Frank et Gills n'ont pas suffisamment tenté. La notion de valeur des « surplus » transférés est demeurée insuffisamment abordée. Les connexions entre régions ont aussi entraîné des phénomènes de *croissances différenciées*. De plus, si la richesse extraite par un cœur dans une périphérie induit une certaine relation entre ces deux zones, elle affecte aussi leurs rapports sociaux internes, ces derniers agissant eux-mêmes sur l'ordonnance du système. Pour comprendre la structure hiérarchisée du système et ses évolutions, il importe de prendre en compte la nature des produits échangés, le caractère inégal ou non de l'échange entre régions et à l'intérieur des régions, mais aussi les relations et les processus de production. L'existence de seuils d'intégration pour la constitution d'un système me paraît en outre à prendre en compte.

Dans l'édification du système, il faut souligner le rôle crucial des villes, en particulier des métropoles, situées aux nœuds des réseaux. Ce cortège de cités forme des « archipels de villes », pour reprendre une expression heureuse de Braudel, villes dont l'interconnexion constitue l'ossature du système. Dans la constellation des villes, les cités-États ou plutôt certaines cultures de cités-États [Hansen, 2000b, p. 606 *sq.*] ont joué un rôle particulier dans l'évolution du système, notamment par leurs innovations idéologiques et institutionnelles.

À toutes les époques, les observateurs des métropoles ont souligné leur caractère de « tours de Babel », lieux de mélanges mais aussi de création issue de ces métissages. Sur le pourtour de l'océan Indien, les échanges

2. J'appelle « cœurs » les différents centres du système-monde.

3. Frank et Gills [2000, p. 4]. J'ai préféré employer le terme plus neutre de transferts de richesse. Ces « transferts de surplus », toutefois, ne sont pas le seul moyen de domination (*cf. infra*).

ont conduit à la formation de « cultures de frange » [Ottino, 1974]⁴, à l'interface de réseaux maritimes et terrestres.

Toutes les côtes n'ont pas la même capacité à se développer en lieux d'échanges. Du fait des moussons et de leur position stratégique, les zones à l'intersection de deux mers jouissaient d'une situation privilégiée, ainsi l'Asie du Sud-Est, l'Inde du Sud et Ceylan, Yémen, Hormuz et l'Oman. L'essor de certains ports s'explique par la qualité de leur havre et leur position géographique, en fonction des routes du commerce, maritimes ou terrestres (on connaît l'importance des « routes de la soie » entre Chine, Asie centrale, Inde et Perse). Le développement du commerce maritime repose pour une part sur les relations instituées entre côte et arrière-pays. Il faut souligner ici l'importance des voies d'eau ; les embouchures des grands fleuves ont partout représenté des pôles de développement du commerce et des échanges. Par ailleurs, la disponibilité des matières premières et des hommes a évidemment joué un rôle important dans la construction du système.

Au-delà des données géographiques et des processus économiques, la structure hiérarchisée du système est à relier à la compétition que se livrent les États et les élites. L'échange se pose en terme de rapports de force politico-militaires et s'inscrit dans le cadre d'idéologies – elles-mêmes indissociables des configurations politiques –, dont la domination sur des réseaux joue un rôle dans la désirabilité des marchandises offertes et dans l'établissement de leur valeur marchande : toute analyse doit ainsi prendre en compte l'inscription de l'économie dans le politique et le sacré. Ancrés sur des sanctuaires qui sont aussi des lieux de production et d'échange, les réseaux religieux constituent en eux-mêmes des espaces où, sur les chemins des pèlerins, circulent richesses et information⁵.

Pour comprendre la constitution de ces espaces unifiés par échanges et conflits, pour percevoir les évolutions et les constantes dans l'articulation des réseaux, il fallait raisonner sur la « longue durée », remonter aux prémisses du (des) système(s)-monde(s) eurasiatique(s) et africain(s), dans une perspective comparatiste qui englobe l'ensemble de l'aire concernée. L'approche transdisciplinaire et systémique adoptée met en connexion les faits économiques, politiques et religieux, les innovations techniques, les changements du climat et les évolutions démographiques⁶ ; elle tente

4. Pearson souligne également le « concept-clé [de] société littorale » [2003, p. 37-41].

5. Chase-Dunn et Hall [1997] ont mis l'accent sur l'existence de quatre grands types de réseaux de taille différentes : des plus restreints aux plus vastes, les réseaux politico-militaires, les réseaux de biens de base, les réseaux de biens de luxe et les réseaux d'information.

6. Dans la mesure des données disponibles, l'archéologie et les textes permettent d'estimer la dimension et l'intensité des réseaux d'échange, de suivre leurs évolutions et l'intégration des différentes parties du système-monde. Le nombre et la taille des villes principales, leur

de saisir les processus dynamiques d'interaction et d'organisation entre la totalité du système et ses parties.

DES SYSTÈMES-MONDES À L'ÂGE DU BRONZE ?

La naissance de l'État introduisit une division du travail radicalement nouvelle, dans la société et entre régions. L'essor de cités-États en Mésopotamie et celui de réseaux d'échanges avec les régions voisines pourraient avoir abouti dès l'époque urukienne (IV^e millénaire av. J.-C.) à la constitution d'un premier système-monde ayant pour cœur la Mésopotamie du Sud, système qui inclut une partie au moins du golfe Persique [Algaze, 2001]. L'espace urukien exporte sans doute des textiles et d'autres objets manufacturés, et importe des matériaux bruts (métaux, bois, pierres) et des esclaves. Il est en relation indirecte avec un autre système-monde, centré sur l'Égypte, siège d'un État territorial unifié à partir de 3100 environ.

Pour les périodes anciennes, l'analyse en terme de systèmes-mondes se heurte à des obstacles majeurs. Comment interpréter des données souvent bien lacunaires⁷ ? On peut cependant observer la permanence des deux « cœurs » mésopotamien et égyptien, et noter des changements dans l'extension et la structuration des réseaux d'échanges. À partir du IV^e millénaire, le terme âge du Bronze est approprié si l'on considère l'importance de ce métal et des réseaux d'approvisionnement en cuivre et en étain. Six cycles sont identifiables pour l'Asie occidentale (3600-3100, 3100-2700, 2700-2150, 2150-1900, 1900-1600, 1600-1000) et quatre pour l'Égypte (3100-2700, 2700-2030, 2030-1560, 1560-1000), cycles en partie initiés par des changements climatiques que l'on peut considérer comme faisant partie d'une logique systémique (*cf. infra*, fig. 3⁸). Chaque période crée une

localisation, la densité urbaine régionale, constituent de précieux indicateurs sur les mouvements d'ensemble (croissances et régressions) et la structure interne du système. Par ailleurs, les recherches palynologiques, la dendrochronologie et l'étude de carottages glaciaires ou coralliens permettent de bâtir une histoire du climat et des environnements que l'on peut rapprocher des données démographiques, économiques et politiques. Pour l'Égypte, les textes connus ont fourni la base d'une histoire des crues du Nil, qui est en rapport avec la mousson de l'océan Indien, les événements El Niño-Oscillation méridionale (ENSO) et l'activité solaire [Quinn, 1992, p. 119-149].

7. Du fait des limites de l'archéologie et des textes disponibles, on peut seulement percevoir des tendances et appréhender parfois des dépendances. Les débats sur différentes chronologies des III^e et II^e millénaires indiquent clairement que les phases de croissance et de repli affirmées pour certaines zones ne peuvent souvent représenter que de simples hypothèses.

8. Ces changements climatiques sont liés pour une part à des variations dans les radiations solaires, où l'on distingue des cycles de 1000 et 500 ans. Dergachev et Van Geel [2004], par ailleurs, soulignent l'existence de cycles climatiques de 2400 et 1500 ans. Sur la relation du système à l'environnement, voir Morin [2005, p. 31-32].

nouvelle division du travail, partiellement en continuité avec la précédente. La Mésopotamie apparaît séparée en deux régions, Nord et Sud. Pour une partie de l'âge du Bronze, l'Asie occidentale se présente comme un cœur multicentré, montrant une oscillation du pouvoir entre différentes régions [Beaujard, 2009a].

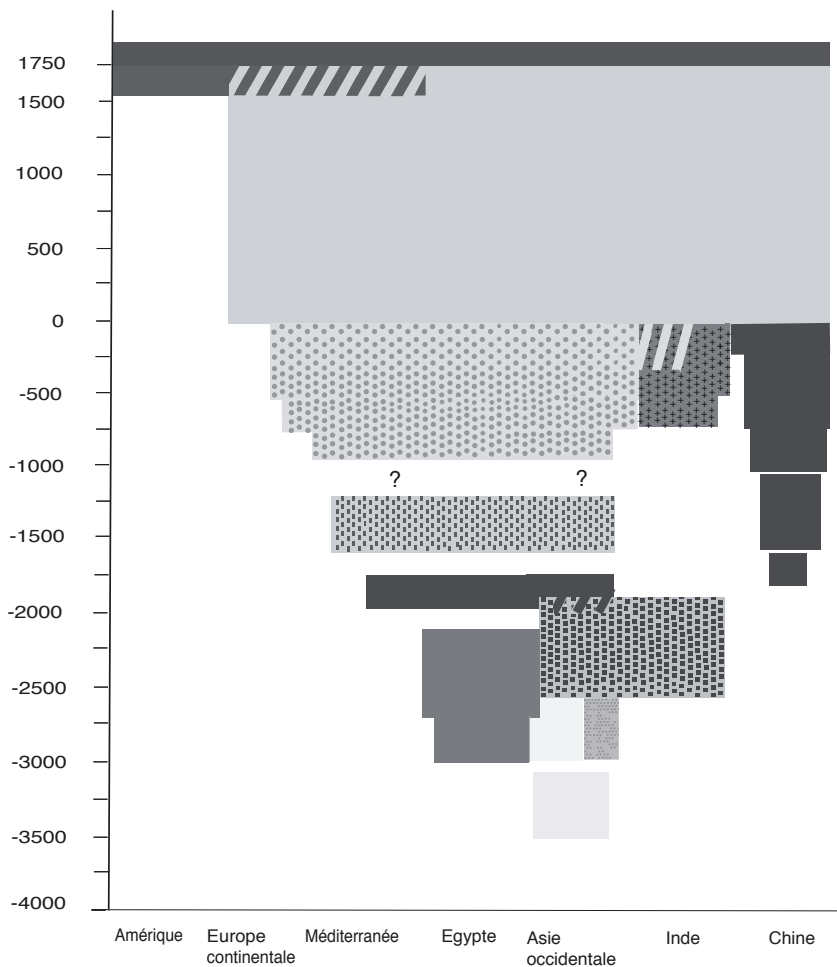
Au III^e millénaire, l'océan Indien ne représente pas encore un espace unifié, mais dans sa partie occidentale, de 2600 à 1900, un système-monde relie les civilisations urbanisées de la Mésopotamie, de l'Elam et de l'Indus, par les routes maritimes du golfe Persique et des routes terrestres qui s'étendent jusqu'au Turkménistan et en Bactriane⁹. Les développements internes à la Mésopotamie et l'expansion des échanges amènent la création du premier empire connu, l'empire akkadien (ca. 2340), qui tente de relier les réseaux du golfe Persique et de la Méditerranée. Une phase de changement climatique global de 2200 à 1900 explique en partie la disparition de cet empire vers 2200 et celle de la civilisation de l'Indus au xx^e siècle, à laquelle contribue également l'expansion du complexe de Margiane-Bactriane (BMAC) [Staubwasser et Weiss, 2006 ; Hiebert, 1994].

La faiblesse des liens entre Afrique et Mésopotamie au III^e millénaire rend l'hypothèse d'une inclusion de l'Égypte dans le système-monde de l'Asie occidentale difficilement acceptable (*versus* Frank et Gills [1993, p. 82]). Égypte et Mésopotamie ne semblent pas encore évoluer de manière synchrone, du moins avant 1900 env. (*cf.* fig. 1, page suivante).

Qui organisait la production et les réseaux d'échange ? Dès l'époque urukienne, le secteur public introduisit les innovations nécessaires à l'entrepreneuriat [Hudson, 1996]. Combinée à une standardisation des poids et mesures, l'écriture représenta une puissante technique de rationalisation des activités. L'apparition de systèmes de comptabilité fournit à l'État les assises d'une organisation efficace qui accentua un mouvement de complexification sociale. Une accumulation du capital visant à un profit se développa à l'intérieur des institutions étatiques. Celles-ci ont joué un rôle essentiel dans l'apparition d'une monnaie de compte ; l'implication des temples et des palais dans le commerce explique sans doute l'émergence de leur rôle monétaire, l'argent s'imposant du fait de sa dimension religieuse et de sa place dans les contributions faites aux temples [Hudson, 2004]. Un marché de la terre surgit au III^e millénaire au nord de Sumer – en même temps que la royauté – à partir du secteur politique dirigeant. Des prêtres avec intérêt et une mesure du temps de travail apparaissent déjà à la période de Fara (2600-2500 av. J.-C.), de même qu'un système de taxations. Si l'État semble

9. L'essor des échanges bénéficie à la fois de l'amélioration des navires, et de la domestication de l'âne en Égypte et en Asie occidentale au IV^e millénaire, du chameau en Asie centrale et du cheval dans les steppes eurasiatiques au III^e millénaire.

FIG. 1 – LES SYSTÈMES-MONDES ASIATIQUES, AFRICAINS ET EUROPÉENS DE 3500 AV. J.-C. À 1750



- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Systèmes-mondes ayant pour cœur l'Asie occidentale (3600-3100, 3000-2700) Système-monde ayant pour cœur l'Iran (3000-2700 av. J.-C.) Système-monde occidental du Bronze Moyen (1900-1750 av. J.-C.) Systèmes-mondes chinois (états Erlitou 1800-1600, Shang 1600-1050, Zhou 1046-475, Royaumes Combattants 475-221, empires qin et han 221 av. J.-C.-26 ap. J.-C.) Système-monde indien (700-0) Système-monde Europe-Amérique-Afrique occidentale (1520-1750) | <ul style="list-style-type: none"> Système-monde ayant pour cœur l'Égypte thinite puis l'Ancien Empire (3100-2700, 2700-2180) Système-monde ayant pour coeurs l'Asie occidentale, l'Élam et l'Indus (2600-1900 av. J.-C.) Système-monde du Bronze Récent (Asie occidentale-Égypte-Méditerranée orientale) (1600-1200) Système-monde occidental (Asie occidentale-Méditerranée-Europe continentale-Égypte) (1000-0 av. J.-C.) Système-monde eurasiatique et africain 0-1750 ap. J.-C. Système-monde capitaliste |
|--|--|

jouer un rôle économique important en Asie occidentale au III^e millénaire¹⁰, au début du II^e millénaire, une fragmentation politique s'accompagne d'une progression du secteur privé et des marchés en Mésopotamie du Sud, en Assyrie et dans les comptoirs assyriens de Cappadoce. La communauté des marchands représente peut-être une institution nouvelle dans le paysage politique et économique¹¹ : parfois agents de l'État mais souvent entrepreneurs privés, ils constituent des firmes familiales ou des sortes de guildes hiérarchisées. L'État lui-même développe un véritable esprit d'entreprise à partir de l'empire akkadien et de celui d'Ur III (2112-2004 av. J.-C.). Contrairement à la vision polanyienne, il est clair que le commerce à longue distance se développe en partie dans une recherche de profit. Les tablettes retrouvées en Cappadoce montrent l'existence de banquiers, d'opérations de crédit, la pratique de prêts à intérêt et « l'usage du billet au porteur¹² ». On assiste parallèlement à une « privatisation » partielle de l'administration et à un développement du salariat, ainsi dans la période babylonienne ancienne [Silver, 1995, p. 138 ; Glassner, 2002, p. 148].

Pour l'Égypte, le rôle de l'État est crucial depuis l'Ancien Empire, où se met en place ce qui semble être un système de taxation ; l'innovation technologique (invention de l'écriture, irrigation...) et une stimulation de la demande par l'État jouent ici un rôle fondamental dans la croissance économique¹³.

Le système-monde du Bronze Moyen (1500-1200) apparaît en expansion en Méditerranée orientale et en Afrique du Nord, avec l'inclusion de

10. Le degré d'implication de l'État dans l'irrigation est cependant débattu. Palais et temples ont joué un rôle crucial dans le développement et la régulation des marchés, et dans celui de la monnaie. Toutefois, à la vision ancienne d'un État contrôlant totalement la production et les échanges, nombre de chercheurs aujourd'hui opposent celle de la floraison précoce d'entrepreneurs privés, la pratique de ventes de terre (dès le milieu du III^e millénaire) et l'existence de marchés avec des fluctuations de prix. La genèse des marchés de facteurs de production (travail, terre, capital), préalable à la formation de « systèmes de marchés », ne s'est toutefois réalisée que lentement au fil des siècles [Norel, 2004]. Cf. cependant Silver [1995, p. 126], pour le marché de la terre. L'existence du salariat est fermement attestée en Mésopotamie et en Égypte dans la 2^e moitié du III^e millénaire [Glassner, 2001, p. 62, 69n3 ; Silver, 1995, p. 135 sq.]. On perçoit dans cette période la coévolution d'un secteur étatique et d'un secteur privé, et l'essor d'une sorte de « capitalisme d'État ». Comme le souligne Braudel [1959, t. 2, p. 12], il n'y a sans doute pas d'« histoire simple et linéaire du développement des marchés ».

11. Mais peut-être le caractère limité des sources dont nous disposons fausse-t-il notre vision : pour divers auteurs, les différences entre III^e et II^e millénaires ne sont pas aussi grandes qu'on le suppose généralement.

12. Veenhof [1999, p. 57 sq., 83]. La recherche de profit est clairement apparente dans de nombreux textes. On retrouve des paiements « au porteur d'une tablette » au VIII^e siècle av. J.-C. en Babylonie. Des formes de partenariat à long terme et l'existence de contrats de type *commenda* ont permis à certains auteurs d'établir des comparaisons avec ce que l'on observera dans le monde médiéval. Les études montrent des variations rapides de prix, ainsi sur l'étain, les textiles ou les grains, le commerce assyrien révélant une adaptation de l'offre à la demande.

13. Cette politique sera poursuivie jusqu'à Ramsès III [Warburton, 2000, p. 92].

l'Égypte. Des connexions s'établissent vers la Corne de l'Afrique, l'Arabie du Sud jouant en outre un rôle d'interface entre cette région et l'Asie du Sud. Toute une série de plantes cultivées d'origine africaine passent en Inde vers la fin de cette période [Fuller, 2006]. Changement climatique, invasions et conflits internes se conjuguent à partir de 1750 pour provoquer la dislocation de ce système, après une nouvelle tentative – par l'empire babylonien d'Hammurabi – de connexion entre golfe Persique et Méditerranée.

À partir de 1600/1500, dans le Bronze Récent, un système à cœurs multiples (royaume hittite, Mittani, Assyrie, espace mycénien, Égypte) se met en place autour de la Méditerranée orientale¹⁴. Le golfe Persique n'y joue plus qu'un rôle limité : le centre de gravité s'est déplacé vers le nord-ouest, annonçant les développements du I^{er} millénaire av. J.-C. Il est significatif que les exportations de cuivre chypriote augmentent à partir du xviii^e siècle, au moment précis où le cuivre omanais cesse d'atteindre la Mésopotamie. La tendance à un essor du secteur privé se renforce en Asie occidentale. Si pour nombre d'auteurs l'Égypte garde l'image d'une économie administrée par un État omniprésent, ici aussi, pourtant, la place d'un secteur privé est aujourd'hui réévaluée, notamment dans les « périodes intermédiaires », où la déliquescence des structures étatiques pouvait permettre l'éclosion de l'initiative privée, et dans le Nouvel Empire, pendant lequel le secteur privé apparaît complémentaire à celui d'un État désormais plus décentralisé [Warburton, 1997]. À cette époque, l'intégration croissante de l'Égypte dans le marché transnational induit la formation d'une société cosmopolite, en particulier dans le delta du Nil.

En Asie orientale, des développements locaux et l'essor d'échanges à longue distance accompagnent l'éclosion de sociétés complexes hiérarchisées dans les bassins du fleuve Jaune et du Yangzi. L'urbanisation débute vers 2500 av. J.-C., en un processus relativement autonome par rapport à l'Asie occidentale. La métallurgie du bronze, qui apparaît au début du II^e millénaire, bénéficie cependant d'apports venus d'Asie centrale. Un premier système-monde oriental se constitue, centré sur les États Erlitou (1800-1600) puis Shang (1600-1027), qui manifestent la même volonté d'emprise sur les ressources et les routes du commerce [Liu et Chen, 2003]. L'essor de cultures régionales témoigne de développements locaux stimulés par des liens avec le cœur shang et la croissance du commerce lointain, vers l'Asie du Sud-Est et du Sud, et sur les routes des oasis et des steppes du Nord.

14. En l'absence d'une véritable urbanisation et d'une division inter-régionale du travail clairement marquée, je n'ai pas considéré les sphères d'interaction de l'Europe continentale comme des systèmes avant le premier millénaire.

LA FORMATION D'UN SYSTÈME-MONDE AFRO-EURASIEN

Le système-monde occidental du Bronze Récent s'effondre dans les invasions et les migrations du XIII^e-XII^e siècle, qui se conjuguent à des conflits internes, dans le contexte d'un refroidissement climatique global ; cet épisode montre comment une zone de « marge » peut affecter le système tout entier et provoquer sa dislocation [Sherratt, 1993]. En Chine, l'État shang se désagrège vers la fin du II^e millénaire.

La dislocation des routes du cuivre et de l'étain favorise sans doute l'essor d'une métallurgie du fer qui constitue un fait majeur au tournant du II^e au I^{er} millénaire¹⁵. Initiée à la fois par le changement climatique intervenu, l'augmentation des échanges et des transformations sociales, l'apparition d'un nomadisme pastoral dans les steppes joue un rôle important dans les restructurations de cette période, en favorisant notamment la diffusion de la métallurgie du fer vers l'Inde et la Chine. L'amélioration de cette métallurgie permet la fabrication d'outils et d'armes nouveaux qui assurent des progrès agricoles et des capacités guerrières accrues. Quatre pôles émergent dans un système-monde occidental qui se reconstitue : Assyrie, Égypte, Anatolie et côte du Levant [Beaujard, 2009b]. Une expansion phénicienne s'amorce au X^e siècle av. J.-C. Les contacts avec l'Arabie du Sud se traduisent dans cette dernière région par l'apparition d'un alphabet et un phénomène d'urbanisation. En Chine, la dynastie des Zhou crée un nouvel État vers 1027 av. J.-C. Une période de refroidissement climatique accompagnée de mouvements de populations des steppes entraîne une récession de ces deux systèmes-mondes occidental et oriental de 850 à 750 environ.

La période du VII^e au V^e siècle est cruciale par les innovations techniques et institutionnelles introduites. Les empires assyrien, puis babylonien, s'organisent en provinces. La mise en œuvre d'un alphabet phénicien, bientôt emprunté par les Grecs, en même temps que le concept de *polis* [Niemeyer, 2000], fournit la base d'une transformation des relations de l'individu par rapport au pouvoir¹⁶. Les cités grecques développent le concept de citoyenneté. L'émergence d'une « économie à marché » [Bresson, 2000] – Migeotte [2007] préfère « économie à marchés », soulignant le fait que les marchés de facteurs de production¹⁷ et les marchés de biens sont encore

15. Pour une autre interprétation de la fin du Bronze Récent et de l'expansion d'une métallurgie du fer, cf. S. Sherratt, 2003.

16. L'invention de l'alphabet remonte cependant à l'Égypte hyksos, au XVII^e siècle. Alors que la complexité des écritures anciennes s'accordait au nombre limité de leurs usages et de leurs utilisateurs, la simplicité et l'efficacité des écritures alphabétiques transformèrent non seulement leur fonction sociale mais aussi le rapport de l'individu aux différentes sphères du pouvoir.

17. Il y a essor d'un marché de la terre et du salariat, même si l'esclavage demeure un trait essentiel de l'économie [Norel, 2004, p. 102].

faiblement articulés (*cf.* aussi Maucourant [2008]) – se fait en connexion à celle d’une liberté de pensée qui se traduit par un questionnement sur le monde, sur le gouvernement de la cité et même sur les lois divines. L’espace méditerranéen s’étend et se structure sur la trame des réseaux phéniciens¹⁸ et grecs où l’entrepreneuriat privé joue un rôle crucial. Le commerce qui se développe dans les villes grecques, en liaison avec des productions adaptées à des marchés spécifiques, se fonde sur l’activité de marchands indépendants et non de firmes ou/et de princes-marchands liés à l’État et au temple. Prolongement de la pratique des sceaux apposés sur des morceaux de métal par palais, temples ou marchands, connue dès le début du II^e millénaire, la monnaie sous forme de pièces fait son apparition au VII^e-VI^e siècle en Asie mineure (Lydie, Ionie) et en Chine, puis en Mésopotamie, en Perse, en Inde et en Grèce. Son usage s’accompagne de la mise en place de systèmes bancaires. Reprenant l’innovation mésopotamienne du II^e millénaire, des banquiers grecs émettent des billets de crédit qu’un marchand peut encaisser dans une autre ville. La banque de dépôt utilisant l’argent qui lui est confié, en revanche, représente sans doute une innovation grecque¹⁹.

La croissance économique s’accompagne de nouvelles cristallisations politiques : les expansions assyrienne (VII^e siècle), puis babylonienne (610-539 av. J.-C.)²⁰, représentent les premières tentatives d’occupation de la totalité de l’espace entre Méditerranée et océan Indien, de contrôle aussi du commerce caravanier arabe. Elles entraînent une plus grande articulation des sphères de la Méditerranée et de l’océan Indien occidental. La symbiose des temples avec des hommes d’affaires extérieurs est la continuation de pratiques connues au II^e millénaire ; en revanche, l’éclosion de véritables firmes capitalistes, travaillant avec l’État – ainsi la maison Egibi –, et la monétarisation de la société constituent des phénomènes nouveaux²¹.

L’essor d’États urbanisés dans la vallée du Ganges et l’Inde centrale est un autre fait majeur de cette période. Un système-monde indien se forme, relié à l’Asie occidentale par des routes terrestres et maritimes. Si océan Indien occidental et océan Indien oriental constituent encore des espaces

18. Par sa demande en biens de luxe et en métaux, échangés ou extorqués, l’Assyrie contribue à l’expansion des réseaux phéniciens à partir de 800 av. J.-C. Nombre des innovations mises en œuvre par l’empire assyrien représentent des emprunts à la côte levantine. Assyrie et Phénicie offrent un bon exemple de synergie entre deux cœurs.

19. *Cf.* cependant Silver [1995, p. 115 et 2004, p. 72] à propos de l’Égypte et de la Mésopotamie.

20. L’expansion babylonienne représente un tournant pour la Méditerranée. Le contrôle des cités-États par Babylone entraîne un déclin du Levant qui permet l’émancipation de Carthage et favorise l’expansion grecque.

21. Silver [1995, p. 112-113]; Glassner [2002, p. 149]; Joannès [1999, p. 176, 179; 2005, p. 46-47].

distincts avant le I^{er} millénaire av. J.-C.²², une intégration des différentes régions de l'Asie s'esquisse à partir du VI^e siècle av. J.-C., où des épices comme cassia et cinnamome arrivent dans le golfe Persique et pénètrent le monde grec. L'Asie centrale devient peu à peu un axe vital de l'espace eurasiatique [Christian, 2000, p. 6]. Le VI^e siècle voit l'épanouissement en Asie occidentale de l'empire perse, qui s'empare des régions charnières entre Méditerranée et océan Indien – y compris l'Égypte – et entreprend de contrôler l'ensemble des routes commerciales jusqu'en Asie centrale et au Pakistan. L'organisation des satrapies traduit une vision novatrice de l'État qui permet aux Perses de former le premier « empire universel ».

En Asie orientale, les progrès de la métallurgie du fer et un réchauffement du climat après 800 favorisent un essor de l'agriculture qui sous-tend l'urbanisation de la période « Printemps-et Automne ». Une nouvelle phase de concentration politique intervient dans la deuxième partie du V^e siècle av. J.-C., à l'ère des « Royaumes Combattants ». Comme dans les cités grecques, la compétition encourage des innovations institutionnelles, marquées par une mutation de l'État, influencée par le courant des légistes ; elle favorise en outre des progrès techniques, en particulier dans la métallurgie (procédé de fabrication de l'acier, mise au point de l'arbalète...). De la Chine à la Méditerranée, on note un changement d'échelle dans les interconnexions et d'importantes transformations sociales. Elles induisent une pensée novatrice de l'univers et de la société, qui accompagne une émergence de l'individu et se traduit par l'éclosion de grandes doctrines philosophiques et religieuses (jainisme, bouddhisme, confucianisme, mazdéisme), modèles à prétention universelle. Elle se traduit aussi par la floraison dans le monde grec d'un humanisme rationaliste, d'institutions démocratiques, et de technologies nouvelles, ainsi que par l'apparition de courants rationalistes en Chine (moïstes)²³ et en Inde (rédaction des parties anciennes de l'Arthasâstra).

La fin du V^e et le début du IV^e siècle correspondent à une période de transition hégémonique dans l'espace est-méditerranéen où Friedman discerne des parallèles avec ce que l'on peut établir pour les phases de transition dans le système-monde capitaliste à partir du XV^e siècle, marquées par une expansion financière, et un transfert de capital du centre dominant vers de nouveaux centres émergents [Friedman, 2005 ; Arrighi,

22. La trouvaille de girofle à Terqa sur l'Euphrate, datée *ca.* 1600 av. J.-C., indique toutefois des contacts anciens entre le monde austronésien et l'Ouest de l'océan Indien [Possehl, 1996, p. 190]. Des Austronésiens pourraient aussi être impliqués dans le transport de bananiers plantains vers l'Afrique vers la fin du II^e millénaire av. J.-C. [Blench, 2008].

23. Le courant de pensée des moïstes n'aura pas la même postérité que celui des rationalistes grecs, du fait d'un contexte politique et social différent (avec un État central puissant marqué par le confucianisme).

1994]. L'empire grec bâti par Alexandre et ses armées au IV^e siècle av. J.-C., s'inspirant de l'exemple perse, articule Méditerranée et océan Indien occidental et crée des villes aux nœuds des réseaux marchands. Après la mort d'Alexandre, les empires séleucide et ptolémaïque constituent les cœurs d'un système-monde occidental à nouveau en croissance. Comme en Chine depuis le V^e siècle, la course aux armements représente un stimulant pour des recherches techniques qui bénéficient aussi à l'agriculture. Le système occidental s'étend, en Europe et en Afrique. Au sud de l'Égypte, l'épanouissement du royaume de Méroé témoigne ainsi de l'incorporation de nouvelles régions de l'Afrique intérieure dans le système ; elle illustre aussi la connexion de la Corne de l'Afrique avec le commerce de l'Arabie du Sud et de l'océan Indien.

La fin du IV^e et le III^e siècles av. J.-C. représentent aussi une phase de croissance en Inde, où l'empire maurya se constitue juste après le retrait d'Alexandre de la région de l'Indus. Il favorise l'expansion du bouddhisme et le commerce, en particulier vers l'Asie du Sud-Est²⁴. L'essor d'un royaume gréco-bactrien vers 250 av. J.-C. témoigne en outre de la vitalité de l'Asie centrale, qui joue un rôle de charnière entre l'Inde et l'Occident. L'empire maurya s'épanouit et disparaît selon le rythme du système-monde occidental : le système indien et le système occidental semblent en partie unifiés dans cette période.

Le système-monde occidental connaît au II^e siècle av. J.-C. une nouvelle phase de transition hégémonique, marquée par un déclin des cœurs égyptien et mésopotamien, affaiblis par leurs guerres incessantes et des conflits internes. Le centre de gravité du système se déplace vers l'ouest, où Rome devient la puissance prééminente après l'élimination de Carthage. Des changements climatiques affectent en outre l'ensemble de l'Ancien Monde. Ils se traduisent par des mouvements de population en Asie centrale et dans le Nord-Ouest de l'Inde. L'essor d'un État xiongnu dans l'est des steppes, toutefois, représente une autre cause de ces mouvements. Cet essor est lui-même le contrecoup des changements qui surviennent en Chine.

La Chine est alors en expansion et donc non synchronisée à la phase de récession occidentale. Les réformes promulguées par les légistes dans l'État de Qin permettent la constitution d'un État centralisé doté d'une administration efficace et d'une armée puissante. Le roi Qin Shi Huangdi unifie la Chine en 221 av. J.-C. À son empire succède celui des Premiers Han (206 av. J.-C.), qui en s'étendant vers l'Asie centrale d'un côté, vers le Yunnan et le Vietnam de l'autre, favorise l'essor de « routes de la soie » terrestres et maritimes. Cet épanouissement politique s'accompagne d'une

24. On note des changements radicaux en Asie du Sud-Est avec l'apparition du fer et une « explosion des échanges » à partir de 500 av. J.-C. [Wisseman-Christie, 1995, p. 251].

floraison technologique : développement de charrues avec soc et versoirs en fonte, inventions du papier, des moulins à eau, etc. Bénéficiant de l'essor des échanges, les techniques de construction navales progressent en Asie du Sud-Est. Des Austronésiens fréquentent les côtes de la Chine, de l'Inde orientale et de Sri Lanka. On sait que le girofle des Moluques arrive à la cour de Chine au II^e siècle av. J.-C. Il semble qu'un vaste système-monde asiatique ayant la Chine pour centre se développe à cette période, connecté au système-monde indien et au système-monde occidental, où la concurrence apparue un peu plus tôt entre golfe Persique et mer Rouge tourne à l'avantage de cette région : l'émergence de l'empire parthe et l'instabilité politique en Margiane-Bactriane rend les routes de l'Inde à la mer Rouge plus attractives que celle du golfe Persique à partir du II^e siècle av. J.-C.

Ces évolutions préparent au tournant du I^{er} siècle apr. J.-C., lorsque les interconnexions des divers réseaux, l'existence d'un commerce régulier et significatif, fondent un système-monde afro-eurasien²⁵ où pour la première fois les différentes régions évoluent de manière synchrone²⁶ en montrant une division inter-régionale du travail. Trois régions représentent des pôles moteurs dans la constitution des réseaux qui s'articulent de la Méditerranée à la mer de Chine. À l'ouest, l'empire romain – qui a pris le contrôle de l'Égypte et du Levant au I^{er} siècle av. J.-C. –, se construit d'abord sur le pouvoir militaire : son fonctionnement repose largement sur le travail servile et la capacité à se procurer des esclaves. Il s'appuie en outre sur l'élaboration d'un droit à valeur universelle et une extension de la citoyenneté romaine. À la différence des cités grecques des V^e et IV^e siècles av. J.-C., le secteur productif et marchand apparaît souvent dépendant du pouvoir politique. « Les capitalistes romains sont davantage des 'rentiers du pouvoir' que des entrepreneurs » et la croissance romaine est d'abord le fruit du « pillage du monde » [Norel, 2004, p. 115]. L'importance de l'esclavage contribue en outre à limiter la division du travail et l'innovation. L'empire des Han occidentaux, au contraire, fait peu appel à l'esclavage et bénéficie de progrès technologiques importants, qui se combinent à des innovations

25. L'Afrique est incorporée graduellement à l'intérieur des sphères d'interaction ou des systèmes africain(s) et eurasiatique(s) : la côte de la mer Rouge et la corne de l'Afrique à partir du IV^e et du III^e millénaires dans un système centré sur l'Égypte et son hinterland, l'Afrique du Nord-Ouest à partir du II^e millénaire dans un espace méditerranéen, l'Afrique de l'Est vers le I^{er} s. ap. J.-C. dans le système-monde global qui se met en place, l'Afrique sub-saharienne au I^{er} millénaire av. J.-C. dans les sphères méditerranéenne et égypto-nubienne (l'éclosion de la culture garamante vers 800 av. J.-C., en interface entre Méditerranée et Afrique subsaharienne est ici significative).

26. Cf. aussi Glover [1996, p. 368 et McNeill, 1998b, p. 129]. Peut-être un espace asiatique unifié est-il en voie de constitution un peu avant [cf. Bentley, 1993, p. 29 sq.]. Il est évidemment difficile d'établir à partir de quel seuil d'intégration différentes économies-mondes articulées constituent un seul système-monde.

institutionnelles et idéologiques. Une classe nouvelle d'entrepreneurs privés émerge à côté d'un important secteur étatique. Parallèlement au choix d'une expansion militaire, au Tonkin et en Asie centrale, les Han mènent une politique commerciale et diplomatique active. Entre ces deux empires, différentes puissances impliquées à divers degrés dans des échanges locaux et à longue distance contribuent à l'intégration économique de vastes régions d'Asie : les États parthe (Iran, Mésopotamie, Transcaucasie), kushan (Afghanistan et Nord-Ouest de l'Inde), shâtavâhana (Inde centrale), bengali (Nord-Est de l'Inde), chera, pandya et chola (Sud de l'Inde).

La naissance d'un système afro-eurasien explique les mouvements des marchands méditerranéens vers l'Asie du Sud et les voyages des Austronésiens vers la Chine ou l'Ouest de l'océan Indien. Elle éclaire également l'« indianisation » de l'Asie du Sud-Est et l'apparition en Afrique de l'Est d'une culture pré-swahilie²⁷. Ce système-monde se prolongera sans ruptures fondamentales jusqu'à la période moderne, ce qui ne signifie pas absence de changements ou de mutations.

LES PULSATIONS DU SYSTÈME-MONDE

Depuis son origine, le système-monde afro-eurasien n'a cessé de se développer, le long d'une série de cycles économiques qui coïncident généralement avec des cycles d'événements politiques et religieux²⁸ (cf. Fig. 2 page suivante). Jusqu'au xvii^e siècle, quatre cycles (avec une phase d'expansion puis de contraction) sont perceptibles, que l'on peut figurer comme quatre vagues ascendantes sur une courbe à pente de plus en plus accentuée. Elles marquent une intégration croissante des différentes parties du système, avec un essor général de la démographie, de la production, du volume et de la vitesse des échanges, et un développement urbain (notamment pour les villes les plus importantes du système²⁹). Ces phénomènes sont engendrés ou accompagnés par une amélioration des techniques et un investissement croissant en capital. Le premier cycle va du tournant de l'ère chrétienne au

27. Pour divers auteurs, le faible nombre des objets indiens (et plus encore chinois) trouvés en Asie du Sud-Est dans cette période ancienne empêche d'envisager la constitution d'un système-monde. Les évolutions culturelles et les synchronismes observés montrent pourtant l'inverse. En outre, les échanges étaient sans doute plus intenses que ne l'indiquent les trouvailles. Des biens d'importance cruciale comme les textiles ou les produits végétaux (ainsi les aromates et les épices que transportaient les Austronésiens) ne laissent pas de traces dans les couches archéologiques, pas plus que les esclaves. À côté de l'archéologie, il convient aussi de tenir compte des données textuelles et de la linguistique. De plus, des contacts de faible intensité peuvent avoir des effets systémiques majeurs (cf. *supra*).

28. Cf. cependant sur ce point la remarque de Edens (*infra*).

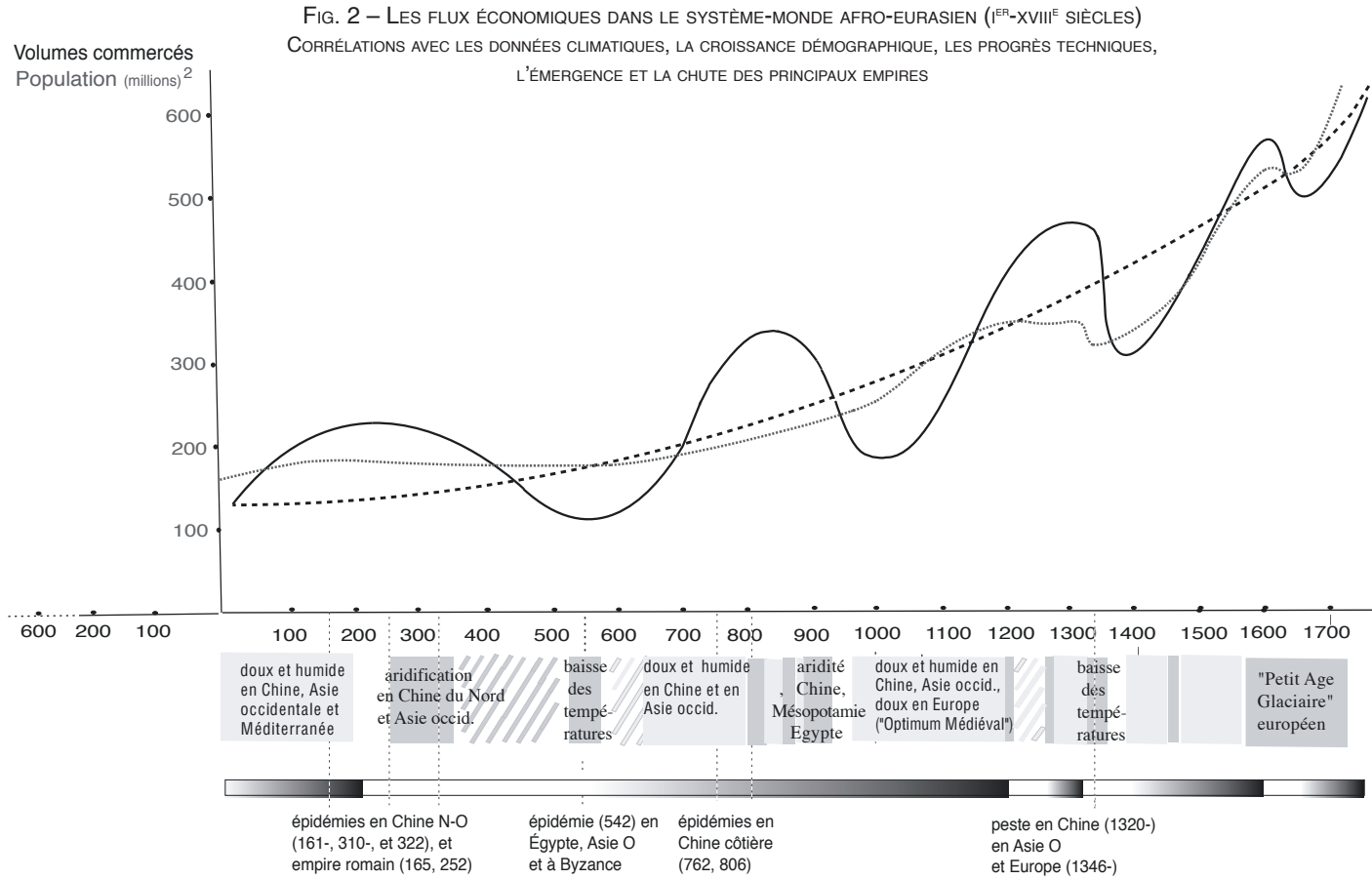
29. Cf. McEvedy et Jones [1978], Bosworth [1995], Chase-Dunn et Manning [2002].

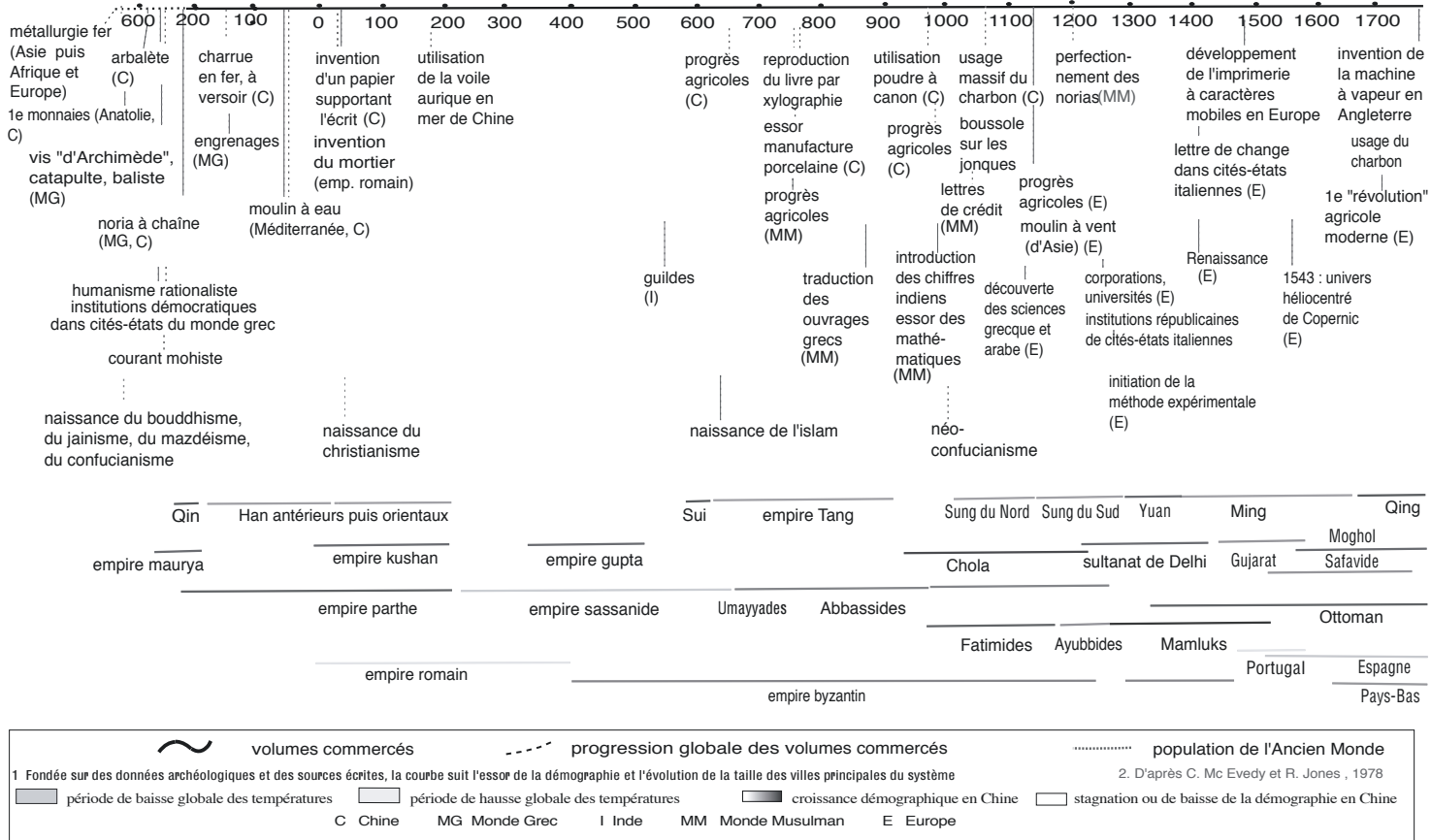
VI^e siècle (marqué par l'essor et la chute, au sein des cœurs, des empires han, kushan, shâtavâhana, gupta, parthe, sassanide et romain), le second du VI^e siècle au X^e siècle (pour les cœurs, empires des Tang, des Pallavas, des Râshtrakûtas, empires omeyyade puis abbasside, et empire byzantin), le troisième du X^e siècle au XIV^e siècle (empires song puis yuan, chola, sultanat de Delhi, empires seljukide puis ilkhânide, et État égyptien), le quatrième du XV^e siècle au XVII^e siècle (empire ming, sultanats du Gujarat, du Bengale, du Deccan, empire de Vijayanâgara, empires égyptien, ottoman, safavide et moghol).

Centres de gravité et zones périphériques, en alternance, connaissent ainsi des phases d'agrégation et de désagrégation : une puissance se hisse en position prééminente puis son déclin s'accompagne de l'émergence de plusieurs puissances régionales rivales (notamment dans les périodes de crise). L'histoire de l'Inde, en particulier pour le Nord, et celle de la Chine illustrent bien ces phases alternées de centralisation et de décentralisation (avec une différence, pour l'Inde : elle n'a que rarement abrité une seule puissance dominante).

Depuis la constitution de ce système, la Chine y a joué un rôle moteur³⁰. Sous les Tang et les Song (et peut-être déjà sous la dynastie han), l'espace chinois connaît une croissance per capita dans des périodes d'« efflorescence » qui voient une combinaison d'innovations institutionnelles et technologiques, le développement de marchés et d'une division interrégionale du travail [Goldstone, 2002, p. 333]. L'unification de la Chine et son essor économique initient chaque période de croissance au niveau du système-monde, les impulsions lancées par l'espace chinois se propageant d'est en ouest comme des vagues qui atteignent l'Occident avec quelque retard. Déjà apparent à l'époque han (I^{er} siècle apr. J.-C.), le phénomène s'accroît avec les Tang (VII^e siècle) [Adshead, 2004] et surtout les Song (fin X^e siècle) puis les Ming (au début du XV^e siècle). Des innovations chinoises arrivent ainsi en Europe au XII^e siècle (*via* le monde musulman) (le gouvernail axial sur des navires, le papier, la machine à bobiner, la connaissance de la boussole) et aux XIII^e-XIV^e siècles (souvent par les États mongols) (l'idée de l'imprimerie, le rouet, la fonte du fer, la connaissance de la poudre à canon). De manière plus générale, l'essor des cœurs stimule

30. Sur la prééminence de la Chine dans le système-monde, cf. McNeill [1982, chap. 2, 1998a, p. 219], Frank [1998]. Dans la dynamique du système, certains chercheurs ont en outre mis l'accent sur le rôle crucial de l'Asie centrale et de ses pasteurs nomades, convoyeurs de biens, de techniques et d'idées [Chase-Dunn *et al.*, 2006, p. 124]. Si l'Asie centrale ne fait parfois qu'accompagner une musique dont le rythme est donné par d'autres joueurs, le rôle de cette région a néanmoins été essentiel à certaines périodes, ainsi entre I^{er} et VIII^e, aux XIII^e et XV^e siècles (la menace mongole est l'un des facteurs qui a poussé le pouvoir ming à inverser sa politique à partir de 1433).





la production et les échanges dans d'autres régions, favorisant des processus de « co-évolution » sur lesquels je vais revenir. À l'inverse, chaque récession chinoise marque le début d'une décroissance du système et/ou sa reconfiguration. La volonté de repli des Ming à compter de 1433 et l'expansion du capitalisme européen au xv^e siècle annoncent les développements ultérieurs du xvi^e siècle.

Des progrès de l'agriculture accompagnent les phases ascendantes de chaque cycle. Induits par la pression démographique, ils servent de base à une nouvelle croissance de la population, à un essor des villes et à celui de l'artisanat³¹. Cette croissance agricole s'est souvent appuyée sur des améliorations climatiques, ainsi aux vii^e et viii^e siècles, et de la fin du x^e siècle au début du xiv^e siècle, en Chine, en Asie occidentale et dans une partie de l'Europe. Les grands États, dans les périodes anciennes, étaient souvent, en premier lieu, des États agraires, les échanges à longue distance jouant cependant un rôle systémique crucial.

L'importance des innovations techniques, qui permettent de repousser les contraintes écologiques et humaines en augmentant la productivité et en transformant la production ou les rapports politiques, est apparente à chaque période de croissance³². Ces innovations induisent un essor de la production, des échanges et de la complexité sociale³³ ; elles favorisent le

31. Sur les liens entre croissance démographique et essor économique, cf. Frank [1998], et Braudel [1979, t. 1, p. 17]. Au-delà du rôle joué par la pression démographique, le pouvoir politique peut forcer les paysans à augmenter leur temps de travail et à transformer l'utilisation du sol, mais ceci se produit plutôt dans les périodes de croissance du système. Il y a aussi généralement corrélation entre densité de population et puissance politique, certaines semi-périphéries, en mesure d'utiliser « des positions géopolitiques et des techniques organisationnelles et militaires » avantageuses, faisant cependant exception [Chase-Dunn et Manning, 2002, p. 380].

32. Ce sont toutefois les processus de croissance qui favorisent globalement des innovations dont la mise en œuvre n'intervient que lorsqu'il devient profitable d'investir dans le développement technologique. S'il est vrai qu'une certaine densité démographique est souvent nécessaire pour la mise en œuvre d'innovations (pour permettre l'instauration de moyens de transport efficaces par exemple), je nuancerais le point de vue de Chase-Dunn et Hall [2000, p. 98] qui considèrent la pression démographique comme étant de façon générale à l'origine des progrès techniques, et la cause des expansions politiques. Sur le plan agricole, les transferts de plantes accompagnent ainsi l'essor des échanges. Aux vii^e et viii^e siècles, les Arabes transportent jusqu'en Espagne une quinzaine d'espèces végétales venues de l'océan Indien. Au x^e siècle, les Song introduisent des riz du Champa, qui permettent l'obtention de doubles récoltes... Toutefois, alors que les innovations dans le secteur manufacturier et le champ des sciences interviennent plutôt dans des contextes de croissance économique, pour les « techniques de pouvoir » et dans le domaine agricole, les innovations interviennent aussi dans des périodes de repli (elles permettent justement leur dépassement) (sur les rapports entre pression démographique et changements technologiques dans le domaine agricole, cf. Boserup [1998]). Une période climatique défavorable peut dans certains cas induire des innovations dans le secteur agricole allant dans le sens d'une intensification.

33. Ainsi, la Chine tang « crée des marchés de facteurs et un embryon de système de marchés. L'innovation technologique peut alors être mise en œuvre et rentabilisée grâce à ces marchés de facteurs » [Norel, 2005, p. 438-445]. Les accomplissements de l'empire Song apparaissent

développement de structures hiérarchiques et d'inégalités, qui elles-mêmes modifient la manière dont s'exercent les contraintes. L'innovation technique, pour une part le fruit d'une accumulation du savoir dans les cœurs, permet à ces derniers de se situer en position de monopole sur le marché pour des produits que leurs qualités propres et le pouvoir idéologique des centres dominants peuvent faire apparaître comme essentiels³⁴. Ces biens manufacturés sont souvent fabriqués spécialement pour l'exportation, les cœurs adaptant leur production aux marchés où ils commercent. La capacité à innover dépend pour une part des structures sociales, et notamment des formes de propriété et d'organisation du travail. Elle dépend aussi de la possibilité d'accès d'une région à des marchés extérieurs et donc de sa position dans le système-monde. Les innovations jouent un rôle important dans la construction de l'État, et celui-ci favorise leur essor ; les relations étroites entre technologie et institutions militaires, particulièrement apparentes dans les empires chinois successifs, l'empire ottoman (XV^e-XVIII^e siècle) et l'espace européen (à partir du XV^e siècle), ont souvent été soulignées. Parmi les innovations apparues en périodes de croissance systémique, citons les charrues en fer utilisant différents types de versoirs, mises au point à l'époque des Premiers Han, le papier, inventé à la même époque (II^e siècle av. J.-C.), le ciment utilisé par les Romains au I^{er} siècle av. J.-C. Inventée en Chine au VIII^e ou IX^e siècle, la xylographie se développe à l'époque song. Les boussoles font leur apparition sur les navires chinois au XI^e siècle, même si les propriétés de la pierre d'aimant sont connues depuis le IV^e siècle av. J.-C. (l'innovation est la mise en œuvre d'inventions qui sont souvent plus anciennes). Le XI^e siècle voit également la construction de « jonques » chinoises de grande taille, etc.

plus remarquables encore. En période de croissance, les innovations se répondent d'un secteur à un autre. Les productions impliquant des technologies relativement complexes, notamment, ont des effets d'entraînement sur d'autres secteurs de l'économie. Pacey [1990, p. 8] parle joliment de « dialogue technologique » à l'intérieur d'une société et entre régions du système, dialogue favorisé par les échanges pacifiques ou les confrontations militaires. Parmi les apports forcés d'innovations, Pacey donne l'exemple d'une armée de soldats romains faits prisonniers par les Sassanides et mis à travailler sur un barrage. Les grands États ont perpétré des déportations systématiques d'artisans, tout au long de l'histoire.

34. Braudel et Wallerstein ont à juste titre insisté dans leurs travaux sur l'importance des situations quasi-monopolistiques. Pour ce dernier, les « procès de production centraux [...] s'inscrivent dans des marchés relativement monopolistiques » ; les pays riches « concentrent la plupart des procès de production centraux », les pays moins favorisés offrant des produits situés sur des marchés relativement concurrentiels : ici se situerait l'origine des « transferts de plus-value » [2006, p. 35]. C'est « la lente dissolution des quasi-monopoles [qui] explique les rythmes cycliques de l'économie-monde » [*ibid.*, p. 53]. Wallerstein se réfère ici au système-monde capitaliste moderne, mais les mêmes mécanismes sont observables à des périodes plus anciennes. Chase-Dunn et Hall [1997, p. 192] évoquent une « rente technologique » à propos de l'avantage que tire la Chine de ses produits d'exportation que sont la soie et les porcelaines.

Les innovations idéologiques et institutionnelles, souvent en synergie avec les innovations technologiques, ont également joué un rôle crucial dans l'évolution du système. Elles sont mises en œuvre aussi bien dans les phases d'expansion que dans les périodes de repli. Les constructions de l'empire perse et de l'État chinois de Qin aux VI^e et IV^e siècle av. J.-C., celle des empires tang à partir du VI^e siècle apr. J.-C., et song du XI^e au XIII^e siècle, expriment ainsi une organisation novatrice de l'État³⁵. Les doctrines philosophiques et religieuses nouvelles – ces « techniques de pouvoir idéologiques » [Mann, 1986] – se répandent souvent à l'aube des phases de croissance de grandes régions ou de l'ensemble du système-monde : le christianisme naît au I^{er} siècle apr. J.-C. et l'islam au début du VII^e siècle, le néo-confucianisme se développe au XI^e siècle dans la floraison intellectuelle de l'époque song. Le rôle intégrateur des grandes religions a été maintes fois souligné³⁶. Religions et doctrines philosophiques ont servi de base à de grandes constructions politiques qui ont contribué à leur diffusion (*cf. infra*). Elles ont aussi permis le déploiement de vastes réseaux d'échange. Lieux d'auto-gouvernance et d'innovations, guildes marchandes indiennes et cités-États d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud-Est s'épanouissent en outre dans les périodes d'essor économique³⁷. Des innovations institutionnelles et idéologiques se produisent aussi dans les phases de repli, lorsque les élites tentent de s'adapter aux conditions nouvelles créées par un contexte politique et social chaotique ou une situation de crise écologique. En témoigne la renaissance du néo-confucianisme en Chine au IX^e siècle dans le sillage d'un mouvement « culturaliste » : la crise de légitimité qui touche les élites dirigeantes les amène à rechercher de nouvelles sources justifiant leur pouvoir. Les réformes de Jia Sidao (1263-1275) sont engagées dans une période de repli de l'empire song...

En synergie avec les changements techniques et institutionnels, l'extension des marchés, parfois appuyée sur l'essor de pouvoirs politiques

35. Les Tang mettent sur pied une bureaucratie efficace, recrutée sur examens, système perfectionné sous les Song.

36. *Cf.* Ray [2003], à propos du bouddhisme et de l'hindouisme, Chaudhuri [1985] à propos de l'islam. Les religions – l'idéologie, de façon plus générale – jouent un rôle crucial dans le contrôle des cœurs par leurs élites, ainsi que dans l'expansion des cœurs et dans la structuration de leur domination sur les périphéries. *Cf.* la conversion « spontanée » au christianisme par le roi du Kongo et l'aristocratie de ce royaume en 1491 [Ekholm, 1972].

37. Hansen [2000a, p. 18 ; 2000b, p. 607]. Le phénomène est plus clair encore dans une Europe en expansion à partir du XI^e siècle. La découverte de la pensée et des sciences grecques et arabes (XI^e-XII^e siècle) prélude au développement de corporations et d'universités autonomes (auto-gouvernées), et à l'initiation par Bacon et d'autres savants de la méthode expérimentale (XIII^e siècle). Les institutions républicaines des cités-États italiennes offrent à l'individu – avec certaines limites – liberté de pensée et liberté d'entreprendre, qui s'épanouiront au XV^e siècle à l'époque de la Renaissance.

forts, favorise les phénomènes d'« efflorescences », dont Pomeranz (dans cet ouvrage) souligne justement la diversité (cf. Norel [2009]).

La croissance des échanges entraîne une compétition entre les États³⁸ qui peut elle-même stimuler le commerce, induire des innovations, mais aussi des guerres d'expansion. Chaque phase ascendante s'accompagne de l'essor d'empires³⁹ dont les investissements contribuent souvent dans un premier temps à la croissance économique (établissement de routes, de canaux, etc.), avant que le niveau de complexité de l'État n'atteigne un seuil au-delà duquel les rendements marginaux de l'investissement diminuent [Tainter, 1988, p. 194]. L'Inde offre un bon exemple de ces compétitions, avec des États qui périodiquement tentent de se rendre maîtres des deux façades maritimes de la péninsule, la situation du sous-continent étant néanmoins plus souvent celle d'un cœur multicentré, comme on peut le voir sur les cartes ci-jointes. Le contrôle de régions à l'articulation de différents espaces maritimes et terrestres, ainsi l'Égypte et le Levant, a représenté un enjeu majeur pour les grandes puissances en période de croissance du système notamment (cf. *infra*). Il existe des rythmes propres à certaines régions, qui dérivent à la fois de facteurs internes et d'une compétition entre des centres d'accumulation. Ainsi le royaume chola, après une période de centralisation aux XI^e-XII^e siècles, se désintègre au XIII^e siècle, à l'intérieur d'une phase de croissance du système-monde.

Entre ces périodes privilégiées (pour les élites en tout cas), on trouve des épisodes de régression et de désorganisation, dont les causes apparaissent multiples : sans doute le cycle est-il inhérent à la structure même du système (Fig. 3⁴⁰ page suivante). Un ensemble de variables interconnectées est à prendre en compte : contradictions internes aux États et aux sociétés, politique défavorable à la production et au commerce (extension de

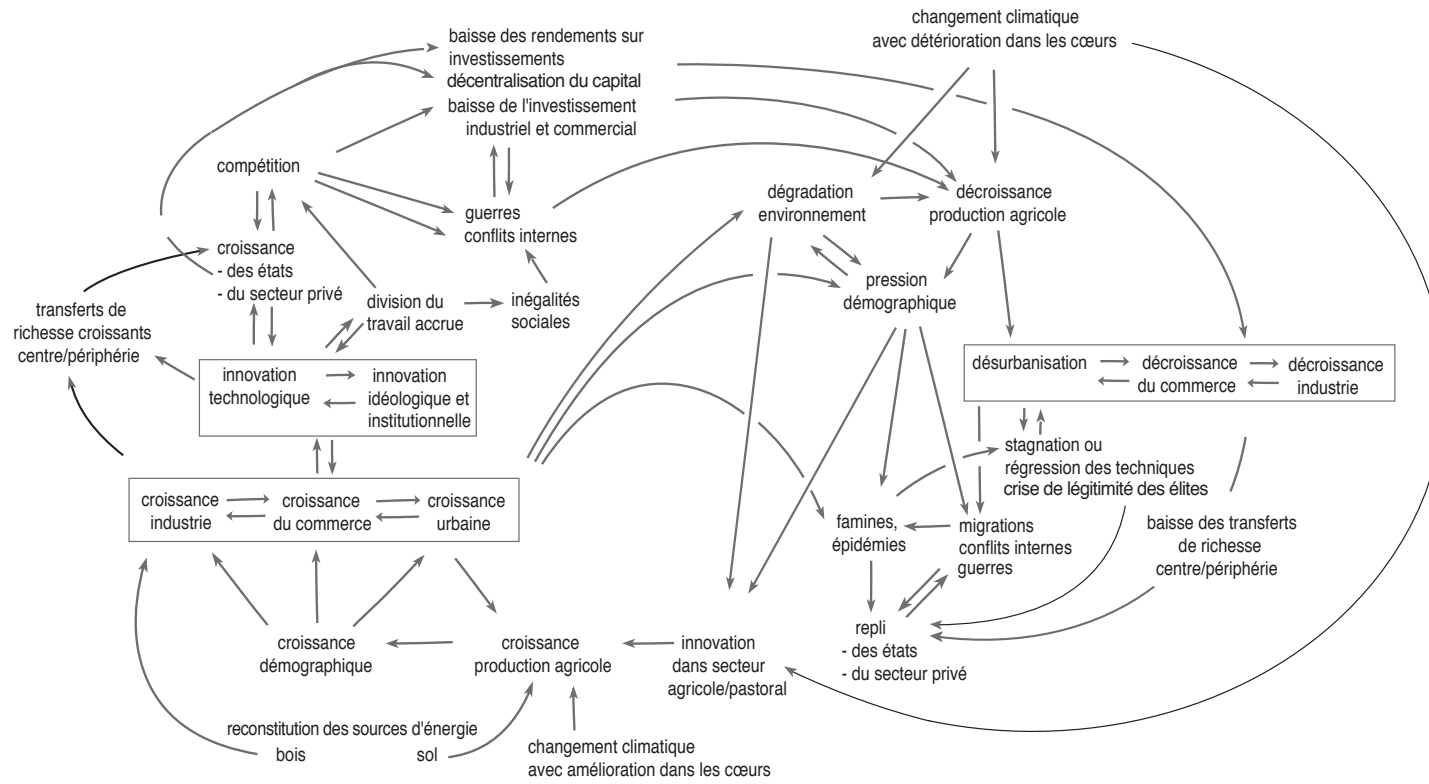
38. Le développement (interne et externe) de l'État peut résulter en fait de facteurs divers : croissance de la population, de la production et du commerce, augmentation de la complexité sociale, et innovations. La compétition entre États explique sans doute pour une part les progrès techniques et la croissance à l'époque des Royaumes combattants en Chine, qui conduisent à l'émergence de l'empire Qin (cf. *supra*).

39. Une expansion impérialiste peut aussi représenter une alternative à une redistribution domestique de la richesse, un exutoire aux tensions sociales.

40. Ce modèle ne représente qu'une esquisse des combinaisons d'un ensemble de facteurs. Parmi d'autres interactions possibles, celles reliant environnement et innovations techniques sont à souligner (ainsi, au XVIII^e siècle en Angleterre la déforestation entraîna une raréfaction du bois et son renchérissement, qui incitèrent à l'utilisation du charbon dans les hauts fourneaux). Notons que la trajectoire du système s'est modifiée à compter de la bifurcation intervenue à la Révolution industrielle, et dès le XVI^e siècle peut-être, l'idéologie capitaliste des cités-États italiennes investissant les États européens. Arrighi [1994] et Arrighi et Silver [2001] distinguent des cycles systémiques d'accumulation capitaliste à partir du XVI^e siècle, avec la cité-État de Gênes comme entité capitaliste prééminente du premier cycle, de la fin du XV^e siècle au début du XVII^e siècle (à une échelle plus restreinte, il est sans doute possible d'identifier un cycle florentin au XV^e siècle) [Braudel, 1979, t. 3, p. 205, 208].



FIG. 3 – LOGIQUES CYCLIQUES DES SYSTÈMES-MONDES AVANT LE XVI^E SIÈCLE



l'appareil d'État, efforts de guerre contrariant les investissements dans le secteur productif, taxes excessives...), luttes politiques pour le contrôle des richesses et du pouvoir étatique. Des facteurs économiques ont souvent été mis en avant : la sur-accumulation au niveau du centre provoquerait une augmentation des coûts, une baisse du rendement des investissements, qui susciteraient finalement un mouvement de décentralisation et de désagrégation [Ekholm et Friedman, 1993, p. 73 n.19]. Les phénomènes de décentralisation du capital dans les systèmes mondiaux anciens et moderne jouent un rôle important dans les déplacements des centres d'accumulation⁴¹. Les États des cœurs ont vainement empêché la diffusion de techniques qui fondaient pour une part leur position prééminente (en particulier dans le secteur de l'armement). Les Mongols utilisent ainsi contre les Song des armes explosives mises au point précédemment en Chine. À partir du XI^e siècle, l'Europe fonde une partie de ses progrès sur l'adoption et l'adaptation d'innovations chinoises, venues par le monde musulman et l'espace mongol. Après Abu-Lughod [1989], Mielants [2007] a justement souligné le rôle crucial de l'expansion mongole (XIII^e siècle), qui « à la fois ruine la seule véritable politique mercantiliste chinoise de son histoire » et favorise un essor de l'Europe [Norel, 2009].

Par ailleurs, la croissance démographique qui accompagne les périodes de progression économique finit par engendrer des tensions sociales et des problèmes environnementaux qui se traduisent par une baisse de la production et une augmentation du coût de production. Au-delà de motifs idéologiques, des déséquilibres environnementaux sont probablement à l'origine de migrations parties de l'Asie centrale, à différentes époques. Les mouvements de populations de la fin du III^e siècle au VI^e siècle (Xiongnu vers la Chine, Huns vers l'Inde, la Perse et l'Europe) en constituent de bons exemples⁴². La mise en contact indirecte ou directe de régions éloignées favorise le déclenchement de grandes épidémies [McNeill, 1998b]. Les phénomènes de déforestation et d'érosion des sols qui accompagnent l'essor des cœurs à chaque phase de croissance ont en outre un impact négatif sur cette croissance⁴³. Les bouleversements écologiques et les

41. Braudel [1979, 3, p. 208, 226]. Wallerstein [1984b, p. 384], Friedman [1994, p. 2], Arrighi [1994] et Arrighi et Silver [2001] ont clairement montré comment une période d'expansion matérielle du capitalisme entraîne une crise de suraccumulation du capital ; celle-ci débouche sur une phase d'expansion financière qui correspond à une période de transition hégémonique à l'intérieur du système. À la fin de la phase d'expansion financière, l'investissement du capital dans de nouveaux domaines de production et d'échange plus profitables initie un nouveau cycle.

42. Ces migrations apparaissent liées pour une part à un changement climatique global (refroidissement).

43. Chew [2001]. Les innovations techniques dans le domaine agricole, permises par la densité de population atteinte, ont souvent entraîné toutefois une amélioration de la fertilité du sol dans une phase ultérieure, initiant ainsi un nouveau cycle de croissance [Boserup, 1998, p. 21-22].

cycles eux-mêmes peuvent aussi être corrélés à des changements climatiques initiés par des cycles dans l'activité solaire⁴⁴. Il est à noter cependant que les baisses de températures qui interviennent à diverses époques ont des effets différents (aridification, ou humidité accrue) selon les régions, et que les sociétés réagissent de manière variée aux transformations de l'environnement.

Dans les phases de récession, le système-monde ne disparaît pas mais passe par une restructuration des réseaux, ainsi que des États et des sociétés interconnectés (au niveau économique, politique, idéologique). Puis un rebond se produit, sous l'influence de facteurs divers : amélioration climatique, reconstitution des sources d'énergie (sol, bois), innovations techniques en agriculture... Au total, un jeu de forces agissant conjointement provoque ainsi une pulsation du système, le mouvement d'ensemble suivant une ligne ascendante.

D'abord étirées dans le temps (III^e-VI^e, VIII^e-X^e siècle), les régressions apparaissent ensuite plus brèves (environ 70 ans au XIV^e siècle, moins de 60 ans peut-être au XVII^e siècle). Ce raccourcissement des phases de repli pourrait être lié à une intégration plus poussée et à des forces d'accélération toujours plus grandes du système-monde⁴⁵. Les régressions en outre ne touchent pas de la même manière toutes les parties de ce système, parfois à cause d'une intégration limitée de certains sous-systèmes, plus souvent du fait de conditions « locales » particulières. L'Inde et l'Asie du Sud-Est, notamment, apparaissent souvent quelque peu désynchronisées⁴⁶. Ainsi, l'empire gupta (IV et V^e siècle apr. J.-C.) émerge lors d'une phase de récession du système. Les contacts entre Inde et Asie du Sud-Est sous-tendent une indianisation de cette dernière région pendant ces deux siècles. Lors de la récession du IX^e-X^e siècle, la population urbaine chute en Asie

44. Bond *et al.* [2001], Hu *et al.* [2003], Jones et Mann [2004]. Ces recherches montrent l'existence de cycles solaires longs d'environ 200, 400/500, 950 et 1500 ans pendant l'Holocène. Sur les systèmes mondiaux comme « systèmes socio-écologiques », cf. Hornborg et Crumley [2007].

45. Il est à noter que la baisse globale de la température *ca.* 1450 n'a pas entraîné de repli généralisé.

46. Gills et Frank [1993, p. 149] soulignent ces phénomènes de désynchronisation, qui permettraient d'expliquer certaines restructurations et évolutions au niveau du système-monde. Ils avancent que le développement de certaines puissances dans un contexte de crise globale provient de l'affaiblissement des autres puissances ; mais pourquoi précisément un État et pas un autre est-il en mesure de s'épanouir ? Chase-Dunn et Hall [1997, p. 149, 221, 224] notent que l'Asie du Sud et du Sud-Est « ont des dynamiques moins étroitement liées au système-monde eurasiatique et africain émergent » que d'autres régions comme la Chine ou l'Asie occidentale. Les croissances et les replis des États de l'Asie du Sud et du Sud-Est sont souvent en contrepoint de ceux des empires chinois. Wilkinson [1995] montre que des régions du continent eurasiatique sont parfois désynchronisées pendant des phases de déclin du système-monde. Ainsi Byzance, en expansion à la fin du IX^e et au X^e siècle.

occidentale (ce dont Bagdad fournit le meilleur exemple), mais connaît une légère croissance en Inde, à une période où le commerce entre Inde et Asie du Sud-Est demeure important. Au XIV^e siècle, la régression frappe le « système-monde » à ses deux extrémités (troubles en Chine, épidémies de peste en Chine, en Égypte et en Asie occidentale, contexte économique défavorable dans l'empire ilkhânide finissant), mais le commerce entre Inde et Asie du Sud-Est semble peu affecté et Mojopahit (Java) connaît alors une grande prospérité. Au XV^e siècle, la fermeture – incomplète – de l'immense marché chinois en 1433⁴⁷ a affecté pour un temps le trafic maritime en mer de Chine, mais le commerce en Asie du Sud-Est reste prospère et la cité-État de Malacca est décrite par les Portugais au début du XVI^e siècle comme « le plus grand entrepôt du monde ». En Asie du Sud-Est, cette relative continuité pourrait être due à une certaine stabilité des conditions climatiques, au caractère stratégique du détroit de Malacca et à la présence de produits particulièrement recherchés comme les épices des Moluques. Elle paraît due aussi au léger décalage de rythmes entre la Chine et le reste du système : liée à deux centres (Chine et Inde), l'Asie du Sud-Est parvient à amortir les récessions et à profiter au plus tôt des redémarrages de la Chine. Pour des raisons en partie analogues, l'Inde du Sud et Ceylan constituent un autre exemple de zone qui paraît parfois échapper aux turbulences du système. Cette région est par ailleurs moins touchée que l'Inde du Nord, la Chine ou l'Asie occidentale par les grandes invasions. La péninsule indienne dans son ensemble a joué de la multiplicité des routes commerciales auxquelles elle pouvait se connecter. Plus généralement, la structure multicentrée du « cœur » indien, liée à des conditions géographiques et climatiques spécifiques à chaque région, représente un facteur qui contribue à expliquer les décalages de rythme observés⁴⁸.

L'émergence et le déclin des métropoles, dont les relations constituent « l'architecture de base » du système, représentent de bons indicateurs de l'activité économique, de l'intensité des interdépendances entre régions et des transformations du (des) système(s). On dispose des estimations de populations effectuées par Chandler [1987] pour les principales villes du monde (améliorées par Modelski [2003]), dont l'intérêt doit être nuancé pour plusieurs raisons. La première concerne le caractère discutable de ces

47. Pour des raisons débattues : menaces mongoles, crainte d'une hémorragie de monnaie de cuivre par les échanges, réaction contre les coûts excessifs des expéditions de Zheng He, problèmes environnementaux (déforestation due au programme démesuré de constructions navales). Même s'il faut relativiser le déclin du commerce extérieur de la Chine après 1433 [Hobson, 2004], la politique des Ming a eu pour effet de contrarier une dynamique smithienne qui s'était enclenchée sous les Song [Norel, 2009].

48. Turchin et Hall [2003, p. 55, 59] montrent que des dynamiques endogènes peuvent induire des oscillations particulières au niveau d'une région, ou d'un sous-système.

estimations pour les périodes anciennes, pour l'Inde et la Chine notamment. L'approche tend en outre à sous-estimer la place des cités-États, dont l'importance économique et culturelle est souvent plus considérable que le poids démographique. Les villes prééminentes appartiennent principalement aux grandes puissances qui contrôlent les cœurs du système, comme on peut le voir sur mes cartes pour les quatre cycles identifiés. Au xv^e et au début du xvi^e siècle, nous trouvons aussi parmi les villes importantes des cités-États appartenant à des semi-périphéries : Malacca, et Venise (à cette époque, toutefois, celle-ci est plus un « État-pays » [Hansen, 2000a, p. 16] qu'une cité-État).

CŒURS, SEMI-PÉRIPHÉRIES ET PÉRIPHÉRIES

Dès sa formation, le système-monde se présente comme un espace hiérarchisé, agencé par des interactions qui structurent des inégalités entre régions et à l'intérieur des sociétés interconnectées⁴⁹, mais aussi des phénomènes de croissances différenciées, qui sont en outre fonction de conditions locales. Parallèlement à l'exploitation de périphéries toujours plus étendues et au pillage de l'environnement, l'accumulation continue du capital et l'expansion démographique se sont accompagnées, dans les cœurs du système, de l'essor d'élites, et d'autres classes sociales qui pouvaient bénéficier d'une redistribution partielle des richesses ; elles ont eu aussi pour effet l'épanouissement de semi-périphéries – aires intermédiaires entre les cœurs et des marges exploitées – et d'un certain nombre de périphéries, dans un phénomène de *co-évolution* (cf. aussi Chase-Dunn [1988], Sherratt [1993]). On ne doit pas imaginer cœurs, semi-périphéries et périphéries comme des catégories discrètes et immuables. Il existe en fait un continuum dans la hiérarchie mouvante du système.

Il y a à l'évidence des raisons géographiques (cf. Diamond [2000]) et démographiques [Boserup, 1998] aux inégalités observées, mais les inégalités proviennent également des mécanismes de production et d'échanges, échanges enchâssés dans le politique et le religieux.

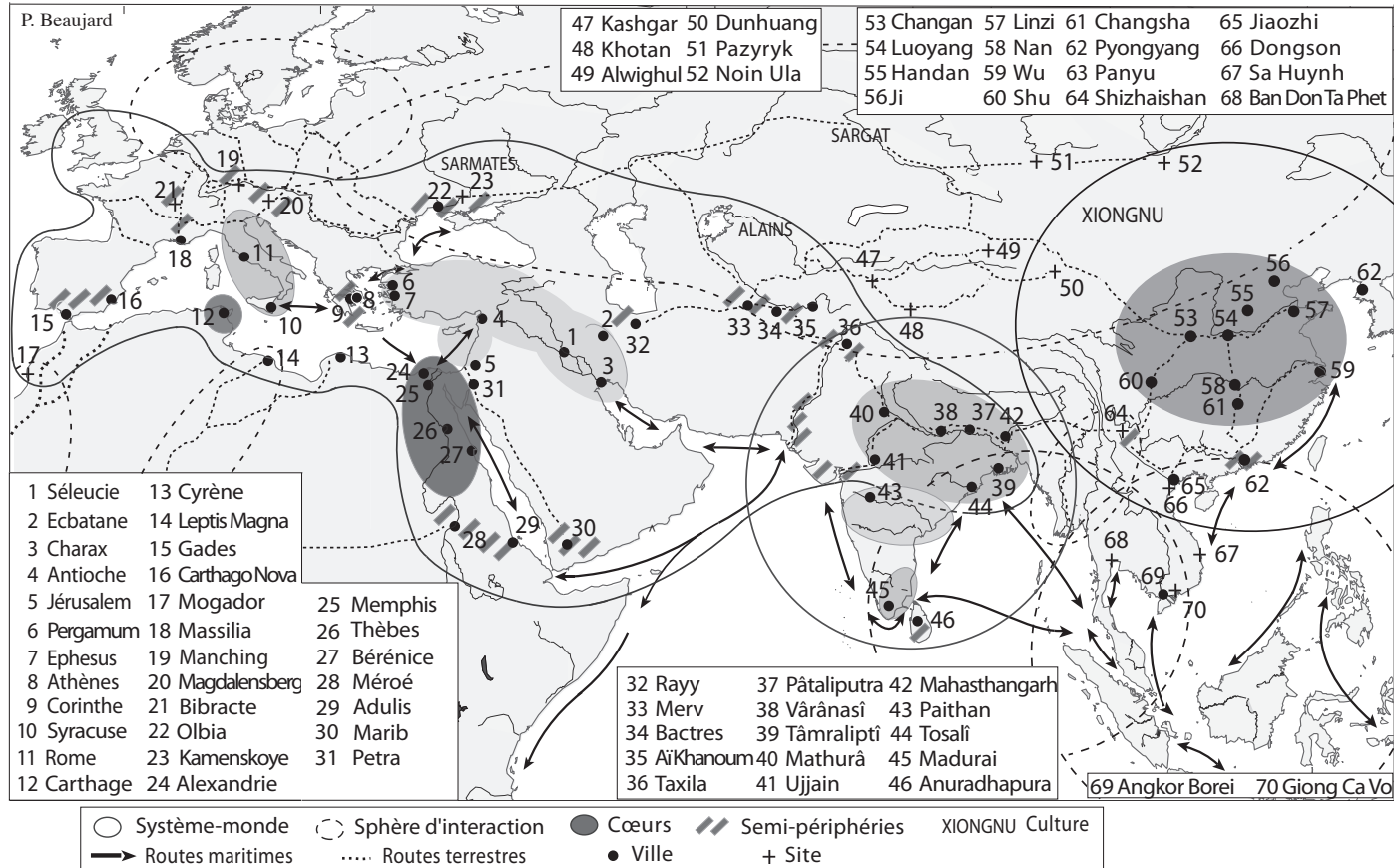
Production, échange et construction de hiérarchies

Les processus de production, les transferts de richesses et le contrôle des ressources induisirent une hiérarchie économique et politique mouvante

49. À l'opposé de Amin, pour qui « les systèmes du passé n'étaient pas 'polarisants' par nature », Frank [1993, p. 387] souligne que la relation centre/périphérie implique dès l'origine une hiérarchie, puisqu'elle reflète des positions structurelles différentes pour l'accumulation du capital et son contrôle.

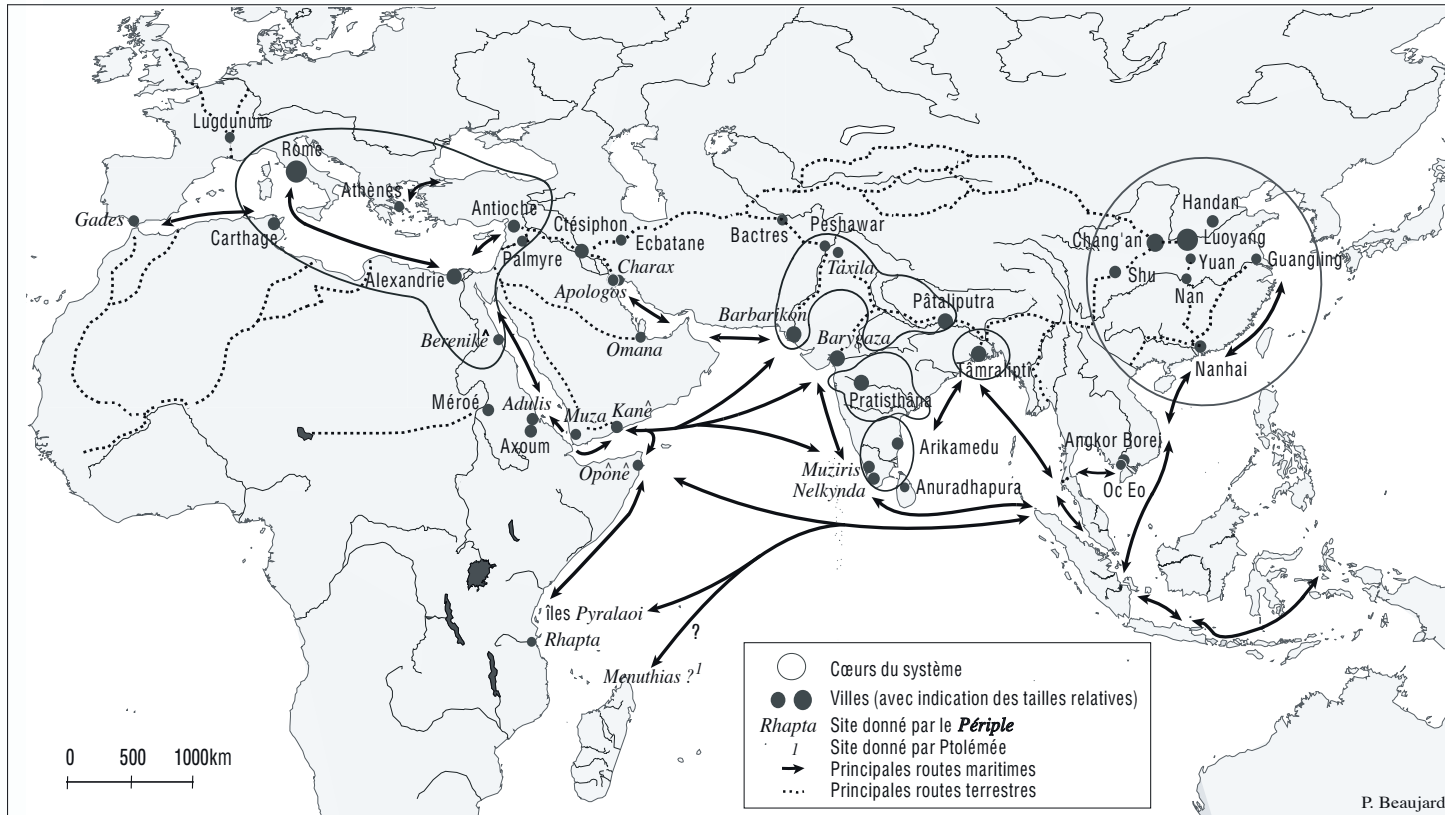


Carte 1. Systèmes-mondes afro-asiatiques entre 350 av. J.-C. et la fin du premier millénaire av. J.-C.



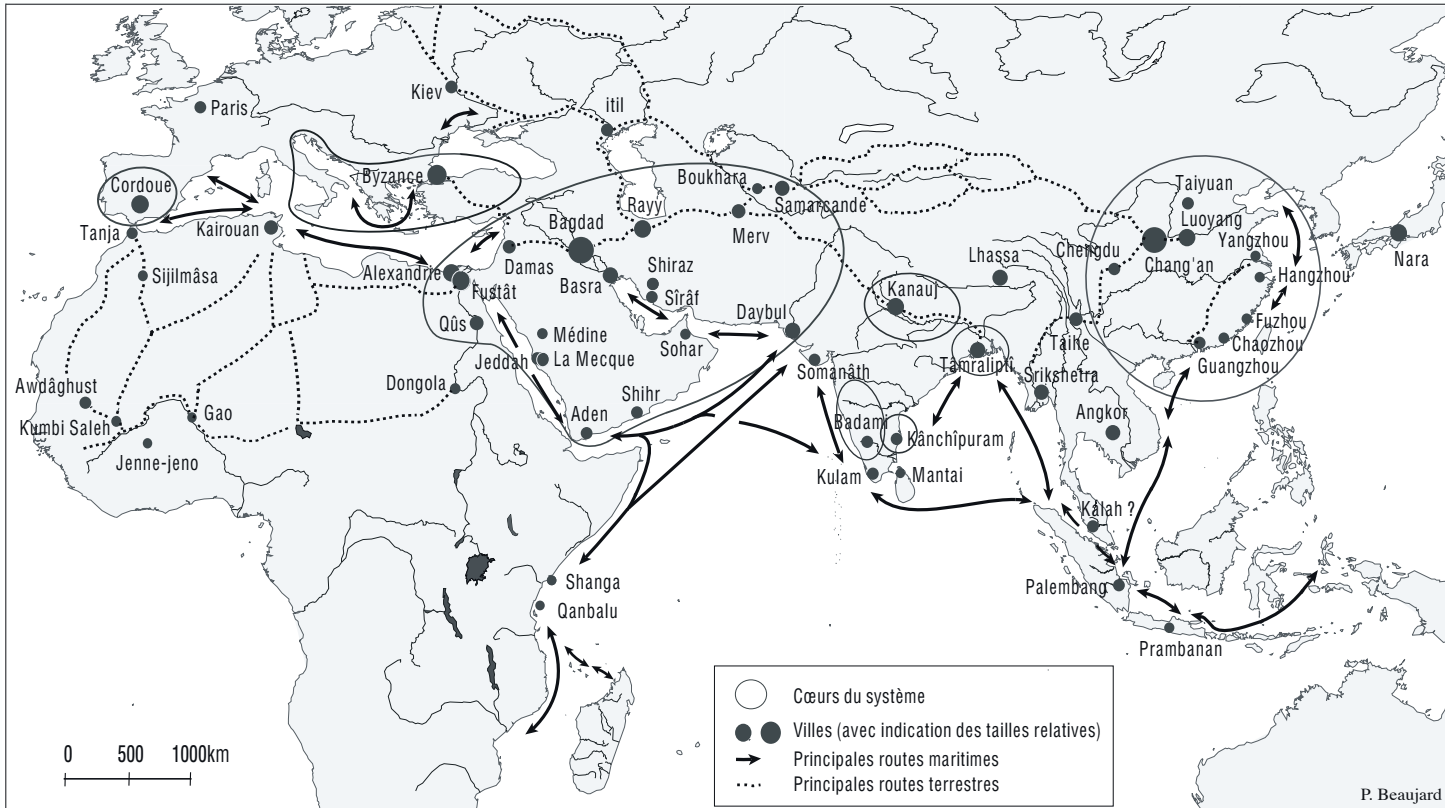


Carte 2. Le système-monde afro-eurasien du 1er au 3e siècle



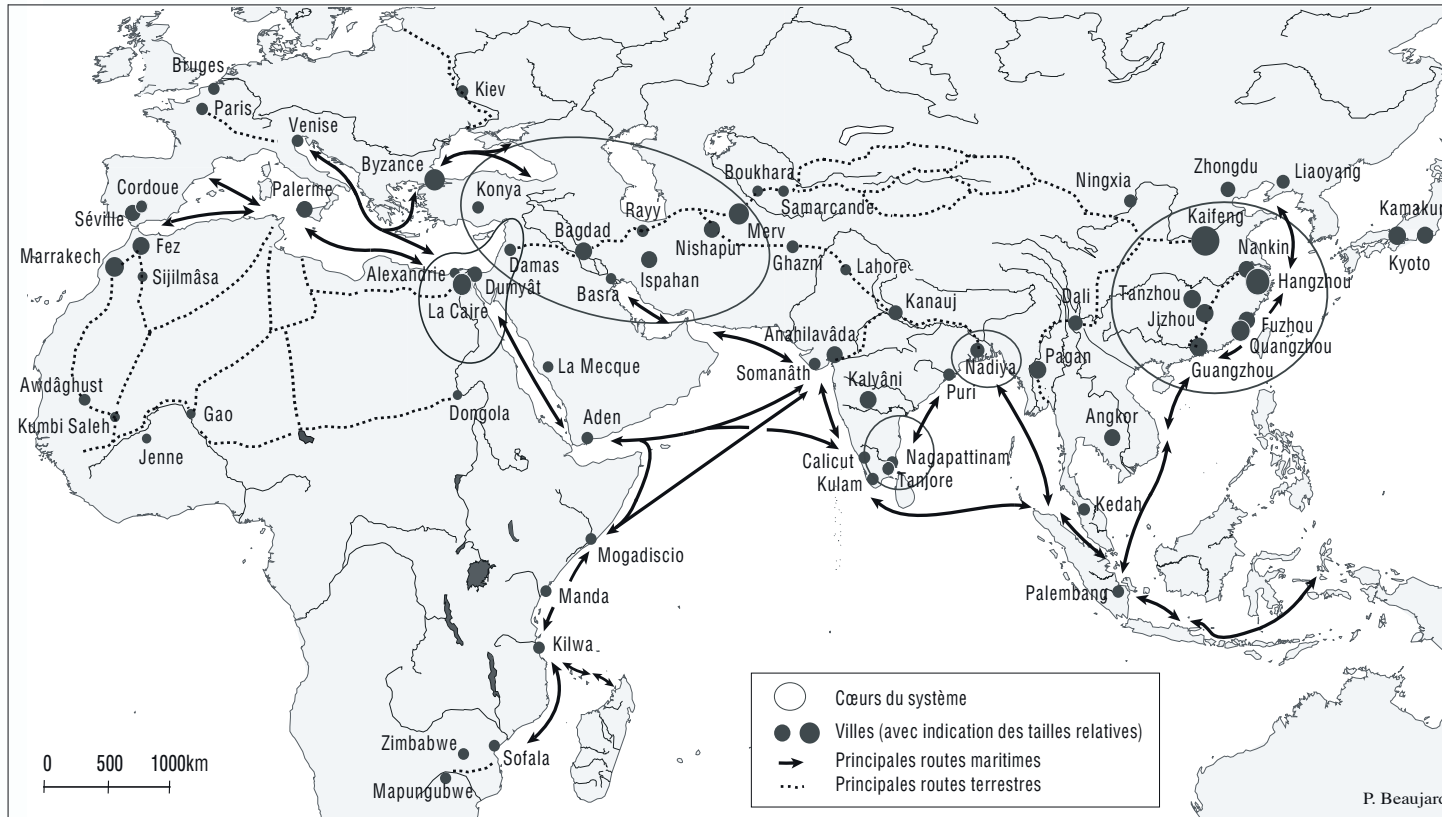


Carte 3. Le système-monde eurasiatique et africain du 7e au 9e siècle



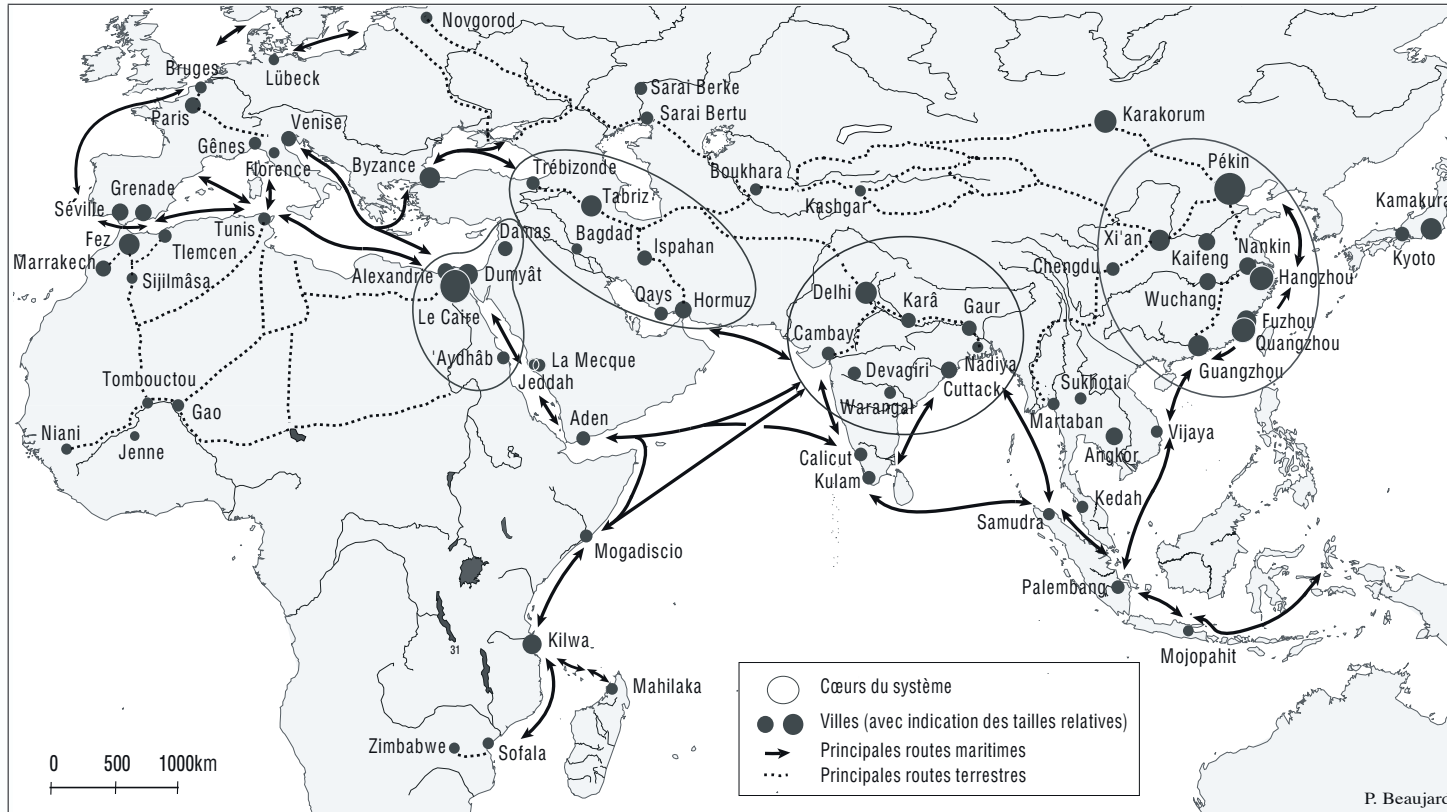


Carte 4. Le système-monde eurasiatique et africain du 11e au début du 13e siècle



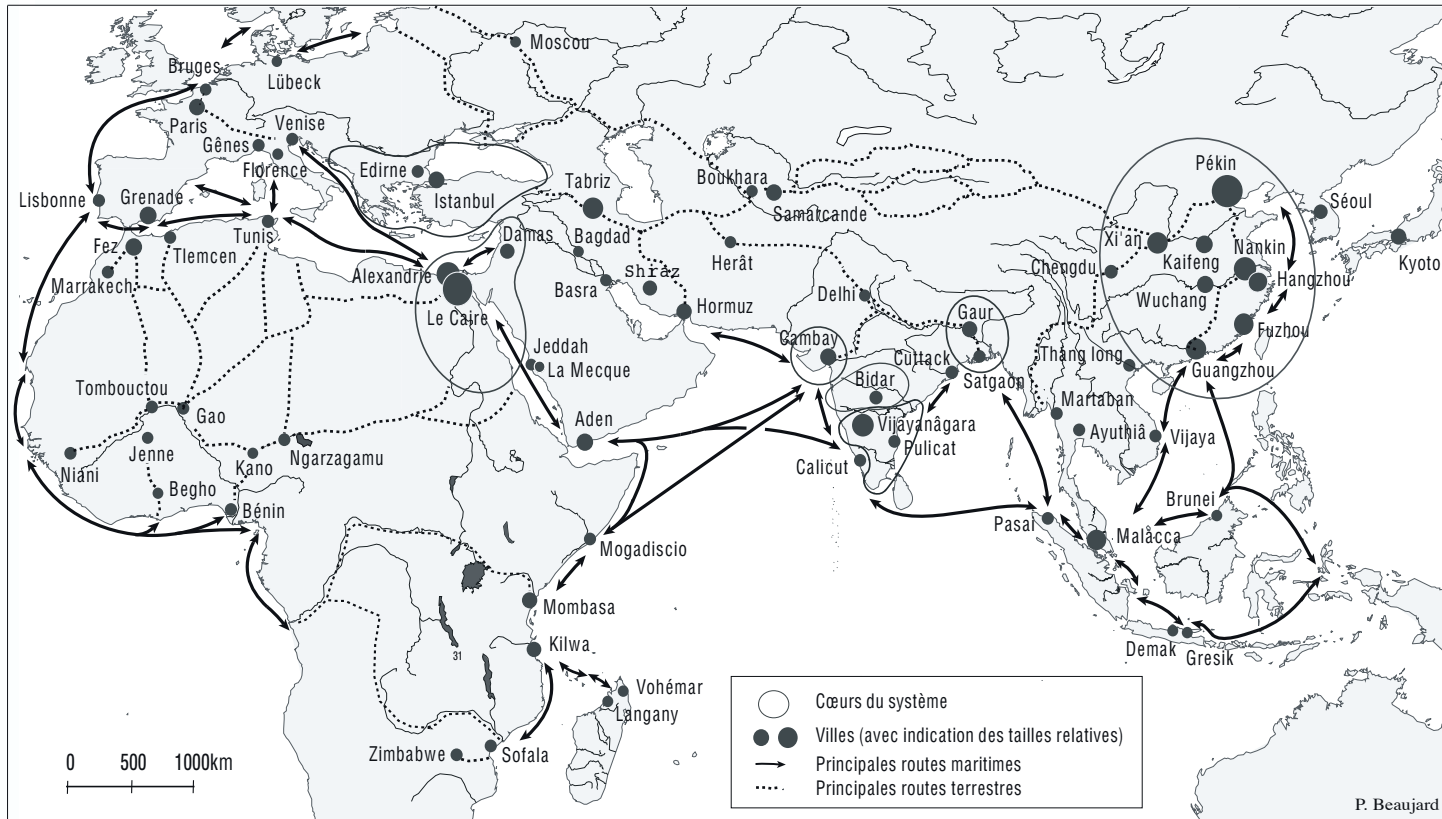


Carte 5. Le système-monde eurasiatique et africain aux 13e et 14e siècles





Carte 6. Le système-monde eurasiatique et africain au 15e siècle



entre régions, États et classes, à l'intérieur du système, où ils édifièrent une division transrégionale du travail. L'efficacité de l'extraction des richesses représentait un atout essentiel pour un cœur par rapport à ses périphéries et dans sa compétition avec d'autres cœurs. Cette efficacité se fondait sur des mécanismes divers.

Un échange inégal se développe de par la nature des biens échangés, à travers les conditions de leur obtention et celles de l'échange lui-même. Divers auteurs ont affirmé qu'il était difficile d'observer avant le XVI^e siècle la division du travail que note Wallerstein pour le système-monde capitaliste moderne⁵⁰. Pourtant, l'idée d'un centre produisant des biens manufacturés et de périphéries livrant des matériaux bruts ou semi-manufacturés et des hommes (généralement des esclaves) est pertinente pour les périodes antérieures au XVI^e siècle⁵¹ : les relations cœurs/périphéries y sont déjà définies en termes d'exploitation économique (mais pas seulement).

Si les produits manufacturés exportés par les cœurs permettent des transferts de richesse, d'où vient cependant leur valeur (dans l'échange) ? On peut évidemment considérer que dans ces produits sont incorporés du travail⁵² et du savoir-faire (technologie), valorisés dans les échanges. Au-delà de facteurs géographiques, les avantages à long terme de certaines zones dans la production et le commerce reposaient sur leur capacité à fournir des biens manufacturés produits en masse, avec des gains de productivité fondés d'une part sur des innovations technologiques et institutionnelles, d'autre part sur une mobilisation efficace du travail, qu'il s'agisse d'un travail salarié ou non (travail servile, ou *putting out system*) contrôlé par un capitalisme étatique ou privé, ou encore d'un travail « induit » par les taxes et tributs imposés par les élites. Les villes nodales du système voyaient affluer une main-d'œuvre bon marché issue des campagnes, ainsi que des marchands, des artisans et des esclaves venus de terres plus lointaines. On retrouvait ainsi des Africains de l'Est dans tout l'océan Indien et jusqu'en Chine, dès l'époque tang. Le monde musulman d'Asie occidentale et d'Égypte importait des esclaves d'Afrique de l'Est et du Soudan, mais surtout de l'Asie centrale et du « pays des

50. Pour l'âge du Bronze, Kohl note que les différences de niveau technologique sont assez faibles entre cœurs et périphéries [1987, p. 13-24]. Elles paraissent pourtant suffisantes pour engendrer des inégalités, d'autres facteurs intervenant par ailleurs, ainsi les données géographiques, le poids démographique, les institutions et la puissance idéologique.

51. Je ne partage pas ici les réserves de Chase-Dunn et Hall [2000, p. 91-92]. La Mésopotamie ancienne, citée par ces auteurs, représente justement un bon exemple de ces mécanismes, avec les exportations de textiles et de produits métalliques.

52. Cœurs et périphéries, note ainsi Wallerstein [1984a, p. 15], échangent « des produits contenant des quantités inégales de travail social ». Rappelons que dans une perspective marxiste, la valeur dérive de la quantité de travail socialement nécessaire à la production d'un bien ou à l'obtention de matériaux bruts et d'esclaves.

Slaves ». Accompagné d'une division du travail à un niveau tant régional que trans-régional, l'essor urbain des cœurs leur permettait d'allier flexibilité de la production et fluidité des systèmes organisationnels qui contrastaient avec la situation de périphéries où les progrès de l'offre apparaissent limités ou inexistantes. C'est à un concept de valeur-travail que se référait Alpers [1975, p. 266] lorsqu'il évoquait ainsi l'exploitation subie par le continent noir : « Ce que les Africains recevaient en échange contre [ivoire, or et] esclaves n'équivalait absolument pas à la force de travail perdue par chaque société. [...] Les Africains obtenaient [...] des biens de consommation courante fabriqués à faible coût » dans les cœurs, grâce aux gains de productivité.

Toutefois, l'échange lui-même détermine pour une part la valeur économique. Il est sans doute vrai que la valeur d'échange ne procède que dans une certaine mesure d'une valeur intrinsèque de l'objet échangé, qu'elle provienne du travail ou d'une notion d'utilité essentielle, et qu'il convient d'« abandonner [en partie] l'idée de valeur [intrinsèque] pour partir de l'échange lui-même et de la violence qu'il contient » [Aglietta et Orléan, 2002, p. 25, 141]. Deux facteurs liés qui se renforcent l'un l'autre jouaient un rôle crucial dans l'établissement de relations de pouvoir entre régions : 1. la *désirabilité* socialement construite des produits manufacturés exportés par les cœurs, 2. la création de *situations (quasi) monopolistes* dans l'échange.

L'objet produit a une « utilité » qui est pour une part fonction du matériau et de la technologie utilisés, mais surtout de sa capacité à participer à la construction de hiérarchies sociales, ceci étant lié à des systèmes de pensée et à des rapports de force. Dans la périphérie, l'acheteur intériorise sa position dominée : se procurer des produits exportés par les cœurs dominants revient à accaparer et utiliser une part de la puissance de ces cœurs. Les biens exotiques, qui étaient pour une part – mais pour une part seulement – redistribués, aidaient ainsi les élites à bâtir leur statut ; les processus contribuaient à une croissance de la désirabilité des produits importés⁵³. Le contrôle des biens de prestige donnait aux élites une possibilité accrue de capter davantage de femmes, d'esclaves, et de soldats (cf. Ekholm [1972] pour le royaume du Kongo). Le Portugais Silveira note en 1518 : « Sans les biens importés, le [souverain du Mutapa] ne pourrait avoir aucune armée » [Randles, 1975, p. 45]. « Si les Africains souhaitaient continuer à recevoir les produits de l'étranger, ils devaient

53. De nombreux auteurs ont souligné l'importance des « biens de prestige » dans les développements économiques et politiques des sociétés anciennes, et leur capacité à générer du pouvoir et à le légitimer : cf. notamment Ekholm [1972], Friedman et Rowlands [1977], Schneider [1977], Appadurai [1986], Peregrine [1991], A. et S. Sherratt [1991], Helms [1993].

nécessairement fournir les biens qui étaient demandés⁵⁴ ». Lorsque Rothman note que « tous les joueurs doivent être prêts à jouer, faute de quoi le jeu [de l'échange] ne peut tout simplement pas avoir lieu » [2001, p. 355], il oublie de remarquer que tous les joueurs ne sont pas sur le même plan et que certains sont contraints de jouer. Les données historiques montrent que les textiles, notamment, marqueurs de statut et constructeurs de liens, signes de richesse et de pouvoir, ont depuis l'origine du système-monde constitué des armes commerciales et idéologiques essentielles dans les échanges, pour les cœurs ou les semi-périphéries qui les exportaient : soieries de Chine, de l'Inde puis de la Perse et de Byzance, cotonnades de l'Inde, étoffes de lin ou de laine d'Asie occidentale et d'Égypte. En Afrique de l'Est, le récit de l'achat de l'île de Kilwa conté par les mythes shirazi illustre clairement cette importance des tissus⁵⁵. Des rouleaux de soieries ou cotonnades ont servi de monnaie dans l'océan Indien, à diverses époques. Les cœurs exportaient aussi d'autres produits : des céramiques (porcelaine de Chine à partir du VII^e ou VIII^e siècle, céramiques du golfe Persique...), des verres (monde romain, Asie occidentale, Égypte, Inde), des objets en métal (monde romain, Asie occidentale, Inde, Chine), des perles de pierre (Inde), des narcotiques, de l'alcool, des parfums et des épices.

Quelques chercheurs ont curieusement avancé l'idée que les biens bruts exportés étaient souvent sans valeur d'usage dans les périphéries – ainsi l'or et l'ivoire en Afrique de l'Est – et qu'il n'est donc pas possible de parler d'échange inégal. Cette absence de valeur des biens bruts à l'intérieur de la périphérie, en contraste avec la désirabilité des produits importés, a en fait aidé à l'établissement d'un échange inégal. Les dirigeants des périphéries étaient dans une certaine mesure conscients de la valeur potentielle des matériaux bruts et des esclaves dans l'échange avec l'extérieur, mais ils ne pouvaient généralement en apprécier le coût d'obtention ni imposer une valeur d'échange. On pourrait penser à retourner l'argument : pour les cœurs aussi, les produits exportés (perles...) avaient souvent une faible désirabilité, au contraire des biens bruts importés. En outre, on pourrait estimer que la manière dont chacun – à l'intérieur de sa propre société – envisage les gains (économiques, et politiques) induits par l'acquisition des biens échangés détermine pour une part les conditions de l'échange. Plusieurs

54. Alpers [1975, p. 265]. L'Afrique de l'Est offre un bon exemple des différents mécanismes par lesquels les régions dominantes extrayaient la richesse de régions dominées [Beaujard, 2007a, b]. L'intérieur de l'Afrique échangeait or, ivoire et esclaves contre des produits manufacturés. Le commerce à longue distance contribua au développement de stratifications sociales dans des sociétés du fleuve Limpopo puis du Zimbabwe entre X^e et XV^e siècles, des facteurs locaux (élevage, idéologie) jouant aussi un rôle important [Beach, 1994 ; Pikirayi, 2001 ; Swan, 2007].

55. Horton et Middleton [2000, p. 111], Beaujard [2007a]. Le lien des cœurs avec la production de tissus était lié à la fois à des savoirs techniques, à la désirabilité des produits fabriqués et à l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché.

éléments empêchent cependant de considérer comme comparables les deux situations ainsi mises en miroir. En premier lieu, il faut garder à l'esprit l'importance du contrôle des routes (direct ou indirect) et de l'information par les cœurs. Par ailleurs, les produits échangés ne sont pas similaires : biens bruts d'un côté, produits manufacturés de l'autre, produits dont les coûts de production, de transport et de transaction pouvaient être évalués par les marchands des cœurs et comparés aux gains que ces marchands étaient en droit d'escompter des biens bruts acquis dans l'échange.

La production et l'échange de biens bénéficiant de qualités particulières (réelles ou supposées) représentaient une première forme de monopole. D'autres monopoles intervenaient dans la sphère de l'échange⁵⁶. L'échange était favorable aux régions dominantes parce que celles-ci avaient les moyens d'en fixer les termes, d'imposer leurs produits et leurs prix. La valeur d'échange des biens exportés par les périphéries, principalement matériaux bruts et esclaves, restait faible du fait de taux d'échange désavantageux dictés par les cœurs⁵⁷. Les agents des cœurs contrôlaient en effet les routes de communication et l'information, les marchands des périphéries se déplaçant peu ou pas sur ces routes⁵⁸ ; ils avaient ainsi la possibilité de jouer entre diverses périphéries, en se situant en position de force dans le rapport dialectique offre/demande, par exemple en organisant la rareté des produits importés ou en monopolisant le savoir. Les semi-périphéries avaient également recours à cette stratégie : Horton et Middleton [2000, p. 90] notent que les Swahilis restreignirent la diffusion de certaines marchandises exotiques et fabriquèrent leurs propres produits manufacturés, exportés vers les périphéries de l'intérieur et des îles. Ils ne cherchèrent pas à diffuser l'islam à l'intérieur de l'Afrique, mais le conservèrent au contraire sciemment « en monopole » (les sociétés et les classes dominantes cherchent généralement à contrôler l'innovation et son transfert ; il est plus rare, en revanche, qu'elles tentent de freiner la diffusion de leur religion : une telle diffusion a souvent représenté pour elles un atout). En mesure de

56. Les relations de production et les relations d'échange apparaissent plus intimement reliées qu'elles ne le sont dans la perspective marxiste traditionnelle ou dans la perspective libérale.

57. En relation avec les taux d'échange défavorables imposés de l'extérieur, la rémunération du travail se trouve également affaiblie dans les périphéries par la faible productivité dans l'obtention des biens exportés.

58. Cf. aussi Arrighi [1994, p. 38-39]. Les agents commerciaux, les hommes de religion mais aussi, lorsqu'ils sont en place de manière permanente comme dans l'Italie du xv^e siècle, les diplomates, jouent un rôle crucial dans la collecte et la circulation de l'information. Entre les I^{er} et VI^e siècle, les marchands de l'espace chinois semblent cependant peu présents dans les mers du Sud, mais ils n'en sont pas absents (cf. le Qianhanshu, chap. 28B, Needham *et al.* [1971, p. 443], La place des navires et des traitants chinois dans les réseaux maritimes demeure toutefois un sujet de controverse ; même à l'époque tang, les Chinois fréquentent peu l'Asie du Sud-Est. On sait en revanche que les Yue de la région de Canton (linguistiquement non chinois) avaient établi des contacts commerciaux avec les mers du Sud dès l'époque des Royaumes combattants.

traiter avec de nombreux offreurs, les marchands visiteurs se trouvaient – sauf pour le marché de l'or – en situation d'oligopsonne.

Les élites des périphéries ou des semi-périphéries qui avaient à subir des taux d'échange défavorables dans leurs relations avec les cœurs cherchaient évidemment à « compenser » ces désavantages par une exploitation de leurs marges sociales et géographiques. Lorsqu'ils n'avaient pas une mainmise directe sur les routes, les cœurs (et les semi-périphéries) pouvaient exercer leur domination à distance, des groupes en position d'intermédiaires assurant la construction de chaînes de dépendance, par des mécanismes économiques, politiques et idéologiques. On le voit en Afrique de l'Est avec la position des marchands swahilis et les liens tissés avec des groupes clients, les esclaves constituant le bout de la chaîne⁵⁹. *Versus* Stein [1999, p. 62]⁶⁰, le pouvoir d'un cœur sur une région ne diminuait pas nécessairement et les échanges ne devenaient pas plus « symétriques » lorsque la distance augmentait. Même si les diasporas n'étaient pas directement inféodées à un cœur, elles pouvaient répercuter la domination économique et culturelle de ce dernier, en augmentant les prix, en intensifiant la désirabilité des produits importés et en ouvrant de nouveaux marchés⁶¹, tout en tirant évidemment avantage de leur situation d'intermédiaires (ainsi les Arabes du Sud, les Austronésiens de l'Asie du Sud-Est Insulaire, les Sogdiens d'Asie centrale au I^{er} millénaire...)⁶². Il est vrai toutefois que certaines diasporas, comme le suggère Stein, pouvaient agir de manière autonome, ou/et être « manipulées » par des pouvoirs locaux. Ainsi, les réseaux kharijites qui opèrent au sud du Sahara aux VIII^e-IX^e siècles ne sont pas reliés à la métropole régionale de Kairouan. Les Ming tentent au XV^e siècle

59. En Afrique de l'Est ou en Asie occidentale, les esclaves venaient jadis des marges du système (régions non incorporées ou faiblement reliées à ce système).

60. Stein [1999] rejette le « modèle du système-monde » (dans une version wallersteinienne caricaturée) et présente le « concept de diaspora » comme une « alternative ». Le fonctionnement des diasporas s'inscrit en fait dans le contexte global du système. L'accent mis sur les diasporas (cf. aussi Curtin [1984] et Bentley [1993]) a cependant l'intérêt d'introduire plus de complexité dans le modèle systémique et de mettre en avant l'importance des stratégies et des développements régionaux et locaux. Il est peut-être « dans la logique des diasporas de distendre les liens avec leur communauté d'origine après quelques générations » [Norel, c.p.], par différents « mécanismes ». L'histoire du marchand Abû-l-'Abbâs, revenu au Caire en 1118 après avoir passé quarante ans en Chine, évoque un des mécanismes possibles. « Les enfants qu'il y avait eus de concubines esclaves, ainsi qu'en Inde, à Ceylan et en Abyssinie, parlaient les langues de ces pays et lui servaient de facteurs » (Rosenberger [2000], d'après al-Gharnâfî).

61. Le fait que les diasporas impliquées dans l'échange à longue distance n'étaient pas nécessairement l'émanation d'un cœur pouvait diminuer le transfert de « surplus » vers ce cœur, mais ces diasporas pouvaient aussi stimuler ses exportations.

62. D'autres diasporas de l'océan Indien étaient liées à plusieurs cœurs et semi-périphéries (ainsi les réseaux juifs des XI^e et XII^e siècles), induisant une répartition de richesse entre ces régions.

de faire revenir en Chine ou éliminent par la force des marchands chinois installés en Asie du Sud-Est.

Parce que les régions dominantes maîtrisent les routes et les marchés, les gains de productivité de leurs industries n'entraînent généralement pas une baisse des prix de leurs produits manufacturés à l'exportation. En revanche, les périphéries (et même certaines semi-périphéries, ainsi la côte swahilie) se révèlent incapables de bénéficier de leurs gains de productivité ou du développement d'une production manufacturée susceptible de trouver des débouchés, du fait de leur faible pouvoir de négociation et d'un accès généralement limité aux marchés extérieurs⁶³. Ainsi, au XIV^e-XV^e siècles, Mogadiscio produisait des tissus, exportés vers l'Égypte, mais la ville était tributaire des navires yéménites et égyptiens ; ne disposant pas de bateaux en nombre suffisant ni d'un poids politique lui permettant de s'imposer dans les réseaux des marchands kârimî et indiens, elle était incapable de tirer pleinement profit de l'existence d'autres marchés.

Les cœurs et les semi-périphéries exercent aussi une influence sur les monnaies utilisées, l'adoption d'une monnaie dans les échanges transrégionaux apparaissant pour une part comme le résultat d'un rapport de pouvoir. Le drainage vers l'extérieur de la monnaie d'un cœur ne représente pas nécessairement un signe de faiblesse⁶⁴. L'acceptation de cette monnaie joue un rôle dans la domination idéologique du cœur et lui permet en quelque sorte de faire travailler les populations des périphéries avec sa monnaie. Entre IX^e et XV^e siècle, on trouve en Afrique de l'Est des monnaies musulmanes ou leurs copies (mais l'argent est importé). En mer de Chine et en Insulinde, de même, la monnaie chinoise s'impose entre XI^e et XIV^e siècle, et va être imitée, à Java notamment.

En paraphrasant Breton [2002, p. 14], on pourrait dire que le taux d'échange reflète « la valeur et les positions relatives » des sociétés et

63. Les gains de productivité induisent une hausse de la production ; l'augmentation de l'offre se traduit par une dégradation des termes de l'échange avec les centres dans la mesure où ces derniers ont un rôle dominant sur la détermination du taux d'échange. Cette dégradation des termes de l'échange n'est pas liée seulement à la nature des produits échangés (manufacturés/bruts) et à des processus économiques, mais à des facteurs idéologiques et politiques (*cf. infra*).

64. Lieberman [2003] a critiqué Frank pour la corrélation établie par cet auteur entre surplus commercial et efficacité dans la production. Il est vrai que « l'excédent courant n'a pas à être permanent, ce qui compte c'est son niveau moyen sur la longue durée. Par ailleurs, même en cas de déficit, l'essentiel est que le commerce extérieur progresse en regard du produit, ce qui signifie une stimulation capitale pour la production et donc pour la création de systèmes nationaux de marchés » [Norel, c.p.]. En fait, non seulement la présence d'un excédent courant n'est sans doute pas une condition nécessaire pour détenir une position dominante, mais l'expérience espagnole des XVI^e et XVII^e siècles montre que l'arrivée de métaux précieux, sur le long terme, peut avoir des effets négatifs : elle a engendré des dettes internes et le déficit commercial, mais surtout elle a fait que les Espagnols ont cessé de travailler, d'où un affaiblissement global du pays sur la scène internationale [Bensimon, c.p.].

des groupes impliqués, autant qu'il détermine la valeur des biens⁶⁵. Ces positions sont liées à la fois à des facteurs globaux et à des conditions locales. La domination des cœurs pouvait cependant être masquée par la mise en scène de l'échange, ou infléchie par son organisation et le contrôle d'élites locales sur les biens convoités ou les routes empruntées. Kardulias [1999], qui parle de *negotiated peripherality*, a raison de souligner ici que les chercheurs ont accordé trop peu d'attention au pouvoir de négociation des périphéries et aux phénomènes de résistance⁶⁶. Capables d'exercer une pression militaire ou bénéficiant d'une position stratégique, des périphéries ou semi-périphéries jouissaient d'une capacité de négociation particulière, ainsi les Xiongnu et les Oghuz d'Asie intérieure respectivement du I^{er} au V^e siècle et du VI^e au X^e siècle, Srīwijaya du VIII^e au XIII^e siècle, etc. Les « agressions » se produisaient plus fréquemment en période de récession économique, de crise écologique et sociale⁶⁷. Sur la côte est-africaine, avant l'arrivée des Portugais, le contrôle du commerce de l'or de Sofala par Kilwa donnait au sultan et aux nobles de la cité une capacité de négociation que n'avaient pas les dirigeants des autres cités swahilies. Des États de l'intérieur, de même, avaient les moyens d'agir sur les termes de l'échange avec les Swahilis et de résister à l'exploitation⁶⁸. Certaines périphéries étaient aussi en mesure de jouer de la compétition entre des cœurs rivaux ou des luttes pour le pouvoir à l'intérieur d'un cœur. D'un cycle à l'autre, l'expansion du système-monde s'est accompagnée de l'incorporation croissante de périphéries toujours plus vastes, avec le développement d'interactions et un phénomène d'interdépendance structurelle entre les zones⁶⁹. Plus

65. On peut estimer que tous les individus ou tous les groupes n'ont pas le même « pouvoir de valorisation » sur les biens échangés et caractériser le système-monde par sa « structure de pouvoirs de valorisation » [Eymard-Duvernay, 2007].

66. Ce sont néanmoins les cœurs et dans une certaine mesure les semi-périphéries qui ont façonné le système-monde ; même si elles furent parfois localement couronnées de succès, les résistances des périphéries ont rarement altéré le cours fondamental de ce système, sauf dans le cas des nomades de l'Asie centrale (*cf. infra*).

67. La violence des populations périphériques, dans les périodes de récession, correspond à l'urgence de leur situation : elles sont amenées à prendre par la force ce qu'elles ne peuvent plus acquérir par d'autres moyens. Elle reflète aussi la violence à laquelle ces populations sont régulièrement soumises de la part des États et des groupes dominants.

68. Stein fait un mauvais procès au modèle du système-monde en prétendant que « l'affirmation de la domination par un cœur dénie toute possibilité d'initiative à la périphérie », traitée comme une « victime passive » [1999, p. 19]. Toutes les périphéries et plus encore les semi-périphéries – un concept ignoré par Stein – ne sont pas en position de simples « victimes ». Elles sont en mesure de négocier des termes de l'échange plus avantageux que d'autres régions. En outre, le fait que les victimes ne soient pas passives ne les empêche pas d'être tout de même des victimes ; que des étrangers aient à négocier leur présence ne les empêche pas d'être économiquement dominants.

69. L'interdépendance croît avec le degré d'incorporation des régions périphériques dans le système. *Cf.* Hall [2006].

ou moins poussée selon les régions, cette incorporation a varié aussi avec les pulsations et les restructurations du système. Des sociétés ont résisté à l'incorporation, soit par refus de ce qui pouvait être perçu comme une domination extérieure, soit par crainte d'effets déstabilisateurs du commerce à longue distance, l'apparition de biens de prestige induisant une complexité sociale qui allait à l'encontre des principes de ces sociétés. Toutefois, les victimes de raids esclavagistes pouvaient justement appartenir à des sociétés « marginales » peu impliquées dans le commerce supra-régional ou refusant l'échange marchand.

J'ai évoqué jusqu'ici des échanges commerciaux, mais il convient d'insister sur deux points : 1. *Le commerce n'est pas le seul mode de transfert de richesse* : des transferts s'opéraient aussi par le biais des réseaux religieux et la domination politique. 2. *Les transferts de richesse ne représentaient pas la seule source de structuration d'une domination par les cœurs.*

Les mécanismes d'exploitation et/ou de coopération économiques s'inscrivent dans des contextes d'influence et de domination idéologiques et politiques où les cœurs utilisent des stratégies diverses : imposition de taxes et de tributs, alliances, intermariages, conversions religieuses, colonisation et violence. Bien sûr, les pouvoirs idéologique, politique et économique se recoupent et agissent en synergie. Parlant des Européens, Sherratt l'exprimait de manière provocatrice : « Les Missionnaires apprennent aux indigènes qu'ils sont nus et les traitants leur vendent des étoffes » [2000, p. 121]. Les hommes de religion eux-mêmes se faisaient souvent commerçants. La chronique d'Ibn Battûta consacrée à la ville de Kilwa, qu'il visite en 1334, est révélatrice de la synergie évoquée. Ibn Battûta souligne les guerres incessantes du sultan contre les « infidèles », évidemment pour se procurer des esclaves. Il loue sa « générosité » envers les « hommes pieux » venus d'Irak ou d'Arabie, donnant en exemple l'offrande de vingt esclaves et de deux charges d'ivoire à un fakir du Yémen. En quelques lignes, Ibn Battûta trace la chaîne de domination qui pénètre à l'intérieur de l'Afrique, en révélant une partie au moins des mécanismes par lesquels les régions prééminentes extraient la richesse de régions dominées [1982, p. 90]. L'échange est un rapport de force, appuyé sur l'idéologie et les armes, et l'inégalité dans l'échange est d'autant plus grande que l'écart entre les deux parties est plus important, en matière de technologie, de puissance militaire et de complexité sociale.

Expression d'une stratégie agressive des cœurs et des semi-périphéries, la création d'empires et plus généralement le choix de la guerre⁷⁰ repré-

70. Il faut ici distinguer entre la construction de grands États par la guerre dans les périodes de croissance, et les conflits qui naissent en période de repli, lorsqu'« on cherche dans la guerre ce qu'on ne peut plus obtenir par le commerce » [Arrighi, 1994, p. 99].

sentent une tentative du politique de contrôler directement – par la force – les routes et les centres d'accumulation du système (ou d'une partie du système) et donc d'augmenter la richesse extraite. Diverses constructions se sont voulues des empires « universels » : l'empire achéménide, celui d'Alexandre le Grand, l'empire romain avec Auguste, l'empire mongol de Gengis Khan et ses successeurs... Plus généralement, raids et conquêtes, même temporaires, permettaient la saisie de butin, la déportation de populations et l'extorsion de tributs. Dans les relations à longue distance de l'océan Indien, l'extraction des ressources se réalisait par le commerce, les taxes et les dons, plus rarement par des raids ou une présence militaire : les hiérarchies se fondaient, pour une large part, sur le pouvoir économique et idéologique. On observe parfois, cependant, l'intervention militaire de puissances centrales dans des semi-périphéries : prise de l'Oman par divers États iraniens, occupation du Yémen par Axoum, la Perse sassanide (VI^e siècle) puis l'Égypte ayyûbide (XII^e siècle), expéditions de la Chine des Yuan contre Java et le Champa au XIII^e siècle... Les voyages de la flotte impériale Ming au début du XV^e siècle constituent le seul exemple d'intervention économique et politico-militaire à l'échelle de l'ensemble de l'océan Indien avant l'arrivée des Portugais. Ils ne visent cependant ni à la conquête ni au contrôle économique direct, mais à l'inclusion des autres puissances dans un système tributaire, fournissant ici un contraste frappant avec les pratiques impérialistes des Occidentaux, initiées par Venise et Gênes à partir du XII^e siècle [Mielants, 2007, p. 60-62].

Si les processus de production, les conditions de l'échange, la puissance idéologique et militaire, créaient des conditions favorables à une domination des cœurs et à une dégradation des termes de l'échange entre ces cœurs et d'autres régions, périphéries et semi-périphéries ne sont évidemment jamais restées sans réaction ; certaines se trouvaient en mesure de « progresser » dans la compétition entre régions jusqu'à acquérir à leur tour – dans certains cas – une position dominante au sein du système.

Co-évolutions et déplacement des centres de pouvoir

Il existait des gradations et des variations – spatiales et temporelles – dans la domination d'une périphérie par un cœur, fonction de l'histoire, de la distribution des ressources et des conditions sociopolitiques dans les deux régions considérées⁷¹. Comme dans le système-monde moderne,

71. La périphérie pouvait même être la région qui tirait en apparence le plus de bénéfices de l'échange. Ainsi, le commerce du monde musulman avec les steppes russes aux VIII^e-IX^e siècles se traduit par un flux de monnaie partant vers le Nord. Il y a clairement un lien en Europe orientale entre l'émergence d'États et l'essor d'un commerce avec le monde musulman. On doit toutefois se demander qui « profite » en premier lieu de l'échange à l'intérieur de la « périphérie russe »

les cœurs du système exerçaient sur certaines périphéries – mais pas sur toutes – une action « sous-développante »⁷². L'interdépendance, toutefois, engendrait aussi différents types de croissance dans les régions connectées. L'évolution du système-monde avant le xvi^e siècle montre ainsi des situations contrastées, avec à la fois l'exploitation de périphéries géographiques et sociales par un cœur (les périphéries les plus dominées étaient peut-être celles qui se situaient à l'intérieur même des centres, arrière-pays ou couches sociales défavorisées⁷³), et des phénomènes de « co-évolution ». Dans les périodes d'expansion du système surtout, certaines régions se trouvaient aspirées vers le haut par les échanges avec les cœurs et d'autres périphéries, lorsqu'elles étaient en mesure de répondre à la demande croissante du marché en matériaux bruts ou en produits finis – avec le bénéfice d'apports technologiques venant des cœurs ou celui de leurs propres innovations – ou lorsqu'elles pouvaient assurer un rôle d'intermédiaire dans le transport de marchandises. Les interactions avec les cœurs ont contribué à la formation d'États secondaires – ainsi les empires de l'Asie intérieure, « ombres » des empires chinois – ou de cultures de cités-États comme celle de la côte est-africaine à partir du début de l'ère chrétienne. Le concept de semi-périphéries – qui mélangent des formes organisationnelles et institutionnelles du centre et des périphéries – rend bien compte de l'essor des villes de cette côte est-africaine, ou encore de l'indianisation puis de l'islamisation du Sud-Est asiatique, situé entre les cœurs chinois et indiens, processus marqués par la création de l'État du Funan au i^{er} siècle, de la thalassocratie de Srīwijaya au vii^e siècle, l'expansion de Mojopahit aux xiii^e et xiv^e siècle, et la floraison des cités-États de Pasai (à partir du xiii^e siècle) et Malacca (xv^e siècle). L'essor de ces (semi-) périphéries est en outre inséparable de développements locaux : les trajectoires des sociétés sont pour une part le résultat de dynamiques internes qui, à leur tour, infléchissent des évolutions régionales.

Cette perspective permet de dépasser le débat ancien entre les tenants d'une « colonisation » extérieure et les partisans de développements indigènes. Des « agents » des cœurs (ou d'autres semi-périphéries) étaient présents et actifs dans les centres marchands des périphéries ou semi-

(évidemment pas les esclaves exportés vers le cœur musulman). Il est clair, cependant, qu'il peut y avoir détérioration des termes de l'échange entre un cœur et une semi-périphérie en faveur de cette dernière, ainsi dans les périodes de faiblesse de l'État chinois face aux nomades des steppes.

72. Cf. Frank [1970], Emmanuel [1973], Amin [1981]. À partir de la Révolution industrielle, le fossé s'accroît rapidement entre le cœur et nombre de périphéries du fait notamment de la rapidité des innovations technologiques et sociales, beaucoup plus marquée que dans le(s) système(s) ancien(s), innovations qui ne représentent que l'un des instruments de pouvoir mis en jeu.

73. Construction d'un échange inégal sur les marchés à longue distance et exploitation interne sont partout des processus qui opèrent en synergie (le fait est particulièrement net pour les cités-États européennes) [Mielants, 2007, p. 146].

périphéries⁷⁴. Leur alliance avec des élites locales ou des groupes qui émergent comme élites (alliance commerciale, mais passant aussi par des intermariages, l'établissement d'une parenté par le sang⁷⁵ et la conversion religieuse de ces élites) aboutit à la formation de centres jouant un rôle d'interface entre le cœur et la périphérie. Cette alliance contribue à une véritable configuration idéologique, économique et politique de la périphérie ou semi-périphérie qui accentue les phénomènes de dépendance et les transferts de richesse vers le centre, mais favorise aussi dans les périodes de croissance le développement de cette (semi-) périphérie. De cette dépendance, qui se manifestait dans les activités et le mode de vie quotidien, les élites locales tiraient profit aux dépens des marges de leurs entités sociopolitiques. Les Swahilis ont ainsi bénéficié de transferts de technologies dans les échanges de l'océan Indien, grâce à la présence d'artisans arabes, persans ou indiens installés dans leurs villes, transferts qui ont toutefois été limités par les données géographiques et humaines de la côte est africaine. Ils ont aussi dans une certaine mesure tiré avantage de leur appartenance au monde musulman.

Les élites des semi-périphéries avaient souvent une claire perception des mécanismes mis en jeu. Les propos d'un roi de Tlemcen rapportés par al-Maqqarî (1577-1632), illustrent bien les gains et les pertes qui résultent d'une situation en interface (ici pour l'Afrique du Nord) : « Si je ne craignais de faire une chose odieuse, je ne laisserais s'installer dans mon pays que des marchands trafiquant avec le Sahara ; car ils emportent des marchandises à vil prix et ils rapportent de l'or, métal auquel tout est assujéti en ce monde : les autres marchands exportent notre or et nous donnent en échange des objets dont les uns ont tôt fait de s'user ou de disparaître et les autres transforment nos habitudes et entraînent les sots dans la corruption ». Les « autres marchands » viennent d'abord de l'Europe, qui est – avec l'Égypte – la grande bénéficiaire du développement du commerce transsaharien entre XIII^e et XVI^e siècle.

Les mouvements de co-évolution dépendaient d'abord des atouts géographiques et humains dont pouvaient disposer certaines régions ou classes en rapport avec les cœurs, des conditions locales favorables leur permettant de tirer parti de la dynamique du système, à travers la croissance des échanges et des phénomènes de décentralisation du capital [Friedman,

74. D'autres émergences s'expliquent par des processus de colonisation. Ainsi, Madagascar, peuplée par des Austronésiens dans le I^{er} millénaire, et pour prendre l'exemple de cités-États, les cités phéniciennes et grecques fondées en Méditerranée au I^{er} millénaire av. J.-C.

75. Le fait qu'une diaspora marchande politiquement faible ait intérêt à rechercher une alliance avec les dirigeants de la région où elle commerce n'est pas incompatible avec le fait qu'elle puisse être dominante économiquement et idéologiquement, et liée à une puissance dominante (*versus* Stein [1999, p. 53-54]).

2000, p. 142]. Les semi-périphéries étaient souvent parmi les régions les plus mobiles de ce système. En mesure d'utiliser des circuits d'échanges variés entre la Chine et les centres indiens, l'Asie du Sud-Est, immense et diverse, fournit l'exemple d'une semi-périphérie complexe où interviennent d'importants transferts de domination d'une région à une autre. Des zones favorablement placées sur les routes des échanges et à fort potentiel démographique, capables d'accueillir des innovations techniques et de fabriquer des produits d'exportation, tirent finalement leur épingle du jeu, à Java notamment. Si les semi-périphéries adoptent des traits sociaux et technologiques des zones centrales, si elles fonctionnent comme relais idéologique des cœurs, elles sont aussi bien souvent des lieux d'innovation technique (parfois par substitution d'importation⁷⁶), dans les phases d'expansion du système notamment. En témoignent l'expansion d'alphabets en Palestine et à Ugarit vers le ^{xiv}^e siècle av. J.-C., le développement de la navigation en Arabie du Sud (Oman, Yémen) et en Asie du Sud-Est (au tournant de l'ère chrétienne notamment)⁷⁷, celui des techniques bancaires ou encore de formes organisationnelles « républicaines » dans les villes italiennes à partir du ^{xiii}^e siècle apr. J.-C.⁷⁸. Dans les périodes de désagrégation politique, les relations cœur/périphéries devenaient plus fluides et plus changeantes, les structures de l'échange se transformaient, les (semi-) périphéries pouvaient alors jouer un rôle important dans l'éclosion et la diffusion de nouvelles institutions culturelles (Blanton *et al.*, [1992, p. 419-423], et Edens, *infra*). La capacité d'innovation de certaines semi-périphéries a eu pour effet de favoriser leur épanouissement et leur ascension dans la hiérarchie du système.

Ce sont toutefois en premier lieu les ressources démographiques et militaires de régions proches des cœurs qui leur permirent d'accéder à une position dominante. Des groupes issus de semi-périphéries s'emparent du pouvoir dans les cœurs, soit dans les phases d'expansion du système-

76. Ainsi les États sumatranais à partir du ^v^e siècle substituent la résine de pin, le benjoin et le camphre à l'encens, au bdellium et à la myrrhe sur des réseaux d'échange. Semi-périphéries et cœurs ont aussi recours à des innovations techniques, ainsi dans la fabrication de verres de couleur imitant des pierres semi-précieuses. A. et S. Sherratt [2001, p. 19, 30] ont justement souligné l'importance des substitutions dans l'évolution des techniques et celle des échanges, et le rôle croisé des innovations, d'un domaine à un autre.

77. On peut y ajouter Sri Lanka, à certaines périodes. C'est beaucoup moins le cas pour la côte swahilie, dans le domaine maritime. Les développements de l'Asie insulaire et de l'Arabie du Sud ne constituent pas seulement une réponse à l'essor global du commerce ; elles ont aussi joué un rôle actif dans cet essor. Chase-Dunn et Hall [1997] soulignent justement qu'il y a différents types de semi-périphéries et de développement semi-périphérique.

78. En revanche, les périphéries développent peu d'innovations, fait lié au petit nombre de personnes susceptibles d'investir, à la faiblesse du capital disponible et à un accès limité au savoir. On a souvent noté les interactions entre techniques (ainsi métallurgie, production céramique et industrie du verre).

monde, ainsi les Kushans d'Asie centrale en Inde au I^{er} siècle apr. J.-C., les Arabes en Asie occidentale et en Égypte au VII^e siècle, les Seljukides turcs en Asie occidentale au XI^e siècle, les Jurchen en Chine du Nord au XII^e siècle, les Mongols en Chine et en Asie occidentale au XIII^e siècle, les Turco-Afghans en Inde du Nord au XIII^e siècle, et les Osmanlis d'origine turkmène en Turquie au XIV^e siècle, soit dans des périodes de repli du système-monde, comme les Fatimides d'Afrique du Nord en Égypte au X^e siècle, les Buyides d'Iran septentrional en Asie occidentale au X^e siècle également, et les Turco-Mongols en Mésopotamie et en Inde à la fin du XIV^e et au début du XV^e siècle.

L'affaiblissement des liens avec un centre du système pouvait également favoriser le décollage économique d'une semi-périphérie, lorsque celle-ci traitait avec un autre centre et prenait à son compte certaines activités du premier : ainsi s'explique pour une part l'essor de Malacca après le repli de la Chine Ming (la chute progressive de Mojopahit, puissance concurrente à l'intérieur de la semi-périphérie, représenta aussi un élément essentiel du succès de Malacca). Plus souvent, l'inverse se produisait : les empires de Srīwijaya puis Mojopahit entrèrent en déclin lorsqu'ils perdirent leurs liens privilégiés avec la Chine. L'affaiblissement d'une semi-périphérie pouvait aussi provenir de celui de sa périphérie principale : les activités de Kilwa régressèrent au XV^e siècle lorsque l'or du Zimbabwe se fit plus rare.

Les hiérarchies entre régions évoluent pour une part dans le contexte temporel et spatial des pulsations du système, même si, nous l'avons vu, certaines zones apparaissent parfois en décalage par rapport au reste de ce système. Les déplacements des lieux de pouvoir, de production et d'accumulation se traduisent par des changements dans les routes du commerce, que tentent de contrôler les puissances rivales. On observe des oscillations entre régions, qui reflètent des processus de compétition économique et des rapports de force politico-militaires. Rome et son empire constituent un cœur du système au début de l'ère chrétienne ; l'empire byzantin lui succède dans le 2^e cycle, l'Europe occidentale ne représentant qu'une périphérie, à l'époque médiévale, avant de devenir une semi-périphérie au XIII^e siècle puis d'émerger à nouveau comme « cœur » dominant à la fin du XV^e siècle. Dans l'océan Indien occidental, la prééminence bascule entre golfe Persique (III^e-IX^e siècle) et mer Rouge (II^e siècle av. J.-C. - II^e siècle apr. J.-C., X^e-XIV^e siècle). Les États dominants ont eu périodiquement la maîtrise conjointe de ces deux « couloirs » maritimes vers l'océan Indien (l'empire assyrien au VII^e siècle av. J.-C., la Perse achéménide, la Grèce d'Alexandre le Grand, le califat musulman) ou ont tenté de les contrôler (l'empire romain au I^{er} siècle av. J.-C. et au II^e siècle apr. J.-C., les Mongols au XIII^e siècle). En Asie du Sud-Est, la route de la Chine et des épices passe par le nord de la péninsule malaise jusqu'au VI^e siècle ; elle se déplace

ensuite vers le sud de cette péninsule et la côte sud-est de Sumatra (VII^e-XIII^e siècle), puis à Java (XIII^e-XIV^e siècle), avant de revenir sur la péninsule malaise à Malacca au XV^e siècle.

Les hiérarchies ne sont donc immuables ni dans l'espace ni dans le temps, et l'histoire du système-monde n'est pas qu'un long recommencement. Induite par les innovations technologiques et organisationnelles, les processus d'accumulation et de progrès démographique, d'un cycle à l'autre, l'évolution générale a été dans le sens d'une croissance de plus en plus soutenue de la production et des échanges, d'un surcroît de travail investi, d'une plus grande hiérarchisation et spécialisation entre les zones du système et à l'intérieur de ces zones. L'ensemble des interactions et des trajectoires locales singulières aboutit à une division transrégionale du travail accrue au fil des cycles du système, avec dans le même temps une intégration politique et économique toujours plus poussée.

CONTINUITÉS ET CHANGEMENTS. L'EXPANSION DU SYSTÈME-MONDE

Les cycles systémiques successifs apparaissent à la fois similaires et différents. Les changements n'affectent pas la nature du (des) système(s). On ne discerne en effet de transformations fondamentales qu'à deux périodes : 1. à partir de 3500 et 3100 av. J.-C. en Asie occidentale et en Égypte, et au début du II^e millénaire en Chine, lors de la naissance de l'État – qui voit aussi en même temps la naissance de formes privées d'accumulation –, période de rupture partielle avec un mode d'accumulation inscrit dans les rapports de parenté, marquée par l'apparition d'idéologies et de techniques de pouvoir nouvelles, avec l'écriture, 2. dans la première moitié du XIX^e siècle, lors de la Révolution industrielle (et idéologique) lorsque pour la première fois le capitalisme devient le mode de production dominant dans un système-monde qui unit Amérique, Afrique et Eurasie ; l'essor de machines à vapeur transforme la production et marque une rupture écologique par l'utilisation massive d'énergies non renouvelables (charbon puis pétrole et gaz).

Si le XVI^e siècle ne représente pas pour l'océan Indien la période de rupture que l'on a parfois voulu y voir, il constitue cependant une autre période cruciale : l'Atlantique s'ajoute aux mers anciennement reliées de l'océan Indien et de la Méditerranée, et l'Europe émerge comme centre d'un nouvel espace ayant l'Afrique de l'Ouest et les Amériques pour périphéries.

Chaque période de croissance crée une nouvelle division spatiale du travail, cependant en continuité avec la précédente. Mises à part les oscillations entre des régions rivales (*supra*), les routes du commerce ne varient guère, les routes principales du moins, car le réseau secondaire s'étend et

se densifie lors des phases de croissance du système-monde et se défait lors des périodes de régression. Ces routes sont fonction des ressources offertes (matières premières, produits manufacturés) et de la demande, mais aussi des données géographiques et politiques. J'ai déjà souligné l'importance des régions charnières situées entre océan Indien occidental, océan Indien oriental, et mer de Chine, où l'attente de la mousson a favorisé la diffusion des techniques et des religions. Il en fut de même pour les ports fondés à l'embouchure d'un grand système fluvial ou aboutissement de routes terrestres importantes (embouchures du Tigre et de l'Euphrate, de l'Indus, du Gange, du Yangzi ; Gujarat, au débouché de routes menant à la vallée du Gange...), et pour certaines régions situées à proximité des matières premières essentielles (or du Zimbabwe, épices des Moluques).

À l'intérieur des terres, d'autres zones, liens ou barrières, exercent une influence particulière. Ainsi, l'Asie centrale, où passent les routes de la soie, joue un rôle crucial dans le commerce entre Chine, Inde et Asie occidentale. Les confédérations ou les empires des peuples des steppes se développent parallèlement aux empires chinois⁷⁹. Les grands empires de Chine, de l'Inde du Nord, de la Perse, le califat abbasside, ont tous – hormis l'empire Song – cherché à contrôler l'Asie centrale. Il faut aussi mentionner l'existence de « routes des steppes » plus au nord, l'importance d'une route entre Chine et Birmanie, et celle de voies trans-indiennes.

Ces routes de terre sont plus complémentaires qu'alternatives par rapport aux espaces océaniques. Leur développement se fait souvent en parallèle avec celui des voies maritimes, même si des États ont porté leurs efforts sur des routes particulières, pour contourner la mainmise de certaines puissances sur des régions-clefs. Au I^{er} siècle, les Romains organisent ainsi le détournement du commerce caravanier trans-arabique au profit d'un trafic maritime par la mer Rouge. Byzance s'appuie sur une route des steppes par la Khazarie pour éviter l'obstacle perse, au VI^e siècle. Mais l'épanouissement de routes de la soie et d'une route des steppes sous les Mongols au XIII^e siècle n'implique pas l'affaiblissement du commerce de l'océan Indien (*versus* Bosworth [2000, p. 282])⁸⁰.

Continuités donc dans les zones d'échange, mais aussi continuités dans les produits commercés. Plusieurs grandes catégories de biens et de produits fondent au fil des siècles le commerce et les mouvements des hommes : les métaux (précieux et autres), les produits associés à l'habillement, les biens

79. Le développement de l'État dans les steppes correspond à un essor des échanges mais aussi dans certains cas à une militarisation de la société pastorale qui constitue une réponse à une situation de crise [di Cosmo, 1999, p. 12-13].

80. En revanche, les perturbations sur les routes de la soie aux V^e-VI^e siècles éclairent l'expansion maritime des Sassanides, dont les navires se rendent sans doute jusqu'en Chine, prélude aux voyages des musulmans à partir de Siráf sous le califat abbasside.

de luxe destinés à la parure, les parfums, médecines et aromates (liés à la fois à la religion, à la santé et à la cuisine), l'alcool et les narcotiques, les moyens de production (esclaves, outils...), les moyens de transport (navires...), les moyens de guerre (armes, chevaux, éléphants), les nourritures. Et puis des biens rares, des œuvres sacrées... L'apparition de produits nouveaux dans des périodes de croissance est cependant capitale dans l'évolution du système : fabrication de papier dans l'empire abbasside (avec une technologie venue de Chine), développement de la porcelaine et de la culture du thé à l'époque tang en Chine, utilisation de la boussole au XI^e, expansion des armes à feu au XV^e siècle, etc.

La continuité du système s'inscrit dans un mouvement général d'expansion et d'intensification, mouvement plus accentué à certaines périodes et dans certaines régions. La liberté d'entreprise offerte par la Chine des Song entre X^e et XIII^e siècle ou l'Europe du XVI^e siècle a ainsi favorisé l'innovation et la croissance, de même – toujours pour l'Europe moderne – que la compétition entre États. J'ai souligné le caractère primordial des progrès réalisés dans le domaine agricole, qui fournissent la base de l'urbanisation et d'un développement artisanal ou semi-industriel alimentant les échanges intérieurs et les exportations. Les progrès accomplis dans les constructions navales, à partir des XII^e-XIII^e siècles notamment, ont affecté la vitesse des transports et les produits eux-mêmes. Ils ont permis l'acheminement en quantités croissantes de matériaux lourds et peu coûteux. Selon Wallerstein, « le soi-disant système monde [prémoderne] » n'échangeait que des biens de luxe et non des produits de base, et par conséquent il ne pouvait connaître la « division axiale du travail » caractéristique du monde moderne [1993, p. 293-294]. Pourtant, des produits agricoles – et des biens bruts, de façon générale – font partie des échanges dès l'aube du système, comme le montrent la lecture du *Périple de la Mer Erythrée* [Casson, 1989] et les fouilles récentes du port égyptien de Bérénice [Wendrich *et al.*, 2003]. Bien avant, les données du III^e millénaire av. J.-C. révèlent les transports de bitume, d'huile et de grains de la Mésopotamie vers Bahrayn et l'Oman, celle de bois et de produits laitiers de l'Inde vers l'Oman et Bahrayn, de cuivre et de pierres dures de l'Oman vers la Mésopotamie... De plus, l'idée de Wallerstein selon laquelle les échanges de biens de luxe n'ont pas d'effets systémiques importants apparaît discutable. D'autres auteurs ont au contraire souligné les effets structurants de la circulation de biens de luxe du fait de l'accaparement de ces biens par les élites dominantes, tout changement dans l'approvisionnement de ces biens se répercutant sur les hiérarchies politiques [Schneider, 1977 ; Peregrine, 1991 ; Chase-Dunn et Hall, 1997].

L'essor du secteur productif et du commerce est rendu possible par le rôle alloué à la monnaie et le déploiement de banques et d'instruments

de crédit. Des institutions financières se développent ainsi dès l'aube de l'islam. Elles bénéficient de l'expérience de la Perse sassanide, de l'empire byzantin, et, au-delà, de la Perse, de la Mésopotamie et de la Grèce du I^{er} millénaire av. J.-C. Des guildes ou groupes marchands interviennent dans le domaine du commerce interne ou externe et jouent le rôle de banquiers, dans le monde musulman occidental comme en Inde : cf. les Ayyâvole du Deccan et les Manigrâmam du Tamil Nadu pour la période VIII^e-XIV^e siècle [Abraham, 1988], les Kârimî égyptiens ou yéménites du XII^e au XIV^e siècle [Vallet, 2006]. Une monétarisation croissante de l'économie est notable au fil des siècles, avec des situations toutefois contrastées et variables selon les régions (cf. Wicks [1992] pour l'Asie du Sud-Est). L'établissement de grands ensembles politiques (empire abbasside, sultanat de Delhi, empires chinois) a favorisé l'adoption de systèmes monétaires sur de vastes zones.

Les métaux précieux et leurs flux ont joué un rôle important dans la structuration du système-monde et son évolution, au titre de marchandises ou/et de monnaies. Des biens désirables jouant parfois le rôle de monnaies (unité de compte, moyen d'échange, réserve de richesse) jalonnent en outre des routes commerciales⁸¹. Les cauris des Maldives se retrouvent dans une grande partie de l'Asie et de l'Afrique⁸². La soie servait dans diverses régions non seulement de moyen d'échange mais aussi de mesure de valeur (ainsi au Nanzhao au IX^e siècle, au Cambodge aux VIII^e et XIII^e siècle).

Levier d'expansion économique, le développement d'outils de crédit et de moyens de paiement a souvent permis aux cœurs du système de compenser le manque de métaux précieux ou semi-précieux, mais surtout ces outils facilitaient et accéléraient les transactions. L'essor du papier-monnaie et de billets de paiement en Chine à partir du IX^e siècle est clairement lié à ces deux aspects. Il en est de même pour les lettres de change et ordres de paiement dans le monde musulman à partir du VIII^e siècle, instruments de finance que les cités-États d'Italie du Nord vont reprendre en innovant.

Les prix du marché dès les temps anciens ont influé sur les mouvements de marchandises. Au I^{er} siècle apr. J.-C., le *Périple* indique ainsi que l'Égypte exporte du cuivre à Barygaza (Gujarat), mais que ce port exporte le même métal (d'Égypte ou de mines du Nord-Ouest de l'Inde) vers Apologos (région de Bassora). Marco Polo [1980, p. 306] a évoqué le ratio favorable or-argent qui incitait les marchands à emporter l'argent du Yunnan vers la Birmanie.

81. Les monnaies ne sauraient être définies par leurs seules fonctions économiques (cf. Aglietta *et al.* [1998], Bloch et Parry [1989], Breton [2002]).

82. Les cauris sont présents dans des tombes puniques d'Afrique du Nord au I^{er} millénaire av. J.-C., et en Afrique subsaharienne entre V^e et VII^e siècle apr. J.-C. (Burkina Faso) [Magnavita, c.p.]. On les trouve en plus grand nombre dans cette dernière région à partir du IX^e siècle.

Ce ne sont pas seulement les réseaux du commerce qui ont présidé à la naissance et à l'évolution du système-monde, mais aussi les réseaux religieux, avec lesquels les circuits marchands ont interagi. Le développement du bouddhisme, du christianisme puis de l'islam a transformé la relation à la divinité dans un contexte d'émergence de l'individualisme qui est allé de pair avec l'essor de l'entrepreneuriat privé⁸³. Bouddhisme et islam se sont répandus le long des réseaux marchands, en induisant leur développement. Ray [1994] a suggéré une relation intime entre bouddhisme et esprit d'entreprise ; Rodinson [1966] et D. Lombard [1988, p. 11-18] ont exprimé le même lien à propos de l'islam, religion qui ne connaît pas de barrière entre religion et négoce. Clairement liée à celle du commerce, l'expansion continue de l'islam a accompagné la croissance du système-monde, en favorisant l'intégration de ses différentes parties : Lombard a pu qualifier l'océan Indien au xv^e siècle de « mer islamisée ». De plus, les pèlerinages à des sanctuaires ou sur des tombeaux de saints ouvrent à des rencontres de marchands et à l'organisation de foires, en Inde notamment.

D'autres diasporas ont constitué au fil des siècles des réseaux plus ou moins puissants. Les communautés juives qui vivent sur la côte du Kerala dès l'époque romaine sont présentes en Chine au viii^e siècle et sans doute avant. Les réseaux juifs basés en Égypte et au Yémen sont bien connus pour les xi^e-xii^e siècles grâce aux documents de la Geniza du Caire. J'ai évoqué le rôle de communautés marchandes comme les guildes tamoules. À un niveau plus modeste, les chrétiens nestoriens ont également opéré dans tout l'océan Indien et sur les routes de l'Asie centrale. Parallèlement aux réseaux commerciaux, de grandes constructions politiques ont aussi contribué à l'expansion de religions universelles : empires romain puis byzantin et carolingien pour le christianisme, empires umayyade et abbasside puis sultanat de Delhi pour l'islam.

Réseaux du commerce et réseaux religieux s'articulent autour des villes. La constitution et l'expansion du système-monde ont été inséparables à la fois d'une croissance démographique générale, d'un mouvement d'urbanisation et d'une amélioration des communications. L'urbanisation s'est étendue des cœurs aux périphéries. Ordonnant la production et les échanges, les villes ont été partout le siège d'une différenciation sociale importante. Le développement des réseaux a en outre induit une hiérarchisation entre des métropoles et des villes satellites. La taille des « grappes de villes »

83. Avant l'apparition du christianisme, l'individu est déjà affirmé par les nouvelles écoles de la période hellénistique (cyniques, épicuriens, stoïciens). Dumont [1983, p. 60] accorde une importance historique particulière au calvinisme. En opposition à cette vision weberienne, Tawney [1926] note que les mêmes tendances sont en fait observables dans le catholicisme et le protestantisme dans la période du xvi^e et xvii^e siècle : c'est le capitalisme qui a transformé le christianisme.

ainsi formées, l'intensité de leurs connexions varient, pour une part, avec les pulsations du système. Au fil du temps, les métropoles se succèdent, ces changements correspondant à des réorganisations des réseaux et des hiérarchies, réorganisations politiques et économiques mais aussi sociales et idéologiques. Les centres du commerce se déplacent ainsi entre des aires concurrentes, comme le montrent les cartes ici présentées.

Le cosmopolitisme représente partout et dès l'aube du système-monde un trait marquant des villes marchandes, qui ira en s'accroissant avec le développement des réseaux. Il s'accompagne, généralement, d'une tolérance en matière religieuse : tolérance des autorités politiques mais aussi, à certaines périodes, interpénétration des réseaux religieux qui sans être la règle n'en constitue pas moins un fait notable (*cf.* les affaires communes menées par musulmans et juifs en Égypte et au Yémen au XI^e siècle). Aubin parle ici justement d'« indifférence du milieu économique en matière de religion » [1988, p. 197]. Au cosmopolitisme des villes répond le caractère transnational des réseaux (*cf.* par exemple la famille de Mahmûd Gâwân au XV^e siècle)⁸⁴. Une remarque de Goitein à propos de l'Égypte des XII^e-XIII^e siècles est pertinente pour d'autres lieux et d'autres époques : la coupure « se fait moins entre les religions et les nationalités qu'entre les soldatesques dirigeantes et les commerçants entrepreneurs » [1954, p. 197]. Cette « coupure » ne saurait toutefois être hâtivement généralisée.

L'ACCUMULATION DU CAPITAL : ÉTAT, RÉSEAUX RELIGIEUX ET SECTEUR PRIVÉ

Les données depuis le II^e millénaire av. J.-C. montrent le rôle important du capital privé, à côté de (ou avec) celui de l'État. Certains traits du capitalisme moderne sont déjà présents à des degrés divers avant le XVI^e siècle dans de nombreux États : entreprises à la recherche de profit maximal, banques prêtant à ces entreprises, progrès de la comptabilité autorisant une recherche rationnelle du profit, production croissante de biens pour l'exportation, marchés de biens où les prix sont fixés par le jeu de l'offre et de la demande, existence d'un marché de la terre et d'un marché du travail, monétarisation des transactions commerciales, et progrès technologiques. À certaines périodes, les États sont les principaux moteurs de l'accumulation, à d'autres, ce sont des entrepreneurs privés. Pour la Mésopotamie ancienne, l'Inde maurya (IV^e-III^e siècle av. J.-C.), ou le monde romain dans ses rapports avec l'Asie du Sud, les recherches récentes ont généralement reconsidéré

84. Mahmûd Gâwân, savant et marchand de chevaux dont la famille est originaire du Gilân (Iran), est ministre dans le sultanat bahmanî (Inde). Son frère, Ahmad, est fixé en Égypte, où vivait son père; l'un de ses fils commerce avec l'Inde, tandis que deux autres qui ont étudié les sciences coraniques sont installés à La Mecque.

l'emprise supposée de l'État dans le développement du commerce. Il est clair en tout cas que pour la période postérieure au VII^e siècle, dans le califat abbasside (aux VIII^e et IX^e siècles), l'Inde du Sud (VIII^e-XI^e siècles), l'Égypte fatimide puis ayyûbide (X^e-XIII^e siècles), les sultanats du Bengale (XIV^e-XV^e siècles) et du Gujarat (XV^e siècle), un capitalisme investit en partie la sphère de la production et du commerce [Lombard, 1971 ; Subrahmanyam, 1990 ; Gaborieau, 1995 ; Pomeranz, 2000]. Comme plus tard en Europe, les entrepreneurs sont souvent à la fois producteurs, marchands et financiers. En fait, on observe de manière générale un « mélange complexe et une articulation de différents modes [d'accumulation] à toutes les époques [du système monde] », avec des alternances d'expansion et de repli du secteur privé⁸⁵. Le secteur politique développe souvent un esprit d'entreprise et des formes de capitalisme d'État, en se faisant lui-même producteur et marchand, avec une recherche de profit, ainsi dans le califat abbasside, la Chine Song ou le sultanat rasûlide du Yémen.

Au niveau des « cœurs » du système, certaines périodes de faible intégration politique semblent avoir parfois favorisé le développement de la production et du commerce : la compétition entre États ou cités-États stimulait l'économie, et des entrepreneurs privés jouissaient d'une plus grande liberté qu'au sein d'États plus puissants. Edens [1993, p. 408] l'a souligné pour le milieu du III^e millénaire et le début du II^e millénaire av. J.-C. en Asie occidentale. Ce point est essentiel pour comprendre l'essor du capitalisme dans l'Europe moderne.

Il est vrai toutefois que le capitalisme ancien se hisse rarement en position prééminente, contrairement à ce qu'on observe en Europe à partir du XV^e siècle⁸⁶. On note des mouvements d'avancées et de reflux dans l'articulation des marchés de facteurs de production avec les marchés de biens, mais les systèmes de marchés ainsi constitués demeurent généralement embryonnaires [Norel, 2004, p. 155 *sq.*]. La Chine des Song offre pourtant l'un des premiers exemples de transformation de l'État et de la société par un capitalisme émergent, avec l'apparition d'une bourgeoisie urbaine et la création d'un véritable marché intérieur⁸⁷. Cette évolution sera entravée par les périls extérieurs qui menacent la Chine et par les

85. Frank et Gills [1993, p. 46], Chase-Dunn et Hall [1997, p. 212].

86. Pour Gills, cependant, « toute l'économie monde du XIII^e siècle [...] peut être qualifiée de capitaliste », et peut-être même celle « du X^e siècle » [1995, p. 139]. Comme chez Frank [1993], est ici introduite une confusion entre des pratiques capitalistes, de fait anciennes, et la constitution d'un mode de production capitaliste, qui n'intervient qu'à l'époque moderne.

87. Dès l'époque tang, en fait, parallèlement à des marchés intérieurs de biens, progressent division du travail, marchés des facteurs de production (terre, travail, capital) et échanges extérieurs, dans une dynamique smithienne [Norel, 2009]. De façon générale, une symbiose entre marchands et élites politiques est sans doute indispensable pour que l'extension géographique des échanges débouche sur la formation de systèmes nationaux de marchés.

contradictions internes à la société chinoise. Sous les Ming, le commerce sera plus strictement encadré par l'État, surtout après 1433.

Par sa politique et les institutions mises en œuvre, l'État pouvait restreindre ou favoriser la production et les échanges. Il a souvent assuré les conditions du développement économique par ses innovations institutionnelles, ses investissements – ainsi dans le domaine du contrôle de l'eau et des transports, en Chine notamment – et parfois par une politique de stimulation de l'économie. Comme l'illustrent clairement les cités-États européennes du Moyen Âge et de la Renaissance puis les États du Nord de ce continent (Pays-Bas, Angleterre) au XVII^e siècle, le contexte politique peut favoriser des innovations qui permettent une diminution des coûts de transaction. Des institutions et des instruments nouveaux assurent ainsi en Europe une plus grande mobilité du capital et un essor de la production et du commerce, avec une évolution de la lettre de change, l'acceptation de taux d'intérêt, l'amélioration de la comptabilité, une meilleure transmission de l'information, l'apparition d'une assurance et d'un droit commercial, et celle de compagnies anonymes⁸⁸. De manière générale, la protection que fournissait l'État favorisait le commerce, qui ne pouvait s'épanouir que dans un environnement pacifié et relativement prévisible. L'État jouait aussi un rôle dans la redistribution des richesses, agissant ici indirectement sur la production et les équilibres sociaux. À l'inverse, une instabilité politique et sociale représentait un environnement économiquement peu favorable, de même qu'une expansion excessive de l'appareil d'État et de la corruption qui l'accompagnait.

L'attitude des États par rapport au commerce privé à longue distance a été de l'encouragement (sous les Abbassides, les Ayyûbides égyptiens, les Song, par exemple) à la restriction (indirecte ou directe) et au contrôle. Ce dernier peut prendre diverses formes. Sous les Tang, l'État supervise les prix et s'attribue un monopole sur certaines denrées ; favorisée par une monétarisation de l'économie, la croissance du marché interne permet toutefois l'apparition d'une nouvelle classe de marchands, encadrée par l'État. Les Rasûlides yéménites, dans les années 1420, découragent les traitants par le niveau des taxes imposées et différentes exactions. En Égypte, les Mamlûks Burjî, à partir de 1429, s'arrogent un monopole sur le commerce des épices, fixent les prix sur le marché, accablent les marchands de taxes et encadrent strictement leur négoce, tuant ainsi « la poule aux œufs d'or », dans un contexte économique international difficile.

88. North [1991, p. 26-30]. Ces innovations ne sont généralement pas propres à l'Europe mais leur conjonction et leur approfondissement permettent une dynamique spécifique dans les États européens en compétition.

État et entreprise privée avaient des logiques souvent distinctes. Il serait pourtant erroné d'opposer de manière systématique les modes d'accumulation étatique et privée. On observe une compétition des deux mondes de l'État et de l'entreprise privée, mais aussi leur articulation. Deux stratégies capitalistes, en partie opposées, qui correspondaient à des logiques différentes d'accumulation du capital, ont été constamment mises en œuvre, de manière concurrente ou complémentaire : elles consistaient à investir la sphère politique, ou à s'en tenir à l'écart, en se dégageant le plus complètement possible de la territorialité⁸⁹ ou en essayant de réduire le rôle de l'État (mais les réseaux capitalistes ont besoin d'un pouvoir politique qui garantisse un monde pacifié, le droit de propriété et l'accès à des ressources vitales ou à des marchés⁹⁰). À l'inverse, les élites étatiques ont le choix entre prendre le contrôle de l'économie – en instrumentalisant parfois les grands marchands, ainsi dans l'Égypte mamelouke au xv^e siècle –, ou favoriser l'essor du secteur privé et en taxer les activités. Il est possible de rencontrer toutes les situations intermédiaires entre symbiose et instrumentalisation, que ce soit des marchands-producteurs par l'État ou de l'État par ces derniers.

Dans les grands empires agraires, les princes avaient besoin des marchands pour convertir la richesse agricole en revenu utilisable par l'État [Chaudhuri, 1990, p. 256, 387], notamment pour l'importation de métaux précieux et de biens de luxe, et parfois pour des prêts financiers. Les marchands, qui fournissaient aux élites produits et services, ne faisaient pas que coexister avec les structures bureaucratiques, les deux mondes s'interpénétraient. Les États faisaient souvent appel à eux pour leur administration. Des marchands étaient ainsi chargés de la perception des taxes sur le sel à l'époque tang. Dans le califat abbasside, certains collecteurs de taxes et d'impôts étaient des négociants. Aux x^e et xi^e siècle, en Irak et en Égypte, des représentants de familles marchandes juives se trouvaient établis comme banquiers et collecteurs de taxes. Au x^e siècle encore, le roi de Java-Est utilisait des commerçants javanais, mais aussi cinghalais, sud-indiens ou birmans, pour collecter les taxes. Dans la Chine des Yuan, les traitants musulmans avaient pratiquement le monopole de la levée des impôts. Les marchands au long cours, par ailleurs, jouaient souvent le rôle de diplomates. À des degrés divers, ces marchands restaient cependant soumis au pouvoir des dirigeants.

89. Cf. Arrighi [1994, p. 82]. En Europe, à partir du xv^e siècle, Venise et Gênes illustrent respectivement ces deux logiques, dont les Provinces-Unies au xvii^e siècle ont tenté une synthèse, avec une mainmise sur les réseaux financiers mondiaux, et le développement d'un pouvoir militaire qui permettait un contrôle des routes à longue distance par sa flotte.

90. Dans le système-monde moderne, les États jouent un rôle important dans la construction de quasi-monopoles qui profitent aux entreprises capitalistes (cf. Wallerstein [2006, p. 48]. On peut observer cette synergie également à des périodes plus anciennes.

Les rapports ambigus des marchands et des réseaux avec les pouvoirs politiques ont été soulignés par divers chercheurs. Pourtant, si Lombard notait : « On est amené à constater que les marchands en Asie ont été tenus ou se sont tenus à l'écart du politique⁹¹ », les exemples indiquant le contraire ne manquent pas. Des écrits bouddhiques du I^{er} millénaire signalent qu'en Inde des marchands-banquiers ont place dans les conseils royaux [Basham, 1967, p. 222]. Dans l'Égypte fatimide du XI^e siècle, les frères Tustârî, négociants juifs en biens de luxe de l'océan Indien et banquiers, accèdent au vizirat. En Chine, sous les Song du Sud, des marchands jouent un rôle important dans les villes de commerce et obtiennent parfois des postes officiels. En Inde, aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, rois et grands marchands sont liés par des intérêts financiers [Jain, 2001, p. 346, 357], lien clairement perceptible, sous 'Alâuddîn Khiljî (1296-1316), entre le gouvernement du sultanat de Delhi et les grands marchands Multanî. En Inde du Sud, dans la période entre X^e et XIII^e siècles, une relation de symbiose s'instaure entre les associations marchandes et le pouvoir politique chola⁹², ceci précisément à l'époque où se développent des pratiques capitalistes en Chine song, puissance avec laquelle les Cholas sont en relation. On rencontre la même alliance dans l'empire mongol entre le pouvoir et les guildes marchandes *ortaq*, et à un degré moindre dans le Yémen rasûlide [Vallet, 2006]. Leurs connaissances des pratiques comptables, notamment, faisaient des marchands des auxiliaires précieux ; elles leur permirent de pénétrer la sphère étatique [Subrahmanyam, 1996, p. 89]. À propos de l'Inde, Gaborieau note « l'absence de frontière entre le marchand et le soldat-administrateur⁹³ ». La famille al-Tîbî jouait ainsi un rôle de « faiseurs de rois » dans le royaume pândya de l'Inde du Sud à la fin du XIII^e siècle, Taqî al-Dîn al-Tîbî frère du puissant marchand de Qays Jamâl al-Dîn al-Tîbî, tenant un poste de ministre. Plutôt que de s'impliquer eux-mêmes dans la direction politique, les marchands toutefois préféraient souvent influencer sur les dirigeants. Il est certainement inexact de penser avec Lacoste – ici à l'opposé de Lombard et Aubin – qu'« aux Indes, en Chine, dans le monde arabe [...], les marchands [restèrent] intégrés en permanence à la minorité aristocratique et ils n'avaient de ce fait aucune raison de vouloir changer

91. Lombard [1988, p. 117]. Aussi Aubin [1988, p. 88-89] ; il évoque cependant des « marchands-condottieri », « qui deviennent à la fois vizirs et chefs militaires ». Cf. aussi Mielans [2007, p. 99].

92. Abraham [1988], Karashima *et al.* [2002]. Les marchands tamouls n'ont toutefois pas la même emprise que les marchands européens sur les processus de production, dans le textile par exemple. Subrahmanyam affirme en outre « l'apparition d'une idéologie mercantiliste dans les États de la baie du Bengale » à partir du XV^e siècle [2005, p. 76], de même qu'à Malacca.

93. Gaborieau [1995, p. 456]. Une séparation existe dans les États indiens entre un pouvoir politique fondé sur le contrôle agraire et la sphère économique des marchands, mais elle a sans doute été exagérée [Subrahmanyam, 1996].

la société⁹⁴ ». Si certains marchands pouvaient tirer profit de leur alliance avec l'État, cette situation avantageuse s'accompagnait de risques considérables. Leur puissance pouvait constituer une menace pour l'autorité de l'État ; la mise à mort du ministre Mahmûd Gâwân par le sultan bahmanî (1481) constitue un exemple de la vulnérabilité des marchands asiatiques face au pouvoir politique. Après les avoir utilisés, l'État égyptien élimina les marchands Kârimî au xv^e siècle.

On a peut-être souligné de manière excessive la fragilité sociale des marchands asiatiques dans la période « prémoderne », par opposition aux marchands européens protégés par des droits de propriété et l'influence exercée sur les États. Il est vrai toutefois qu'à la différence de l'Europe, il n'y a pas, en Asie et en Afrique, « fusion de l'État et des intérêts mercantiles » et « institutionnalisation du pouvoir de la classe marchande » [Mielants, 2007, p. 101], même dans les cités-États qui s'y constituent ; on ne rencontre pas non plus dans ces cités le « désir [européen] d'une expansion fondée sur le mariage du profit et de la puissance », du commerce et de la guerre [Wong, 2002, p. 455].

La volatilité des élites marchandes et leur soif d'indépendance – l'autonomie de certaines guildes était bien réelle – n'a pas été sans poser des problèmes aux pouvoirs locaux, contraints de les attirer ou de les maîtriser⁹⁵. Le capitalisme ancien s'est en effet développé pour une part dans le cadre de réseaux commerciaux transrégionaux comme ceux des diasporas sogdienne, juive, baniya, puis arménienne à partir du xvi^e siècle.

Centres d'autorité relativement autonomes, les institutions religieuses représentaient aussi des lieux d'accumulation du capital, qui entraient parfois en conflit avec les autorités politiques⁹⁶. Les réseaux religieux recoupaient par ailleurs les réseaux marchands et offraient à l'État des moyens d'intégration politique, ainsi dans l'Asie du Sud et du Sud-Est, avec les établissements bouddhiques et brahmaniques. Rituels et idéologie religieuse jouaient un rôle central dans la légitimation du pouvoir politique et le contrôle du travail.

94. Situation contrastant avec la réalité européenne. S'explique ainsi, selon Lacoste [1982, p. 270], le fait que c'est en Europe que le capitalisme a pu s'ériger en tant que système dominant et ouvrir la voie à la Révolution industrielle.

95. Ibn Battûta note ainsi le bon accueil réservé aux traitants par les seigneurs de Kulam ou Calicut, mais aussi des pratiques d'extorsions et même de piraterie organisées par des dirigeants locaux sur la côte Ouest de l'Inde [1982, t. III, p. 206-207, 213-214].

96. La Birmanie offre un bon exemple des contradictions entre le développement des collectivités religieuses et les intérêts étatiques. Périodiquement, des phases de « purification » s'accompagnent de la saisie par l'État de l'essentiel des biens amassés par les religieux. De 843 à 845, l'empereur chinois fait également confisquer les biens des monastères bouddhiques, dont la religion est proscrite.

Un autre cadre de développement capitaliste – historiquement primordial – est fourni par les cités-États et les petits sultanats marchands, qui fleurissent en Inde, en Asie du Sud-Est et sur la côte swahilie (mais pas en Chine), à partir du XIII^e siècle surtout⁹⁷. Centres de pouvoir mais aussi lieux d'un contrat social entre élites politiques et producteurs-marchands, ces cités s'épanouissent dans les régions interstitielles des empires, dans les semi-périphéries du système, mais il s'agit aussi parfois de villes plus ou moins indépendantes à l'intérieur des États centraux (Hormuz au XV^e siècle, la « république marchande » de Basrur et d'autres villes de la côte Ouest de l'Inde, également au XV^e siècle) [Subrahmanyam, 1995]. Dans certains cas, elles ont été capables de bâtir de véritables empires, ainsi Srīwijaya à partir du VI^e siècle [Manguin, 2000], et plus tôt dans l'histoire, les cités phéniciennes et grecques du I^{er} millénaire av. J.-C. Ces dernières représentent un bon exemple de ces cités-États où fleurit un capitalisme marchand qui investit dans une production tournée vers l'exportation. À la différence de ce que l'on observe en Europe médiévale et moderne, les cités-États asiatiques, toutefois, ne constituent pas de « républiques marchandes » durables, en mesure d'influencer des États-nations, et les traitants y demeurent bien souvent à la merci du pouvoir politique [Mielants, 2007, p. 102]⁹⁸. La puissance navale des cités-États du littoral asiatique est demeurée limitée [*ibid.*, p. 152].

C'est dans les cités-États européennes que se situent pour l'essentiel les origines du système capitaliste moderne. On pense d'abord aux villes italiennes, Pise, Venise, Gênes, Florence, Milan, à partir du XII^e siècle, qui profitent de l'absence d'un « État-pays » fort et se constituent en semi-périphérie. D'autres villes surgissent dans le Nord de l'Europe (Bruges, Lübeck et les ports de la « Ligue hanséatique ») [Braudel, 1979, t. 3]. Un système de cités-États en interrelation est ainsi en place au XIII^e siècle, berceau d'un essor capitaliste européen singulier. Son absence en Chine, dans le monde islamique et en Inde explique pour une part la « divergence » de l'Europe et du reste de l'Ancien Monde [Mielants, 2007, p. 32 *sq.*].

97. Pour l'Inde, citons Honavar et Calicut, aux XIV^e-XV^e siècles. En Asie du Sud-Est, Samudra-Pasai de la fin du XIII^e au XV^e siècle, les villes de la côte Nord de Java aux XIV^e-XV^e siècles, dépendantes de Mojopahit mais de plus en plus autonomes au XV^e siècle, Malacca au XV^e siècle, Acèh après 1511. Pour la côte swahilie, les cités-États les plus importantes ont été Kilwa du XII^e au XV^e siècle, Mogadiscio et Mombasa aux XIV^e et XV^e siècles. Les cités-États du monde malais apparaissent cependant bien avant le XIII^e siècle, de même que les villes de la côte est-africaine. On peut aussi penser, à l'intérieur des terres, aux villes des oasis qui s'échelonnent le long des routes de la soie dès le I^{er} millénaire, villes moins favorisées toutefois que les ports de l'océan, car toujours sous la menace des invasions nomades et limitées dans leur essor par le coût des transports caravaniers.

98. Les Portugais comparèrent cependant les quatre chefs de port syahbandar de la cité de Malacca aux consuls des villes marchandes européennes [Subrahmanyam, 2005, p. 59].

Spécialisées dans des formes spécifiques de production, un commerce à longue distance et des activités d'intermédiaires, les cités-États – ces « villes à l'État pur » comme les caractérise Braudel – montrent une indéniable efficacité, par l'alliance du pouvoir politique et d'un secteur privé (une caractéristique plus européenne qu'asiatique ou africaine, je l'ai déjà souligné), et parce que leur dynamisme attire capitaux et savoir-faire. Mais elles révèlent aussi une vulnérabilité évidente et constituent une proie tentante pour les macro-États. Elles ne sont toutefois jamais restées sans défenses, construisant des systèmes d'alliances (*cf.* par exemple les relations des cités swahilies avec des groupes de leur arrière-pays), et profitant au mieux des données géographiques (ainsi, Hormuz et les cités du détroit de Malacca). Certaines guildes elles-mêmes, et aussi des entrepreneurs privés, disposaient d'hommes en armes (*cf.* les grandes guildes indiennes du v^e au xiv^e siècle, les navires de la côte ouest de l'Inde au xiv^e siècle, les jonques chinoises à la même époque...). Sur les princes de ces cités impliqués dans le commerce, deux points de vue se sont opposés : étaient-ils des marchands préfigurant les entrepreneurs capitalistes ou agissaient-ils comme des prédateurs ? [*cf.* Morineau [1999, p. 116-144]. Ibn Battûta fournit de nombreux exemples de flottes possédées par des hommes d'État. Les situations décrites montrent bien les liens étroits maintenus entre pouvoir politique, commerce, et aussi piraterie, comme l'illustre le cas du sultan de Honavar, Jamal al-Dîn (xiv^e siècle).

L'AVÈNEMENT DU SYSTÈME-MONDE CAPITALISTE MODERNE ET LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

L'histoire de l'océan Indien jusqu'au xvi^e siècle montre ainsi l'intégration progressive de ses différentes régions dans un système-monde afro-eurasien, à travers l'existence de cycles économiques synchronisés avec les évolutions politiques, sociales, idéologiques, l'essor de l'urbanisation, la croissance générale du commerce et de la production, et le développement simultané de hiérarchies entre des cœurs, des semi-périphéries et des périphéries dans le cadre d'une division interrégionale du travail. Elle éclaire la période ultérieure, qui voit l'avènement du système-monde capitaliste moderne, et permet peut-être d'engager une réflexion sur les futurs possibles de ce système.

On peut évidemment discuter de la validité de la coupure introduite au début du xvi^e siècle. L'entrée des Portugais dans l'océan Indien, lors d'une phase ascendante d'un cycle, n'a pas représenté une rupture, mais seulement un bouleversement temporaire. Trop peu nombreux, les Portugais n'avaient pas les moyens de la politique maritime qu'ils prétendaient mener. Pour

la Chine, de plus, la coupure se situe plus tôt, en 1433, lorsque les Ming limitent le commerce avec les mers du Sud. Venant juste après la découverte de l'Amérique, l'entrée portugaise dans l'océan Indien est toutefois significative de nouvelles configurations systémiques.

L'histoire de l'océan Indien conduit à relativiser l'idée d'une invention européenne du capitalisme et à restituer à l'Asie et à l'Afrique leur « héritage volé » [Hobson, 2004 ; Goody, 2007]. Au-delà de l'Italie du XIII^e siècle mise en avant par Braudel, le capitalisme a sa source dans le système-monde afro-eurasien dont l'Europe n'est alors qu'une périphérie. Braudel [1979, t. 3, p. 44] ne partageait pas la « fascination » de Wallerstein pour le XVI^e siècle. Frank et Gills s'opposent à l'idée d'un changement qualitatif dans « le système monde » à cette période. C'est bien pourtant au XVI^e siècle que se produit l'émergence du capitalisme, qui devient un trait distinctif du nouveau système-monde constitué autour de l'Europe à partir de la fin du XV^e siècle. Cette émergence est favorisée par l'articulation d'un essor du capital marchand – qui permet des changements structurels, en connivence avec les États – et une révolution agraire pour une part engendrée par des logiques internes au féodalisme [Brenner, 1985 ; Norel, 2009]. Pour Arrighi, « la transition vraiment importante qu'il s'agit d'élucider n'est pas celle du féodalisme au capitalisme, mais le passage d'un pouvoir capitaliste diffus à un pouvoir capitaliste concentré » [1994, p. 11]. Suivant ici Braudel et Arrighi, Mielants [2007, p. 16 *sq.*] montre l'importance de la formation d'un « système inter-Cités-États » en Europe à partir du XII^e siècle (avec des interconnexions entre des villes politiquement autonomes) et l'intégration croissante de ce continent dans le système-monde afro-eurasien, qui favorise l'émergence progressive de pratiques capitalistes. La croissance interstitielle du capitalisme se retrouve dans d'autres régions du système-monde, à diverses périodes, mais ce n'est qu'en Europe que ce capitalisme a pu soumettre à sa logique les « États-pays » et devenir finalement un mode de production dominant⁹⁹. Sur ce phénomène, Arrighi [1994] avance trois grandes raisons complémentaires :

- la compétition des États centralisés, relativement faibles, pour un capital mobile permet à ce dernier de dicter ses conditions. Le système de relations instaurées entre cités-États et la philosophie même de ces cités devinrent un modèle pour les États-nations émergents (*cf.* aussi Mielants [2007, p. 43])¹⁰⁰,

99. Arrighi et Silver [2001, p. 267-268] notent que « le capitalisme historique comme système monde d'accumulation ne devint un 'mode de production' – en internalisant les coûts de production – qu'à son troisième stade (britannique) de développement ». On peut toutefois déjà relever cette internalisation, dans une certaine mesure, aux Pays-Bas au XVII^e siècle.

100. L'Asie, souligne Mielants [2007, p. 103, n. 36], ne montre pas la formation d'États-nations à partir de cités-États développant la notion de citoyenneté. En contraste avec l'Asie,

- la compétition militaire entre des États européens favorisa des avancées technologiques et organisationnelles qui induisirent la poussée expansionniste du système-monde moderne. Le contournement par l'Europe des « trois corridors centraux » (Asie centrale, golfe Persique, mer Rouge) du système-monde déboucha sur l'instauration de relations trans-atlantiques,

- l'exploitation des Amériques [or, argent, et terres arables¹⁰¹] et la traite des esclaves africains constituèrent le soubassement de l'essor capitaliste européen. Les États européens édifièrent sur les Amériques et une partie de l'Afrique¹⁰² ce que l'on peut considérer comme un nouveau système-monde¹⁰³, qui finit par englober l'ancien au XIX^e siècle, après la Révolution industrielle. Désormais, le système-monde est le monde, où l'Europe – et d'abord l'Angleterre – puis les États-Unis s'imposent finalement comme centres dominants.

En outre, la Révolution industrielle a été précédée et accompagnée, je l'ai souligné, par une révolution agricole marquée par des innovations techniques et des changements d'ordre juridique, avec un mouvement d'enclosure (initié au XV^e siècle) et une modification des « Lois sur le blé » en Angleterre (1846), révolution pour une part engendrée par l'essor des échanges à longue distance, sur lesquels ce pays va justement exercer sa maîtrise à une période d'intégration croissante de l'Europe dans le système-monde afro-eurasien [Norel, 2009]. La majorité de la petite paysannerie anglaise disparut, réduite au salariat agricole ou à un exode vers les villes.

Certains auteurs comme Lacoste ont avancé l'idée que le système féodal développé en Europe – et au Japon –, en écartant les marchands et banquiers du pouvoir, avait induit « l'individualisation de la bourgeoisie » comme une classe révolutionnaire, lui donnant ainsi « son rôle essentiel dans l'évolution économique et sociale¹⁰⁴ ». La prise du pouvoir par la bourgeoisie a

les cités-États européennes bénéficient de la double absence d'un empire puissant et de raids nomades [*ibid.*, p. 159].

101. Viendront plus tard le pillage des ressources et l'exploitation de l'Asie.

102. À partir du XVI^e siècle, l'Afrique intérieure se trouve en position de charnière entre les deux systèmes-mondes existants [*cf.* Coquery-Vidrovitch 1999, p. 190]. En Asie également, pour arriver à leurs fins, les Européens ont recours à la violence dans le cadre de pratiques impérialistes.

103. Versus Frank et Gills [2000, p. 7]. Ce débat rejoint la question de savoir si les États européens du XVI^e siècle sont qualitativement différents des autres États et si la logique du système change avec l'émergence de l'Europe moderne. On peut penser que les Pays-Bas au XVII^e siècle avant l'Angleterre, représentent en fait le premier exemple d'État-nation capitaliste au sein d'un cœur [Arrighi et Silver, 2001, p. 265]. Les Compagnies des Indes, aux XVII^e et XVIII^e siècles, illustrent bien l'association de l'État et du capitalisme.

104. Lacoste [1982, p. 269]. Pour Lacoste (comme pour Marx), c'est le caractère unique du système féodal européen qui explique la constitution d'une bourgeoisie révolutionnaire, le triomphe de son idéologie et l'avènement du capitalisme comme mode de production dominant. Il

ouvert la voie à la Révolution industrielle, à une période où les conditions permettant des innovations techniques majeures se trouvaient réunies en Europe. Pour séduisante qu'elle puisse paraître, cette vision lacostienne est toutefois dangereusement réductrice. Elle ignore ou sous-estime les changements intervenus en Europe aux XII^e et XIII^e siècles (apports techniques venus d'Asie et d'Égypte, découverte des philosophes de la raison grecs et arabes, changements légaux et institutionnels, essor des corporations, naissance des universités, protection accordée à la propriété privée¹⁰⁵) puis lors de la Renaissance. Les idées de base et les innovations institutionnelles des cités-États grecques et latines sont redécouvertes par l'Europe à partir du XIII^e siècle. En 1787, certains fédéralistes américains se réfèrent « au Conseil Amphictyonique grec et à des fédérations hellénistiques » [Hansen, 2000b, p. 112]. Les Pays-Bas après 1579 représentent un exemple plus récent de fédération. « Le républicanisme et le fédéralisme sont des aspects majeurs de l'État moderne qui ont leurs racines dans les cultures de cités-États. Avant la fin du XVIII^e siècle, on ne les trouvait pratiquement que dans [ces cités] » [*op. cit.*, p. 616].

On s'est souvent demandé pourquoi la Chine ou un autre pays n'ont pu suivre le même chemin. L'avantage de l'argent et de l'or américains accaparés par l'Europe – qui permit à ce continent de compenser le déficit de sa balance commerciale avec l'Asie¹⁰⁶ – n'explique pas tout. Le fait que, contrairement à l'Europe, la structure de la production chinoise, textile par exemple, soit demeurée largement rurale jusqu'au XVIII^e siècle, a sans doute joué un rôle dans la non-émergence d'un système capitaliste, de même que la relative faiblesse du salariat [Norel, 2009]. Le manque de terres disponibles a encore défavorisé la Chine, en empêchant par exemple l'essor de la culture et de l'industrie cotonnières [Pomeranz, 2000]. Pour l'Europe, au contraire, Pomeranz [2000] met en évidence l'importance des terres des Amériques : leur exploitation lève la contrainte d'une quantité limitée de terres et dynamise la production industrielle européenne (exportation américaine de coton brut...). D'Amérique viennent en outre des plantes nouvelles, comme la pomme de terre, et du guano, qui permettent à l'Europe de rendre ses propres terres plus productives. En Inde, divers facteurs dans

est toutefois difficile de suivre Lacoste lorsqu'il écrit que « dans un pays sans structures féodales, les marchands ne se sont pas constitués en bourgeoisie » mais étaient intégrés à l'aristocratie dirigeante [*op. cit.*, p. 267, 270, 273] (*cf. supra*). En outre, la vision adoptée par Lacoste (pour se conformer au « mode de production asiatique » de Marx) d'une non-appropriation privée des terres en Asie est évidemment inexacte (pour la Chine tang, song et ming, Gernet [1999, p. 230, 275-278, 360]).

105. North [1981]. Le manque d'institutions garantissant le capital des marchands en Asie a été en revanche souligné par de nombreux auteurs [Subrahmanyam, 1990, p. 12].

106. Cet apport de métaux précieux représenta un facteur de croissance pour la production et le commerce dans l'espace afro-eurasien.

l'organisation de la production ont aussi freiné l'essor du marché intérieur, limitant investissement du capital et innovation [*ibid.*, p. 176]. La situation d'une force de travail bon marché et parfois non-libre n'y favorisait pas une intensification de la production [*ibid.*, p. 213]¹⁰⁷.

Au XVIII^e siècle, une partie de l'Asie se trouve dans une phase de repli relatif¹⁰⁸, la croissance démographique ayant engendré des contraintes économiques, sociales et environnementales ; l'abondance de la main-d'œuvre et la rareté du capital y freinent l'investissement et l'innovation technologique. La situation en Europe est à l'inverse marquée par l'existence d'une main-d'œuvre rare et coûteuse, et celle d'un important capital disponible pour l'investissement [Frank, 1998, p. 301 *sq.*]. La situation financière, avec l'établissement de taux d'intérêt bas après la création de la Banque d'Angleterre, favorisa la production et l'innovation. Pomeranz [2000, p. 65] souligne par ailleurs que la localisation et les caractéristiques des mines de charbon – hasards de la géographie – ont avantagé l'Angleterre, contrairement à la Chine. L'Angleterre pouvait en outre appuyer l'extension de ses marchés sur sa puissance navale [Pomeranz, dans ce volume].

De plus, c'est sans doute paradoxalement la taille et la puissance des États asiatiques qui a empêché un progrès décisif de l'industrialisation, en limitant l'initiative et l'accumulation capitalistes. J'ai déjà souligné que les marchands des cités-États asiatiques, au contraire de ce qu'on observe en Europe, n'ont pas été en mesure d'imposer leur idéologie aux États-pays. Il est significatif qu'au moment où les marchands en Europe

107. Palat et Wallerstein notent également pour l'Inde du Sud l'importance d'une production artisanale rurale qu'ils relient à des caractères propres aux sociétés fondées sur une riziculture intensive [1999, p. 21-41].

108. Cf. Frank [1998, p. 267 *sq.*] pour l'Inde, et Pomeranz et Topik [1999, p. 6-7] pour l'Indonésie. En revanche Goldstone estime que la Chine qing connaît une croissance de la productivité de la terre et du travail en agriculture [2002, p. 350], et Pomeranz [2000, p. 29, 39, 141] souligne le haut niveau de la consommation en Chine au XVIII^e siècle (cf. aussi Hobson [2004, p. 72]. D'autres auteurs remettent aujourd'hui en cause l'idée d'un déclin asiatique (ainsi pour l'empire ottoman ou l'Inde) [Pearson, 2003, p. 119]. La Chine connaît cependant une détérioration de sa situation économique et politique à la fin du XVIII^e siècle [Goldstone, 2002, p. 352]. De nombreux historiens placent une phase de repli global au XVII^e siècle ; la population de l'Ancien Monde connaît un tassement entre 1600 et 1650, et un refroidissement connu sous le nom de Petit âge glaciaire survient entre 1640 et 1705. De plus, « le métal blanc d'Amérique cesse de parvenir en Espagne de façon massive dans les années 1640-1650 » [Braudel, 1946, p. 20]. La prospérité revient au XVIII^e siècle en Europe en partie grâce à l'or du Minas Gerais. Pour Frank, l'Europe profita (seulement) de l'affaiblissement des cœurs asiatiques pour se hisser en position dominante, ce qui fait écrire ironiquement à Wallerstein [1999] que Frank « prouve le miracle européen ». Dans la perspective d'un seul système-monde au XVIII^e siècle, qui est celle de Frank, il est permis de se demander pourquoi la phase de repli qu'il décrit entraîne une « récession générale » en Asie et une croissance spectaculaire en Europe (j'ai indiqué en outre qu'il n'y a pas de signe de repli en Chine avant la fin du XVIII^e siècle). Il me paraît ici nécessaire d'envisager la compétition de deux systèmes-mondes, l'ancien système afro-eurasien, et le nouveau, centré sur l'Europe (et/puis l'Amérique du Nord).

exercer une influence croissante sur les États-nations émergents, en Chine, l'État ming défavorise le négoce privé à longue distance [Mielants, 2007, p. 69]. Si les avancées du capitalisme en Asie n'ont pas débouché sur une Révolution industrielle, ce n'est pas nécessairement à cause d'une évolution insuffisante des techniques, mais parce que les hommes ayant la capacité d'innover n'y ont pas constitué une force de changement suffisante. L'Asie n'a pas connu de Révolution industrielle, mais n'a pas connu non plus de Révolution idéologique et sociale comme l'Angleterre, les États-Unis et la France au XVIII^e siècle¹⁰⁹. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen adoptée par l'Assemblée constituante en 1789 « marque en un sens le triomphe de l'Individu¹¹⁰ ». Bien avant, en Angleterre, un « Acte déclarant les droits et libertés du sujet » avait été promulgué en 1689 (*Bill of Rights*), établissant la prééminence du Parlement, peu avant la création de la Banque d'Angleterre en 1694. La Révolution industrielle est aussi précédée et accompagnée en Europe par une Révolution Scientifique où se fait jour l'idée d'une approche expérimentale de la science. Celle-ci n'a cependant joué pratiquement aucun rôle dans les innovations techniques de la Révolution industrielle du XVIII^e siècle¹¹¹. On ne saurait en outre créditer l'Europe seule de ces développements [Goody, 1999, p. 7 ; Christian, 2000, p. 25] : l'Europe de la Renaissance puis des Lumières a bénéficié de transferts d'idées et de techniques venues en particulier de la Chine¹¹². Il n'y a pas de lien nécessaire et direct entre l'émergence d'une science moderne et celle du capitalisme en Europe, mais les deux émergences sont

109. L'idée qu'une éducation de masse représente une base structurelle pour l'innovation technologique ne s'impose cependant qu'au XX^e siècle.

110. Dumont [1983, p. 102]. Au-delà, cf. les « Bills of Rights adoptés dans certains des États [américains], et particulièrement celui de Virginie de 1776 » (*ibid.*).

111. McClellan III et Dorn [1999, p. 292]. Goldstone [2002, p. 370] note toutefois l'expansion en Angleterre – mais pas sur le continent – d'une culture de l'investigation scientifique fondée sur des dispositifs mécaniques entre 1650 et 1750. « L'exploitation systématique du savoir scientifique et son application dans le domaine de la production » représentent en revanche une caractéristique de la Révolution industrielle à partir des années 1830 [*ibid.*, p. 356]. L'amélioration d'une machine à vapeur dans les années 1770 est considérée à juste titre comme une étape essentielle. Le développement généralisé des machines à vapeur pour les manufactures et les transports ne se fera cependant qu'au XIX^e siècle et Goldstone situe dans les années 1830 le véritable essor de la Révolution industrielle.

112. De nouveaux apports chinois arrivent en Europe par le biais des Jésuites, présents en Chine aux XVII^e et XVIII^e siècles. Des techniques comme le semoir multiple, la charrue « Rotherham », le tarare rotatif, le fourneau dit « Bessemer » – connus en Chine avant l'ère chrétienne –, le métier à filer, l'idée d'un pouvoir de la raison, celle d'un ordre naturel des choses et de l'importance du « laissez-faire » (*wu-wei*) vont jouer un rôle crucial dans l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècles [Hobson, 2004, p. 194 *sq.*]. Citton [2006] souligne également le rôle du néoconfucianisme chinois dans « la formation de la notion d'ordre économique immanent et de gouvernementalité libérale » et dans l'idée d'une « Science » source de toute vérité et de sagesse. Sur l'importance des idées venues de l'Orient, cf. aussi Clarke [1997], Goody [2007] et Norel [2009].

liées à la liberté que les cités-États (Italie, Europe du Nord) puis les États européens accordent à l'individu, liberté d'entreprendre, de réaliser des profits, mais aussi liberté de réflexion et d'expérimentation, liberté assumée par rapport aux pouvoirs politiques et religieux¹¹³. Économie marchande et individualisme sont bien « les deux faces d'une même réalité » [Aglietta et Orléan, 2002, p. 49, 89].

Parallèlement aux avancées scientifiques et techniques, la nouveauté que porte l'Europe est celle d'une certaine vision de l'histoire ; une idéologie du progrès s'est constituée, soutenue par des philosophes comme Descartes et Condorcet [Hansen, 2000b]. L'Europe de la Révolution industrielle est animée par l'idée – étrangère à la pensée chinoise jusqu'au XIX^e siècle – que le progrès humain est linéaire et illimité. L'expansion européenne est aussi inspirée – autre différence avec la Chine – par une idéologie impérialiste qui constitue une stratégie essentielle du capitalisme (on le constate dès le XIII^e siècle à Venise, puis au XV^e siècle avec l'essor ibérique) et devient un « devoir moral » aux XVIII^e et XIX^e siècles [Hobson, 2004, p. 308].

Il serait cependant inexact de considérer que l'Asie orientale, notamment, n'a pas évolué après le XVI^e siècle. Sugihara [2003] parle de « révolution industrielle » pour la voie de développement empruntée par cette région ; elle se caractérise par une croissance importante de la productivité agricole (au Japon surtout) et l'essor d'industries – plutôt rurales, nous l'avons vu – intensives en travail et économes en ressources (au contraire de la voie européenne). Grâce à cette « révolution industrielle » adaptée aux conditions locales des facteurs de production, la part de l'Asie orientale dans le Produit National Brut mondial progresse jusqu'en 1820, avant de diminuer de 1820 à 1945. Les deux voies de développement fusionnent au Japon, puis en Chine littorale à compter de 1945, fusion qui conduit au « miracle est-asiatique » de la période récente [Pomeranz, 2001, p. 324 *sq.*].

L'essor de l'individualisme qui accompagne l'émergence du capitalisme et du rapport marchand marque en un sens le triomphe de « l'économie des choses » sur « l'économie des personnes¹¹⁴ », du court terme sur le

113. J'ai noté l'émergence d'une pensée rationnelle en Grèce antique dans le cadre de cités-États ayant développé des institutions démocratiques. Comme dans ces cités, une certaine liberté d'entreprise et de pensée prévalait dans la Chine song, avec des limites différentes (le poids des menaces extérieures a cependant constitué dans les deux cas un facteur inhibant de développement). Les espaces de liberté sont restreints, dans la Chine des Ming, par le pouvoir étatique, appuyé sur une pensée néoconfucéenne, dans le monde musulman, par le pouvoir religieux (même si on peut observer des cités-États où l'islam est dominant en Afrique de l'Est, en Asie du Sud-Est, en Inde et en Iran).

114. Breton [2002], Dumont [1983, p. 253], Aglietta et Orléan [2002, p. 49 *sq.*]. « Ce sont nos sociétés d'Occident qui ont fait de l'homme un 'animal économique' » notait aussi Mauss [1983, p. 271].

long terme¹¹⁵. La primauté accordée aux relations des hommes aux objets dans le rapport marchand aboutit à un isolement des individus¹¹⁶, et à un oubli des intérêts sociaux les plus vitaux¹¹⁷, qui conduit – avec d'autres facteurs – aux désastres écologiques et humains qui se profilent à un horizon pas très lointain. Depuis son avènement, le système-monde capitaliste a poursuivi son essor (les crises de la première moitié du xx^e siècle et des années 1970 n'ont représenté que des phases de repli relatives). La croissance économique du système, l'intégration de ses différentes parties, se sont accélérées après la Seconde Guerre mondiale. Ce système se trouve aujourd'hui à la fin d'une phase d'expansion financière qui semble accompagner une transition hégémonique des USA vers la Chine [Arrighi, 2007]. Toutefois, la transition hégémonique vers la Chine demeure pleine d'incertitudes¹¹⁸. Les contraintes démographiques et écologiques, qui ne sont plus seulement locales ou régionales mais elles aussi globales, pourraient dans un futur proche marquer les limites de la croissance de ce système, dans sa phase actuelle, voire même au niveau de son histoire générale, à moins de nouvelles avancées technologiques ou d'adaptations (y compris idéologiques) à ces contraintes. En 1970 déjà, une étude mettait en lumière l'existence de limites évidentes à la croissance, du fait de l'épuisement de certaines ressources (les énergies fossiles notamment), des limites des terres et de l'eau douce disponibles, mais aussi de la pollution générée par la croissance [Meadows *et al.*, 1972]. Le rapport, qui soulignait la probabilité d'un effondrement brutal de l'écosystème mondial, proposait de passer d'un État de croissance à un État d'équilibre, en sachant que plus longtemps on attendra pour rompre avec une croissance non maîtrisée et destructrice de l'environnement, plus faibles seront les chances de parvenir à cet équilibre. Ces prévisions commencent aujourd'hui à se vérifier. D'ici

115. Bloch et Parry montrent l'existence dans les sociétés prémodernes de deux sphères monétaires à la fois séparées et articulées ; l'une, vouée au court terme, est celle des activités individuelles, de l'échange marchand et du profit ; l'autre, située dans le long terme, est intimement liée à la communauté et à l'idée de sa reproduction. Dans l'idéologie capitaliste triomphante, cette dernière sphère s'efface : « les valeurs de l'ordre du court terme se sont élaborées en une théorie de la reproduction à long terme » [1986, p. 29].

116. Aglietta et Orléan [2002, p. 38]. Le rapport marchand, dit également Polanyi, laisse l'individu « dépouillé de la couverture protectrice des institutions culturelles ». S'il est vrai que l'échange de produits de luxe a toujours été producteur de hiérarchie et donc de séparation, le rapport de l'individu aux choses dans le monde capitaliste représente un phénomène nouveau par le cadre où il s'instaure. Toutefois, le rapport marchand en lui-même ne constitue pas une nouveauté de la Révolution industrielle (*cf. supra*). Aristote percevait déjà que « la circulation marchande véhicule une subversion insidieuse des valeurs de la cité » [Latouche, 2005, p. 59].

117. Polanyi [1983], Aglietta et Orléan [2002, p. 53].

118. Curieusement, dans leur évocation de scénarios possibles de passage à un cycle d'accumulation « est-asiatique », Arrighi et Silver [2001, p. 269 *sq.*] ne prennent pas en compte les phénomènes nouveaux que représentent la raréfaction des énergies non renouvelables et de certaines matières premières, et la crise écologique globale aujourd'hui amorcée.

vingt ans, une récession économique sans précédent pourrait résulter du réchauffement climatique en cours¹¹⁹. « La période 2000-2050 sera [donc] chaotique [...]. Le système entre dans une période [...] de transition vers quelque chose d'autre » [Wallerstein, 2002, p. 22]. La question se pose évidemment de savoir aujourd'hui « si la décroissance se déroulera dans le totalitarisme et la barbarie, ou si cette décroissance sera [...] maîtrisée dans un cadre humaniste et démocratique¹²⁰ », mettant en œuvre un nouveau modèle socioéconomique.

119. Cf. Stern, *Le Monde*, 31/10/06, et le rapport 2008 de l'OCDE, Gurria (dir.).

120. Latouche, *Journal La Décroissance*, 2004, 2.



De la comparabilité des civilisations eurasiennes

*Jack Goody*¹

Pour ce qui concerne le « développement à l'échelle globale », j'ai connu mon chemin de Damas en réalisant que l'Afrique noire, qui avait été mon terrain d'étude, n'avait jamais connu la « civilisation » au sens que Childe [1942] donne à ce mot (c'est-à-dire non seulement la culture urbaine mais aussi celle de la charrue, de la roue et de l'écriture) tandis que l'Asie et finalement l'Europe en avaient bien fait l'expérience au cours de ce qu'il est convenu d'appeler la révolution de l'âge du Bronze. L'Afrique noire était restée résolument bloquée à l'époque néolithique, avec une agriculture fondée sur la houe et une faible différenciation économique. Il m'apparaissait étonnant que les chercheurs n'aient pas tenté de relier cette différence fondamentale concernant les modes de subsistance à d'autres caractéristiques socio-économiques. J'étais à l'époque très concerné par les questions familiales et la parenté. Or il existait une différence fondamentale relative aux transactions matrimoniales. L'Afrique noire se caractérisait en effet par l'institution du « prix de la fiancée » qui, dans son essence, constitue un transfert égalitaire de richesse de la famille de la future épouse à celle du fiancé dans la mesure où il s'intègre dans une circulation générale de richesse ayant des femmes comme contrepartie. Bien qu'elle soit souvent vue dans une opposition en miroir, la dot représente un transfert de propriété en direction, non pas du jeune marié (sauf par accident) mais de la future épouse elle-même ; autrement dit c'est une part de la richesse parentale que son père et sa mère lui transmettent au moment du mariage, en partie pour lui permettre de réaliser une union convenable, en partie pour qu'elle puisse subvenir à ses besoins après le mariage. Mais cette dot reste à elle,

1. Traduction française par Philippe Norel.



que ce soit en situation de veuvage ou lors d'un divorce qui n'engagerait pas sa responsabilité, sauf dans des circonstances marginales.

Dans la mesure où la dot est une partie de la richesse des parents, sa transmission sert à maintenir les différences de classes et à favoriser le mariage à l'intérieur du même groupe (endogamie), tandis que le « prix de la fiancée » poussait à un mouvement vers l'extérieur (exogamie). Il en est résulté une différence fondamentale concernant la stratification sociale, la première stratégie contribuant à maintenir les inégalités, telles qu'on peut les rencontrer inévitablement dans une économie plus complexe fondée sur un grand nombre d'activités, urbaines comme rurales. La dot peut être analysée, et c'est du reste ce que font certains auteurs, comme une avance faite à la femme sur sa part d'héritage, entraînant une installation durable de cette dernière dans une situation économique appropriée aux yeux de sa famille. C'est là un aspect de « l'endogamie de classe ». On peut en dire autant, par exemple, du mariage proche avec la fille du frère de son père dans les pays arabes, du mariage rapproché autorisé en Israël et du cas extrême des unions entre frère et sœur en Égypte, toutes pratiques qui cherchaient, pour partie au moins, à réserver le mariage au sein de la parenté et à s'assurer que la propriété ne sortirait pas de la famille, comme cela apparaît très clairement dans l'histoire biblique des filles de Zelophehad qui devaient se marier au sein de leur tribu si elles voulaient hériter de leurs parents.

Sur cette forme de transaction matrimoniale, l'Europe et l'Asie sont à l'unisson et il n'y eut jamais d'exception asiatique, contrairement à ce que des auteurs du XIX^e siècle, vivant sur les acquis de la Révolution industrielle, ont pu postuler. Il n'y en eut pas davantage dans les systèmes de filiation qui se retrouvèrent, à quelques modifications près, sur l'ensemble du continent, même s'ils tendirent sans doute à disparaître avec l'industrialisation (comme tous les systèmes étendus). Certes, les systèmes matrilineaires ont été rencontrés dans toutes les formes d'économie, comme Aberle l'a bien montré. Mais ce n'est pas le cas de la dot qui n'est observable que dans des sociétés de classes, lesquelles n'apparurent que durant l'âge du Bronze.

Le fait que l'Europe et l'Asie étaient semblables, à la fois quant aux stratifications et aux transactions liées à la dot, n'a jamais été mis en doute. Il n'y avait donc aucune raison d'adopter le point de vue de Malthus (et de ses nombreux épigones) selon lequel l'Asie était fondamentalement différente de l'Europe pour ce qui concerne la démographie. Cette dernière utiliserait une contrainte morale à travers le mariage tardif et repousserait ainsi les naissances tandis que l'Asie aurait pratiqué un mariage plus précoce conduisant plus rapidement à des naissances et aurait ainsi abandonné tout contrôle sur la taille de la famille. Telle était en substance la vision commune aux Européens et aux Européanistes qui, comme Malthus l'avait

fait, reliaient ces différences à l'émergence de notre « modernité » (ou de notre « capitalisme ») et à l'arriération de l'Orient. Plus précisément, ces thèses supposaient que, sur la base d'un héritage commun affectant pareillement l'Est et l'Ouest à partir de l'âge du Bronze moyen-oriental, c'est-à-dire ce que Childe a nommé la révolution urbaine productrice de la culture des villes, soit la « civilisation » dans sa terminologie, il se produisit une bifurcation qui sépara un espace, l'Est, marqué par la stagnation dans une civilisation agricole, d'un autre espace marqué par une croissance dynamique menant au capitalisme. Ou, pour le dire en termes marxistes, l'un connut un mode de production asiatique et un État bureaucratique (l'exception asiatique) tandis que l'autre évoluait d'une phase antique (fondée sur l'esclavage) au féodalisme, puis au capitalisme.

Mais cette opposition était erronée, en tout cas pour ce qui concerne les questions de reproduction. Lee et Feng [1999] ont ainsi bien montré que, s'ils se mariaient plus tôt, les Chinois connaissaient une fertilité plus faible que celle des Européens, pratiquant eux aussi une sorte de contrainte morale d'une nature « presque protestante », mais pendant le mariage et non pas avant, s'appuyant en particulier sur une interdiction des relations sexuelles après l'accouchement. En conséquence ils ne se multipliaient pas à un rythme plus rapide que les Européens, ruinant ainsi l'argument de Malthus. Et ruinant du même coup les arguments de la plupart des historiens ultérieurs de la démographie qui acceptèrent l'idée que l'Est procréait sans en envisager les conséquences. Cette notion a donc été dénoncée comme largement fautive par Lee et Feng.

Tout ceci ne vise pas à dire qu'il n'existait aucune différence entre l'Europe et l'Asie. Mais si le mariage fut précoce ici, plus tardif là, ce n'est pas une raison pour rapporter l'émergence du capitalisme à une région plutôt qu'à une autre. On ne trouvera nulle raison non plus dans le raffinement très répandu de la thèse qui a été au cœur d'une grande partie de la recherche récente sur le modèle européen du mariage. Ce dernier tient compte, bien sûr, du mariage tardif pour les hommes et les femmes, mais aussi d'un nombre substantiel de gens qui ne se marient jamais, comme de l'institution connexe des services prodigués dans des foyers extérieurs. Ce modèle est supposé avoir concerné une aire allant de Moscou à Trieste, connue sous le nom de ligne de Hajnal, et qui incluait le nord de l'Europe, en particulier la Hollande et la Grande-Bretagne, mais laissait de côté l'Italie du nord où pourtant eurent lieu la Renaissance et le redémarrage de l'Europe. Autrement dit, les facteurs démographiques ne semblent pas avoir eu de pertinence pour ce qui est de la « naissance » du capitalisme.

Mais revenons à l'Orient et à l'Occident. L'argument de la bifurcation n'a jamais été vraiment approfondi. Bien au contraire, les sinologues ont toujours observé un État d'une grande complexité et fortement organisé,

lequel développa ses institutions éducatives et sa poursuite de la connaissance en s'appuyant sur des matériaux littéraires (en dépit ou avec l'aide de l'écriture idéographique critiquée par Lénine). Il connut un système productif doté d'une mécanisation et d'une production de masse précoces, pour devenir finalement l'atelier exportateur du monde. Dans l'analyse de grande envergure qu'en propose Braudel, la voie du capitalisme mercantile est clairement reconnue, même si cet auteur défend l'idée que ce dernier n'a pas toujours produit la forme financière qui devait avoir pour résultat la modernisation de l'Occident. Sa thèse quant au développement du capitalisme est donc fondée sur les idées « européenistes » formulées dans la conjoncture propre au XIX^e siècle et invoquant la supériorité des instruments alors développés. Et il est certain qu'à partir de son exploitation des métaux ferreux, du charbon et de la puissance de ses machines, l'Occident était apte à ravir à la Chine et à l'Orient ce rôle de principal exportateur. Mais cette prééminence de l'époque ne prouvait en rien la thèse d'une Europe ayant fait la course en tête depuis une période plus ancienne. Les réussites de la Grèce et de Rome furent très importantes et connurent certainement leur heure de gloire lorsqu'elles furent ressuscitées au cours de la Renaissance italienne. Les œuvres littéraires produites par ces civilisations furent remarquables. Mais il en est de même des réussites de la période confucéenne en Chine. Les deux se trouvaient liées à une prospérité économique et à une exportation à longue distance et sur une large échelle. Et c'est bien avec le féodalisme, pourtant considéré par Marx et bien d'autres comme une étape avancée sur la voie du capitalisme, que nous connaissons, en Occident, un profond retour en arrière.

Le problème fondamental, avec les thèses des « Européanistes », tient à ce qu'elles prennent l'état du monde au XIX^e siècle et le projettent à la fois vers le passé et vers le futur. Plus précisément, elles s'emparent d'une domination européenne, historiquement correcte pour cette époque, et présument que celle-ci représenta une donnée pour toutes les périodes antérieures. Ce qui n'est certainement pas le cas. Comme bien des sinologues l'ont montré, la Chine fut longtemps la plus grande puissance maritime, l'économie la plus exportatrice, au moins jusqu'au XVIII^e siècle. Et pour ce qui est de la connaissance et de ses institutions au sein de la société, la Chine élaborait un système de sélection pour les fonctions étatiques à la fois sophistiqué et fondé sur le mérite, bien avant que l'Europe n'adopte des procédures aussi égalitaristes. L'accumulation de connaissances ainsi permise dans ce pays fut bien plus rapide et systématique que celle obtenue par l'Occident, sauf durant la période de la Grèce classique. La période postclassique connut en revanche une « régression catastrophique » due à la montée du christianisme qui, comme toutes les religions issues d'Abraham, s'efforça de limiter l'accumulation des connaissances relatives à tout ce qui n'était

pas la transcendance et soumit l'univers à un contrôle divin étroit. Si bien que le retour à l'Antiquité propre à la Renaissance eut l'énorme avantage de libérer la connaissance de la contrainte religieuse.

La thèse européeniste est donc partie prenante de l'idée que le monde moderne a évolué à partir de l'Antiquité, passant au féodalisme puis au capitalisme, chemin de développement qui n'était pas accessible à l'Orient. J'ai montré qu'il s'agit là d'une vision totalement erronée de l'Asie. Il faut considérer au contraire que les deux parties du continent sont entrées dans la culture de l'âge du Bronze, sur la base du Moyen-Orient ancien, à peu près en même temps, soit à partir de 3000 av. J.-C., date marquant le début de « la civilisation eurasienne ». Le développement fut ensuite semblable entre l'Est et l'Ouest et donna naissance à des cultures écrites au Proche-orient, en Inde, en Chine, en Grèce puis à Rome. Et aucune de ces sociétés n'emprunta alors de route privilégiée pour atteindre la « modernité », encore moins le « capitalisme ». Elles connurent à partir de là un développement à peu près parallèle mais certainement pas une divergence entre deux modes, l'un asiatique, l'autre européen, plutôt, comme l'a suggéré Wolf [1982] selon un « mode tributaire » qui a éventuellement été un peu plus autoritaire et centralisé à l'Est. Autrement dit il n'existe aucune justification pour affirmer une phase distincte appelée Antiquité, laquelle aurait été réservée à l'Occident, comme du reste le féodalisme. Bien sûr, les développements ont été différents, hier comme aujourd'hui, mais pas au point, implicite dans bien des schèmes évolutionnistes et la pensée commune, de considérer que seul l'Occident pouvait se moderniser et que les autres ne pouvaient le faire que par diffusion à partir d'un centre plus avancé. Et nous ne pensons pas ici seulement aux schémas proposés par Marx mais à ceux d'un cercle beaucoup plus large, incorporés dans une vision historique de l'Ouest qui rend les autres structurellement incapables (à cause de leur « mentalité » ?) de réaliser le bond en avant indispensable, de conquérir le monde, physiquement, économiquement et culturellement.

Le monde moderne pourtant n'a jamais été simplement une question de diffusion ou d'exportation du « capitalisme ». Le Japon, par exemple, n'a pas simplement accepté ce que les Américains et les Européens lui avaient apporté. Du point de vue occidental, il est vrai qu'ils semblèrent d'abord tout juste capables de produire des jouets en métal bon marché, moins chers qu'ailleurs du fait d'une main-d'œuvre mal payée. Mais cette impression ne pouvait persister sur le long terme. Car le pays fut aussi capable de produire des bateaux de guerre robustes, aptes à permettre la victoire sur les Russes, tout comme des appareils photo bien conçus et qui conquièrent le monde entier : ces réussites ne furent pas seulement dues à un processus d'imitation mais résultèrent aussi de la capitalisation d'une longue tradition de manufactures locales et de connaissances. L'essentiel

de l'histoire des sociétés a ainsi fait du Japon une exception dans le processus d'accès à la modernité. Si les Japonais ont pu s'y engager, ce serait en raison de leur mentalité, de leur structure sociale (un système bilatéral de parenté), de leur histoire (l'existence d'un féodalisme, contrairement à la Chine), toutes qualités qui leur permirent de prendre une direction distincte de tout le reste de l'Asie.

Si cette approche a paru rendre compte de l'avancée remarquable réalisée par le Japon, elle se révéla rapidement incorrecte. En premier lieu, les pays de l'Asie du Sud-Est (les « tigres » et notamment la Malaisie et la Corée du Sud) ont contribué de façon originale et particulièrement forte à la modernisation, en opposition à la théorie qui isolait le Japon. Ensuite, ce sont les géants de l'Asie qui ont commencé à montrer leur force, la Chine dans les produits manufacturés et la production intellectuelle, dans la technologie spatiale comme dans les événements internationaux, l'Inde dans l'enseignement universitaire et les technologies de l'information. En théorie, ces nations avaient été exclues du processus de modernisation puisque seul le Japon (à cause du « féodalisme ») était considéré comme étant bien dans la voie du développement du capitalisme. Maintenant que tous ces autres pays ont rejoint la dynamique de la « modernité », ce sont tous les arguments qui prenaient le Japon pour une branche orientale de l'Europe, toutes les nombreuses analyses qui mettaient l'accent sur sa différence avec la Chine et l'Inde, qui sont discréditées. De fait, beaucoup d'éléments de cette discussion sur les « essences » sont apparus déplacés. Les principaux pays de l'Orient se ressemblaient beaucoup plus que ces théories ne voulaient l'admettre, et ressemblaient aussi beaucoup plus aux pays européens pour ce qui concerne les lignes générales de leur développement.

Tous ces événements successifs, la croissance de l'industrie chinoise, la réaffirmation de la position ancienne de la Chine en tant que grande puissance exportatrice, ses récentes aventures spatiales ou la production d'une voiture électrique (avec tout l'effort commercial que cette réussite implique), tous ces faits devraient nous amener à repenser, non seulement la place de la Chine dans la société contemporaine, mais aussi sa place dans l'Histoire globale, laquelle l'a conduite à cette position présente. Comment se peut-il que l'Occident se soit ainsi trompé à ce point ? Il est certain que le récit traditionnel était des plus convaincants et pouvait emporter l'assentiment aux XIX^e et XX^e siècles. Il charriait avec lui cette notion d'une Europe qui, seule, était retournée aux réussites de l'Antiquité, de la Grèce et de Rome, pour ouvrir la voie à un féodalisme, puis à une Renaissance exclusifs, Renaissance qui vit – au moins en partie – une réincarnation de cette Antiquité sous la forme d'une nouvelle formation sociale, celle du « capitalisme ». Or, comme Braudel l'a reconnu, ce capitalisme était

beaucoup plus largement répandu. Des « germes de capitalisme » ont été découverts en Chine, même par les auteurs marxistes, si bien que rien d'unique ne caractérise finalement l'Europe, sauf peut-être le « capitalisme financier » pour reprendre les termes de Braudel. Comme je l'ai montré par ailleurs [Goody, 2007 ; 2009] il n'y eut rien d'absolument unique, ni dans la trajectoire qui va de l'Antiquité au féodalisme, ni dans le concept de Renaissance. Il ne s'agit là que d'événements survenant à partir d'une histoire commune, celle du développement de la « civilisation » depuis l'âge du Bronze jusqu'à aujourd'hui. Depuis cette époque, chaque fois qu'une société a obtenu un avantage sur les autres, cela nous a fourni une référence d'évaluation des niveaux et un critère de périodisation. Mais une telle avance ne constituait qu'une conjoncture très éphémère dans la mesure où l'on a observé de constants changements dans l'identité des sociétés qui occupent cette position, l'une après l'autre émergeant tour à tour comme dominantes.

Un des principaux éléments qui ont contribué, à mes yeux, à la prééminence de l'Europe depuis la Renaissance, réside dans la fin de l'alternance « interne » entre la domination d'une vision transcendante du monde et celle d'une perspective plus séculière qui encourage une approche scientifique. J'ai développé ailleurs l'idée que l'islam et l'hindouisme ont toujours connu une alternance interne entre les deux. Et ce n'est qu'à la Renaissance qu'une tradition de recherche laïque a été institutionnalisée au sein des universités, particulièrement dans les centres urbains de l'Italie du Nord. À partir de là, l'enseignement supérieur fut de plus en plus dominé par le point de vue profane et tourné vers une compréhension du monde affranchie des grandes religions qui avaient jusqu'alors, non seulement pris en charge l'éducation primaire, pour ce qui concerne l'apprentissage des jeunes générations à travers les Écritures, mais encore assumé l'enseignement supérieur qui se consacrait à la formation des prêtres et des administrateurs ecclésiastiques. La technologie est généralement considérée comme neutre du point de vue des croyances transcendantales, même s'il est vrai que l'on croyait les moulins à eau être l'œuvre du démon en Éthiopie, et que l'usage de l'imprimerie fut prohibé dans le monde musulman. Mais si l'usage de la technologie était libre, il ne fait aucun doute que les esprits furent libérés, non seulement par la Renaissance, mais aussi par le processus de sécularisation qui la précéda. Et c'est bien sous de telles influences que l'économie se développa. En traitant avec les Turcs infidèles, Venise rompit partiellement avec l'influence de Rome. Ceci encouragea par exemple le commerce des métaux qui constituait un élément central de la vie économique. Les techniques s'améliorèrent, on développa des machines, le fer devint un matériau des plus communs et davantage de charbon fut extrait afin d'être fondu. La productivité s'accrut. Pour prendre un autre exemple, on citera

le remarquable développement de la production agricole en Afrique lié à l'introduction d'outils en fer bon marché (lames de houes, machettes) à partir de l'Europe. Ce n'est que lorsque le fer et le charbon furent disponibles en quantité suffisante que la technologie du fer (qui existait déjà en Afrique) eut un impact significatif sur l'agriculture locale.

Cette alternance de leadership, entre les sociétés de l'ensemble eurasiatique, constitue un résultat imputable à la multiplication des routes empruntées par les marchands, les migrants et les guerriers, à travers les deux continents. Les processus de communication font qu'une culture s'épanouit à la suite d'une autre, la première « fertilisante » celle qui lui succède. Ceci est particulièrement évident après l'âge du Bronze, lorsque les grandes avancées dans la culture des villes, qui avaient été créées en Mésopotamie et en Égypte autour de 3000 av. J.-C., se diffusèrent vers l'Est, jusqu'en Inde ou en Chine, comme vers l'Ouest, en Grèce et à Rome. Les réussites mésopotamiennes relatives aux mathématiques furent ainsi reprises et perfectionnées, en Inde et en Chine pour l'Orient, en Grèce pour l'Occident. Dans ce processus il y eut finalement un développement à peu près identique partout mais le plus souvent à des périodes radicalement différentes, tant et si bien que lors d'une période donnée, une de ces cultures menait la danse et se trouvait suivie par les autres. Toutes ces différences, obtenues encore une fois sur la base de réussites antérieures communes, relevaient pour une part d'inégalités dans les ressources comme les métaux et les produits agricoles (par exemple le thé en Chine) mais aussi dans les capacités respectives à fabriquer des produits manufacturés comme le papier ou la poudre à canon. Ces compétences étaient aussi liées à des informations diverses et plus généralement à tous les éléments qui constituaient les échanges et mettaient en jeu les moyens généraux de ces derniers, à savoir la monnaie. Cet échange constituait un processus réellement dynamique, l'une des parties se trouvant largement créancière à un moment donné mais la seconde prenant finalement le leadership, ne restant donc pas en permanence en position subordonnée. Il y avait donc bien une sorte d'alternance de leadership dans l'économie comme dans les systèmes de connaissance, les deux ne coïncidant pas toujours nécessairement mais avec néanmoins une tendance au leadership sur les deux registres en même temps du fait de la dépendance du second vis-à-vis du premier. Il s'agit bien aujourd'hui d'une alternance semblable, l'Inde et la Chine tendant à dominer l'économie manufacturière et la recherche de matériaux nouveaux, et commençant aussi à influencer les processus éducatifs et la conquête de l'espace. Il n'y a plus de pouvoir dominant unique mais plutôt un pouvoir qui doit faire face à d'autres, affronter de réelles alternatives.

J'utilise cette idée d'alternance de leadership en opposition à l'espèce de suprématie intrinsèque dont bien des commentateurs originaires du

même continent ont crédité l'Occident. Si nous exprimons cette croyance en termes marxistes, c'est alors le mode de production asiatique qui était incapable de mener à une modernisation dans la mesure où celle-ci ne pouvait passer que par le capitalisme, lui-même précédé par le féodalisme. Cette ligne d'argumentation tendait à exclure la Chine de la trajectoire de la modernisation, sauf à être aidée en cela par les partis communistes européens (comme Moscou le proposait), sauf encore à postuler dans son développement une étape féodale (comme certains chercheurs l'ont fait), tandis que d'autres ont pu, comme nous l'avons dit, y découvrir des « germes de capitalisme », toutes ces tentatives visant à ouvrir la Chine à la possibilité de la modernisation. Mais la Chine n'avait nullement besoin de cela. Elle ne s'est jamais trouvée bloquée au sens où la théorie évolutionniste d'inspiration occidentale le prétend. Et la réponse alternative à la question posée tient dans la compréhension du caractère comparable, sur une certaine durée, des grandes sociétés de l'âge du Bronze, lesquelles ont continué ultérieurement leur chemin. Si cette comparabilité est demeurée possible ultérieurement, il n'en reste pas moins que des sociétés ont inévitablement été amenées à en dépasser d'autres dans ce développement de systèmes de plus en plus complexes, notamment parce que l'avènement de l'écriture ne pouvait que donner un rythme plus élevé au changement culturel. Mais un tel avantage ne pouvait être que temporaire puisque ces cultures n'arrêtaient jamais de communiquer entre elles, d'échanger des produits les uns contre les autres ou encore des produits contre des moyens de paiement plus abstraits. Tant et si bien qu'aucune suprématie permanente ne fut possible : il se produisit plutôt une alternance des cultures, et ce non pas dans tous les aspects de la vie mais néanmoins dans beaucoup, en particulier en ce qui concerne la science et la technologie.

Cette thèse sur l'alternance nécessaire des cultures en Eurasie repose d'abord sur les origines communes de l'Orient et de l'Occident, enracinées dans l'âge du Bronze propre au Proche-Orient. Il est évident que l'Orient était plus développé que l'Europe jusqu'à ce que les invasions de la fin de l'âge du Bronze provoquent une implosion du Proche-Orient, permettant la diffusion de sa culture. Mais il y eut ensuite une alternance régulière, comme Braudel l'a bien montré dans le cas de la Méditerranée orientale. Le temps passant, les sociétés de ces deux aires commencèrent à se rapprocher en termes de niveaux de vie, s'échangeant des produits de toutes sortes ainsi que des informations. Tant et si bien que les cultures fondées sur l'écriture tendirent à se ressembler, par exemple sur des points comme la cuisine ou l'utilisation des fleurs, et ce en opposition aux sociétés néolithiques d'Afrique et d'ailleurs. À l'intérieur de cette large comparabilité des cultures, il y eut, bien sûr, de nombreuses différences. Mais il y eut aussi des périodes, pour ce qui concerne la science et la technologie (plus

que pour l'art et la « culture »), où l'Orient menait la danse, et d'autres où l'Occident lui prenait ce rôle, que ce soit pour inventer de nouvelles méthodes d'enregistrement des nombres ou une autre technique de fonte du minerai de fer. Ces traits suivent donc un mouvement de balancier, en partie dépendant de la balance commerciale. L'essentiel reste que, sur le long terme, les différentes civilisations influencées par l'âge du Bronze se sont virtuellement alignées sur un niveau commun ; s'il y eut des avantages temporaires donnant naissance à une certaine alternance, il n'exista jamais de supériorité permanente de l'une sur l'autre, comme pourtant cela est si souvent assumé dans l'histoire et les sciences sociales. Mais ces dernières adoptent de fait un point de vue qui est celui du XIX^e siècle, le point de vue propre à cet instant où l'Europe avait la haute main sur l'économie, les armes et, plus généralement, sur la société de la connaissance.



Changement social et intégration des réseaux d'échange dans la longue durée

*Thomas D. Hall et Christopher Chase-Dunn*¹

L'approche comparative propre à l'analyse système-monde permet d'expliquer le changement social dans le cadre de systèmes sociaux historiques globaux (*intersocietal systems*), et non à partir de sociétés singulières isolées. L'idée principale est que d'importants réseaux d'interaction (commerce, transferts d'idées et de techniques, alliances, guerres) ont relié ensemble les formations politiques et les cultures depuis l'aube de l'histoire de l'humanité. C'est pourquoi toute explication du changement social a besoin de considérer ces systèmes sociaux historiques comme des unités globales qui évoluent au cours du temps. Et ce, même si les réseaux d'interaction composant ces systèmes sociaux furent plutôt de taille modeste lorsque les moyens de transport consistaient essentiellement à se déplacer à pied avec son paquetage. La « globalisation », prise ici au sens d'une expansion et d'une intensification de réseaux d'interaction de plus en plus étendus, est un phénomène qui n'a cessé de prendre de l'ampleur au cours des millénaires, quoique de façon inégale, et par vagues successives.

Les systèmes-mondes sont avant tout des systèmes de sociétés. Cette dimension systémique est liée au fait que ces sociétés interagissent les unes avec les autres de façon importante, les interactions étant à la fois nécessaires, structurées, régulées et reproductibles dans le temps. L'interconnexion (*interconnectedness*) est systémique lorsque ces interactions ont une influence prépondérante sur la vie des gens au sein de chaque société, et des conséquences majeures en termes de continuité ou de changement social. Tous les systèmes-mondes ne recouvrent pas l'entière surface de la planète. Certains s'étendent uniquement à certaines parties du globe, d'autres se limitent à des réseaux régionaux encore plus restreints. C'est pourquoi la

1. Traduction française par Laurent Berger.



notion de « monde » se réfère à un niveau signifiant de l'interconnexion des réseaux d'interaction au sein desquels les gens vivent, quelle que soit leur échelle géographique.

Seul le système-monde moderne est devenu un système global – composé de sociétés nationales et de leurs États – à l'échelle de la planète. Il représente aujourd'hui une seule et même économie constituée aussi bien de relations commerciales internationales et de flux de capitaux, d'entreprises multinationales qui fabriquent leurs produits sur plusieurs continents, que de transactions économiques ayant lieu au niveau local à l'intérieur même des pays concernés. C'est pourquoi ce système-monde dans sa globalité est bien plus que la somme de relations internationales. Il est le système entier des interactions humaines qui le composent. L'économie mondiale est ainsi l'ensemble des interactions économiques entre les habitants de la planète, et ne se réduit pas aux relations internationales en matière de commerce et d'investissement. Le système-monde moderne est de plus structuré politiquement en système interétatique – un système d'États souverains alliés et adversaires. Les politologues le dénomment communément système international, puisqu'il est le théâtre principal des relations entre nations. Certains de ces États sont beaucoup plus puissants que d'autres, mais la principale caractéristique organisationnelle de ce système politique mondial est qu'il est multipolaire (*multicentric*). Il n'existe pas d'État mondial, mais différents États dont les rapports forment système. Ceci est un trait important et fondamental du système-monde moderne, mais aussi de nombreux systèmes-mondes régionaux antérieurs à celui-ci.

Quand sont discutés et comparés différents types de systèmes-mondes, il est important d'utiliser des concepts applicables à l'ensemble d'entre eux. Celui de *polity* est un terme général qui englobe toute forme d'organisation politique et de mode de gouvernement muni d'une autorité souveraine, exerçant un contrôle sur un territoire ou une population. Cela inclut aussi bien les bandes, les tribus, les chefferies et les États que les empires. Tous les systèmes-mondes peuvent être ainsi considérés comme constitués de multiples formations politiques (*polities*) interagissant les unes avec les autres. De cette façon, le système interétatique moderne peut être fructueusement comparé à des systèmes politiques plus anciens, au sein desquels il n'existait pas d'États mais uniquement des tribus ou des chefferies.

Il est cependant important pour le système-monde moderne de différencier les nations des États. Les nations représentent en effet des populations qui partagent une culture et une langue. Leurs membres s'identifient les uns aux autres sur la base d'une histoire collective et de références communes et partagées, que ce soit des préférences alimentaires ou des codes de bonne conduite. Jusqu'à un certain point, les nations forment ainsi une communauté de personnes prêtes à faire des sacrifices les unes pour les

autres. Les États sont par contre des organisations formelles à l'image des bureaucraties qui, selon l'expression de Max Weber, monopolisent l'exercice de la violence légitime au sein d'un territoire donné. Ainsi, certains États dans le système-monde moderne sont à proprement parler des États-nations, au sens où une nation est susceptible de se doter de son propre État, tandis que d'autres sont des États multinationaux, au sens où plusieurs nations peuvent se retrouver gouvernées par un seul et même État [Hall, 1998 ; Laczko, 2000]. On peut considérer les groupes ethniques comme des nations subalternes (*sub-nations*), dans la mesure où ils constituent des minorités cohabitantes au sein d'un même État avec au moins une nation aux effectifs beaucoup plus importants. Seul le caractère majoritaire ou minoritaire d'une population au sein d'un seul et même État détermine de la sorte son statut de groupe ethnique ou national, et par conséquent la nature de ses relations à l'État, car du point de vue sociologique ces groupes de populations sont similaires.

Le fait qu'il soit structuré selon une hiérarchie cœur/périphérie constitue une autre caractéristique majeure du système-monde moderne, avec d'un côté des régions comprenant des États puissants sur le plan économique et militaire, et de l'autre, des régions abritant des formations politiques beaucoup moins puissantes et développées. Il est d'ailleurs préférable d'employer le terme de hiérarchie cœur/périphérie plutôt que de parler de division du travail entre cœur et périphérie comme le fait Wallerstein [1974]. La raison en est qu'une division du travail à l'échelle régionale ou intercontinentale est souvent susceptible d'inclure des relations symétriques entre partenaires d'échanges égaux (à l'image du commerce intrabranche contemporain, c'est-à-dire l'échange croisé de produits semblables, au sein de la triade). Or, le point majeur porté par cette notion est l'existence d'une stratification intersociétale à l'échelle du système, au sein de laquelle des formations politiques et sociales entretiennent des relations de dépendance inégales et des rapports de puissance asymétriques les unes avec les autres : c'est donc la structure de ces rapports qui fonde la propriété du système-monde en tant que totalité. Les pays dits « avancés », du fait qu'ils bénéficient d'un haut niveau de développement économique, d'une main-d'œuvre qualifiée, de hauts niveaux de revenus et d'États puissants et bien financés forment ainsi les puissances centrales (*core powers*) du système moderne (États-Unis, Communauté européenne, Japon, Australie et Canada). À la périphérie, on trouve des États relativement faibles, peu soutenus et reconnus par les populations qu'ils gouvernent, et au pouvoir limité par rapport aux autres États du système. Les empires coloniaux des États du cœur européen ont irrigué pour une grande part l'histoire de cette périphérie moderne, jusqu'à leur intégration progressive dans le système interétatique des souverainetés formelles lors des vagues successives

de décolonisation qui amenèrent l'indépendance américaine à la fin du XVIII^e siècle, puis celle des colonies américaines espagnoles au début du XIX^e, pour enfin toucher l'Asie et l'Afrique au cours du XX^e siècle. Les régions périphériques sont aussi économiquement moins développées, au sens où prédominent sur leurs territoires une économie de subsistance et des industries à basse productivité employant une main-d'œuvre non qualifiée. L'agriculture à la périphérie est ainsi typiquement pratiquée à l'aide d'outils simples, contrairement au cœur, où elle est intensive en capital, mobilisant des machines et des sources d'énergie non humaines et non animales. Certaines industries des périphéries, telles que l'extraction pétrolière ou minière, peuvent être intensives en capital, mais ces secteurs sont souvent contrôlés par des capitaux étrangers en provenance du cœur. Dans le passé, les zones périphériques ont été d'abord exportatrices de produits bruts agricoles et minéraux. Même lorsqu'elles développèrent leur propre production industrielle, celle-ci fut moins intensive en capital et utilisa moins de main-d'œuvre qualifiée que les processus de production mis en œuvre dans les cœurs. La plupart des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine constituent les régions périphériques du monde contemporain.

La hiérarchie cœur/périphérie dans le système-monde moderne présente un mode de stratification dans lequel les inégalités sociales structurelles sont reproduites à travers les caractéristiques institutionnelles du système global. Les zones périphériques ne peuvent ainsi rattraper les zones centrales. Même si cœur et périphérie se développent conjointement, la plupart des États du cœur conservent leur avance sur la grande majorité des États à la périphérie du système. Il existe cependant une zone intermédiaire, la semi-périphérie, qui comprend les pays présentant des niveaux médians de développement économique, ou un mélange contrasté de régions plus ou moins développées. La semi-périphérie inclut aussi bien de vastes pays – ayant en conséquence de leur taille un certain pouvoir politique et militaire – que de petits pays relativement plus développés sur le plan économique que ceux de la périphérie. L'exactitude des frontières entre zones centrales, semi-périphériques et périphériques n'est pas néanmoins d'une importance capitale en raison de l'existence d'un continuum des pouvoirs économiques, politiques et militaires constitutifs de la hiérarchie cœur/périphérie. Peu importe en effet de répartir avec précision l'ensemble des pays le long d'une échelle graduée, car nous pourrions avoir aussi bien quatre ou sept catégories au lieu des trois ici retenues. Cette tri-répartition est une terminologie consensuelle qui permet de mettre en exergue l'existence d'une forme d'inégalité internationale fondamentale, et de souligner le rôle prépondérant, dans les processus de changement social, des pays n'étant ni au sommet ni à la base de cette hiérarchie.

Il y eut quelques cas de mobilité ascendante et descendante au sein de la hiérarchie cœur/périphérie, bien que la plupart des pays se soient livrés une compétition féroce simplement pour conserver leur position relative au sein de cette hiérarchie. Le cas le plus spectaculaire de mobilité ascendante fut celui des États-Unis : durant les 300 dernières années, le territoire qui allait devenir les USA passa du statut d'arène extérieure au système centré sur l'Europe (un continent séparé contenant plusieurs systèmes-mondes régionaux) à celui de périphérie, puis de semi-périphérie, pour devenir le cœur, et enfin l'État central hégémonique, dont aujourd'hui l'hégémonie décline lentement [Chase-Dunn & Hall, 1998]. À l'inverse, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne est passé du statut d'hégémon au XIX^e siècle à celui d'une simple société du cœur du système-monde moderne actuel. Le système de stratification globale est un continuum de pouvoirs économiques et politico-militaires qui est reproduit au cours des interactions et opérations inhérentes au fonctionnement du système. Au sein d'une telle hiérarchie, certains pays sont difficiles à catégoriser. Par exemple, la plupart des pays exportateurs de pétrole ont de très hauts PNB par habitant, sans que leurs économies ne produisent pour autant les biens de haute technologie caractéristiques des pays du cœur. Ces pays connaissent la richesse mais non le développement. Autrement dit, un point important à souligner ici est que les catégories proposées (cœur, périphérie, semi-périphérie) représentent simplement un ensemble conventionnel de termes indiquant différents emplacements possibles sur une hiérarchie de puissance continue et multidimensionnelle. Il n'est donc pas nécessaire que chaque cas empirique y trouve correctement sa place, car ces positionnements relatifs sont uniquement des outils conceptuels destinés à l'analyse de la distribution inégale du pouvoir parmi les pays existants.

Pour utiliser l'idée de relations cœur/périphérie dans la comparaison de différents types de systèmes-mondes, il nous faut élargir un peu ce concept et introduire une importante distinction ; il vaut mieux en effet *éviter de présumer que tous les systèmes-mondes sont structurés selon une hiérarchie cœur/périphérie*, au seul titre que le système-monde moderne l'est. On doit en fait se poser dans chaque cas la question de savoir si de telles relations cœur/périphérie existent. Ne pas présumer pour chaque système-monde une telle structuration nous permet de comparer des types de systèmes très différents et d'étudier la façon dont les hiérarchies cœur/périphérie apparaissent et évoluent.

Dans ce but, il est utile de distinguer la *hiérarchie cœur/périphérie* de la simple *différenciation cœur/périphérie* : cette dernière implique uniquement que des sociétés ayant différentes densités de population et connaissant différents modes d'organisation politique liés à leur taille, à leur puissance et à leur stratification interne, interagissent concrètement les unes avec les

autres. Ainsi, dès que des villages sédentaires interagissent avec leurs voisins nomades, il existe une différenciation cœur/périphérie. La hiérarchie cœur/périphérie s'institue à partir du moment où se forment des relations d'exploitation et de domination entre les sociétés en contact les unes avec les autres, à l'image de ce qui s'est passé lors de la colonisation britannique et de la désindustrialisation de l'Inde, ou bien lors de la conquête ibérique de l'Amérique centrale. Ce type de hiérarchisation n'est pas l'apanage du système-monde moderne centré sur l'Europe, les empires romains et aztèques ayant par exemple conquis et exploité aussi bien des populations situées à la périphérie que des États centraux adjacents.

Distinguer ainsi entre différenciation et hiérarchie dans les relations cœur/périphérie permet de rendre compte de situations où des sociétés grandes et puissantes interagissent avec de plus petites et de plus faibles, sans pour autant les exploiter ou les dominer. Cela permet aussi de s'intéresser aux situations où des sociétés de petites tailles et de faible densité sur le plan démographique sont susceptibles d'exploiter ou de dominer des sociétés plus grandes et plus peuplées, comme cela se produisit au cours de la longue période d'interaction entre les cavaliers nomades et pasteurs d'Asie centrale et les États et empires agraires de Chine et d'Asie occidentale. Le plus fameux exemple restant celui de l'Empire mongol de Gengis Khan, même si des confédérations nomades des steppes d'Asie centrale réussirent à prélever des tributs sur ces États agraires bien avant l'essor de celui-ci [Barfield, 1989 ; Hall, 2005].

Le système-monde moderne est désormais une économie globale doublée d'un système interétatique, qui inclut tous les réseaux d'interaction des populations humaines vivant à la surface du globe. Sur le plan culturel, le système moderne est composé de plusieurs traditions civilisationnelles (Islam, Christianisme, Hindouisme, etc.), ainsi que des cultures des peuples autochtones et des minorités ethniques d'une part, et des cultures nationales d'autre part (elles-mêmes constituées de classes et de sous-cultures fonctionnelles – juristes, technocrates, bureaucrates, etc.). Le système moderne, à l'instar de la plupart des systèmes-mondes précédents, est donc multiculturel au sens où d'importants réseaux d'interaction politiques et économiques mettent en rapport des populations ayant des langues, des religions et des styles de vie culturels différents.

Les réseaux d'interaction sont faits d'échanges réguliers et répétés entre les individus et les groupes. Ils peuvent relever du commerce, de la diplomatie, des migrations, des alliances matrimoniales, des agressions ou protections militaires, des logiques de don, de la communication et de la participation à des réseaux d'information tels que la radio, la télévision, Internet ou la téléphonie mobile. Les réseaux d'interaction importants sont ceux qui affectent la vie quotidienne des gens, leur accès aux nourritures

et aux matières premières essentielles, leurs conceptions de leur propre identité, ainsi que leur sécurité vis-à-vis des menaces, des risques et des violences éventuels planant sur leur existence. Les systèmes-mondes sont ainsi fondamentalement constitués de ces réseaux d'interaction.

Une des caractéristiques systémiques importantes du système-monde moderne est l'ascension et le déclin de puissances hégémoniques centrales, à savoir le phénomène de transition hégémonique. Un hégémon est un État du cœur ayant de façon significative une puissance économique plus grande que n'importe quel autre État, et qui assume temporairement le rôle de leadership politique au sein du système. Au xvii^e siècle, la république des Pays-Bas occupa ce statut d'hégémon au sein du système-monde centré sur l'Europe, puis la Grande-Bretagne au xix^e et les États-Unis au xx^e siècle endossèrent ce rôle. Les hégémons procurent au système interétatique et à l'économie mondiale ordre et leadership (une gouvernance globale). Seulement, les processus opérationnels inhérents au fonctionnement du système moderne (le développement économique inégal et la compétition entre les États) rendent difficile pour les hégémons de perpétuer leur position dominante, ce qui explique qu'ils tendent un jour ou l'autre au déclin. Aussi, la structure du cœur oscille d'une période à l'autre entre une situation d'hégémonie incontestée et une situation de « rivalité hégémonique », où plusieurs États centraux en compétition prétendent à cette hégémonie en ayant une puissance économique et politique à peu près similaire.

Le système-monde moderne est donc composé d'États reliés les uns aux autres dans le cadre de l'économie mondiale et d'autres réseaux d'interaction. Les systèmes-mondes anciens étaient eux aussi constitués de formations politiques, mais les réseaux d'interaction connectant ces dernières ne traversaient ni ne reliaient les différents océans, et ce, jusqu'à l'expansion européenne du xv^e siècle. Avant celle-ci, les systèmes-mondes concernaient donc des ensembles régionaux de plus petite taille, ce qui n'a cependant pas empêché leur croissance continue depuis des millénaires en fonction de l'expansion des réseaux commerciaux et des campagnes militaires de longue distance.

LES FRONTIÈRES SPATIOTEMPORELLES DES SYSTÈMES-MONDES

Une grande différence entre le système-monde moderne et les systèmes-mondes anciens est l'échelle géographique de projection des différents types de réseaux d'interaction. Pour le premier, la plupart des réseaux d'interaction importants se déploient à l'échelle globale. Mais pour les seconds, il y a une différence d'échelle significative entre les réseaux de taille modeste au sein desquels la nourriture et les matières premières de

base sont échangées, et les réseaux de plus grande taille où circulent et s'échangent les biens de prestige et de luxe. Par convention, la nourriture et les matières premières entrent dans la catégorie des biens de base (*bulk goods*), ayant une faible valeur par unité de poids. Il était en effet peu économique de transporter au loin de la nourriture au vu des techniques de transport prémodernes. Prenez le cas du portage humain (sur le dos ou sur la tête), qui était la méthode de transport la plus répandue avant la domestication des bêtes de somme. Dans ces conditions, une personne pouvait porter environ 30 kg de nourriture. Imaginez cependant qu'elle se restaurât tout au long de son trajet avec cette nourriture. Au bout de quelques jours de marche, il ne lui serait plus rien resté à porter ! D'où la limite économique propre à ces techniques de transport pour ce qui concerne l'échange possible de nourriture. Cela n'implique pas que la nourriture n'ait jamais été transportée au-delà de cette distance, mais il devait alors y avoir une raison importante de déplacer celle-ci au-delà de cette frontière économique.

À l'inverse, un bien de prestige (que ce soit une nourriture de valeur telle les épices, ou bien des bijoux et des métaux précieux) autorisait un plus grand rayon d'action, du fait qu'une petite quantité de ce bien pouvait être échangée contre une quantité importante de nourriture. C'est pourquoi les réseaux de biens de prestige (*Prestige Good Networks*, PGN) sont normalement plus étendus que les réseaux de biens de base (*Bulk Good Networks*, BGN²). Un réseau généralement ne se termine pas tant qu'il existe des gens avec qui il est possible de commercer. En fait, une grande part du commerce ancien était ce que les archéologues ont appelé un commerce en chaîne (*down-the-line trade*), où les biens passaient d'un groupe à l'autre. Aucun commerçant ne voyageait alors au-delà d'une ou deux étapes reliant les points nodaux de cette chaîne. La longueur de ces étapes était proportionnelle à l'efficacité des modes de transport existants (portage humain, chameaux, chevaux, bateaux, charrettes).

Si l'on veut identifier les configurations formées par ces réseaux d'interaction, il est donc nécessaire de sélectionner un lieu de départ, et d'avoir ainsi une approche géocentrée. La recherche de points de rupture dans la chaîne d'interactions est en effet vouée à l'échec, tout simplement parce que la quasi-totalité des groupes humains ont des relations avec leurs voisins immédiats. Par contre, si l'on se focalise sur une agglomération singulière, comme le village précolombien d'Onancock sur la rive est de la baie de Chesapeake (proche de ce qui est aujourd'hui la frontière des

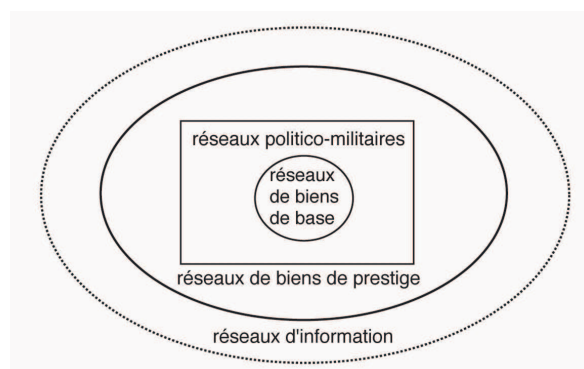
2. J. Schneider [1977] a justement critiqué Wallerstein [1974] pour avoir ignoré les effets du commerce en biens de luxe dans la structuration des systèmes, du fait de leur rôle important dans la reproduction sociale.

États de Virginie et du Maryland), il est possible de déterminer l'étendue d'un réseau d'interaction en repérant par exemple la distance sur laquelle la nourriture était transportée vers ou à partir de ce village de référence. La nourriture arrivait ainsi à Onancock au terme d'un parcours limité. Au-delà se trouvaient des groupes qui échangeaient de la nourriture avec les groupes directement impliqués dans le ravitaillement d'Onancock. La situation au-delà de ces deux groupes intermédiaires dans ce commerce en chaîne (qu'il y ait surplus ou pénurie de nourriture) ne risquait donc pas d'affecter le ravitaillement d'Onancock. Cette limite extérieure du réseau de biens de base de ce village précolombien incluait probablement les agglomérations aux extrémités sud et nord de la baie de Chesapeake. À l'inverse, le réseau de biens de prestige auquel il participait était bien plus étendu, du fait d'une circulation établie sur de plus grandes distances. Il se peut en effet que le cuivre utilisé par les populations indigènes de Chesapeake soit venu d'endroits aussi éloignés que le Lac Supérieur.

La distinction entre biens de base et de prestige n'est pas de nature dichotomique, mais plutôt une différence de degré où les caractéristiques des biens entrent moins en ligne de compte que l'efficacité des moyens de transport et le rôle joué par ces biens dans les sociétés qui les échangent [Allen, 2005]. De taille intermédiaire entre les réseaux de biens de base (*BGN*) et ceux de biens de prestige (*PGN*), les réseaux politico-militaires (*Political-Military Networks, PMN*) se fondent généralement sur les alliances diplomatiques et les guerres qui interviennent entre les différentes formations politiques existantes. Dans le cas du système-monde Chesapeake, à l'arrivée des Européens au XVI^e siècle, Onancock faisait partie du territoire contrôlé par une chefferie regroupant plusieurs villages (*district chiefdom*). De l'autre côté de la baie, sur la rive ouest, existaient au moins deux grandes formations politiques, les Powhatan et les chefferies Conoy, alors prédominantes. Celles-ci formaient le cœur du système, prélevant des tributs sur l'ensemble des chefferies plus petites réparties sur le territoire. Onancock était ainsi intégré à un système de chefferies alliées ou éventuellement en guerre les unes avec les autres (*interchiefdom system*). Comme pour les réseaux commerciaux, pour évaluer les frontières de ce réseau politico-militaire, il faut tenir compte des rapports indirects entretenus avec des régions plus lointaines, telles que la baie Delaware au nord et ce qui est aujourd'hui l'État de Caroline du Nord au sud.

L'information, tout comme les biens de prestige, est susceptible de représenter une grande valeur par rapport à ses conditions matérielles de diffusion. C'est pourquoi elle se communique bien souvent le long des routes commerciales, mais aussi au-delà des réseaux d'échange de biens, en traversant les frontières linguistiques et culturelles au prix bien souvent d'une réélaboration et d'une réinterprétation (à l'évidence, certaines

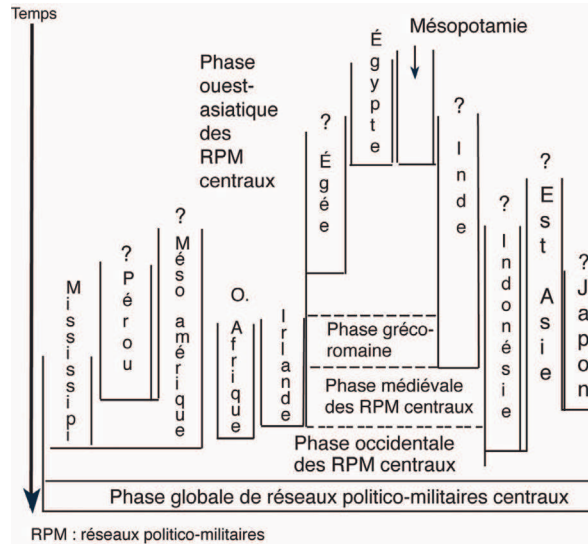
Figure 1. – Les frontières spatiotemporelles des systèmes-mondes
Configuration des réseaux d'interaction



formes d'information sont transmises plus facilement que d'autres). Par conséquent, les réseaux d'information (*Information Networks, IN*) sont habituellement aussi ou même plus étendus que ceux des biens de prestige (*PGN*) – cf. l'image schématisant des liens géographiques entre les différents types de réseaux d'interaction, figure 1. L'échelle spatio-temporelle réelle des interactions prédominantes doit être ainsi déterminée pour chaque système-monde étudié, même si comme l'indique la figure 1, un ordre général d'englobement des types de réseaux est commun à la plupart des systèmes-mondes (les réseaux de biens de base – *BGN* – étant plus petits que les réseaux politico-militaires – *PMN* –, et ces derniers à leur tour plus circonscrits que les réseaux de biens de prestige – *PGN* – et d'information – *IN* –).

Définis ainsi, les systèmes-mondes se sont développés durant les douze derniers millénaires en passant de tailles relativement modestes à des étendues beaucoup plus vastes, au fur et à mesure que les sociétés et les systèmes qui les articulaient les uns aux autres devenaient plus grands, plus complexes et plus hiérarchisés. Cette croissance géographique des systèmes-mondes a impliqué l'expansion de certains et l'incorporation des autres. Les processus d'incorporation se sont déroulés de plusieurs façons, selon la manière dont des systèmes distants les uns des autres établissaient des contacts et reliaient certains de leurs réseaux d'interaction. Du fait de la dimension variable de ces derniers, ce sont les réseaux les plus étendus qui furent en contact en premier. Ainsi, l'information et les biens de prestige relient des groupes humains distants les uns des autres, bien avant que ceux-ci ne participent aux mêmes réseaux politico-militaires ou réseaux de biens de base. Les processus d'expansion et d'incorporation regroupèrent

Figure 2. — Chronographe des réseaux politico-militaires (adapté de Wilkinson, 1987) et de l'ascension de la Civilisation centrale



différentes populations et rendirent possible l'organisation de sociétés de plus en plus grandes et hiérarchisées. C'est en ce sens que l'on peut dire de la « globalisation » qu'elle est un phénomène continu depuis des milliers d'années. Les réseaux d'information et de biens de prestige s'étendirent ainsi à la majeure partie de l'Eurasie entre le second et le premier millénaire avant J.-C., tandis que les réseaux politico-militaires eurasiatiques furent pour la première fois intégrés par les Mongols au XIII^e siècle, et que les réseaux de biens de base recouvrirent la planète uniquement dans le cadre du système-monde capitaliste moderne. En utilisant cette approche géo-centrée (à partir des cœurs) pour définir les frontières spatio-temporelles de chaque système-monde et décrire leurs points de jonctions géographiques dans l'histoire, il est ainsi possible d'élaborer un chronographe spatio-temporel (*cf.* figure 2) représentant la façon dont les réseaux d'interaction des populations humaines ont changé d'échelle pour finir par fusionner en une seule économie politique globale, celle que nous connaissons aujourd'hui. En sélectionnant par exemple comme unité d'analyse les réseaux politico-militaires (PMN), il apparaît alors qu'une Civilisation centrale, construite sur le regroupement vers 1500 ans av. J.-C. des réseaux mésopotamiens et égyptiens, a fini par incorporer tous les autres réseaux politico-militaires après le XVIII^e siècle [Wilkinson, 1987].

LES CYCLES DES SYSTÈMES-MONDES : ASCENSION/DÉCLIN ET PULSATIONS

Les recherches comparatives révèlent que tous les systèmes-mondes présentent des processus cycliques de changement. Il existe deux phénomènes cycliques majeurs : d'une part, l'ascension et l'effondrement de grandes formations politiques (*polities*), d'autre part les pulsations rythmant l'expansion géographique et l'intensité des réseaux commerciaux. Le cycle « ascension et déclin » correspond à des changements périodiques dans la centralisation de la puissance politique et militaire au sein d'un ensemble de formations politiques (un système « international »). Ces changements sont donc relatifs à la répartition et à la quantité de puissance disponible pour chacune de ces entités souveraines en interaction. Le terme de cyclicité (*cycling*) a été utilisé pour décrire ce phénomène, notamment présent dans les systèmes de chefferies [Anderson, 1994]. Tous les systèmes-mondes comprenant des formations politiques hiérarchisées connaissent ce cycle, où les plus grandes d'entre elles accroissent leur puissance et leur taille avant de décliner. Ce phénomène est commun aussi bien aux systèmes de chefferies (*interchiefdom systems*) qu'aux systèmes interétatiques, aux systèmes multi-impériaux ou au système-monde moderne caractérisé par l'ascension et le déclin de ses puissances hégémoniques centrales (à savoir la Grande-Bretagne et les États-Unis).

Bien que les systèmes-mondes égalitaires et non hiérarchisés, de taille très modeste, à l'image des collecteurs sédentaires du nord de la Californie [Chase-Dunn & Mann, 1998], ne montrent pas un tel cycle d'ascension et de déclin, ils présentent cependant comme tous les systèmes-mondes des pulsations qui prennent la forme d'expansions et de contractions cycliques de l'étendue géographique et de l'intensité de leurs réseaux d'échange. Cette séquence d'expansion et de contraction des réseaux commerciaux constitue à proprement parler le phénomène de pulsation. Les principaux types de commerce (biens de base *contre* biens de prestige) ont généralement des caractéristiques géographiques différentes. Il se peut aussi qu'ils présentent différentes chronologies au niveau de la périodisation de leurs pulsations. On devrait dans chaque cas se poser la question de savoir si les changements au niveau du volume des échanges correspondent à des changements sur le plan de leur expansion géographique. Dans le système global moderne, les grands réseaux commerciaux ne peuvent guère s'étendre davantage sur le plan géographique, puisqu'ils englobent déjà la surface de la terre. Mais ils peuvent devenir encore plus denses et voir s'intensifier leurs flux, comparativement aux réseaux d'échange de taille plus modeste. Pour une bonne part, ce qui a été appelé « mondialisation » n'est tout simplement que l'intensification des plus grands réseaux d'interaction par rapport à l'intensité des flux qui parcourent les réseaux plus

petits. Ce type d'intégration a souvent été compris comme une tendance progressive ayant atteint son plus haut point dans les dernières décennies du capitalisme global. Mais les recherches sur l'investissement et le commerce montrent qu'il y a eu seulement deux récentes vagues d'intégration, la première dans la dernière moitié du XIX^e siècle et la plus récente à partir de la Seconde Guerre mondiale [Chase-Dunn, Kawano & Brewer, 2000]. Aussi, la « mondialisation » n'est pas uniquement une tendance progressive, du fait que les phases d'intégration globale sont suivies par des périodes de « dé-globalisation ».

L'hypothèse la plus simple en ce qui concerne la chronologie respective des cycles d'ascension/déclin et des pulsations est de poser qu'ils opèrent de concert et ont donc lieu en même temps. Savoir s'il en est ainsi ou non, et comment cela pourrait différer selon les types de systèmes-mondes, voilà autant de problèmes qui relèvent d'une recherche empirique encore à venir. Chase-Dunn & Hall [1997] ont ainsi soutenu que les processus causaux expliquant les cycles d'ascension/déclin diffèrent en fonction du mode prédominant d'accumulation. Ainsi, une des principales différences entre l'ascension et le déclin des empires et ceux des hégémons modernes repose sur le degré de centralisation réalisé au cœur du système. Les systèmes tributaires alternent dans le temps entre une structure d'États centraux multiples en compétition, et de vastes empires dominants. Si le système interétatique moderne fait lui aussi l'expérience de l'ascension et de la chute de ses hégémons, ces derniers ne prennent pas pour autant le contrôle des autres États centraux afin de former un vaste empire au cœur du système. La raison en est que les hégémons modernes poursuivent une forme d'accumulation capitaliste plutôt que tributaire. Ces hégémons modernes – les États capitalistes les plus développés – contrebalancent leur pouvoir, de sorte qu'ils empêchent la formation d'un État central à l'échelle du monde.

De même, le cycle ascension/déclin fonctionne quelque peu différemment parmi les systèmes de chefferies, du fait que les institutions facilitant l'extraction des ressources parmi les groupes éloignés des centres y sont moins développées. L'étude d'Anderson [1994] sur l'ascension et le déclin des chefferies du Mississippi dans la vallée de la rivière Savannah fournit une excellente recension de la littérature sociologique et anthropologique au sujet de ce que cet auteur appelle la cyclicité (*cycling*), et informe des processus au travers desquels une chefferie dominante étend son contrôle à des chefferies adjacentes et érige une hiérarchie à deux niveaux au-dessus des leaders des communautés locales afin de les administrer. Arrivées à un certain point de développement, ces chefferies en voie de centralisation régionale se désintègrent et reviennent à un système de formations politiques moins hiérarchisées et de taille plus modeste. Plus que celui

d'un dirigeant d'État, le statut de chef repose sur les relations de parenté hiérarchisées, le contrôle des hiérarchies rituelles et l'importation de biens de prestige. Ces techniques de pouvoir propres aux chefferies dépendent toutes fortement d'une forme de consensus idéologique et d'intégration normative des conduites sociales. Les États ont développé des organisations spécialisées dans l'extraction de ressources qui manquaient particulièrement aux chefferies – à savoir des armées plus ou moins permanentes et des bureaucraties. Les États et les empires dans les systèmes-mondes tributaires étaient plus dépendants de leur capacité à projeter leurs forces armées sur de longues distances que les États centraux hégémoniques modernes. Le développement de la production de marchandises, de mécanismes de contrôle financier et de la gestion bureaucratique de l'appareil d'État a permis aux hégémons modernes d'extraire des ressources sur des distances beaucoup plus importantes et à des coûts moindres [Mann, 1986].

Le développement des techniques de pouvoir a rendu les relations cœur/périphérie toujours plus importantes pour ce qui est de la compétition entre les puissances centrales, et a donc altéré la manière dont les processus cycliques d'ascension et de déclin fonctionnent. Chase-Dunn & Hall [1997, chapitre VI] ont défendu l'idée que l'évolution sociale était le produit de l'interaction entre la croissance démographique, l'environnement, la structure sociale et les transformations des forces productives, et que ces interactions induisaient des cycles et des sauts qualitatifs périodiques dans l'organisation du système. Cela provient du fait que chaque système-monde oscille autour d'une « tendance centrale » (position moyenne) due à la fois à des instabilités internes et à des fluctuations environnementales. En certaines circonstances, les populations peuvent être amenées à résoudre d'une façon nouvelle des problèmes systémiques, autorisant alors une augmentation substantielle de la taille des agglomérations et des formations politiques. La volonté d'expliquer l'occurrence de ces transformations du point de vue d'une logique systémique doit être à la base d'une approche comparative des systèmes-mondes.

La méthode régionale multiscalaire identifiant les frontières des systèmes-mondes à partir de la configuration de leurs réseaux d'interaction (*cf. supra*) est complémentaire de l'analyse temporelle multiscalaire proposée dans l'œuvre de Braudel. La longue durée a besoin d'être combinée avec des analyses déployées sur des temporalités de type événementiel ou conjoncturel (à court et à moyen terme), afin de comprendre pleinement le changement social. Le « présentisme » superficiel de la plupart des sciences sociales et de la culture contemporaine empêche en effet d'observer le caractère structurel des transformations sociales à l'échelle globale sur le long terme. Dans son étude sur la richesse zoologique et botanique originelle, Diamond [1997] a énergiquement plaidé en faveur de la longue

durée. La distribution géographique des espèces pouvant être domestiquées facilement et avec profit explique en effet pour une grande part la divergence d'évolution des systèmes-mondes depuis le paléolithique supérieur, et le fait que certains aient pu croître et s'étendre en incorporant les autres. Diamond montre aussi que la diffusion des espèces animales et végétales domestiquées se produit beaucoup plus rapidement sur l'axe est-ouest que sur l'axe nord-sud ; ceci explique pourquoi la diffusion d'espèces domestiques a pu se réaliser si rapidement vers l'Europe et l'Asie orientale à partir de l'Asie occidentale, tandis que la diffusion méridionale vers l'Afrique se fit beaucoup plus lentement ; l'orientation nord/sud des continents américains y freina également la diffusion des espèces domestiquées³.

Les systèmes de l'Asie orientale et de l'Asie occidentale-Méditerranée ont fusionné et se sont séparés à plusieurs reprises [voir Chase-Dunn & Hall, 1997, fig. 10.2, p. 205]. Sur cette figure, nous avons représenté à la fois les réseaux politico-militaires et les réseaux de biens de prestige, dans le cadre de leurs cycles respectifs (séquences de pulsations et d'ascension/déclin). Les réseaux de biens de prestige se rejoignirent de façon intermittente, puis fusionnèrent, et les conquérants mongols réussirent brièvement au XIII^e siècle à relier les interactions politiques et militaires d'un bout à l'autre de l'Eurasie. Certains objecteront que la bataille de la rivière Talas en 751 apr. J.-C. peut être considérée comme la première interconnexion des principaux réseaux politico-militaires de l'Eurasie ; toutefois, cette interconnexion fut brève et ne fut pas à l'origine d'une intégration systémique continue de ces réseaux. Il est vrai que la question de savoir quel niveau d'interaction est nécessaire pour que deux systèmes soient reliés est une question épineuse (pour une discussion plus approfondie, se reporter à Chase-Dunn & Hall [1997, chapitre 4]). Il fallut attendre que les Européens et les Américains établissent des comptoirs commerciaux en Asie à la suite de la guerre de l'opium au milieu du XIX^e siècle, pour que les liens deviennent permanents entre les réseaux politico-militaires orientaux et occidentaux⁴.

MODES D'ACCUMULATION

Dans le but de saisir les changements qualitatifs ayant eu lieu à la suite des processus d'évolution sociale, il est nécessaire de conceptualiser différentes logiques de développement ainsi que les modes institutionnels

3. Cf. Turchin, Adams & Hall [2006] pour la mise à l'épreuve de cette idée.

4. Cf. Chase-Dunn & Hall [1997] et Wilkinson [1987, 1992, 1993] pour l'étayage empirique de ce schéma.

au travers desquels des ressources créées socialement sont produites et accumulées. Toute société produit et distribue les biens nécessaires à la vie quotidienne. Mais les institutions mobilisant la force de travail humaine sont très différentes d'un type de société à l'autre. Les petites sociétés égalitaires reposent principalement sur une régulation prescriptive des conduites, fondée sur une compréhension commune et partagée des obligations sociales auxquelles les membres des groupes de parenté sont tenus les uns vis-à-vis des autres. Lorsqu'un chasseur revient de son expédition avec un gibier, il existe des règles de partage définies et significatives quant à la distribution des parts aux membres du groupe. Tous les chasseurs parmi les sociétés de collecteurs veulent apparaître généreux, mais ils doivent aussi prendre soin en priorité de certaines personnes (ceux envers qui ils ont le plus de responsabilités), avant de pouvoir distribuer leur prise aux autres. Les normes et les valeurs à l'origine des obligations et des rôles sociaux sont pratiquées ou modifiées continuellement par les actions à la fois symboliques et non symboliques des membres de la société. Ces formes de conscience construites socialement sont principalement liées à la parenté mais aussi à la cosmologie, c'est-à-dire à la façon dont est représenté l'univers dont le groupe humain est considéré comme faisant parti. Ce type d'économie sociale est ce que l'on appelle un mode de production et d'accumulation fondé sur la parenté (*kin-based mode of production and accumulation*). Les gens travaillent parce qu'ils ont besoin de nourriture et qu'ils ont des obligations sociales, notamment pour procurer de la nourriture aux autres. L'accumulation implique essentiellement la conservation et le stockage de réserves de nourriture pour la saison où celle-ci se fait rare. Le statut social est fondé sur la réputation que l'on a d'être un bon chasseur, un bon cueilleur, un membre honorable de la famille ou un orateur talentueux. Les décisions concernant le groupe sont prises par consensus, ce qui signifie que les gens discutent ensemble jusqu'à ce qu'ils soient parvenus à un accord sur ce qu'il convient de faire. Les leaders tiennent leur autorité principalement de leur habileté à convaincre les autres qu'ils ont raison. Ces caractéristiques sont communes (mais non universelles) aux sociétés et systèmes-mondes dont la logique essentielle de développement est propre aux modes d'accumulation fondés sur la parenté.

Lorsque les sociétés croissent et deviennent plus hiérarchisées, la parenté elle-même se définit alors sur un plan hiérarchique. Les clans et les lignages se retrouvent classés par rang, et certains de leurs membres deviennent des aînés et des supérieurs vis-à-vis des autres membres de la famille et des autres familles. Citons comme cas classique de sociétés à rang, celles de la côte pacifique du nord-ouest des États-Unis où le mât totémique représente la hiérarchie des clans. Cette tendance à une parenté hiérarchisée pouvait entraîner l'émergence de sociétés à classes (des chefferies complexes),

où la noblesse était propriétaire et contrôlait les ressources clés, tandis que les roturiers étaient privés du contrôle et de l'accès à ces ressources importantes en dehors des relations établies avec la noblesse. Le cas des royaumes hawaïennes avant l'arrivée des Européens en représente un bon exemple.

Les modes d'accumulation tributaires (*tributary modes of accumulation*) sont apparus lorsque la coercition institutionnelle est devenue une forme centrale de régulation dans la mise au travail des gens et pour l'accumulation des ressources sociales. Les hiérarchies liées à la parenté ont fonctionné sur ce mode lorsque par exemple les roturiers ont dû fournir aux chefs des prestations, en travail ou en biens, en échange d'un accès aux ressources que ces chefs contrôlaient grâce à l'exercice d'un pouvoir à la fois coercitif et normatif. La dimension normative du pouvoir ne suffit pas en soi à assurer l'appropriation de la force de travail ou des biens produits par un groupe aux dépens d'un autre. Ceux qui sont exploités ont de bonnes raisons et motivations de redéfinir la situation qu'ils vivent. Il se peut que les nobles aient élaboré une vision du monde dans laquelle ils se présentent comme contrôlant les forces naturelles ou bien médiatisant le rapport aux divinités, et que les roturiers soient supposés ainsi se sentir obligés de remplir leurs devoirs sacrés en remettant une partie des fruits de leur travail aux nobles ou bien en effectuant les corvées relatives aux projets collectifs sacralisés. Mais il est probable que les roturiers soient incités à douter et remettre en cause cette cosmologie, à moins qu'ils ne soient confrontés à des alternatives pires encore. C'est pourquoi les institutions du pouvoir coercitif sont généralement inventées pour soutenir le transfert de surplus (force de travail, richesses) extrait des producteurs directs. Les religions et les systèmes de parenté hiérarchiques des chefferies complexes sont agrémentés dans les États archaïques (*early states*) d'organisations spécialisées dans le contrôle régional des populations – généralement des groupes d'hommes armés sous le commandement du roi et des administrations chargées de lever les tributs et les taxes, adossées à la loi et au recours à la force physique institutionnalisée. Les modes d'accumulation tributaires développent ainsi des techniques de pouvoir qui permettent d'extraire et de transférer des ressources sur de longues distances, à partir d'un vaste ensemble de populations. Ils forment les bases institutionnelles des États et des empires.

Le troisième mode d'accumulation se fonde quant à lui sur les marchés. Si au premier abord, les marchés s'identifient à partir des situations où se vendent et s'achètent des biens, ce terme sera utilisé ici pour faire référence aux marchés autorégulateurs (*price-setting markets*), au sein desquels la concurrence des nombreux acheteurs et vendeurs est un élément déterminant de la formation des prix. Ce sont donc des situations où l'offre et la

demande opèrent sur le niveau des prix du fait que les acheteurs et vendeurs se font des offres les uns aux autres. En pratique, il existe très peu d'instances dans l'histoire ou la réalité moderne assimilables à de purs marchés autorégulateurs, car des considérations politiques et normatives influencent bien souvent la formation des prix. Mais le mécanisme de formation des prix par les lois de l'offre et de la demande et les pressions conséquentes du marché sont devenus de plus en plus importants. Ces institutions furent complètement absentes des régions n'ayant pas encore inventé ou adopté la monnaie et un commerce marchand. Une marchandise est en effet un bien produit pour la vente sur un marché autorégulateur destiné à procurer un profit. Un crayon est ainsi un exemple de marchandise moderne. C'est un produit standardisé, pour lequel les conditions de production, le coût des matières premières, le travail, l'énergie et les machines à fabriquer les crayons sont d'importants facteurs agissant sur son prix unitaire. Les crayons sont par ailleurs produits sur un marché plutôt compétitif, et les coûts socialement nécessaires étant donné le niveau de technologie de l'époque, ajoutés au montant du profit espéré, constituent le coût total. Peu importe alors la façon dont la production est organisée et institutionnalisée : ce crayon est une marchandise, et sa valeur d'échange prime sur sa valeur d'usage.

L'idée de marchandise est un élément important de la définition du mode d'accumulation capitaliste. Le capitalisme est l'accumulation concentrée des profits, dans les mains des propriétaires des moyens majeurs de production des marchandises, dans le contexte où la force de travail et les autres principaux facteurs de production sont transformés eux aussi en marchandises. La marchandisation (*commodification*) implique que les choses soient traitées comme si elles étaient des marchandises, même si elles peuvent avoir certaines caractéristiques rendant cette adéquation quelque peu problématique. Ainsi, la terre peut être marchandisée – traitée comme si elle était une marchandise – même si elle constitue un bien limité qui à l'origine n'a pas été créé en vue d'une vente profitable. On peut diviser la terre en parcelles bien délimitées et évaluer leur prix en fonction de l'offre et de la demande. Elle ne représentera pourtant jamais une parfaite marchandise. Il en est de même pour le temps de travail humain. La marchandisation de la terre est le résultat d'un processus historique qui commença lorsque la propriété immobilière fut légalement définie et soumise aux conditions d'achat et de vente. La conceptualisation d'espaces abstraits, mesurables, substituables et vendables est une redéfinition institutionnelle qui prit des milliers d'années pour se développer et se propager à l'ensemble des régions du monde.

Les modes de production capitalistes requièrent aussi la redéfinition institutionnelle de la richesse en tant que monnaie. Les biens de prestige furent

probablement les premiers biens de valeur stockables pouvant faire l'objet d'un commerce. Ils furent utilisés par les élites locales dans leur commerce avec les populations voisines, et à l'occasion comme symboles de leur statut social supérieur. Le commerce parmi les sociétés simples est en effet essentiellement organisé sous la forme de dons (*gift giving*) pratiqués entre élites, à partir desquels les allégeances sont créées et renforcées. À l'origine, les biens de prestige étaient donc seulement utilisés dans des circonstances spécifiques par certaines élites. Cette monnaie primitive (*proto-money*) a pu être redéfinie et institutionnalisée en tant qu'étalon universel (*universal equivalent*), pour servir de mesure générale de la valeur pour toutes sortes de biens, et a pu être ainsi utilisée par pratiquement n'importe qui pour acheter presque n'importe quoi. L'institution de la monnaie a une histoire longue et complexe, il suffit donc de rappeler ici que ce processus a été un préalable à l'émergence des marchés autorégulateurs et du capitalisme, comme forme de plus en plus importante de régulation sociale. Une fois les marchés et le capital devenus la forme prédominante d'accumulation, il est alors légitime de parler de système-monde capitaliste. Toutefois, ces trois modes d'accumulation ne doivent pas être conçus comme se succédant dans le temps au cours de transitions spécifiques : ils sont en effet bien souvent simultanés et articulés l'un à l'autre, et l'on peut observer une alternance de la prédominance historique de l'une de ces différentes logiques systémiques d'accumulation aux dépens des autres avant l'avènement définitif du système capitaliste moderne [Ekholm & Friedman, 1982 ; Chase-Dunn & Hall, 1997, p. 210].

MODÈLES ET CAUSES DE L'ÉVOLUTION SOCIALE

Il est important de saisir les similitudes, mais aussi les différences importantes entre l'évolution sociale et biologique [Chase-Dunn & Lerro, 2005]. Sera ici décrit un modèle causal général expliquant l'émergence de hiérarchies de plus en plus étendues et le développement de technologies productives, mettant en valeur ce que l'on pourrait appeler par analogie des « faits stylisés » observables uniquement à l'échelle des systèmes-mondes et non des sociétés individuelles. Parmi ceux-ci, il convient de souligner le rôle crucial du « développement semi-périphérique » dans les évolutions des systèmes-mondes : les innovations qui transforment la logique du développement des systèmes-mondes, et leur permettent de s'accroître et de s'étendre tout en devenant plus hiérarchisés, proviennent essentiellement des sociétés semi-périphériques. Bien évidemment, nombre d'inventions proviennent des régions centrales [Hobson, 2004]. Néanmoins, les innovations sociales majeures, spécifiquement liées à la transformation des

propriétés structurelles des systèmes-mondes (hiérarchie ou différenciation cœur/périphérie), proviennent souvent des zones semi-périphériques plutôt que des zones centrales. Certaines sociétés à la semi-périphérie constituent en effet un terreau exceptionnellement fertile pour l'invention et la mise en œuvre de nouvelles structures institutionnelles, car elles ne se retrouvent pas contraintes au même degré que les anciennes sociétés du cœur, du fait de n'avoir pas investi de vastes ressources dans la reproduction des structures institutionnelles anciennement performantes. C'est pourquoi elles sont plus libres d'essayer et de mettre en œuvre de nouvelles institutions.

Il existe plusieurs types de semi-périphéries, et certaines ne se contentent pas de transformer les systèmes-mondes, mais prennent aussi le pouvoir et constituent les nouvelles sociétés du cœur. Les chefferies de marches semi-périphériques ont déjà été mentionnées. Les sociétés qui conquièrent et unifèrent un certain nombre de petites chefferies en de plus vastes chefferies prédominantes provenaient en effet généralement de régions semi-périphériques. Les populations en situation de périphérie n'avaient pas d'ordinaire les ressources matérielles et institutionnelles leur permettant de réaliser d'importantes inventions et de les mettre en œuvre ou bien de prendre le pouvoir sur les vieilles régions du cœur. C'était à la semi-périphérie que les caractéristiques sociales du cœur et de la périphérie pouvaient être recombinaées d'une nouvelle façon. Cela signifiait que de nouvelles techniques de pouvoir et formes de légitimité politique étaient parfois inventées et mises à l'essai dans les sociétés semi-périphériques.

Le phénomène des États semi-périphériques de marches est beaucoup plus connu que celui des chefferies semi-périphériques de marche. Les plus grands empires ont été fondés et constitués par des conquérants originaires de sociétés semi-périphériques, à l'instar des Perses achéménides, des Macédoniens conduits par Alexandre le Grand, des Romains, des Ottomans, des Mandchous et des Aztèques. Ce fait est souvent méconnu dans les récits historiques du fait que les empires victorieux réécrivent l'histoire et prétendent incarner la continuité avec les empires antérieurs en reprenant à leur compte leur héritage. Il existe cependant des semi-périphéries qui transforment les structures institutionnelles du système, mais n'y prennent pas le pouvoir. Les cités-États capitalistes ont ainsi opéré à la lisière des empires tributaires, où elles achetèrent et vendirent des biens en des lieux très éloignés, encourageant les populations locales à produire des surplus pour le commerce international. Les cités phéniciennes (Tyr, Carthage, Sidon, etc.), mais aussi des cités comme Malacca, Venise et Gênes, propagèrent la marchandisation en produisant des biens manufacturés pour les échanger à travers de vastes régions. De cette façon, les cités-États capitalistes à la semi-périphérie furent les agents du développement des marchés et de l'expansion des réseaux commerciaux, et participèrent ainsi

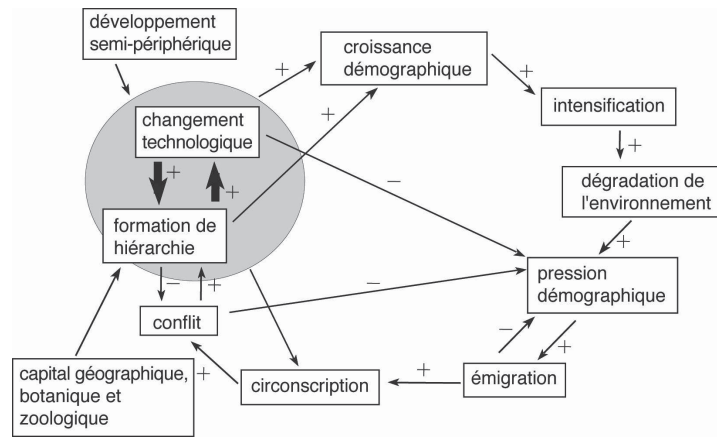
à la transformation du monde des empires tributaires sans pour autant devenir elles-mêmes de nouvelles puissances du cœur.

Il a déjà été mentionné par ailleurs dans le cas du système-monde moderne le processus d'ascension et de déclin des États centraux hégémoniques. Il se trouve que ces derniers – que ce soit la Hollande, la Grande-Bretagne ou les États-Unis – étaient des pays ayant occupé à l'origine des positions semi-périphériques au sein de la hiérarchie régionale cœur/périphérie de l'ensemble auquel ils appartenaient. De plus, la montée de l'Europe occidentale au sein du système-monde Afro-eurasien a aussi représenté un cas de développement semi-périphérique, un processus au cours duquel une ancienne périphérie devenue une région semi-périphérique s'est élevée jusqu'à devenir le nouveau cœur de ce qui était un vaste système-monde multipolaire. L'existence d'un tel processus de développement semi-périphérique n'implique pas que toutes les sociétés à la semi-périphérie jouent un rôle majeur dans le changement social, encore moins que chaque innovation importante provienne forcément d'une région semi-périphérique. Elle pointe plutôt le fait que les semi-périphéries ont été des lieux exceptionnellement féconds d'innovations institutionnelles qui se sont répandues en transformant beaucoup de petits systèmes-mondes à la suite de leur incorporation dans le type particulier de système global que nous connaissons aujourd'hui.

L'identification de ce phénomène aurait été impossible en dehors des perspectives propres à l'analyse système-monde. La question demeure toutefois de savoir quelles ont été les causes immédiates ayant conduit les sociétés semi-périphériques à inventer de nouvelles solutions institutionnelles aux problèmes historiques rencontrés. En fait, si certains de ces problèmes étaient les conséquences imprévues d'inventions antérieures, d'autres étaient tout simplement des problèmes structurels, très anciens, qui ne cessèrent de se poser régulièrement au fur et à mesure de l'expansion des systèmes-mondes ; à savoir la pression démographique et la détérioration de l'environnement écologique. Ce sont ces problèmes de base qui permettent de spécifier un seul et même modèle causal sous-jacent à l'évolution des systèmes-mondes : le modèle de réitération (*iteration model*), articulant les processus démographiques, écologiques et interactionnels avec l'émergence de nouvelles technologies de production, de plus grandes formations politiques et de plus grands degrés de hiérarchies (*cf.* figure 3, page suivante).

Le caractère réitératif de ce modèle découle de l'important mécanisme de rétroaction où les causes originelles sont elles-mêmes les conséquences des faits qu'elles produisent. Ainsi, ce processus de développement est d'une certaine façon circulaire et en spirale, et constitue ce qui a amené les systèmes-mondes à s'étendre à l'échelle globale. En haut sur ce schéma,

Figure 3. — Le modèle de réitération de base de l'évolution du système-monde



la croissance démographique initie ce processus. L'idée sous-jacente est que toutes les sociétés sont le siège d'un élan biologique qui les incite à croître et se reproduire, fondé sur la sexualité humaine. Cet élan est à la fois contrôlé et encouragé par les institutions sociales. Certaines sociétés essaient de réguler la croissance démographique à travers des moyens tels que l'infanticide, l'avortement et les tabous sur les rapports sexuels durant l'allaitement. Ces formes institutionnelles de régulation sont coûteuses, et lorsque de plus grandes quantités de nourriture deviennent disponibles, alors ces types de régulation tendent à diminuer. D'autres types de sociétés encouragent la croissance démographique en orientant la sexualité en priorité vers la procréation, à l'aide d'idéologies natalistes et de soutiens apportés à l'élargissement des familles. Toutes les sociétés expérimentent des périodes de « *baby boom* », lorsque les circonstances sociales sont plus propices à la reproduction, et ainsi, sur le long terme, les populations tendent à croître en dépit des mécanismes institutionnels qui tentent de contrôler leur évolution.

La croissance démographique incite à une intensification. Celle-ci consiste en une utilisation à la fois plus large et plus minutieuse des techniques existantes, que ce soit par l'extension des surfaces cultivées (par exemple en réduisant les jachères), la diversification des récoltes, etc. Lorsque le nombre de bouches à nourrir augmente, de plus grands efforts sont requis pour produire la nourriture et les autres biens de nécessité de la vie quotidienne : les gens exploitent ainsi plus intensément les ressources qu'ils avaient jusqu'alors déjà exploitées. Cela conduit généralement en retour à la dégradation écologique parce que toutes les formes de production humaine tendent à épuiser l'environnement naturel. Une augmentation de la

production amène donc une plus grande détérioration de l'environnement, parce que plus de ressources sont mobilisées et extraites, et du fait des conséquences des activités productives et consommatrices en matière de pollution. Les chasseurs-cueilleurs nomades ont ainsi décimé les troupeaux de gros gibier, de même que les horticulteurs polynésiens ont déforesté de nombreuses îles du Pacifique. On sait que les Maori chassèrent les grands oiseaux aptères appelés *moas* jusqu'à leur extinction. La dégradation de l'environnement n'est donc pas un phénomène nouveau ; seule son échelle globale représente une nouveauté.

Comme Diamond [1997] le fait remarquer, tous les continents habités n'ont pas inauguré leur histoire à l'aune des mêmes ressources animales et végétales. En Asie occidentale, à la fois les plantes (orge et blé) et les animaux (mouton, bétail, chèvre) furent plus facilement domestiqués que les espèces végétales et animales en Afrique et dans le Nouveau Monde. Puisque la domestication de ces espèces peut plus facilement se diffuser d'est en ouest que du nord au sud, la Révolution néolithique se propagea plus rapidement vers l'Europe et l'Asie orientale qu'en Afrique. Ces facteurs exogènes affectèrent ainsi le rythme et la vitesse du développement technologique ainsi que la formation des structures hiérarchiques, tout comme les changements climatiques et les obstacles géographiques affectèrent les capacités de déplacement et de communication. Il est largement reconnu que l'émergence d'un État archaïque (*early state*) sur le Nil fut grandement facilitée par la possibilité de contrôler les modes de transport et de communication dans ce type d'environnement, alors que la géographie plus complexe de la Mésopotamie a stabilisé un système de cités-États et freiné l'émergence d'un empire central (*core-wide empire*). L'archéologue Kirch soutient de même que ce fut la géographie difficile des îles Marquises (de courtes vallées escarpées, séparées par de hautes montagnes et des côtes semées d'embûches) qui empêcha l'émergence de chefferies dominant l'ensemble des îles, et contraignit les Marquises à rester en deçà du modèle de réitération.

Les conséquences de ces processus se font sentir en priorité au niveau de l'économie de la production qui change et se détériore. Selon Tainter [1988], les sociétés sont amenées à l'effondrement lorsque leur investissement dans la complexité sociopolitique dépasse un seuil au-delà duquel les rendements marginaux de l'investissement diminuent. Ceci se produit notamment dans les domaines de la production agricole, de la communication et du traitement de l'information, éducation et maintenance des canaux d'information compris. Le contrôle et la spécialisation sociopolitique, à travers la mise en place d'une armée et d'une police par exemple, connaissent aussi une diminution des retours sur investissements. Tainter montre que les rendements marginaux décroissants (*marginal returns*)

peuvent se produire au moins à quatre niveaux : un accroissement des coûts à bénéfices constants ; un accroissement des coûts proportionnellement supérieur à celui des bénéfices ; une baisse des bénéfices à coûts constants ; une baisse des bénéfices combinée à un accroissement des coûts. Son analyse désigne ainsi implicitement des causes à la fois de la cyclicité et des changements significatifs dans l'évolution systémique. La complexité sociale ne peut s'élaborer en effet au-delà d'un seuil où son coût devient trop important et précipite l'effondrement de la société (par exemple les frais de gestion d'un empire augmentent de plus en plus au fur et à mesure que ses élites non productives s'accroissent elles aussi). Cette société peut alors de nouveau se complexifier dans des conditions où ses retours sur investissements sont bénéficiaires. Puis la croissance se poursuit jusqu'à ce que les rendements marginaux de l'investissement diminuent, entraînant un nouvel effondrement. La cyclicité opère ainsi d'un niveau de complexité à un autre. Mais occasionnellement, une société proche de l'effondrement est susceptible d'inventer une solution (de nouvelles institutions, de nouvelles technologies de production, etc.) qui lui permet de se repositionner dans sa course à la complexité croissante grâce à des retours sur investissements de nouveau plus importants. Par exemple, l'invention de l'État a pu être une façon parmi d'autres de sortir du cycle vicieux associé au système des chefferies (cf. ci-dessous). Seule en effet l'innovation permet d'échapper au déclin des sociétés et à l'effondrement cyclique des systèmes, quelles que soient la dimension et la complexité de ceux-ci. Le fait que la cyclicité soit une donnée habituelle dans l'évolution sociale humaine souligne la rareté d'inventions nouvelles de ce genre. Nous développerons un argument similaire sur les changements dans le processus de répétition. Lorsque les troupeaux furent décimés, les chasseurs durent aller plus loin pour trouver du gibier. La séquence combinée menant de la croissance démographique à l'intensification puis à la détérioration de l'environnement conduit à la pression démographique et à des effets économiques négatifs sur les activités productives. L'effort croissant nécessaire à la production de nourriture en quantité suffisante représente une forte incitation à la migration des populations concernées [Kardulias & Hall, 2007]. C'est la raison principale pour laquelle l'espèce humaine peupla la terre entière.

Les migrations conduisent aussi éventuellement au problème de la « circonscription » (*circumscription*) [Carneiro, 2000]. La circonscription est en effet la situation où il n'existe plus de nouveaux lieux désirables où émigrer. Cela peut être simplement parce que tous les troupeaux des vallées adjacentes ont eux aussi été décimés, parce que tous les espaces alternatifs accessibles sont des déserts ou des hautes chaînes de montagnes, ou bien que l'ensemble des endroits idéaux pour une telle émigration sont déjà occupés et habités par des populations rétives à de nouvelles arrivées.

Dans ce dernier cas, cet état de circonscription sociale, sous la pression démographique, conduit généralement à une augmentation du nombre et de la gravité des conflits entre et au sein même des groupes humains concernés. Tout simplement parce que plus de gens sont en compétition pour des ressources moindres. La guerre et d'autres types de conflits sont plus fréquents dans de telles conditions. Tous les systèmes-mondes font l'expérience de conflits guerriers, mais la guerre devient ici l'objet d'une entreprise sociale s'instituant la plupart du temps en tant que telle. Les garçons sont éduqués en vue de devenir des guerriers, et ces sociétés prennent des décisions collectives fondées sur la présomption qu'elles seront un jour attaquées ou bien devront à leur tour attaquer d'autres groupes humains. Même dans les situations où l'état de guerre apparaît comme endémique, le nombre de conflits varie de façon cyclique. Une flèche indique ainsi sur la figure 4 un effet de feedback négatif du conflit sur la pression démographique. D'importants conflits réduisent la taille de la population, au fur et à mesure que les guerriers sont tués et que les non-combattants meurent de la destruction de leurs réserves de nourriture.

Certains systèmes-mondes s'enlisent de la sorte dans un cycle vicieux de pression démographique et de guerre, propre aux impasses systémiques décrites par Tainter. Mais de telles situations sont aussi propices à l'émergence de nouvelles structures institutionnelles. C'est là où généralement le processus de développement semi-périphérique se produit. Les gens se lassent en effet des conflits endémiques. Une solution peut être l'avènement d'une nouvelle hiérarchie cœur/périphérie, l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation sociale ou la formation d'une entité politique plus importante, capable de réguler l'accès aux ressources et de diminuer ainsi les conflits. Il existe bien entendu d'autres solutions, telles que l'usage de nouvelles technologies de production, de ressources alimentaires et de matières premières supplémentaires découvertes, etc. Mais ces dernières ne font généralement que reporter les effets de la circonscription.

L'émergence d'une nouvelle formation politique, plus importante, est généralement la conséquence d'une conquête réussie de plusieurs entités politiques plus petites par une semi-périphérie située dans une marche. La nouvelle formation politique englobante instaure la paix au moyen d'une force armée plus puissante que celles pouvant lui être opposées. Elle réélabore les institutions contrôlant le territoire et les ressources, bien souvent en concentrant la richesse et les moyens d'un tel contrôle dans les mains d'une nouvelle élite. Et la dimension plus importante de telles formations politiques tout comme leur hiérarchie plus prononcée sont aussi synonymes d'un investissement dans de nouvelles technologies de production qui modifient profondément la façon dont les ressources sont utilisées. Plus de nourriture et d'autres biens de nécessité sont ainsi produits

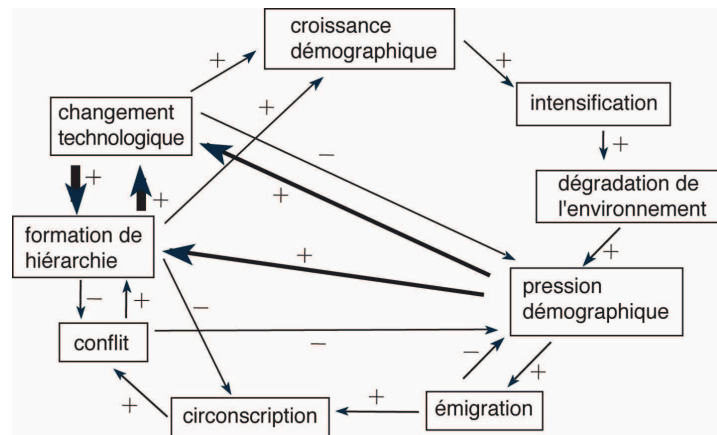
à l'aide de ces nouvelles technologies ou à la suite d'une intensification des anciennes technologies. Cela a pour conséquence d'augmenter le nombre de personnes pouvant être accueillies sur le territoire, et ainsi de rendre la croissance démographique plus probable, ce qui réinitialise une nouvelle fois un cycle du modèle de réitération.

Ce modèle rend compte de la manière dont n'ont cessé de croître les dimensions des systèmes-mondes et de se développer de nouvelles technologies et de nouvelles formes de régulation sociale ; mais, pour l'instant, il ne rend pas compte d'une résolution sur le long terme des problèmes originels que sont la pression démographique et la dégradation écologique. Ce qui est advenu, c'est l'émergence d'institutions telles que les États et les marchés autorégulateurs, qui articulent plus directement les changements dans les logiques économiques de production avec les changements dans l'organisation politique et les technologies. Cela permet aux structures institutionnelles de se réajuster sans avoir à passer par les cycles courts et vicieux entre pression démographique, émigration, circonscription et conflits. Encore une fois, il est utile de rappeler l'argument de Tainter : la circonscription n'est pas l'unique cause de tels changements. De plus, le concept de circonscription ne doit pas être envisagé de façon trop étroite. Celle-ci peut résulter du fait que des populations voisines rendraient l'expansion trop coûteuse. Le problème de la pression démographique est susceptible d'être résolu par différentes solutions. Les États et les marchés peuvent rendre la production et la distribution de nourriture plus efficaces, et les États juguler les conflits locaux, tout comme l'émergence des grandes religions mondiales durant « l'âge axial » a pu réduire la résistance des populations conquises aux empires en construction.

Une autre façon de formuler ce raccourcissement du cycle systémique est de dire que l'État et le marché autorégulateur permettent que certains ajustements se produisent en dehors de toute augmentation importante du niveau de conflictualité systémique. Cela étant dit, le nombre et la gravité des conflits sont demeurés cependant élevés, parce que le rythme d'expansion et de changement technologique n'a cessé d'augmenter. Même si ces mécanismes institutionnels d'articulation ont émergé, cela n'a pu définitivement abaisser le niveau de conflictualité systémique du fait que le rythme de changement des autres variables n'a cessé de croître.

Il est aussi difficile de saisir pourquoi et où le changement social innovateur apparaît, si l'on ne dispose pas d'une conceptualisation du système-monde en tant que totalité. Les nouvelles formes organisationnelles qui transforment les institutions et conduisent à une forme de mobilité ascendante dans la hiérarchie cœur/périphérie proviennent la plupart du temps de sociétés situées à la semi-périphérie. Typiquement, les États centraux investissent dans le *statu quo*. Dans les systèmes-mondes précapitalistes,

Figure 4. — Les raccourcis institutionnels temporaires dans le modèle de réitération



ils sont réticents et lents à accepter les innovations, plus particulièrement lorsqu'elles sont étrangères. Cela ne revient pas à dire qu'il n'y a pas d'innovations dans les zones centrales ; seulement que la greffe d'innovations se trouve ralentie au centre parce que ces anciennes sociétés ont trop investi dans les institutions et les techniques qui ont fait leur preuve, à savoir leur suprématie, contrairement aux sociétés semi-périphériques prêtes à risquer et parier sur de nouvelles formes institutionnelles et techniques dans l'espoir de rattraper l'ancien cœur.

Ainsi, tous les pays devenus des États centraux hégémoniques dans le système-monde moderne ont été anciennement des sociétés semi-périphériques (la Hollande, la Grande-Bretagne et les États-Unis), et ce, dans la continuité du modèle d'évolution sociale sur la longue durée proposé par Chase-Dunn & Hall [1997], à savoir le « développement semi-périphérique ». Les États et les cités-États capitalistes situés dans les marches semi-périphériques ont ainsi agi comme les principaux agents de la commercialisation, et de la formation des empires, depuis des millénaires. Ce phénomène inclut d'ailleurs aussi des innovations organisationnelles dans des pays contemporains situés à la semi-périphérie (par exemple, le Mexique, l'Inde, la Corée du Sud, le Brésil), peut-être appelées à transformer le système-monde global contemporain.

Cette approche requiert en définitive une pensée et une réflexion menées à un niveau structurel. Il faut être capable de s'abstraire des particularités du jeu de chaises musicales constitutif du développement inégal dans le système-monde pour percevoir les continuités structurelles. La hiérarchie cœur/périphérie demeure en effet, bien que certains pays connaissent une

mobilité ascendante ou descendante. Le système inter-étatique demeure, bien que l'internationalisation du capital ait contraint toujours davantage les capacités des États à organiser les économies nationales. Les États ont toujours été sujets à des forces économiques et géopolitiques globales dans le système-monde, et comme on le constate aujourd'hui encore, certains ont été plus efficaces que d'autres pour exploiter les opportunités et se protéger des contraintes (*liabilities*).

Dans cette perspective, beaucoup de phénomènes assimilés à la « mondialisation » ne correspondent en fait qu'à l'expansion récente du commerce international, des flux financiers et des investissements étrangers sous la houlette des entreprises multinationales et des banques. Une grande part du discours sur la « mondialisation » a pour présupposé le fait qu'il n'existait jusqu'à une date récente que des sociétés et des économies nationales séparées – celles-ci étant désormais supplantées par l'expansion de l'intégration internationale en partie induite par les nouvelles technologies de l'information et des transports. Plutôt qu'un phénomène entièrement unique et radicalement nouveau, la « globalisation » est depuis l'origine une intégration économique internationale, et en tant que telle une caractéristique majeure du système-monde qui n'a cessé d'osciller et de s'accroître depuis des siècles. Les recherches récentes comparant les XIX^e et XX^e siècles ont montré que la globalisation commerciale était à la fois un cycle et une tendance à long terme [Chase-Dunn, Kawano & Brewer, 2000]. Les grandes compagnies à charte du XVII^e siècle jouaient déjà un rôle important dans la détermination du développement des grands espaces régionaux dans le monde. Il est évident que les entreprises multinationales contemporaines sont des acteurs jouant un rôle beaucoup plus important, mais le point essentiel reste le fait que l'investissement à l'étranger n'est pas seulement une institution devenue fondamentale à partir de 1970 ou bien depuis la Seconde Guerre mondiale. Arrighi [1994] a montré que le capital financier a représenté une composante centrale du haut commandement du système-monde depuis le XIV^e siècle. Les flux et reflux contemporains de la monnaie à l'échelle mondiale, la récente expansion des services financiers ainsi que l'apparition de bulles spéculatives à grande échelle sont typiques des phases terminales des très longs cycles systémiques d'accumulation.

La plupart des tenants de l'approche système-monde ont défendu l'idée qu'omettre la dimension cœur/semi-périphérie/périphérie ou bien traiter la périphérie comme passive constituent de graves erreurs, pas seulement parce que l'approche se doit d'être exhaustive, mais aussi parce que la capacité des cœurs capitalistes et de leurs États à exploiter les ressources et la force de travail à la périphérie a représenté un facteur majeur pour départager les prétendants à l'hégémonie dans leur compétition historique. De même, la résistance des populations périphériques à la domination et

l'exploitation a joué un rôle éminent dans la détermination du développement historique des différents ordres mondiaux. Aussi, l'histoire mondiale ne peut être proprement comprise sans prêter attention à la hiérarchie cœur/semi-périphérie/périphérie.

McMichael [2000] a étudié le « phénomène de globalisation comme projet » (*globalization project*) – l'abandon des modèles keynésiens de développement national et l'importance nouvelle (ou renforcée) accordée à la dérégulation et à l'ouverture des marchés financiers et des marchés de biens et services nationaux au commerce international et à l'investissement étranger. Cette approche se concentre sur les aspects politiques et idéologiques de la récente vague d'intégration internationale. Le terme le plus utilisé pour ce tournant dans le discours global est celui de « néo-libéralisme », d'autres préfèrent parler de « Reaganisme/Thatchérisme » ou de « consensus de Washington ». Le déclin de la gauche politique dans le monde entier est survenu avant les révolutions de 1989 et la fin de l'Union Soviétique, mais fut sûrement aussi accéléré par ces événements. La base structurelle de l'essor du *globalization project* est le nouveau niveau d'intégration atteint par la classe capitaliste globale. L'internationalisation du capital a représenté depuis longtemps un élément important dans le mouvement vers une mondialisation économique. Et des prétentions à représenter de manière légitime les intérêts généraux du monde des affaires ont été avancées à maintes reprises dans le passé. En fait, chaque hégémon moderne a revendiqué cette légitimité. Mais la réelle intégration des intérêts de la classe capitaliste à l'échelle mondiale a très probablement atteint un niveau plus élevé que lors de la vague de mondialisation du XIX^e siècle. Ceci concerne la partie de la théorie du stade global du capitalisme qui doit être prise en compte sérieusement, sans pour autant en exagérer la portée.

Le système-monde a atteint désormais un point où, à la fois l'ancien système interétatique basé sur des classes capitalistes nationales séparées, et les nouvelles institutions représentant les intérêts globaux du capital coexistent et sont tous deux puissants. À la lumière de cela, chaque pays peut être perçu comme ayant une importante fraction de sa classe dirigeante alliée à la classe capitaliste transnationale. La grande question est de savoir si oui ou non ce degré nouveau d'intégration transnationale sera assez fort pour empêcher la compétition interétatique pour l'hégémonie mondiale de dégénérer en guerre généralisée, comme cela a toujours été le cas dans le passé, lors des périodes où l'hégémon (aujourd'hui les États-Unis) déclinait.

L'idée que la « mondialisation » capitaliste s'est produite par vagues successives, et que ces vagues d'intégration ont été à chaque fois suivies par des périodes de réactions violentes à l'encontre de ce processus, a d'importantes implications pour le futur. La « mondialisation » capitaliste

a augmenté à la fois les inégalités internationales et intranationales au cours du XIX^e siècle comme à la fin du XX^e siècle [O'Rourke & Williamson, 1999]⁵. Les pays et les groupes qui sont exclus de la « Belle époque » soit se mobilisent pour défier l'hégémonie des puissants, soit se retirent dans une forme d'autonomie et d'autosuffisance (voire les deux). Les mouvements de protestation à l'encontre de la mondialisation contemporaine sont apparus non pas au cœur, mais à la périphérie et à la semi-périphérie du système, avec les émeutes anti-FMI des années 1980 et la rébellion zapatiste dans le sud du Mexique en 1994. L'ensemble des mouvements sociaux transnationaux qui protestèrent en 1999 à la conférence de Seattle attirèrent l'attention des observateurs du cœur, et cette résistance à la mondialisation capitaliste n'a cessé de grandir en dépit des revers essuyés à la suite des réactions des puissances occidentales aux attaques terroristes du 11-Septembre 2001⁶. Il existe ainsi une tension apparente entre ceux qui, d'une part, se font l'avocat d'une « déglobalisation » et d'un détachement de l'économie capitaliste globale en faveur de la construction de relations sociales plus fortes, à la fois autonomes et plus coopératives, à la périphérie et la semi-périphérie ; et d'autre part, ceux qui cherchent à mobiliser un soutien à de nouvelles institutions ou à une réforme des institutions existantes et ayant trait à la gouvernance globale. Bien que constituant une réaction compréhensible à l'exploitation et à la domination, l'autonomie et l'autosuffisance ont peu de chances de résoudre les problèmes de l'humanité sur le long terme. Le grand défi du XXI^e siècle sera l'édification collective d'un *commonwealth* global, démocratique et rationnel. L'analyse système-monde peut contribuer de manière importante à cet effort.

5. [Ndt : Le projet de O'Rourke et Williamson est de prouver la convergence, entre Europe et Amériques, des salaires du travail non qualifié, dans la première mondialisation du XIX^e siècle, donc une certaine réduction des inégalités. S'ils prouvent en effet cette dernière, ils montrent qu'elle s'accompagne parfois de phénomènes d'accroissement des inégalités internes. Par ailleurs la convergence des seuls salaires n'empêche pas certaines divergences internationales importantes dans le revenu moyen par tête.]

6. Pour une réflexion pénétrante sur ce processus, cf. Podobnik et Reifer [2004, 2005].

II.

***Histoire globale
et capitalisme***





La construction d'une économie-monde européenne, 1450-1750

*Immanuel Wallerstein*¹

Une question fondamentale qui se pose à nous est de savoir si l'on peut affirmer l'existence d'une économie-monde européenne capitaliste entre 1450 et 1750. Autrement dit, il y a là une double interrogation : à cette période, l'Europe (ou une partie de l'Europe) constituait-elle une entité économique particulière avec une division du travail unique et axiale, et cette entité peut-elle être décrite comme capitaliste ?

Le débat part d'une prémisse à la fois conceptuelle et empirique : l'existence de phénomènes que l'on peut appeler des logiques systémiques (*logistics*) (selon les termes de Cameron) et que les écrits français sur le sujet nomment plus généralement « trends séculaires ». Il s'agit de cycles éventuels très longs, consistant en une phase d'expansion A et une phase de contraction B.

L'existence de tels trends séculaires semble un fait acquis dans la majeure partie (mais pas dans la totalité) des écrits des historiens économiques européens de notre siècle. De façon empirique, les délimitations temporelles les plus fréquemment rencontrées sont les suivantes :

Bas Moyen Âge	1000 (1100) – 1250 (1300)	phase A
	1250 (1300) – 1450	phase B
Premiers Temps modernes	1450 – 1600 (1650)	phase A
	1600 (1650) – 1730 (1750)	phase B

Je vais considérer l'existence de ces trends séculaires et leurs délimitations comme acquises.

1. Traduction française par Philippe Beaujard.



La logique de l'argumentation est essentiellement la suivante : il existe certaines similarités de base entre le trend séculaire médiéval et celui du début des Temps modernes. Ces similarités nous permettent de les définir l'un et l'autre comme des trends avec une phase A et une phase B. Mais une comparaison attentive montre des différences qualitatives significatives permettant d'en déduire que l'Europe présentait une division axiale du travail dans la seconde mais pas dans la première période.

Le schéma de base d'un trend séculaire implique, au minimum, une expansion et une contraction de trois grandeurs – population, activité économique et prix – de façon simultanée. Si l'on ignore les fluctuations à court terme, les trois grandeurs croissent et déclinent régulièrement sur le long terme, vraisemblablement à l'unisson. La question de savoir laquelle de ces trois grandeurs est primordiale dans l'explication du trend séculaire a fait l'objet de nombreux débats historiographiques. Considérant ceux-ci comme largement futiles, je vais les ignorer ici.

Bien sûr, chacune de ces grandeurs représente en fait un complexe de variables. Les prix ne constituent pas une simple série que l'on pourrait prendre comme un tout. Par exemple, dans une Europe à dominante agricole on a depuis longtemps considéré le prix du blé comme fournissant des séries de référence. En plus de l'augmentation et de la diminution de son prix en termes absolus, le blé augmentait et diminuait corrélativement au prix d'autres céréales. Et les prix de l'ensemble des céréales augmentaient et diminuaient corrélativement aux prix des produits de l'élevage et de l'industrie. Pour tous ces produits, nous devons observer la corrélation entre les fluctuations de prix et les fluctuations des rentes foncières. Enfin, le « prix » des salaires, c'est-à-dire les salaires réels, variait à l'inverse des autres séries de prix. Le concept d'activité économique, lui aussi, se compose de nombreuses variables, telles que la quantité de transactions commerciales, la production totale, la superficie de terre utilisée, le taux de rendement et la masse monétaire. Ces variables économiques étaient en outre étroitement liées à des variables de la structure sociale comme l'agronomie, les schémas de tenure de la terre, le degré d'urbanisation et la puissance des corporations.

Un élément essentiel propre au concept de trend séculaire serait qu'il existe une corrélation pratiquement systématique dans les mouvements conjoncturels de ces variables, la plupart étant en corrélation respectivement directe, quelques-unes en corrélation inverse avec la majorité. De façon générale, dans la plupart des analyses faites par des historiens économiques, il n'y a pas de réflexion globale sur la façon dont les variables « politiques » et « culturelles » sont liées à ce schéma, c'est-à-dire sur l'existence ou non de corrélations systématiques additionnelles. Je pense que cette omission est une erreur, car je ne crois pas que l'on puisse

comprendre comment fonctionnait le système global sans prendre en considération l'interrelation profonde de toutes les sphères de l'action sociale.

L'EUROPE DU BAS MOYEN ÂGE

Nous parlons de « système féodal » pour décrire cette période. Le mot « système » me paraît discutable, étant donné que l'Europe féodale n'était ni une économie-monde ni un empire-monde. En tant que « système », elle peut au mieux être décrite comme les restes de la désintégration de l'éphémère empire carolingien. Il est peut-être préférable de l'appeler « civilisation », ce qui voudrait dire qu'il s'agissait d'un ensemble de petits systèmes (ou d'espaces présentant une division du travail) liés, dans la mesure où ils étaient liés, par une structure religieuse commune et, de manière plus limitée, par la *lingua franca* du Latin.

La géographie de l'Europe féodale consistait en une multiplicité de structures seigneuriales dont chacune était le centre d'une petite division du travail impliquant une zone environnante ; ces structures étaient à leur tour encadrées de façons variées à l'intérieur de structures politiques plus larges et plus lâches. Nombre de ces zones locales étaient aussi engagées dans des réseaux de commerce à longue distance. Mais peut-on estimer que ces espaces locaux faisaient partie d'une entité économique supérieure, présentant une division du travail particulière ? Peu d'auteurs affirmeraient qu'il en était ainsi au Bas Moyen Âge. Et cependant ces zones séparées semblent avoir résonné selon les mêmes pulsations, qui nous font parler d'un trend séculaire. Aux XI^e et XII^e siècles, la population se mit à croître à peu près partout. La production agricole également, à la fois parce qu'il y avait plus de personnes impliquées dans l'agriculture et parce que la demande pour les produits était plus forte. Chaque zone locale ou village mettait en valeur les terres en friche alentour (forêts, landes et marais) – des terres qui, logiquement, devaient dans l'ensemble être moins fertiles que celles utilisées auparavant. Cette expansion n'eut pas seulement lieu sur le pourtour de chaque zone locale mais aussi aux frontières de « l'Europe » chrétienne dans son ensemble – cf. les Croisades, les débuts de la *Reconquista* en Italie, la reprise des îles de la Méditerranée occidentale, la colonisation « allemande » de « l'Est », la poussée scandinave vers le Nord et celle de l'Angleterre à l'Ouest, en terres celtes.

Parce que les céréales étaient en forte demande et donc sources de profit, non seulement on récupérait des « friches », mais il s'opéra un passage de l'élevage à l'agriculture et de céréales pauvres à des céréales riches (blé,

avec seigle comme céréale secondaire). Il devint rentable d'investir dans des nutriments pour la terre et dans l'amélioration de la technologie, et les rendements crurent en dépit d'une baisse de la qualité moyenne des sols cultivés.

Étant donné l'expansion et l'inflation générales, les propriétaires terriens considérèrent comme moins désirables les systèmes de tenure qui impliquaient une rente monétaire. Les rentes fixes perdaient de leur valeur du fait de l'inflation. Les propriétaires terriens cherchèrent donc à réduire la durée des baux, ou mieux encore à transformer la redevance-argent en redevance-travail (servitude), se garantissant ainsi une offre de main-d'œuvre dans un marché en pleine expansion. La main-d'œuvre pouvait toujours être utilisée de manière profitable. D'un autre côté, de très petites unités de production pouvaient aussi se révéler rentables : un nombre croissant de personnes « entrèrent » ainsi dans le marché comme producteurs de céréales, multipliant le nombre d'acteurs économiques et « déconcentrant » la production. En fait, l'institution de la servitude – pour une part – visait précisément à limiter cette déconcentration.

L'expansion générale de l'économie impliquait également, et corrélativement, l'expansion du secteur industriel (principalement textiles et métaux) et sa concentration dans des zones urbaines (ce qui réduisait les coûts des transactions). Cet essor en milieu urbain rendit possible l'émergence d'une structure de guildes relativement forte. Dans l'ensemble, il y eut une spécialisation accrue de l'activité économique et une expansion des divisions locales du travail. En plus des divisions locales du travail, on trouvait un peu de commerce à longue distance en biens « de luxe », mais la division du travail à moyenne distance semble avoir été limitée, en raison du coût élevé des transports. En tout cas, de façon générale les espaces locaux ne dépendaient pas ou ne comptaient pas sur de telles sources d'approvisionnement « régionales » (c'est-à-dire à moyenne distance).

La vie politique de la civilisation féodale était essentiellement locale. Chaque propriétaire terrien/seigneur cherchait à prolonger sur le plan politique la domination économique qu'il exerçait sur sa localité – et ce, même lorsque le propriétaire était un homme d'église, ce qui était souvent le cas. Les rois, ducs et comtes étaient avant tout de puissants propriétaires terriens ou seigneurs possédant des biens et propriétés dont ils tiraient leurs revenus, et secondairement des chefs de guerre qui constituaient leurs armées avec leurs vassaux, nobles et autres propriétaires. Dans la période d'essor de l'économie, tous les propriétaires terriens renforçaient leur emprise politique sur leurs populations paysannes, d'abord en instituant puis en étendant le régime de la servitude, mais également en augmentant le nombre de leurs domestiques. En même temps qu'augmentait le pouvoir

du propriétaire sur les producteurs directs de sa localité, augmentait le pouvoir des « dirigeants » (rois, etc.) sur la noblesse locale. La taille des « maisonnées » des dirigeants s'accrut, et de petites bureaucraties firent leur apparition. L'expansion « extérieure » de l'Europe fut le fait de ses dirigeants ; elle leur permit en retour de gagner en puissance. Toutefois, il ne faudrait pas exagérer l'importance de ce phénomène : il n'existait pas d'États réellement forts, et la noblesse se défendit (*cf.* la *Magna Carta* de 1215 en Angleterre). La simple existence d'États constitue cependant un fait marquant de cette époque.

Culturellement, l'époque du Bas Moyen Âge fut une période d'efflorescence. La base matérielle était là, ainsi que la confiance en une civilisation. L'expansion « extérieure » de l'Europe permit l'influence de nouveaux courants culturels qui furent toutefois aisément assimilés dans la *Weltanschauung* existante. La *Summa Theologica* de Thomas d'Aquin était précisément cela : une somme au sens de récapitulation. La croissance démographique générale, l'urbanisation de l'industrie et l'expansion des champs politique et culturel se traduisirent par une augmentation du nombre et de la taille des villes. Ceci permit l'émergence d'une petite couche d'intellectuels et les premières universités virent le jour.

Vers 1250-1300, l'expansion prit fin et une longue période de régression s'installa. Pour l'essentiel, tout ce qui avait été en expansion se trouva en repli. Les frontières « extérieures » reculèrent. Les Croisés furent expulsés, les Byzantins reconquirent Constantinople, les Maures se rassemblèrent à Grenade (au moins pour un temps), et l'on eut à subir les invasions des Mongols venus des steppes asiatiques. La population déclina, principalement à cause de la peste noire. Au lieu de cultiver de nouvelles terres, on en remit en friche (*Wüstungen*), dans une certaine mesure les mêmes terres qui avaient été défrichées quelque deux siècles auparavant. Cette situation était due en partie au déclin de la population (épidémies, famines et guerres locales), mais aussi à des raisons de sécurité, ainsi qu'aux annexions faites par les propriétaires terriens et aux enclosures qu'ils installèrent.

La hausse des prix fut renversée. Les rentes foncières baissèrent. Le prix du blé diminua. Un changement s'opéra dans l'utilisation de la terre, des champs céréaliers à des pâturages ou des vignobles (selon la zone climatique), à la fois parce que le besoin en céréales était moindre et parce que la production céréalienne demandait plus de main-d'œuvre. Les céréales nobles laissèrent la place aux céréales plus pauvres. On investit moins dans la technologie et les nutriments pour le sol, et, partant, les rendements diminuèrent.

Pour les seigneurs, la réduction de leurs rentes fut encore aggravée par le déclin de la population, ce qui accrut le pouvoir de négociation des producteurs directs. Il en résulta une diminution de la servitude, qui finit

pratiquement par disparaître. D'un autre côté, les propriétaires cherchèrent à compenser leurs revenus déclinants en annexant des terres et en les clôturant, ce qui amena une certaine reconcentration. De ces évolutions combinées, il résulta un affaiblissement économique des propriétaires terriens, dont la main-d'œuvre était trop restreinte, et un renforcement d'une couche de fermiers « koulaks » à la tête d'exploitations utilisant la main-d'œuvre de plusieurs lignées parentes et de plusieurs générations. Le capital se détourna de l'investissement dans la terre. Évidemment, le marché des biens industriels déclina également. Les salaires réels augmentèrent. Cherchant à réduire les coûts de production, les industries choisirent souvent de s'installer en zones rurales, avant tout pour réduire les coûts de la main-d'œuvre (une considération qui prit le pas sur le souci de maintenir des coûts de transactions bas, d'autant que le nombre de transactions était en diminution).

Politiquement, il en résulta un déclin de l'autorité locale du propriétaire terrien/seigneur sur les producteurs directs de la localité. Le pouvoir des dirigeants s'amenuisa, de manière similaire. Les « États » commencèrent à s'effriter, les dirigeants perdant leur emprise sur les propriétaires/la noblesse. Conséquence de la « crise des revenus seigneuriaux », on assista à un accroissement considérable d'une violence *interne* à l'Europe, qui est à distinguer de la violence à ses frontières extérieures. Il y eut de nombreuses révoltes de paysans, qui tiraient avantage du déclin général de l'autorité politique. Essayant d'accroître leurs revenus, les dirigeants et les nobles se combattirent à la fois sur une plus large échelle et de manière plus intense. Ces effusions de sang au sein des classes supérieures les affaiblirent encore davantage vis-à-vis des producteurs directs.

Culturellement, ce fut une époque de remise en cause de l'autorité, d'iconoclasme et d'agitation. L'autorité centrale de la papauté déclina. De nombreux mouvements religieux se répandirent, aux accents égalitaires et à la théologie quasi hérétique. Le « centre » de la culture ne pouvait résister. Les intellectuels devenaient plus indépendants.

Ce qu'il faut noter, en résumant l'ensemble de ce trend séculaire, c'est sa symétrie. Les variables économiques grimpèrent puis déclinèrent. Les structures sociales changèrent d'abord dans une direction, et ensuite en sens inverse. Les hiérarchies politiques (propriétaires par rapport aux producteurs directs, dirigeants par rapport aux nobles) se renforcèrent dans un premier temps puis s'affaiblirent. La culture centrale s'affirma tout d'abord, pour être ensuite largement remise en cause. En outre, cette symétrie apparaît non seulement dans l'ensemble de la civilisation féodale européenne mais dans chacune des différentes localités. De façon générale, il y eut peu de variations sur ces points entre les différentes parties de « l'Europe ». C'est comme si chaque espace local avait reproduit le

schéma général. L'Europe féodale était fondée sur ce que Durkheim a décrit comme une « solidarité mécanique² ».

LES DÉBUTS DE L'EUROPE MODERNE, 1450-1750

Un changement essentiel est à souligner pour le trend séculaire des premiers Temps modernes en Europe : son schéma général perdit une grande partie de sa symétrie, que ce soit la symétrie entre les phases A et B ou la symétrie géographique. On assista de nouveau à une expansion suivie d'une contraction, mais leurs configurations se compliquèrent. Il y avait encore corrélation avec les développements politiques et culturels, mais là aussi dans des schèmes plus complexes. Dire que le schéma était plus complexe ne veut pas dire qu'on ne peut pas distinguer de schéma. Mais pour le comprendre, nous devons introduire une modélisation spatiale, ou la distinction centre-périphérie.

En outre, la phase B prit un sens différent. Alors que dans le trend séculaire médiéval, elle se traduisit par une régression de la population, de l'activité économique et des prix, dans les premiers Temps modernes, la phase B, mesurée à l'échelle de l'Europe, correspondit à une stagnation ou à un ralentissement du taux d'expansion. Ceci est clairement visible dans les chiffres de la population. La grande progression de 1450-1600 devint la courbe plus plate de 1600 à 1850. Il n'y eut aucun équivalent de la peste noire. De plus, on peut noter une variation géographique. On n'observe pas de ralentissement significatif dans l'essor de la population en Europe du Nord-Ouest, mais une nette baisse en Europe centrale (conséquence de la guerre de Trente ans) et un aplatissement de la courbe en Europe de l'Est et du Sud.

À nouveau, on assista à une progression dans l'utilisation de la terre, non seulement à l'intérieur de l'Europe, mais aussi à ses frontières extérieures. La période A fut la période des grandes explorations et de l'incorporation d'une partie des Amériques dans la carte de production de l'Europe. La période B, en revanche, marqua un ralentissement d'incorporations nouvelles, mais il n'y eut aucune rétrocession.

L'observation des modes d'utilisation de la terre montre qu'une fois encore, dans la phase A, on se tourna plus largement vers la production agricole, puis on s'en éloigna dans la phase B. Mais dans les détails, tout fut très différent du trend séculaire précédent. En ce qui concerne les change-

2. Savoir pour quelle raison il n'y a pas eu répétition du trend séculaire féodal est une question importante dont j'ai traité longuement ailleurs [Wallerstein, 1992, p. 561-619]. Mais elle n'est pas pertinente dans l'analyse présente.

ments dans l'utilisation de la terre, l'Europe du Nord-Ouest se dirigea vers un mode de production complémentaire agriculture/élevage (agriculture avec échanges entre parcelles de terre destinées à l'agriculture et parcelles destinées à l'élevage, et pratique de l'assolement – *up-and-down husbandry*, *Koppelwirtschaft* – dans la phase A, et une agriculture avec échanges entre parcelles encore plus intensive dans la phase B). À l'échelle de l'Europe, ceci fut compensé par le maintien de spécialisations, que ce soit dans la production agricole ou dans l'élevage, en zones périphériques, combinées à une large exportation pour les besoins des centres urbains de l'Europe du Nord-Ouest. Cela supposait donc la création, partout, de grandes unités de production, la reconstitution des grands domaines en Europe du Nord-Ouest, par des enclosures plus étendues et/ou la réinvention des droits « féodaux », ainsi que la constitution de *Gutswirtschaften* et de *latifundia* en zones périphériques.

D'un côté, les écarts sur les prix des biens, en Europe, se réduisirent considérablement. Alors qu'à la fin du Moyen Âge il y avait au moins trois zones de prix distinctes, l'écart entre la zone de plus hauts prix et celle de prix les plus bas diminua de 6 : 1 à 2 : 1 entre 1500 et 1800. Mais d'un autre côté, l'activité commerciale s'accrut entre les différentes parties de l'Europe, et celles-ci étaient dépendantes des différentiels importants qui existaient dans le prix de la main-d'œuvre. Ainsi, alors que les écarts de prix diminuaient, les écarts dans le niveau de vie s'approfondirent. Comme au Moyen Âge, la phase A représenta une période de spécialisation accrue et la phase B une période de spécialisation réduite, mais l'unité spatiale où ceci pouvait être mesuré avait changé. À la fin du Moyen Âge, il s'agissait de spécialisation à l'intérieur d'une multiplicité de zones géographiques relativement petites ; dans les premiers Temps modernes de l'Europe, le processus de spécialisation se développa à l'intérieur d'une seule aire géographique de très grande dimension.

Des phénomènes similaires se produisirent dans l'industrie. La phase A représenta une période d'industrie urbanisée et la phase B une période de localisations plus rurales des industries (« proto-industrialisation »). Bien sûr, à la fin du Moyen Âge il existait une certaine concentration locale de l'industrie dans la vieille épine dorsale [allant de l'Italie du Nord aux Pays-Bas], mais elle était de peu d'importance en comparaison de la concentration industrielle qui émergea en Europe du Nord-Ouest dans les premiers Temps modernes. De plus, dans la phase B de cette période, une déspecialisation se produisit par la réémergence d'industries installées en milieu rural dans les zones périphériques ; elle concerna avant tout les textiles de moindre valeur, ceux à haute valeur ajoutée restant produits pour la plus grande part dans le centre de l'économie-monde.

On retrouve ce schéma géographique inégal dans les modes de contrôle du travail. Alors que dans le trend séculaire du Bas Moyen Âge, la phase A représenta fondamentalement une période où la servitude se trouvait presque partout instituée et la phase B celle où la servitude fut abolie, dans le trend séculaire moderne naissant on peut observer des variations géographiques très claires. Le centre, doté d'une agriculture plus spécialisée, ne revint pas à un système de servitude dans la période A, mais se dirigea plutôt vers un modèle triadique – propriétaire, fermier et producteur direct « tenancier en second ». Ceci s'accentua encore dans la période B avec la « disparition » des *yeomen*. La plus grande partie de la production agricole était destinée à la vente sur les marchés.

À la périphérie émergèrent des unités de grande taille utilisant une main-d'œuvre servile pour des cultures de rente : serfs sur les *Gutswirtschaften* d'Europe de l'Est ; esclaves et, pour un temps, travailleurs gagés engagés sur les plantations de la Grande Caraïbe ; différents modèles de travail forcé pour la main-d'œuvre amérindienne dans les mines américaines. Une partie importante de leur production était destinée au marché (vendue au centre dans la période A, puis sur les marchés « régionaux », en période B, lorsque les marchés du centre furent « fermés » à ces unités), mais ces régions produisaient aussi pour leurs propres besoins.

Lorsque la rentabilité des grands domaines de la périphérie déclina en période B, les propriétaires compensèrent leurs pertes de revenu par une exploitation accrue de la main-d'œuvre. Il est à noter que la pression sur la main-d'œuvre se fit probablement de plus en plus forte avec l'établissement d'une économie-monde capitaliste, passant de la norme médiévale – travail de l'aube à midi – au schéma des premiers Temps modernes – travail sur une journée entière –, lequel fut *de facto* étendu plus avant dans les zones périphériques en période B.

En outre, lorsque la spécialisation passa d'un niveau local à un niveau européen, la constitution de plus de deux zones devint possible. De fait, une troisième zone apparut, semi-périphérique, déployant ses propres caractéristiques : une prévalence du métayage, un rôle d'intermédiaire dans les réseaux commerciaux de l'économie-monde, une combinaison d'activités économiques du centre et de la périphérie, des structures étatiques et des niveaux de salaires (sur le long terme) situés entre les modèles du centre et des régions périphériques.

On doit souligner une dernière différence majeure dans le paysage économique du trend séculaire des premiers Temps modernes par rapport à celui de la période médiévale : des entreprises multisectorielles monopolistiques – l'étage supérieur de la maison-monde de Braudel –, outrepassant les frontières politiques, émergèrent à cette époque comme

acteurs économiques primordiaux, devenant le lieu clé de l'accumulation du capital.

Le fonctionnement du politique dans l'économie-monde capitaliste était très différent de son fonctionnement dans la civilisation féodale. Les États devinrent l'unité clé de l'organisation politique, remplaçant l'unité locale dont le centre était le manoir. Les États commencèrent à prendre leur forme moderne. Le premier problème fut la création de bureaucraties importantes, à la fois civiles et militaires, de sorte que les dirigeants ne dépendaient plus en premier lieu des terres qu'ils possédaient pour leurs revenus, mais s'appuyaient sur l'établissement d'un système de taxation. Dans la transition d'un système féodal centré sur le domaine d'un dirigeant à un système bureaucratique pleinement développé du type décrit par Weber, les États européens des premiers Temps modernes inventèrent un système intermédiaire, dans lequel les bureaucrates étaient des entrepreneurs en partie indépendants, engagés dans un partage des revenus avec l'État à travers l'institution de la vénalité des offices et celle de l'affermage des impôts. En tant que mécanismes transitoires, ils s'avèrent remarquablement solides et efficaces.

Les États étaient situés à l'intérieur d'un système interétatique, et contraints par cette nouvelle institution, qui se mit furtivement en place au *xvi^e* siècle et ne fut consacrée qu'en 1648, par le Traité de Westphalie. En théorie, tous les États à l'intérieur du système étaient souverains, indépendants et égaux. Dans la pratique, il existait une hiérarchie du pouvoir étatique, qui tendait à dépendre de la position de chaque État dans l'économie-monde. Cette combinaison de la plus grande importance des États et de la création d'un système interétatique modifia profondément l'impact des phases A et B du trend séculaire sur la distribution du pouvoir.

Dans le trend séculaire médiéval, le pouvoir du seigneur sur le producteur direct et celui du dirigeant sur la noblesse s'étaient accrus durant la phase A, et avaient décliné en corrélation avec le repli de la phase B. Dans le trend séculaire des premiers Temps modernes, on assista à un accroissement du pouvoir du dirigeant sur la noblesse (absolutisme) au niveau du centre, mais à un déclin régulier de ce pouvoir (*cf.* par ex. l'accroissement énorme du pouvoir de la diète polonaise) au niveau de la périphérie, avec l'établissement d'une situation intermédiaire dans les États semi-périphériques. Les faits étaient quelque peu différents en ce qui concerne les relations de dépendance aux seigneurs. Alors que le pouvoir du seigneur sur le paysan augmentait clairement dans la périphérie, notamment en phase B, la relation de pouvoir était plus équilibrée dans le centre. Là, les dirigeants cherchaient à exercer un contrôle politique direct sur leurs sujets, et à recevoir une part encore plus grande de leurs paiements monétaires. Dans cette optique, il leur fallut essayer de diminuer le pouvoir politique du groupe

intermédiaire des seigneurs sur les producteurs directs. Les dirigeants y parvinrent plutôt bien en phase A, mais le processus se ralentit en phase B. Néanmoins, on peut affirmer qu'en général, les relations de dépendance aux seigneurs évoluèrent vers un affaiblissement du pouvoir seigneurial. Ce processus n'allait porter ses fruits qu'au XIX^e siècle, lorsque le citoyen passa finalement sous le contrôle direct de l'État sans intermédiaires locaux significatifs. Ce n'était toutefois pas le cas dans les zones périphériques, et ne l'est toujours pas aujourd'hui.

Une autre différence est à noter sur le plan politique. Le développement d'un système capitaliste engendra évidemment l'essor de la bourgeoisie. Là encore, le phénomène fut géographiquement très inégal dans l'économie-monde européenne. La bourgeoisie connut un essor essentiellement dans le centre du système, et se trouva pratiquement éliminée dans la périphérie (du moins les bourgeoisies d'origine locale). En outre, et par voie de conséquence, les politiques nationales de chaque zone changèrent de manière corrélative.

Notons enfin, brièvement, que la même différenciation spatiale peut être notée dans le domaine culturel. Alors que l'Europe féodale était – jusqu'à un certain point – culturellement homogène (du moins si l'on se réfère à l'entité culturelle dominante, l'Église), l'Europe des premiers Temps modernes vit apparaître un schisme religieux majeur qui, sur l'ensemble de cette époque, se situe en corrélation importante, bien qu'imparfaite, avec le schisme économique de base. Même s'il n'est pas envisageable de seulement commencer à explorer ici ce sujet riche et complexe, il ne semble pas que cette corrélation soit accidentelle.

Le trend séculaire des premiers Temps modernes se reproduit par la suite. Bien sûr, il existe certains processus de développement du système – l'expansion spatiale et l'incorporation de nouvelles zones dans l'économie-monde, les démonopolisations répétées et la recherche de nouvelles technologies sur lesquelles peuvent être fondés de nouveaux monopoles, les processus suivis d'urbanisation, de prolétarianisation et de cooptation politique – qui semblent en changer la forme, mais qui en fait ne modifient pas la structure de base du système-monde, géographiquement asymétrique et inégalitaire.

Voici donc ce qui sépare fondamentalement les deux trends séculaires : symétrie/asymétrie, multiples divisions locales du travail/une seule division du travail à l'échelle de l'économie-monde, une suite de phases A-B qui montre un renversement/une suite A-B qui prend la forme d'une marche (ou d'une roue à rochet), ou, pour utiliser le modèle de Durkheim, différence entre « solidarité mécanique » et « organique ». Il est certain que la question essentielle est de savoir comment des différences relativement petites dans l'Europe du début du long XVI^e siècle (et par conséquent dans

l'économie-monde capitaliste géographiquement en expansion) ont fini par se transformer en un large fossé au xx^e siècle. Certains estiment que ceci n'est qu'en partie vrai, la différence quantitative n'étant pas si importante. Un point de vue qu'il semble difficile de soutenir. D'autres, par ailleurs, affirment que cela n'est devenu vrai qu'au xix^e, voire au xx^e siècle. Il est bien sûr possible de soutenir cette thèse puisque la polarisation s'est affirmée continûment et à un rythme accéléré. Mais il semble illogique de dater la vie d'un organisme en ne se fondant que sur son stade de pleine maturité, juste avant qu'il ne meure. La jeunesse doit faire valoir ses droits sur la réalité.



L'hypothèse de la continuité historique du système monde

Barry Gills et Robert Denemark¹

LE CONCEPT DE CONTINUITÉ

Nous défendons la perspective d'une continuité en histoire mondiale. L'idée d'une continuité historique sur le long terme peut être considérée en opposition à celle d'un perpétuel changement, ou encore de transformations périodiques. Avec l'avènement des Lumières, de la révolution scientifique, de l'industrialisation et de l'urbanisation modernes en Europe, l'idée de progrès est devenue un concept dominant. Étroitement associée à la reconceptualisation du temps et de l'espace qui a accompagné la modernité, le capitalisme et leur expansion globale, cette notion de progrès est pensée comme linéaire et fondée sur l'attente d'un changement significatif constant ponctué de transformations cruciales dans pratiquement tous les aspects de la vie sociale. Cette perspective est si profondément ancrée dans la psyché humaine contemporaine que nous estimons qu'il s'agit là d'une condition naturelle, alors qu'elle doit être considérée en réalité comme le produit de situations historiques spécifiques. En affirmant l'importance du concept de continuité (de ce qui persiste, dans la longue durée, et ne tend pas vers le changement, mais se prolonge et « se répète »), nous voulons proposer un défi et une alternative analytique qui corrige la manière dont sont perçus le monde et son histoire, selon une progression linéaire fondée sur des changements majeurs et des étapes ou stades dans le développement social.

La thèse de la continuité suggère que trop d'importance a été accordée à la recherche et à la compréhension de discontinuités et de transitions dans l'histoire mondiale. Cette emphase excessive s'explique par deux raisons. La première tenait dans l'espoir qu'une compréhension des discontinuités

1. Traduction française par Philippe Beaujard.



et des transitions dans les dynamiques sociales globales permettrait de révéler les processus centraux de la vie sociale. Éclairer les relations et les dynamiques responsables des changements aiderait à saisir pourquoi ces derniers interviennent et à mettre en lumière les forces sociales historiquement déterminantes. La deuxième raison se trouve dans la tendance à mettre l'accent sur les processus sociaux qui se produisent près de nous, dans l'espace ou dans le temps, ou plus probablement dans les deux en même temps. Les chercheurs étudient les sociétés à la lumière de leur propre expérience. Il en résulte que les discontinuités perceptibles dans certaines régions sont vues comme plus significatives qu'elles ne le sont en réalité ; ainsi, la manière dont nous engageons des comparaisons et des évaluations peut s'en trouver altérée.

Cette emphase mise sur le changement est porteuse d'un défaut majeur qui passe souvent inaperçu. L'ordre social, pour l'essentiel, peut rester stable dans sa nature. Les changements qui paraissent significatifs sur le court terme peuvent ne représenter que des altérations mineures lorsqu'ils sont vus au prisme d'un ensemble de considérations plus larges perceptibles dans la longue durée. Il est facile d'accorder une importance exagérée aux différences qui existent entre régions, et de tracer des lignes de fracture trop nettes entre des forces sociales qui existent en fait avant et après les tournants temporels supposés. Avant de prendre la décision de mettre a priori l'accent sur les discontinuités, il paraît raisonnable de considérer les continuités repérables dans le temps et dans l'espace. Il est vrai qu'elles peuvent être difficiles à reconnaître. Les comportements qui ne changent pas de manière rapide ou régulière font partie de notre paysage mental, ce qui contribue à les rendre pratiquement invisibles. Du point de vue de la thèse de la continuité dans l'histoire des systèmes-mondes, cependant, il n'y a aucune raison légitime ou pressante de mettre l'accent sur les discontinuités et d'en faire la problématique centrale et déterminante de l'histoire mondiale ou globale. Il n'y a pas de raison évidente pour déclarer que certains types de différences sont particulièrement significatifs, à moins qu'elles ne soient replacées de manière appropriée dans un contexte plus large et dans la longue durée. Une recherche explorant la thèse de la continuité doit se fixer comme but premier la mise en lumière de ces contextes, sur une base détaillée et générale. L'hypothèse de la continuité suggère que seule une analyse du système pris dans sa totalité nous permettra de saisir de manière convaincante comment les « parties » de ce système s'assemblent. Ce n'est qu'en sachant comment les parties s'assemblent que nous pouvons commencer à comprendre ce qui dirige le système et pourquoi les différentes régions divergent. Il y a beaucoup à apprendre d'une étude globale systémique des éléments constants ou pérennes de l'ordre social. Nombre des processus, des forces sociales et des types de comportement

qui sont considérés comme propres à la modernité se trouvent être en réalité remarquablement anciens et peuvent être mieux interprétés lorsqu'ils sont considérés dans une perspective historique de longue durée.

LA THÈSE « CONTINUATIONNISTE » ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

Le concept de système-monde fut élaboré par Wallerstein [1974]. Les bases matérialistes de l'approche de Wallerstein se fondaient sur une conceptualisation particulière du capitalisme comme système d'économie politique qui tire son origine des changements intervenus en Europe au cours du « long XVI^e siècle ». Cette version européenne du capitalisme était caractérisée par le soi-disant nouveau besoin d'une « accumulation sans limite » du capital. Cette accumulation sans limite est censée avoir donné jour à un environnement social unique où les classes ont émergé, où des contradictions dans le processus d'accumulation se sont développées, où des zones centrales ont été entraînées à l'expansion, dans une tentative de dépassement des limites rencontrées par les divers processus capitalistes, où les États-nations modernes sont entrés en lice, et sont parvenus parfois à dominer l'ensemble du système d'une manière dite hégémonique. Selon cette perspective, il y a eu de nombreux « systèmes-mondes » (le trait d'union est ici à noter), et le système actuel se caractérise par son caractère capitaliste. Les processus sociaux à l'œuvre dans des systèmes-mondes distincts, cependant, ne sont pas toujours comparables, et l'étude d'époques séparées ne représente pas non plus la voie d'approche appropriée. Comme chaque époque est censée être façonnée par des forces singulières, une attention particulière apportée aux « transitions » entre ces périodes est inhérente à cette perspective.

La perspective wallersteinienne du système monde a été récusée par Frank et Gills depuis les années 1990. Leurs études passées et indépendantes de l'histoire mondiale, notamment des aires non européennes, les a amenés à mettre en question l'idée selon laquelle des différences cruciales existaient dans la nature des processus sociaux à l'œuvre durant des périodes soi-disant uniques, et entre aires géographiques. Bien au contraire, ils reconnaissent des niveaux d'uniformité significatifs et jusqu'ici insoupçonnés à la fois entre régions et de part et d'autre des soi-disant « frontières » temporelles historiquement cruciales. Cette reconnaissance posait un problème logique important. Si les mêmes types de processus sociaux étaient à l'œuvre de part et d'autre de ces soi-disant frontières temporelles, générant les mêmes conséquences, ils ne pouvaient être propres à une époque donnée. Dans la perspective de la thèse « continuationniste » qui résulte de cette observation, le système monde n'est pas un phénomène

uniquement moderne ou contemporain, qu'on le définisse par sa plus récente phase de mondialisation ou par les changements vieux de 500 ans dans la structure de l'économie politique émanant du « long xvi^e siècle », comme le prétendent les adeptes du modèle wallersteinien et d'autres chercheurs qui soulignent l'essor de relations de production capitalistes à cette époque (ainsi Brenner, Meiksins-Wood et d'autres matérialistes historiques marxistes contemporains). Plus spécifiquement, l'idée de l'origine et de l'essor historique du capitalisme comme représentant un événement unique ayant son siège en Europe ne constitue sans doute pas le point de départ approprié pour comprendre les processus de l'Histoire globale et le rôle de l'accumulation du capital ou saisir comment les forces sociales ont façonné l'époque où nous vivons. Si nous pouvons apprendre beaucoup de l'étude comparée des systèmes-mondes (à la suite du travail important de Chase-Dunn et Hall), les fondements de telles études sont enracinés dans la croyance selon laquelle les phénomènes de mondialisation de l'ère capitaliste moderne sont essentiellement différents de ceux des périodes précédentes. Un comparatisme vraiment fructueux a peu de chance de résulter de telles prémisses, et la continuité reste largement invisible ou sous-théorisée (pour une exposition théorique plus approfondie sur ces points et d'autres perspectives sur les systèmes mondiaux, cf. Denmark *et al.* [2000]).

La thèse « continuationniste », par contraste, offre une vue radicalement différente des origines du système monde et une nouvelle interprétation du rôle de l'accumulation du capital dans l'Histoire globale. Le système monde a été créé et soutenu par des ensembles de routes de commerce et de communication à l'échelle mondiale qui sont vieux de plusieurs milliers d'années, et pas seulement de quelques décennies ou même quelques siècles. Si l'on considère les interactions propres aux processus d'accumulation du capital, les conditions dans des zones lointaines de l'Eurasie étaient étonnamment influencées par ces interactions, même dans l'Antiquité, et les mêmes phénomènes peuvent être observés dans l'histoire des civilisations précolombiennes des Amériques. En fait, notre vision d'une « influence partagée », dans l'histoire du monde, qui rejoint l'approche en termes d'interactions développée en premier lieu par McNeill dans *L'Essor de l'Occident (The Rise of the West)*, souligne la récurrence d'une « réciprocité d'influences » entre les nombreuses régions participant du système monde, plutôt que l'idée de « civilisations » discrètes, essentiellement séparées les unes des autres pendant des millénaires. Le plus fameux exemple de ces routes anciennes du commerce et de la communication qui jouèrent un rôle persistant à l'échelle du système monde est offert par la « route de la soie », terme qui recouvre en fait l'existence de plusieurs routes à travers l'Asie centrale, entre l'Europe occidentale à une extrémité, et le

cœur de la Chine à l'autre. Sur cette route voyageaient non seulement des marchandises (la soie, qui lui donnait son nom, et bien d'autres produits encore), mais aussi des idées, des gens, des microbes... Les connections n'étaient pas seulement terrestres : les points les plus éloignés de l'Europe et de l'Asie étaient aussi reliés par des routes maritimes anciennes. Les routes unissant l'Asie et l'Europe empruntaient trois corridors logistiques cruciaux pour le commerce transrégional ; elles traversaient aussi certaines zones clés qui représentaient des lieux obligés de contrôle des échanges. Ces trois corridors étaient l'axe Nil-mer Rouge, le corridor golfe Persique-Mésopotamie-Syrie, enfin celui reliant Asie centrale, mer Noire et mer Égée. Le choix ou la fluctuation du trafic et de la prééminence entre ces routes alternatives a représenté un trait dynamique crucial de l'histoire de l'Eurasie et du monde, et la chronique de leur rivalité a d'importants parallèles avec l'essor et le déclin des métropoles, des États et des empires situés le long de ces routes. Dès 100 av. J.-C. (mais peut-être plus tôt) et pendant un millénaire et demi, jusque dans la période moderne ancienne, cet ensemble de routes de commerce et de communication (constituant le réseau logistique central du système monde afro-eurasien) relia la Chine, l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud (y compris Sri Lanka), la Perse, l'Égypte, la Syrie, la Mésopotamie, le Levant et l'Arabie, à l'espace méditerranéen, jusqu'à l'extrémité occidentale de l'Europe et de l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et la côte est-africaine. De telles interconnexions entre des régions distantes du système monde constituent en fait la base de ce système dans son ensemble, mais cela ne signifie pas que toutes les régions soient engagées sur des voies identiques de croissance ou de déclin « internes ». En fait, la persistance de différences de cette nature entre régions et zones d'un même système monde représente un trait constant et hautement significatif pour la compréhension de la dynamique d'ensemble de ce système.

Les routes qui traversaient l'ancien Monde faisaient plus qu'apporter simplement des marchandises. Les différentes sociétés qui se trouvaient le long de ces routes jouaient chacune un rôle dans l'acquisition de matériaux bruts, et les processus de production, de transport, d'organisation des marchés, de consommation, et d'investissement. Engagées dans des relations mutuelles à l'échelle de l'Eurasie et de l'Afrique, toutes les sociétés et les civilisations du continent furent influencées dans leur développement historique de manière importante et durable ; sans ces influences, leur histoire aurait été toute différente et sans doute plus pauvre, de façon générale. Les implications économiques, politiques et sociales fondamentales de ces structures d'interconnexions extensives à l'échelle du système monde afro-eurasien sont retracées sur 5 000 ans dans le travail de Ekholm et Friedman qui, en 1982, publièrent la première théorie jamais formulée sur

la continuité de l'accumulation du capital et de l'impérialisme dans le développement du système monde ancien. Ils soutiennent l'idée qu'une forme de capitalisme existait dans l'Ancien monde qui possédait des dynamiques similaires à celles que l'on observe dans le système monde de l'époque moderne. Le contrôle politique et l'accumulation du capital jouaient un rôle fondamental dans ces économies-monde anciennes. Nous avons de nombreuses preuves historiques d'échanges à longue distance même dans les périodes anciennes, avec un commerce extensif de marchandises, et une accumulation poussée par la recherche du profit via la production de biens destinés à la vente sur un marché². C'est pourquoi Max Weber a employé l'expression de « capitalisme ancien ». Un examen attentif des données concernant les Amériques précolombiennes en termes d'urbanisation, de commerce et de réseaux d'interaction sur plusieurs millénaires fournit la même impression générale d'un perpétuel ensemble d'influences partagées et mouvantes dans un cadre systémique, certaines pouvant être prises comme référence et soumises à comparaison avec les données européennes, une méthode d'analyse historique inaugurée par McCormick Adams dans sa mise en parallèle féconde des développements urbains en Mésopotamie et dans l'ancien Mexique. Après 1492, ces deux systèmes-mondes, afro-urasien et américain, fusionnèrent en un seul système monde global, qui a continué son existence depuis cette époque.

L'étendue et l'impact des interconnexions systémiques dans une période prémoderne ont été magistralement démontrés par Abu-Lughod [1989]. Son étude du système monde afro-urasien entre 1250 et 1350 dans les domaines économique, social et culturel s'appuie sur huit régions interconnectées et mutuellement dépendantes englobant les routes à la fois terrestres et maritimes du Pacifique à l'Atlantique, et de Sumatra au sud à des villes septentrionales comme Moscou et Londres. De manière cruciale pour notre propos, Abu-Lughod montre comment des processus sociaux fondamentaux étaient générés non seulement par des conditions locales ou des États, mais par les stimuli apportés par la participation aux circuits de communication et d'échange du système monde. Son travail est exemplaire dans le champ de l'histoire des systèmes mondiaux ; à notre point de vue, il apparaît en partie complémentaire à certains éléments de notre thèse sur la continuité historique, même si Abu-Lughod perçoit, pour sa part plus de discontinuités que nous ne le faisons.

Pour illustrer notre argument clé, nous pouvons prendre l'essor et le déclin des Foires de Champagne en France (un sujet traité par Abu-Lughod, ainsi que par Braudel) comme exemple de la manière dont des

2. Cf. par exemple la manufacture extensive de biens et les activités commerciales des civilisations minoennes et phéniciennes du III^e au I^{er} millénaire av. J.-C.

marchés locaux sont effectivement influencés par les réseaux et les procès du système monde plutôt que l'inverse. Ces Foires de Champagne, bien que situées en France, ne se sont pas développées simplement grâce à des politiques internes favorables permettant des transports sûrs et facilitant des processus de marché, mais aussi et surtout parce qu'elles se trouvaient dans une région parfaitement située entre les principaux centres commerciaux italiens et les villes fournissant des produits en laine du Nord de l'Europe, notamment les Flandres. Aucune rivale ne put copier de manière effective les politiques internes de ces foires et émerger ainsi comme ville-marché centrale dans ces réseaux. Même si les foires de Champagne ont suscité la compétition et souffert de potentats locaux, les politiques internes ne furent jamais prépondérantes ni pour leur essor ni pour leur déclin. C'est plutôt une conjoncture de configurations et de forces au niveau du système monde qui peut le mieux expliquer leur déclin, notamment le développement de routes maritimes entre les centres de l'Italie et du Nord de l'Europe et des Flandres à la fin du XIII^e siècle, une récession économique à l'échelle du système à partir de la première moitié du XIV^e siècle (précédant l'arrivée de la peste en Europe à partir de l'Asie) et la dislocation ou la destruction de circuits d'échange systémiques qui en résulta. Des processus systémiques et pas simplement locaux ont ainsi dirigé les forces sociales, politiques et économiques qui ont exercé leur effet au niveau local. Abu-Lughod note que les foires de Champagne ne furent pas les seules à souffrir. La Grande Peste se répandit le long des réseaux d'échange à longue distance, causant la ruine des points nodaux de l'ensemble du système monde (les points centraux de production et de communication) et même l'anéantissement de certains réseaux d'interaction. Le déclin du système monde afro-eurasien du XIV^e siècle représenta une crise globale, et non une série de phénomènes séparés.

Toutes les dimensions économiques, politiques et sociales du système monde jouent un rôle, mais les fondations matérielles de l'accumulation du capital sont particulièrement cruciales. Production de marchandises, commerce, marchés de divers types, capital aussi bien public que privé, tous ces éléments ont été décisifs dans la création d'une division du travail à l'échelle du monde bien plus tôt dans l'histoire que ne le reconnaissent généralement les recherches. L'accumulation du capital a ainsi toujours représenté une force motrice dans le développement du système monde et elle constitue peut-être en définitive le processus central qui le gouverne.

C'est ici que la thèse « continuationniste » et l'histoire du système monde (sans tiret) s'écartent de la manière la plus significative de l'analyse systémique wallersteinienne. Pour Wallerstein, le système monde capitaliste moderne est fondamentalement différent de toutes les formes organisationnelles qui l'ont précédé. Le capitalisme, conçu comme une

nécessité absolue d'accumuler *via* le travail salarié, la propriété privée, la marchandisation, et l'extension de la commercialisation (fondée sur le marché), qui se produit d'abord et uniquement en Europe, et s'étend ensuite dans le monde non-européen, rend en fait les processus sociaux des diverses époques non comparables. La différence centrale, pour Wallerstein, est l'impératif de l'accumulation sans limite du capital. Par « sans limite », les chercheurs qui étudient le système monde moderne signifient généralement (en suivant essentiellement Marx) qu'un réinvestissement continu dans les moyens de production représente une absolue nécessité. Les régions qui sont dominantes dans le processus d'accumulation sans limite renforcent leur puissance, qui émane en dernière instance de la création de richesse. Dans les époques anciennes, supposées non-, « pré- » ou « proto- » capitalistes, seule la puissance politique (ou la « coercition », selon les termes d'Anderson) permettait d'engendrer la richesse, par une mobilisation forcée du travail ou d'autres formes de tribut, rentes ou taxes³.

Il est difficile d'étayer par des données irréfutables l'idée selon laquelle l'avènement du capitalisme délimite un système monde unique et séparé. Les différences entre des époques définies comme fondamentalement capitalistes, et celles qui sont catégorisées comme pré ou non-capitalistes semblent au mieux et analytiquement une question de degré. Pour Gills et Frank [1993], l'apparition première d'un système montrant un échange de surplus centré sur des villes interconnectées par un commerce transrégional – du même type que celui présenté par Abu-Lughod – remonte à 2700 av. J.-C. environ. Il reliait Mésopotamie, Levant et Égypte, et s'étendit aux cités de la vallée de l'Indus (vers 2600 jusqu'en 1900 av. J.-C.) ; la Chine se joignit à ce système vers 100 av. J.-C. au plus tard.

Les données historiques montrent que l'accumulation du capital constitue depuis longtemps un processus suscitant une compétition, et nécessitant un réinvestissement continu dans les moyens de production et la totalité du système sociopolitique. Il impliquait à la fois des acteurs privés et liés au secteur étatique. Contrairement à l'opinion de Polanyi, qui considéra lui aussi *La Grande Transformation* vers le capitalisme moderne comme une transition unique à partir des conditions non capitalistes de l'époque féodale qui mettaient en valeur des normes de réciprocité, ou à celle d'Anderson, qui parle d'une économie dirigée fondée sur la coercition, en accord avec les discussions marxistes traditionnelles sur le féodalisme ou le « mode tributaire de production », des données significatives montrent que la propriété privée, le « capital » et la recherche du profit constituaient un moteur fondamental de l'économie monde bien plus tôt que ce qui est

3. Pour une vision marxienne suivant cette approche, voir les travaux historiques pertinents d'Anderson [1975, 1979].

traditionnellement considéré comme « la transition vers le capitalisme ». De plus, à la fois le soi-disant « capital marchand » et les ressources de l'État ou le « capital étatique » (même s'il était initialement généré par les taxes) ont depuis longtemps coexisté dans un système de compétition entre tous les participants. Braudel lui-même, en l'honneur de qui Wallerstein baptisa son centre de recherche « Centre Fernand Braudel », démontre que les cités capitalistes et le capitalisme étaient déjà bien développés en Europe au XIII^e siècle, notamment en Italie. De plus, ces cités capitalistes européennes imitaient celles du monde arabe et islamique et apprenaient beaucoup de ses pratiques capitalistes (un processus accéléré par l'adoption des chiffres indo-arabes) ; les cités du monde musulman reprenaient elles-mêmes une longue tradition de pratiques ouest-asiatiques venant de l'époque pré-islamique (elles pourraient remonter au II^e et peut-être même au III^e millénaire av. J.-C., comme Goody et Abu-Lughod l'ont avancé). La Chine a joué un rôle extrêmement actif dans le développement d'un commerce à longue distance durant la dynastie Han du II^e siècle av. J.-C. au II^e siècle de l'ère chrétienne, durant l'âge d'or de la dynastie Tang aux VII^e et VIII^e siècles de notre ère, et à nouveau sous la dynastie Song du X^e au XIII^e siècle, de même que l'Inde, durant sensiblement la même période de l'histoire du système monde. Remontant plus loin, le célèbre spécialiste de l'histoire économique et sociale du monde antique, Rostovtzeff, considérait les différences entre l'économie de marché capitaliste moderne et celle du monde hellénistique du IV^e siècle av. J.-C. comme non pas qualitatives mais seulement quantitatives. Les chercheurs travaillant sur les cités phéniciennes du Levant et de l'empire carthaginois d'Occident sont familiers avec l'idée de production massive de marchandises destinées à des marchés à longue distance et la quête et l'accumulation de profits monétaires durant des siècles d'un commerce phénicien actif. Plutôt que la Venise de l'époque médiévale, l'ancienne Carthage, à son zénith comme « république » commerciale dans les derniers siècles du premier millénaire av. J.-C., devrait être reconnue à bon droit comme la « mère » des grandes cités capitalistes et des empires marchands d'Occident, postérieurs de près de deux millénaires. La question du pouvoir politique d'une classe capitaliste organisée et de sa capacité à capter le pouvoir d'État pour ses propres intérêts est une question qui doit être séparée de celle de l'existence de pratiques capitalistes à grande échelle au niveau du système monde. Elle nous apprend évidemment quelque chose d'important sur l'émergence historique d'États dominés par le capitalisme et sur la différence que ceci peut avoir ou non en histoire mondiale. Mais ceci est une autre question.

En allant encore plus loin dans le temps dans cette généalogie des pratiques capitalistes dans le système monde, des conduites qui seraient sans conteste appelées capitalistes à l'époque moderne ont été décrites

pour l'Assyrie ancienne, où des propriétaires privés à la tête de firmes employaient des milliers de travailleurs salariés, un cas bien documenté par exemple dans l'industrie textile. Selon les travaux de Silver [1995], des marchés fixant les prix dictaient le comportement de ces anciennes firmes et poussaient à l'accumulation, à la fois pour le capital fixe et le capital circulant. Larsen [1967] et Veenhof [2003] fournissent la preuve évidente de tels processus à partir des colonies commerciales assyriennes établies en Anatolie au début du II^e millénaire av. J.-C. Ekholm et Friedman [1982] pouvaient en conclure que l'on peut faire remonter sans difficulté au III^e millénaire les processus pertinents d'« accumulation ancienne du capital » (ou peut-être du « capitalisme ancien »).

À la suite de cette révision chronologique radicale, Frank a été amené à juger ces perspectives occidentales qui identifient des « transitions » historiques linéaires entre des « modes de production » supposés séparés – perspectives centrales dans notre vision du passé et dans celle de développements futurs possibles – comme une erreur d'analyse cruciale commise par la science et l'historiographie modernes. En réponse, Frank insista de manière répétée sur le fait qu'il n'y eut en fait jamais de transitions claires de ce genre, ni de modes de production particuliers à une époque (sauf comme modes pseudo scientifiques ou idéologiques), et que de plus la trajectoire européenne n'était pas le meilleur modèle historique et l'exemple sur lequel on pouvait s'appuyer pour construire une théorie sociale globale et pertinente. Il concluait en disant que l'accent mis de manière injustifiée sur ces modes de production fictifs empêchait la recherche et le savoir de progresser. Les chercheurs ne pouvaient pas concevoir une vision du développement historique du système monde (et donc de l'Histoire globale dans son ensemble) plus cohérente et plus pertinente tant qu'ils restaient accrochés à des mythes eurocentriques et à une périodisation de l'histoire erronée. Une perspective plus complète et finalement plus juste historiquement ne pourrait émerger que lorsque ces « modes idéologiques concernant les transitions », avec leur cortège de parti-pris géographiques et temporels, seraient enfin totalement abandonnées.

Cette invitation à rechercher les structures et les processus qui représenteraient des éléments permanents dans l'histoire du système monde nous oblige à identifier ces éléments. Différents processus qui ont été repérés comme jouant un rôle critique dans le système monde récent peuvent aussi être considérés comme des éléments importants de la vie sociale sur la longue durée. Nous évoquerons les cycles d'interaction économique, les hiérarchies cœur-périphérie, l'hégémonie et la super-hégémonie ainsi qu'un ensemble de trois dyades dialectiques dans le cadre des processus historiques du système monde : capital contre *oikos*, travail dépendant contre travail libre marchandisé, et organisation contre entropie.

LES CYCLES ÉCONOMIQUES

La recherche initiale sur l'idée de continuité dans l'analyse système monde a mis l'accent sur trois sortes de phénomènes : les cycles économiques ; les hiérarchies entre des cœurs et des périphéries ; l'existence d'hégémonies.

L'une des premières analyses formelles des cycles économiques de longue durée, celle de Kondratieff, a repéré des fluctuations dans les prix de marchandises à partir de 1780, date à partir de laquelle il jugea fiables les données disponibles pouvant conduire à des analyses de séries. Toutefois, les cycles Kondratieff et d'autres cycles de longue durée identifiés en économie mondiale et dans l'analyse système monde ne sont pas nécessairement mus par les mêmes forces, et nous devrions éviter de considérer ces différents cycles dans un même ensemble. Gills et Frank [1990, 1992] et Frank et Gills [1993] ont cherché à mettre en évidence des cycles longs de grande ampleur dans le cadre du système monde, preuves de l'existence de ce système lui-même, et ils ont identifié de tels cycles dès la première moitié du II^e millénaire, à partir de 1700 av. J.-C. Ces « cycles systémiques » ne représentaient pas seulement des cycles économiques de longue durée d'expansion et de contraction (phases A et B), mais aussi des « cycles d'hégémonie » dans l'architecture politique du système monde. Frank poursuivit la recherche de l'existence de phénomènes cycliques de grande ampleur aussi loin que possible. Il trouva des oscillations de 150 à 200 ans dans le domaine économique dans les âges du Bronze de l'Eurasie. Ces cycles longs se produisent à l'échelle du système monde, et ils sont considérés comme la preuve de l'existence d'interactions à cette échelle. La genèse ou la cause de ces longs cycles constitue une autre question importante. Frank suggère qu'une partie de l'explication pourrait se trouver dans les interactions elles-mêmes. Des systèmes d'interaction se mettent en place et permettent une croissance de la richesse et de l'accumulation. Celle-ci crée des tensions dans l'ordre social à la fois interne et externe ; elle tend en effet à faciliter, à légitimer et à défendre l'apparition de disparités significatives, d'une part, à susciter des aspirations impérialistes et de nouvelles menaces d'autre part. Gills [2002, 2003] et Gills et Frank [1993] avancent l'idée que les récessions des phases B peuvent être causées par des facteurs sociaux comprenant des inégalités socioéconomiques de grande ampleur, une surconcentration de la richesse et la surextraction de surplus à la fois par les élites étatiques et privées, un déclin de l'investissement dans les infrastructures sur la longue durée, et une crise fiscale des États, tous ces facteurs interagissant dans un syndrome général d'« entropie ». D'autres explications ont aussi été avancées par certains chercheurs, prenant en compte des facteurs climatiques, des déclinés liés à des déséquilibres

environnementaux provoqués par l'homme et des problèmes épidémiologiques ; des éléments allant en ce sens ont été mis en évidence dans l'ouvrage de W. McNeill et de son fils J. McNeill [2003].

Les cycles longs pourraient aussi être induits par l'innovation. Selon Modelski et Thompson [1995], l'essor d'une économie de marché se produisit seulement vers l'an 1000 (de l'ère commune) ; elle donna naissance à une série de cycles induits par l'innovation, cycles qui depuis cette époque ont donné au système monde son mouvement. Lorsque des innovations apparaissent, les sociétés où elles se développent en tirent un avantage et dirigent le processus d'accumulation du capital au sein du système monde. Pour Modelski et Thompson, ces innovations (ou ces secteurs dirigeants) peuvent émerger dans des domaines comme le transport et la communication, ou concerner le développement de marchandises clés, nouvelles et hautement lucratives dans les échanges mondiaux, ou encore de progrès importants dans les processus de production. La diffusion de ces innovations et la saturation des marchés mondiaux qu'elles provoquent entraînent un déclin des rendements marginaux de l'investissement, induisant un retournement du cycle. Le leader initial peut avoir suffisamment de ressources pour continuer à innover et il est souvent poussé à le faire par des acteurs à la fois internes et externes. Le résultat est l'association de deux sortes de cycles qui animent un système de leadership à la fois économique et politique. L'essor de nouvelles puissances, leur consolidation (souvent par la guerre), le recul des économies dominantes (en raison des investissements irrécupérables induits par l'adoption complète des innovations), et leur éventuel remplacement par de nouvelles puissances innovantes, semblent expliquer pour une grande part la trajectoire du système économique et sociopolitique. Des réflexions similaires sur des processus complexes ont été suggérées dans le travail de théoriciens comme Schumpeter et Gilpin, spécialiste des relations internationales.

Pour Modelski, qui a adopté récemment une perspective évolutionniste explicitement globale, la période actuelle représente simplement la dernière phase de développement d'un système monde induit par le savoir, développement que l'on peut suivre sur plusieurs millénaires. L'idée de « changement » est évidemment critique dans cette perspective évolutionniste ; en même temps, les continuités inhérentes à un système qui a depuis toujours été animé par le savoir humain, les variations sociales et la sélection, font aussi du travail de Modelski un exemple de l'adoption d'une version de la thèse « continuationniste ». De nombreux types de modèles et de perspectives évolutionnistes dans le système monde ou l'Histoire globale ont été explorés empiriquement et sur le plan théorique dans un volume récent [Modelski *et al.*, 2008]. On trouve une autre exploration de ces thèmes dans Gills et Thompson [2006].

Bien sûr, l'extension réelle de ces cycles, leur ancienneté et leurs origines de même que leurs fondations historiques demeurent des sujets de débat. Toutefois, un faisceau d'éléments suggère que certains cycles systémiques longs ont existé depuis plusieurs siècles et peut-être des milliers d'années⁴. Un élément clé est l'apparition de ces cycles de manière synchrone dans un ensemble de sociétés que l'historiographie traditionnelle ne considère pas comme ayant été étroitement connectées. Ainsi, Fernandez-Armesto [1996] défend l'idée, erronée à notre sens, que les diverses sociétés d'Afro-Eurasie en 1000 apr. J.-C. n'étaient pas encore réellement intégrées en quelque chose ressemblant à un système monde, mais virent leur interconnexion et leur intégration croître graduellement à mesure que les siècles du millénaire progressaient vers l'époque moderne. Pour nous, il est clair cependant que, sur le long terme et à certains moments critiques, ces sociétés étaient soumises aux mêmes types de pressions et de tensions, et à des influences systémiques. Les preuves d'interactions économiques significatives dans l'espace et sur le long terme continuent à apparaître. Nous percevons ainsi une double continuité : des cycles de croissance et de repli économiques qui recourent des périodes généralement considérées comme porteuses de différences cruciales, dans le domaine des forces sociales par exemple, et la capacité de ces cycles à transgresser les frontières entre des sociétés qui ne sont pas appréhendées habituellement comme connectées de manière significative.

CONTINUITÉ ET HIÉRARCHIES CŒUR/PÉRIPHÉRIE

L'un des éléments récurrents dans la trajectoire du système monde mis en évidence par les tenants de la thèse « continuationniste » est la création et le maintien de structures hiérarchiques entre des cœurs (des régions qui bénéficient d'avantages significatifs dans les domaines sociaux, politiques et économiques) et des zones non centrales (où des ressources sociales et politiques et de la richesse économique sont créées mais appropriées par le cœur pour établir et maintenir sa suprématie). Les études contemporaines des relations cœur/périphérie ont souvent relevé que les relations de ce type proviennent de la logique même du capitalisme et se manifestent dans un cœur unique et global, comme l'est du reste la périphérie. Toutefois, les relations d'exploitation, incluant le transfert forcé de ressources et de surplus entre des régions, représentent un élément prégnant de l'histoire et du système monde. Rowlands *et al.* [1997] étendent cette analyse à l'Antiquité et Chase-Dunn et Hall [1991] examinent les relations cœurs/périphéries.

4. Pour une autre exploration de ce thème et une analyse comparée des structures de systèmes mondes, cf. Chase-Dunn et Hall [1997].

Il est important d'étudier de quelles manières, dans les périodes prémoderne et moderne, les ressources économiques de zones périphériques sont transférées vers les cœurs du système monde. L'extraction de ressources et de surplus peut évidemment se faire par la force, mais les transferts de surplus se réalisent aussi par des moyens plus indirects, tels que la capture de marchés, l'« échange inégal », ou le rapatriement des profits, qui peuvent en soi refléter des relations de pouvoir inégales.

Il est également important d'étudier comment les « complexes centre/périphérie » eux-mêmes s'étendent dans l'« hinterland », un concept introduit par Frank et Gills dans l'analyse système monde, et défini comme une aire non incorporée dans l'économie monde en tant que formation périphérique mais cependant reliée à la zone cœur/périphérie dans une relation systémique. Ceci va nous aider à comprendre la manière dont les processus d'accumulation sont impliqués au niveau du système dans son ensemble. Les logiques d'expansion et d'assimilation par rapport à l'hinterland apparaissent liées à la rentabilité d'une telle expansion et au besoin ou au désir qui lui sont corrélés d'accéder à de nouvelles sources de surplus. L'accès du cœur à l'hinterland peut aussi aider à résoudre ou à atténuer des contradictions internes au cœur qui résultent de l'exploitation de l'environnement et de la pression démographique, mais cette relation entre cœur et hinterland peut en fait fonctionner dans les deux sens. Les conflits de classe à l'intérieur du cœur sont affectés par l'expansion des processus d'échange et d'accumulation dans l'hinterland, notamment si la production de nourriture et les prix constituent un problème crucial, et si l'évacuation du surplus de population (par émigration) représente une utile possibilité pour atténuer les pressions liées aux conflits sociaux internes. Cependant, l'expansion du cœur dans l'hinterland peut aussi avoir lieu pour des raisons stratégiques ou géopolitiques, ainsi lorsqu'un cœur a besoin de contrôler une aire géographique donnée pour sécuriser une utilisation profitable de ses ressources. L'expansion (quelles qu'en soient les raisons) n'est jamais unidirectionnelle. Un cœur peut investir l'hinterland et y fortifier ses positions, mais aussi abandonner des régions dont les ressources sont inappropriées, ou épuisées, ou moins profitables qu'elles ne l'étaient auparavant. De plus, les invasions et les conquêtes répétées des cœurs par des sociétés de l'hinterland ont représenté un phénomène récurrent et crucial dans l'Histoire globale, phénomène sur lequel des théoriciens comme le fameux historien musulman de l'époque médiévale Ibn Khaldoun ou l'historien moderne Owen Lattimore ont mis l'accent dans leur analyse du développement historique mondial.

Du point de vue de notre thèse « continuationniste », les complexes centre-périphérie-hinterland et les hiérarchies entre différentes populations, régions et classes, ont tenu une place extrêmement importante dans la structure du système monde. Dans le système monde moderne contemporain, on

remarque une relative stabilité dans un complexe cœur-périphérie global et unique, depuis le milieu ou la fin du XIX^e siècle jusqu'à la période actuelle (avec le seul Japon comme société non européenne accédant au statut de cœur). Toutefois, on note davantage de mouvements dans la hiérarchie des régions lorsque l'on observe les processus sur la longue durée. Ainsi, des centres et des États anciens peuvent se trouver entourés et absorbés par de nouveaux États qui ont émergé ou bien dans une périphérie ou bien dans l'hinterland du système, États qui s'étendent dans le centre lors de phases d'implosion du système dans son ensemble, comme Toynbee l'a analysé dans *A Study of History*. La trajectoire du royaume Qin, qui culmine avec l'établissement d'un empire à la fin de la période des Royaumes Combattants en Chine, et celle de l'État macédonien, qui aboutit à la formation d'un nouvel « empire monde » à la fin de la période classique en Grèce, témoignent toutes deux de ce processus historique. Les deux États grandirent à la marge d'un système monde plus ancien, mais réussirent un mouvement radical vers le statut de puissance « centrale » de ce système après des processus d'innovation et de conquête, établissant finalement une domination impériale sur tous les centres voisins préexistants. À des périodes plus anciennes, des groupes considérés par les élites des cœurs comme des éléments tribaux peu civilisés, tels que les Guti, les Amorrites et les Kassites, se trouvèrent finalement intimement impliqués dans les cycles politiques et économiques de la Mésopotamie ancienne. Chacun de ces peuples émergea de l'hinterland pour devenir une force dominante dans le centre. De plus, il est clair que certaines invasions du centre par l'hinterland se produisirent pour des raisons systémiques, et pas simplement par hasard. On sait que les nomades de l'Asie Intérieure envahirent la Chine de manière répétée pour s'approprier sa richesse et ses surplus économiques. Toutefois, Teggart [1939] considère à un niveau systémique les connexions par lesquelles un conflit centre/hinterland qui se produisait dans une région donnée de l'espace afro-eurasien affectait les relations dans d'autres zones géographiquement très éloignées. Selon la découverte majeure de Teggart, la séquence des conflits suivait clairement une logique d'« effets dominos » qui progressaient le long des routes clés du commerce et de la communication à l'intérieur du système monde ; ils impliquaient des luttes stratégiques pour le partage du profit tiré du contrôle de ces routes (et donc pour le partage de l'accumulation du capital au sein du système), et reflétaient des tensions sociales qui naissaient de la pression expansionniste du complexe centre-périphérie dans l'hinterland. Ces créations et re-créations périodiques de complexes cœur-périphérie-hinterland dans le temps et dans l'espace suggèrent que ces relations représentent un élément de la continuité globale historique. Elles ne peuvent être saisies que dans la longue durée, et non en se focalisant sur un processus immédiat ou passager.

CONTINUITÉ, HÉGÉMONIE ET SUPER-HÉGÉMONIE

De même que les relations cœur-périphérie ne sont ni une caractéristique du seul système monde moderne ni un phénomène unipolaire (en ce sens qu'il n'existerait à une époque donnée qu'un seul cœur et qu'une seule périphérie), de même, il apparaît clairement que l'hégémonie n'est ni réservée à la période moderne ni unipolaire lorsqu'on adopte une perspective d'analyse systémique sur le long terme. L'hégémonie signifie l'existence d'une structure hiérarchique significative dans l'accumulation du surplus entre les entités politiques et leurs classes constituantes, structure qui est créée et maintenue (ou « induite ») par l'usage de la force. Une hiérarchie de centres de pouvoir économique et politique (accumulation et pouvoir) est établie qui attribue une part privilégiée de la richesse disponible à un État/centre et ses classes dirigeantes/propriétaires. Une telle structure constitue une hiérarchie de complexes centre-périphérie-hinterland dans laquelle le centre d'accumulation primaire hégémonique détenteur de la puissance politique soumet à sa loi des centres secondaires et leurs zones respectives de production et d'accumulation.

Historiquement, l'hégémonie peut se présenter sous diverses formes. Elles vont des empires bureaucratiques centralisés à des réseaux commerciaux faiblement structurés. Dans ces derniers, l'essentiel du surplus est capté dans le processus de l'échange de marchandises par opposition à l'exercice d'une coercition politique directe. La perspective « continuationniste » nous amène à émettre de sérieuses réserves sur les théories affirmées par Wallerstein et d'autres chercheurs d'une pratique hégémonique qui commencerait avec les États européens anciens comme Venise, le Portugal ou les Pays-Bas. Il est évident qu'aucun de ces acteurs anciens n'était aussi central ou dominant que ces auteurs le proclament, si l'on considère les capacités et la richesse impressionnantes des empires Ming/Qing en Chine, Moghol en Inde, ottoman en Europe orientale et Asie occidentale, et Safavide en Perse, même si sur le moyen et long terme les puissances émergentes de l'Occident leur ont survécu. Les ressources économiques et le surplus captés par les puissances européennes en Asie n'étaient pas significatifs au point de causer la chute de ce continent ou d'assurer la consolidation d'un centre européen hégémonique dominant l'Asie. Si l'on suit Abu-Lughod, une transition hégémonique a moins de chance de prendre la forme de l'essor et du déclin d'une seule puissance que celle – temporaire – d'un groupe d'États par rapport à un autre groupe. Dans cette perspective, ces États sont en mesure de fixer les termes de leurs interactions avec des régions subordonnées dans leur période de croissance, avant de perdre graduellement leur capacité de domination. Sur le long terme, on a plus de chance d'observer à l'intérieur du système monde des périodes de multipolarité ou de rivalité qu'une hégémonie réelle et complète.

En de rares cas, qui ne représentent pas la norme dans l'histoire du système, un seul acteur était toutefois en mesure d'acquérir une position particulièrement privilégiée qui lui permettait la captation de surplus de manière plus efficace et de concentrer l'accumulation du capital aux dépens de toutes les autres régions. Dans un système « super-hégémonique », on peut s'attendre à ce que les liens entre tous les hégémons constitutifs du système forment un seul réseau d'interactions centré sur le « super hégémon ». Le degré d'intégration institutionnel entre des hégémons distincts a des chances d'être moins grand que le degré d'interaction à l'intérieur de chaque hégémon. Cependant, des puissances hégémoniques contemporaines ne peuvent être considérées comme autonomes si elles sont reliées par des processus d'accumulation.

Comme pour l'hégémonie, des phénomènes de super-hégémonie sont observables historiquement dans des périodes bien antérieures à celle du système monde traditionnellement défini comme « capitaliste moderne ». Les candidats pour une situation de super-hégémonie sont peu nombreux, mais ils comprennent la Chine avant 1500 apr. J.-C., et le Califat abbasside des VIII^e et IX^e siècles centré sur Bagdad. Le développement de la domination européenne sur les empires Moghol, Qing, et ottoman doit être compris dans le contexte de l'expansion européenne et de l'entropie de régions qui allaient bientôt être conquises. Pour le XIX^e siècle, la Grande-Bretagne peut-être considérée comme ayant acquis un statut de super-hégémon, puis les États-Unis, mais peut-être pas au-delà du XX^e siècle. Une situation de super-hégémonie est tout à fait rare, mais elle n'est pas limitée historiquement à l'économie monde moderne capitaliste. Toutefois, le « déclin de l'Orient » n'était peut-être pas aussi complet ni aussi profond et durable que l'ont affirmé certains chercheurs, et le nouvel essor de l'Asie aux XX^e et XXI^e siècles ne devrait pas nous surprendre, comme l'a justement montré récemment Arrighi. À l'encontre d'Abu-Lughod, il n'est peut-être pas vrai non plus que le « déclin de l'Orient » a réellement précédé l'« essor de l'Occident ». La montée de centres d'accumulation du capital et de la puissance des États en Europe dans le cadre du système monde peut être vue de manière plus appropriée comme un décollage s'appuyant sur la « chute » brutale des Amériques avec la conquête, la colonisation, l'incorporation et la périphérisation de l'hémisphère occidental qui débute en 1492. Ce « coup » est sans précédent dans l'histoire du monde et ne pourra jamais se répéter. Son impact réel dans l'Histoire globale est presque incalculable. Grâce à l'apport des ressources fournies par la subjugation des Amériques (non seulement les grandes quantités d'or et d'argent mais aussi l'invention de la traite atlantique pour fournir le travail nécessaire et les marchandises destinées à l'exportation sur le marché mondial), les Européens commencèrent plusieurs siècles d'avancées continues en Asie (et en Afrique). Ce fut la conjonction de la trajectoire

fondamentale d'une accumulation du capital de plus en plus centrée sur l'Europe (accumulation pour l'essentiel conduite et réalisée à l'échelle du système-monde) avec une série de cycles internes d'entropie et de récession qui frappa les uns après les autres les puissances asiatiques (pouvoirs moghol, safavide, ottoman, égyptien, et Qing) notamment à la fin du XVIII^e et pendant le XIX^e siècle, qui explique le long déclin des centres asiatiques et africains au sein du système monde et la réorganisation fondamentale de la hiérarchie de ce système, marquée par la centralité de l'Europe (à laquelle est lié l'essor ultérieur de cet auxiliaire historique de l'Europe que représentent les États-Unis d'Amérique). Le déplacement de la prééminence de l'« Est » vers l'« Ouest » n'a pas représenté un phénomène soudain, mais un long processus qui s'est déroulé sur plusieurs siècles.

LA THÈSE « CONTINUATIONNISTE » ET LA DIALECTIQUE HISTORIQUE

Dans des travaux récents, Gills a étendu la thèse « continuationniste » pour inclure des éléments méthodologiques et structurels ainsi qu'un ensemble de relations dialectiques. Ces dernières concernent d'abord des formes pérennes d'organisation économique : les tensions historiques entre capital et *oikos*, et entre travail libre et dépendant. Il ne s'agit pas là simplement de catégories pouvant faciliter la comparaison, mais de zones de conflit actif ou de contestation entre des « formes » en compétition. Une troisième tension dialectique repose sur des fondements ontologiques différents. Nous voulons parler ici de la tension entre « organisation » et « entropie », qui peut être considérée comme une tension dialectique fondamentale à l'échelle du système monde.

Capital versus Oikos

L'opposition entre capital et *oikos* est fondée sur des usages différents de la propriété et du travail dans les processus de production et d'échange de surplus ; cette opposition existe depuis les temps anciens.

Le capital est fondé d'abord sur la propriété privée et des relations d'échange « marchandisées », et sur le présupposé que (certains) êtres humains possèdent un désir potentiellement infini d'acquérir ou d'accumuler. Un tel présupposé engendre un ensemble de relations asymétriques à la fois entre des individus et des classes. L'*oikos*, par contraste, fait référence à un système de propriété collective et à l'*ethos* social qui le justifie. Par sa nature même, le capital est antithétique avec des formes communautaires d'organisation sociale et ne coexiste pas aisément avec des normes qui supportent les formes de l'*oikos*, comme la réciprocité.

Ce conflit dialectique donne finalement lieu à une bataille sur le terrain de l'État. Les tensions peuvent croître pour inclure un conflit de classe entre l'élite, les classes possédantes, et les classes laborieuses. La tension que l'on peut observer tout au long de l'histoire entre ces « formes » a aussi été impliquée dans la confrontation entre ce qui a été défini dans le sillage de l'expansion capitaliste comme la « civilisation » (représentée par les sociétés urbanisées présentant une accumulation du capital, une stratification en classes, et une organisation étatique) et ce qui a été caractérisé comme l'expression de la « barbarie » (représentée par l'esprit communautaire, et l'organisation tribale). Le commerce, la colonisation, le prosélytisme et la conquête, accompagnés par toutes les contre-stratégies à la fois non violentes et violentes mobilisées par les groupes appelés « indigènes », « natifs » ou « sous-développés » ont marqué cette rencontre malheureuse, prolongée et mortelle, entre des groupes fondant leur organisation sur des principes radicalement différents.

Rodbertus, le premier, développa le concept d'« économie de l'*oikos* » et propagea l'idée selon laquelle il s'agissait là de la forme économique dominante ou prévalente dans l'histoire économique ancienne. Cette idée fut adoptée dans les vues conventionnelles sur l'Europe médiévale, avec une domination présumée du manoir par rapport au capital. Des théoriciens sociaux comme Bucher considéraient l'*oikos* comme l'un des stades du développement historique, tandis que Childe analysait le rôle des domaines royaux (le palais) et seigneuriaux (la maison) dans l'histoire économique de l'âge du Bronze au Proche-Orient comme une contrainte exercée sur le développement économique du fait de la concentration du surplus par une petite élite. Weber reprit cette question dans *Economy and Society* [1978] et conclut que l'*oikos* représente une variante du développement de la maisonnée indifférenciée, princière ou patricienne, qui combine habitation, atelier et siège de l'organisation. Ce qui motive d'abord l'action dans une telle maisonnée, ce n'est pas l'acquisition capitaliste « mais la satisfaction organisée des besoins du maître selon un processus naturel » [1995, p. 118]. Weber notait que la production de biens ou la satisfaction des besoins pouvaient impliquer une variété de méthodes, parmi lesquelles certaines revêtaient une orientation de marché explicite. Aussi longtemps que l'exploitation de la propriété était dominante, et non l'investissement du capital, le système demeurait essentiellement communautaire.

Dans les schémas historiques de la dialectique des formes du capital et de l'*oikos* sur la longue durée, on peut noter des oscillations entre des périodes marquées par une commercialisation, une marchandisation et une capitalisation accrues, et des périodes montrant des tendances opposées, dominées par des tendances structurelles à la dé-commercialisation, à la dé-marchandisation et à la « dé-capitalisation ». Dans cette opposition

historique, l'importance croissante du capital va de pair avec l'essor d'une division du travail, accompagnée par une marchandisation plus poussée de la force de travail, tandis que dans l'ensemble de l'économie, commercialisation et financiarisation (et probablement la monétarisation de la vie économique) progressent. Ces forces économiques apparaissent en relation directe avec les vecteurs de changement qui sont à l'œuvre dans la formation de l'État et l'émergence et la reproduction de formes sophistiquées, centralisées et bureaucratiques du pouvoir. L'*oikos*, par contraste, est à associer à des phénomènes de retour à des processus de dé-marchandisation, de dé-commercialisation et de dé-capitalisation impliquant des modes mixtes d'organisation sociale et politique, par exemple des organisations étatiques faiblement centralisées, et une autorité politique fragmentée. Considéré comme une alternative aux relations sociales du capital, l'*oikos* présente un système de valeur et des principes de structuration sociale différents de ceux créés par les relations d'échange de marchandises et la poursuite de l'accumulation du capital. La cohésion des relations sociales – à la fois des relations interpersonnelles et des relations communautaires – est construite sur des valeurs telles que l'obligation mutuelle, un souci de confraternité, la responsabilité sociale, des normes éthiques, religieuses, ou spirituelles mettant l'accent sur l'aide mutuelle, ou un code de conduite soulignant l'honneur personnel et le dévouement à la communauté, à des supérieurs sociaux et à des institutions représentant ces valeurs, séculaires ou sacrées.

Aucune des deux formes, capital ou *oikos*, ne se trouve entièrement éliminée à un moment quelconque de l'histoire sociale et économique. Un retour complet à l'*oikos* impliquerait la fin du capital et de l'accumulation du capital comme forme dominante de l'organisation économique et sociale, une idée implicite dans l'idéologie communiste. L'idée contemporaine néolibérale de mondialisation implique une fin très différente de l'histoire où la forme de l'*oikos* est complètement éliminée et où toute vie sociale et économique est organisée par le capital, par la dynamique de la marchandisation et la poursuite active de l'accumulation du capital.

Une caractéristique clé de l'*oikos* est sa tendance à faire usage du travail dépendant, lié à la maison, ou du travail servile, plutôt que du travail salariable marchandisé. L'*oikos* est donc associé à des relations interpersonnelles entre des familles, des groupes de parenté, des maisonnées ou des États (par exemple des maisonnées royales). Les transferts de valeur dans la sphère de l'*oikos* sont par conséquent analytiquement en dehors de la catégorie du capital. Des types de transferts peuvent inclure des taxes payées à l'État et des dîmes payées au pouvoir religieux (que ce soit en nature, en espèces ou en travail). Les loyers ou rentes à payer à un propriétaire terrien ou à un seigneur et les dons, qui sont des échanges interpersonnels obligatoires, à la

fois publics et privés par nature, constituent d'autres transferts. L'association générale des formes du capital et de l'*oikos* avec des types opposés de travail et de transferts de valeur nous conduit au second thème dialectique mentionné, celui d'une tension historique persistante dans l'histoire économique mondiale entre travail non libre et travail « libre » ou marchandisé.

Travail non libre opposé à travail libre marchandisé

Il existe une tension dialectique historiquement persistante entre travail non libre et travail libre marchandisé. Les relations entre ces formes n'ont jamais reflété une nette progression linéaire dans l'histoire mondiale. Les schémas rencontrés sont étroitement parallèles aux configurations changeantes du pouvoir, et en particulier à la dialectique historique entre capital et *oikos*, ainsi qu'aux cycles longs d'expansion/contraction et d'entropie/organisation dans le système mondial. Les définitions d'un travail non libre et d'un travail libre marchandisé dépendent des aspects juridiques, sociaux, relationnels, et institutionnels gouvernant les relations du transfert de valeur. Le contexte sociolégal délimite les conditions de servitude ou d'obligation d'un côté, et les assurances de protection de la personne contre la surexploitation de l'autre. Le travail libre marchandisé requiert une définition qui fait qu'une personne est séparée, par la loi et en pratique, de sa force de travail : c'est pourquoi elle peut être associée au travail salarié libre. Dans le cas du travail non libre, les individus ne doivent pas être complètement séparés de leur force de travail.

Les formes de travail revêtent des variantes multiples et complexes dans les périodes ancienne, médiévale et moderne, et même les formes les plus basiques ne sont pas pures. La loi romaine, par exemple, fut délibérément élaborée par les classes possédantes ou patriciennes pour favoriser les intérêts de l'argent, du capital, tentant explicitement de transformer des hommes libres endettés en esclaves. À la différence de la loi romaine, la pratique légale celte, telle que le code breton nous la restitue, permettait la saisie des biens, mais pas celle des personnes débitrices. La loi du capital est que le choix de la forme de travail dépend en définitive de ce qui engendre les rendements les plus hauts dans des conditions données. Weber souligne que l'éventail des techniques d'utilisation du travail à partir des temps anciens impliqua à peu près toutes les formes imaginables, y compris l'usage explicite d'esclaves dans le cadre d'une production pour le marché. Nous savons que l'expansion du capital, historiquement, et même dans les siècles récents, n'a pas été exclusivement associée à l'essor du travail libre marchandisé. Dans le cas de l'efflorescence des pratiques capitalistes en Occident à la fois dans la période hellénistique/romaine et (1500 ans plus tard) à l'aube de l'Europe moderne (à l'époque de l'« accumulation primitive »), on

peut noter une association particulièrement étroite entre l'expansion des pratiques capitalistes et l'esclavage, comme le souligne Williams dans son étude classique sur ce sujet. Le rôle crucial de la traite esclavagiste dans l'émergence du capitalisme moderne européen ou mondial montre bien qu'on ne saurait établir de corrélation simple entre l'expansion capitaliste et une forme de mobilisation du travail, d'autant que l'esclavage aujourd'hui est à nouveau en croissance dans des contextes divers, allant du commerce du sexe dans les pays de l'Europe de l'Est au travail forcé des enfants en Asie du Sud-Est ou au travail de plantation en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'à l'usage d'esclaves dans les mines de pierres précieuses d'Afrique centrale, comme l'ont bien montré Bales, dans *Disposable People*, et l'Association *Anti-Slavery International*. Des changements historiques dans les formes de travail sont liés à des conditions sociales, politiques et systémiques à grande échelle, particulièrement à des cycles ou à des pulsations de longue durée (fluctuations qui ne sont pas réellement cycliques, mais sont récurrentes ou répétitives). Il est sans doute essentiel si l'on reconsidère le concept des transitions à un niveau global d'examiner non seulement pourquoi les conditions d'accumulation du capital changent, mais aussi quand et où elles le font. L'accent mis sur une expérience européenne idéalisée a engendré une vision linéaire mythique de l'histoire où le travail non libre est associé à l'arriération ou au féodalisme et le travail pleinement marchandisé à une idée de progrès, définie par les conceptualisations eurocentriques du capitalisme. Ce mythe rend difficile la reconnaissance et donc l'étude de variations importantes dans la relation dialectique entre travail non libre et travail libre marchandisé.

Organisation versus entropie

Dans la tradition occidentale, le mythe fondateur est celui d'une histoire linéaire progressive traversant divers stades pour atteindre une apogée eschatologique. Cette conceptualisation remonte historiquement au rejet par saint Augustin des croyances de Platon en un mouvement circulaire de l'histoire. La vision linéaire du temps adoptée par les chrétiens fut sécularisée durant la période des Lumières par Hegel et Marx, qui interprétèrent chacun différemment la fin de l'histoire. Il en est de même pour Fukuyama, plus récemment. Cette tradition occidentale portant une vision linéaire de l'histoire est à opposer à la vision non occidentale du temps et du mouvement historique (souvent dialectique) telle qu'elle est représentée par les cosmologies indiennes, chinoises et maya, entre autres. Dans ces conceptualisations non occidentales, il n'y a ni finalité ni état final, mais plutôt une variation continue entre la construction de structures ordonnées et leur éventuelle désintégration et destruction. Écarter les préjugés euro-

centriques peut nous permettre de mieux aborder le problème de l'entropie dans le monde qui est aujourd'hui le nôtre. Il est clair qu'à travers les processus de mondialisation, la concentration du capital et d'autres aspects de l'agenda néolibéral augmentent les tendances à la fragmentation sociale, et provoquent ainsi une intensification de l'entropie. La crise financière globale actuelle est un excellent exemple du principe de l'entropie dans une perspective historique systémique, comme dans la critique des conséquences de la mondialisation économique néolibérale, de la dérégulation financière, et du fondamentalisme du marché, ainsi que de la tendance vers une financiarisation toujours grandissante de l'accumulation du capital.

Les relations entre ces formes en compétition devraient être analysées dans la dynamique de processus historiques inscrits dans des systèmes mondiaux et non dans le cadre de comparaisons statiques. La perspective systémique comme méthode d'analyse historique relève intrinsèquement d'une analyse critique nomothétique et diachronique plutôt que d'une analyse comparée statique, idéographique et synchronique. L'approche nomothétique a trait à l'étude ou à la découverte de lois ou de schémas généraux, en contraste avec des événements ou des faits uniques et singuliers (*vs.* idéographique), tandis que le diachronique se réfère au développement historique d'une culture, d'une langue, etc. en opposition au synchronique, attaché à leur état particulier à un moment ou dans un lieu donnés, sans attention prêtée à leur mouvement ou leur développement historique. Les processus à long terme du changement social peuvent être étudiés comme des schémas historiquement récurrents (dialectiques et dyadiques) plutôt que comme des progressions exprimées de manière linéaire ou en terme de stades séquentiels. Pour l'exprimer d'une manière différente, l'histoire des systèmes mondiaux explore les conditions systémiques historiquement associées à des périodes de prospérité, d'expansion économique, et de relations cosmopolites, et celles qui sont liées à des crises, des contractions, et des processus de fragmentation. De tels cycles, longs chacun de plusieurs siècles, s'étendent sur plusieurs millénaires (*cf.* Gills et Frank [1992]).

Humanocentrisme

Le dernier élément de la thèse « continuationniste » concerne la manière selon laquelle opère la recherche sur la nature et le fonctionnement des ordres sociaux. Une grande partie de la pensée actuelle sur les ordres sociaux dérive d'une perspective européenne. D'un côté, la domination de l'Occident est souvent attribuée révérencieusement à la propriété privée, aux orientations religieuses occidentales, ou à l'existence de nombreux petits États aguerris par leur compétition constante. Les chercheurs qui mettent l'accent sur ces processus ne prennent pas la peine de noter que

des conditions similaires étaient opérantes en dehors du monde occidental, mais avec des résultats variés. D'un autre côté, le capitalisme est dit avoir émergé en Europe et s'être propagé à partir de cette région. Les relations capitalistes de production sont censées avoir créé un ensemble unique de processus qui promurent le progrès de l'Occident. Les structures sociales des autres aires dominantes ne sont plus pertinentes à la lumière de ces changements d'importance historique. Pourtant, les différences entre les ordres capitalistes et pré- ou non capitalistes sont difficilement perceptibles. Divers historiens, qui cherchent à se situer entre ces positions, adoptent néanmoins quelque variante de ces analyses eurocentriques. Il en résulte la construction d'une Histoire globale qui affirme la domination historique d'une région ; les différences de l'Europe se situeraient dans son évolution interne, le reste du monde aurait été transformé de manière unique et inaltérable par des processus sociaux nés en Europe et les sociétés jusqu'ici existantes n'ont joué aucun rôle majeur dans l'évolution globale observée.

La thèse « continuationniste » est centrée sur la proposition selon laquelle les processus sociaux pertinents n'ont pas leur origine en Europe au cours des 500 dernières années, mais sont à l'œuvre depuis beaucoup plus longtemps, et qu'ils continueront à se développer de manières diverses dans le futur. Privilégier une région et une époque particulières fausse automatiquement notre vision des processus sociaux et de l'histoire elle-même. Si l'histoire débute de manière signifiante à une époque donnée et en un lieu particulier, il s'ensuit qu'avant cette période le système monde tout entier doit être considéré comme arriéré et qu'ensuite, toutes les régions du monde qui ne sont pas la zone favorisée demeurent arriérées. L'histoire devient l'exposé du processus par lequel les régions n'appartenant pas à l'Occident rattrapent leur retard (ou échouent à le rattraper). Une telle position ignore la prééminence historique d'autres peuples et d'autres formes sociales, et prétend – contre toute évidence – que le futur est voué à la domination du système actuel. Mais si l'histoire du système monde est vue dans un continuum, alors les divers processus sociaux, les différentes époques et les différentes régions sont tous susceptibles d'être analysés. Les processus sociaux qui transcendent une période donnée peuvent être considérés ensemble, et les résultats de ces processus peuvent être étudiés en perspective, et ensuite répertoriés et comparés. Le résultat est un mode humanocentré d'analyse sociale qui refuse un parti-pris en faveur du plus puissant du moment, et construit au contraire sa vision sur des fondements intellectuels, historiques et géographiques plus larges. En opposition à l'eurocentrisme d'une grande partie de la recherche en sciences sociales, la thèse « continuationniste » est fondamentalement humanocentrée.



Capitalisme et (dés-)ordre mondial

*Giovanni Arrighi et Beverly J. Silver*¹

Un changement d'amplitude majeure affecte le système social historique, base du monde moderne, suscitant un vaste sentiment d'insécurité quant au présent et au futur proche. Comme l'a écrit Hobsbawm, « les citoyens de la fin du xx^e siècle ont tracé leur chemin vers le troisième millénaire à travers la brume de la mondialisation qui les entourait ; la seule chose dont ils étaient certains était qu'une ère de l'histoire venait de toucher à sa fin. Ils n'en savaient guère davantage » [Hobsbawm, 1994, p. 558-559].

Cependant, la période même de l'histoire qui vient de se terminer est sujette à débat. Pour Hobsbawm, les années 1970 et 1980 représentent la phase finale de son « Court Vingtième siècle » (1914-1991). Selon son point de vue, la chute des régimes communistes « a détruit le [...] système qui avait stabilisé les relations internationales pendant près de quarante ans [...] et a mis à nu la précarité des systèmes politiques nationaux qui s'étaient principalement reposés sur cette stabilité. Il en a résulté une vaste zone d'incertitude et d'instabilité politique, de chaos, de guerre civile... Le futur de la politique est obscur, mais sa crise au terme du « Court Vingtième siècle » est manifeste » [Hobsbawm, 1994, p. 9-11].

Pour Hobsbawm, la dernière partie du xx^e siècle marque aussi une crise des principes rationalistes et humanistes, partagés par le capitalisme libéral et le communisme, « sur lesquels la société moderne s'était fondée depuis que les Modernes avaient gagné leur bataille contre les Anciens au début du xviii^e siècle » [*ibid.*, p. 11]. Dans le même esprit, Wallerstein a proclamé que l'année 1989 marque la fin de la période politico-culturelle singulière initiée par les Lumières et la Révolution française. Pour Wallerstein, cependant,

1. Traduction française : Philippe Beaujard.



elle marque aussi le début d'une crise terminale du système monde moderne qui s'est constitué lors du « Long Seizième siècle » [Wallerstein, 1995a, p. 1, 268, et 1982, p. 11]. Partant de prémisses différentes, Rosenau rejoint cette affirmation. Selon lui, les paramètres qui ont guidé l'action dans le système international se transforment de manière suffisamment dramatique aujourd'hui « pour créer la première turbulence dans la politique mondiale que l'on puisse comparer aux restructurations qui ont culminé dans le traité de Westphalie en 1648 » [Rosenau, 1990, p. 10].

Quelle que soit la période historique qui se termine – période de la guerre froide, ou ère plus longue du « libéralisme » et des Lumières, ou ère plus longue encore du système des États-nations –, ces auteurs défendent l'idée que les structures qui permettaient quelque prévision se disloquent et qu'une tendance vers l'incertitude et l'absence de prévisibilité a toutes les chances d'être la caractéristique fondamentale du présent et du futur proche.

CYCLES SYSTÉMIQUES D'ACCUMULATION ET TRANSITIONS HÉGÉMONIQUES

Nos tentatives pour dissiper une partie au moins du « brouillard global » qui nous entoure alors que nous entrons dans le troisième millénaire, pour réduire également le niveau d'incertitude et de non-prévisibilité du présent et du futur proche [Arrighi, 1994 ; Arrighi, Ahmad et Silver, 1999, et Arrighi et Silver, 1999, p. 307-315], se fondent sur trois observations étroitement corrélées. La première est que le début et la fin du xx^e siècle constituent des périodes largement comparables, une centralité du « capital financier » étant l'un des dénominateurs communs cruciaux de ces deux périodes². La seconde observation est dérivée de l'argument de Braudel selon lequel la financiarisation du capital a été un trait récurrent du capitalisme historique depuis le xvi^e siècle. Notre troisième observation est que les périodes d'expansion financière ne sont pas seulement une expression de processus cycliques du capitalisme historique, ainsi que Braudel l'a souligné. Elles ont aussi représenté des phases de réorganisation majeure du système monde capitaliste – ce que nous appelons des transitions hégémoniques. Nous discuterons tour à tour chacune de ces trois observations dans le reste de cette section³.

2. Il s'agit d'une observation souvent notée [Gordon, 1988 ; Zevin, 1992 ; Harvey, 1995 ; Hirst et Thompson, 1996].

3. Il est nécessaire de clarifier ici le champ de notre analyse. La plupart des études sur le développement capitaliste ont été fondées sur des observations et des cadres conceptuels qui se réfèrent implicitement ou explicitement à des dynamiques nationales. Il s'agit d'un mode d'analyse du développement capitaliste parfaitement légitime et utile, à condition de ne pas confondre la dynamique du développement capitaliste telle qu'elle se déploie dans des espaces

La centralité du capital financier à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle a donné naissance aux théories libérale et marxiste du « capital financier » et de l'« impérialisme », qui ont vu dans ce phénomène la marque d'un stade nouveau et suprême du capitalisme [Hobson, 1938 [1902] ; Hilferding, 1981 [1910] ; Bukharin, 1973 [1915] ; Lénine, 1952 [1916]. À la fin du XX^e siècle, la nouvelle phase de centralité du capital financier a donné naissance aux théories de la « globalisation » et de la « financiarisation du capital », qui une fois encore considèrent le présent comme une phase sans précédent du développement capitaliste⁴. Le langage et les concepts ont changé, mais l'idée que le capital financier constitue une nouvelle phase, supérieure et récente du développement du capitalisme, est au moins aussi répandue aujourd'hui qu'il y a un siècle. Nous voudrions avancer que cette récurrence d'un discours dans lequel le capital financier est ainsi présenté est en partie le résultat de méthodes d'analyse dont l'horizon temporel est trop court pour pouvoir déceler une dynamique cyclique à long terme à l'intérieur du capitalisme historique.

Ceci nous amène à notre deuxième observation. Comme l'a souligné Braudel, les descriptions qui, au début du XX^e siècle, présentaient le capital financier comme une nouvelle phase du développement capitaliste, étaient à courte vue. « Le capitalisme financier », note-t-il, « n'est pas le nouveau-né des années 1900. [J'avancerais même] que dans le passé, ne serait-ce qu'à Gênes ou à Amsterdam, il a déjà su, *après une forte croissance du capitalisme marchand et une accumulation de capitaux qui dépassait les occasions normales d'investissement*, s'emparer de la place et dominer – *pour un temps* – l'ensemble du monde des affaires » [Braudel, 1984, III, p. 604].

L'idée que bien avant le début du XX^e siècle, l'accumulation de capital par l'achat et la revente de marchandises « à une échelle qui dépasse les occasions normales d'investissement » a permis au capitalisme financier « de contrôler et de dominer, au moins pour un temps, toutes les activités du monde des affaires », est un thème récurrent des deuxième et troisième volumes de la trilogie de Braudel, *Civilisation matérielle, économie, capitalisme*. Elle sous-tend son affirmation suivant laquelle le trait essentiel du capitalisme historique sur sa *longue durée*, c'est-à-dire

spécifiques, nationaux ou infranationaux, avec la dynamique du développement capitaliste telle qu'elle se déploie dans un « monde » composé d'un grand nombre et d'une grande variété de ces espaces. Bien que ces deux dynamiques exercent une influence l'une sur l'autre, chacune a sa propre logique et doit être traitée comme un objet d'analyse en soi. Notre prémisse dans cet article est que la dynamique mondiale du développement capitaliste est quelque chose de plus que la « somme » des dynamiques nationales, et quelque chose de différent. On ne peut la percevoir qu'en prenant pour unité d'analyse non pas des États individuels mais le *système* d'États dans lequel le capitalisme mondial est encastré.

4. Cf. parmi d'autres, Walter [1991], Peterson [1995], Castells [2000] .

depuis qu'il existe, tient à la « flexibilité » et à « l'éclectisme » du capital plutôt qu'à la forme concrète qu'il peut prendre à différents moments et à différents endroits. À certaines périodes, même longues, le capitalisme a semblé « se spécialiser ». Ce fut le cas au XIX^e siècle lorsqu'il « s'installa de façon si spectaculaire dans le monde nouveau de l'industrie ». Cette spécialisation a conduit nombre de personnes à « considérer l'industrie comme l'épanouissement final qui donnait sa 'véritable' identité au capitalisme ». Mais c'est là une vision à court terme. « Après le premier boom du machinisme, le très haut capitalisme est revenu à l'éclectisme, à une sorte d'indivisibilité comme si l'avantage caractéristique de se trouver en ces points dominants était précisément [...] de n'avoir pas à s'enfermer dans un seul choix. D'être éminemment adaptable, donc non spécialisé » [Braudel, 1982, II, p. 381].

Ces passages peuvent être lus comme un nouvel énoncé de la formule générale de Marx sur le capital, AMA'. A, le capital argent, signifie liquidité, flexibilité, liberté de choix. M, le capital marchandise, représente le capital investi dans une combinaison particulière d'intrants et d'extrants en vue d'un profit – il signifie donc concrétisation, rigidité, et rétrécissement voire fermeture des options. A' correspond à *plus de* liquidité, de flexibilité et de liberté de choix. Une fois que l'on a compris cela, la formule de Marx nous montre que si les organisations capitalistes investissent l'argent dans des combinaisons particulières d'intrants et d'extrants – avec la perte de flexibilité et de liberté de choix que cela implique –, cet investissement ne représente pas un but en soi mais plutôt un *moyen* tendant vers une fin, laquelle est d'assurer pour l'avenir encore plus de flexibilité et de liberté de choix. La formule de Marx nous dit aussi que lorsque les organisations capitalistes ne s'attendent pas à ce que leur liberté de choix augmente, ou lorsque cette attente est systématiquement déçue, le capital *tend* à en revenir à des formes d'investissement plus flexibles, avant tout sous forme monétaire. En d'autres termes, la « préférence » des organisations capitalistes pour la liquidité augmente, et une part exceptionnellement importante de leurs disponibilités tend à rester sous forme liquide.

Cette deuxième lecture est implicite lorsque Braudel dit de « l'expansion financière » qu'elle est le symptôme de maturité d'une étape particulière du développement capitaliste. En examinant comment, dans les années 1740, les Hollandais se sont retirés du commerce pour devenir les « banquiers de l'Europe », Braudel suggère que ce retrait est une tendance récurrente du système monde. La même tendance était déjà visible dans l'Italie du XV^e siècle, et à nouveau autour de 1560, lorsque les groupes dirigeants de la diaspora commerciale génoise se retirèrent graduellement du commerce pour exercer sur les finances européennes, pendant quelque soixante-

dix années, une autorité comparable à celle exercée au vingtième siècle par la Banque des règlements internationaux de Bâle – « une autorité si discrète et sophistiquée que pendant longtemps les historiens ne l’ont pas remarquée ». Après les Hollandais, les Anglais ont réactualisé cette tendance pendant et après la Grande Dépression de 1873-96, quand la fin de « la fantastique entreprise de la Révolution industrielle » a créé une surabondance de capital argent [Braudel, 1984, III, p. 157, 164, 242-243, 246].

Après la tout aussi « fantastique entreprise » de ce que l’on a appelé le Keynésiano-fordisme, le capital nord-américain a suivi depuis les années 1970 une trajectoire similaire. Nous pouvons encore aisément reconnaître dans cette dernière « renaissance » du capital financier un nouveau cas de ce recours récurrent à « l’éclectisme » associé dans le passé à la maturité d’un développement capitaliste majeur. « Toute évolution de cet ordre semble annoncer, avec le stade de l’épanouissement financier, une sorte de maturité ; c’est le signe de l’automne » [ibid., p. 246].

À la lumière de ces observations, nous pouvons interpréter la formule générale de Marx sur le capital (AMA’) comme décrivant non pas seulement la logique des investissements capitalistes individuels mais aussi un schéma récurrent du capitalisme historique en tant que système monde. L’aspect central de ce schéma est l’alternance de périodes d’expansion matérielle (phases AM d’accumulation du capital) et de phases de renaissance et d’expansion financière (phases MA’). Dans les phases d’expansion matérielle, le capital argent « met en route » une masse croissante de marchandises (force de travail et ressources naturelles incluses) ; et dans les phases d’expansion financière, une masse croissante de capital argent « se libère » de sa forme marchande, et l’accumulation se fait par des opérations financières (comme dans la formule abrégée de Marx, AA’). Considérées ensemble, ces deux périodes constituent *un cycle systématique d’accumulation* complet (AMA’).

Partant de ces prémisses, nous pouvons identifier quatre cycles systématiques d’accumulation : un cycle génois-ibérique allant du xv^e au début du xvii^e siècle ; un cycle hollandais, de la fin du xvi^e à la fin du xviii^e siècle ; un cycle britannique, du milieu du xviii^e au début du xx^e siècle ; et un cycle états-unien, de la fin du xix^e siècle à la phase actuelle d’expansion financière. Chaque cycle doit son nom à, et est défini par un ensemble spécifique d’organisations gouvernementales et commerciales qui ont conduit le système-monde capitaliste vers des expansions d’abord matérielles puis financières, lesquelles, ensemble, constituent le cycle. Ce que l’on doit comprendre par « régime d’accumulation » à l’échelle mondiale, ce sont les stratégies et structures à travers lesquelles ces organisations dirigeantes ont encouragé, organisé et régulé l’expansion ou la restructuration du système monde capitaliste.

Notre troisième observation est que la récurrence d'expansions financières à l'échelle du système n'est pas seulement l'expression « d'une certaine unité du capitalisme, depuis l'Italie du XIII^e siècle jusqu'à l'Occident d'aujourd'hui », comme l'affirme Braudel [1982, II, p. 433]. C'est aussi l'expression de la récurrence de réorganisations fondamentales du système monde capitaliste. C'est pourquoi, comme le sous-entend la périodisation ci-dessus, dans la succession des cycles systémiques d'accumulation il y a chevauchement entre la fin de l'un et le début de l'autre. Toutes les phases d'expansion financière ont en effet été « l'automne » de développements majeurs du capitalisme mondial. Mais ce furent aussi des périodes de *transition hégémonique* pendant lesquelles une nouvelle puissance dirigeante émergeait dans les interstices et, avec le temps, réorganisait le système pour rendre possible une plus forte expansion.

Ainsi, loin d'avancer sur une voie unique établie il y a quelque quatre ou cinq cents ans – comme le laisse entendre Wallerstein [1984, notamment chap. 4] – le système monde capitaliste s'est formé puis développé par des changements vers de nouvelles voies établies par des ensembles d'organisations gouvernementales et commerciales. Ces complexes dirigeants – hollandais au XVII^e siècle, britannique au XIX^e et nord-américain au XX^e – ont tous joué le rôle de véhicules « traceurs de route » [pour emprunter une expression de Michael Mann [1986, p. 28 ; Taylor, 1994, p. 27]. En menant le système dans une nouvelle direction, ils l'ont aussi transformé. Sous le leadership hollandais, le système, naissant, des États européens fut institué officiellement par les traités de Westphalie. Sous la direction britannique, le système eurocentré d'États souverains est passé à une domination à l'échelle mondiale. Et sous la direction des États-Unis, le système a perdu son caractère eurocentré pour s'étendre et accentuer sa pénétration.

Nous avons posé en détail les bases historiques de ces conceptualisations dans deux études, l'une centrée sur la reconstruction des quatre cycles systémiques d'accumulation [Arrighi, 1994] et l'autre sur la comparaison entre les transformations actuelles du capitalisme mondial et celles de deux périodes antérieures de transition hégémonique – transition entre hégémonie hollandaise et britannique au XVIII^e siècle et transition entre hégémonie britannique et américaine au tournant des XIX^e et XX^e siècles [Arrighi *et al.*, 1999]. Dans ce qui suit, nous nous limiterons à décrypter la logique et les mécanismes qui sous-tendent la dynamique des cycles et les transitions. Nous nous occuperons d'abord des cycles et du schéma d'évolution que l'on peut détecter à partir de leur succession. Puis nous nous tournerons vers les transitions hégémoniques pour voir ce qu'elles peuvent nous apprendre sur la direction que prennent les transformations actuelles et sur leurs aboutissements possibles.

EXPANSIONS FINANCIÈRES ET ÉVOLUTION DU CAPITALISME MONDIAL

Les expansions matérielles et financières sont toutes deux des processus du système monde capitaliste – un système dont l'échelle et la portée se sont étendues au fil des siècles, mais qui englobe depuis ses tout débuts des organisations gouvernementales et commerciales nombreuses et variées. Les expansions matérielles sont dues à l'émergence d'un bloc particulier de ces organisations capable d'induire au sein du système des divisions du travail plus étendues ou plus approfondies, créant ainsi les conditions de rendements croissants du capital investi dans les domaines du commerce et de la production. Dans ces conditions, les profits sont généralement réinvestis dans une expansion ultérieure du commerce et de la production, de façon plus ou moins routinière. Et, sciemment ou non, les principaux centres du système coopèrent en alimentant les uns les autres leur expansion. Mais avec le temps, l'investissement d'une masse de profits toujours croissante dans une expansion plus poussée du commerce et de la production conduit inévitablement à l'accumulation du capital « à une échelle qui dépasse les occasions normales d'investissement », pour reprendre les termes de Braudel, ou comme nous le dirions, au-delà de ce qui peut être réinvesti dans l'achat et la vente de marchandises sans réduire drastiquement les marges de profit. Des rendements décroissants s'instaurent, les pressions de la concurrence s'intensifient, les conditions sont alors réunies pour un changement de phase d'une expansion matérielle à une expansion financière.

Dans cette progression qui va de retours sur investissements en hausse à retours en baisse, d'une coopération à une compétition, les structures organisationnelles pertinentes ne sont pas celles des unités du système mais celles du système lui-même. Ainsi, en se référant spécialement au dernier cycle, celui des États-Unis, ces structures organisationnelles pertinentes ne sont pas uniquement celles des entreprises intégrées verticalement et dirigées bureaucratiquement : celles-ci n'étaient qu'une des composantes du bloc d'organisations commerciales et gouvernementales à la tête du capitalisme mondial tout au long de l'expansion matérielle des années 1950 et 1960. Il s'agit plutôt des structures organisationnelles de l'ordre mondial de la guerre froide, dans lesquelles cette expansion se trouvait enchâssée. Au fur et à mesure de son déploiement, cette expansion a généré trois tendances étroitement liées, qui ont progressivement sapé la capacité de ces structures à alimenter l'expansion : la tendance à une intensification des pressions de la concurrence sur les entreprises nord-américaines, la tendance des groupes subalternes à réclamer une plus grosse part du gâteau, et la tendance des entreprises US à accumuler les profits de l'expansion matérielle dans des marchés financiers extraterritoriaux. Ce sont ces tendances, déjà évidentes

à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qui ont enclenché le changement de phase d'une expansion matérielle à une expansion financière [Arrighi, 1994, chap. 4, et Arrighi *et al.*, 1999, p. 211-216].

Comme le fait remarquer Pollin, l'idée de phases d'expansion financière récurrentes et prolongées pose une question de fond : « D'où viennent les profits si ce n'est de la production et de l'échange de marchandises ? » Comme il le suggère, il y a trois réponses possibles à cette question, chacune indiquant une source de profits différente. Tout d'abord, certains capitalistes font de l'argent aux dépens d'autres capitalistes, de telle sorte qu'il y a redistribution des profits à l'intérieur de la classe capitaliste. Ensuite, les profits de la classe capitaliste dans son ensemble augmentent car les transactions financières permettent aux capitalistes de provoquer une redistribution des richesses et des revenus en leur faveur. Enfin « les transactions financières peuvent être profitables de façon suivie [...] si [elles permettent] aux capitalistes de faire passer leurs fonds dans des domaines de production et d'échange plus profitables » [Pollin, 1996, p. 115-116].

Dans notre conceptualisation des expansions financières, chacune de ces trois sources de profitabilité joue un rôle distinct. La première fait le lien entre les crises de suraccumulation qui signalent la fin des expansions matérielles et les expansions financières qui prennent la suite. Ainsi, au début de chaque expansion financière, « une suraccumulation de capital conduit les organisations capitalistes à envahir leurs sphères d'opération respectives ; la division du travail qui définissait auparavant les termes de leur coopération mutuelle s'effondre ; et de plus en plus... la concurrence passe d'un jeu à somme positive à un jeu à somme nulle, voire négative ». En elle-même, cette seule source de profits ne fournit pas d'explication plausible des longues périodes d'expansion financière – généralement de plus d'un demi-siècle – qui surviennent entre la fin de chaque phase d'expansion matérielle et le début des suivantes. Néanmoins, la concurrence acharnée au sein des organisations capitalistes consolide ce que nous pourrions appeler les conditions « d'offre » d'expansions financières prolongées. C'est-à-dire, en accentuant la tendance générale à la baisse des marges de profit dans le commerce et la production, elle renforce la disposition des organisations capitalistes à garder sous forme de liquidités une part croissante de leurs flux de trésorerie entrants.

Des expansions financières prolongées ne se matérialisent que lorsque la préférence des organisations capitalistes pour une augmentation des liquidités coïncide avec des conditions de « demande » adéquates. Historiquement, le facteur crucial dans la création de conditions de demande pour toutes les expansions financières a été l'intensification de la compétition interétatique pour le capital mobile – une concurrence que Max Weber appelait « la caractéristique historique mondiale de l'ère [moderne] » [Weber, 1961, p. 249,

et 1978, p. 354]. L'occurrence d'expansions financières dans des périodes où la compétition interétatique pour le capital mobile est particulièrement intense n'est pas seulement un accident de l'histoire. Elle peut en fait être reliée à la tendance qu'ont les organisations territoriales à répondre aux contraintes de restrictions budgétaires – résultant du ralentissement de l'expansion du commerce et de la production – en engageant entre elles une compétition plus sévère pour le capital qui s'accumule dans les marchés financiers. Cette tendance fait naître, à l'échelle du système, une redistribution massive des revenus et des richesses de toutes sortes de communautés au bénéfice des organisations qui contrôlent le capital mobile. Ce processus fait gonfler et alimente la profitabilité de transactions financières qui n'ont plus grand-chose à voir avec la production et le commerce de marchandises (deuxième source de profits financiers de Pollin). Toutes les *belles époques* du capitalisme financier – de la Renaissance florentine aux ères Reagan et Clinton – sont caractérisées par des redistributions de cette sorte [Arrighi, 1994 ; Arrighi *et al.*, 1999, notamment chap. 3].

Enfin arrive la troisième source de profit financier selon Pollin – la réallocation de fonds vers des domaines de production et d'échange matériels plus profitables – non comme un facteur déterminant pour la réalisation de transactions financières profitables de façon durable, mais comme un facteur de remplacement d'une expansion financière par une nouvelle phase d'expansion matérielle. Dans ce contexte, Marx a fait une constatation particulièrement éclairante : sur le plan national et international, le système de crédit a été un élément clé du transfert de surplus de capital de centres de commerce et de production capitalistes déclinants vers des centres montants dans la hiérarchie. Étant donné que l'argument au cœur du *Capital* de Marx fait abstraction du rôle des États dans les processus d'accumulation du capital, les dettes nationales et la séparation des actifs et des revenus futurs des États sont traitées sous la rubrique « accumulation primitive », c'est-à-dire « une accumulation qui n'est pas le résultat du mode de production capitaliste, mais son point de départ » [Marx, 1959, p. 713, 754- 755]. Cette conceptualisation a empêché Marx d'apprécier à sa juste valeur, comme le fit Weber, la signification historique constante des dettes nationales dans un système monde capitaliste implanté dans des États sans cesse en compétition les uns avec les autres pour le capital mobile. Néanmoins, Marx a bien reconnu la signification constante des dettes nationales, non comme l'expression d'une compétition interétatique mais comme un moyen de coopération intercapitaliste « invisible » qui permet une accumulation du capital sans cesse recommencée à travers l'espace-temps du système monde capitaliste, de son origine jusqu'à son époque :

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par

exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse en capital de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes d'argent considérables. À son tour, la Hollande, déchue vers la fin du XVII^e siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger, et [...] spécialement à l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des États-Unis [Marx, 1959, p. 755-756].

Marx n'a jamais développé les implications théoriques de cette observation historique. En dépit de l'espace considérable dédié au « capital du commerce d'argent » dans le troisième volume du *Capital*, il n'a sorti ni les dettes nationales ni l'aliénation de l'État de leur confinement dans les mécanismes d'une accumulation qui « n'est pas le résultat du mode de production capitaliste mais son point de départ. » Et pourtant, dans sa propre observation historique, ce qui apparaît comme un « point de départ » dans un centre (Hollande, Angleterre, États-Unis) est en même temps le « résultat » de longues périodes d'accumulation de capital dans des centres établis antérieurement (Venise, Hollande, Angleterre). Pour utiliser l'image de Braudel, chacune des expansions financières est à la fois « l'Automne » d'un développement capitaliste de signification historique mondiale qui a atteint ses limites à un endroit et « le Printemps » d'un développement d'importance encore plus grande qui se dessine à un autre.

La dynamique similaire des cycles systémiques d'accumulation – chacun représentant l'émergence d'un nouveau régime dans l'évolution de l'expansion financière d'un ancien régime – permet de comparer les cycles entre eux. Mais dès que nous comparons les organisations, stratégies et structures des cycles successifs, nous découvrons non seulement qu'elles sont différentes mais aussi que la succession de ces différences décrit un schéma d'évolution vers des régimes de taille, de portée et de complexité croissantes. La première colonne de la figure 1 résume cette structure évolutive, en se centrant sur les « conteneurs de pouvoir » – pour reprendre la formulation pertinente utilisée par Giddens [1987] à propos des États – qui ont abrité les « quartiers généraux » des principales organisations capitalistes des régimes successifs : la République de Gênes, les Provinces-Unies, le Royaume-Uni et les États-Unis.

À l'époque de l'essor et de la pleine expansion du régime génois, la République de Gênes était une cité-État de petite taille et d'organisation élémentaire, qui « contenait » en fait très peu de pouvoir. Profondément divisée socialement et plutôt sans défense d'un point de vue militaire, elle était pour la plupart des critères un État faible par rapport et relativement à tous les grands pouvoirs de l'époque, parmi lesquels sa vieille rivale Venise figurait encore en bonne position. Mais, grâce à ses vastes réseaux commerciaux et financiers, la classe capitaliste génoise, organisée en une diaspora cosmopolite, pouvait traiter d'égal à égal avec les plus puissants

Figure 1. – Schéma d'évolution du capitalisme mondial

Organisation gouvernementale dominante	Type de régime/cycle		Coûts internalisés			
	extensif	intensif	Protection	Production	Transaction	Reproduction
État-monde						
		US	oui	oui	oui	non
	britannique		oui	oui	non	non
État-nation						
		hollandais	oui	non	non	non
	génois		non	non	non	non
État-cité						

dirigeants territoriaux d'Europe, et faire de la compétition acharnée de ces dirigeants pour le capital mobile un moteur puissant d'auto-expansion de son propre capital [Arrighi, 1994, p. 109-132, 145-151].

À l'époque de l'ascension et de la pleine expansion du régime hollandais d'accumulation, les Provinces-Unies étaient une sorte d'organisation hybride qui combinait certaines caractéristiques des cités-États évanescents avec d'autres caractéristiques des États-nations émergents. Organisation plus grande et beaucoup plus complexe que la république de Gênes, les Provinces-Unies « contenaient » assez de pouvoir pour gagner leur indépendance aux dépens de l'Espagne impériale, se tailler un empire hautement profitable de comptoirs commerciaux à partir de l'empire territorial et maritime de cette même Espagne, et tenir en échec les assauts militaires de l'Angleterre – par la mer – et de la France – par les terres. Cette supériorité du pouvoir de l'État hollandais par rapport à celui de l'État génois permit à la classe capitaliste hollandaise de réitérer ce qu'avaient fait les Génois – faire de la compétition entre États pour le capital mobile un moteur d'auto-expansion de son propre capital – mais sans avoir à « s'acheter » une protection contre les États territoriaux, comme l'avaient fait les Génois dans une relation d'échange politique avec les dirigeants ibériques. En d'autres termes, le régime hollandais « internalisa » les coûts de protection que les Génois avaient « externalisés » (cf. fig. 1, col. 4) [Arrighi, 1994, p. 36-47, 127-151].

À l'époque de l'ascension et de la pleine expansion du régime britannique d'accumulation, le Royaume-Uni n'était pas seulement un État-nation

pleinement développé, il était aussi en train de conquérir un empire commercial et territorial dans le monde entier, empire qui donna à ses groupes dirigeants et à sa classe capitaliste une maîtrise des ressources naturelles et humaines mondiales sans équivalent et sans précédent. Ce contrôle permit à la classe capitaliste britannique de faire ce que les Hollandais avaient déjà su faire – tourner à leur avantage la concurrence entre États pour le capital mobile et « produire » toute la protection nécessaire pour l’auto-expansion du capital – mais sans devoir compter sur des organisations territorialistes étrangères et souvent hostiles pour la plus grosse partie de la production agro-industrielle sur laquelle reposait la profitabilité de ses activités commerciales. Si le régime hollandais, par rapport au génois, internalisa les coûts de protection, le britannique, par rapport au hollandais, internalisa aussi les coûts de production (*cf.* fig. 1, col. 5) [*ibid.*, p. 43-58, 174-238].

Enfin, à l’époque de l’ascension et de la pleine expansion du régime américain d’accumulation, les États-Unis étaient déjà plus qu’un État-nation pleinement développé. Ils constituaient un complexe militaro-industriel continental qui possédait assez de pouvoir pour fournir à un large éventail de gouvernements subordonnés et alliés une protection efficace, et pour rendre crédibles d’éventuelles menaces d’étranglement économique ou d’anéantissement militaire sur des gouvernements ennemis à travers le monde. Ajouté à la taille, à l’insularité et à la richesse naturelle de son territoire domestique, ce pouvoir permit à la classe capitaliste américaine d’internaliser non seulement les coûts de protection et de production – comme l’avait fait la classe capitaliste britannique – mais aussi les coûts des transactions, à savoir les coûts liés à la pénétration des marchés dont dépendait l’auto-expansion de son capital (fig. 1, col. 6) [*ibid.*, p. 58-74 et chap. 4].

Cette augmentation constante de la taille, de la portée et de la complexité des régimes successifs d’accumulation du capital à l’échelle mondiale est quelque peu masquée par une autre caractéristique de la séquence temporelle de ces régimes : leur double mouvement, tout à la fois vers l’avant et vers l’arrière. Car chaque pas en avant dans le processus d’internalisation des coûts par un nouveau régime d’accumulation implique une reviviscence des structures et des stratégies gouvernementales et commerciales qui avaient été supplantées par le régime précédent.

Ainsi, lorsque le régime hollandais, au contraire du régime génois, internalisa les coûts de protection, il reprit en même temps les structures et stratégies du capitalisme monopoliste d’État des Vénitiens, qu’avait remplacées le régime génois. De la même façon, lorsque les Britanniques, à la différence des Hollandais, internalisèrent les coûts de production, ils reprirent, sous des formes nouvelles et plus complexes, les structures et stratégies du capitalisme cosmopolite génois et du territorialisme global

ibérique. Et le même schéma s'est produit une fois encore avec la montée et la pleine expansion du régime US, qui internalisa les coûts de transaction en reprenant – avec des formes nouvelles et plus complexes – des structures et des stratégies du capitalisme des grandes sociétés hollandaises (fig. 1, col. 1 et 2) [*ibid.*, p. 57-58, 70-72, 243 *sq.*].

Ces relances récurrentes de structures et de stratégies d'accumulation précédemment supplantées génèrent un mouvement pendulaire de va-et-vient entre structures organisationnelles « impériales-cosmopolites » et « nationales-entrepreneuriales », les premières étant caractéristiques des régimes « extensifs » – comme le génois-ibérique et le britannique – les secondes des régimes « intensifs » – comme le hollandais et l'américain. Les régimes « impériaux-cosmopolites » génois-ibérique et britannique étaient extensifs en ce sens qu'ils furent responsables de l'essentiel de l'expansion géographique du système monde capitaliste. Sous le régime génois, le monde fut découvert et, sous le régime britannique, il fut conquis. Les régimes « nationaux-entrepreneuriaux » hollandais et américain, au contraire, furent intensifs en ce sens qu'ils provoquèrent la consolidation plutôt que l'expansion géographique du système monde capitaliste. Sous le régime hollandais, la « découverte » du monde réalisée principalement par les partenaires ibériques des Génois fut consolidée dans un système d'*entrepôts* commerciaux et de sociétés par actions – jouissant de privilèges – centralisé à Amsterdam. Et sous le régime US, la « conquête » du monde faite auparavant par les Britanniques fut consolidée en un système de marchés nationaux et de sociétés transnationales centralisé aux États-Unis.

Cette alternance de régimes extensifs et intensifs trouble notre perception d'une tendance, sous-jacente et sur le long terme, à la formation de régimes de taille, de portée et de complexité croissantes. Quand le balancier va dans la direction des régimes extensifs la tendance sous-jacente est amplifiée, et quand il va vers les régimes intensifs, la tendance sous-jacente semble moins significative qu'elle ne le fut en réalité. Néanmoins, lorsque l'on neutralise ces mouvements de balancier en comparant les deux régimes intensifs et extensifs – le génois-ibérique avec le britannique, le hollandais avec l'américain – la tendance sous-jacente apparaît clairement.

Le développement du capitalisme historique comme système monde est ainsi fondé sur la formation de blocs de plus en plus puissants d'organisations commerciales et gouvernementales cosmopolites-impériales (ou nationales-entrepreneuriales), blocs dotés de la capacité d'étendre (ou d'approfondir) la portée fonctionnelle et spatiale du système monde capitaliste. Et pourtant, plus ces blocs gagnent en puissance, plus la durée de vie des cycles de régimes d'accumulation qu'ils ont fait naître est courte – c'est-à-dire plus est court le temps qu'il faut pour que ces régimes émergent de

la crise du régime dominant précédent, deviennent eux-mêmes dominants, puis atteignent leurs limites, marquées par le début d'une nouvelle expansion financière. En se fiant à la date que donne Braudel pour le début des expansions financières, ce temps a été réduit de plus de la moitié dans le cas du régime britannique par rapport au génois, et du régime américain par rapport au hollandais.

Ce schéma du développement capitaliste, où l'augmentation du pouvoir des régimes d'accumulation va de pair avec une diminution de leur durée, rappelle la controverse de Marx selon laquelle « la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même » ; la production capitaliste ne triomphe sans cesse de ses obstacles immanents « que par des moyens qui remettent ces obstacles sur son chemin, à une échelle bien plus importante » [Marx, 1962, p. 244-245]. Mais la contradiction entre, d'un côté l'auto-expansion du capital, et de l'autre le développement des forces matérielles de production et d'un marché mondial adéquat, peut en fait être reformulée dans des termes encore plus généraux que ne l'a fait Marx. Car le capitalisme historique comme système monde d'accumulation n'est devenu « mode de production » – en internalisant les coûts de production – qu'à la troisième étape (britannique) de son développement. Et pourtant, le principe disant que le véritable obstacle au développement capitaliste est le capital lui-même, et que l'auto-expansion du capital existant est constamment sous tension et souvent en conflit ouvert avec l'expansion du commerce et de la production mondiaux et la création d'un marché mondial adéquat – tout cela était déjà clairement à l'œuvre dans les étapes génoise et hollandaise du développement, en dépit de l'externalisation continue de la production agro-industrielle par leurs principales organisations.

Dans les étapes génoise et hollandaise, le point de départ et le point final de l'expansion de la production et du commerce mondiaux étaient la poursuite du profit comme but en soi, de la part d'une organisation capitaliste particulière. Au premier stade, les « grandes découvertes », l'organisation du commerce à longue distance à l'intérieur et au-delà des frontières du vaste empire ibérique, et la création d'un « marché mondial » embryonnaire à Anvers, Lyon et Séville n'étaient pour le capital génois que des moyens de sa propre expansion. Et lorsque, autour de 1560, ces moyens ne servirent plus leur but, le capital génois eut vite fait de quitter la sphère du commerce pour se spécialiser dans la haute finance. De même, l'entreprise d'un négoce de transport entre des juridictions politiques distinctes et souvent distantes, la centralisation du commerce d'entrepôts à Amsterdam et d'industries à haute valeur ajoutée en Hollande, la création d'un réseau mondial de comptoirs de commerce et d'échanges, et la « production » de la protection nécessaire à tout cela, ne furent pour le capital

hollandais que des moyens de sa propre expansion. Et à nouveau, lorsque vers 1740 ces moyens ne servirent plus leur but, le capital hollandais les abandonna pour une spécialisation plus poussée dans la haute finance.

De ce point de vue, au XIX^e siècle, le capital britannique n'a fait que répéter un schéma qui avait été établi bien avant que le capitalisme historique comme mode d'accumulation ne soit aussi devenu un mode de production. La seule différence était que, outre le transport, l'entrepôt et d'autres sortes de commerce à longue ou courte distance et d'activités liées à la production et à la protection, dans le cycle britannique, les activités d'extraction et de fabrication – ce que nous pourrions appeler la production au sens strict – étaient devenues des moyens essentiels d'auto-expansion du capital. Mais vers 1870, quand la production et les activités commerciales qui lui étaient liées ne servirent plus ce but, le capital britannique se spécialisa très vite dans la spéculation et l'intermédiation financière, comme le capital hollandais l'avait fait cent trente ans plus tôt, le capital génois trois cents dix ans auparavant, et comme allait le faire le capital américain cent ans plus tard.

Dans tous les cas, il y a contradiction dans le fait que l'expansion de la production et du commerce mondiaux ne représentait qu'un moyen dans une entreprise pour accroître la valeur du capital. Car, au fil du temps, cette expansion avait eu tendance à faire baisser le taux de profit, restreignant ainsi la valeur du capital. Grâce à leur rôle central constant dans les réseaux de la haute finance, les centres organisationnels établis sont dans la meilleure position pour tirer avantage de la compétition croissante pour le capital mobile, et ainsi relancer leur pouvoir et leurs profits aux dépens du reste du système. De ce point de vue, la relance des profits et du pouvoir américains dans les années 1990 suit un schéma caractéristique du capitalisme mondial depuis ses tout débuts [Arrighi *et al.*, 1999, p. 272-275]. La question reste ouverte de savoir si de ce schéma établi depuis longtemps peut résulter dans le futur, comme ce fut le cas dans le passé, le remplacement du régime américain encore dominant par un autre régime.

TRANSITIONS HÉGÉMONIQUES PASSÉES ET PRÉSENTES

La figure 1 résume le schéma de récurrence et d'évolution que nous avons déduit de la comparaison des cycles systémiques d'accumulation successifs. Si l'avenir du capitalisme mondial était pleinement inscrit dans ces schémas – ce qui est encore moins probable aujourd'hui que cela ne l'était dans les transitions passées, comme nous allons le voir ici – il serait simple de prévoir ce à quoi l'on peut s'attendre pour le demi-siècle à venir. Nos prévisions seraient les suivantes.

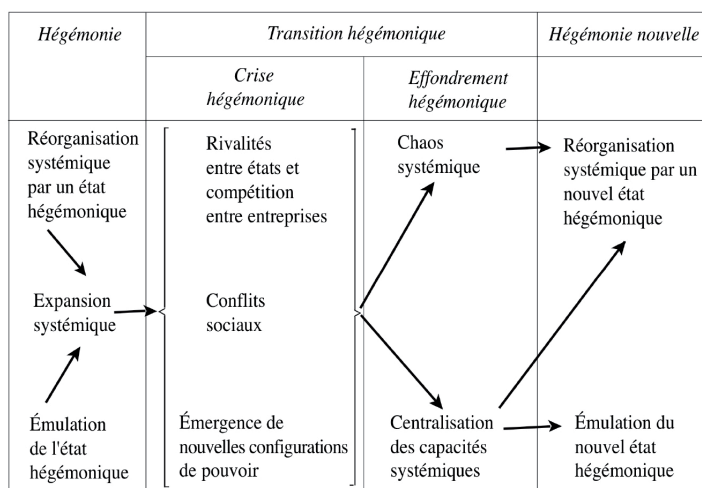
D'abord, d'ici dix ou vingt ans au plus, le régime US serait en crise terminale. Deuxièmement, au fil du temps (disons encore une vingtaine d'années), la crise serait dépassée par la formation d'un nouveau régime capable d'alimenter une nouvelle expansion du capitalisme mondial. Troisièmement, l'organisation gouvernementale dirigeante de ce nouveau régime aurait encore plus les caractéristiques d'un « État-monde » que les États-Unis ne l'ont déjà. Quatrièmement, au contraire du régime américain, le nouveau régime entrerait dans la catégorie extensive (régime « impérial-cosmopolite ») plutôt qu'intensive (régime « national-entrepreneurial »). Enfin, et surtout, le nouveau régime internaliserait les coûts de reproduction, à savoir le genre de coûts que le régime américain a eu tendance à externaliser toujours plus massivement.

Nous ne pouvons exclure que ces prévisions viennent à se réaliser. Mais leur réalisation n'est pas le seul, ni vraiment le plus probable des futurs possibles, car les transitions d'un régime à un autre ne sont pas complètement inscrites dans des schémas établis antérieurement. Les schémas établis de récurrence et d'évolution montrent que la *succession* de voies de développement émergentes qui au cours des siècles a poussé l'expansion du système monde capitaliste jusqu'à ses dimensions actuelles, globales dans tous les sens du terme, n'est pas un processus purement aléatoire. Mais l'émergence d'une nouvelle voie de développement efficace pendant chacune des transitions a toujours été liée à et fortement façonnée par une série de facteurs historiques et géographiques qui étaient eux-mêmes transformés et recombinaés par la concurrence et les luttes sous-jacentes aux expansions financières.

En d'autres termes, les schémas que nous observons *ex post* sont autant le résultat de contingences géographiques et historiques que celui de nécessités historiques. En spéculant *ex ante* sur les issues futures de la transition actuelle, nous devons donc prêter autant d'attention aux phénomènes qui rentrent dans des schémas passés de récurrence et d'évolution qu'à des phénomènes pour lesquels ce n'est pas le cas, à savoir des anomalies significatives susceptibles de faire dévier les issues futures des schémas du passé. Dans une tentative d'identifier de telles anomalies, nous nous sommes engagés dans une analyse en profondeur de la dynamique de la transition actuelle comparée aux transitions hégémoniques du passé. Alors que cette analyse montre qu'il y a assez de similitudes entre les transitions actuelles et passées pour que leur comparaison ait un sens, elle a aussi identifié un certain nombre d'anomalies qui nous préviennent contre les écueils de toute projection mécaniste de schémas passés dans le futur.

La figure 2 résume le modèle général de transition hégémonique qui émerge de l'analyse. Le modèle décrit les expansions systémiques comme étant enchâssées dans des structures hégémoniques particulières qu'elles

Figure 2 – Les dynamiques des transitions hégémoniques



tendent à saper au fil du temps. Les expansions sont le résultat de deux sortes de leaderships différents qui, ensemble, définissent les situations hégémoniques. D'un côté, le leadership du *système* vers une nouvelle voie perçue comme correspondant à l'intérêt général (réorganisation systémique) encourage l'expansion en dotant le système d'une division du travail et d'une spécialisation des fonctions élargies et approfondies. D'un autre côté, le leadership d'autres *États* sur le chemin du développement d'un État dominant (émulation) donne aux différents États la motivation nécessaire pour mobiliser les énergies et les ressources dans l'expansion (*cf.* fig. 2, col. 1)⁵.

Il y a toujours tension entre ces deux tendances, car division du travail et spécialisation élargies et approfondies des fonctions impliquent une coopération au sein des unités du système, alors que l'émulation est fondée sur leur concurrence mutuelle et la renforce. Au départ, l'émulation opère dans un contexte avant tout coopératif et sert donc ainsi de moteur à l'expansion. Mais l'expansion accroît ce que Durkheim [1964, p. 115, et 1984, p. 200-205] a nommé le « volume » et la « densité dynamique » du système, à savoir le nombre d'unités socialement pertinentes qui interagissent à l'intérieur du système et le nombre, la variété et la vitesse des transactions qui relient ces unités entre elles. Au fil du temps, cette augmentation du volume et de la densité dynamique du système tend à intensifier la compétition au sein

5. Sur la distinction entre ces deux sortes de leadership et leurs relations avec le concept d'hégémonie mondiale, *cf.* Arrighi *et al.* [1999, p. 26-28].

des unités du système, au-delà des capacités régulatrices des institutions existantes. Quand cela se produit, la tendance des différents États à suivre leur intérêt national sans s'occuper des problèmes à l'échelle du système, qui demanderaient des solutions précisément à l'échelle du système – c'est-à-dire ce que Waltz a appelé « la tyrannie des petites décisions » [1979, p. 108-109] – reprend l'avantage, le pouvoir de l'État hégémonique décroît, et une crise hégémonique s'installe.

Les crises hégémoniques ont été caractérisées par trois processus distincts mais étroitement liés : l'intensification de la compétition entre États et entre entreprises ; l'escalade des conflits sociaux ; et l'émergence, dans les interstices, de nouvelles configurations de pouvoir (*cf.* fig. 2, col. 2). La forme que prennent ces processus et la façon dont ils sont liés entre eux dans l'espace et dans le temps varient de crise en crise. Mais des combinaisons de ces trois processus peuvent être mises à jour dans chacune des deux transitions hégémoniques aujourd'hui révolues – de l'hégémonie hollandaise à la britannique et de la britannique à l'américaine – ainsi que dans la transition actuelle, de l'hégémonie US à une destination encore inconnue.

En outre, dans les transitions passées (mais pas encore dans l'actuelle), les crises hégémoniques se sont terminées par un effondrement hégémonique total et un « chaos systémique ». Par chaos systémique, nous entendons une situation de désorganisation systémique sévère et apparemment irrémédiable. Au fur et à mesure que la compétition et les conflits s'intensifient au-delà de la capacité régulatrice des structures existantes, de nouvelles structures émergent dans les interstices, qui déstabilisent davantage encore la configuration de pouvoir dominante. Le désordre tend à se renforcer lui-même, risquant de susciter, voire suscitant réellement un effondrement complet de l'organisation du système (*cf.* fig. 2, col. 3).

Les expansions financières sont un aspect essentiel des crises hégémoniques passées et présentes, comme de l'éventuelle transformation de crises hégémoniques passées en effondrements hégémoniques. Leur impact sur la tendance qu'ont les crises à engendrer des effondrements est ambivalent. D'un côté, elles maîtrisent la crise en gonflant temporairement le pouvoir de l'État hégémonique déclinant. En tant « qu'automne » des développements capitalistes majeurs, les expansions financières sont aussi l'automne des structures hégémoniques dans lesquelles ces développements sont enchâssés. Elles représentent le moment où le leader d'une expansion majeure de la production et du commerce mondiaux arrivant à son terme recueille les fruits de sa prééminence sous forme d'un accès privilégié aux liquidités surabondantes qui s'accumulent dans les marchés financiers mondiaux. Parce qu'il continue à jouer un rôle central dans les réseaux de la haute finance, l'hégémon déclinant peut tourner la compétition pour le

capital mobile à son avantage et ainsi regonfler son pouvoir faiblissant. Cette relance permet à l'État hégémonique déclinant de contenir, au moins pour un temps, les forces qui défient la poursuite de sa domination.

Mais d'un autre côté, les expansions financières accentuent ces mêmes forces en élargissant et approfondissant le champ de la compétition entre États et entre entreprises, ainsi que le champ des conflits sociaux, et en redistribuant le capital à des structures émergentes qui promettent une plus grande sécurité ou des retours plus élevés que ne le fait la structure dominante. Les États hégémoniques déclinants sont ainsi confrontés à la tâche sisyphéenne de contenir des forces qui ne cessent de progresser avec une puissance sans cesse renouvelée. Tôt ou tard, la plus petite perturbation peut faire pencher la balance en faveur des forces qui volontairement ou non sapent la stabilité déjà précaire des structures existantes, provoquant ainsi un effondrement de l'organisation systémique.

Les effondrements hégémoniques sont les tournants décisifs des transitions hégémoniques. Ils représentent le moment où l'organisation systémique qui avait été mise en place par le pouvoir hégémonique déclinant se désintègre, et où s'installe le chaos systémique. Mais elles sont aussi le moment où sont forgées les nouvelles hégémonies.

Car la désorganisation systémique croissante restreint le pouvoir collectif des groupes dominants du système. Et plus grande est la restriction, plus est ressenti largement et profondément le besoin d'une gouvernance à l'échelle du système. Néanmoins, cette demande ne peut être satisfaite, et une nouvelle hégémonie ne peut émerger que si la désorganisation systémique croissante s'accompagne de l'émergence d'un nouveau complexe d'organisations gouvernementales et commerciales dotées de capacités d'organisation à l'échelle du système plus grandes que celles du complexe hégémonique précédent. En fin de compte, l'effondrement de tout ordre hégémonique quel qu'il soit est dû au fait que l'augmentation du volume et de la densité dynamique du système devient trop forte pour les capacités organisationnelles du complexe hégémonique spécifique qui avait créé les conditions d'une expansion systémique. Au bout du compte, donc, on ne peut vaincre le désordre qui en résulte et va en se renforçant, et créer les conditions d'une nouvelle expansion systémique, que si un nouveau complexe émerge, doté de capacités systémiques plus importantes que l'ancien complexe hégémonique.

Historiquement, les mêmes processus qui génèrent le chaos systémique génèrent aussi la concentration accrue de capacités systémiques qui donne finalement lieu à l'établissement d'une nouvelle hégémonie. Alors que l'hégémon « montant » mène le système dans la direction d'une plus grande coopération au sein des unités de ce système tout en tirant celles-ci vers sa propre voie de développement, le chaos systémique s'apaise et

un nouveau cycle hégémonique peut commencer (*cf.* fig. 2, col. 4). Mais chaque cycle diffère du précédent sur deux aspects principaux : une plus forte concentration de capacités organisationnelles exercées par l'État hégémonique par rapport à son prédécesseur, et une augmentation du volume et de la densité dynamique du système qui est en train d'être réorganisé par l'État hégémonique.

Notre modèle décrit ainsi un schéma de récurrence – l'hégémonie menant à l'expansion, l'expansion au chaos et le chaos à une nouvelle hégémonie – qui est aussi un schéma d'évolution – chaque nouvelle hégémonie révélant une plus forte concentration de capacités organisationnelles et un volume et une densité plus grandes du système qu'avec l'hégémonie précédente. Ce double schéma concerne les transitions hégémoniques passées. Dans la transition actuelle, il y a peu de signes d'un effondrement imminent de l'hégémonie américaine. Néanmoins, on peut observer quelques similitudes importantes entre les transformations présentes de l'économie politique mondiale et celles qui sont caractéristiques des transitions du passé. La plus importante est la similarité entre l'expansion financière actuelle, centrée sur les États-Unis, non seulement avec l'expansion financière centrée sur la Grande-Bretagne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, comme l'ont noté nombre d'observateurs, mais aussi avec l'expansion financière du milieu du XVIII^e siècle, centrée sur la Hollande. Comme nous allons le voir, il y a de bonnes raisons de s'attendre à ce que l'expansion financière actuelle finisse différemment des précédentes. Mais il y a des raisons tout aussi bonnes d'interpréter l'expansion actuelle, avec la relance du pouvoir américain qu'elle comporte, comme le signe d'une crise hégémonique analogue à celles d'il y a cent et deux cents cinquante ans.

Par le passé, comme aujourd'hui, la relance du pouvoir des hégémons déclinants a tendu à les empêcher de voir la nature de plus en plus fragile de leur domination. La relance arriva tard et fut mineure dans le cas des Hollandais, elle vint tôt et fut importante dans le cas des Britanniques. Mais dans les deux cas, ces regains de pouvoir et les expansions financières qui les sous-tendaient se terminèrent quelque 30 ou 40 ans plus tard dans l'effondrement total d'un ordre hégémonique en décomposition. Dans les deux transitions, les expansions financières qui relancèrent le pouvoir de l'État hégémonique sur le déclin se seraient de toute façon terminées sous le poids de leurs propres contradictions. Mais l'aveuglement qui conduisit les groupes dirigeants de ces États à prendre « l'automne » de leur pouvoir hégémonique pour un nouveau « printemps » précipita la fin et la rendit plus catastrophique qu'elle ne l'aurait été – surtout pour elle-même dans le cas de la république hollandaise, pour l'Europe et le monde dans son ensemble dans le cas de l'Angleterre [Arrighi *et al.*, 1999, chap. 1, 3 et conclusions].

Un aveuglement similaire est évident aujourd'hui. La facilité avec laquelle les États-Unis ont réussi à mobiliser les ressources sur les marchés financiers mondiaux pour battre l'URSS dans ce que Halliday [1986] a appelé la deuxième guerre froide, et à alimenter une longue expansion économique domestique et une progression spectaculaire de la Bourse de New York, a fait croire que « l'Amérique était de retour ». Même en partant du principe que la relance du pouvoir mondial des États-Unis est aussi importante que l'implique cette croyance, il s'agirait d'un *type* de pouvoir très différent de celui déployé à l'apogée de l'hégémonie US. Ce pouvoir était fondé sur la capacité des États-Unis à s'élever et à élever d'autres États au-dessus de « la tyrannie des petites décisions » afin de résoudre à l'échelle du système les problèmes qui avaient représenté le fléau des chaos systémiques des années 1930 et 1940. Au contraire, le nouveau pouvoir dont ont joui les États-Unis dans les années 1980 et 1990 a été fondé sur leur capacité à « surpasser » la plupart des autres États dans les marchés financiers, faisant ainsi ressurgir une nouvelle tyrannie des petites décisions dans le contexte de problèmes toujours plus pressants à l'échelle du système, que ni les États-Unis ni aucun autre État ne semblent capables de résoudre.

En outre, la relance du pouvoir américain n'est pas aussi importante que les élites américaines le pensent généralement. D'une part, l'expansion financière elle-même semble reposer sur des bases de plus en plus précaires. Même les supporters les plus enthousiastes de la concurrence entre États dans des marchés financiers mondialement intégrés commencent à craindre que la mondialisation financière ne devienne « un train sans freins dévastateur ». Ils s'inquiètent de « l'émergence d'un contrecoup » en réponse aux effets d'une telle force destructrice, en premier lieu de « la montée d'une nouvelle forme de populisme politique » entretenue par « le sentiment [...] d'impuissance et d'angoisse » qui s'installe même dans les pays riches [*in* Harvey, 1995, p. 8, 12]. Ce genre de contrecoup a représenté un trait caractéristique des expansions financières du passé [Arrighi *et al.*, 1999, chap. 3]. Il annonce que la redistribution massive de revenu et de richesse sur laquelle repose l'expansion a atteint ou est sur le point d'atteindre ses limites. Et une fois que la redistribution ne peut plus être alimentée sur les plans économique, social et politique, l'expansion financière approche de son terme. À cet égard, la seule question qui reste ouverte est de savoir non pas si mais quand la domination globale actuelle du capital financier va toucher à sa fin, et à quel point cette fin sera catastrophique. En effet, l'éclatement de la bulle de la « Nouvelle Économie » en 2000-2001 est peut-être un premier signe que l'expansion financière et la relance concomitante du pouvoir américain ont déjà atteint leurs limites.

Enfin, et tout aussi important, l'expansion financière ayant pour pôle les États-Unis s'accompagne d'un changement majeur du centre de gravité de l'économie mondiale, qui passe de l'Amérique du Nord à l'Asie orientale. En 1960, au summum de l'hégémonie américaine, le Produit National Brut (PNB) de l'Asie orientale ne représentait que 35 % de celui de l'Amérique du Nord. En 1990, il était presque aussi important (91 %). Dans les années 1990, la combinaison entre la résurgence des États-Unis et la chute du Japon ralentit le changement, mais sans l'inverser – le PNB de l'Asie orientale se rapprochant encore de celui des États-Unis, à 92 % en 1998, essentiellement grâce à la croissance rapide et continue du « Cercle chinois » (Chine continentale, Singapour, Hong Kong et Taïwan)⁶. Toutefois le changement est encore plus important que ne le laissent entendre ces chiffres. Comme Fingleton l'a fait remarquer récemment, en se concentrant uniquement sur les relations entre les États-Unis et le Japon, dans les années 1990, l'avancée constante des activités industrielles japonaises par rapport aux États-Unis a généré des surplus importants et persistants dans la balance commerciale japonaise, et des déficits dans la balance américaine, accentuant ainsi le renversement de position entre les deux pays dans le système de crédit international.

Le Japon exporte à l'heure actuelle plus de capital en termes réels que n'importe quelle nation, depuis la prédominance économique des États-Unis sur le monde dans les années 1950. [Il en résulte que] de 1990 à 1999, les actifs extérieurs nets du Japon ont fait un bond, de 294 à 1 153 milliards de dollars. Pendant ce temps, les dettes extérieures nettes des États-Unis ont grimpé de 49 à 1 537 milliards. Sur le long terme, ce changement dans l'équilibre du pouvoir financier sera quasiment la seule chose que retiendront les historiens de la rivalité économique entre le Japon et les États-Unis dans la dernière décennie. Alors que c'est la chose que les observateurs occidentaux dans leur ensemble ont négligé de voir [Fingleton, 2001, p. 6 ; cf. aussi Fingleton, 1995].

Il est difficile de dire ce que les historiens de demain retiendront en fait des années 1990. Néanmoins, il y a une forte ressemblance entre le renversement de fortune actuel dans le système de crédit international⁷ entre l'Asie orientale et l'Amérique du Nord et celui entre les États-Unis et l'Angleterre lors de la transition hégémonique de la première moitié du xx^e siècle. Certes, des renversements de cet ordre apportent leur lot

6. Banque mondiale, *World Development Indicators*, CD ROM (Washington, DC, Banque mondiale, 2000) ; République de Chine, *National Income in Taiwan Area of the Republic of China*, Taipei, Bureau of Statistics, DGBAS, Executive Yuan, différentes années). L'« Amérique du Nord » comprend les États-Unis et le Canada. L'« Asie orientale » comprend la Chine, Hong Kong, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Corée du Sud, Taïwan et la Thaïlande.

7. Le renversement de fortune est même encore plus grand qu'indiqué par Fingleton si on prend en compte l'accroissement rapide des avoirs externes du « Cercle chinois », puisque tous ses membres avaient des surplus de compte courant importants et croissants dans les années 1990.

de problèmes, comme on a pu le voir avec les remous qui ont agité les économies d'Asie orientale, depuis le krach de la Bourse de Tokyo dans les années 1990-1992 jusqu'à la crise est-asiatique des années 1997-1998. Mais les problèmes de ce genre sont caractéristiques des nouveaux centres émergents du capitalisme mondial. Dans les transitions hégémoniques passées, comme Braudel lui-même l'a fait remarquer, les crises qui ont amené la fin de l'ancien centre financier furent ressenties d'abord et plus sévèrement dans les centres financiers *montants*, Londres en 1772 et New York en 1929 [Arrighi *et al.*, 1999, p. 74-75, 95-96, 274-275]. Il s'ensuit que les crises financières asiatiques des années 1990 ne sont en elles-mêmes ni le signe d'une faiblesse régionale à long terme, ni celui d'un renversement des récentes tendances au retour du centre de gravité économique mondial en Asie orientale, où il se situait dans les temps prémodernes et au début de l'ère moderne.

En somme, l'expansion financière globale du dernier quart de siècle n'est ni une nouvelle étape du capitalisme mondial ni le signe avant-coureur d'une « hégémonie prochaine de marchés devenus globaux ». Elle est plutôt le signe très clair que nous sommes au milieu d'une transition hégémonique analogue aux transitions hollandaise – britannique et britannique – américaine. L'analogie nous rend sceptiques quant à la stabilité à long terme de la domination mondiale actuelle du capital financier et de la relance du pouvoir américain qui lui est associée. Mais elle nous permet aussi d'identifier les vraies nouveautés de la transition actuelle comparée aux précédentes. En guise de conclusion, nous allons examiner les principales de ces nouveautés, ainsi que leurs implications pour les transformations en cours.

FUTURS POSSIBLES

D'un point de vue géopolitique, la nouveauté la plus importante de la transformation actuelle est une bifurcation des capacités militaires et financières sans précédent dans les transitions hégémoniques antérieures. Dans toutes les transitions passées, les expansions financières étaient caractérisées par l'émergence interstitielle de complexes gouvernementaux et commerciaux qui étaient (ou pouvaient devenir) plus puissants, à la fois sur le plan militaire et financier, que le complexe gouvernemental et commercial encore dominant. Ainsi, le complexe américain par rapport au britannique au début du xx^e siècle, le britannique par rapport au hollandais au début du xviii^e et le hollandais par rapport au génois à la fin du xvi^e siècle. Dans la transition actuelle, au contraire, on ne peut détecter une telle émergence.

Comme dans les transitions passées, le complexe déclinant mais encore dominant (États-Unis) est passé de la position de principal créancier mondial à principale nation débitrice au monde. Mais contrairement aux transitions passées, les ressources militaires (ayant une importance mondiale) sont devenues plus que jamais concentrées aux mains du complexe encore dominant. L'hégémon déclinant se trouve ainsi dans une situation inédite. En effet, il ne doit faire face à aucun défi militaire crédible – ce qui rend plus improbable que lors des transitions passées une guerre entre les grandes puissances du système – mais il n'a pas les moyens financiers nécessaires pour résoudre les problèmes qui se posent à l'échelle systémique, problèmes qui nécessitent des solutions à cette échelle, ce qui pourrait bien conduire à un effondrement hégémonique, même en l'absence de guerres mondiales au sein des grandes puissances du système.

L'autre aspect de cette situation inédite est la réémergence de villes-États (Hong-Kong et Singapour) et d'États semi-souverains (Japon et Taïwan) comme « caissiers » du système monde capitaliste⁸. Depuis l'élimination de la République hollandaise de la haute politique européenne, aucun caissier de cette sorte n'a eu autant d'influence sur les politiques du monde moderne. À cet égard également – comme en ce qui concerne le retour en Asie orientale du centre de gravité de l'économie mondiale – la transition actuelle semble réactiver des caractéristiques des temps anciens et prémodernes. Étant donné que tous ces caissiers doivent leur fortune à une stricte spécialisation dans la poursuite de la richesse plutôt que dans celle du pouvoir, aucun d'entre eux – y compris le plus gros (le Japon) – ne devrait changer de voie, que ce soit en essayant de devenir une puissance militaire d'importance suprarégionale ou en essayant de fournir des solutions pour les problèmes à l'échelle du système. C'est une raison supplémentaire de supposer que la crise actuelle n'a pas de tendance inhérente à s'exacerber jusqu'au conflit armé entre les unités les plus puissantes du système, mais n'a pas non plus de tendance inhérente à éviter un effondrement hégémonique [Arrighi *et al.*, 1999, p. 88-96, 263-270, 275-278, 286-289 ; G. Arrighi et Silver, 1999, p. 310-311].

La nouveauté sociale des transformations actuelles est tout aussi importante que la nouveauté géopolitique. Dans les transitions hégémoniques passées, des expansions financières à l'échelle du système ont contribué à l'escalade des conflits sociaux. La redistribution massive des dividendes et les bouleversements sociaux causés par les expansions financières ont provoqué des mouvements de résistance et de rébellion de groupes et de couches subordonnés, dont les modes de vie établis se trouvaient menacés. En interaction avec la lutte de pouvoir entre États, ces mouvements ont

8. Sur le Japon comme État semi-souverain, cf. Cumings [1997, p. 155].

fini par forcer les groupes dominants à constituer un nouveau bloc social hégémonique incluant de manière sélective des groupes et couches précédemment exclus.

Dans la transition de l'hégémonie hollandaise à britannique, les aspirations des classes possédantes européennes à une plus grande représentation politique et les aspirations des bourgeoisies colonisatrices des Amériques à l'autodétermination furent rendues compatibles au sein d'un nouveau bloc social dominant. Mais ce ne fut pas le cas des aspirations des classes européennes non possédantes et de celles des esclaves africains des Amériques, malgré leurs contributions respectives aux bouleversements qui avaient transformé le bloc social dominant. Sous l'hégémonie britannique, l'esclavage fut éliminé lentement mais sûrement, mais les avantages tendant vers l'égalité raciale furent gommés par l'expansion européenne en Asie et en Afrique, et par de nouveaux moyens de subordonner de manière efficace les esclaves libérés des Amériques [Arrighi *et al.*, 1999, p. 153-176].

Avec la transition hégémonique de l'Angleterre aux États-Unis – sous le double coup de la révolte contre l'Occident et des rébellions de la classe ouvrière – le bloc social hégémonique s'étendit encore par la promesse d'un New Deal global. Les classes ouvrières des pays occidentaux les plus riches se virent promettre sécurité de l'emploi et haute consommation de masse. Les élites du monde non occidental se virent promettre le droit à l'autodétermination nationale et au développement (c'est-à-dire une aide pour rattraper les standards de richesse et de bien-être établis par les États occidentaux). Mais il fut vite évident que toutes ces promesses ne pouvaient être tenues. En outre elles engendraient au sein des classes subordonnées, à travers le monde, des espoirs qui menaçaient la stabilité de l'hégémonie américaine et qui finirent par précipiter sa crise [*ibid.*, p. 176-216].

C'est ici que réside le caractère particulier de cette crise par rapport aux crises hégémoniques précédentes. La crise de l'hégémonie hollandaise fut un processus long et laborieux, où l'expansion financière à l'échelle du système se produisit tardivement et les conflits sociaux à l'échelle du système plus tardivement encore. La crise de l'hégémonie britannique se déroula plus rapidement, mais l'expansion financière systémique précéda encore les conflits sociaux à l'échelle du système. Dans la crise de l'hégémonie américaine, au contraire, l'explosion de conflits sociaux à l'échelle du système, au tournant des années 1960 et 1970, a précédé et profondément façonné l'expansion financière postérieure.

En effet, de manière très réelle, l'expansion financière actuelle est d'abord – pour paraphraser Wallerstein [1995b] – un instrument de maîtrise des demandes combinées des peuples non occidentaux (relativement peu par personne mais pour beaucoup de monde) et des classes laborieuses occidentales (relativement peu de monde mais beaucoup par personne).

L'expansion financière et la restructuration de l'économie politique mondiale qui l'accompagne ont indubitablement réussi à désorganiser les forces sociales qui portèrent ces revendications dans les soulèvements des années 1960 et 1970. Mais en même temps, la contradiction sous-jacente d'un système monde capitaliste qui encourage la formation d'un prolétariat mondial mais ne peut fournir de minimum vital généralisé (c'est-à-dire le plus basique des coûts de reproduction) est loin d'être résolue, et au contraire plus aiguë que jamais [*ibid.*, p. 282-286].

La combinaison des anomalies géopolitiques et sociales dans les transformations actuelles montre les écueils qu'implique une simple extrapolation dans le futur à partir des tendances à long terme décrites dans la figure 1. Les pressions sociales pour l'internalisation des coûts de reproduction dans les structures du capitalisme mondial ne sont pas éliminées. Mais la bifurcation du pouvoir militaire et financier, et la décentralisation du pouvoir financier dans des États par ailleurs faibles politiquement ne sont pas un bon présage pour une adaptation facile ou imminente à ces pressions. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas de solution à la crise de suraccumulation qui sous-tend l'expansion financière en cours, mais plutôt qu'il y a plusieurs solutions possibles à la crise – certaines impliquant la continuation de schémas passés, d'autres leurs contraires, et d'autres encore l'émergence de nouveaux schémas. La solution particulière qui finira par émerger dépend d'un processus de lutte en cours, mais dont la plus grande partie est encore à venir.

Pour encore compliquer les choses, on peut s'attendre à ce que ce processus de lutte soit façonné par une troisième nouveauté majeure des transformations actuelles. C'est, comme nous l'avons déjà mentionné, le changement de position de l'épicentre de l'économie mondiale vers l'Asie orientale – une région qui, contrairement aux précédents centres d'organisation du capitalisme mondial se trouve en dehors des limites historiques de la civilisation occidentale. C'est surtout ce changement qui a conduit Huntington à avancer sa thèse influente et controversée d'un prochain « choc des civilisations⁹ ».

En réalité, le choc entre les civilisations occidentales et non occidentales est une constante du processus historique par lequel le système monde capitaliste est passé d'un système européen à un système mondial. La transition hégémonique de la Hollande à la Grande-Bretagne fut marquée par la conquête violente et la déstabilisation des systèmes-mondes indigènes d'Asie. La transition de la Grande-Bretagne aux États-Unis fut d'abord marquée par une extension plus poussée des empires territoriaux

9. Huntington [1993]. Pour les premières réponses, cf. Huntington *et al.* [1993]. Pour une présentation critique du débat, cf. Alker [1995].

occidentaux en Asie et en Afrique, puis par une révolte générale contre la domination occidentale [*ibid.*, 1999, p. 219-263].

Sous l'hégémonie des États-Unis, la carte du monde fut redessinée pour satisfaire les exigences d'autodétermination nationale. Dans l'ensemble, cette nouvelle carte reflétait l'héritage du colonialisme et de l'impérialisme occidental, y compris l'hégémonie culturelle qui conduisit les élites non occidentales à revendiquer pour elles-mêmes des « États-nations » plus ou moins viables à l'image des organisations politiques métropolitaines de leurs anciens maîtres impériaux. Néanmoins, il y eut une exception majeure à cette règle : l'Asie orientale. Mis à part quelques États de sa frange sud (essentiellement l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et les villes-États de Hong-Kong et Singapour), la carte de la région refléta d'abord l'héritage d'un système-monde centré sur la Chine, que l'intrusion occidentale avait déstabilisé et transformé sur les marges, mais n'avait jamais réussi à détruire et à recréer à l'image de l'Occident. Toutes les nations les plus importantes de la région, qui furent officiellement incorporées dans le système de Westphalie élargi – du Japon, de la Corée et de la Chine au Vietnam, au Laos au Cambodge et à la Thaïlande – ont été des nations bien avant l'arrivée européenne. De plus, ces nations ont été liées entre elles, directement ou par le biais du centre chinois, par des relations diplomatiques et commerciales, et elles se trouvaient unies par une compréhension commune de principes, normes et règles qui réglaient leurs interactions mutuelles, comme un monde au sein d'autres mondes¹⁰.

Ce vestige géopolitique fut aussi difficile à intégrer dans l'ordre du monde américain de la guerre froide que dans l'ordre du monde britannique. Les lignes de césure entre les sphères d'influence américaine et soviétique dans la région de l'Asie orientale commencèrent à s'effondrer peu après leur établissement – d'abord avec la rébellion chinoise contre la domination soviétique, puis avec l'échec des États-Unis dans leur tentative de séparer la nation vietnamienne suivant la division de la guerre froide. Enfin alors que les deux superpuissances intensifiaient leur compétition dans la lutte ultime de la seconde guerre froide, les diverses pièces du puzzle est-asiatique se rassemblèrent d'elles-mêmes pour former l'économie régionale la plus dynamique au monde [*ibid.*, p. 263-270].

La vitesse sidérante à laquelle cette économie régionale est devenue le nouvel atelier et le nouveau caissier du monde est pour quelque chose dans la « peur de la chute » généralisée du monde occidental. Il est certainement de l'ordre du possible que, de façon plus ou moins imminente, l'Occident chute de sa position dans les hauteurs dominantes du

10. Sur le système monde régional centré sur la Chine, cf. notamment Hamashita [1997, p. 113-135] et Ikeda [1996].

capitalisme mondial. Mais ce qu'on doit craindre de cette situation n'est pas du tout clair.

La chute est probable parce que les États leaders de l'Occident sont prisonniers des voies de développement qui ont fait leurs fortunes sur le plan politique comme sur le plan économique. Ces voies procurent aujourd'hui des retours décroissants en terme de taux d'accumulation par rapport à la voie régionale de l'Asie orientale, mais elles ne peuvent être abandonnées pour une voie plus dynamique sans causer des tensions sociales si insoutenables qu'elles provoqueraient le chaos plutôt que la « compétitivité ». Une situation similaire peut être notée dans les transitions hégémoniques passées. À l'époque de leurs crises hégémoniques respectives, les Hollandais comme les Britanniques s'enfoncèrent encore plus profondément dans la voie de développement qui avait fait leurs fortunes en dépit du fait que des voies plus dynamiques s'ouvraient aux marges de leur rayon d'action. Et ni les uns ni les autres ne sortirent du chemin préétabli avant l'effondrement du système monde centré sur eux.

Comme l'a suggéré Calleo [1987, p. 142], le « système international s'effondre non seulement parce que des puissances nouvelles cherchent de manière agressive à dominer leurs voisins, mais aussi parce que les puissances déclinantes, plutôt que de s'adapter, essaient de transformer leur suprématie vacillante en une hégémonie exploiteuse ». Notre comparaison des transitions passées montre que le rôle joué par les puissances nouvelles agressives dans les effondrements systémiques s'est réduit de transition en transition, alors que le rôle de domination exploiteuse du leader déclinant s'est accru. Le pouvoir mondial hollandais était déjà si diminué dans les dernières décennies de son hégémonie que sa résistance n'a joué qu'un rôle marginal dans l'effondrement systémique par rapport au rôle joué par les États-nations émergents bâtisseurs d'empire, notamment l'Angleterre et la France. Au contraire, lorsqu'arriva son propre déclin hégémonique, l'Angleterre était restée assez puissante pour transformer son hégémonie en domination exploiteuse. Quoique l'émergence de nouvelles puissances offensives – avant tout l'Allemagne – ait joué un rôle majeur dans l'effondrement du système monde centré sur la Grande-Bretagne, la résistance britannique à l'ajustement et à l'adaptation fut aussi déterminante.

Aujourd'hui nous avons atteint l'autre bout du spectre. Il n'y a pas de puissances nouvelles agressives susceptibles de provoquer l'effondrement du système monde centré sur les États-Unis ; ces derniers sont en revanche plus capables que ne l'était l'Angleterre il y a un siècle de convertir leur hégémonie déclinante en domination exploiteuse. Si le système finit par s'effondrer, ce sera avant tout à cause de la résistance américaine aux ajustements et à l'adaptation. Et inversement, la capacité d'ajustement et d'adaptation américaine au pouvoir économique grandissant de la région

est-asiatique est une condition essentielle pour une transition non catastrophique vers un nouvel ordre du monde.

Une condition tout aussi essentielle est l'émergence d'une nouvelle direction du monde venant des principaux centres d'expansion économique est-asiatiques. Cette direction doit être disposée et apte à s'engager pour offrir des solutions aux problèmes laissés par l'hégémonie américaine, à l'échelle du système tout entier. Le plus sérieux de ces problèmes est le fossé apparemment infranchissable entre les chances de vie d'une petite minorité de la population mondiale (entre 10 % et 20 %) et de la grande majorité. Afin de fournir une solution viable et durable à ce problème, les « traceurs de route » de l'Asie orientale doivent ouvrir une nouvelle voie de développement pour eux-mêmes et pour le monde, une voie qui s'écarte radicalement de celle qui est aujourd'hui dans une impasse.

C'est là une tâche impressionnante que les groupes dominants des États d'Asie de l'Est ont à peine commencé d'entreprendre. Dans les transitions hégémoniques passées, les groupes dominants n'ont réussi à assumer la tâche de façonner un nouvel ordre mondial qu'après avoir subi une pression intense de la part de mouvements de protestation et d'auto-protection. Cette pression venue d'en bas s'est étendue et approfondie de transition en transition, faisant naître des blocs sociaux plus importants à chaque nouvelle hégémonie. Ainsi, nous pouvons supposer que les contradictions sociales vont jouer un rôle bien plus décisif que jamais auparavant pour façonner la transition en cours ainsi que le nouvel ordre mondial, quel qu'il soit, qui finira par émerger du prochain chaos systémique. Quant à savoir si les mouvements vont accompagner le chaos systémique et être façonnés par une escalade de la violence (comme dans les transitions passées), ou précéder le chaos systémique et contribuer efficacement à le contenir, la question reste ouverte. Au final, la réponse est dans les mains de ces mouvements.

POSTSCRIPT

En considérant rétrospectivement avec une perspective historique le début du XXI^e siècle, 2003 peut apparaître comme l'année où nous sommes passés d'une crise de l'hégémonie mondiale américaine à une nouvelle période d'effondrement hégémonique et de chaos systémique. Les parties précédentes de cet article ont été écrites au début de l'année 2001. À cette époque, nous défendions l'idée que la résurgence de la puissance globale US dans les années 1980 et 1990 n'était pas le signe d'un prochain second siècle américain mais était en fait intimement liée à la crise profonde de l'hégémonie US. Comme dans les transitions hégémoniques précédentes,

l'hégémon déclinant (les États-Unis) connaissait un regain de puissance durant l'expansion financière, un regain qui était regardé à tort comme un nouveau « printemps ». L'éclatement de la bulle de la Nouvelle Économie en 2000-2001, le mouvement croissant de résistance populaire à la globalisation néolibérale, et le déplacement du centre de l'accumulation du capital en Asie orientale, tout ceci démontrait clairement que la résurgence du pouvoir mondial américain à la fin du xx^e siècle reposait sur des bases précaires. Au début de l'année 2001, cependant, la crise en cours n'avait pas encore débouché sur l'effondrement de l'hégémonie US. De plus, écrivions-nous, bien que toutes les transitions hégémoniques précédentes fussent caractérisées par une longue période de chaos systémique, un tel chaos – et l'immense souffrance humaine qui l'accompagne – ne constituait pas un trait inévitable des transitions hégémoniques.

Le facteur déterminant, disions-nous, serait le comportement de la puissance hégémonique déclinante. Une transition non catastrophique vers un nouvel ordre mondial n'était possible que si les États-Unis choisissaient de reconnaître et acceptaient avec « tact » leur statut de puissance déclinante dans le monde. Reconnaissons-le, il y a peu de précédents historiques pour un déclin si gracieusement accepté dans les transitions hégémoniques du passé. De plus, la longue expansion domestique et l'essor spectaculaire du marché américain des actions dans les années 1990 – combiné avec le statut US de seule superpuissance militaire mondiale – contribuèrent à un certain aveuglement sur le caractère branlant des fondations de la puissance américaine dans le monde.

Après les attaques du 11-Septembre, l'aveuglement de la direction US évolua non pas vers plus de lucidité mais vers une perte complète de tous les sens. L'administration Bush s'engagea dans un nouveau programme impérialiste agressif – le projet néoconservateur pour un nouveau siècle américain – qui cherchait à restaurer la suprématie globale des États-Unis par un usage sans frein de la puissance militaire dans le monde entier. L'invasion de l'Irak en 2003 devait être le premier pas dans le rétablissement de la domination globale des USA. Le plan prévu consistait à installer un régime ami en Irak ; puis à faire de même en Iran ; à consolider la présence stratégique américaine en Asie centrale ; et par là même à contrôler les flux globaux du pétrole, dont dépendent largement les économies en compétition d'Europe et d'Asie Orientale. La campagne « Choc et terreur » qui marqua le début de la guerre en Irak en mars 2003 fit savoir de manière brutale que le « déclin gracieux » ne figurait pas dans le projet US.

Il devint clair en 2005 que le projet impérialiste néoconservateur se traduisait par un échec complet, dont on peut tirer les conclusions suivantes. Premièrement, plutôt que de représenter pour l'Amérique un moyen de surmonter ce qu'on a appelé « le syndrome vietnamien », la guerre

en Irak confirmait les leçons de la défaite US au Vietnam. Le fait que les États-Unis contrôlent un appareil militaire doté d'une capacité de destruction sans précédent dans l'histoire a peu ou pas de conséquences sur leurs capacités à imposer leur volonté aux populations sur le terrain. L'échec en Irak, où les conditions étaient pourtant plus favorables qu'au Vietnam, a sérieusement affecté le pouvoir tiré par les États-Unis de la crédibilité de la menace d'emploi de la force dont ils disposent en tant que seule superpuissance militaire dans le monde.

Second point à relever, la guerre a affaibli davantage encore la position des États-Unis et du dollar dans l'économie politique globale, accentuant le statut US de principal pays débiteur au monde, et renforçant le déplacement du centre de l'accumulation du capital (et des réserves financières) vers l'Asie orientale – en particulier vers la Chine. Début 2001, nous défendions l'idée alors contestable que la puissance militaire américaine était une source limitée de pouvoir global et que la faiblesse financière américaine signifiait que le pays n'avait plus les ressources requises pour résoudre les problèmes à un niveau systémique (c'est-à-dire agir en tant qu'hégémon dans le sens gramscien du terme) ou imposer sa volonté par la force pure. En 2006, cette affirmation n'est plus contestable.

Si le milieu de l'année 2003 marque l'effondrement final de l'hégémonie mondiale de l'Amérique, marque-t-il aussi le début d'une longue période de chaos systémique ? La première condition nécessaire que nous posons en préalable à l'évitement d'une longue période de chaos systémique était une acceptation « gracieuse » de leur déclin par les États-Unis, au lieu d'un déploiement d'efforts agressifs pour promouvoir un « second siècle américain ». La défaite en Irak a discrédité la stratégie adoptée pour obtenir un « second siècle américain », stratégie d'une politique unilatérale en Asie Occidentale. Puisque le projet pour un « second siècle américain » n'était finalement qu'une recette pour plonger dans un chaos global, son échec est une bonne nouvelle. Toutefois, il reste à voir, d'abord quels dégâts supplémentaires peuvent être causés avant que cette défaite ne soit pleinement acceptée par les États-Unis ; ensuite si cette défaite du projet néoconservateur est un prélude à une réorientation des États-Unis vers une acceptation « gracieuse » du déclin ou bien le prélude à de nouveaux efforts pour une dominance globale, qui pourraient être mis en œuvre de manière moins unilatérale (par exemple en mobilisant les forces de l'OTAN et les Nations unies) et/ou qui pourraient être plus directement dirigés contre la puissance représentant pour le Pentagone le principal défi stratégique, la Chine.

La seconde condition que nous avançons comme nécessaire pour éviter un profond et long plongeon dans un chaos systémique était l'émergence d'une nouvelle direction globale émanant des principaux centres de

l'expansion économique est-asiatique, c'est-à-dire d'une direction ayant la volonté et la capacité d'affronter la tâche qui consisterait à offrir des solutions à un niveau systémique pour les problèmes laissés à la même échelle par l'hégémonie américaine. Lorsque nous écrivions au début de l'année 2001, nous ne percevions aucun signe de capacité, de volonté ou de vision globale de la part des élites est-asiatiques pour assumer ce rôle. Depuis, cependant, la Chine a émergé comme une alternative historique de plus en plus crédible à la direction états-unienne dans la région de l'Asie orientale et au-delà. Tandis que les États-Unis s'embourbaient en Irak, la Chine continuait à croître à un rythme rapide, accumulant des réserves financières et des amitiés à travers le monde aussi rapidement que les États-Unis les perdaient¹¹.

La croissance de la Chine donne une portée totalement différente à l'expansion est-asiatique. Elle n'est pas une vassale des États-Unis comme le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan ; elle n'est pas non plus une cité-État comme Singapour et Hong-Kong. Bien que la rentabilité de ses entreprises dépende encore pour une bonne part de ses exportations vers le marché américain, la dépendance de la richesse et de la puissance US à l'égard des importations de marchandises chinoises bon marché et des achats chinois de bons du Trésor américains est aussi voire même plus grande. Fait crucial, la Chine a remplacé de plus en plus les États-Unis comme principale force motrice de l'expansion économique et commerciale en Asie du Sud-Est et au-delà.

Le poids économique croissant de la Chine dans l'économie politique globale, en lui-même, ne constitue pas une raison d'optimisme sur l'émergence d'un nouveau projet hégémonique susceptible de limiter le chaos systémique global et de créer un nouvel ordre mondial plus juste et plus équitable. S'il reflète une capacité croissante de la Chine à diriger le monde, il ne dit absolument rien sur la question d'un nouveau projet hégémonique – l'invention de nouvelles voies de développement susceptibles de résoudre les problèmes qui se posent. En fait, nous ne pouvons détecter grand-chose qui aille dans le sens d'une vision hégémonique dans les politiques du gouvernement chinois sous la direction de Jiang Zemin de 1989 à 2002 – une période marquée par une large corruption gouvernementale, une dégradation de l'environnement, des inégalités croissantes entre régions et classes sociales, et la glorification de la cupidité comme principe approuvé par le Parti communiste.

Ces politiques ont provoqué d'importants troubles sociaux en Chine à partir du milieu des années 1990, quand le gouvernement se mit à

11. Sur les connexions entre l'effilochement du projet impérialiste néoconservateur des États-Unis en Irak et la montée en puissance de la Chine, cf. Arrighi [2007].

encourager les licenciements dans des entreprises étatisées au nom de l'efficacité. Dans les premières années du XXI^e siècle, le gouvernement chinois a fait face à des protestations massives qui prirent des formes diverses, depuis des occupations d'usines par des ouvriers licenciés de leurs entreprises d'État, des grèves et des pétitions par des ouvriers-paysans dans les secteurs florissants de l'économie portés par les exportations, et des protestations paysannes de grande ampleur à propos du contrôle de la terre, des taxes, et des conséquences de la dégradation environnementale en matière de santé.

Dans les transitions hégémoniques du passé, nous l'avons dit, c'est seulement lorsque les groupes dominants se trouvèrent soumis à la pression de mouvements populaires de protestation et d'autoprotection (dans leur propre pays et globalement) qu'ils se hissèrent à la hauteur des enjeux en proposant une vision hégémonique mondiale. Nous observons cela en Chine au niveau national : une intense pression populaire a engendré des changements majeurs dans la politique et la rhétorique du gouvernement dirigé par Hu Jintao et Wen Jiabao. Le changement que manifeste une plus grande emphase mise sur la justice sociale, le bien-être, l'égalité et la protection de l'environnement, plutôt que sur la croissance à tout prix, représente un signe encourageant. Il reste à savoir si et jusqu'à quel point la direction chinoise peut tenir compte des signaux envoyés par les mouvements sociaux en Chine et par les manifestations multiples du mouvement en faveur d'une justice sociale globale partout dans le monde, pour inventer une nouvelle vision hégémonique qui ouvre une voie de développement innovante pour la Chine et le monde ; il s'agit là d'une question-clé pour la prévision de la longueur et de l'importance de la période de chaos systémique. Ce n'est pas là une mince tâche, et les barrières – technologiques, politiques et « imaginatives » – sont grandes. Le problème est encore compliqué par les tendances militaristes de la puissance hégémonique déclinante.

Dans la transition de l'hégémonie britannique à l'hégémonie états-unienne, les mouvements émanant du monde du travail et d'autres mouvements de protestation furent incapables de stopper le glissement dans une longue période de guerre et de chaos systémique. La question de savoir si les mouvements contemporains seront assez forts pour contenir de manière effective le glissement vers le chaos systémique reste ouverte. Les démonstrations de masse contre la guerre qui se tinrent à travers le monde avant le début de la guerre en Irak en 2003 peuvent être interprétées comme la reconnaissance presque intuitive par les populations du globe (y compris beaucoup de citoyens américains) qu'un nouveau projet impérialiste US nous précipiterait dans un chaos global. De plus, ces protestations de masse – sans doute les plus grandes manifestations de l'histoire – ont montré la capacité des mouvements populaires à anticiper et donc potentiellement à

contenir le chaos. Toutefois, comme nous le savons, elles furent impuissantes à stopper la guerre. Elles forcèrent les États-Unis à entrer en guerre avec beaucoup moins d'alliés et de ressources qu'ils n'auraient pu l'espérer – rendant ainsi la défaite plus rapide et ouvrant la possibilité que les États-Unis décident (le plus tôt serait le mieux) qu'une « adaptation au déclin » est la voie à suivre la plus raisonnable. Étant donné les ambiguïtés de la relation entre les droits des citoyens, les droits des travailleurs et la guerre, nous ne pouvons cependant être sûrs que les forces opposées à la guerre seront plus efficaces au XXI^e siècle qu'elles ne le furent au début du XX^e siècle¹². Allons-nous connaître une période longue et intense de chaos systémique ou une transition plutôt douce vers un monde plus pacifique, plus juste et plus équitable ? La question reste fondamentalement ouverte ; la réponse à cette question dépendra de notre capacité d'action collective.

Décembre 2007

12. Sur la capacité (ou non) des mouvements de travailleurs et d'autres mouvements sociaux à contenir les tendances vers le militarisme et la guerre, cf. Silver [2003, notamment chap. 1, 4 et 5]; et Silver [2004].



La régulation des systèmes monétaires dans l'histoire du capitalisme

Michel Aglietta

COMMENT PENSER LA MONNAIE DANS LES SOCIÉTÉS CAPITALISTES ?

Il est admis que le capitalisme repose sur l'échange marchand, c'est-à-dire sur la séparation de ce que chacun produit et sur la méconnaissance de ce que les autres désirent. Il y a séparation entre le privé et le social. Mais il n'est pas que cela. Dans les sociétés capitalistes, des entités privées accumulent les richesses comme dans aucune autre société, alors que tous les autres citoyens n'échangent que leur force de travail. Il y a donc une double séparation. Sur quoi repose la cohérence de telles sociétés ? Qu'est-ce qui fait lien d'appartenance ? Ce sont des relations financières.

Les producteurs doivent d'abord acquérir le travail humain, les équipements et les inputs intermédiaires pour produire les biens qu'ils vont chercher à vendre. Ils doivent acquérir leurs ressources en s'endettant avant de pouvoir disposer du montant des ventes. Une économie capitaliste est donc avant tout un réseau de liens de dettes. *C'est un commerce de promesses sur des biens futurs, avant d'être un échange de biens présents.* Le commerce de promesses est la raison d'être de la finance.

Dans des économies formées de réseaux de dettes entre des agents privés, il faut pouvoir évaluer les dettes avant de conclure les contrats d'endettement. Il faut aussi pouvoir énoncer les prix d'offre auxquels les producteurs espèrent écouler leurs marchandises, avant que l'échange ne valide ou n'invalide la prétention du vendeur. La monnaie est l'institution qui « fait société », au sens du principe d'appartenance qui réunit ce qui a été séparé sous la forme d'un système de règles. La monnaie est indissolublement l'abstraction du nombre qui rend les dettes privées commensurables, le moyen de paiement qui fait circuler les marchandises et l'opérateur de règlement qui éteint les dettes individuelles et qui relance l'émission de nouvelles dettes.



On aboutit ainsi à la définition théorique de la monnaie dans les sociétés marchandes : *la monnaie est l'institution qui donne, via les paiements, une valeur sociale à l'initiative privée d'émission de dettes en vue de la production pour autrui dont dépend la réalisation des désirs privés d'enrichissement*. Cette définition englobe les sociétés marchandes en général. La seconde séparation, propre au capitalisme, entraîne un clivage dans les conditions d'accès à la monnaie : les capitalistes accèdent à la monnaie par création de moyens de paiements privés sur leurs anticipations de richesse future, les salariés n'y accèdent que par la décision des capitalistes de louer la force de travail. Corrélativement, le clivage social dans la structure du système économique est magistralement résumé dans la formule de Kalecki : « Les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent, les salariés dépensent ce qu'ils gagnent ».

Cette représentation de la monnaie rend intelligible la cohérence synchronique de sociétés fondées sur la double séparation des participants au marché d'une part, des capitalistes et des salariés d'autre part. Mais la pérennité des sociétés requiert une reproduction diachronique compatible avec leurs rythmes de transformation. Les sociétés capitalistes font du changement des conditions d'existence la source même de l'accumulation du capital. Mais la continuité de la société implique qu'elle dépasse les limites de l'existence humaine, en ce que la richesse accumulée se transmet entre les générations. Les êtres humains reçoivent, donnent et rendent la vie. Le passé et l'avenir des sociétés sont liés par l'alliance des générations qui se noue dans le transfert patrimonial. Mais le marché des dettes privées entre les générations est irréductiblement incomplet. On ne peut pas épargner en prêtant à des débiteurs qui auront disparu au moment d'éteindre leurs dettes. Pour que la société puisse se pérenniser, il doit exister une expression sociale de la richesse qui est réputée être indéfiniment acceptable par les générations futures. Cette forme absolument désirable de la richesse, en laquelle toutes les autres formes doivent pouvoir se convertir, est la *liquidité*.

La liquidité est le vecteur par excellence du transfert patrimonial. La théorie économique l'appelle aussi monnaie externe, par opposition aux monnaies internes issues des dettes entre agents privés. En effet, il s'agit d'un patrimoine social qui passe entre les générations et qui, pourtant, peut être approprié privativement. Cependant, si toute relation financière procède de la dette, quelle est la signification de la liquidité ? Selon le philosophe Georg Simmel, la monnaie externe est une dette dont le débiteur est la société entière en tant que puissance collective. La dette de la société à l'égard de ses membres est d'un ordre supérieur, quant à la confiance qui y est attachée, à toute forme de dette génératrice de monnaies privées. C'est pourquoi le système des paiements est hiérarchisé.

Toute monnaie interne issue de dettes privées doit de manière ultime être capable de se convertir en liquidité pure, c'est-à-dire en monnaie externe. Corrélativement, les dettes elles-mêmes sont aussi hiérarchisées. Les dettes privées, qui sont à l'origine de la production des marchandises, sont de rang inférieur, dans les droits et obligations reconnus par l'autorité judiciaire, à la dette sociale. Celle-ci couvre les dépenses de protection de l'État vis-à-vis des citoyens contre les obligations fiscales de ceux-ci vis-à-vis de l'État.

Or l'essence du capitalisme est de réaliser la double séparation : l'économie marchande généralisée et le salariat généralisé. Sa trajectoire historique consiste à détruire les modes de socialisation qui lui préexistent et qui sont étrangers à sa logique. Les sociétés capitalistes se libèrent donc des attaches de la tradition. Elles se « désencastrent », comme dit Polanyi. Il s'ensuit que les membres de ces sociétés sont seuls devant les risques. Ils sont privés des protections communautaires au fur et à mesure que le capitalisme affirme sa prééminence. Il en résulte une demande de protection qui se manifeste dans les luttes sociales et qui fait irruption dans le débat politique, lorsque le niveau de développement devient tel que le défaut de protection, et plus généralement l'insuffisance des « biens publics », devient un obstacle à l'accumulation de capital. L'essor de la dette sociale, et corrélativement la représentation politique qui accompagne le pouvoir de prélever l'impôt, deviennent des enjeux majeurs de régulation.

AMBIVALENCE DE LA MONNAIE, CONFIANCE ET SOUVERAINETÉ

La monnaie est ambivalente. D'un côté, c'est le principe d'organisation des sociétés marchandes en tant que système de règles. L'institution qui énonce ces règles sociales et qui en surveille l'application est le dépositaire de la souveraineté monétaire conférée par l'autorité politique. D'un autre côté, la monnaie est liquidité, c'est-à-dire forme absolue de la richesse qui est objectivée, donc appropriable privativement. Il y a une contradiction latente, qui peut devenir violente dans les crises, entre le lien social qu'établit la monnaie dans sa circulation et le désir de richesse absolue que satisfait la monnaie qui s'accumule dans les fortunes privées.

C'est pourquoi la régulation de la liquidité pose un dilemme redoutable. Une trop grande abondance de liquidités peut favoriser le renouvellement de dettes douteuses dont la solvabilité est suspectée. Tout se passe comme si l'institution souveraine prenait le parti des débiteurs en garantissant la convertibilité des dettes privées. C'est la tendance à la *centralisation* du

système monétaire¹. Poursuivie unilatéralement, elle rend toutes les dettes liquides au prix d'une dévalorisation de la liquidité elle-même dans son pouvoir d'acquisition de toute forme de richesse, c'est-à-dire de l'inflation. À l'opposé, une trop grande rareté de la liquidité en accentue sa valeur en tant que transmetteur de la richesse, c'est la déflation. Mais cela rend les règlements des dettes privées difficiles ou excessivement coûteux parce que les taux d'intérêt montent, au péril de la destruction de richesses. Selon leurs capacités à devenir liquides, les dettes privées sont fortement différenciées, voire discriminées. C'est la tendance au *fractionnement*. La régulation de la monnaie se meut dans la contradiction de ces deux tendances antagoniques. Le développement des sociétés capitalistes dépend de la manière dont cette contradiction est surmontée à travers les phases d'essor et de crises. C'est l'alternance des époques où la confiance est fermement établie et de celles où elle vacille, voire disparaît.

La confiance n'est rien d'autre qu'un processus autoréférentiel par lequel chacun pense que les autres pensent que la forme instituée de la liquidité est pérenne. C'est une convention qui résulte d'un jugement collectif, lequel est produit par l'intersubjectivité qui est constitutive de la relation financière. Cette croyance commune, qui stabilise la forme sous laquelle la liquidité est unanimement acceptée, est donc un processus purement social. Elle ne repose sur aucune valeur intrinsèque de la monnaie. Du point de vue de l'autorité dépositaire de la souveraineté de la monnaie, susciter et préserver la confiance des utilisateurs de la monnaie est une stratégie visant à polariser les opinions privées sur une croyance commune, donc visant à faire converger l'intersubjectivité dynamique des opinions.

La confiance n'est consolidée que si la croyance commune est institutionnalisée dans un système de trois formes hiérarchisées. La première forme, la plus faible mais aussi la plus immédiate, est la *confiance méthodique* que l'on peut aussi appeler « *déméfiance* ». Elle découle de la routine qui provient de la répétition des relations financières. Elle surmonte la

1. Dans la crise financière qui a débuté en août 2007, l'aggravation qui s'est produite à partir de septembre 2008 a entraîné une avancée spectaculaire de la centralisation. Les banques centrales ont remplacé le marché interbancaire défaillant par des garanties et des injections massives de liquidité ; la banque centrale américaine a prêté directement aux entreprises et racheté les dettes insolubles des ménages. Elle a mis à 0 le taux d'intérêt auquel elle prête sa monnaie. Les États ont recapitalisé les banques pour éviter leurs faillites en chaîne. Ils mettent en place des plans massifs de dépenses pour remplacer la demande privée défaillante. Pour éviter que le coût n'en soit prohibitif pour les États, les banques centrales agissent pour abaisser tous les taux d'intérêts sur les dettes publiques, quelles que soient les échéances. Dans cette situation d'exception, la politique monétaire et la politique budgétaire ne font qu'une. Parce que les agents privés cherchent à se désendetter désespérément et parce que ce mouvement provoque une dépression économique, menaçant le capitalisme s'il n'est pas enrayé, la dette sociale gonfle démesurément.

suspicion résultant de l'incertitude sur la bonne fin des relations de dettes. Elle améliore considérablement l'efficacité de la finance en facilitant l'accord des participants sur la valorisation des engagements financiers que les marchés expriment dans les prix des titres. La deuxième forme est la *confiance hiérarchique* qui s'applique à la monnaie externe, c'est-à-dire la liquidité supérieure. Elle résulte de la croyance commune dans la garantie du pouvoir souverain. Elle exprime l'efficacité de la politique de la monnaie. La troisième forme, la plus haute, est la *confiance éthique*. Elle procède des fondements de l'appartenance sociale. Elle consolide tout le système de la confiance en reconnaissant que l'autorité politique qui contrôle la monnaie agit conformément au bien commun et ne dégénère pas en pouvoir arbitraire. La confiance éthique est à la confiance hiérarchique ce que l'autorité symbolique est au pouvoir politique, et ce que la légitimité est à la légalité.

L'HISTORICITÉ DE LA MONNAIE ET LES TRANSFORMATIONS DU CAPITALISME

Depuis son émergence en Europe occidentale au Bas Moyen Âge, le capitalisme a toujours été à la fois global, parce que le marché n'a pas de frontière, et enraciné dans des structures sociales qu'il transforme et dont il renouvelle les différenciations. La monnaie est ce qui fait tenir ensemble les rapports contradictoires des sociétés capitalistes, fondées sur la concentration des richesses, donc sur l'inégalité. Parce que la monnaie est un « bien public », à la fois institution politique et point focal d'une appartenance collective, le capitalisme doit s'accommoder de la pluralité des monnaies.

À long terme, les institutions qui régulent la monnaie et celles qui assument la dette sociale sous l'autorité d'États légitimes sont celles qui pérennisent la cohérence des sociétés capitalistes, tout en assimilant les forces contradictoires qui produisent leurs transformations. Il s'ensuit que le capitalisme global est, conformément à l'enseignement de Braudel, une confrontation asymétrique de puissances politiques reliées par des interdépendances qui sont médiatisées par la finance internationale. C'est pourquoi les centres financiers dominants sont les lieux privilégiés de capture de la valeur. Ce sont aussi les lieux où les monnaies se confrontent dans des rapports de convertibilité plus ou moins bien régulés dans un système monétaire international qui, selon les époques, reflète la hiérarchie des puissances ou bien la conteste. C'est pourquoi la finance internationale alterne les phases d'expansion du capitalisme pacifiées par un système monétaire stable et les époques de crises où la guerre des monnaies concentre les rivalités des puissances.

Dans cette histoire pleine de bruits et de fureurs, on cherchera un processus d'intelligibilité dans la transformation historique des systèmes monétaires. Le principal mouvement transhistorique est l'abstraction croissante de la monnaie en tant que principe de commensurabilité, donc d'expression de la valeur. Le second est l'organisation qui structure les forces contradictoires de la centralisation et du fractionnement dans des systèmes monétaires viables. En dépit de phases de recul, on peut déceler une trajectoire dans le sens de la centralisation. Enfin le troisième mouvement est la politisation de la monnaie. Les stratégies de la confiance se sont écartées de plus en plus du symbolisme des métaux précieux pour les rejeter entièrement. Elles dépendent de plus en plus de la légitimité du politique.

Nous évoquerons successivement quatre grandes époques. En premier lieu, l'invention de l'unité de compte abstraite et des moyens de paiements privés au Bas Moyen Âge dans la chrétienté européenne, ainsi que la régulation des crises par les mutations monétaires. En second lieu, l'affirmation des nations à l'Âge classique avec les besoins de la concentration du capital manufacturier qui ont entraîné la difficile genèse des monnaies nationales aux ^{xvii} et ^{xviii} siècles. En troisième lieu, la première grande phase de mondialisation du capitalisme au ^{xix} siècle avec la formation d'un système monétaire international sous l'égide de l'étalon bimétallique or argent, puis du monométallisme or. Enfin le ^{xx} siècle, à partir de la Première Guerre mondiale, qui est celui de la nationalisation à part entière des monnaies et de la première tentative de formation d'un système monétaire international entièrement « *man-made* », le système de Bretton Woods. La seconde mondialisation du capital dans les trente dernières années a détruit ce système et a fait apparaître la confrontation des monnaies nationales sous la forme de l'hégémonie du dollar. Nous vivons les soubresauts de la crise de cette hégémonie.

DE LA RECONSTITUTION DE LA SOUVERAINETÉ AUX INVENTIONS MONÉTAIRES À L'AUBE DU CAPITALISME

Après la chute de l'empire romain au ^v siècle de notre ère, l'économie monétaire a reculé vertigineusement en Occident, poursuivant un processus qui avait été engagé dans la grande inflation romaine du ^{iv} siècle. La défiance à l'égard de toute frappe monétaire a accompagné l'effondrement de la souveraineté. Le Haut Moyen Âge a régressé à des formes rudimentaires d'échange qui utilisaient des lingots et d'anciennes pièces romaines échangées à leur poids. L'espace social de la valeur s'est morcelé.

La prépondérance du politique dans la formation de l'économie marchande est indiscutable. Seuls les économistes profèrent la fable du troc

qui devient de plus en plus complexe et fait apparaître par rationalité des individus un moyen d'échange commun. En vérité, tant que les formes claniques de gouvernement régnaient, tant que l'appartenance sociale était définie sur des critères ethniques, les ateliers monétaires étaient confinés dans les monastères. Ces ateliers étaient dispersés, sans dispositifs de contrôle de qualité, ni de régulation des changes. C'est pourquoi le chaos monétaire entraîna une perte de confiance qui fit régresser la représentation de la valeur à sa mesure pondérale avec usage des lingots dans les échanges morcelés. Après l'échec de la restauration carolingienne de l'Empire romain, les échanges se rétrécirent encore plus aux IX^e et X^e siècles. La rivalité des seigneurs féodaux dégénéra dans les ravages de guerres perpétuelles.

C'est l'Église qui institua le fondement politique d'une réanimation de la circulation monétaire par deux réformes cruciales. D'abord, elle parvint à imposer la *Trêve de Dieu* aux barons en guerre et à structurer le temps social en instaurant un calendrier liturgique. Puis, en s'appuyant sur ce socle, le pape a promulgué la Réforme grégorienne qui fut fondamentale dans le destin de l'Europe. Le Sacré fut mis hors marché par interdiction de vente des dignités ecclésiastiques. Le Droit Canon fut édifié. Il stipulait le versement du cens à la Papauté par les abbayes, les princes, les seigneurs et les villes libres. C'est le paiement des redevances qui a redonné vie à la circulation monétaire. Comme l'Église organisait un réseau supraterritorial de finances pontificales mais ne créait pas de monnaie, elle utilisait les monnaies locales des contributeurs. Ce fut l'incitation au développement des marchés de change. Les changeurs pontificaux mutèrent en marchands banquiers, drainant vers Rome le cens des immenses propriétés foncières de l'Église dans toute l'Europe.

La reconstruction de la souveraineté fut donc un processus complexe et de très longue durée, fondant la chrétienté sur une alliance de l'Église et de l'État. La souveraineté partagée se constitua sur le modèle de la hiérarchie enchevêtrée. La forme symbolique de l'allégeance du roi à l'Église était le sacre. Cette cérémonie faisait du roi l'intercesseur de l'ordre divin dans l'ordre social. En contrepartie de cette délégation de souveraineté, les rois s'engageaient à protéger financièrement et militairement le Saint-siège.

Le Saint-siège concentra ainsi d'énormes ressources qu'il relança dans les circuits monétaires par ses dépenses en vue de rétablir son autorité sur les lieux saints. Cela entraîna d'énormes flux financiers entre Rome et tous les territoires de l'Europe. Les codes de corporations furent instaurés, les franchises accordées aux villes furent promulguées et les foires furent organisées. Le réseau des villes de foire, s'étendant sur tout l'espace de la chrétienté, fut le terreau sur lequel le capitalisme prit racine à partir du lancement des Croisades à la fin du XI^e siècle.

Cette nouvelle conceptualisation de la souveraineté marquait une rupture profonde avec l'Antiquité. Le politique n'était plus la source primordiale des statuts sociaux et le principe de légitimation des conduites. Le christianisme a institué la conception de l'être humain à l'image de Dieu, dont la finalité dans sa vie terrestre est le salut individuel. Cette finalité spirituelle est légitimée par l'Église, non par le politique. Corrélativement il a rendu l'esclavage immoral et a valorisé le contrat de travail entre individus libres. Les fondements éthiques de la double séparation constitutive du capitalisme ont été élaborés par l'Église et ont reçu une forme juridique adéquate dans le Droit Canon. La rencontre au cours des siècles entre l'aspiration au salut et ce que Max Weber a appelé « l'esprit du capitalisme » a ouvert la voie aux innovations financières privées du Moyen Âge.

Les deux grandes innovations monétaires furent l'une publique, l'institution d'unités de compte abstraites, l'autre privée, l'invention de la lettre de change. L'articulation de ces deux éléments a constitué un système monétaire dualiste international qui a régulé la première phase d'essor du capitalisme jusqu'à la découverte des gisements du Potosi au Pérou au cours du XVI^e siècle.

Famines monétaires, diversité des espèces et institution des unités de compte abstraites : les mutations monétaires.

En dépit du développement de la monnaie scripturale que l'on va étudier plus loin, les économies de l'Europe étaient étroitement dépendantes des monnaies métalliques pour les paiements au détail et pour les règlements des dettes. Or les métaux précieux étaient drainés hors de l'Europe pour financer la balance commerciale structurellement déficitaire avec l'Orient. Plus massif encore fut le coût des Croisades. Les mines européennes ne parvenaient pas à un rendement suffisant pour combler l'ampleur des sorties de métal hors d'Europe et les pertes dues aux guerres continuelles entre les monarques européens. La pénurie atteignit son paroxysme à la fin du XIV^e siècle, inaugurant la grande déflation du XV^e siècle : hausse des prix des métaux précieux, baisse des prix des marchandises, dévaluation des monnaies courantes par dépréciation de leur contenu métallique.

La pénurie des métaux précieux, tantôt latente, tantôt aiguë, provoqua une innovation monétaire des monarques, qui cherchaient à affirmer leur souveraineté les uns contre les autres en préservant leur stock d'espèces monétaires. Ce fut l'invention d'unités de compte abstraites, c'est-à-dire non définies sur un support métallique. Les plus célèbres furent la livre tournois en France, la livre sterling en Angleterre, le maravedis en Espagne. Après cette invention les monnaies métalliques se définirent en unités de compte qui furent les pivots des systèmes monétaires dans les monarchies de

l'Europe. Ces systèmes devinrent donc dualistes. Ainsi, en 1266, Louis IX frappa-t-il l'écu d'or et le gros d'argent. Il fixa souverainement la valeur des pièces en termes de livres tournois dans laquelle les dettes étaient exprimées. Aucun nombre n'était inscrit sur les pièces. Il offrait ainsi à ses successeurs l'opportunité de décréter des mutations monétaires sans avoir à remodeler les poids et les titres des pièces en circulation.

Le pouvoir d'achat de la masse monétaire pouvait augmenter globalement sans que sa structure ne soit modifiée, tant bien sûr que les prix n'augmentent pas au point d'annuler le gain de la mutation. Lorsque le roi décidait que l'écu d'or était rehaussé de 20 % (la livre tournois abaissée), toute la constellation des pièces venait s'aligner sur la nouvelle définition de la monnaie de compte en fonction de leurs valeurs relatives.

Pendant plusieurs siècles les mutations monétaires ont été l'instrument des politiques royales consistant à dévaluer (la plupart du temps) ou à réévaluer (exceptionnellement) l'unité de compte selon les intérêts financiers de l'État à la fois débiteur et créancier [Bloch, 1953, p. 145-158]. Cette politique était efficace dans un environnement déflationniste. Dans la déflation du xv^e siècle cette politique était approuvée par les corporations marchandes et par la population. Elle permettait de relancer les dépenses en insufflant des moyens de paiements de plus grand pouvoir d'achat sur les biens. Cela permettait de soutenir les prix des marchandises et freinait donc les forces déflationnistes. Au xvi^e siècle, au contraire, avec l'arrivée des métaux monnayables d'Amérique, la dépréciation de la monnaie de compte amplifia les effets inflationnistes de l'abondance monétaire. La dévaluation de la livre tournois révélait la contradiction entre la régulation de la monnaie et les besoins financiers de l'État. La dévaluation de la livre tournois devint l'enjeu de conflits sociaux aigus.

Le changement de la perception des mutations est un symptôme de la perte de confiance dans le système dualiste. Jusqu'à la fin du xv^e siècle, les mutations sont interprétées comme des rehaussements des monnaies métalliques, l'unité de compte étant le centre du système. Au xvi^e siècle, elles sont désignées par référence aux monnaies métalliques. Elles sont interprétées comme des dévaluations de l'unité de compte. La livre tournois surtout subit la défiance. Les communautés marchandes ont utilisé des références alternatives sous forme d'unités de compte privées pour les contrats qui étaient compensés et réglés aux dates des foires, et cela malgré les interdictions royales. Ce retour du fractionnement révèle la perte de légitimité de la politique centrale de la monnaie imposée par le souverain.

Il est vrai que la dévaluation de la livre tournois fut bien plus prononcée que celle de la livre sterling (tableau 1). Car la monarchie française était absolue. Au contraire, dès 1215 les finances publiques anglaises étaient contrôlées par le Parlement. Cependant, au xvi^e siècle les dévaluations

en cascade s'accélérent sous l'effet des besoins financiers insatiables des monarques en même temps que la production mondiale d'argent explosa (tableau 2). Il en résulta un dysfonctionnement général du système dualiste. Bien que les dépréciations de la livre sterling s'arrêtassent pratiquement avec Elizabeth I, il fallut encore plus d'un siècle de désordres monétaires et politiques avant la création de la Banque d'Angleterre en 1694, pour que soit institué un système monétaire compatible avec les nouveaux besoins du capitalisme.

Tableau 1. – Cinq siècles de mutations monétaires

France			Angleterre		
Règles et dates de mesure	Milligrammes or fin dans livre tournois	Valeur résiduelle livre tournois (% initiale)	Règles	Milligrammes or fin dans livre sterling	Valeur résiduelle livre sterling (% initiale)
Louis IX (1266)	8 270	100	Edouard I (1278)	20 500	100
Philippe le Bel (1311)	4 200	50,7	Edouard III (1350)	17 400	84,8
Louis XI (1480)	2 040	24,6	Henry VII (1489)	15 470	75,5
Henri IV (1600)	1 080	13,1	Henry VIII (1535)	9 200	44,9
Louis XIII (1640)	621	7,5	Elizabeth I (1560)	7 750	37,8
Louis XIV (1700)	400	4,8	Georges III (1793)	7 320	35,7
Louis XVI (1789)	300	3,6			

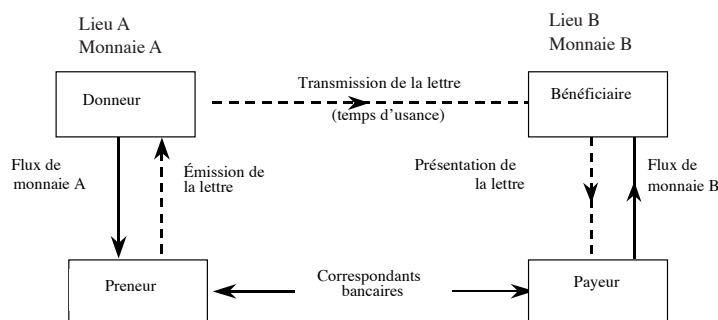
Extrait de Cailleux, *in Revue de Synthèse*, n° 99-100, juillet-décembre 1980, p. 253-254.

Tableau 2. – Production mondiale de métaux précieux et entrée à Séville (moyenne sur les périodes en tonnes)

Périodes	Production mondiale (1)		Arrivées à Séville (2)		2/1 en %	
	Or	Argent	Or	Argent	Or	Argent
1495-1544	330	475	60	265	18	8
1550-1600	380	17 890	95	7 125	25 40	
Croissance (taux en %)	15	410	62	2 618		

Source : d'après Pierre Vilar [1974], « *Or et monnaie dans l'histoire* », Flammarion, Paris.

Figure 1. – Principe de la lettre de change



Les marchands banquiers et la lettre de change

La lettre de change est un instrument monétaire dont l'origine se trouve à Gênes au XIII^e siècle. Son essor a été fulgurant au XIV^e siècle avec le développement du commerce à longue distance. Elle devint le moyen de paiement international privé dans toute l'Europe au XV^e siècle. La lettre de change était adaptée au commerce intra-européen qui avait besoin de fonds disponibles en des lieux différents. Pendant trois siècles elle a surmonté le morcellement des espaces monétaires publics en créant un réseau bancaire privé homogène à l'échelle européenne. La lettre de change est donc le véhicule de la première époque de la finance capitaliste globale, reliant les espaces monétaires séparés par les flux internationaux de capitaux.

La lettre de change amalgame des lieux, des temps et des unités de compte différentes. Elle combine du crédit et du change sans espèces. En effet, le change par lettre fournit de la monnaie en un lieu A contre un document (la lettre) qui donne lieu à une remise de monnaie en B sur présentation. Il s'agit d'un contrat de change d'une monnaie présente contre une monnaie absente. Le change est aussi la conversion d'une monnaie de compte en une autre monnaie de compte. Enfin le change par lettre est indissolublement un acte de crédit. Le temps qui sépare l'émission de la lettre de sa présentation est le temps d'usance [de Roover, 1953].

Quatre agents économiques sont donc reliés par ce document. En A le donneur de monnaie (bailleur à change) remet une somme de monnaie A (monnaie métallique) à un preneur (ou tireur) qui lui remet une lettre de change. Le preneur tire la lettre sur un agent économique de son choix (le payeur ou tiré) qui est son correspondant en B. Le bénéficiaire reçoit par courrier la lettre du donneur. Il la remet au tiré qui l'accepte après vérification contre remise de la somme stipulée dans la monnaie utilisée par le bénéficiaire. Les agents donneur et bénéficiaire peuvent être

n'importe quel agent économique, des commerçants comme des agents pontificaux. Les intermédiaires sont des banquiers qui font partie d'un réseau de correspondants (*correspondent banking*) dont les membres sont liés par la confiance réciproque qui s'alimente de la répétition des contrats de crédit dans le temps, c'est-à-dire sont liés par la confiance méthodique (figure 1).

*L'organisation du circuit des lettres de change
et la puissance du capitalisme financier*

Le change par lettre était une organisation fortement structurée. Il y avait les places de change qui fonctionnaient toute l'année, les foires de change qui étaient ouvertes à des dates déterminées. Les monnaies de change pouvaient être confondues avec les unités de compte territoriales ou être des unités de compte spécifiques, résultant d'un accord entre les banquiers qui avaient un intérêt commun à échapper aux mutations décrétées par les gouvernements. C'était le cas de l'écu de marc en vigueur à la foire centrale de Lyon qui était défini dans une espèce or. Le point crucial et la raison de sa pérennité est la suivante : *ce système garantissait l'enrichissement systématique des marchands banquiers qui en étaient les intermédiaires*. Le profit était fait dans les allers-retours qui découlaient des émissions de lettres de change dans les deux sens par les clients.

Le profit était structurel parce qu'il était ancré dans la supériorité du certain (le *Res* du change) sur l'incertain (le *Pretium*). Cela permettait l'enrichissement des intermédiaires dans les allers-retours. Supposons par exemple qu'à Florence le cours soit de 64 écus florentins pour un écu de marc. C'est le cours inverse de l'écu florentin sur sa propre place. Au retour, lorsque le marc est changé à Lyon, il l'est au *pretium* de l'écu florentin soit 65,5 écus florentins pour un écu de marc. Il en résulte un gain de change de 2,34 % ($1,5 * 100 / 64$). Après déduction des frais de change, l'aller-retour permettait un profit de 2,2 % avec une usance de vingt-cinq jours. S'il y a quatre foires par an cela donne un gain annuel d'environ 8 %. Le gain est systématique parce que la supériorité du *Res* sur le *Pretium* était inscrite dans le réseau du change. Le gain était variable en fonction des conditions financières qui déterminaient l'*étroitesse* (la rareté) ou la *largesse* (l'abondance) de la monnaie dans les différentes places. Mais il était toujours positif².

2. La démonstration en détail de l'existence d'un gain de change systématique pour les intermédiaires se trouve dans Boyer-Xambeu, Deleplace et Gillard [1986], *Monnaie privée et pouvoir des princes*, CNRS, Fondation nationale des Sciences Politiques, p. 179-184.

Il reste à comprendre pourquoi l'arbitrage n'annulait pas le profit, pourquoi celui-ci pouvait être systématique sans être une activité à risque. La raison se trouve dans l'articulation du change par lettre et du change des espèces, des pratiques privées et des règles officielles. La différence systématique sur le cours du change par lettre qu'exploitaient les banquiers reposait sur le seigneurage qui était inclus dans le cours légal des espèces. Le cours légal d'une espèce, dans le pays où elle était frappée, était toujours supérieur à la valeur commerciale du métal qu'elle contenait. *A contrario*, les espèces étrangères circulaient sur les territoires où elles n'étaient pas frappées à leur valeur commerciale. Chaque espèce était donc surévaluée par rapport aux autres dans son lieu de frappe. Si l'on appelle pair du change le taux calculé à partir des cours légaux des espèces, le profit systématique des banquiers venait de la différence systématique entre le cours du change par lettre et le pair du change, différence due à la distorsion provoquée par le seigneurage.

LA CRISE STRUCTURELLE DU SYSTÈME DUALISTE ET L'AFFIRMATION DES NATIONS À L'ÂGE CLASSIQUE.

Le capitalisme est donc né en Europe entre le XIII^e et le XIV^e siècle. Sa première phase a été pleinement internationale. Elle a été commerciale et financière. Le réseau des lettres de change entre les villes italiennes autonomes (Gênes, Florence, Venise) et l'Europe du Nord (Anvers, Amsterdam et les ports hanséatiques), a été la circulation financière dominante. Une voie traversait la France avec Lyon comme principale place financière. Une autre la contournait par les terres du Saint Empire (Milan, la Bavière, les villes rhénanes). Les besoins de finance pour le commerce lointain, pour les Croisades et pour les guerres que les monarques menaient dans le but d'unifier les territoires pour en faire des nations et pour s'assujettir les seigneurs féodaux, confortaient le pouvoir des grandes familles financières privées.

Le pouvoir de la finance privée est radicalement différent de celui de la puissance souveraine des monarques. Il s'appuie certes sur la confiance hiérarchique dans le bien commun que fournit l'espace public de valeur institué par la règle monétaire officielle. Mais il s'en détache et le contourne par l'expansion d'une circulation de dettes qui échappe au contrôle de l'autorité publique et qui se régule par la confiance méthodique. On a montré comment ces deux composantes de la monnaie se sont articulées jusqu'au changement d'origine et d'échelle dans la production des métaux monétaires dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Il faut comprendre pourquoi ce système est entré dans une crise structurelle.

*La fin du pouvoir des marchands-banquiers italiens
et l'avènement du mercantilisme*

Lorsque les apports d'argent du Potosi se déversèrent à Séville et gagnèrent toute l'Europe, l'inflation remplaça la déflation. La dévaluation des monnaies de compte à l'initiative des monarques amplifia les effets inflationnistes de l'abondance monétaire. Les mutations des unités de compte rencontrèrent l'hostilité des guildes marchandes par les effets de répartition qu'elles sécrétaient. Ces effets étaient devenus dommageables à la poursuite du développement du capitalisme. Car les mutations mettaient dans des camps opposés les prêteurs, dont les créances étaient libellées en unités de compte, et les thésauriseurs, dont les encaisses étaient en monnaie métallique. Lorsqu'elles dévaluaient l'unité de compte, les mutations favorisaient les seconds au détriment des premiers. Par conséquent, au fur et à mesure où le crédit privé se développait, la défiance par rapport à la monnaie de compte, suscitée par les mutations dans un contexte inflationniste, était une entrave à la mobilisation productive des épargnes.

Les monarques cherchèrent à consolider les États-nations à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle en territorialisant le capitalisme. Car les inventions techniques de la Renaissance ouvraient l'ère du capitalisme manufacturier. Celui-ci allait développer une forme de richesse qui bouleversait les équilibres sociaux antérieurs. La base de la richesse devenait l'accumulation productive par la subordination du travail, en lieu et place de la richesse foncière et de la richesse financière découlant de l'intermédiation du change.

Or la forme d'accumulation du capital liée aux affaires industrielles est très différente des anciennes. Il faut investir du capital dans la durée sous des formes illiquides et il faut concentrer des masses considérables d'épargne. Lorsque l'État devient manufacturier ou promoteur d'entreprises manufacturières, il doit lutter contre la thésaurisation stérile de la richesse, contre la stérilisation des terres et la capture de la rente foncière par l'aristocratie et contre l'instabilité monétaire permanente. Il doit favoriser l'essor d'une classe bourgeoise. Il faut à l'État manufacturier une monnaie nationale, la prohibition de la circulation des espèces étrangères, l'attraction des métaux précieux par l'adoption de la *doctrine mercantiliste*.

En effet, la conquête de la souveraineté nationale va de pair avec la centralisation de la monnaie aux mains des monarques. Cherchant à imposer les monnaies nationales contre les influences étrangères, les États furent conduits à s'affronter pour attirer les métaux monétaires par les excédents commerciaux. Ces politiques entraînaient nécessairement les rivalités commerciales et financières. Le double objectif d'unifier la monnaie et de financer l'État déclencha des guerres fréquentes qui entraînaient de graves

troubles monétaires tout au long du XVII^e siècle avec pénuries récurrentes de métaux et dépréciations massives des pièces de monnaie, puisque la flexibilité du système dualiste avait disparu.

Ce bouleversement social a rapidement détruit le pouvoir des marchands banquiers italiens. Plus fondamentalement il a fait disparaître l'ordre international de la chrétienté qui régula l'Europe capitaliste. Cet effondrement entraîna la désagrégation du Saint Empire romain germanique. Il provoqua des crises politiques et monétaires tout au long du XVII^e siècle et jusqu'à la Révolution en France. Une fois de plus on constate que c'est le renouvellement des sources du pouvoir politique qui précède une nouvelle phase de l'essor du capitalisme.

L'échec de l'unification monétaire en France

En 1577, furent promulguées des ordonnances monétaires destinées à abolir le système dualiste *de jure*. L'écu d'or au soleil devint l'unité de compte, ramenant une conception métalliste de la monnaie. Le système monétaire devint bimétalliste avec un rapport or argent entre 11 1/3 et 11 1/2. Les valeurs en écus furent gravées sur toutes les pièces. Le change fut strictement réglementé. La plupart des pièces étrangères furent prohibées dans la circulation intérieure au Royaume. En pleines guerres de religion dans les années 1580, cette réforme déflationniste se conjuga à la banqueroute en Espagne, la décadence d'Anvers et la révolte des gueux en France, pour provoquer une épouvantable crise financière et commerciale.

Le pouvoir royal déclencha une guerre monétaire pour attirer les espèces étrangères qui furent décriées au prix de leur poids de métal et refondues. Le système hiérarchisé de différentiels de cours qui soutenait le change par lettre fut détruit. Celui-ci devint entièrement flottant et les marchands banquiers italiens perdirent le fondement de leur enrichissement structurel.

La réforme de 1577 ne parvint pourtant pas à construire une finance nationale tournée vers l'investissement dans le capitalisme manufacturier. Les financiers nationaux bâtirent leur richesse sur l'affermage des impôts en contrepartie du financement d'une dette publique insatiable. Car la monarchie absolue de droit divin ne permettait aucun contrôle des créanciers de l'État sur les finances du débiteur souverain, donc aucun contrôle sur la dette sociale, contrairement à l'Angleterre où dès 1215 la *Magna Carta* avait instauré un contrôle parlementaire. En France, jusqu'à la Révolution, le capitalisme financier a prospéré sur la rente, pas sur le profit tiré de l'investissement productif. L'État est devenu manufacturier par carence de développement d'une classe d'entrepreneurs. L'échec de la création d'une classe bourgeoise en France a modifié irréversiblement les rapports internationaux en Europe au bénéfice de l'Angleterre dès le tournant du XVIII^e siècle.

L'aube de la prééminence britannique et la naissance de la Banque d'Angleterre

Les nouvelles alliances entre le pouvoir politique et les classes porteuses de progrès ont conquis la primauté, d'abord dans les Provinces-Unies au début du xvii^e siècle à l'occasion de la guerre d'Indépendance contre l'Espagne, puis en Angleterre avec la révolution de 1689.

Dans les deux cas la révolution politique se doubla d'une crise monétaire violente. La résolution de ces crises sortit des errements précédents. La mutation de l'unité de compte fut définitivement prohibée. Une banque dont la mission était de stabiliser le change par rapport aux devises étrangères fut créée, la Banque d'Amsterdam en 1609 aux Provinces-Unies, la Banque d'Angleterre en 1694 après la révolution qui offrit le trône d'Angleterre à la maison d'Orange en la personne de Guillaume III.

Dans la dernière décennie du xvii^e siècle l'économie se détériora rapidement : dépenses publiques pour financer la guerre de la grande alliance contre les visées hégémoniques de Louis XIV (1689-1697), envolée des prix agricoles, contraction des importations. La crise des finances publiques se doubla d'une crise monétaire.

La guerre en Europe avait changé d'échelle. Les dépenses de l'État triplèrent et la dette publique atteignit 35 % du revenu national. Les besoins de l'État étaient devenus tels que le financement à court terme par les orfèvres était totalement inadapté. Après une tentative de lever un emprunt à long terme en 1693, le projet de fonder un établissement d'un nouveau type fut voté par le Parlement en dépit de l'opposition des Tories et des orfèvres. La Banque d'Angleterre fut fondée le 27 juillet 1694 en tant que société de 1 300 personnes qui avaient souscrit collectivement des titres d'une valeur de £1 200 000. Le capital fut entièrement prêté à l'État.

Mais la création de la banque d'Angleterre, qui n'était pas une banque de dépôts, ne résolvait pas le problème monétaire. Le manque de moyens de paiements était combattu par le rognage des pièces. Seulement la perte de confiance dans des pièces, dont on craignait la démonétisation, provoqua l'exportation du métal qui aggrava les difficultés [Horsefield, 1960]. La crise monétaire paralysa l'activité économique. La défiance par rapport à la monnaie d'argent s'accrut. Le cours de la guinée d'or s'accrut de 40 % en deux ans à partir de décembre 1693. La livre sterling perdit 12 % contre le florin à Amsterdam en 1695. Le débat public pour sortir de la crise prit une tournure dramatique : refonte contre dévaluation.

Le choix entre dévaluation et déflation répercutait les intérêts divergents des classes sociales. Selon le secrétaire au Trésor, Lowndes, l'inflation était imputable à la circulation de pièces de qualités inégales qui faisait monter le prix des lingots par rapport aux espèces. Il fallait donc procéder à une

mutation pour relever de 20 % la valeur en livres sterling des pièces en argent. Cela serait moins coûteux que la refonte, redonnerait confiance et ferait donc sortir les espèces thésaurisées de leurs cachettes. Les intérêts conservateurs et ceux des orfèvres allaient dans ce sens. Ils représentaient l'ordre ancien de l'aristocratie foncière et du capitalisme financier.

En sens contraire, les whigs, qui exprimaient les intérêts de la bourgeoisie montante demandèrent à Locke de réfuter les arguments de Lowndes. Locke publia un ouvrage en 1695. Il introduisait l'idée nouvelle d'un *ordre monétaire naturel*. S'il y a désordre monétaire, c'est parce qu'il y a de mauvaises espèces. Il faut une refonte des pièces pour les ajuster à l'étalon naturel.

La thèse de Locke fut soutenue par les whigs et par d'importants membres du gouvernement. Le rapport des forces politiques fut favorable au projet de Locke parce que les orfèvres étaient déconsidérés et parce que la révolution Orange rétablit le pouvoir du parlement pour surveiller les engagements de la Couronne. L'État était désormais lié à la Nation. Finalement, Guillaume III se rangea dans ce camp et fit pencher la balance parce qu'il recherchait un étalon intangible.

Le *Recoinage Act* fut promulgué par le Parlement le 20 novembre 1695. Cette réforme fut favorable à la classe bourgeoise créancière de l'État et aux propriétaires fonciers, défavorable aux débiteurs et aux plus démunis. Elle provoqua une terrible famine monétaire par contraction extrême de la masse monétaire. De 1696 à 1699 la masse monétaire passa de 15 m à 9,5 m de livres sterling. Les taux d'intérêt montèrent à 20 % au second semestre 1696 et les prix baissèrent de 30 % en trois ans. Cela n'empêcha pas la poursuite de la fuite des espèces à l'étranger. Le coût total de la réforme atteignit £2,7 m dont 1 m supporté par les plus démunis. Il fut si grand que le roi reconnut que le rejet de la dévaluation avait été une erreur.

Cependant, c'est une ruse de l'histoire que les expédients pour résoudre un problème urgent sont quelquefois, et de manière inintentionnelle, des réformes de très grande portée. Dans ce cas la fuite de l'argent mit de facto le système monétaire anglais sur l'étalon or, sans que personne ne l'ait voulu. L'abrogation de tout recours ultérieur aux mutations monétaires établit la convertibilité or des billets de la Banque d'Angleterre. Les titres émis par la Banque d'Angleterre et portant intérêts de la dette publique acquièrent cours légal pour tout paiement au gouvernement, mais ils n'acquièrent un cours légal général qu'en 1833.

La Banque d'Angleterre assumait le crédit à l'État et à l'économie à la place des orfèvres avec des taux d'intérêt beaucoup plus bas, bien que sa couverture métallique ait été très faible. Sa crédibilité provenait entièrement de la confiance dans les institutions publiques et du rétablissement de la prospérité de la nation.

Du point de vue de la doctrine monétaire, cet épisode fit avancer l'idée que la monnaie devait échapper à l'arbitraire royal pour se conformer à l'ordre naturel. Ce sont les sources de la souveraineté elles-mêmes qui ont été transformées. Selon Locke, le pouvoir politique doit être fondé sur un consentement majoritaire, non sur la référence au sacré. La valeur de la monnaie provient donc d'un accord tacite pour lui en reconnaître une. Ce point de vue est conforme à la définition théorique : « *La monnaie est l'institution par qui la société rend à chacun de ses membres ce qu'elle juge qu'il lui a donné* ». Il revient au souverain de garantir cette logique de validation sociale qui inclut les individus dans la société en préservant l'étalon monétaire.

ESPACE MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET NATIONALISATION DES MONNAIES AU XIX^e siècle : DU BIMÉTALLISME À L'ÉTALON OR.

Avec la Révolution française, puis la création de la Banque de France et l'instauration du franc en 1803 comme étalon monétaire, l'ère des systèmes monétaires dualistes fut définitivement close. Le XIX^e siècle a été celui de la consolidation des monnaies nationales à partir des années 1830, lorsque le contrecoup des guerres napoléoniennes fut digéré.

Après les découvertes minières de Californie, l'abondance de l'or modifia le prix relatif des métaux. Toutefois, la consolidation des monnaies nationales se poursuivait sans remettre en cause le système bimétallique. Cependant l'unification de l'empire allemand et la décision de Bismarck d'adopter l'étalon or en 1873 allaient bouleverser la donne. En quelques années l'argent fut démonétisé. Pendant ce temps les États-Unis décidèrent de rétablir la convertibilité or des *Greenbacks*, de sorte qu'en 1879 les principales nations capitalistes avaient adopté l'étalon or. La seconde Révolution industrielle était en plein essor. La conquête des marchés internationaux et des nouveaux espaces de peuplement entraînaient une grande expansion financière. Bref, c'était l'époque de la première mondialisation.

Il est donc intéressant de se poser la question : qu'est-ce qu'un ordre monétaire international ? Pourquoi peut-il prendre plusieurs formes ? Comment des nations en concurrence et chacune jalouse de ses prérogatives monétaires ont-elles pu participer à un système international qui s'est révélé stable jusqu'à l'affrontement de la Première Guerre mondiale ?

La régulation du système bimétallique avant 1873

Au milieu du XIX^e siècle, les banques commerciales avaient commencé à faire accepter les dépôts comme supports de moyens de paiements par

virements et clearing interbancaire. De plus, la circulation des billets de banques supplantait celle des effets de commerce, qui étaient acceptés par les banques en contrepartie de leurs émissions de billets. Cependant, surtout en France, les espèces métalliques étaient les moyens de paiements préférés dans les petites transactions, de sorte que les encaisses étaient disséminées dans la population.

Les lettres de change étaient toujours le principal moyen de paiement international dans les transactions privées. Comme le seigneurage avait disparu, l'or et l'argent circulaient librement entre les pays. Ils constituaient les moyens de règlement ultime. Cependant trois blocs monétaires coexistaient : le système d'étalon argent dans les pays germaniques, le système d'étalon or au Royaume-Uni et le système bimétallique qui était celui de l'Union latine autour de la France. En France, la loi de Germinal (1803) fixa le prix relatif or/argent à 15,5. Dans chaque pays l'unité de monnaie nationale avait une définition de parité dans la (les) monnaie(s) métallique(s) légale(s).

La régulation de ce système était subtile [Flandreau, 1995]. Il existait d'abord un arbitrage bimétallique entre le prix relatif commercial de l'or/l'argent et son prix légal dans les pays bimétalliques. Le ratio commercial fluctuait dans un intervalle autour du ratio légal, dont les limites étaient les points or/argent qui dépendaient des coûts d'arbitrage : fonte de l'argent et frappe de l'or d'un côté, fonte de l'or et frappe de l'argent de l'autre. Cet arbitrage fonctionnait tant que des quantités suffisantes des deux monnaies restaient dans la circulation.

Outre l'arbitrage, l'or et l'argent monétaires se déplaçaient en fonction des règlements des soldes de balances de paiements. Ces mouvements internationaux influençaient leur prix relatif. Ces mouvements étaient stabilisants parce que les métaux se déplaçaient des régions où ils étaient relativement les plus abondants, vers ceux où ils étaient relativement les plus rares. Ce commerce qui dépendait des coûts de transport des métaux a plus fait que l'arbitrage pour leur dissémination. La régulation des mouvements internationaux d'or et d'argent s'effectuait via les marchés de change. Les déplacements des métaux étaient régulés par les fluctuations des taux de change à l'intérieur des points d'entrée et de sortie dans et hors d'un pays de l'or et de l'argent. Le métal se déplaçait dès que le taux de change touchait un point d'entrée ou de sortie. À l'intérieur de ces points métalliques l'ajustement se faisait par la variation du taux de change qui dépendait de la position de change, laquelle était influencée par la balance des paiements.

La Banque de France était au cœur de l'ajustement bimétallique ; elle rachetait ses billets et réglait les escomptes avec de l'or, de l'argent ou avec les deux métaux à la fois selon les indications de marché données

par l'arbitrage privé. Elle achetait et vendait en continu les deux métaux à des prix variables de manière à maintenir le ratio commercial or/argent au voisinage des valeurs d'indifférence pour les agents privés compte tenu des coûts d'opportunité de la frappe de chaque métal. Elle modulait le prix d'achat du métal qu'elle achetait en fonction de l'état de ses réserves.

Comment ce système a-t-il pu résister aux découvertes minières d'or après 1848 ? La France a dû absorber le surplus d'offre d'or mondiale qui dépassait son excédent commercial. Il lui a donc fallu exporter de l'argent. Elle l'a fait jusqu'à 1865 grâce à un change qui lui était favorable en terme d'or et défavorable en terme d'argent. Mais la demande d'argent des agents privés à l'intérieur du pays a été suffisante pour ne pas basculer dans le monométallisme or. *Le système bimétallique international n'est stable, en effet, en dépit de chocs externes de grande ampleur, que si la demande domestique des deux monnaies dans le pays pivot est suffisamment grande par rapport aux stocks mondiaux des deux métaux.*

Or, à partir des années 1860, les banques commerciales à succursales ont acclimaté l'usage du papier monnaie, de sorte que l'encaisse métallique a commencé à diminuer rapidement par rapport au PIB des pays industrialisés. Cette évolution dans la technologie des paiements mettait irrémédiablement en cause le système bimétallique à long terme. Cependant, ce sont des décisions politiques qui ont précipité la mort du système dans les années 1870 en démonétisant l'argent après que Bismarck a fait basculer l'Allemagne unifié sur l'étalon or en 1871. Les décisions successives de limiter la frappe d'argent par la France et toute l'Union latine entre 1873 et 1878 ont mis fin aux ajustements stabilisants du bimétallisme international. La confiance dans le cours légal de 15,5 en fut irrémédiablement ébranlée. Soumise à l'obligation de défendre le cours de l'argent, alors qu'elle craignait d'épuiser ses réserves d'or, la Banque de France demanda et obtint la suspension complète et définitive des frappes d'argent par la loi du 5 août 1876.

*L'étalon or : une constitution monétaire non écrite
à légitimité éthique*

La leçon de la disparition du système bimétallique est que les arbitrages financiers laissés à eux-mêmes ne font pas un principe monétaire. Qu'est-ce donc qu'un ordre monétaire international ? C'est un principe monétaire qui surmonte les problèmes posés par l'interdépendance des nations.

N États indépendants ne peuvent afficher N politiques indépendantes sans que le système monétaire international soit instable. En effet, entre N pays il y a seulement $N-1$ taux de change indépendants. Les pairs du change résultent des définitions des monnaies nationales en or. Si donc $N-1$ pays

conduisent leurs politiques monétaires pour respecter la convertibilité or de leurs monnaies, le N^{ième} a son taux de change déterminé par les autres, dès lors qu'il déclare lui-même une parité. Il doit être le leader, celui dont la politique monétaire détermine le montant agrégé de la liquidité internationale. Dans l'étalon or le pays leader était l'Angleterre. Sa monnaie était la devise clé. Or la devise clé est *primum inter pares*. Sa singularité se construit sur l'égalité formelle de la convertibilité or.

Le partage des rôles résout le problème logique. Mais il demeure un problème d'économie politique. Car les pays à monnaie nationale indépendante peuvent toujours suspendre ou répudier la règle commune de convertibilité. Le système international doit procurer des avantages communs suffisamment importants pour que tous les États aient intérêt à pérenniser la règle commune. Ils y ont intérêt si l'usage de la devise clé dans les paiements internationaux est moins coûteux que tout autre moyen de paiement.

Le moyen universel de paiement international était la lettre de change en livres sterling, créance liquide des banques étrangères sur les banques anglaises. Les gouvernements et les banques à l'étranger acceptaient les créances liquides sur les banques anglaises comme équivalentes à l'or. Les banques anglaises n'avaient donc pas besoin d'avoir une couverture or très élevée par rapport à leurs engagements liquides. En 1913 le taux de couverture était de 38 %. Ce ratio très faible ne mettait pas en cause la confiance dans le système [Cooper, 1982].

La confiance éthique était prépondérante. Les expressions utilisées par les contemporains d'« ordre monétaire libre » et de « monnaie saine » révèlent la croyance que la règle de convertibilité n'était pas manipulée, que le pair du change était un rapport « naturel ». Comme l'écrivait le philosophe Georg Simmel : « C'est dans la monnaie que l'esprit moderne trouve son expression la plus parfaite. »

À la fin du XIX^e siècle la monnaie or était le symbole d'une civilisation bourgeoise qui exaltait la liberté et la propriété. Le contrat entre individus libres était le lien social censé concilier l'intérêt personnel et le bien commun. La responsabilité personnelle était le principe du respect des contrats. La loi était le référent de la société pour sanctionner les manquements. La convertibilité monétaire était la garantie de la sécurité financière fondée sur la continuité des engagements privés. La convertibilité or intangible était donc un impératif catégorique. Elle signifiait la confiance inébranlable que la préservation de la valeur des contrats privés était d'un ordre supérieur aux préférences collectives que les États auraient pu atteindre en instrumentant la monnaie. Parce que la confiance éthique dominait effectivement la confiance hiérarchique, les politiques monétaires étaient conformes à la structure formelle de l'ordre international. Les ajustements monétaires

impliqués par cette structure pouvaient donc se produire sans encombre et constituer un régime monétaire international stable.

Le régime monétaire international de l'étalon or

La principale vertu de la stabilité monétaire conçue comme la croyance dans l'intangibilité de la convertibilité or était la profondeur de temps. Les horizons économiques des investisseurs étaient très longs. Cela se manifestait par la stabilité des taux d'intérêt longs nominaux qui étaient insensibles aux fluctuations du cycle des affaires. Les obligations perpétuelles (consols) étaient les titres les plus liquides. Elles étaient émises pour l'expansion du capitalisme dans les territoires de peuplement extra européens. Elles attiraient l'épargne longue des Français, des Anglais, des Belges et des Hollandais. L'épargne nette exportée par les pays de l'Europe occidentale atteignit 4 % de leur PIB agrégé en moyenne sur la période 1880-1900, 7 % sur 1905-1913, pour parvenir au niveau extraordinaire de 9 % en 1913³.

Le tableau 3 illustre la très grande stabilité des taux longs par rapport aux taux courts, mais surtout par rapport au régime monétaire de la seconde moitié xx^e siècle. La variabilité des taux d'intérêt à long terme était dix fois plus faible sous l'étalon or. Elle était plus faible pour la devise clé que pour les autres monnaies. En revanche le cycle des affaires montrait des fluctuations prononcées des prix et de la production à court terme, beaucoup plus qu'elle ne l'est à notre époque où c'est l'obsession de la stabilité du niveau général des prix qui domine la pensée monétaire.

Tableau 3 - Variabilité des taux d'intérêt
(écart-types des variations mensuelles)

Pays	1880-1913		1960-1997	
	LT	CT	LT	CT
Royaume-Uni	0,21	1,16	2,84	3,07
France	0,30	0,67	2,85	3,11
États-Unis	0,33	2,56	2,60	3,35

Source : R. Contamin [2000], « Transformations des structures financières et crises. Les années 1990 au regard de l'étalon or classique », thèse d'économie Paris-X.

3. Les statistiques sur les flux internationaux d'investissements, faisant apparaître des mouvements alternés avec les montants d'investissements productifs dans le cas du Royaume-Uni se trouvent chez Cairncross [1953].

La caractéristique de l'étalon or du point de vue du cycle des affaires est la formation d'une conjoncture financière commune entraînant une évolution macroéconomique cocyclique. Celle-ci évitait la polarisation des déficits et des excédents dans la balance des paiements, ce qui limitait les tensions sur les taux de change. Les tensions qui subsistaient étaient absorbées par une grande sensibilité au taux d'intérêt des flux de capitaux à court terme [Aglietta, 1986]. Les mouvements de capitaux équilibraient les balances de paiements avec peu de mouvements d'or.

Cette régulation n'était pas automatique. Les tensions monétaires étaient gérées par la manipulation discrétionnaire et active du taux d'intérêt directeur de la Banque d'Angleterre. La véritable subtilité du système se trouve dans l'asymétrie fonctionnelle cachée entre l'Angleterre et les autres pays sous le couvert de la symétrie formelle de la constitution monétaire, puisque tous les pays déclaraient symétriquement une parité or. L'asymétrie fonctionnelle résolvait le problème du N^{ième} pays. En effet le taux d'intérêt sur la place de Londres influençait les taux étrangers sans que la réciproque soit vraie au même degré. C'est pourquoi le taux anglais piloté par la banque d'Angleterre réglait la conjoncture internationale.

L'asymétrie venait de l'universalité des lettres de change en sterling en tant que moyen de paiement international. Cela rendait la place de Londres plus liquide que tout autre marché monétaire et permettait aux banques anglaises d'être les intermédiaires d'un système financier mondial. De leur côté les banques étrangères avaient besoin de déposer des liquidités dans les banques anglaises pour fournir à leurs clients les services de financement à court terme du commerce international. Les banques étrangères étaient donc des créanciers forcés des banques anglaises, ce qui supprimait les capitaux flottants. Ainsi une hausse du taux directeur de la Banque d'Angleterre était répercutée par les banques d'escompte des lettres de change à Londres. Cela entraînait à la fois une augmentation du coût du financement du commerce international et une hausse de la rémunération des dépôts liquides à Londres. Le flux de capitaux courts entrant tendait à apprécier la livre sterling contre les autres monnaies. Les autorités monétaires des autres pays étaient forcées de monter leurs taux d'intérêt pour respecter la convertibilité [Eichengreen, 1987].

On a donc pu mettre à jour les médiations d'une stabilité systémique qui, partant de la confiance éthique dans une constitution monétaire implicite, a conduit à une structure monétaire hiérarchisée. Celle-ci était dotée de propriétés de stabilité dynamique d'apparence automatique, mais en réalité pilotée par un contrôle central parce que la place de Londres concentrait les tensions monétaires du monde entier.

NATIONALISATION ET POLITIQUES DE LA MONNAIE AU XX^e SIÈCLE

La Première Guerre mondiale a mis un terme à l'ordre international de l'étalon or. La tentative de le restaurer dans les années 1920 fut une des causes de la Grande Dépression. En abandonnant définitivement l'étalon or en septembre 1931, le Royaume-Uni ouvrit une ère nouvelle dans les principes constitutifs de la monnaie : abstraction, centralisation, régulation. Ces principes devaient être profondément transformés pour rendre cohérentes les forces nouvelles du capitalisme. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que les pays à souveraineté démocratique parvinrent à établir un nouveau mode de régulation qui guida trente ans de progrès social avant de rencontrer les défis de la seconde mondialisation.

Dettes sociale et monnaie fiduciaire

La tendance la plus fondamentale du capitalisme consiste à éliminer les autres modes de production en développant le salariat. Au xx^e siècle, ce processus a pris une dimension nouvelle. De bourgeois qu'elles étaient au xix^e siècle, les nations capitalistes sont devenues des sociétés salariales dans la seconde moitié du xx^e siècle, après des décennies de convulsions où des nations se recommandant de principes contradictoires de souveraineté se sont affrontées dans des guerres sans merci.

La société salariale transforme complètement le système des dettes qui est la matrice des liens sociaux. En conséquence, elle change radicalement les règles monétaires qui avaient cours dans l'étalon or. On a vu plus haut que les dettes prépondérantes étaient des dettes privées dans un marché financier mondial. Elles étaient régulées par un ordre monétaire international. Au contraire, les dettes prépondérantes dans les sociétés salariales sont les dettes sociales. Elles résultent du besoin de protection des membres de la société qui sont séparés de leurs conditions d'existence. C'est pourquoi l'État de la protection sociale (« *Welfare state* ») est devenu une institution prédominante de la cohésion sociale. Cette institution complexe rassemble les règles d'un droit social, des syndicats représentatifs des intérêts collectifs des salariés et des employeurs, des procédures de négociation et des contrats collectifs. Elle est donc essentiellement politique et, par conséquent, distincte d'une nation à l'autre. C'est ainsi que le libéralisme social anglo-saxon, la social-démocratie scandinave, le social corporatisme allemand et français, sont des variétés de capitalisme différentes du point de vue de la répartition des revenus et de la production des biens publics. Mais toutes ont en commun une énorme progression de la dette sociale, sous la forme de la dette de l'État et (ou) d'organismes de sécurité sociale, selon les modalités de financement.

Dans des nations où la dette sociale est prépondérante, les règles monétaires et les formes de la confiance dans la monnaie sont radicalement transformées par rapport à ce qu'elles sont dans des sociétés bourgeoises où le salariat n'est pas majoritaire et où des formes communautaires et familiales de solidarité prennent en partie en charge la protection sociale. La monnaie est complètement nationalisée, en ce sens que les objectifs nationaux de politique économique prennent le pas sur toute autre forme de légitimité. La première règle, qui est la mesure des prix, ne repose plus sur un étalon de valeur universel, mais sur un étalon national.

Le premier changement concerne donc l'unité monétaire qui a fait un bond dans l'abstraction. C'est la disparition de la convertibilité or dans les usages domestiques de la monnaie. Qu'est-ce que l'unité de monnaie nationale ? Ce n'est plus l'équivalent d'un poids d'or. C'est le nom (le dollar, la livre sterling, l'euro, etc..) donné à l'unité du passif de la banque centrale émettrice. Elle est donc purement autoréférentielle.

Couper le lien de convertibilité avec un contenu métallique, c'est renoncer à croire à la valeur « naturelle » de la monnaie, chère à Locke. C'est affirmer l'autonomie du monde social par rapport à des lois économiques idéales. C'est admettre que les règles sociales, au premier chef les règles monétaires, sont entièrement « *man-made* ». La religion de l'or, le symbolisme des métaux précieux, qui venait conforter la confiance éthique, a totalement disparu. C'est une époque dépassée de l'histoire humaine. La légitimité de la monnaie est purement politique. Son fondement se trouve dans la délibération démocratique. La confiance hiérarchique joue donc le rôle essentiel et s'exprime dans la politique économique, dont la politique monétaire est partie prenante. La confiance éthique n'a pas disparu. Elle procède des principes de la démocratie, du moins dans les nations qui se réclament de ce mode de souveraineté. La monnaie est légitime si les politiques que les gouvernements mettent en œuvre, grâce à la capacité d'endettement qu'elle permet, ne poursuivent pas des buts arbitraires ou partisans.

Pour être conforme aux normes collectives des nations démocratiques, donc pour que la monnaie bénéficie de la confiance éthique, la politique économique doit respecter trois principes : un *principe de garantie* maintient une double stabilité (du pouvoir d'achat de la monnaie et de la finance) ; un *principe de croissance* préserve le plein emploi soutenable (croissance potentielle) ; un *principe de justice* établit une répartition des revenus, des risques et des conditions d'accès au crédit qui soient acceptables dans la nation.

Toutefois ces principes de « bonne politique » ne sont pas immuables. Ils ont évolué au sein des nations avec l'expansion internationale du capital qui a fait passer la finance de systèmes administrés par l'État à des systèmes libéralisés.

Tableau 4. – Régimes monétaires et structures financières

Finance administrée (1950-1980)	Finance libéralisée (depuis 1980)
<ul style="list-style-type: none"> • Rigidité du taux d'intérêt nominal : pivot taux de base bancaire • Le taux nominal ne répercute les variations de l'inflation qu'avec inertie • Corrélation négative entre taux réel et inflation • Les dettes sont dévalorisées par l'inflation : régime monétaire à biais inflationniste • Le cycle de l'activité est modulé par les variations de l'inflation 	<ul style="list-style-type: none"> • Flexibilité du taux d'intérêt nominal : pivot taux obligataire • Le taux nominal anticipe la réaction de la banque centrale à l'inflation • Corrélation positive entre taux nominal et inflation • La qualité des dettes dépend des fluctuations des prix des actifs : régime monétaire à inflation basse et stable • Le cycle économique est modulé par les bulles de prix d'actifs

Des politiques de croissance dans la finance administrée aux politiques de stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie dans la finance libéralisée

Les incidences des deux types de finance sur la régulation monétaire sont contrastées dans le tableau 4. Les phénomènes cycliques de l'économie capitaliste ne sont pas régulés de la même manière. En finance administrée les taux d'intérêt sont rigides. C'est le taux d'inflation qui fluctue et régule les tensions sur les marchés des biens et du crédit. Notamment l'inflation dévalorise les dettes. Tant qu'elle ne met pas en péril le pouvoir d'achat de la monnaie d'une manière qui est perçue négativement par la population, l'inflation est favorable à la croissance ; ce qu'elle a été en Europe pendant les Trente Glorieuses. Mais cette régulation monétaire est vulnérable à l'accélération de l'inflation, lorsque les agents économiques perdent confiance dans la « vérité » des valeurs nominales et multiplient les formules d'indexation pour tenter de préserver leur part du revenu national. En finance libéralisée, l'inflation est stationnaire, donc insensible au cycle de l'activité économique. C'est le taux d'intérêt nominal qui est flexible. Il entraîne une vulnérabilité de la valeur des dettes. Il s'ensuit que la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie a pour corollaire l'instabilité du crédit dont dépend le cycle économique. Les crises financières remplacent les poussées inflationnistes comme symptômes des difficultés de contrôler la dynamique du capitalisme par la monnaie.

Les transformations de la finance n'ont pas seulement modifié les instruments du contrôle de la monnaie, elles ont changé en profondeur l'institution centrale de la souveraineté monétaire, en faisant mûrir les

conditions idéologiques et politiques qui ont promu l'indépendance des banques centrales.

La grande inflation des années 1970 a traumatisé les épargnants et précipité les innovations financières qui ont ouvert la voie à la libéralisation financière. Elle a aussi suscité des critiques virulentes contre la politique monétaire. La confiance éthique fut ébranlée parce que l'équilibre entre les principes de stabilité de la monnaie, de croissance et de justice fut contesté. Le retournement dramatique de la politique monétaire américaine en octobre 1979 marquait une volonté de casser l'inflation coûte que coûte. Il montrait que la population était prête à accorder un poids accru au principe de la garantie de la stabilité de la monnaie. Le changement dans le critère de la confiance s'est accompagné d'une inflexion institutionnelle dans certains pays, d'une réforme institutionnelle dans d'autres. L'idée s'est imposée que, dans un univers qui avait définitivement coupé les amarres avec la convertibilité métallique, l'autolimitation du pouvoir d'émission de la monnaie est requise pour ancrer la confiance dans l'évolution future de son pouvoir d'achat. Pour parvenir à cette fin, il fallait établir et préserver l'indépendance des banques centrales.

L'indépendance de la banque centrale garantit la position d'extériorité à partir de laquelle elle peut exercer la souveraineté monétaire dont elle est dépositaire. L'indépendance est ce qui fait apparaître la banque centrale comme un médiateur impartial entre les intérêts qui se croisent et s'affrontent dans la société, y compris au sein de l'État. L'indépendance ne postule pas une action politique particulière. Elle institue une posture de discrétion contrainte qui accueille une diversité de doctrines monétaires pour guider l'action. Car, dans un monde où la croyance dans un ordre naturel a disparu, la confiance dans la stabilité de la monnaie résulte d'un jeu de coordination des anticipations. Ce jeu n'a pas de solution univoque, il a des équilibres multiples. Mais cela ne conduit pas pour autant à une indétermination.

Car il est dans la nature des standards collectifs, qui sont des conventions, que les utilisateurs y adhèrent avec une grande inertie. C'est le cas de la valeur de la monnaie⁴. Il faut des indications répétées et concordantes du contraire pour que les agents renoncent à tenir le pouvoir d'achat de la monnaie pour stable. Y renoncer jette une confusion dans la signification des mouvements constatés de prix et la suspicion sur l'anticipation de leur évolution. L'information économique en est dégradée et l'incertitude conduit à une recherche inquiète du support le plus sûr de la liquidité.

Il revient donc à la politique monétaire de fixer le point focal sur lequel les agents coordonnent implicitement leurs anticipations lorsqu'ils

4. Brender et Pisani [1997] montrent économétriquement que les anticipations d'inflation ont une grande inertie.

établissent leurs plans d'action. Il s'agit de leur donner un cadre qui permette d'éliminer tous les équilibres en dehors d'une plage indiquée par la banque centrale. Ce cadre se recommande d'une doctrine monétaire renouvelée : *le ciblage flexible de l'inflation*⁵. Il s'agit de placer les actions discrétionnaires de la politique monétaire de court terme sous la contrainte d'une règle d'action à moyen terme, assurant la stabilité des prix. Cette stabilité est définie comme une plage de viabilité des taux d'inflation futurs à l'intérieur de laquelle les actions de la banque centrale bénéficient de la confiance des agents.

Toutefois si l'indépendance des banques centrales redonne un poids important au principe de garantie, il ne saurait être exclusif. Le principe de croissance et le principe de justice sont menacés par l'instabilité financière. La banque centrale a donc une double responsabilité : éviter que l'inflation ne corrompe la mesure des valeurs et prévenir l'instabilité financière qui déclenche des crises très coûteuses pour l'économie.

L'action de la banque centrale dans les temps troublés de l'instabilité financière s'inspire de la doctrine du prêteur en dernier ressort⁶. Cette doctrine s'est constituée au XIX^e siècle en même temps que la banque centrale s'affirmait comme la banque des banques pour conjurer les paniques bancaires. Ces paniques résultent de ruées sur les dépôts par crainte que les banques manquent de liquidités en monnaie centrale. Elles proviennent aussi de la paralysie du marché interbancaire par réticence des banques à faire circuler les liquidités. La banque centrale prête en dernier ressort lorsqu'elle fournit aux banques dans le marché monétaire des montants de sa propre monnaie potentiellement illimités à des conditions qu'elle décide de manière souveraine. Cette action est exorbitante de la logique marchande de l'échange des créances. Elle est poursuivie dans le but d'endiguer le risque systémique. Elle est ambiguë parce qu'elle peut alimenter l'imprudence des comportements bancaires, si elle fournit une assurance collective aux banques que celles-ci peuvent anticiper. C'est pourquoi la banque centrale doit laisser ses intentions imprévisibles et ne se préoccuper que de la sauvegarde de la stabilité financière globale, pas du destin de telle ou telle institution financière particulière.

5. L'expression a été introduite par Bernanke et Mishkin [1997, p. 97-116].

6. La doctrine du prêteur en dernier ressort a été énoncée par Bagehot, chroniqueur à *The Economist*, après la terrible crise financière de 1866, aggravée par l'attitude de la Banque d'Angleterre qui, concurrente des banques, refusait de prêter aux institutions financières aux abois. Bagehot montra que, dans les crises financières, le plus grand nombre d'institutions financières était solvable mais illiquide. C'est la pénurie de liquidités qui transformait des difficultés financières localisées en crise générale. Il fallait donc que la Banque d'Angleterre agisse en tant que banque des banques, prêtant aux banques solvables mais illiquides, des montants non prédéterminés de la liquidité supérieure qu'elle crée à un taux pénalisateur contre un collatéral présenté par les emprunteurs et évalué à des valeurs d'avant-crise.

L'INTERDÉPENDANCE DES NATIONS ET LES AVATARS
DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

On a montré plus haut que la Première Guerre mondiale et ses séquelles d'une part, l'avènement des sociétés salariales d'autre part, avaient porté un coup fatal à l'ordre monétaire de l'étalon or. Le tourbillon déflationniste de la Grande Dépression des années 1930 a achevé de détruire le système monétaire international (SMI). Toutes les consultations et conférences convoquées dans l'entre-deux guerres furent des échecs. L'Accord tripartite de 1936 entre les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, pour éviter un nouveau cycle ruineux de dévaluations compétitives, n'était qu'un expédient précaire. Aussi, craignant qu'il soit impossible de réanimer le commerce international après la fin de la Seconde Guerre mondiale par manque de moyens de paiements, les gouvernements anglais et américains décidèrent de mener des négociations approfondies en pleine guerre pour mettre en place un système viable dans les conditions d'après-guerre⁷. L'idée était de construire un système fondé sur la concertation politique et sur des principes d'action collective. Le compromis entre les deux gouvernements fut présenté et avalisé lors de la conférence internationale de Bretton Woods en juillet 1944. Elle créa deux institutions internationales jumelles : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

Le système de Bretton Woods : contrôle des mouvements de capitaux et assurance mutuelle des pays développés

Le FMI est au cœur du système. Il a une tare originelle qui allait empoisonner toutes les relations monétaires ultérieures à sa création. C'est un instrument au service de la politique extérieure du Trésor américain. Le dollar fut mis au centre du système par la définition de la convertibilité qui était stipulée : « déclaration de parité en or ou en une devise convertible en or ». Comme les États-Unis détenaient à l'époque les $\frac{3}{4}$ du stock d'or mondial, ils déclarèrent la parité de 35 \$ l'once d'or fin. Tous les autres pays déclarèrent leur parité en dollars. Sous une apparence multilatérale, on avait conçu un système hiérarchique, fondé sur l'hégémonie du dollar.

Le FMI est la filiale commune des gouvernements participant à l'accord. Leurs droits de vote au conseil d'administration du Fonds dépendent

7. Les plans proposés par Harry White pour le Trésor américain et par Lord Keynes pour le Trésor britannique, ainsi que le détail des négociations qui ont conduit au compromis du communiqué anglo-américain publié le 2 avril 1944, sont analysés dans Aglietta et Moatti [2000].

de leurs contributions (quotas apportés partie en or, partie en monnaies nationales). Les États-Unis jouissent d'une minorité de blocage pour toute décision importante. Sous contrôle politique américain, le FMI a quatre fonctions principales. En premier lieu, il est garant des règles relatives aux changements de parités qui sont fixes et ajustables, car tout changement de parité de plus de 10 % était une décision d'intérêt collectif. En second lieu, il est le garant d'un code de conduite contre les pratiques discriminatoires. L'obligation de convertibilité était limitée aux transactions courantes. Les contrôles de capitaux étaient légitimes. En troisième lieu il gère les mécanismes d'assistance mutuelle pour faciliter les ajustements des balances de paiements. Tout tirage sur le Fonds au-delà de la tranche or d'un pays est conditionnel. Il est formalisé dans un accord de confirmation, dans lequel le pays bénéficiaire d'un crédit du Fonds stipule ses obligations d'ajustement. En quatrième lieu, il assume une responsabilité collective, concernant les déséquilibres globaux, par son conseil d'administration, qui lui est déléguée par le Conseil des gouverneurs.

Le compromis de Bretton Woods s'éloignait de l'étalon or par les contrôles de capitaux et par l'autonomie des politiques nationales, modulée par une coordination minimale sous l'égide du Fonds. Après la longue période de transition d'après-guerre, ce système ne fut mis en opération qu'après 1958, année du retour des pays européens à la convertibilité en comptes courants. Il ne dura que treize ans, jusqu'à sa répudiation unilatérale par Nixon le 15 août 1971. Car il fut incapable de surmonter les contradictions entre ses principes fondateurs et le développement des marchés de capitaux dans les années 1960.

*Les contradictions irréductibles du système de Bretton Woods :
le dilemme Triffin*

Tout système monétaire composé de monnaies nationales et liées par des parités fixes ne peut être qu'asymétrique. Une monnaie clé doit fournir la liquidité internationale. Dans l'étalon or cette asymétrie était compatible avec les besoins du capitalisme global parce que les politiques monétaires étaient conduites dans l'intérêt de l'expansion internationale des capitaux et parce que la place de Londres concentrait les déséquilibres financiers et les régulait à partir du taux directeur de la Banque d'Angleterre. Rien de tel dans le système de Bretton Woods. La dette sociale domine les objectifs de la politique économique dans chaque pays. Les États-Unis ni n'interviennent sur les marchés de change, ni ne disposent de réserves en monnaies étrangères, ni n'émettent leur monnaie en fonction des besoins des échanges internationaux. Il s'ensuit que, dans le système de

Bretton Woods, la masse monétaire mondiale était asservie à la politique monétaire des États-Unis⁸.

Dès la fin des années 1950, l'expansion du capitalisme américain a entraîné une grande abondance de liquidités en dollars à l'étranger. Le marché de l'eurodollar s'est développé à grande vitesse, attisant la spéculation sur les marchés des changes. La pression de la spéculation enraya irrémédiablement les deux dispositifs de régulation du système de Bretton Woods.

D'abord la spéculation sapa la concertation préalable aux ajustements concertés du change pour désamorcer les déséquilibres courants. Par crainte de mouvements de change incontrôlables sous la poussée de la spéculation, les gouvernements cherchèrent à éviter les dévaluations. Mais des ajustements trop rares et repoussés trop longtemps nécessitaient des changements de parités plus amples lorsqu'ils se produisaient. Ce fut le cas de la livre sterling qui subit des pressions spéculatives dès 1956, lors de la crise de Suez, et qui ne fut dévaluée de 14,3 % qu'en novembre 1967. Entre temps les politiques dites de « *stop and go* » avaient affaibli l'économie britannique sans résoudre son déficit chronique. Bien loin de mettre un terme à la spéculation, la dévaluation de la livre sterling mit en pleine lumière la seconde faille du système qui allait l'emporter.

Pendant ce temps, en effet, les États-Unis inondaient le monde de dollars émis pour financer simultanément la dette sociale (projet de Grande société de Lyndon Johnson), la guerre du Viêt-Nam et les exportations de capitaux des entreprises multinationales. Dans un régime de change fixe il n'existe pas de mécanisme pour résoudre le dilemme énoncé par Triffin lorsque le pays émetteur de la devise clé ne prend pas en charge les conséquences de sa politique monétaire sur les autres pays [Triffin, 1968] Si les États-Unis luttèrent vigoureusement contre le déficit de leur balance des paiements et raréfiaient leur offre de dollars, ils créeraient des pressions déflationnistes dans l'économie mondiale. S'ils poursuivent la politique inflationniste qu'entraînent leurs objectifs internes sans responsabilité internationale, ils provoquent une perte de confiance dans le dollar qui va irrémédiablement détruire sa parité or.

C'est, bien sûr, ce qui s'est passé. Le gonflement très rapide des réserves de change dans les livres des banques centrales étrangères, surtout la Bundesbank, a provoqué une explosion de la masse monétaire mondiale et généralisé l'inflation, bien avant le premier choc pétrolier qui a été en partie

8. Le placement des réserves de change en bons du trésor fédéral américain par les banques centrales étrangères est un recyclage qui immunise la masse monétaire américaine vis-à-vis des sorties de capitaux. C'est le fameux déficit sans pleurs ou « *benign neglect* », selon lequel les dirigeants américains considèrent que la question du change ne les concerne pas. Ce résultat est démontré par Mac Kinnon [1984].

une conséquence du dérèglement monétaire. En mai 1971, la Bundesbank a refusé de continuer à soutenir le dollar. Nixon contre-attaqua le 15 août en suspendant officiellement la convertibilité or du dollar. En dépit d'un replâtrage boiteux en décembre 1971, qui chercha à réaménager les parités dans un accord au Smithsonian Institute à Washington, la spéculation se déchaîna de nouveau et emporta tout sur son passage. Après une fermeture des marchés de change en février 1973, le monde se retrouva en changes flottants. Cette situation *de facto* fut avalisée *de jure* dans un changement des statuts du FMI par les accords de la Jamaïque en 1976. Entre temps, le premier choc pétrolier avait fait faire un bond en avant à la globalisation financière. Il ne restait plus rien du système de Bretton Woods.

L'ère de la finance globale

La globalisation financière a commencé dans les années 1970 avec l'effondrement du système monétaire de Bretton Woods et les deux chocs pétroliers. Elle s'est imposée sous l'impulsion de l'essor des marchés financiers. Un système financier international administré par les gouvernements sous le contrôle des mouvements de capitaux a été remplacé par un système mû par les marchés qui a libéré les mouvements de capitaux. Après son changement de statut, le FMI est devenu un concurrent de la Banque mondiale dans la finance du développement. Le rôle monétaire qui lui a été dévolu, consistant à surveiller les taux de change et les politiques des États membres, est resté lettre morte pour tous les pays qui n'étaient pas sous sa dépendance financière.

La globalisation financière a modifié profondément les interdépendances macroéconomiques entre les nations par rapport à ce qu'elles étaient dans le système de Bretton Woods (tableau 5).

La globalisation financière s'est propagée en trois étapes. Elle est étroitement liée aux réformes monétaires qui ont vaincu l'inflation. La première étape va du début des années 1980 à l'effondrement du système soviétique au tournant des années 1990. Elle a entraîné le changement du pouvoir financier des débiteurs vers les créanciers, mais aussi des managers d'entreprise vers les actionnaires avec le reflux de l'inflation et la montée des taux d'intérêt réels. Les innovations financières ont proliféré pour réduire le coût des crédits et pour gérer les risques de la volatilité des marchés. La deuxième étape couvre la période qui va du début des années 1990 aux crises asiatique et russe (1997-1998). C'est l'époque dite du consensus de Washington vécue comme la projection du capitalisme occidental sur le monde entier. Les pays appelés émergents étaient sommés d'adopter les institutions occidentales prétendument universelles et de s'ouvrir sans restriction à l'entrée des capitaux par la voie des marchés financiers inter-

Tableau 5. – Structures financières et interdépendances monétaires internationales

Bretton Woods	Finance globalisée
<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes financiers dirigés par les gouvernements • Changes fixes et ajustables • Contrôle des capitaux • Contrainte de la balance courante 	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes financiers mus par les marchés de capitaux • Toute la gamme des régimes de change • Libération des capitaux • Contrainte de solvabilité des dettes extérieures
<ul style="list-style-type: none"> • Offre de liquidités en dollars dépend du déficit de la balance des paiements des États-Unis 	<ul style="list-style-type: none"> • Offre de liquidités endogène pluri-devises par crédit des banques internationales et internationalisation des marchés de titres
<ul style="list-style-type: none"> • Crise monétaire : dérèglement de la liquidité et destruction de la règle fondatrice 	<ul style="list-style-type: none"> • Crises financières et crises de change

nationaux. Cette époque d'arrogance a déchaîné les excès d'investissement et la spéculation immobilière en Asie, le vol systématique de la propriété publique par les mafias en Russie, la consommation parasitaire des classes aisées en Amérique latine. Elle s'est brisée sur les crises financières gigantesques de la fin du xx^e siècle. La troisième étape est celle de l'affirmation de la diversité des capitalismes au début du XXI^e siècle, mais aussi celle de dangereux déséquilibres financiers. Les pays émergents ont rétabli leur souveraineté sur leurs économies. Ils se sont débarrassés de la tutelle du FMI. De pays déficitaires, ils sont devenus excédentaires, de débiteurs en dollars ils sont devenus créanciers des États-Unis. La globalisation financière fonctionne à l'envers de la période précédente. Mais elle n'est pas devenue plus stable. Par l'augmentation démesurée de leurs déficits extérieurs, les États-Unis concentrent les déséquilibres de l'économie mondiale d'une manière qui leur a permis de consommer au-dessus de leurs moyens et de financer une gigantesque spéculation immobilière jusqu'à la crise qui a éclaté à l'été 2007.

On peut donc avoir un jugement mitigé sur la mondialisation. D'un côté certains s'extasiaient sur la flexibilité des marchés financiers qui absorbent les mouvements de balancier dans les positions créditrices et débitrices des pays. De l'autre, l'endettement augmente inexorablement plus vite que le PIB mondial pour soutenir des hausses intenable des prix des actifs financiers, sans que des ajustements correcteurs ne soient mis en œuvre. L'avancé de la seconde globalisation financière a soutenu des polarisations de balances de paiements inconnues jusqu'alors. Les configurations de ces

déséquilibres ont changé de décennie en décennie. Mais elles ont provoqué d'importants désordres financiers. Une instabilité financière endémique, émaillée de crises de plus en plus graves, est la rançon d'un système monétaire international dépourvu de tout principe public de régulation.

La gouvernance monétaire mondiale d'un monde polycentrique

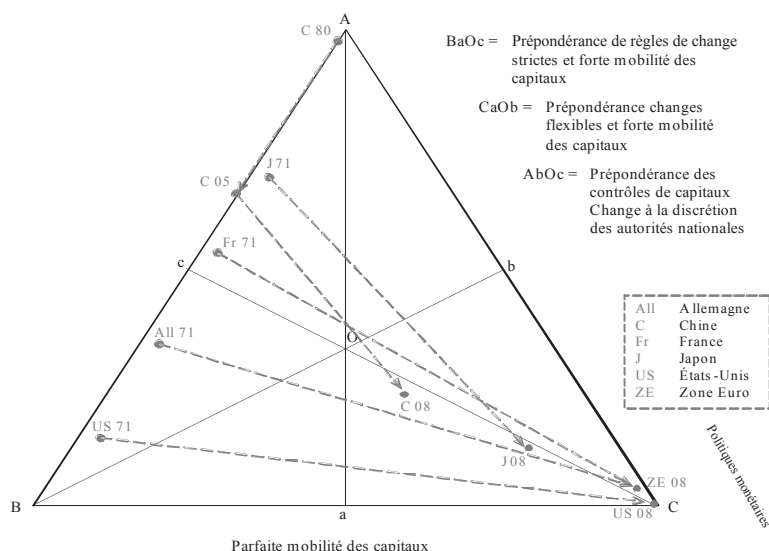
L'organisation du système monétaire international est résumée dans le célèbre triangle équilatéral de Mundell⁹ (figure 2). Elle combine trois critères : la règle de change, le degré de la mobilité des capitaux, l'autonomie de la politique monétaire par rapport au change. Cette combinaison découle du théorème d'impossibilité. Il est impossible de bénéficier à la fois des avantages de la convertibilité parfaite (changes fixes), de la parfaite liberté des mouvements de capitaux et de la totale liberté de poursuivre des objectifs purement internes. Cette impossibilité découle, bien sûr, des interdépendances entre les pays. Il y a $n-1$ taux de change indépendants au plus parmi n monnaies. La somme des balances courantes du monde est nécessairement nulle. Mais le triangle de Mundell montre qu'il y a un grand nombre de systèmes monétaires possibles.

Un pays peut en principe choisir une position quelconque dans le triangle, c'est-à-dire une combinaison du régime de change, du degré de contrôle des capitaux et des objectifs de politique monétaire qui lui convienne le mieux. Cependant, la globalisation financière pousse dans le sens d'une plus grande liberté des mouvements de capitaux. Certains pays choisissent les changes flexibles, d'autres pays l'accrochage au dollar ; d'où le caractère hybride du système du semi-étalon dollar actuel. La figure 2 montre comment les principales monnaies du monde ont évolué de la fin du système de Bretton Woods jusqu'à 2008. Les principaux pays tendent à s'établir dans le losange CaOb. Ce sont des arrangements de change complètement flexibles, ou à flottement géré avec accrochage plus ou moins souple au dollar et à contrôles des capitaux gradués. Dans tous les cas, les objectifs monétaires internes deviennent de plus en plus prépondérants.

L'évolution vers un système monétaire polycentrique résulte de la migration des pays émergents de la zone BaOc vers la zone CaOb qui s'est accélérée ces dernières années en Asie, au fur et à mesure où l'accumulation des réserves en dollars posait des problèmes de maîtrise de l'inflation. Mais la configuration de la structure (position des pays dans le triangle) ne garantit pas la stabilité de la régulation dynamique. Un système à plusieurs

9. L'économiste canadien Robert Mundell a généralisé à l'économie ouverte le modèle macroéconomique keynésien dit IS/LM élaboré par Hicks pour l'économie fermée. Son apport théorique se trouve dans l'ouvrage de synthèse : Mundell R. (1968), *International Economics*, Mac Millan.

Figure 2. – Le triangle de Mundell



monnaies de réserves, liées par des changes flexibles dans un monde financièrement globalisé, est vulnérable à de violents déplacements des capitaux, donc à une forte instabilité des changes, en fonction des anticipations des marchés sur les discordances entre les politiques indépendantes des pays. Cette structure implique donc une gouvernance internationale pour remplacer la cohérence résultant de l'unicité de la devise clé.

La première dimension d'une régulation monétaire mondiale à l'horizon 2020-2025 est la formation d'espaces économiques régionaux intégrés et constituant des zones de coopération monétaire, si non des unions monétaires. Ces espaces régionaux auraient les moyens d'absorber de nombreux chocs dont les répercussions mondiales seraient ainsi annihilées ou fortement amorties. Deux espaces auront la taille qui permettra de concurrencer la zone dollar : d'une part l'Europe centrée sur la zone euro, d'autre part l'Asie de l'Est centrée sur la Chine. Pour que l'euro soit candidat à des fonctions de devise clé, des avancées politiques seront nécessaires : une politique externe commune avec fusion des quotas au FMI et peut-être que la place de Londres y soit englobée. Pour que le yuan soit candidat à des fonctions de devise clé, il ne faut pas seulement que la réforme chinoise soit menée à bien. Il faut aussi que se développe une zone de coopération monétaire en Asie de l'Est.

Entre des zones monétaires régionales puissantes, la sauvegarde du bien commun qu'est la stabilité monétaire globale peut être poursuivie dans des institutions internationales rénovées. Le FMI a besoin d'une

réforme a minima de ses missions et de la répartition des pouvoirs en son sein. La mission pour laquelle il a une expertise à nulle autre pareille est la coordination des consultations multilatérales des déséquilibres globaux et la veille des facteurs d'instabilité financière. La mise en conformité de la répartition des pouvoirs avec l'évolution des puissances économiques dans le monde est une réforme profonde des droits de vote, de l'implantation du siège et de la procédure de désignation du directeur exécutif.

La stabilité financière doit être améliorée par une supervision bien plus rigoureuse des mécanismes du crédit et par la coopération dans la gestion des crises aiguës et imprévisibles de liquidité. Il faut donc étendre les normes de régulation financière et les principes de bonne supervision. L'institution adéquate est le club des banques centrales de Bâle qui doit être élargi aux banques centrales des pays émetteurs des monnaies dominantes dans les zones régionales participant au polycentrisme.

Mais cela ne suffit pas. Ces institutions opérationnelles doivent être légitimées par une instance politique supérieure ; ce qu'a cherché à être le G7 comme directoire des affaires économiques et monétaires mondiales. Il est patent que le G7 est dépassé par l'histoire. Aucune instance politique, qu'elle soit dans le giron de l'ONU ou qu'elle soit un groupe ad hoc, ne sera efficace pour gérer les discordances des politiques économiques et les conflits d'intérêts financiers si elle n'inclut pas la participation active des grandes puissances émergentes. Le principal obstacle à l'avènement d'une gouvernance internationale est la réticence des dirigeants politiques occidentaux à admettre que l'ère de leur hégémonie sur les affaires du monde est close.

III.

***Histoire globale,
efflorescences et
mondialisations***





Efflorescences et croissance économique dans l'Histoire
globale : une réinterprétation de l'essor de l'Occident
et de la Révolution industrielle*

Jack A. Goldstone

Dans leurs études sur le monde antérieur à 1800, les historiens de l'économie nous présentent généralement un monde de crises et de stabilité, voire de stagnation, dans le cadre d'un vocabulaire conceptuel qui met l'accent sur l'absence de croissance significative. La seule croissance qu'ils reconnaissent apparaît surtout extensive, l'établissement sur de nouvelles terres ou l'intensification du travail permettant un accroissement démographique, mais sans réel gain en matière de revenu par tête. Cette situation contraste alors avec la croissance économique « moderne », tirée par l'innovation technique et caractérisée par des hausses importantes de productivité comme par des gains substantiels en matière de revenu réel.

Cette dichotomie entre dynamiques économiques s'accompagne d'une séparation entre régions du monde : l'Europe est ainsi vue comme la région où la croissance économique moderne a pris racine et s'est ensuite rapidement diffusée ; la non-Europe, au contraire, est perçue comme l'ensemble des régions où ce type de croissance fut complètement absent avant l'intrusion et l'influence européennes¹. Et bien que la non-Europe soit particulièrement vaste et hétérogène, l'Asie – et plus particulièrement la Chine – a été construite comme « idéal-type » commode, en opposition à l'Europe. Constituant un grand empire agraire unifié, muni de structures politiques et d'une technologie supposées stables dans la durée, peut-être depuis les premiers temps de la dynastie Han, en tout cas depuis la renaissance impériale qui succéda au régime mongol, celle des Ming et

* Version révisée d'un article paru en 2002 dans le *Journal of World History* 13 (2). Traduction française par Philippe Norel.

1. Landes [1998] est sans doute l'un des tenants les plus vigoureux de cette thèse. On trouvera d'excellentes synthèses et critiques de cette approche dans Lewis et Wigen [1997], Blaut [1993] et Lieberman [1999].



des Qing, la Chine fournissait un faire-valoir idéal pour l'Europe des petits États en concurrence, polarisés sur le commerce maritime et la conquête. Cette Chine idéale pouvait servir d'exemple raisonnable d'un type général asiatique de grand empire unifié, stable et technologiquement stagnant, type qui recouvrirait aussi la domination des Moghols sur le sous-continent indien et celle des Ottomans sur le Moyen-Orient. Cette construction d'un idéal-type d'empire asiatique permettait alors de rendre explicite la distinction entre une Europe dynamique et des sociétés non européennes stagnantes, complétant ainsi la dichotomie entre la « croissance économique moderne » et son absence.

Ces dichotomies sont pourtant complètement erronées. Les épisodes de croissance tirée par la technologie et conduisant à des accroissements importants du revenu par tête sont en effet légion dans l'histoire et sont peut-être apparus plus fréquemment ailleurs que sur le continent européen. Ce furent bien une révolution des technologies agricoles et des accroissements massifs de productivité qui permirent à la Chine de tripler sa population entre le ^{xvii}e et le ^{xix}e siècles, Ce furent bien des innovations concernant les processus de production et de teinture dans les fabriques de cotonnades qui firent de l'Inde le premier exportateur de textile au ^{xviii}e siècle et élevèrent Calcutta au rang des villes les plus riches du monde. Pour l'essentiel des siècles antérieurs à 1800, c'est l'Asie et non l'Europe qui fut à l'avant-garde des gains de productivité et posséda les revenus par tête les plus élevés.

Il est vrai que ces dichotomies ont été soumises à contestation durant ces dernières décennies. Ainsi Cameron [1989], Jones [1988] et de Vries [2001] ont tous cherché à discréditer le concept d'une « Révolution industrielle » clairement identifiable et marquant le point de départ de la croissance moderne. Leur argumentation consistait à montrer que la croissance économique, qu'elle soit intensive ou extensive (c'est-à-dire avec ou sans hausse du produit par tête), est survenue en plusieurs lieux et à différentes époques dans l'histoire, reléguant ainsi l'avance des économies européennes au ^{xix}e siècle au statut d'expérience de croissance légèrement plus fréquente et plus durable qu'ailleurs, débouchant finalement sur un avantage cumulatif permettant à la croissance européenne de s'accélérer après 1850.

Mon objectif sera néanmoins, dans ce travail, de montrer que cette attaque est restée incomplète et que les changements d'interprétation proposés n'ont pas été assez radicaux. Relativiser ou abolir les vieilles dichotomies ne peut suffire : passer de l'affirmation que tout a changé avec le démarrage de l'industrialisation à la thèse que rien n'a vraiment changé car il y a toujours eu de la croissance, c'est s'interdire d'appréhender toute transformation dans l'Histoire globale et la longue durée. Il nous faut considérer des dynamiques plus complexes qu'un passage une fois pour toutes de la

non-croissance à la croissance ou qu'un processus progressif et universel de croissance, se produisant partout et en tout temps. Dans le cas contraire nous resterions incapables de saisir ce qui a vraiment changé, et les raisons de ce changement, avec le développement de l'industrialisation².

LES MODÈLES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN HISTOIRE GLOBALE

Si la vision traditionnelle a distingué une croissance cumulative modérée en Europe et une stagnation ou simple croissance extensive hors Europe, il nous faut ici mettre ce contraste de côté et reconnaître la vraie nature de la croissance économique dans l'Histoire globale. Et cette nature est cyclique. Le modèle caractéristique est alors le suivant : pendant un siècle ou deux, la population s'accroît et cette expansion conduit normalement à une période d'innovation technique, à des efforts plus intenses ou à une spécialisation de l'activité économique, tous facteurs qui stimulent la productivité. Alternativement il peut arriver que de nouvelles ressources soient découvertes. Cette expansion amène aussi successivement l'urbanisation, la croissance du commerce interne et externe, l'essor du crédit et de la monnaie, des États plus forts, des marchands plus prospères, une mobilité sociale accrue et un approfondissement de la division du travail, laquelle permet un saut supplémentaire dans la production. En principe le centre directeur de ce processus est bien localisé, comme on peut l'observer avec l'âge d'or espagnol au XVI^e siècle ou celui des Pays-Bas au XVII^e siècle en Europe, ou encore avec la croissance économique chinoise des Qing, conduite par l'essor du delta du Yangzi. En tout état de cause, ce sont bien le commerce et la diffusion des techniques tout comme l'adoption de spécialisations complémentaires qui permettent à la croissance de s'étendre dans l'espace.

Pourtant, de telles périodes d'expansion dans les cycles sont suivies de périodes de stagnation ou de baisse lorsque les gains obtenus par le progrès technique initial, l'intensification des efforts ou la spécialisation, sont désormais derrière nous. La croissance démographique contribue au final à faire baisser les salaires réels, le surplus permis par les progrès techniques se contracte, les prix augmentent, l'offre de monnaie et le

2. Hall [2001] nous a justement mis en garde contre la tentation de « jeter le bébé avec l'eau du bain », soit ici de passer de l'eurocentrisme à un relativisme radical, ou encore à une vision du monde « moderne » ou « moderne précoce » qui négligerait ou sous-estimerait, à la fois la projection de puissance de l'Europe et ses gains matériels après 1850. L'asymétrie extrême du pouvoir entre l'Europe et les autres régions du monde, entre 1850 et 2000, peut être jugée bonne ou mauvaise, mais elle a bel et bien existé et a revêtu une signification très importante : elle doit donc être expliquée [voir O'Brien, 2000].

crédit se raréfient, les élites sont victimes de problèmes d'endettement au même titre que l'État, les paysans sont confrontés à un manque de terre et à la croissance de la rente foncière, enfin des conflits politiques et économiques surgissent. De tels conflits sont généralement le fait de périodes d'instabilité qui voient l'activité économique se contracter, la croissance urbaine s'arrêter, la spécialisation régresser et les élites tenter de geler toute mobilité sociale. Les taux de mortalité augmentent alors dans la plupart des cas, du fait des conflits et des maladies, conduisant à un siècle ou deux de stagnation économique et démographique. Au moment où le cycle se clôt, les revenus par tête peuvent être plus élevés, identiques ou moins élevés qu'à son point de départ, en fonction de l'amplitude des mouvements ascendants et descendants de la population, de la productivité et de l'activité économique.

C'est ainsi que dès le XI^e siècle, les agricultures nord-européennes ont connu une amélioration liée à l'adoption des moulins à eau et à vent, de la charrue à labourage profond, du collier pour les chevaux ; de même, à partir du XII^e siècle, les centres commerciaux de villes comme Venise ou Gênes, des cités rhénanes ou de celles de la Hanse se sont épanouis pour former un ensemble trans-européen de réseaux urbains capables d'accroître le commerce intra-européen. Ce qui n'empêcha nullement, aux XIV^e et XV^e siècles, les guerres et les épidémies (notamment guerre de cent ans et peste noire) de renverser le processus de croissance économique. Un nouveau cycle de croissance démographique ne devait survenir en Europe qu'à partir du XVI^e siècle, singulièrement aidé par l'expansion du commerce atlantique avec l'Afrique et la toute nouvelle Amérique, tandis que les ports néerlandais d'Anvers puis d'Amsterdam devenaient le centre d'un système commercial intéressant désormais tout le vieux continent. Ce système intégrait en un tout cohérent les spécialisations en céréales et bois des pays de la Baltique, l'exploitation néerlandaise de la morue, les importations espagnoles de métaux précieux, les productions textiles et artisanales de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne, jusqu'aux innovations néerlandaises en matière d'entrepôts, de navires et de crédit.

L'histoire économique quantitative a apporté un soutien de poids à cette vision cyclique, en montrant par exemple que même en Angleterre, patrie de la Révolution industrielle, il n'apparaît aucune rupture en matière de taux de croissance au XVIII^e siècle [Crafts et Harley, 1992 ; Clark, 2000]. Antérieurement à ce qui constitue sans conteste le début d'une croissance plus rapide au XIX^e siècle, on n'observe que des cycles de croissance et de stagnation/déclin de la population, des prix et de l'urbanisation, remontant jusqu'au XVI^e siècle et impliquant des améliorations dans les techniques agricoles, (rotations culturales, fertilisation, drainage, sélection animale et végétale), la construction, les transports et l'intégration des marchés [North,

1981 ; Persson, 1988 ; Komlos, 1989 ; Clark, 1991 ; Van Zanden, 2001]. De fait, en regardant au-delà de l'interruption de croissance provoquée par la peste noire, toute la période qui débute avec le ^{xiii} siècle montre des signes de croissance alternée de la commercialisation, de l'urbanisation, de la population et du produit [Britnell, 1993 ; Britnell et Campbell, 1995 ; Levine, 2000].

Il se trouve que ces périodes de croissance européenne, de plus en plus reconnues et même saluées comme indiquant le début d'une croissance économique moderne ou capitaliste [Wallerstein, 1974 ; Levine, 2000], constituent des tendances récemment accréditées au niveau académique comme relevant aussi de pays extérieurs à l'Europe et avant le ^{xviii} siècle. Les améliorations techniques agricoles et plus généralement productives conduisant à un produit croissant et à une productivité accrue du capital (notamment par une transformation agressive des terroirs naturels), les réseaux urbains de commerce régional et global soutenant une classe de riches marchands, des structures politiques plus centralisées et bureaucratiques créant de l'ordre sur le territoire et une hiérarchie des élites, tous ces facteurs ont existé en Chine, au Japon, en Asie du Sud-Est, en Inde et dans l'empire Ottoman, souvent même plus tôt et à un stade de développement plus avancé qu'en Europe [Elvin, 1993 ; Goody, 1996 ; Subrahmanyam, 1996 ; Wong, 1997 ; Zurndorfer, 1997 ; Frank, 1998 ; Goldstone, 1998 ; Rawski, 1998 ; Berry, 1999 ; Lieberman, 1999 ; Reid, 1999 ; Thompson, 1999 ; Pamuk, 2000 ; Pomeranz, 2000a].

Le fait que de tels processus d'une croissance économique prémoderne aient été documentés pour les autres continents, comme pour l'Europe, constitue un apport fondamental. Ce progrès a définitivement discrédité les dichotomies rigides qui présentaient l'Europe, après 1800, comme moderne, reléguant le reste du monde dans l'altérité. Il est reconnu aujourd'hui que les conditions normales, en tout temps avant 1800 et dans toute région autre que l'Europe, relèvent non d'une stagnation pure et simple et d'un état de crise, mais révèlent plutôt un développement économique, une urbanisation et un commerce à grande échelle, une centralisation politique et un contrôle territorial, présents et se diffusant à l'échelle du globe au moins depuis le tournant de l'an mille.

Pour avoir corrigé certaines vieilles erreurs, la reconnaissance d'un parallélisme des processus économiques, sur l'ensemble de l'Eurasie, n'a pas pour autant résolu un problème qui demeure entier, celui de « l'essor de l'Occident » [Stokes, 2001]. L'explication de cet essor n'en est rendue que plus difficile dans la mesure où la reconnaissance du parallélisme établit de fait qu'il n'existe aucun lien nécessaire ou suffisant entre des phénomènes aussi répandus que l'urbanisation, le commerce extensif externe ou interne, et les épisodes de croissance avec augmentation d'origine techni-

que de la productivité, conduisant à l'émergence de l'industrie moderne et de son schéma de croissance continue et accélérée. Ce dernier ne peut donc constituer le résultat que d'un chemin spécifique [Goldstone, 2006] ou d'une conjoncture inhabituelle, plutôt que d'une trajectoire générale menant de schémas cycliques d'évolution de l'activité à une croissance s'accroissant constamment. Pour reprendre Mokyr, l'absence d'une transition à l'industrialisation aux Pays-Bas et dans d'autres États préindustriels avancés « ne fut pas une exception. C'est bien l'expérience britannique qui en fut une » [Mokyr, 1999b, p. 18]. Le type de changement connu par la Grande-Bretagne ne se réduisait nullement à des phases plus fortes et plus longues d'une croissance cyclique observable ailleurs.

Ce qui s'est passé dans la Grande-Bretagne des XVIII^e et XIX^e siècles et qui semble avoir constitué un épisode unique dans l'histoire, ce n'est pas l'avènement d'une croissance fondée sur le commerce, par ailleurs intensive et tirée par la technique. Un tel avènement est en effet récurrent dans l'histoire économique. Il n'existe pas non plus de preuve que la Grande-Bretagne se soit trouvée initialement en meilleure position que d'autres grands États comme la France, les Pays-Bas, la Chine ou le Japon, du fait d'une croissance préalable déjà cumulative. En revanche il semble que la Grande-Bretagne ait réussi à échapper au schéma cyclique de croissance qui avait caractérisé plusieurs siècles d'histoire. Elle s'est alors embarquée sur une trajectoire de croissance économique accélérée caractérisée, non plus par des gains en termes de production qui finissaient par s'épuiser, mais par une croissance du produit par tête continue et même accélérée du fait d'une expansion ininterrompue de l'innovation technique et des gains de productivité. Expliquer pourquoi et comment cette rupture avec la croissance cyclique a pu se produire est crucial pour comprendre la nature véritable et les origines de la croissance économique moderne.

Dans la mesure où le schéma cyclique de croissance économique remonte au moins au Moyen Âge et a été observé partout, il est très différent de l'avènement de cette croissance vraiment « moderne », fondée sur une accélération ininterrompue de l'innovation et de la productivité, telle qu'elle apparaît après 1800. Et ce serait un contresens de regrouper tous ces différents processus sous la simple étiquette de la « croissance économique ». Nous proposons donc d'utiliser un autre concept, celui d'« efflorescence », pour rendre compte des phases d'expansion observées au cours des épisodes cycliques de la croissance économique.

Une « efflorescence », c'est donc un retournement ascendant de certains indicateurs démographiques et économiques pertinents, allant de pair avec un essor du politique et une certaine institutionnalisation, tout comme un effort de mise en cohérence idéologique et de consolidation des acquis. Les périodes d'efflorescence impliquent donc à la fois une croissance de type

smithien (fondée sur une spécialisation et une division du travail accrues) et une croissance de type schumpetérien (reposant sur l'innovation technique porteuse de gains de productivité) qui se renforcent mutuellement. Elles sont généralement vues par les contemporains ou leurs successeurs comme de véritables « âges d'or » de créativité et de réussite. Elles instituent par ailleurs des modèles nouveaux de pensée, d'organisation politique et de vie économique qui s'imposent sur plusieurs générations.

Dans l'effort de compréhension de l'Histoire globale, ce concept permet de remettre à sa place la dichotomie entre la « stagnation » (vue comme caractéristique de l'époque pré moderne) et la « croissance » (conçue comme caractéristique de la modernité). Nous allons plutôt ici défendre l'idée que toutes les sociétés ont fait l'expérience de phases d'efflorescence, comme de phases de stagnation ou de crise, mais que ces processus sont très différents de la croissance économique moderne dont parlait Kuznets [1966], caractérisée par une innovation permanente et accélérée et des accroissements de productivité. Ce concept d'efflorescence va maintenant être utilisé pour mieux analyser et casser les dichotomies déjà abordées entre « Europe » et « Asie » ou encore « croissance économique moderne » et « stabilité ».

CONTRE LA DICHOTOMIE CROISSANCE MODERNE/STABILITÉ PRÉMODERNE :
LES EFFLORESCENCES DE L'ÂGE D'OR HOLLANDAIS, DE LA CHINE
DES QING ET DE L'ANGLETERRE DU XVIII^e SIÈCLE

Beaucoup d'auteurs, en particulier Jones [1988 et 1994] ont défendu l'idée que des périodes significatives de croissance du revenu par tête ont existé avant l'industrialisation britannique. De Vries [1994] et Hayami [1986] ont émis l'hypothèse que ce type de croissance peut être le fait d'un mode de développement particulier qu'ils nomment une révolution « industrielle » par opposition à « industrielle ». À partir des cas de l'âge d'or hollandais, du Japon des Tokugawa et de la Chine des Song, ces auteurs ont mis en exergue une orientation intensive des ménages vers le marché et une division du travail due à la spécialisation comme facteurs susceptibles de libérer cette croissance. Qui plus est, ils reconnaissent qu'il ne s'agit pas alors d'une simple « croissance smithienne » et qu'elle ne peut être démolée d'une « croissance schumpetérienne » dans la mesure où croissance et spécialisation stimulent aussi l'innovation et rentabilisent de nouvelles technologies. Ainsi en est-il des Pays-Bas de l'âge d'or qui ont innové en matière de construction navale, d'entrepôts, de finance, en matière de production de verre, de bière et de textile, et ont considérablement augmenté l'usage de l'énergie éolienne. De même, le Japon des Tokugawa a innové

en matière de techniques et d'outils agricoles et augmenté sa production de soie en substitution des importations venues de Chine [Hunter, 2000]. Enfin la Chine des Song est connue pour ses développements de l'énergie hydraulique, de la sidérurgie et de la construction navale [Hartwell, 1966 ; Jones, 1988]. On pourrait encore ajouter que les progrès anglais du XVIII^e siècle concernant les machines textiles à filer et la métallurgie furent des inventions préindustrielles remarquables, très semblables dans leurs conséquences à celles dont nous venons de parler, mais qui ne sont pas sans précédent dans l'Histoire globale [Elvin, 1973 ; Hartwell, 1962].

Doit-on considérer ces épisodes et d'autres avec eux comme des démarrages véritables de la croissance économique moderne ? De fait, chacune de ces expériences dispose d'avocats qui affirment leur caractère « préco-cement moderne » et leur statut de schémas « modernes » de croissance. Mais si nous voulons mieux comprendre la nature des efflorescences préindustrielles et le surgissement exceptionnel d'une croissance auto entretenue et accélérée dans l'Angleterre du XIX^e siècle, il nous faut examiner de plus près cet âge d'or hollandais (1570-1690), la période des premiers Qing en Chine (1680-1780) et l'Angleterre de la « Révolution industrielle » (1730-1830).

L'âge d'or hollandais

Dans une série de publications originales, de Vries [2000 ; de Vries et Van der Woude, 1997] a proposé de revoir nos conceptions de la Révolution industrielle et les rôles respectifs de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas dans la croissance économique moderne. Il a ainsi formulé deux affirmations de poids. Il pose d'abord que la Hollande du XVII^e siècle, sans disposer pour autant de l'industrialisation alimentée par la combustion du charbon et la machine à vapeur, sur le modèle de la Révolution industrielle britannique, avait pourtant déjà fait l'expérience d'un siècle de croissance du revenu par tête allant de pair avec expansion démographique et urbanisation, se libérant ainsi des contraintes malthusiennes pour entrer dans une forme moderne de la croissance économique. Il estime ensuite, sur la base de la différence entre cette variété de croissance et celle propre à la Grande-Bretagne, identifiée à la transformation du charbon et du minerai de fer dans des usines crachant la fumée, que l'on doit en conséquence considérer qu'il existe plusieurs trajectoires différentes pour arriver à l'organisation économique « moderne » et que l'industrialisation britannique ne saurait être privilégiée comme voie incontournable ou comme modèle nécessaire de cette modernisation économique.

De Vries rassemble des preuves quantitatives considérables pour étayer ces affirmations. Pourtant l'adéquation entre ces éléments de preuve et la

révolution analytique que constituent ses conclusions mérite un examen attentif. À y regarder de près, le niveau de vie dans la Hollande de l'âge d'or ne dépasse pas le niveau atteint avant la Réforme, si l'on s'en tient aux données concernant les salaires réels. On ne peut non plus invoquer un passage du modèle cyclique de croissance et de décroissance à une période de croissance auto entretenue dans la mesure où les revenus réels ont chuté, puis ont stagné ensuite sur l'ensemble du XVIII^e siècle. L'affirmation d'une émancipation des contraintes malthusiennes semble donc exagérée.

C'est en fait en retournant à l'opposition entre une stagnation économique « prémoderne » et la croissance économique « moderne », d'une part, et en situant le début de la croissance « moderne » dans la fin du XVI^e siècle et le XVII^e siècle hollandais, au lieu de la Révolution industrielle du XVIII^e siècle britannique, d'autre part, que de Vries peut affirmer le caractère « moderne » de la croissance néerlandaise de cet âge d'or. Pour lui la croissance économique prémoderne est surtout extensive si bien que le revenu par tête ne peut augmenter tant que la population s'accroît à l'intérieur d'un espace donné. Si cette population venait ensuite à décroître, on pourrait connaître une hausse du revenu par tête mais si elle continue de croître on ne peut, selon de Vries, qu'enregistrer au mieux une stagnation de ce revenu par tête et plus probablement sa diminution. Il ajoute que, dans les sociétés prémodernes, des changements structurels spectaculaires, comme les grands mouvements d'urbanisation, ne peuvent être soutenus en parallèle à la hausse des revenus réels (puisque celle-ci résulte d'une baisse démographique). Dans la mesure où les Pays-Bas de l'âge d'or ont enregistré à la fois une hausse soutenue de la population, un changement structurel important avec l'urbanisation et simultanément une hausse du revenu par tête, lesquels relèvent d'innovations techniques dans les manufactures, la production alimentaire, le transport et les entrepôts, l'intensification agricole et l'utilisation d'énergie (la tourbe et l'énergie éolienne augmentant la puissance humaine et animale), de Vries conclut que la Hollande était bien sortie de la trappe malthusienne. Son économie et son modèle de croissance étaient donc essentiellement modernes, quoique non industriels. Il va alors plus loin en affirmant que, sur la base de cette preuve de l'existence d'une croissance « moderne » non liée à une industrialisation de style britannique, force est de reconnaître une diversité de trajectoires vers la croissance « moderne », celle survenant aux Pays-Bas étant aussi précoce que la fin du XVI^e siècle.

Néanmoins, comme nous l'avons déjà fait remarquer, de Vries a tort d'affirmer que les conditions économiques propres à la trappe malthusienne – définie par une absence de changements techniques accroissant la productivité, si bien que toute hausse du produit est compensée, voire au-delà, par une hausse de la population – caractérisent toute économie

antérieure à l'industrialisation. Les économies agraires préindustrielles passaient bien par des cycles qui comprenaient des périodes longues durant lesquelles la population et le revenu par tête connaissaient tous deux une augmentation substantielle. De telles périodes se caractérisaient par une urbanisation accrue et une intensification agricole, des progrès en matière de production et de transport, une progression du commerce enfin, toutes conditions propices à une hausse, tant du produit total que de la productivité. Ces mouvements résultaient en général d'une création de savoir nouveau, de l'apparition de nouvelles solutions aux problèmes liés à la production [Tainter, 2000 ; Mokyr, 2000] lesquelles, en retour, fournissaient une base pour plus de spécialisation, des gains tirés de l'échange, une expansion économique et des investissements dans les infrastructures.

Nous voudrions défendre ici l'idée que de tels épisodes peuvent être repérés dans l'histoire dès 3000 av. J.-C., lors de l'émergence brutale d'une mobilisation massive des populations en Mésopotamie et en Égypte pour la construction de villes et de grands monuments, laquelle est souvent vue comme liée à l'apparition des technologies de l'écriture et des gains que ces dernières offraient aux gouvernements et aux organisations de l'économie [Gellner, 1989 ; Dudley, 1991]. En Grèce ancienne, aussi bien durant l'ère mycénienne que dans la période classique, les témoignages archéologiques attestent de périodes d'augmentation de la population, d'urbanisation croissante et de revenus par tête en hausse [Morris, 2005]. Sous le règne des Antonins, l'Italie et la Méditerranée sont largement reconnues comme ayant été à la fois plus peuplées et plus prospères que sous les premiers empereurs, incarnant une économie de marché complète avec des niveaux de productivité agricole comparables à ceux du haut Moyen Âge, voire ceux du début du XVIII^e siècle [Grantham, 1999]. Le califat des Abbassides, le Japon des Tokugawa et la Chine des Song constituent d'autres exemples d'efflorescences prémodernes [Jones, 1994] mais il y en eut sans doute beaucoup d'autres, à travers l'Eurasie et le Nouveau Monde, qui donnèrent naissance aux civilisations que nous identifions comme de grands empires. Les périodes de hausse du revenu et de croissance tirée par la technologie ont donc existé dans toute l'histoire et ne sont pas, dans leur essence, des phénomènes « modernes ».

Il n'en reste pas moins que toutes ces périodes d'essor démographique, d'urbanisation et de complexité sociale croissante ont aussi engendré des vulnérabilités d'une nature telle que les épidémies, les problèmes fiscaux, la concurrence entre les élites et l'agitation sociale ont pu défaire les « réseaux écologiques et organisationnels complexes » (villes, routes, systèmes d'irrigation, réseaux commerciaux, gouvernement central) pour aboutir à la dépopulation, au désordre et aux « âges sombres » [Tainter, 1988]. Le modèle caractéristique de l'histoire économique prémoderne n'est donc pas celui d'une croissance désespérément lente quoique régulière (mais

sans progrès par tête), ni non plus celui d'une stagnation ponctuée de crises périodiques. Il est plutôt fait d'une suite de pulsations, des efflorescences périodiques menant à des phases intensives de croissance du revenu par tête, d'urbanisation, de commercialisation interne et externe et de hausse significative de la population, en parallèle avec une spécialisation et une complexité croissante aux niveaux économiques, politique et culturel. Ces pulsations sont suivies de période de déclin ou d'effondrement au cours desquelles la population stagne ou chute et les niveaux de vie fléchissent jusqu'à une reprise éventuelle.

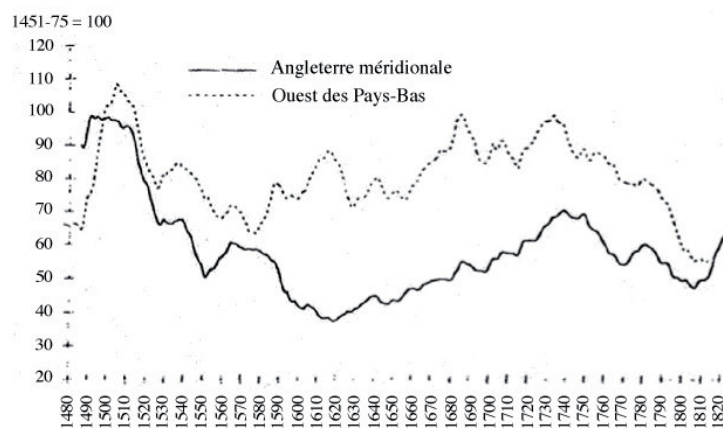
La croissance économique de l'âge d'or hollandais ne fut donc pas une percée unique en direction de la croissance moderne. Cette « efflorescence » fut comparable à d'autres périodes de la croissance prémoderne et, au même titre que ces dernières, fut suivie après coup d'une phase de stagnation et de déclin, au XVIII^e siècle.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, la Hollande connut une forte hausse de sa productivité agricole fondée sur la spécialisation productive et une production laitière intensive. Elle fut aussi le théâtre d'une importante vague d'innovations techniques dans le textile, la brasserie, la fabrication du verre, la construction navale, l'imprimerie, les travaux d'irrigation et de création des canaux, la récupération de terres sur la mer et l'utilisation énergétique de la tourbe, pour ne rien dire du microscope, de la physique, de la chimie, etc. Sur ces deux siècles la Hollande fut à l'avant-garde de l'Europe, montrant le chemin pour tout ce qui constituait des progrès susceptibles d'augmenter la productivité. Il faut pourtant quantifier les effets de ces réussites en termes de niveaux de vie afin de déterminer l'importance de cet épisode de croissance. Regardons pour ce faire les données proposées par de Vries dans la figure n° 1 (page suivante).

On repère l'âge d'or hollandais à partir de la divergence entre les évolutions de salaires anglais et néerlandais, entre 1570 et 1690. Dans les deux pays, le taux de salaire réel chute significativement entre 1500 et 1570, mais il continue de décroître en Angleterre (presque 40 % de baisse entre 1570 et 1620) tandis qu'il connaît une progression aux Pays-Bas (environ 50 % entre 1570 et 1690), et ceci bien que la population néerlandaise ait elle aussi augmenté de 50 % durant ce même siècle. C'est cette étonnante performance, obtenue par les progrès techniques dans l'obtention de nourriture et le traitement des matières premières, une spécialisation accrue dans l'agriculture et l'industrie, un commerce international en expansion, qui constitue ce que de Vries appelle une croissance économique « moderne ».

Mais le caractère de cette réussite se modifie dès que l'on regarde les tendances sur le très long terme. En observant attentivement la figure n° 1, on s'aperçoit que la croissance salariale entre 1570 et 1690 est d'abord

Figure 1. – Salaires réels des ouvriers du bâtiment dans le sud de l'Angleterre et l'ouest des Pays-Bas [d'après de Vries, 2000]



une correction de la dépression salariale survenue jusqu'en 1570. En fait la période 1500-1520 enregistre un niveau de salaire qui ne sera égalé à aucun moment au cours du xviii^e siècle. Par ailleurs la brutale montée des salaires entre 1660 et 1690 relève de l'artifice. Jusqu'en 1660, les salaires réels ont progressé en même temps que la population et l'urbanisation, suggérant donc des gains effectifs de productivité. Il n'en reste pas moins que la hausse apparente du salaire réel, entre 1660 et 1690, ne s'est produite que parce que la demande agricole et le prix de l'alimentation ont commencé de chuter tandis que les salaires nominaux demeuraient rigides à la baisse. C'est qu'après 1660, les chutes importantes de population en France et en Angleterre dues aux guerres et à la peste, mais aussi liées aux guerres civiles britanniques et à la Fronde en France, ont amené les prix des grains à chuter dans toute l'Europe de l'Ouest. Avec en parallèle des salaires nominaux fixes, le taux de salaire réel hollandais ne pouvait que montrer une hausse marquée. Comme de Vries lui-même le fait remarquer, « l'essentiel des évolutions de salaire réel de la période sont imputables au mouvement des prix ». De fait cette hausse jusque-là régulière des rémunérations ne peut se maintenir mais s'inverse après 1690, les salaires réels retombant puis demeurant inchangés durant tout le xviii^e siècle, à quelque 20 % seulement au-dessus du niveau moyen des années 1500-1650.

Certes la Hollande a sans doute été économiquement plus performante que la Grande-Bretagne entre 1570 et 1690. Mais il est nécessaire de préciser cette réussite. Elle n'a jamais consisté en une augmentation continue du revenu réel au-delà des niveaux historiquement enregistrés jusqu'alors. Même la hausse de 50 %, entre le point bas de 1570 et le point haut de 1690,

ne fut pas pérennisée mais suivie d'un réajustement aboutissant à un gain de long terme plus modeste, inférieur à 20 % entre le ^{xvi}^e siècle et le milieu du ^{xviii}^e. On peut donc estimer que ce que la Hollande a réussi, c'est une hausse modérée du taux de salaire réel (et plus généralement sans doute du revenu par tête) pendant une période où la population a augmenté d'un peu plus de 50 % et où le pourcentage d'urbains a doublé. Les niveaux de vie effectifs n'ont ni dépassé les premiers pics du début du ^{xvi}^e siècle, ni pu être maintenus à leur plus haut niveau à partir de la chute de 1690.

Mais dans ce cas, si la réussite hollandaise n'a pas consisté à augmenter le revenu par tête au dessus des niveaux records du passé, mais simplement à soutenir un niveau relativement élevé et légèrement croissant de ce revenu par habitant, pendant un siècle et en dépit d'une population nettement croissante, alors il devient assez facile de trouver des exemples de performances économiques similaires, à la fois en Europe et sur d'autres continents.

La Chine du haut empire Qing

Lorsque la dynastie chinoise des Ming se trouva confrontée, au ^{xvii}^e siècle, à la rébellion et à la dégradation de ses finances publiques, un groupe nomade parmi les plus puissants établis « au-delà de la muraille » y trouva un encouragement pour aller conquérir le pouvoir en Chine même. Dans les décennies qui avaient précédé, bien qu'ils fussent basés dans les régions septentrionales assez peu défendables de la Mandchourie, ces Mandchous avaient déjà étendu leur pouvoir dans les basses terres du nord de la Chine. Ils avaient aussi acquis une bonne connaissance des pratiques chinoises au point, en 1644, que l'empereur Ming aux abois les invita en Chine pour l'aider à lutter contre les rebelles antidynastiques. Une fois à Pékin, les Mandchous choisirent cependant de prendre le pouvoir. Après avoir défait les rebelles, ils se retournèrent contre les troupes loyalistes et combattirent durant plusieurs dizaines d'années afin de réduire toute résistance. Ils combattirent aussi contre les khanats mongols à l'ouest et incorporèrent le Tibet et quelques régions d'Asie centrale pour créer un vaste empire multiethnique. Leur régime est resté connu d'après le nom de la nouvelle dynastie, celle des Qing.

Les Qing créèrent cependant beaucoup plus qu'une simple dynastie chinoise de plus. Tout en conservant beaucoup des institutions des Ming pour ce qui concerne le gouvernement intérieur de la Chine, ils doublèrent de fait ces institutions par des unités militaires (les huit « bannières ») et renforcèrent le gouvernement personnel de l'empereur. Les Qing réformèrent aussi radicalement l'organisation de l'armée et de la maison impériale [Rawski, 1998]. Mais le plus important fut sans doute que la conquête Qing modifia de façon spectaculaire la structure économique et sociale

des régions les plus importantes du sud de la Chine, provoquant à la fois l'effondrement des grands domaines fondés sur le servage et le principe de la tenure et la restauration d'une paysannerie largement indépendante et libre. Associée à un contrôle des élites et de l'État central moins direct, passant désormais plus par les canaux de la commercialisation marchande, cette évolution massive vers une paysannerie libre constitua un pilier fondamental du progrès, d'une part de la spécialisation en vue du marché, d'autre part de la participation à l'économie de foyers paysans maximisant leur profit, deux facteurs qui allaient nourrir toute l'économie de la dynastie des Qing [Li, 1998 ; Rawski, 2002].

L'établissement sur de nouveaux territoires, la libération de la paysannerie, l'expansion du commerce international et la colonisation de nouvelles terres en Mandchourie et à l'ouest constituèrent de réels stimulants de l'expansion économique. L'introduction de nouvelles plantes alimentaires venues du Nouveau Monde, comme de produits tropicaux tirés de l'expansion vers le sud et le sud-ouest (Yunnan et Guangdong), fournit aussi des ressources additionnelles [Marks, 1997]. En sponsorisant la scolarité officielle, les Mandchous créèrent également de nouvelles occasions de réétudier le passé et fondèrent de nouvelles écoles de recherche, notamment en philologie [Elman, 1984 ; Elman et Woodside, 1994]. Une fois passés les destructions et les troubles de la conquête, il en résulta une remarquable expansion, une réelle dynamique, une richesse croissante et une fermentation intellectuelle qui durèrent grossièrement de 1680 à 1780.

Bien que cette croissance économique chinoise du XVIII^e siècle ait souvent été considérée avec négligence, du fait de l'attention accordée à la Grande-Bretagne de l'époque, elle apparaît non seulement incroyable mais a aussi beaucoup plus contribué à la hausse du PIB, au cours de ce siècle, que son homologue britannique [Sugihara, 2000]. Cette croissance de la production totale est parfois vue comme purement extensive, provoquée par des accroissements territoriaux et démographiques. C'est là une totale incompréhension et une grossière sous-estimation de la réussite Qing. Il faut comprendre que les nouveaux territoires consistaient en steppes pauvres et en terres arides au nord et en Asie centrale : faire vivre une population beaucoup plus grande nécessitait donc des innovations significatives en matière de productivité et une restructuration de l'économie chinoise elle-même. Le fait est qu'au début du XVII^e siècle, la population chinoise était peut-être de 150 millions d'habitants, ne dépassant pas de beaucoup les précédents pics enregistrés. Sa croissance fut d'abord gênée par les soulèvements liés aux rébellions de la fin des Ming et à la conquête mandchoue, si bien que cette population n'excédait toujours pas 160 millions vers 1700. Puis, au cours du XVIII^e siècle, elle a plus que doublé, jusqu'à 350 millions en 1800, soit un gain sans précédent de 200 millions d'habitants en un siècle [Lee

et Feng, 1999, p. 6-27]. Malgré cela les niveaux de vie de ce XVIII^e siècle étaient apparemment plus hauts qu'un siècle auparavant. Réaliser une telle croissance démographique, sans déclin significatif des niveaux de vie, ne pouvait se produire sans qu'aient été levées les contraintes malthusiennes, réussite que les analystes ont en général uniquement associé à la croissance économique « moderne ». Rejeter la progression économique du haut empire Qing comme relevant seulement de la croissance extensive constitue donc un jugement erroné sur cette extraordinaire réussite.

On a pu aussi considérer la croissance économique des Qing comme une opération de hausse de la productivité de la terre grâce aux apports croissants de main-d'œuvre, autrement dit comme un développement par « involution », permettant de soutenir une population croissante et une densité accrue au prix d'une baisse de productivité du travail, avec finalement des revenus par tête décroissants [Huang, 1990]. Pourtant, durant la phase étudiée, les productivités du travail et de la terre se sont toutes deux accrues. Dans sa recherche sur le delta du Yangzi, c'est-à-dire la région de Chine la plus densément peuplée, Li [1998, p. 86] affirme que la quantité de travail par unité de terre est restée à peu près constante, des temps médiévaux jusqu'aux années 1950. L'accroissement du produit agricole a été obtenu par une plus grande utilisation du capital et pas du travail, principalement sous la forme de fertilisants. Tourteaux à base de soja, de coton et de colza étaient ainsi importés, en échange de produits manufacturés, et représentaient, en 1750, environ 3 millions de tonnes de fertilisant par an [*ibid.*, p. 115]. Mais de plus c'est la culture des feuilles de mûrier pour le ver à soie et la production de textiles en soie et coton qui augmentèrent, alimentant les spécialisations régionales et une économie d'import-export dynamique dans laquelle les ventes de textile à l'extérieur payaient pour les importations de grain et d'engrais. Le résultat final fut que le delta du Yangzi affichait, au XVIII^e siècle, à la fois la densité de population la plus élevée en Chine et le produit par tête le plus élevé [Li, 1998 ; Pomeranz, 2000a et b].

Si l'on veut des exemples, dans le bas Yangzi, « une étude a montré que si quatre à cinq nouveaux travailleurs étaient nécessaires, au XVII^e siècle, pour gagner de quoi nourrir un adulte de plus, au milieu du XVIII^e ce chiffre n'était plus que de un ou deux » [Lee et Feng, 1999, p. 40]. Les améliorations en terme de consommation et de bien-être sont aussi bien documentées. Ainsi Pomeranz [2000a, p. 39] cite des estimations moyennes de consommation calorique, au XVIII^e siècle et pour l'ensemble de la Chine, de 2,386 calories par équivalent adulte et par jour, ce qui est comparable aux estimations britanniques mais pour le milieu du XIX^e siècle. Cette base nutritionnelle plus favorable conduisait à une meilleure longévité : l'espérance de vie à la naissance grimpa ainsi de 34 à 39 ans entre le milieu et la fin du XVIII^e siècle. Ce sont là des niveaux supérieurs à ceux de l'Europe,

sauf pour l'Angleterre du sud-est où ils sont à peu près équivalents [Wong, 1997, p. 28 ; Lavelly et Wong, 1998 ; Pomeranz, 2000a, p. 37].

Encore faut-il voir que cette qualité de vie ne se réduisait pas à la nourriture et à la santé : la consommation d'une grande variété de produits égalait ou surpassait celles des pays européens les plus avancés. Ainsi après avoir porté, au xvii^e siècle, des vêtements en chanvre ou en ramie, les paysans avaient troqué ces derniers, un siècle plus tard, pour des habits de soie et de coton. Pomeranz a montré que la consommation de tissu de coton par habitant, dans le bas Yangzi, en 1750, était presque aussi haute que celle de l'Angleterre en 1870 [2000a, p. 141]. Le mobilier domestique (bancs, tables, miroirs, lits, commodes) était comparable à celui que l'on trouve dans les inventaires testamentaires en Europe de l'Ouest [*ibid.*, p. 145]. À l'évidence, la consommation de biens de luxe comme le sucre, le thé et le tabac, égalait ou surpassait également les niveaux européens avancés. Bref, « dans la dernière partie du xviii^e siècle, la Chine apparaissait, à la fois à ses ressortissants et à la plupart des visiteurs étrangers, comme une société particulièrement riche » [Pomeranz, 2000b, p. 29].

Il va sans dire que cette combinaison de niveaux de vie très élevés selon les normes globales de l'époque, et simultanément d'une croissance démographique de plus de 100 %, c'est-à-dire concrètement de presque 200 millions de personnes, sur le xviii^e siècle, constitue une véritable énigme pour l'Histoire globale [Wong, 1997]. On mesurera mieux ce succès en indiquant que, entre 1700 et 1800, la Chine a ajouté à son nombre initial d'habitants une population équivalente à deux fois celle de l'Europe autour de 1700 (de l'ordre de 95 millions selon Livi-Bacci [1992, p. 31]) tout en parvenant à un niveau de vie plus élevé que la plupart des pays européens. Il paraît difficile d'exagérer cette réussite qui est probablement restée inégalée dans toute l'histoire préindustrielle. Loin d'être prise dans une trappe malthusienne, une Chine capable de doubler sa population en un siècle tout en augmentant les niveaux de vie à des niveaux de prospérité préindustrielle à peu près inégalés ailleurs dans le monde semble suggérer que toutes les contraintes malthusiennes avaient été levées par le haut empire Qing. Et c'est avec raison que Sugihara [2000, p. 2] qualifie de « miracle » chinois une réussite de fait plus impressionnante que toute autre en Europe.

Et pourtant une telle richesse et une telle dynamique ne devaient pas durer. Après 1750 en effet, plus aucune nouvelle culture ou nouvel atout, plus aucune grande innovation technique ou institutionnelle ne devait contribuer à fournir de nouvelles ressources. Au moment où l'essor de la population commençait à saturer les zones frontalières, tout comme les plaines du nord ou celles situées vers l'amont, la spécialisation régionale qui voyait le delta du Yangzi fabriquer des produits de soie et de coton contre du riz et des engrais (pour accroître sa propre production de riz), fut

remise en cause par l'apparition de nouveaux centres régionaux de textile et d'artisanat qui vinrent réduire le besoin en produits du delta [Pomeranz, 2000b]. La structure administrative des Qing, pourtant innovante, fut bientôt dépassée puis submergée par la hausse de la taille et de la densité de la population au sein d'unités administratives figées. À la fin du XVIII^e siècle, l'orthodoxie religieuse et le banditisme fusionnèrent dans les révoltes du Lotus Blanc dont l'élimination commença à ponctionner le trésor impérial. Au début du XIX^e siècle, les Européens se firent plus exigeants et agressifs tandis que les discordes internes continuaient de monter. Affaibli par les guerres de l'opium, c'est avec peine que le régime impérial survécut à la plus grande rébellion du siècle, celle des Taiping [Jones et Kuhn, 1978].

Il nous faut donc appréhender les deux caractéristiques fondamentales du haut empire Qing. La première, c'est que cette dynastie n'a pas seulement apporté une rénovation après la dynastie Ming, un cran de plus dans le grand cycle des dynasties. Elle fut de fait plus expansionniste, plus innovante au plan institutionnel et ethniquement plus diversifiée que ce qu'impliquait un simple renouvellement dynastique. Au plan économique le haut empire Qing a représenté l'une des grandes explosions de croissance productive de l'histoire préindustrielle, affichant des gains à la fois en termes de population et de consommation par tête. Dès lors, marquer une trajectoire de continuité entre les Ming et les Qing et parler de période « Ming/Qing » pour les années entre 1368 et 1911, comme s'il s'agissait d'un tout homogène, serait une erreur.

La seconde, c'est que cette expansion, cette création de richesse et ce dynamisme de la haute dynastie Qing n'ont pas constitué un chemin vers la croissance « moderne ». C'est tout le contraire : au cours de leur dernier siècle de règne, les Qing vacillèrent et furent renversés après avoir connu des revers écologiques, administratifs et économiques imputables à leur incapacité à affronter cette croissance massive de la population. En ce sens le haut empire Qing marque une période tout à fait caractéristique de ce que nous avons appelé « efflorescence », une explosion marquée et relativement brutale d'expansion économique et d'innovation institutionnelle, comme il en est apparu dans toutes les sociétés prémodernes du globe, suivie d'une période de stagnation et de déclin.

Il est donc symptomatique que l'on trouve, dans l'âge d'or hollandais et dans le haut empire Qing, des macrophénomènes similaires, la population doublant approximativement tandis que les revenus par tête restent stables ou s'accroissent légèrement, à des niveaux du reste élevés pour cet âge antérieur à la modernité. On y observe en plus de hauts niveaux d'urbanisation, de commerce et de spécialisation qui attestent d'améliorations dans la productivité agricole et dans celle des autres secteurs. Comme nous allons le voir maintenant, cela fut aussi le cas pour l'Angleterre du XVIII^e siècle.

L'Angleterre du XVIII^e siècle

Dans la formulation classique qu'en a donnée Ashton [1948], la Révolution industrielle s'est mise en place entre 1760 et 1830, période qui vit se répandre le filage mécanique du coton, la fonte avec le charbon comme source d'énergie et une production rapidement croissante de charbon et de fer, une nouvelle organisation commerciale pour la production de céramique et d'autres biens de consommation. Les historiens de l'économie n'en restent pas moins intrigués par le manque de croissance économique par tête durant cette période. Et les données les plus récentes concernant les salaires agricoles tout comme les estimations de croissance et de revenu total, ont systématiquement rabaisé les performances de cette période. Les analyses récentes des salaires réels, faites par Feinstein [1998] et par Clark [2007], ont convergé, quoiqu'à partir de sources différentes, sur un même résultat, une faible croissance des revenus réels, évidente jusqu'en 1840. Clark calcule ainsi que le PIB par habitant de l'Angleterre et du pays de Galles a progressé de seulement 10 % des années 1730 aux années 1810, pour gagner ensuite 15 % dans les quatre décennies qui suivent. Comme la population anglaise et galloise a doublé durant cette période (de 6 à 12 millions environ), la performance macroéconomique de l'Angleterre, entre 1725 et 1825, a été sensiblement la même que celle de la Chine des Qing entre 1680 et 1780, soit donc un doublement de population qui maintient un niveau de vie stable ou légèrement croissant, quoique sur une échelle évidemment beaucoup plus petite.

Il n'y a donc pas à s'étonner que Clark [2000, p. 1] décrive la croissance économique de la période comme semblable à celle d'autres périodes que nous avons qualifiées d'efflorescences : « la Révolution industrielle fut vraisemblablement le dernier exemple d'une série de jaillissements locaux de croissance, comme dans les Pays-Bas de 1500 à 1650 et l'Italie du Nord au XIV^e siècle ». Pourtant, à l'exception de l'Angleterre du XVIII^e siècle, aucune de ces efflorescences n'a été suivie d'une croissance économique auto-entretenu et accélérée. De fait, deux traits séparent toutes ces efflorescences de la sorte de croissance industrielle auto-entretenu qui allait transformer le monde après 1830.

En premier lieu, la première vague d'innovations augmentant la productivité survient sur un laps de temps limité, pas plus d'un siècle, au-delà duquel le taux d'innovations diminue ou s'effondre complètement, laissant seulement au mécanisme de diffusion des nouvelles pratiques le soin de fournir une croissance intensive supplémentaire. Mokyr qualifie ce phénomène d'inertie technologique ou de loi de Cardwell. Ce qui signifie qu'avec la diffusion des nouvelles pratiques productives et des nouvelles formes d'organisation commerciale, des individus, faisant partie de l'élite politi-

que ou économique qui en a tiré profit, ont désormais intérêt à ce qu'elles se perpétuent [Mokyr, 1990, 1994]. Le poids des coûts fixes engloutis et l'adéquation entre les différentes technologies utilisées déterminent alors une sorte d'équilibre complexe qui devient résistant à tout changement. Ainsi donc, la tendance normale propre à une efflorescence est bien de créer des pratiques interdépendantes, fécondes à l'origine, mais qui ensuite se consolident et sont alors activement défendues. Seul un bouleversement social ou politique majeur peut alors créer de nouvelles opportunités menant à des périodes significatives de croissance. De plus, comme l'a démontré Grantham [1993, 1999], l'expansion des meilleures techniques est sévèrement limitée par la capacité à toucher les marchés : un climat de paix, un transport efficace et des marchés urbains croissants soutiennent la diffusion des pratiques les plus appropriées via une intensification des efforts, l'investissement et le commerce. Cependant, un déclin de la population ou une hausse du désordre, en minant le pouvoir d'achat des acteurs, peut conduire à un relâchement de la production et des chutes dans le commerce, le produit et l'urbanisation. C'est pourquoi ces « efflorescences » tendent à atteindre un plafond puis à connaître stagnation et déclin. Et il n'est donc nullement fortuit que les générations ultérieures aient tendance à considérer a posteriori ces périodes comme des âges d'or.

En second lieu, dans aucune de ces efflorescences on ne trouve de taux de croissance du PIB – croissance assurée par la combinaison d'une hausse de population et d'une hausse du revenu par tête – dépassant de beaucoup 1 % par an. L'âge d'or hollandais, par exemple, de 1570 à 1690, a connu des hausses de 50 % à peu près de la population et de 50 % du revenu par tête. De tels chiffres impliquent une hausse de 125 % du PIB sur 120 ans, soit un taux de croissance annuel du PIB de 0,68 %.

Certes un taux de croissance annuel de presque 1 % est impressionnant et très au-dessus des normes préindustrielles. Un tel taux suffit à doubler la taille d'une population, à revenu réel par tête constant, en soixante-dix ans, soit le temps de deux générations. Sur la même période, il suffirait aussi pour augmenter le niveau de vie d'une société de 50 % si cette population croissait elle-même de 50 %. Le contraste avec les taux de croissance à long terme des sociétés préindustrielles, sur plusieurs siècles, soit environ 0,1 % à 0,2 % par an (cas des Midlands anglais et du bassin parisien dans l'essentiel de l'ère préindustrielle [Allen, 1988 ; Hoffman, 1996]), montre qu'il s'agit bien là d'« âges d'or ».

Comme on a longtemps cru que l'Angleterre du XVIII^e siècle était différente, les analystes ont d'abord été surpris de l'absence de croissance exceptionnelle observable avant le milieu du XIX^e siècle. Encore une fois, cette surprise n'est qu'une conséquence de la fausse dichotomie entre « croissance moderne » et stagnation « prémoderne ». La croissance anglaise,

entre 1760 et 1830, a été lente, mais elle était comparable à celle d'autres efflorescences industrielles. Et c'est précisément à mon sens ce qu'est la période 1760-1830 : une ère de croissance préindustrielle.

Nous avons soutenu ailleurs [Goldstone, 1998, 2000a] l'idée que l'âge moderne ne commence qu'avec le déploiement, à grande échelle, de moteurs à vapeur dans les manufactures et les transports, comme avec l'adoption générale de la vapeur dans le filage, la production mécanique, la construction navale et le train, laquelle ne survient qu'entre les années 1820 et les années 1850. Les machines à filer mues par la vapeur de Arkwright, les procédés de puddlage et de laminage de Cort dans la métallurgie, tous deux introduits dans la fin du xviii^e siècle étaient vraiment des innovations augmentant la productivité. Mais elles n'ont libéré aucune source nouvelle de pouvoir social, pas plus qu'elles n'eurent la capacité autonome de susciter d'autres innovations. Elles étaient elles aussi autolimitées et non pérennisables. Si les avancées britanniques en matière de manufacture textile étaient restées totalement dépendantes de l'énergie hydraulique, elles auraient vite manqué d'énergie disponible [Pacey, 1992, p. 165-166 ; Cardwell, 1972, p. 102-103] et l'on aurait assisté au déploiement de petites villes dispersées équipées de moulins, dans le style de la Nouvelle-Angleterre, et pas du tout à la montée des colosses manufacturiers que furent Birmingham et Manchester. De fait, l'une des premières ventes de machines à vapeur que fit James Watt fut destinée à Richard Arkwright afin de pomper de l'eau vers le haut pour la faire retomber sur ses roues à aubes afin de maintenir l'activité de ses usines à filer pendant les périodes de basses eaux naturelles [Debeir, Deléage et Hémer, 1991, p. 101].

De la même façon le puddlage et le laminage de la fonte auraient tout autant manqué de source d'énergie si la fusion était restée dépendante du charbon de bois comme combustible ; la fabrication de fonte utilisant la houille aurait elle aussi connu des rendements décroissants sans les pompes à vapeur pour évacuer l'eau des mines très profondes qui fournissaient ce combustible essentiel. La fonte de haute qualité et l'acier n'auraient pas non plus été produits à bas coût sans la vapeur : c'est ainsi que, pour actionner les soufflets qui conservaient un flux d'air constant dans les hauts-fourneaux de ses installations, Wilkinson réalisa la deuxième application précoce de la machine de Watt. « L'utilisation combinée de la vapeur et de la construction métallique permit aussi à l'industrie textile fondée sur l'usine de franchir les limites que la confiance dans les ressources traditionnelles aurait autrement engendrées » [Pacey, 1992, p. 166]. Si le xviii^e siècle britannique n'avait connu, dans les manufactures, que des inventions utilisant les sources d'énergie et les matières premières traditionnelles, on ne parlerait encore aujourd'hui que d'un autre « âge d'or » durant jusqu'au début du xix^e siècle et pas d'améliorations spectaculaires

et durables dans la croissance du revenu et du produit, comme lors des autres efflorescences du passé.

Nous sommes totalement en accord avec Mokyr [1999a, p. 21] lorsqu'il affirme que la caractéristique clé, pour définir la croissance moderne, c'est son caractère autodynamique et accélérateur, fondé sur l'exploitation systématique du savoir scientifique et son application à la production. En d'autres termes, la vieille séparation entre la « croissance moderne » et une « non-croissance prémoderne » est à la fois fausse et surtout trompeuse. La différence entre les économies moderne et prémoderne ne réside pas dans la simple croissance ou non-croissance mais dans les différences plus subtiles concernant la capacité de soutien et d'accélération de la croissance [Wrigley, 2000, p. 125]. À propos de l'âge d'or hollandais, Mokyr [1999b, p. 12] a posé que « la technologie avancée qui a permis de propulser l'économie néerlandaise vers des niveaux de richesse jamais encore atteints et même « embarrassants », aux XVII^e et XVIII^e siècles, relevait encore du savoir faire traditionnel et pratique de ses artisans : c'étaient des techniques ingénieuses et bien conçues mais sans vraiment de fondement théorique concernant les phénomènes naturels dont elles dépendaient. En conséquence ce progrès technologique devait rencontrer des rendements décroissants ». On pourrait en dire autant des progrès britanniques du XVIII^e siècle dans le textile et la métallurgie : affirmation qui a débouché, dans des travaux anciens de Landes [1969] et de quelques autres, sur cette idée confuse que la science était peu pertinente dans la Révolution industrielle elle-même.

En fait, la croissance auto-entretenu ne relève pas de telle ou telle grappe d'innovations ou du fait de lever un goulet d'étranglement particulier : elle a par contre à voir avec le développement d'une approche particulière concernant la production et l'innovation technologique. Cette idée a été argumentée depuis longtemps dans les études sur la croissance contemporaine qui considèrent le savoir et les innovations comme les moteurs cruciaux d'une croissance auto-entretenu [Romer, 1986 ; Nelson, 1996]. Mais il a fallu attendre longtemps pour que les changements dans les attitudes sociales face à la création et à l'acquisition de types particuliers de connaissance finissent par être intégrés dans nos conceptions de ce qui a fondé le démarrage brutal d'une croissance auto entretenue et accélérée au XIX^e siècle, comme Mokyr le défend élégamment [2000, 2002].

Si la Révolution industrielle en Angleterre a été mal comprise, c'est d'abord parce qu'elle a été mal datée, et ce en raison de confusions jumelles concernant la nature et l'émergence de la croissance économique d'une part, le caractère spécial de la croissance mue par la vapeur (donc aussi mue par la science) au XIX^e siècle d'autre part. Si nous maintenons en effet que les sociétés préindustrielles ne connaissaient pas de période d'inventions et de croissance relativement rapide du produit et de la productivité,

et qu'en conséquence la croissance « moderne » coïncide avec n'importe quelle croissance économique un peu spectaculaire et tirée par l'innovation, alors nous restons intrigués par la croissance réalisée par la Hollande dès le xvii^e siècle ou par le fait que les taux de croissance du xviii^e siècle en Grande-Bretagne, patrie de la Révolution industrielle, demeurent relativement modestes. La solution de l'énigme consiste à réaliser que les efflorescences, périodes d'innovation limitée mais exceptionnelle, les gains de productivité et l'accélération de la croissance ne sont pas si rares dans l'Histoire globale. Si nous parvenons à reconnaître ces efflorescences par leurs deux traits cruciaux, à savoir que la période de croissance est limitée et suivie de stagnation ou de dépression d'une part, que même durant l'« âge d'or » la croissance ne peut jamais être soutenue au-dessus de 1 % par an d'autre part, alors nous pouvons reconnaître la Hollande du xvii^e siècle, la Chine de la haute dynastie Qing et la Grande-Bretagne du xviii^e siècle comme des efflorescences ainsi caractérisables.

Quant aux raisons qui président à l'émergence de telles efflorescences, elles relèveraient d'une enquête séparée et délicate. Davids [1995] est peut-être allé plus loin que tous les autres en identifiant les raisons des transferts de leadership technologique. Il apparaît alors que deux facteurs sont cruciaux. Premièrement les efflorescences tendent à survenir pendant les périodes où commerce international et contacts soutenus conduisent à un certain métissage des cultures et des idées. Elles prennent naissance, en second lieu, dans les centres du commerce international qui voient les acteurs (mais aussi les biens et les techniques) répondre à des demandes commerciales multiples. On pourrait ajouter un troisième facteur : de telles efflorescences semblent plus probables pendant les périodes de reconstruction suivant une dépression, ou encore celles qui voient un défi de taille ou un changement dans le gouvernement (ou la société) capable de libérer les énergies nouvelles de certains groupes sociaux, voire d'étendre l'intégration et l'ordre à de plus vastes territoires. Ceci a été spécifiquement le cas pour la Hollande au cours de son émancipation de l'autorité espagnole et pendant son développement en un centre de commerce global au cours de son âge d'or. Ceci l'a été tout autant pour l'Angleterre à la suite de sa révolution de 1688 et de la victoire qui a fait d'elle une puissance impériale atlantique, comme du reste pour la Chine des Qing. À l'inverse, les efflorescences semblent improbables à la fin des périodes d'ordre politique et social incontesté, puisque la conformité aux pratiques anciennes y est alors assurée par la coutume et le gouvernement des élites [Goldstone, 1987], improbables aussi dans les sociétés isolées des influences transculturelles³.

3. Le Japon des Tokugawa pourrait être considéré comme le contre-exemple d'une économie « fermée » mais n'en ayant pas moins vécu une efflorescence au xviii^e siècle. Il s'agirait là pourtant

L'EXPLICATION DE L'ESSOR DE L'OCCIDENT

Si donc, au niveau macroéconomique, l'expérience de la Chine des Qing au XVIII^e siècle fut en tout point comparable à celle de l'« âge d'or » hollandais, comme aux réalités anglaises de la « Révolution industrielle », au cours de ce même XVIII^e siècle, une énigme demeure : pourquoi l'Angleterre a-t-elle pu éviter le déclin qui suit habituellement une efflorescence et créer au contraire une croissance auto entretenue après 1830 ? Deux réponses sensiblement différentes ont été proposées récemment. Pomeranz [2000a] a défendu l'idée que ce furent d'abord les ressources du Nouveau Monde, permettant un approvisionnement en bois, céréales et coton, qui permirent à l'Europe, et à l'Angleterre en particulier, d'éviter les contraintes malthusiennes. À la suite de Nef [1964], Wrigley [1988] a mis davantage l'accent sur la disponibilité immédiate de charbon en Grande-Bretagne et sur la longue tradition d'utilisation de la houille, quoique Pomeranz admette aussi l'importance de ces derniers facteurs.

Il nous semble pourtant qu'aucune contrainte, pas plus qu'aucun avantage, en termes de ressources, ne devraient être invoqués à charge ou à décharge, pour expliquer la trajectoire anglaise originale de développement ou encore les autres cheminements, chinois ou hollandais. Si l'on prend l'exemple de la houille, il est sans doute possible d'avancer que son abondance en Angleterre, comme la longue histoire de son exploitation minière et de son usage, donnaient à la Grande-Bretagne un avantage initial dans le développement d'une industrie fondée sur cette source d'énergie. Néanmoins, la croissance économique anglaise de la fin XVIII^e et du XIX^e siècle se fondait tout autant sur la manufacture de cotonnades que sur la mine de charbon. Pourtant le coton était totalement absent de ce pays, rendant l'Angleterre entièrement dépendante des importations, à la différence du charbon présent en abondance. Et si c'était la Chine qui avait réalisé une telle percée initiale dans les cotonnades, nous dirions sans doute aujourd'hui que la Grande-Bretagne ne pouvait espérer devenir un leader industriel dans cette branche en raison de son éloignement de toute source d'approvisionnement pour cette fibre cruciale.

La Chine possédait de fait beaucoup de coton et beaucoup de charbon, ces deux ressources étant par ailleurs largement utilisées. Et si Pomeranz [2000a, p. 65] avance l'idée que l'essentiel du charbon chinois était plutôt

d'une grave sous-estimation des contacts japonais avec le reste du monde. Bien que les Japonais fussent interdits de voyage à l'étranger, les exportations massives d'argent japonais ramenèrent des textiles, des semences et des techniques, de Corée et de Chine, durant tout le XVIII^e siècle [Sugihara, 1996, p. 36-38]. De plus, même si le contact physique avec les Néerlandais se limitait à Nagasaki, les idées et les livres de l'Occident ne restaient pas au port et pénétraient les milieux des élites dans l'ensemble du Japon.

éloigné des grands centres manufacturiers du bas Yangzi, on peut lui répondre qu'une société capable de déplacer des grains et des vêtements de coton en grande quantité et dans toutes les directions de son territoire pouvait aussi déplacer du charbon. Il est clair que la Chine appréciait le charbon à sa juste valeur : ainsi un édit impérial de 1597 faisait remarquer que le charbon constituait une « nécessité de la vie quotidienne » à Pékin [Wang, 2000, p. 102]. Les mines de charbon étaient importantes dans le district de Boshan, au Shandong, mais aussi près de Pékin, et se trouvaient être équipées de deux puits d'air pour la ventilation et de treuils pour ramener la houille en surface. En revanche, les inondations limitaient la profondeur d'exploitation. Plus généralement, dans toutes les mines, qu'elles soient de plomb, de charbon ou de tout autre minerai, « les problèmes de drainage handicapaient toute exploitation en profondeur » [Fang *et al.*, 2000, p. 289]. Ainsi, malgré un autre décret impérial de 1740 qui encourageait l'exploitation minière privée du charbon et bien que les officiels aient considéré le charbon comme une ressource importante de leur district, l'accumulation d'eau dans les mines faisait monter les prix au cours du XVIII^e siècle et les fonctionnaires Qing se plaignaient du caractère illimité des dépenses requises pour drainer les mines de cuivre et de charbon, en dépit des « centaines de stratagèmes employés » [Elvin, 1996, p. 92-93]. Présent sur une mine du Shandong en 1867, le Révérend Williamson faisait les observations suivantes :

Le système chinois d'exploitation des mines est incapable d'accéder aux couches les plus basses et les meilleures... Un puits est ainsi creusé ou encore un trou est fait aux flancs d'une colline, à angle plus ou moins aigu, et ils se mettent au travail jusqu'à ce que l'eau monte : alors ils quittent cet endroit et ouvrent un autre puits [cité par Elvin, 1996, p. 92].

Il doit donc être clair que les Chinois avaient accès à cette ressource et connaissaient la houille d'expérience. Par contre, ils étaient confrontés à ce même problème qui devait stimuler l'ingéniosité britannique et amener le développement de pompes à vapeur. Mais les Chinois manquaient des connaissances scientifiques et des notions d'ingénierie pour trouver la solution, et ce en dépit de leur niveau clairement élevé de performance technique dans des secteurs allant de la construction navale à l'agriculture et à la gestion de l'eau. Si les Britanniques n'avaient pas été confrontés à un problème semblable, il est tout à fait possible qu'ils n'aient pas développé non plus le moteur à vapeur encore qu'il y ait loin de la rencontre du problème à la dynamisation de toute la société pour en trouver la solution.

Et il est un fait que toutes les ressources naturelles, qu'il s'agisse de coton indien ou américain, de charbon anglais ou belge, d'argent japonais ou américain, de fer ou de bois suédois, étaient achetées et commercialisées à l'échelle globale au XIX^e siècle. Si les importants dépôts de charbon avaient

été trouvés en Bretagne plutôt qu'en Grande-Bretagne, il est probable que l'industrialisation britannique aurait suivi le cours qui fut le sien, les expéditions de charbon se faisant de Brest au lieu de Newcastle, sans qu'il y ait besoin alors d'établir une corrélation douteuse entre développement industriel et ressources nationales.

Le goulet d'étranglement fondamental des économies préindustrielles était en fait assez simple et ne se situait ni dans la terre, ni dans les autres matières premières, mais dans l'énergie [Cardwell, 1972 ; Malanima, 2001]. Avec suffisamment d'énergie à disposition, toute terre pouvait être améliorée par l'irrigation et l'application de fertilisants produits ailleurs, les fibres pouvaient être importées et transformées en produits finis, les grains pouvaient être récoltés et battus avec beaucoup moins de main-d'œuvre, les briques et autres matériaux de construction pouvaient être fabriqués et transportés, les goulets d'étranglement de la construction et du transport pouvaient être levés. Partout où des percées se produisirent en matière d'utilisation de l'énergie, que ce soit avec le charbon de bois, la tourbe, la houille ou le coke, elles entraînèrent très rapidement des gains économiques.

Toutes les économies préindustrielles étaient confrontées à deux problèmes pour ce qui concerne l'énergie : sa quantité et sa concentration. La quantité d'énergie disponible pour toutes ces économies se réduisait aux courants d'eau, aux animaux ou aux hommes qu'il fallait nourrir, enfin au vent qu'il fallait « capturer ». Dans toute aire géographique donnée, cette quantité était strictement limitée et même, pour ce qui est de l'eau et du vent, largement variable. L'énergie calorifique de son côté était tout aussi limitée par la couverture forestière ou du fait de son absence.

Mises à part ses quantités limitées, l'énergie ne pouvait non plus être concentrée en un seul endroit. Pour pouvoir actionner une centaine de moulins à eau, ces derniers devaient être dispersés sur les rivières existantes plutôt que concentrés en un lieu unique. L'énergie des chevaux ne pouvait être « capturée » que par des attelages harnachés qui devenaient malaisés à gérer au-dessus d'une douzaine d'animaux. Certes les esclaves ou les travailleurs salariés pouvaient être coordonnés par centaines, voire par milliers, rendant ainsi possible des constructions gigantesques et des manufactures concentrées, mais, là encore, cette source d'énergie ne pouvait croître plus vite que la subsistance fournie par l'agriculture et le commerce. En conséquence, si des villes existaient bien pour assurer de façon concentrée le stockage des denrées, la production d'artefacts et la consommation, en revanche, de grands centres urbains comme Manchester ou Birmingham, fondés sur l'utilisation de l'énergie en vue d'une production en usine, ne pouvaient tout simplement exister en l'absence d'une production mécanisée d'énergie par le biais des machines à vapeur – avec

toutes leurs conséquences sur la main-d'œuvre urbaine et leur effet sur la démocratisation de la société.

Une seule percée fut finalement suffisante pour lever ces deux goulets d'étranglement liés aux quantités et à la concentration, la machine à vapeur, perfectionnée entre 1770 et 1830, qui permit de récupérer les abondants combustibles fossiles dispersés sur toute la terre et de convertir leur énergie potentielle en travail utilisable. Si les premières expériences d'usage direct de la pression liée à la vapeur d'eau pour déplacer des objets nous renvoient à la Grèce ancienne, la question de l'utilisation de l'énergie calorifique pour engendrer des mouvements suffisamment puissants et réguliers pour actionner des pompes ou d'autres machines ne fut résolue qu'avec le développement du moteur à piston atmosphérique de Newcomen. Cette invention dépendait d'une connaissance du pouvoir de la pression atmosphérique et d'une compréhension de la façon dont un vide pouvait être produit dans un cylindre clos par la vapeur se condensant. Sans la connaissance scientifique pour concevoir une telle machine, tout le charbon du monde n'aurait pu fournir l'énergie nécessaire à cette puissance de mise en mouvement. Ce fut en définitive la capacité de maîtriser cette puissance de déplacement qui donna à l'Angleterre son exceptionnelle croissance économique au XIX^e siècle. Comme Berg [1994, p. 207] l'a bien noté, ce n'est pas la seule machine à filer, opérationnelle depuis 1770, qui procura sa suprématie à l'Angleterre, mais bien plutôt l'application de la machine à vapeur au filage, au transport sur eau et sur terre, à la fabrication de briques, au battage des grains, à la fabrication métallurgique, au pelletage, à la construction et à tous les procédés manufacturiers qui ont transformé l'économie britannique⁴.

Il serait difficile de surestimer l'avantage ainsi donné à la première puissance économique, politique et militaire, d'avoir pu concevoir un moyen d'extraire du travail utile à partir de l'énergie propre aux combustibles fossiles. L'invention de la poudre à canon et sans doute la maîtrise du feu aux temps préhistoriques [Goudsblom, 1992] constitueraient des avantages

4. En mettant de côté le charbon et la machine à vapeur, on peut se demander pourquoi la Chine ne réalisa pas l'efflorescence prémoderne consistant à adapter l'énergie hydraulique à la mécanisation des manufactures cotonnières. La Chine disposait certainement à cet effet de toutes les matières premières et de toute la technologie nécessaires : la conception de machines mues par cette énergie hydraulique et destinées à filer le chanvre ou le ramie était présente depuis plusieurs siècles [Elvin, 1973]. Il s'agit là d'une question qui continue de faire débat et j'ai tenté d'y répondre en invoquant les facteurs culturels qui ont limité le déploiement de la force de travail féminine dans une production déconnectée du foyer [Goldstone, 1996]. Mais l'argument décisif, pour ce qui nous concerne ici, c'est que même si la Chine avait franchi cette étape du filage mu par énergie hydraulique, ce fait n'aurait pas, en soi, suffi à lancer une Révolution industrielle. Il aurait fallu pour cela une systématisation des connaissances concernant la pression de l'air, la notion de puissance et son utilisation dans la construction de moteurs à combustion. Et sur ce dernier point, il n'existe pas de trajectoire technologique chinoise autonome.

du même niveau, à cette réserve près que la transformation de l'énergie calorifique de certains combustibles en un travail fiable et discipliné a été autrement plus complexe que les deux autres. Il faut aussi faire remarquer que la substitution du charbon au bois et au charbon de bois pour fournir de la chaleur ne constitue pas une percée majeure ; bois sec et résidus de récolte sont semblables au charbon en termes de pouvoir calorifique (15 à 20 mégajoules par kilogramme) et au charbon de bois (28 à 32 MJ/kg). Les pays qui manquaient de réserves de charbon pouvaient néanmoins maintenir leurs sources de combustible en planifiant la reforestation par des arbres à croissance plus rapide, à l'exemple du Japon [Totman 1993] ou en profitant de forêts abondantes comme en Russie ou aux États-Unis. Ce qui comptait vraiment, c'était de pouvoir convertir la chaleur en travail utile et, ceci étant acquis, la quantité disponible en énergie à partir du bois ou du charbon devenait indifférente. La capacité moyenne de production des machines à vapeur de Watt de la fin du XVIII^e siècle était à peu près cinq fois celle des moulins à eau de l'époque, mais elles pouvaient être multipliées, c'est-à-dire localisées et concentrées sans dépendance à l'égard des débits et hauteurs de chute des courants [Smil, 1994, p. 164].

Les avantages que l'Angleterre tira de sa capacité à exploiter le charbon pour produire de l'énergie peuvent s'apprécier en comparaison avec la Chine. En s'appuyant principalement sur le bois, l'Angleterre de 1700 utilisait chaque année moins du douzième de l'énergie tirée de combustibles par la Chine des Qing. Autour de 1850, les 18 millions d'habitants de l'Angleterre utilisaient presque autant d'énergie à partir de combustibles que les 300 millions d'habitants de toute la Chine. Et l'Angleterre n'était pas au bout de ses progrès. Autour de 1900, date marquant peut-être le point culminant de la puissance anglaise globale, le charbon britannique fournissait à peu près un quart de la production mondiale d'énergie à partir de combustibles, et ce pour une population (y compris Écosse et Irlande) représentant moins de 3 % de la population mondiale [Smil, 1994, p. 186-187].

Il n'en reste pas moins que mettre l'accent sur la machine à vapeur en tant que percée cruciale marquant une charnière entre deux époques représente une approche insuffisante. La machine à vapeur représentait seulement un élément constitutif d'une « culture d'ingénierie » qui changeait la façon dont la société appréhendait les problèmes de la production. Si l'on peut donc parler d'une Révolution industrielle, celle-ci commence au début du XIX^e siècle avec l'application, sur une échelle significative, de la vapeur et des principes modernes de physique, de mécanique et de chimie (en premier lieu la physique des gaz développée par Boyle mais aussi les lois du mouvement de Newton destinées à calculer l'énergie déployée par les machines) à la production et au transport. C'est seulement arrivée à ce point que l'économie croît, non pas par le seul investissement, ni même

par la croissance des intrants, la spécialisation ou l'innovation des artisans, ni encore par l'action de quelques innovations majeures mais autolimitées, mais bien par l'application la plus large de la science à l'industrie (et à l'agriculture) à travers une coopération intentionnelle entre les entrepreneurs, ceux qui recherchent les savoirs fondamentaux et enfin une nouvelle classe d'ingénieurs dont le but est de rendre les découvertes des seconds utiles aux premiers [Bekar et Lipsey, 2000].

Ce nouvel ensemble de relations et de méthodes destinées à accroître la productivité ne constituait pas simplement des progrès techniques. Il matérialisait plutôt le résultat de changements inhérents à la culture des affaires et du commerce, changements dans la façon même dont les acteurs économiques pensaient le progrès. Un élément clé fut l'apparition de ce que Carroll-Burke [2001] a nommé la « science des machines » avec tout le développement de cette dernière comme relevant des fondements du travail scientifique en Grande-Bretagne. Un second élément fut, selon Jacob [1997], l'essor dans ce pays d'une « culture scientifique » plus large et fortement reliée au travail sur les « machines ».

SCIENCE DES MACHINES ET CULTURE D'INGÉNIERIE

Le moteur atmosphérique, dont le développement conduisit au moteur à vapeur proprement dit, n'est possible que si l'on admet certains faits (notamment qu'il est possible de créer un vide et que la pression atmosphérique exercée sur un tel vide est assez puissante pour exercer un travail utile) et si l'on utilise ensuite ces faits dans la conception de machines capables de créer du mouvement. Néanmoins ces phénomènes sont tout sauf évidents par eux-mêmes et, de fait, les philosophes cartésiens continueront de nier la possibilité de ce vide au long du XVIII^e siècle. Par ailleurs, la diffusion de telles connaissances auprès de ceux qui les utiliseraient pour des finalités économiques pratiques ne peut guère être tenue pour certaine.

Ces phénomènes fondamentaux furent découverts grâce aux recherches expérimentales sur le vide, les gaz et la pression atmosphérique menées à la fin du XVII^e siècle par Boyle, Torricelli, Pascal et Von Guericke. Boyle stupéfia son auditoire avec une expérience utilisant sa toute nouvelle pompe à vide et démontrant qu'un piston introduit dans un cylindre où le vide avait été fait, serait entraîné à l'intérieur de celui-ci avec une force suffisante pour soulever un poids de 100 livres [Jenkins, 2000, p. 161]. Torricelli et Pascal utilisèrent ce nouvel outil qu'était alors le baromètre pour démontrer l'existence de la pression atmosphérique et la mesurer, tandis que Von Guericke se servit de plusieurs appareils pour montrer combien la pression de l'air pouvait être forte si on l'appliquait contre le vide.

L'utilisation de tels instruments ou appareils pour nourrir la découverte était en soi une innovation cruciale consistant à regarder le monde au moyen d'« engins », ce qu'on peut appeler une science de l'ingénierie. Carroll-Burke [2001] indique plusieurs types de ces dispositifs techniques qui devinrent largement acceptés en Europe à partir du XVII^e siècle : les graphiques, appareils optiques, les compteurs, les chambres diverses utilisées en physique et les machines. Boyle lui-même présentait sa pompe à vide comme un « engin » destiné à examiner la force de l'atmosphère [Jenkins, 2000, p. 161]. De fait, une étape fondamentale dans l'évolution depuis l'observation pure, la collecte et la classification – consubstantielles à toutes les grandes civilisations d'Eurasie et du Nouveau Monde et fondements de leur astrologie, de leur astronomie mais aussi de leur médecine et de leur botanique/zoologie – jusqu'à la science et l'ingénierie, fut franchie quand on remplaça l'observation immédiate par l'utilisation d'« engins capables de prodiguer un savoir naturel » [Carroll-Burke, 2001, p. 601]. Et Collins [1998, p. 536] considère que l'essence de la découverte efficace dans la science moderne réside dans « l'usage de nouveaux instruments destinés à découvrir » plutôt que dans une confiance dans les déductions logiques et la simple observation immédiate, fût-elle systématique, du monde environnant.

Il est vrai que la pure observation peut se révéler, comme l'ont noté Shapin [1994] et Shapiro [1983], tout à fait indigne de la confiance qu'on lui accorde : magie, drogues, illusions d'optique et problèmes d'éclairage peuvent en effet tromper nos sens. La construction de la confiance dans les faits vient du fait qu'on se focalise sur des propositions éprouvées et partagées. Cependant il existait des approches différentes quant à la méthode nécessaire pour arriver à ces propositions et le XVII^e siècle connut une divergence entre la logique déductive des cartésiens et les études empiriques britanniques pour déterminer quel était le fondement de la connaissance scientifique. Certaines propositions peuvent être établies par une logique rigoureuse : c'est la procédure qui fut utilisée par les mathématiciens et les philosophes depuis Aristote jusqu'à Descartes. Mais une autre voie résidait dans la focalisation sur un ensemble de procédures pour « fabriquer » des faits : c'est là ce que la science de l'ingénierie pouvait procurer.

La fascination pour les instruments paraît avoir été globale à partir du XII^e siècle, comme en témoignent les instruments chinois d'astronomie et les instruments d'observation et d'astronomie fabriqués par les jésuites à l'époque des Qing, aujourd'hui présentés au grand public à Pékin [Waley-Cohen, 1999, p. 6]. Il y a pourtant loin de la fascination pour les instruments à la confiance en ces derniers comme moyens premiers pour obtenir un savoir objectif, au prix éventuel du rejet de l'observation et de

la connaissance immédiates et non assistées. S'appuyer sur les instruments et machines pour créer un savoir de la nature devint une pratique générale en Europe, parmi les élites scientifiques, au début du xvii^e siècle. Elle se développa toutefois particulièrement en Angleterre.

C'est dans ce pays qu'apparaît pour la première fois l'expression d'« appareil philosophique » dans une lettre écrite par Hartlib à Boyle en 1649 [Gabbey, 1993, p. 141]. Dans son *Catalogue des Raretés naturelles et artificielles appartenant à la Société royale* publié en 1681, Grew distingue comme catégorie particulière les instruments liés à la « philosophie naturelle ». Les appareils scientifiques devinrent, en Grande-Bretagne et sans évolution équivalente sur le continent, les éléments de base, non seulement de l'enquête scientifique, mais encore de l'enseignement général et de l'information du public, en lien avec les nouvelles découvertes de la philosophie naturelle [Jacob, 1988]. À l'opposé, c'est la méthode cartésienne de déduction logique qui devint, sur le continent, le moyen dominant de parvenir à des vérités concernant la nature. Les instruments restèrent partout utilisés pour contempler le ciel et comme outils dans les présentations de curiosités scientifiques, mais l'utilisation d'instruments comme outils de découverte et de vérification de vérités essentielles concernant la nature devint presque un monopole britannique, vers le milieu du xviii^e siècle.

Alors que les découvertes fondamentales tiraient parti de recherches faites dans toute l'Europe, l'utilisation de ces phénomènes dans le but de construire des moteurs à vapeur concrets se développa surtout en Grande-Bretagne. Ceci est imputable à l'évolution particulière de la culture scientifique dans ce pays, laquelle amena une confiance dans les machines pour comprendre le monde, confiance devenue dominante dans la culture scientifique et même sans doute un trait caractéristique de la culture britannique. Mokyr considère qu'elle révèle « une bifurcation intellectuelle du xvii^e siècle », la science britannique devenant à la fois plus expérimentale et plus pragmatique au plan commercial, contrairement à la science continentale qui se faisait plus abstraite, déductive et formelle [Mokyr, 1999a, p. 52]. Ainsi l'étude extensive des lois newtoniennes du mouvement, par exemple, fut retardée ou édulcorée pendant plus d'un siècle sur le continent : les universités espagnoles « continuaient à résister à toute tentative d'enseigner la physique de Newton, encore dans les années 1780 » [Perez-Diaz, 1988, p. 271]. Même l'Église réformée néerlandaise trouvait que sa cosmologie était par trop sacrilège pour être tolérée [Finegold, 1996 ; Davids, 1995, p. 360 ; Israël, 1995, p. 895-897]. Seuls les Britanniques adoptèrent résolument les thèses de Newton et développèrent une culture populaire de classes moyennes fondée sur un intérêt croissant pour les démonstrations mécaniques et les lois physiques [Jacob, 1988, p. 112 ;

Jacob, 2000, p. 323 ; Black, 2000, p. 155]. Si la science moderne avait donc des racines dans toute l'Europe, la branche relative aux enquêtes scientifiques fondées sur les machines mûrit et se développa, en tant que culture populaire, seulement en Grande-Bretagne⁵.

Plutôt que de considérer la science moderne comme le déferlement d'une « vague mécaniciste » sur toute l'Europe, il serait ainsi plus approprié de considérer que les différentes approches, philosophie naturelle, expérimentation instrumentale et autres techniques de recherche, se sont répandues par des canaux distincts à travers l'Europe, parfois sans doute en se rencontrant et en se combinant, mais avec des développements à l'évidence plus marqués dans certains champs de recherche et dans certaines régions que dans d'autres. Par exemple, au cours du xvii^e siècle, « l'histoire naturelle est restée descriptive et essentialiste, restant à l'écart de tous les éléments qui devenaient dominants dans la révolution scientifique, à l'exception de son insistance sur l'observation directe » [Osler, 2000, p. 19]. Ainsi la philosophie de la mécanique développée par les cartésiens et qui domina les thèses de Newton, sur le continent, durant tout le xviii^e siècle, s'avéra incapable de fournir la mesure exacte des forces et sa cosmologie des tourbillons se révéla grossièrement erronée. Pour reprendre le mot d'un confrencier newtonien de l'époque, Jean Desaguliers, « quand la fable de Monsieur Descartes eût remplacé la physique aristotélicienne, le monde ne gagna pas vraiment au change » [*in* Jacob, 2000, p. 316].

Jacob [1988, 1997], Dobbs et Jacob [1995] et Inkster [1991] ont montré à quel point la culture scientifique en Angleterre, imprégnée de cette culture d'ingénierie, suscita une adhésion enthousiaste des adeptes dans les milieux anglais de l'artisanat et de l'entrepreneuriat. L'Angleterre devint ainsi le pays d'origine et d'épanouissement des ingénieurs modernes, ces

5. Landes [1983, 1998] et Crosby [1997] ont beaucoup insisté sur l'importance des « mesures de précision » dans l'essor final de l'Europe. Mais ils concluent très vite à une trajectoire automatique et inévitable, partant de l'existence de compétences pour fabriquer de tels appareils de mesure et de l'intérêt qui leur était porté, pour aboutir à l'utilisation spécifique de ces instruments nés de la science des machines du xvii^e siècle. De fait, les pays qui furent pionniers dans la mesure de précision au Moyen Âge et à la Renaissance – La Hollande, La Suisse, l'Allemagne et l'Italie – n'étaient plus aux avant-postes du progrès de cette science des machines après 1700. Et quand les Jésuites firent connaître aux Chinois ces outils de mesure précise, ceux-ci trouvèrent peu d'intérêt à en faire des adjuvants d'une révolution ontologique. Ce n'est pas qu'ils n'étaient pas concernés car, pour ce qui est de la cartographie, les concepteurs chinois avaient depuis longtemps atteint des niveaux de précision qui allaient bien au-delà de tout ce qu'on pouvait trouver dans l'Europe du xvi^e siècle et les Chinois disposaient par ailleurs de calculateurs mécaniques plus rapides et plus précis qu'en Europe [Goldstone, 2000b]. En fait, ce qui importait, c'était plutôt ce que les « philosophes de la nature » du xvii^e siècle et les ingénieurs britanniques du xviii^e firent de la mesure de précision. Si Landes et Crosby ont donc raison d'affirmer que les développements ultérieurs tirèrent profit des améliorations médiévales et postérieures en matière de mesure, ces développements n'étaient absolument pas inéluctables sur la simple base de la possibilité de telles mesures.

artisans spécialisés dans la conversion des principes de la philosophie naturelle en mécanismes, non seulement utiles à la production par les entrepreneurs, mais encore fondés sur des mesures précises au moyen d'abaques et d'instruments d'observation. Cette culture d'ingénierie et les ingénieurs qu'elle forma développèrent la machine à vapeur mais furent aussi les agents de son amélioration et de ses applications les plus larges, comme du reste des améliorations et applications d'une foule d'autres inventions et d'idées empruntées. C'est John Smeaton qui accrût ainsi l'efficacité de la vapeur comme source d'énergie grâce à des mesures précises et c'est bien James Watt qui, le premier, créa les unités mêmes de mesure de la puissance (l'étalon du « cheval-vapeur » est imputable à son travail).

Ce sont finalement ces notions d'optimisation, de perfectionnement et d'amélioration constante de la production par l'ingénierie qui ont créé cette supériorité britannique particulière dans la production, laquelle irrigua toute son économie et la transforma, au-delà de toute reconnaissance possible, aux alentours de 1850. Les qualifications pratiques acquises dans la construction des machines firent aussi de l'Angleterre le cœur de l'Europe pour la construction de mécanismes de toutes sortes [Cardwell, 1972, p. 145]. Et, pour en revenir à l'importance de l'énergie et des machines comme à leur interpénétration avec la culture anglaise, ce n'est pas non plus un hasard si les termes scientifiques universels pour mesurer l'énergie (à savoir le « Joule », du nom de James Prescott Joule), la force (le « Newton ») ou encore la puissance (le « Watt ») sont des noms anglais.

Si l'on se focalise particulièrement sur la machine à vapeur, on peut retrouver toutes les phases de son développement et tous ses progrès successifs dans le récit des idées et expérimentations britanniques. C'est initialement en 1660 que Boyle publia son rapport sur un piston capable de soulever de grands poids grâce à la pression de l'air sur une chambre où le vide avait été réalisé. C'est ensuite en 1675 que Denis Papin, venu travailler comme assistant de Boyle, inventa sa « marmite » (il alla ensuite travailler pour la « Royal Society » dont il fut élu membre en 1680). C'est en 1699 que Thomas Savery breveta la première machine utilisable pour élever de l'eau au moyen de la pression s'exerçant sur du vide et en 1712 que Thomas Newcomen réalisa le premier moteur atmosphérique à piston.

Les machines de Newcomen se répandirent dans toute l'Angleterre pour pomper l'eau des mines, mais furent aussi utilisées dans plusieurs mines étrangères où quelques ingénieurs, notamment Helle en Autriche ou Polzunov en Russie, expérimentèrent des projets d'amélioration. Mais ces derniers n'aboutirent pas à cause du manque d'intérêt suscité et du trop fai-

ble nombre d'artisans capables de concrétiser leurs projets et de poursuivre leur œuvre [Pacey, 1992, p. 156 ; Strandh, 1979, p. 118-120]. Les étapes suivantes de l'amélioration des machines à vapeur furent toutes anglaises, d'abord dans le cadre d'une série d'inventions fécondes réalisées par Watt pour en accroître l'efficacité mais aussi engendrer un mouvement rotatif régulier, entre les années 1760 et 1780. Ce furent ensuite la machine à vapeur à haute pression et ses applications destinées à actionner un moteur mobile, développées entre 1800 et 1804 par Richard Trevithik. Beaucoup d'autres inventeurs et ingénieurs britanniques furent impliqués dans la résolution des problèmes pratiques de conception, fabrication et maîtrise des moteurs à vapeur destinés au transport et aux manufactures. Mais ce qui est remarquable, c'est qu'à chaque étape de ce processus l'intelligence des ingénieurs s'est trouvée confrontée à de redoutables obstacles, et c'est seulement en Grande-Bretagne que ces obstacles furent successivement levés, sur le siècle et demi entre 1660 et 1810. Il en résulta qu'autour de 1800, et « bien que la France fût en avance sur l'Angleterre pour ce qui est des sciences (notamment les mathématiques et la chimie), en matière de construction et de développement des machines à vapeur, les Français regardaient continuellement vers la Grande-Bretagne, à l'instar du reste du monde. Brugge confirme que même les meilleurs ingénieurs français dépendaient largement de ce qu'ils pouvaient glaner lors de leurs visites en Angleterre » [Crosland, 1969, p. 129].

La progression de la science des machines et sa diffusion dans la culture populaire, tout comme l'apparition d'entrepreneurs économiques, sans parler même de leur activisme, furent sans doute aussi facilités par d'autres éléments propres à la culture et aux institutions anglaises des ^{xvii} et ^{xviii} siècles. Nous citerons l'influence de l'Église anglicane et des courants dissidents, le penchant des élites politiques et sociales anglaises pour la concurrence en dépit de leur tempérament exclusif, la sécurité offerte par le droit anglais concernant les contrats, le commerce et la propriété, allant de pair avec la structure constitutionnelle équilibrée de l'État. De fait aucun de ces traits, quand ils étaient présents, n'allait sans contrepartie en Hollande, en Prusse ou en Suisse et ce n'est qu'en Angleterre qu'ils purent être combinés de façon particulière, la culture d'ingénierie faisant des progrès lors de chaque occasion de transformer la production et le commerce. Toutes ces subtilités ne peuvent être complètement étudiées ici, mais retenons simplement que, en dépit de l'attention fréquente accordée à ces facteurs, le rôle qu'a pu jouer cette exceptionnelle approche liée à la « science des machines » dans la connaissance et dans la production a été moins remarquée, bien qu'elle soit au moins aussi déterminante, sinon plus, pour cette conjoncture.

CONCLUSION

L'approche développée dans ce travail a donc considéré toute l'histoire prémoderne comme ponctuée par un grand nombre d'efflorescences. Elle a défendu l'idée que croissance et prospérité ne furent des monopoles, ni du monde moderne, ni du monde occidental. Au contraire, en de multiples lieux et époques, des occasions furent créées et saisies, le plus souvent dans des conditions d'échange culturel et commercial accru, comme de rénovation et d'expansion des institutions politiques, afin d'innover, d'augmenter la productivité, de permettre une croissance durable de la population et une urbanisation, en même temps que des niveaux élevés et croissants du revenu par tête. Néanmoins de telles efflorescences ont eu tendance à établir de nouveaux cadres économiques et institutionnels qui se sont eux-mêmes développés jusqu'à une sorte d'équilibre ou d'état d'inertie qui a vu les nouvelles innovations technologiques se ralentir et les élites politico-économiques chercher à défendre les modèles sociaux existants. De tels états d'inertie étaient prédisposés à la désintégration, au retour des contraintes malthusiennes (seulement levées de manière provisoire durant les efflorescences) et à l'effondrement de structures économiques et politiques imbriquées de manière complexe. Ce modèle dans son ensemble fut largement répété et permit à des civilisations différentes de franchir sans retour des paliers au-delà desquels des populations toujours plus nombreuses et des niveaux de vie plus élevés devenaient soutenable, en dépit de périodes de déclin⁶.

L'alternance de périodes de progrès et de déclin est donc tout à fait normale et constitue un processus répandu dans les différentes civilisations. Dans cette dynamique il n'y a donc pas vraiment lieu de s'interroger – même

6. Je n'entends pas accrédi-ter ici l'idée que les niveaux de vie progressaient pour tous les membres d'une société donnée. Des inégalités persistantes tendaient à limiter les gains à long terme pour le travailleur moyen. Ainsi les revenus des travailleurs agricoles anglais n'enregistrent aucune amélioration de long terme entre 1375 et 1725, en dépit de fluctuations amenées par les cycles de population [Clark, 2007 ; Van Zanden, 1999]. Il est possible aussi que la population totale de l'Angleterre n'ait guère changé entre 1350 et 1750 [Levine, 2000, p. 241-242]. Néanmoins, la croissance de long terme des villes, la taille des groupes de marchands et de bureaucrates, l'amélioration en matière de biens de consommation tels que le logement ou la vaisselle et les couverts en étain, montrent que, si les travailleurs moyens n'ont pas vu de grand changement entre les XIV^e et XVIII^e siècles, la société anglaise affichait, au final, une classe moyenne et une élite plus vastes et plus riches. De la même façon, la France du XVIII^e siècle, avec ses élites nombreuses et fortunées, qu'elles viennent de la ville ou de la noblesse, passait aux yeux des contemporains pour beaucoup plus riche que la France du Moyen Âge ou de la Renaissance, même si le niveau de vie des paysans ne changeait pas et si celui des travailleurs saisonniers dépendait de salaires qui étaient probablement plus bas. Ainsi différentes sociétés semblent être, dans leur ensemble, devenues plus riches à travers des efflorescences successives, en dépit du fait que cette progression n'a sans doute pas été évidente aux niveaux les plus bas de la pyramide sociale.

si la question a souvent été soulevée [Jones, 1988, Blue, 1999] – sur la raison de l’incapacité de la percée des Song à conduire à un développement continu en Chine, pas plus que sur les causes d’une croissance observée en Europe avant la soi-disant « Révolution industrielle » du XVIII^e siècle et jusqu’au Moyen Âge, ou encore sur la façon dont le Japon des Tokugawa a pu atteindre un niveau de vie prémoderne élevé sans pour autant mettre sur les rails sa propre Révolution industrielle. Toutes ces fausses énigmes sont nées d’une dichotomie erronée des économies entre des périodes et des régions de « croissance » ou de « non croissance ». Une telle typologie induisait l’idée qu’une fois effectuée la transition de la « non croissance » à la « croissance », une société ne se trouve plus à l’état prémoderne et que la croissance moderne doit suivre. Cette idée est fautive. La croissance est observable historiquement en de multiples lieux et de multiples périodes, mais selon un modèle de cycle et d’efflorescence plus que selon un schéma d’auto-entretien et d’accélération.

Nous avons suggéré ici que le principal goulet d’étranglement qui a empêché la croissance auto-entretenu et accélérée résidait dans la quantité et la concentration de l’énergie disponible pouvant être convertie en mouvement. Certes les moulins à vent, l’élevage animal, les forêts, les moulins à eau et les bateaux à voile ont progressivement accru la quantité d’énergie solaire, gravitationnelle et biologique mobilisable pour fournir utilement du travail. Néanmoins la levée décisive de ce goulet d’étranglement n’est survenue qu’avec la création de machines conçues spécifiquement pour convertir l’énergie des combustibles fossiles en travail, dans l’Angleterre du XVIII^e siècle, et avec l’application des machines correspondantes à un large éventail d’opérations agricoles, industrielles, militaires et relatives aux transports, d’abord en Angleterre puis en Europe, en Amérique du Nord et en Eurasie. Cette percée est apparue sur la base d’une culture d’ingénierie particulière, puis a renforcé cette dernière, et a fait dévier l’Angleterre des trajectoires continentales. Sa portée conférait à l’Angleterre et à l’Europe de tels avantages en matière d’énergie motrice qu’elle a contribué à l’illusion d’un « essor de l’Occident », de manière globale. Pourtant, la science des machines ne constituait qu’un développement très particulier à l’intérieur d’une culture européenne beaucoup plus large, un développement qui pouvait être adopté et assimilé par d’autres cultures (comme le Japon et d’autres cultures eurasiennes allaient bientôt le montrer) ; elle n’était donc pas le résultat de quelque avantage civilisationnel de l’Europe dans sa totalité.

Tout ceci implique finalement qu’il n’existe aucune « modernité », européenne ou universelle, que le monde devrait adopter ou combattre. Il existe par contre une spécificité culturelle européenne, la « science des machines », qui s’avère particulièrement utile pour engendrer une connaissance

de la nature et améliorer les processus de production. D'autres cultures ont adopté ce trait culturel spécifique, avec plus ou moins de détermination, tant il est vrai que la vision du monde qu'il charrie avec lui menace bien des éléments des autres cultures, comme il a du reste menacé la tradition catholique et classique au sein de laquelle il avait vu le jour. Mais, tout comme la tradition chrétienne s'est adaptée et a survécu, d'autres cultures le feront aussi. Il serait vraiment tout à fait normal de s'attendre à l'épanouissement de « multiples modernités » dans le mouvement qui voit les cultures non-européennes et cette voie de développement que constitue la « science des machines », avec tout ce qu'elle implique, réaliser leurs différentes adaptations [Eisenstadt, 2000 ; Wittrock, 2000].

Le machinisme induit-il une discontinuité historique ?
Industrialisation, modernité précoce et formes
du changement économique dans l'Histoire globale

*Kenneth Pomeranz*¹

Le texte de Jack Goldstone, « Efflorescences et croissance économique dans l'Histoire globale : une réinterprétation de "l'essor de l'Occident" et de la Révolution industrielle », constitue une contribution particulièrement lucide et utile à la réévaluation en cours des origines de la modernité européenne et globale. Il n'est pas surprenant que je sois largement en accord avec son contenu. Nous avons en effet été tous deux associés à ce qu'il est convenu d'appeler « l'école californienne » en Histoire globale et nous partageons une même conception générale selon laquelle différentes parties de l'Eurasie, entre XVI^e et XVIII^e siècles, avaient plus en commun aux plans économique, social et politique qu'il n'est généralement assumé par la littérature historique traditionnelle². Par ailleurs, un certain nombre des processus particuliers mis en évidence par Goldstone, notamment pour ce qui concerne l'âge d'or néerlandais et l'Angleterre des XVIII^e et XIX^e siècles, me paraissent des plus utiles. Il n'en existe pas moins certains problèmes théoriques que son concept d'efflorescence me paraît moins résoudre qu'éluider. Par certains côtés, Goldstone semble donner trop d'importance à l'histoire de cette « science anglaise des machines », l'érigeant en facteur clé de l'industrialisation et perdant ainsi une partie des acquis propres à une vision plus large de cette période, telle qu'elle a pu être développée dans la littérature récente.

Plus fondamentalement peut-être, je voudrais, en premier lieu, dire mon accord quant à la différence cruciale faite par Goldstone entre ce qu'il nomme « efflorescences » (c'est-à-dire des épisodes relativement prolongés d'augmentation du produit par tête, fondés sur une croissance smithienne

1. Traduction française par Philippe Norel.

2. Ma propre contribution à l'analyse de ces similitudes peut être trouvée dans Pomeranz [2000 ; 2002, p. 539-590 ; 2003].

et schumpéterienne) et ce qu'il qualifie de croissance kuznétsienne, ancrée plus largement sur le changement technologique. Je reconnais, en second lieu, qu'une partie de notre confusion relativement à la Révolution industrielle britannique provient du fait qu'une efflorescence assez peu nouvelle, au XVIII^e siècle, dans ce pays, a été immédiatement suivie d'une poussée de croissance technologique qui l'était bien davantage (et même sans précédent à l'époque), conduisant ainsi les scientifiques à chercher une explication unique à ce qui était, en fait, constitué de deux phénomènes. Je pense cependant que la distinction ainsi faite par Goldstone est par trop rigide, conduisant à des problèmes dont je vais reparler plus loin. En troisième lieu, j'admets volontiers qu'au milieu des nombreuses innovations technologiques de la Révolution industrielle, celles qui sont associées à la machine à vapeur – et qui ont rendu possible la transformation de l'énergie potentielle des combustibles fossiles en déplacement mécanique – sont clairement celles qui ont conféré son caractère marquant à la période en question.

En revanche je ne suis pas convaincu par la tentative de Goldstone visant à expliquer presque entièrement cette transformation par l'histoire de la « culture scientifique » et de la « science des machines » britanniques, sans référence aux dotations de facteurs, à l'économie politique et aux autres aspects d'un environnement socio-économique plus large. Dans la mesure où il n'est pas possible, à mes yeux, de faire une distinction aussi nette que celle de Goldstone, entre le développement technologique et ces autres éléments, il me semble que ce n'est pas une pure coïncidence si la percée britannique en direction de la « croissance moderne » a suivi de très près une période d'efflorescence.

Je ne suis pas non plus persuadé que l'on puisse homogénéiser les efflorescences à travers le temps comme le fait Goldstone. Il commence par critiquer les visions traditionnelles qui séparent historiquement un monde malthusien où la croissance soutenue du produit par tête était absente et un monde moderne marqué, par définition, du sceau d'une croissance pérennisable. Mais il est tout autant opposé à l'idée d'une période « moderne précoce », laquelle permettrait pourtant d'atténuer la séparation entre ces deux mondes. Il considère que des efflorescences surviennent en différents lieux et à des époques distinctes dans l'histoire préindustrielle, mais ne donne aucune signification particulière au fait que plusieurs épisodes de ce type s'accumulent dans les tout derniers siècles précédant l'industrialisation. Je voudrais défendre ici l'idée qu'il y a de bonnes raisons de conserver le concept d'une période « moderne précoce ». Il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que les développements caractéristiques de ces quelques siècles devaient mener à la croissance moderne n'importe où (et encore moins partout). Mais il est tout aussi difficile d'imaginer que la

croissance moderne ait pu apparaître sans les fondations qui furent posées, précisément durant cette période spécifique, fondations imputables pour partie aux phénomènes transrégionaux qui se démarquèrent alors de tout ce qui avait pu être connu jusque-là.

Le texte qui suit comporte trois parties. La première s'intéressera au concept d'efflorescence posé par Goldstone et à l'affirmation générale selon laquelle l'utilisation de ce terme peut nous permettre d'éviter deux ensembles de problèmes. Ce sont d'abord les questions persistantes qui résultent d'une division à la serpe de l'histoire entre périodes moderne et prémoderne (comme du reste d'une séparation entre sociétés occidentale et orientale). Ce sont ensuite les problèmes qui, d'après Goldstone, sont liés à l'ajout d'une troisième période, dite de « modernité précoce », mal définie et par trop téléologique. La deuxième partie traitera spécifiquement de l'explication que donne Goldstone de l'essor de l'industrialisation britannique. Celle-ci se fonde sur une distinction tranchée entre une efflorescence donnée et le démarrage de la croissance moderne, séparation permettant d'imputer cette croissance à une histoire de la science et de la technologie largement interne à la Grande-Bretagne. Je défendrai au contraire l'idée qu'une séparation aussi rigide cache le rôle de facteurs autres que la technologie et qui furent pourtant décisifs dans l'essor d'une croissance pérenne, y compris certains éléments qui dépendaient de la place prise par la Grande-Bretagne dans le monde. Enfin, la troisième partie fera retour sur des problèmes plus théoriques. Elle s'attaquera surtout aux justifications qui amènent à poser une période « moderne précoce », comme aux modalités selon lesquelles les changements dans nos échelles temporelles affectent notre manière de raconter l'histoire. Elle traitera aussi de la façon dont nos stratégies visant à choisir et caractériser le changement historique peuvent se différencier quand nous devenons plus conscients du caractère global, ou au moins transcontinental, du cadre de référence.

EFFLORESCENCES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE AVANT 1800

Goldstone nous rappelle d'abord les nombreux travaux qui ont divisé l'histoire économique globale en deux périodes fortement contrastées. On trouve d'un côté notre propre période « moderne » de croissance par tête soutenue, tirée par l'accumulation du capital et par des innovations technologiques et organisationnelles, ces différents moteurs ayant permis qu'une quantité donnée de tous les facteurs de production (terre, travail et capital) produise plus que précédemment. On rencontre, à l'opposé, une période malthusienne très longue, caractérisée par une croissance presque exclusivement extensive, c'est-à-dire basée sur des inputs accrus en ter-

mes de terre, de travail et/ou de capital plutôt que sur des améliorations apportées à leur utilisation.

Attendu que la croissance démographique ne peut, par définition, rendre compte à elle seule de la croissance par tête, tout progrès du bien-être humain moyen devait être lié, soit à une hausse du stock de capital, soit à celle de la surface de terre mise en valeur. Phénomène plus important, toute hausse du revenu par tête était vouée à être remise en cause, l'amélioration des niveaux de vie réduisant les taux de mortalité et/ou augmentant les taux de natalité (par exemple au moyen des mariages précoces) et conduisant l'essor démographique à compenser l'accroissement initial des terres (ressource à l'évidence limitée) comme celui du capital (facteur qui ne pouvait être rapidement accumulé à ces niveaux encore faibles du revenu). Et même si des innovations venaient augmenter la productivité totale des facteurs, les surplus démographiques, consécutifs à cette relative prospérité, absorberaient encore ces gains de productivité ; dans ces conditions l'image de la période est bien celle d'une stagnation ponctuée de crises périodiques.

On considère souvent que cet ensemble malthusien de lois s'est imposé partout avant 1800 et a concerné les sociétés non-occidentales jusqu'à une date plus récente encore (voire jusqu'à la période actuelle)³. Dans le cas de ces dernières, la carence en terme de croissance à long terme a souvent été attribuée à une certaine « immobilité » de la société, de la culture et de la politique, un État et/ou une élite tyrannique gouvernant d'une manière si oppressive qu'aucun développement réel n'était possible. Certains auteurs ont utilisé ces mêmes clés d'analyse pour comprendre l'Europe médiévale (mais ne les ont pas appliquées aux périodes de l'Europe, classique, de la Renaissance et de ses suites, où ils situent traditionnellement les préconditions de la percée postérieure à 1800)⁴. Comme Goldstone le fait remarquer, bien peu d'historiens travaillant sur les périodes et lieux supposés caractérisés par ces « limbes malthusiens » accepteraient encore ces affirmations sous une forme aussi abrupte : les preuves d'un dynamisme présent dans beaucoup de ces autres temps et autres continents sont tout simplement trop évidentes. Il n'en reste pas moins qu'une telle histoire dichotomique nous imprègne encore et vient donner le ton à bien des travaux relevant des « grands récits »⁵.

3. M'en tenant aux objectifs de ce texte, je laisse ici la question de savoir si la croissance moderne s'avérera soutenable sur le long terme. Elle a de fait duré suffisamment longtemps pour être considérée comme un phénomène important et probablement unique dans l'histoire.

4. Pour une argumentation approfondie contre l'« exception occidentale » supposée dans ces analyses, voir Goody [2004 et 2007].

5. Goldstone cite Diamond, Landes et Maddison comme exemples. Le récent livre de Gregory Clark, *A Farewell to Alms : a Brief Economic History of the World*, Princeton University

C'est pour tenter d'échapper à cette narration historique binaire de l'histoire économique que Goldstone propose le concept d'efflorescence, c'est-à-dire « un retournement ascendant de certains indicateurs démographiques et économiques pertinents, allant de pair avec un essor du politique et une certaine institutionnalisation, tout comme un effort de mise en cohérence idéologique et de consolidation des acquis ». En donnant ainsi un nom à ces épisodes de l'histoire économique antérieure à 1800, Goldstone espère les sortir des ombres du malthusianisme et nous aider à réaliser qu'ils constituent un phénomène bien trop répandu et fréquent pour être ignoré dans la caractérisation du long terme de l'histoire préindustrielle. Ce faisant il espère saper à la base les deux dichotomies habituelles, « Europe » contre « Asie » d'une part, « croissance économique moderne contre stabilité » d'autre part.

Si j'éprouve une certaine sympathie envers ces deux objectifs, je me demande pourtant si les « efflorescences » sont à la mesure de la tâche qui leur est assignée. D'un côté il est probablement impossible de bannir toute forme de dichotomie « moderne/prémoderne » des livres qui adoptent une perspective de très long terme : pour qui adopte un filtre quelque peu grossier, la dichotomie est bien là. Dans la période entre 1750 et 1900, des portions significatives de la planète ont fait l'expérience à la fois de taux de croissance démographique et de croissances par tête inédits jusqu'alors, phénomènes qui se sont ensuite accélérés et diffusés pendant plusieurs décennies pour finalement (en tout cas en ce qui concerne la croissance par tête) continuer plus ou moins jusqu'à nos jours. Dans un repère pourvu d'une échelle temporelle suffisamment grande en abscisse, ces phénomènes feront toujours apparaître un point, dans les débuts du XIX^e siècle, indiquant le moment où la « stagnation » a laissé place au « dynamisme ». Le défi pour les historiens est bien alors de nous dire pourquoi aucune explication liée à cette échelle temporelle (comme d'ailleurs à toute autre) ne nous a fourni une compréhension satisfaisante de cette transformation. J'y reviendrai ultérieurement.

D'un autre côté, je ne suis pas sûr que nous ayons vraiment besoin de l'idée d'efflorescence pour établir que, premièrement, des périodes de croissance de la population et du revenu réel par tête, parfois soutenues sur plusieurs décennies, ont eu vraiment lieu avant 1800, deuxièmement, ces épisodes ont été très différents de ce que différentes parties du monde ont connu depuis 1800, tous les écarts durables au niveau de subsistance ayant été alors beaucoup plus modestes que ceux enregistrés durant l'ère

Press, 2007, s'affiche encore plus fermement sur cette ligne. Pour une critique se focalisant entre autres sur ce problème de périodisation, voir ma recension de ce livre dans *l'American Historical Review*, 113 : 3, juin 2008, p. 775-779.

« moderne ». Car au fond, l'essentiel du conflit entre la logique abstraite liée au monde malthusiano-ricardien et la réalité empirique du dynamisme prémoderne s'évanouit dès qu'on accepte l'idée que le niveau de « subsistance », dans toute société, est plus un fait social qu'un fait biologique immédiat.

Sur la durée, les notions de subsistance se modifient de façon subtile mais surtout significative. Elles en arrivent éventuellement à inclure la possession de chaussures, de plusieurs ensembles de vêtements, une habitation séparée du bétail, voire des choses que les gens désirent, même si elles ne contribuent en rien à la survie (par exemple du tabac). À l'inverse, des consommations considérées comme nécessaires à une époque, par exemple une abondance de poisson et de viande, peuvent progressivement diminuer. Par ailleurs, le niveau de « subsistance » qui importe pour nos objectifs d'historiens n'est pas celui qui permet simplement à une personne de survivre biologiquement, mais aussi d'obtenir un(e) partenaire avec qui se reproduire et d'avoir accès à différents types d'aides de la part d'autrui à certaines périodes cruciales (par exemple, de la main-d'œuvre au moment des récoltes ou de plantations, ou encore l'inclusion dans un groupe doté de capacités défensives durant les épisodes de violence). En pratique, l'accès à ces aspects sociaux de la subsistance requiert plus généralement de satisfaire à un certain nombre d'actes de réciprocité exigés au sein de cette société (l'enterrement des parents dans les formes, les cadeaux de mariage offerts aux nouveaux entrants dans la famille, le respect de la tournée de cigarettes vis-à-vis de ses compagnons de travail) et de se conformer aux autres critères qui font de chacun un partenaire acceptable pour les échanges les plus cruciaux. Il n'est par conséquent pas surprenant que, même dans un monde de relative stagnation, les niveaux de « subsistance » se modifient. De fait, Ricardo avait parfaitement compris cela même si sa « loi d'airain des salaires » est souvent mise en avant pour étayer l'idée d'un niveau immuable vers lequel les salaires réels retourneraient toujours [Ricardo, 1977, p. 81-94].

Il n'y a donc pas de contradiction à accepter la pertinence d'une sorte de dynamique vaguement malthusienne – au sens d'un monde où la nourriture, le combustible, les fibres et matériaux de construction sont issus d'une croissance végétative et se voient donc contraints par la terre, l'ensoleillement et l'eau⁶ – sur de longues périodes et à adopter l'idée que les niveaux de vie

6. Pour une discussion approfondie des économies malthusiennes en ce sens large, voir Wrigley [1988], travail sur lequel Goldstone et moi nous sommes appuyés pour construire une distinction fondée sur les sources d'énergie, entre les économies modernes (fondées sur les ressources minérales selon Wrigley) et les économies prémodernes (fondées sur des ressources « organiques » ou liées au vivant). De façon intéressante, Wrigley trouve utile l'ajout d'un autre terme, celui d'« organique avancé » qui fait écho au concept de « modernité précoce ».

du peuple et la démographie peuvent aussi s'accroître simultanément dans un tel monde. Par ailleurs, personne n'a jamais mis en doute le fait qu'un certain pourcentage de la population, dans la plupart des sociétés, vit bien au-dessus de ce niveau de subsistance et que la taille de cette catégorie, comme son niveau de prospérité, peuvent varier significativement.

Tout ceci vient renforcer Goldstone, dans sa critique de la thèse de De Vries, quand il énonce que la présence d'une croissance soutenue, tant de la population que de son revenu, ne signifie nullement que nous serions en présence d'une économie « moderne ». Bien au contraire, la situation peut demeurer « d'une certaine façon malthusienne ». Et qualifier de tels épisodes d'efflorescences attire clairement l'attention, tout à la fois sur l'éclosion de la croissance et sa nature éphémère. Par rapport à cela, l'accent mis ici sur la modification du niveau de subsistance cherche à comprendre pourquoi ces gains en termes de niveau de vie ne sont pas destinés à être annulés, en dépit du fait que les épisodes de croissance par tête peuvent s'arrêter. Il s'agit là d'un point qui exige un développement et une explication spécifiques dans la mesure où les approches strictement économicistes de Malthus, qui sont encore largement évoquées, nous disent que ce niveau de vie plus élevé ne peut pas se maintenir. Et il faut reconnaître que l'appellation même d'efflorescence, attribuée à ces périodes de croissance, ne met pas en lumière ce phénomène de maintien d'un niveau de vie : en suggérant une floraison suivie d'une flétrissure (plutôt que de gains durables, même sans nouvelle floraison) ce terme tend à obscurcir la situation à décrire.

Mais aucun terme n'est parfait et le mot d'efflorescence peut être assez utile pour marquer l'opposé d'une crise. Néanmoins, il n'apparaît ni nécessaire, ni véritablement approprié pour nous aider à comprendre une croissance durable dans un monde encore « malthusien ». Sa vraie signification réside à mon sens dans sa capacité à qualifier des périodes de dynamisme survenant dans toute la période antérieure à 1800, depuis les différentes révolutions urbaines de l'âge de Bronze jusqu'aux quatre cas de « modernité précoce » que Goldstone évoque en Europe et en Asie orientale. Il constitue donc une alternative à la fois aux termes relatifs à un lieu et à une époque donnés (par exemple celui de Renaissance) et aux qualifications propres à une période en général (par exemple celle de « moderne précoce »). Par l'usage d'un terme commun à tant de situations, on suggère l'existence de points communs significatifs entre des efflorescences qui, non seulement ont pu avoir lieu à de grandes distances l'une de l'autre, mais encore ont pu être provoquées par des processus très variés. Cet avantage a pourtant son revers et je reviendrai sur ce point à la fin de ce texte en suggérant qu'il peut y avoir quelque chose de spécifique dans le groupe d'efflorescences que certains associeraient à la période « moderne précoce », cet élément

spécifique étant, selon Goldstone, à laisser de côté pour mettre en lumière la distribution temporelle de ces efflorescences. Pour le moment, je me contenterai de faire remarquer ici que, malgré les caractères communs que Goldstone met en avant (le changement technique, en général accompagné d'un changement institutionnel), il existe bien des modalités distinctes au travers desquelles la pondération relative des changements techniques et institutionnels, les types spécifiques de changements impliqués, l'influence possible de facteurs exogènes (par exemple les périodes de climat favorable) et les interactions avec d'autres sociétés, peuvent conférer à certains de ces épisodes des implications de long terme très différentes. Il existe aussi bien des modalités distinctes au travers desquelles les institutions et les idéologies, dans les différentes, périodes, influencent le partage et/ou la traduction concrète de la croissance en capital, en monuments culturels, etc.

COMPRENDRE L'INDUSTRIALISATION : DE QUEL(S) CONTEXTE(S) LA SCIENCE
ET LA TECHNOLOGIE ONT-ELLES BESOIN ?

Les forces et faiblesses de la stratégie adoptée par Goldstone apparaissent plus clairement quand on s'intéresse à la partie la plus spécifique de son texte, à savoir la tentative de comprendre les origines et la signification de la Révolution industrielle. Son argumentation se fonde sur deux affirmations. En premier lieu, il n'y aurait rien eu de particulièrement original dans l'économie politique de la Grande-Bretagne à la veille de l'industrialisation. Ce pays aurait connu une efflorescence entre 1760 environ et 1830, mais son niveau de richesse, son système de marché – et même sa place dans le monde – n'entraînaient pas davantage son économie vers l'industrialisation que ce n'était le cas ailleurs, dans d'autres sociétés européennes ou asiatiques. En second lieu, c'est sa culture scientifique qui faisait l'originalité britannique et s'exprimait plus particulièrement dans sa « science des machines ». Certes, des pans entiers de cette culture scientifique étaient partagés avec d'autres pays européens et avaient mis des siècles à se développer. Mais d'autres étaient uniques à la Grande-Bretagne, ainsi l'existence d'un courant newtonien et la prolifération de sociétés scientifiques et « mécaniciennes » au sein desquelles se rencontraient théoriciens, entrepreneurs et artisans. Tant et si bien que seule la Grande-Bretagne était susceptible de produire la machine à vapeur, laquelle, en association avec le charbon, devait fournir à l'humanité sa première source d'énergie transportable et plus ou moins inépuisable, débouchant ainsi sur une nouvelle ère économique.

Cette image plutôt simple est cependant oubliée par bien des auteurs. Une des raisons principale de cet oubli viendrait, selon Goldstone, du

fait qu'ils n'ont pas séparé clairement l'efflorescence britannique peu originale du XVIII^e siècle de sa phase d'industrialisation au XIX^e siècle. Ceci les a conduits à chercher à expliquer l'industrialisation en s'attachant à plusieurs facteurs (les changements dans le système fiscal et les marchés financiers, les dividendes de l'empire et de la supériorité navale, les enclosures et la prolétarianisation sur une large échelle, etc.) qui peuvent expliquer l'efflorescence mais n'ont aucune signification pour ce qui est de l'industrialisation.

Comme le montre mon travail déjà publié, je partage l'idée de Goldstone selon laquelle la Grande-Bretagne n'était pas singulièrement en avance avant le XIX^e siècle, même si je vais bientôt nuancer cette idée en des termes différents des siens. Je partage aussi son insistance sur la machine à vapeur et considère, comme lui, que le virage pris en direction des combustibles fossiles fut un élément décisif dans la création d'une croissance soutenue et relativement rapide. Son observation comme quoi, en l'absence d'une nouvelle source d'énergie, la croissance permise par le reste d'une « grappe d'innovations secondaire » se serait probablement terminée comme lors des autres efflorescences, me paraît juste (quoiqu'elle ne puisse être prouvée)⁷. Par-dessus tout, la capacité à utiliser les combustibles fossiles a aidé la Grande-Bretagne à se libérer des conditions malthusiennes au sens large décrites plus haut et jusque-là partout présentes, à savoir une dépendance de toutes les fournitures de nourriture, combustible, fibres et matériaux de construction, vis-à-vis d'une croissance végétale relativement récente (passant parfois par des animaux), au point que tout accroissement significatif de l'une de ces ressources ne pouvait se faire qu'au détriment d'une autre. Je montrerai plus loin que l'accroissement d'importations primaires a aussi joué un rôle dans la libération de la Grande-Bretagne, au XIX^e siècle, par rapport à la contrainte de terre, d'une manière semblable et complémentaire à celui joué par les combustibles fossiles, ce qui ne diminue en rien l'importance du charbon et de la vapeur.

J'accepte également sa thèse du caractère inédit de la « science des machines » anglaise, laquelle a sans doute amélioré, dans ce pays, les conditions d'une percée industrielle. Il ne me semble pas évident pour autant que ces différences furent nécessaires, encore moins suffisantes, pour faire de la Grande-Bretagne le premier pays à faire un usage large de la vapeur. Les premières machines à vapeur faisaient appel à peu de science au-delà d'une compréhension élémentaire de la pression atmosphérique et sont de fait apparues (parfois à partir d'une source locale, parfois au travers de copies ou d'importations) en de nombreux endroits. Elles sont apparues

7. Pour une discussion approfondie sur ces différents points, voir Pomeranz [2000, p. 55-68 et p. 274-291 ; 2006, p. 241-248 et p. 252-256].

de fait dans des lieux très variés au cours des siècles, mais seulement comme curiosités ; Needham [1965, p. 135-136, p. 225-226, p. 369-370 et p. 387] a ainsi montré que toutes les technologies et la connaissance artisanale nécessaires à la machine à vapeur de Watt étaient disponibles également en Chine. Mais toutes ces premières machines à vapeur étaient tellement inefficaces (la machine de Newcomen elle-même convertissait moins de 1 % de l'énergie reçue en travail utile – Mokyr [1990]) qu'un réel déploiement à grande échelle de ces machines impliquait à la fois des régions où le combustible serait bon marché relativement à d'autres intrants et tout un ensemble d'améliorations à la marge s'articulant à des développements survenant ailleurs dans l'économie. Ceci laisse à penser que nous ne pouvons probablement pas séparer l'explication de l'industrialisation de la dynamique d'efflorescence qui la précède, en tout cas aussi clairement que Goldstone le souhaiterait – pas plus que nous ne pouvons séparer cette industrialisation des raisons qui font que l'efflorescence britannique n'est pas interchangeable avec d'autres épisodes du même nom.

Mokyr est un avocat déterminé du rôle central de la science occidentale dans la Révolution industrielle et son travail constitue une partie importante des fondements sur lesquels Goldstone déploie sa propre argumentation. De façon intéressante, cet auteur accepte l'idée qu'une machine à vapeur aurait pu être construite sur la base de la connaissance scientifique chinoise, pour ne rien dire de cette possibilité en Europe continentale et probablement aussi ailleurs. Il fait néanmoins remarquer que la connaissance nécessaire à cette machine semble avoir existé en Chine au moins 2000 ans avant Newcomen, sans déboucher pour autant sur des réalisations utiles, ce qui l'amène à estimer que la probabilité qu'une telle machine ait pu être réalisée précocement est faible [Mokyr, 2006, p. 304]. Je serais d'accord sur ce point et, comme Goldstone, j'ai insisté sur le fait que l'industrialisation était, dans n'importe quelle société, un résultat relativement improbable [Pomeranz, 2006, p. 241-276]. Mais outre sa reconnaissance que l'Europe n'avait pas le monopole de la science nécessaire à la machine à vapeur, l'analyse de Mokyr est pertinente pour au moins une autre raison. Si l'on pouvait imaginer un martien assez avancé visitant l'Europe autour de 1600, il aurait probablement pu dire la même chose que Mokyr puisque, depuis la réalisation des portes de temple actionnées par la vapeur dans l'Égypte préromaine (et s'ouvrant comme par magie) plus rien de plus élaboré ne semblait s'être passé dans les 1800 ans qui avaient suivi. Ceci suggère clairement quelque chose de différent dans les conditions de la modernité précoce par rapport aux conditions précédentes : peut-être quelque chose concernant la science, peut-être un élément lié aux prix des facteurs ou à quelque autre aspect de la vie économique, peut-être une combinaison des deux, voire simplement une question de hasard. Une enquête plus

approfondie conduit à penser que se focaliser sur la seule « science des machines » pour expliquer l'industrialisation, comme Goldstone en suggère la possibilité, ne constitue pas une stratégie vraiment prometteuse.

Je me propose d'illustrer ce point en comparant l'Angleterre et les régions les plus avancées de la Chine, à savoir le bas Yangzi et le delta de la rivière des Perles, qui étaient sans doute aussi riches que l'Angleterre jusqu'à un moment de la fin du XVIII^e siècle [Pomeranz, 2005 ; Ma, 2004 ; Van Zanden, 2004]. Je choisis ces régions, non pas parce qu'elles seraient des faire-valoir logiques de la Grande-Bretagne ou encore les plus performantes, mais parce que ce sont celles que je connais le mieux.

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, les premières machines à vapeur britanniques étaient des plus inefficaces, massives et souvent dangereuses. Par conséquent, le seul endroit où cela pouvait avoir un sens de les utiliser était là où le combustible était abondant et bon marché. Cet endroit n'était autre que l'entrée des puits des mines de charbon. Parce que le coût du combustible, dans l'essentiel du monde moderne précoce, était d'abord le coût de son transport, le charbon était extrêmement bon marché à l'entrée des puits et ce qu'on appelait les petits charbons, dont la valeur ne justifiait pas le transport, y étaient pratiquement gratuits. Encore en 1800, alors que l'efficacité des machines à vapeur avait considérablement progressé, la grande majorité de ces machines étaient, en Grande-Bretagne, déployées dans le secteur minier⁸.

Le fait est que la Grande-Bretagne se trouvait presque dépendante du seul charbon, dès 1700 environ, à la fois parce que ce pays disposait d'une quantité de charbon exceptionnellement facile d'accès et parce que l'Angleterre du Sud était riche et avait connu une déforestation sévère [conduisant à un énorme pic du prix du charbon de bois au XVII^e siècle [Pomeranz, 2000, p. 59-61]. À cette époque, le seul gros problème d'accroissement de la production de charbon britannique était que les mines avaient tendance à se remplir d'eau, nécessitant donc des opérations de pompage très difficiles. Essayer d'augmenter significativement la production au-delà des niveaux de la fin du XVII^e siècle obligeait donc à creuser plus profond, ce qui ne faisait rapidement qu'aggraver le problème. Flinn [1984, p. 114] a ainsi estimé que, sans la machine à vapeur, il aurait été impossible d'augmenter significativement la production anglaise de charbon au-delà de son niveau de 1700. Or un tel niveau aurait effectivement exclu, non seulement l'accroissement de la production de fer, mais encore l'utilisation de la vapeur dans la transformation des transports et de bien des méthodes de production industrielle.

8. Mokyr [1990, p. 88 et 90]. En 1800, le nombre de machines à vapeur utilisées dans les mines de charbon représentait le tiers de toutes les machines construites depuis 1712.

En clair, on assista à une synergie cruciale entre un développement technologique et une chance liée à la géographie. Il y avait besoin d'approvisionnements conséquents en charbon relativement bon marché pour permettre à la machine à vapeur de se déployer sur une large échelle et de connaître des améliorations graduelles ; et ces mêmes machines à vapeur étaient nécessaires pour augmenter cet approvisionnement en charbon bon marché jusqu'aux quantités requises par l'industrialisation du début du XIX^e siècle. Autour de 1830, la production de charbon britannique était dix fois ce qu'elle avait été autour de 1700 [Flinn, 1984, p. 26 et p. 121-128].

On peut encore donner plus d'importance à cette relation mutuellement stimulante entre un charbon relativement accessible, l'intérêt à déployer des machines à vapeur et le développement ultérieur de ces machines, en faisant remarquer que quelques-uns des progrès les plus remarquables dans la qualité des machines se fondaient sur la capacité à percer de grands cylindres de métal parfaitement rectilignes : cette capacité dépendait elle-même de l'utilisation d'outils mus par l'énergie nouvelle⁹. Une grande part de l'expertise britannique concernant ce perçage de précision – laquelle était nécessaire, dans la métallurgie ferreuse de pointe, pour faire des chaudières de machines à vapeur qui n'explorent pas – se développa avec les améliorations concernant les fusils, canons et autres armes à feu. Dans ce cas également, l'apprentissage par la pratique (lié au stimulus apporté par un contexte de guerre à peu près permanent) s'avéra crucial ; la chimie nécessaire pour réaliser le bon type de métal (relativement exempt de soufflures) ne fut pas, pour sa part, comprise avant une date bien tardive du XIX^e siècle¹⁰.

À l'opposé, les régions avancées de la Chine côtière constituaient de bien pauvres candidates à la réalisation de telles percées. Aucune d'elles n'avait de charbon à sa disposition immédiate ; bien que la Chine ait globalement d'énormes réserves de charbon, la grande majorité de ces dernières se situaient dans le Nord-Ouest, éloignées par des centaines de kilomètres infranchissables des régions du bas Yangzi, de la côte du Fujian et du delta de la rivière des Perles. Un peu de charbon se trouvait être utilisé dans des régions du nord de la Chine (il s'en était en fait utilisé beaucoup plus sous la dynastie des Song du Nord (960-1127) quand le centre économique et politique du pays s'était trouvé dans le Nord et qu'un gigantesque système

9. Wang Hsien-Chun [2007, p. 52-97] insiste sur ce point. Il fait remarquer [p. 89, n.76] que les outils traditionnels chinois auraient pu suffire pour copier une machine à vapeur anglaise du XVIII^e siècle, mais pas une du siècle suivant.

10. Wang [2007, p. 71-76] ajoute que l'essentiel du minerai chinois n'était pas d'une bonne qualité pour ces usages, bien qu'il ne causa aucun problème pour la fabrication de charrues ou de pots. Dès lors on pourrait ajouter qu'il n'y avait pas beaucoup de raison de le considérer comme déficient jusqu'à ce que les Chinois voient les armes et machines à vapeur européennes, lesquelles ne pouvaient être reproduites en se servant de cette sorte de minerai.

de canaux avait pu alimenter en fer et en charbon la région de la capitale, autour de Kaifeng) ; par ailleurs de petits dépôts de charbon se trouvaient à une distance acceptable du Grand Canal et de quelques affluents du Yangzi. Mais en général, les sources d'énergie étaient plutôt rares dans les régions dynamiques de la côte [Pomeranz, 2000, p. 63-65 ; 2002, p. 578-581].

C'est dans le delta du Yangzi que la situation était la plus grave : en plus du manque de charbon et de tourbe, la région disposait de peu de bois (elle était en effet constituée de marais côtiers mis en valeur et se trouvait très densément peuplée) et de peu d'énergie hydraulique (l'eau y était abondante mais la région était plate). Le vent était utilisable de façon saisonnière et, dans la période moderne précoce, la région disposait des pompes à vent les plus sophistiquées qui soient [Elvin, 1973, p. 127-128 ; Li Bozhong, 2000, p. 275] ; mais cette région se situe au bord de la zone des moussons et l'alternance de très grands vents (qui auraient détruit ces pompes) et de leur totale absence, n'encourageait guère le développement de cette sorte d'énergie pour un usage sur toute l'année. Simultanément, des caractéristiques cruciales de l'environnement socialement construit rendaient l'énergie animale relativement rare également. Plus précisément, une population dense voulait dire que l'essentiel de la terre avait trop de valeur pour être utilisée pour l'élevage, d'une part, l'agriculture fondée sur le paddy avait besoin de beaucoup moins de traction animale qu'une culture sèche sur des sols lourds, d'autre part. Par ailleurs l'existence d'un réseau dense de voies d'eau signifiait aussi que les animaux n'étaient pas aussi importants qu'ailleurs, pour le transport, dans la région du bas Yangzi. Et de fait, au fur et à mesure que se développaient des concentrations de presses à huile dans certaines villes du delta, ces entreprises achetaient du bétail ailleurs (surtout au Jiangxi), pour le transport, mais considéraient trop coûteux de le nourrir, ces animaux venant en concurrence des porcs et volailles (bien meilleurs pour convertir l'amidon en protéines) pour l'herbe, la paille, etc., ainsi que des populations qui utilisaient la paille comme combustible [Li, 2000, p. 273-280]. La croissance régulière de ces presses à huiles commerciales, des meuneries et d'autres activités, sur une échelle relativement importante, montre que là où les rendements d'échelle croissants étaient jugés suffisants, des types de production intensifs en capital et en énergie pouvaient certainement écarter de petites activités manuelles. Mais le coût élevé de l'entretien du gros bétail et la demande assez limitée des services de ce dernier pour autre chose que la manipulation de pierres trop lourdes voulaient dire que l'usage de ce type d'équipement serait maintenu au minimum¹¹.

11. Il vaut la peine ici de rappeler que le riz paddy nécessite moins d'énergie animale que le blé, tant pour sa culture que pour sa transformation ; une fois battu, il est prêt à cuire alors que le blé est principalement moulu pour faire de la farine [Bray, 1986, p. 45 et Li, 2000, p. 276].

Dans ces conditions, le delta du Yangzi se développa suivant ce que Li Bozhong a nommé une « trajectoire d'industrialisation ultralégère », c'est-à-dire une voie dans laquelle les industries utilisant très peu d'énergie (comme le textile) explosèrent aux dépens d'industries intensives en énergie [Li, 2000, p. 272-342 et p. 455-514]. De nombreuses stratégies utilisant le commerce, mais ayant aussi recours à certaines technologies et par ailleurs intensives en travail, furent mises en œuvre afin de minimiser la consommation d'énergie. Ces pratiques allaient de l'usage de *woks* en métal peu épais pour faire sauter à feu vif la nourriture (en remplacement des ragoûts qui avaient été très en vogue dans des périodes antérieures et des régions mieux boisées de Chine) jusqu'à l'adoption de réchauds particulièrement efficaces [Anderson, 1988, p. 149-151 et p. 154 ; Anderson et Anderson, 1977, p. 361 et p. 380], à la transformation en combustible des résidus de récolte (lesquels n'avaient pas à être enfouis dans la terre pour servir d'engrais, comme dans beaucoup de régions, du fait de la production intensive de fumier rendue possible par une population dense, un recyclage effectif des excréments humains et, plus tard, l'importation de fertilisants sous forme de tourteaux¹²), l'utilisation à grande échelle de ferraille recyclée, l'importation de bois depuis les régions du moyen et du haut Yangzi, etc.

À l'évidence, il existait des industries intensives en énergie ailleurs en Chine (la production métallique, la fabrication de porcelaine, la décantation du sel par ébullition, etc.), mais il est significatif que, dans les régions les plus riches, avec les concentrations les plus fortes en artisans qualifiés et lettrés, comme avec les marchés les plus développés, ces industries intensives en énergie furent peu nombreuses. L'objet principal des innovations y concernait beaucoup plus la façon d'économiser la consommation d'énergie que les moyens d'en augmenter les sources, et beaucoup moins encore les possibilités de réduire l'usage de certains intrants par un recours plus important à l'énergie [Pomeranz, 2000, p. 63-64 et p. 228-238 ; pour une discussion plus détaillée, voir Li, p. 272-543]. Parallèlement, la politique gouvernementale dans les régions dotées de mines tendait à encourager le développement de nombreuses petites mines, vraisemblablement sous-capitalisées, d'un type qui était peu enclin à adopter des innovations coûteuses. Le climat relativement aride dans la plupart des régions charbonnières signifiait également que la ventilation y constituait un défi technique plus grand que le pompage de l'eau. Par-dessus tout, la localisation des mines n'aurait guère incité les propriétaires de mines à en augmenter sensible-

12. La taille de ce commerce de tourteaux est sujette à controverse mais tous les auteurs s'accordent pour dire qu'il était assez grand au milieu du XVIII^e siècle. Pour un résumé, voir Pomeranz [2002, p. 582-584]. Pour la récupération des excréments, voir Xue Yong [2005, p. 41-71].

ment la production, à moins qu'ils aient pu aussi envisager le transport du produit sur de longues distances terrestres et à faible coût, chose que personne ne pouvait imaginer, où que ce soit, au XVIII^e siècle [Pomeranz, 2000, p. 62-66].

À l'évidence, cette pénurie rendit l'énergie coûteuse relativement au travail (et à d'autres intrants) mais il est important d'insister sur le fait que ce n'était pas parce que des niveaux de vie réduits rendaient le travail bon marché relativement à tous les produits fondés sur l'exploitation du sol. J'ai montré ailleurs que les niveaux de vie de la plupart des gens du delta du Yangzi étaient sans doute comparables à ceux de leurs équivalents anglais jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Un travail de Ma [2004, p. 6] et Van Zanden [2004, p. 22-23], basé sur deux méthodologies différentes, laisse à penser que le revenu par tête dans le delta était probablement proche du revenu moyen en Angleterre, aussi tard que 1750. Une simulation réalisée par Allen [2004, p. 16-17] montre que les gains journaliers chez les agriculteurs du delta étaient encore égaux à 90 % de ceux de leurs homologues britanniques aussi tard que 1820. La conclusion est que l'énergie était plutôt chère relativement au travail en Chine côtière – et anormalement bon marché en Angleterre – en dépit de revenus réels moyens élevés comparables dans les deux endroits.

Malheureusement, des chiffres fiables concernant les prix de l'énergie sont longs à voir le jour dans le cas du bas Yangzi. On peut néanmoins regarder avec profit quelques chiffres assemblés par Allen et concernant les villes de Canton et de Londres en 1704. À cette date, il faut être conscient du fait que le boom du charbon britannique n'en était qu'à un stade embryonnaire, si bien qu'aucune solution véritable à ce que Brinley [1985a, p. 729-753] a nommé la crise énergétique du XVII^e siècle, n'était encore en vue. À l'époque, Canton n'était certes pas aussi riche que le bas Yangzi et disposait sans doute de bien plus de forêts aux alentours. Des données fournies par Ling Daxie [1983, p. 36] suggèrent que 40 % de la région du Lingnan (dont les cours d'eau convergeaient vers Canton) étaient encore boisés en 1753 (après une explosion de mises en valeur de terres et une croissance démographique qui n'avaient qu'à peine commencé en 1704) ; les chiffres correspondants concernant le delta seraient sans doute inférieurs à 10 %, sans doute même plus proches de 5 %¹³. Si bien que si on comparait le prix du combustible, exprimé en unités de travail, à Canton et à Londres,

13. Ling donne, autour de 1700, une estimation de 4,6 % de surface boisée pour la province du Jiangsu, dont la partie méridionale constitue environ la moitié du delta du Yangzi ; son chiffre concernant la province du Zhejiang, qui inclut l'autre moitié, est de 30 %, mais cette estimation tient compte des collines encore très boisées de l'Ouest de la province, qui ne faisaient pas partie du delta, et de toute façon tellement pentues que le bois y était difficile (et écologiquement risqué) à exploiter.

en 1704, on devrait avoir une différence plus petite que celle que nous obtiendrions si nous avions des données permettant de comparer Londres et le delta du Yangzi à la même date, différence encore plus petite que si nous comparions avec l'écart Londres-Yangzi en 1754 ou 1804.

Dans ces conditions, les chiffres d'Allen, même si on en admet les limites, sont tout à fait spectaculaires. Il calcule ainsi qu'à Canton, en 1704, les calories de base (à partir d'amidon) coûtaient 19 % de ce qu'elles coûtaient à Londres tandis que l'indice des prix à la consommation était à 27 % du niveau londonien et le niveau des salaires à 29 % de son équivalent anglais, ce qui nous donne des salaires réels grossièrement équivalents. Cependant, le prix du charbon de bois cantonnais était égal à 528 % du prix correspondant à Londres. En supposant donc ces chiffres à peu près corrects, alors le prix relatif de l'énergie « inanimée », exprimé en termes d'énergie humaine, était équivalent, à Canton, à 19,6 fois le ratio londonien correspondant ($5,28 \times 100/27$). Et inversement, le prix du travail humain à Londres, relativement au prix de l'énergie calorifique, était presque 20 fois plus élevé qu'à Canton.

Il est vrai que ces prix relatifs n'expliquent pas pourquoi la Grande-Bretagne parvint à inventer cette voie révolutionnaire permettant de substituer une chaleur d'origine fossile à une énergie animale et humaine obtenue par la consommation de céréales. En revanche, ces chiffres aident à comprendre pourquoi une telle substitution ne pouvait réellement intéresser la Chine côtière, même à une époque où les niveaux de vie des gens du commun étaient encore à peu près comparables entre les deux sociétés, chinoise et britannique. Il y a aussi bien des raisons socioéconomiques qui expliqueraient pourquoi une plus grande part de l'industrie chinoise s'est incarnée dans des petites unités de production rurales, lesquelles étaient gérées par des foyers qui étaient aussi producteurs agricoles¹⁴. S'il est vrai que de telles unités n'étaient pas obligatoirement moins efficaces que leurs rivales plus concentrées, tout au moins jusqu'à l'adoption de nouvelles forces motrices, elles n'en demeuraient pas moins peu enclines à développer ce genre de substitution. Relativement dispersées, ces petites unités semblent, plus généralement, avoir été peu susceptibles de conduire des innovations de procédé.

Je n'entends pas ici rejeter la pertinence de la « science des machines » chère à Goldstone, encore moins substituer une sorte de déterminisme de la géographie des ressources et des prix de facteurs à l'accent qu'il met sur la science. Mais il s'agit bien de suggérer que cette tradition scientifique

14. On se référera à Pomeranz [2008], pour une analyse, d'une part des raisons expliquant la faiblesse du taux de prolétarianisation chinois, en dépit d'une commercialisation forte de l'économie, d'autre part des raisons du faible taux d'urbanisation en regard de ce que la taille du surplus agricole permettait d'espérer.

ne nous donne pas, en elle-même, une explication particulièrement satisfaisante du fait que l'Angleterre obtint les premières machines à vapeur. Sur ce point, les dotations de facteurs, certaines configurations de guerre et quelques autres différences politico-économiques ont probablement fait pencher la balance nettement en faveur de l'Angleterre. Ou pour le dire autrement, si l'Angleterre et le delta du Yangzi ont pu être, au XVIII^e siècle, tout autant « efflorescents » l'un que l'autre (ce qui est clair d'après les niveaux de vie, à cette réserve près qu'avec une population de 30 millions d'habitants en 1770, le bas Yangzi connaissait une efflorescence beaucoup plus significative), il s'agit bien cependant de types différents d'efflorescences... Et ce sont précisément ces différences qui devaient s'avérer cruciales pour ce qui allait advenir ensuite dans chacun des deux territoires. Je vais approfondir ici cette thématique en m'attaquant à une autre différence cruciale, à savoir les atouts résultant du pouvoir maritime et de l'expansion coloniale mercantiliste de la Grande-Bretagne.

Dans l'ensemble du monde prémoderne, les régions qui se sont trouvées à la fois densément peuplées et relativement prospères ont toujours rencontré une certaine difficulté à rester autosuffisantes dans l'un ou l'autre des produits intensifs en facteur terre. Et toutes ces régions ont, à des degrés divers, découvert que le commerce constituait un palliatif remarquable de ce problème, *via* l'échange de produits manufacturés (essentiellement le textile dans la période qui nous intéresse) contre des céréales, du bois, de la viande ou tout autre bien requérant de la terre. Pour l'Europe du Nord-Ouest, entre le XV^e et le XVIII^e siècles, c'est le commerce de la Baltique qui a rempli cette fonction ; pour le delta du Yangzi au cours des dynasties Ming et Qing, les partenaires commerciaux furent le moyen et haut Yangzi (pour les céréales et le bois), la Chine du Nord (pour le coton brut) et la Mandchourie (pour le blé et le soja). Mais aucun de ces commerces n'était extensible à l'infini. Ainsi des rigidités institutionnelles ont-elles clairement limité la réponse est-européenne aux demandes de l'Ouest, provoquant un plafonnement du commerce de la Baltique autour de 1650. De la même façon, le commerce de produits primaires contre des produits industriels légers, entre l'intérieur de la Chine et le bas Yangzi, arrêta sa croissance au cours du XVIII^e siècle et entama son déclin, du fait de la croissance des populations dans les régions intérieures et le développement de leur propre artisanat. La même configuration apparaît, même si c'est pour des raisons légèrement différentes, dans le commerce entre les régions inégalement développées du Japon des Tokugawa. Par ailleurs, aucun de ces commerces ne s'avéra capable d'empêcher des signes croissants de stress écologique, dans toutes les régions centrales, stress dont on sait que les palliatifs étaient d'ordinaire très intensifs en travail [Pomeranz, 2000, p. 213-263].

Par rapport à cela, le Nouveau Monde était bien différent et offrait un nouveau type de partenaire commercial susceptible d'offrir un « soulagement écologique » plus important que l'Europe orientale ou que le moyen et haut Yangzi. Dans ces vastes régions dépeuplées, l'essentiel de la main-d'œuvre était constituée d'esclaves, qui ne coûtaient à importer à la fin du XVIII^e siècle que le quart des recettes d'exportations qu'ils engendraient [*ibid.*, p. 265-266]. Mais par ailleurs, ces esclaves produisaient un moindre pourcentage de leurs besoins de subsistance que ce n'était le cas pour les travailleurs agricoles soumis à la corvée dans l'ancien Monde. Dans ces conditions, la vaste région esclavagiste encerclant les Caraïbes, du Brésil jusqu'au sud des futurs États-Unis, devint un type nouveau de périphérie, une région devant payer des montants importants pour son importation de capital (en l'occurrence un capital humain kidnappé), disposant d'un marché intérieur assez vaste pour des biens de consommation de masse (les vêtements bon marché des esclaves) et donc dans l'obligation de maintenir ses exportations intensives en travail sur un sentier régulier de croissance. Même dans les régions dépourvues d'esclaves de l'Amérique du Nord (beaucoup moins importantes économiquement que les terres à esclaves ou les régions des mines d'argent avant 1800, mais plus cruciales à long terme), la dynamique expansionniste était liée aux exportations. De fait, la plupart des Blancs arrivés avant 1800 étaient sous contrat, donc endettés, et les gens qui avaient financé leur voyage transatlantique (tout comme ceux qui achetaient des esclaves) ne l'avaient fait que parce qu'ils attendaient de leur emploi une production de récoltes exportables. Et il est clair que la possibilité d'exporter à partir de régions plus reculées à l'intérieur des terres, grâce à la baisse des coûts de transport, a bien déterminé l'essentiel de l'expansion géographique et démographique nord-américaine [Kulikoff, 1992 ; McCusker et Menard, 1985]. Parallèlement, il faut citer les restrictions mercantilistes anglaises à l'industrialisation américaine qui, couplées à un marché intérieur peu dense, expliquent la lenteur de la mise en place d'une concurrence locale aux exportations manufacturées européennes. Tant et si bien que l'Amérique n'a pas seulement été un pays doté de considérables ressources liées au facteur terre, mais a été aussi institutionnellement constituée de façon à encourager la recherche des marchés européens pour vendre ces ressources. Cette « construction » de l'Amérique, conjointement au passage aux combustibles fossiles, a rendu possible qu'un transfert d'activités vers l'industrie survienne dans une région en croissance rapide, la Grande-Bretagne, qui avait déjà antérieurement manqué de certains produits primaires mais sans créer pour autant de pénurie ayant sensiblement entravé la croissance. À l'opposé, le bas Yangzi fut gêné par une détérioration des termes de l'échange avec ses périphéries : une pièce textile de moyenne qualité s'échangeait contre moitié

moins de riz en 1850 par rapport à 1750 [Pomeranz, 2000, p. 324-326]. Goldstone rejette assez largement les arguments basés sur la disponibilité en ressources mais, sur ce point, son raisonnement paraît faible et assez difficile à accorder avec ses propres propositions fondamentales. Il prétend en premier lieu qu'aucun goulet d'étranglement ne peut expliquer un échec dans le processus d'industrialisation. Mais l'énergie n'est pas n'importe quel goulet d'étranglement puisqu'il définit lui-même l'industrialisation comme une révolution énergétique. À la vérité, l'usage à grande échelle de charbon ne constituait pas la seule forme que la percée énergétique pouvait prendre : le pétrole ou l'électricité auraient pu tenir ce rôle mais seul le charbon pouvait vraisemblablement émerger durant la période que nous étudions.

Le reste du raisonnement de Goldstone contre une prise en compte des ressources – et donc de facteurs comme les aléas de la géographie, la conquête militaire et la colonisation – s'articule autour de deux arguments « contrefactuels » mais aucun d'entre eux n'est vraiment fort. En premier lieu, il suggère que, si la Chine avait réalisé une percée vers l'industrialisation à partir d'une industrie mécanisée du coton, avant que ce ne soit le cas pour l'Angleterre, nous serions aujourd'hui en train de regarder le passé en déclarant que la Grande-Bretagne avait été naturellement empêchée de s'industrialiser en premier, faute de disposer de cette ressource cruciale sur place. Cet exemple est étrange puisque Goldstone insiste sur la capacité à dépasser les contraintes énergétiques des périodes antérieures comme étant l'élément clé d'une croissance soutenue. Même si la Chine avait mécanisé ses activités de filage et de tissage du coton, l'argument auquel nous souscrivons tous les deux laisse penser que cela n'aurait mené qu'à une autre « efflorescence¹⁵ » mais pas à une industrialisation pérenne.

Le second argument contrefactuel de Goldstone porte sur l'énergie et affirme que, si les fournitures de charbon s'étaient trouvées en Bretagne, plutôt qu'en Grande-Bretagne, l'industrialisation anglaise aurait suivi à peu près la même voie à ceci près que le charbon aurait alors été importé. C'est probablement juste mais faussement contrefactuel puisqu'effectivement, le charbon breton aurait pu être facilement transporté vers l'Angleterre sur les eaux. La bonne question est plutôt de savoir ce qui serait arrivé si l'essentiel du charbon européen s'était trouvé, par exemple, en Ruthénie, c'est-à-dire non pas juste au-delà de la frontière mais suffisamment loin dans les terres pour changer radicalement le prix relatif de l'énergie humaine et de l'énergie d'origine fossile.

15. Je suis même personnellement persuadé que cela n'aurait pas mené à une efflorescence dans la mesure où la libération ainsi obtenue d'une main-d'œuvre surtout féminine n'aurait en rien fourni de solution aux goulets d'étranglement cruciaux de l'économie chinoise à cette époque.

Dans le monde réel, les problèmes liés aux ressources sont par ailleurs susceptibles d'apparaître ensemble plutôt qu'isolément. On se rappelle de la logique malthusienne au sens large, celle que caractérise la contrainte fondamentale liée à l'« économie organique » de Wrigley, à savoir que tous les intrants fondamentaux ont besoin de terre. Dans cette logique, les conséquences de différentes pressions sur les ressources – comme celles liées à l'allègement de ces pressions – relèvent bien d'un processus cumulatif : la terre qui n'a plus besoin de porter des arbres pour faire du charbon de bois (ou fournir des matériaux de construction) est une terre qui peut désormais porter des récoltes ; il en est de même de la terre qui n'a plus besoin de produire des fibres textiles puisque celles-ci sont importées. Wrigley a lui-même estimé que la production charbonnière anglaise autour de 1815 constituait le produit d'environ 15 millions d'acres de forêts à maturité¹⁶. J'ai calculé que le remplacement des importations britanniques de coton et de sucre des Amériques, en 1830, plus une plus petite quantité de bois et de produits faits de ce matériau, aurait nécessité à peu près 23 millions d'acres [Pomeranz, 2000, p. 274-276 et p. 313-315]. Mais par ailleurs, sur le reste du XIX^e siècle, de tels chiffres ont été rapidement multipliés, par 20 pour les importations de coton, par 11 pour celles de sucre, par 14 pour celle de charbon [*ibid.*, p. 283-284]. Or la terre arable et utilisée par l'élevage en Grande-Bretagne n'était que de 17 millions d'acres au milieu du XIX^e siècle. Contrastant avec cette situation, le bas Yangzi – qui n'avait vu, pour sa part, aucun allègement de ses contraintes sur la terre par les combustibles fossiles – connut dans le même temps une contraction de sa capacité à importer des produits intensifs en facteur terre. Il est possible que la région japonaise du Kinai ait aussi connu une telle contraction ou, au mieux, une très légère croissance de cette même capacité [*ibid.*, p. 242-253 ; Li Bozhong, 1998, p. 108].

Les calculs approximatifs qui précèdent ne cherchent pas à prouver que les importations de produits primaires étaient nécessairement plus importantes pour la Grande-Bretagne que ses combustibles fossiles, même dans le court terme. Ils cherchent encore moins, en comparaison avec la région du bas Yangzi, à montrer que cette dernière se serait industrialisée si elle avait pu détenir ces différentes ressources. En revanche, ces calculs laissent clairement à penser que, tant les combustibles fossiles que l'importation de produits utilisant le facteur terre ont été d'une grande importance, pour la Grande-Bretagne, pendant la transition menant à une croissance rapide et pérenne.

16. Wrigley [1988, p. 54-55] se sert de chiffres très modestes pour réaliser cette estimation ; il ne serait pas difficile de monter ce chiffre à 21 millions d'acres [Pomeranz, 2000, p. 276, note 50].

Une autre façon d'étayer cette conclusion serait de se pencher sur la croissance démographique anglaise et d'examiner le poids relatif de différents types de développements dans son approvisionnement en biens de base. Le XVIII^e siècle connut une croissance vigoureuse de la population britannique qui s'accrut encore au XIX^e siècle. Et dès la fin du XVIII^e, la Grande-Bretagne était devenue légèrement importatrice nette de céréales qui venaient notamment de la Prusse [Brinley in Mokyr, 1985b, p. 141 et 145-146]. Après le milieu du XIX^e, la nourriture importée de l'Amérique du Nord, puis de l'Australie, allait submerger les fermes britanniques. Mais jusqu'à ce moment, c'est-à-dire durant à la fois les dernières décennies de ce que Goldstone considère comme la fin de l'efflorescence britannique et les premières décennies de son industrialisation, ces importations ne s'accrurent pas sensiblement. On peut donc se demander d'où venaient les produits fermiers supplémentaires.

La réponse à cette question doit être scindée en fonction des périodes, la césure survenant au milieu du XIX^e siècle. Il faut d'abord noter que, dans une certaine mesure, cette production supplémentaire ne se matérialisa jamais. En effet, les approvisionnements alimentaires britanniques par tête stagnèrent ou déclinèrent durant l'essentiel du XIX^e siècle, malgré des hausses de revenus (enfin) et une population importante supposée être encore dans les tranches de revenu où l'on peut s'attendre à rencontrer une élasticité plutôt élevée de la demande de nourriture. Ce phénomène reflète en partie la capacité d'autres types de consommations à réduire les besoins en calories : des vêtements à meilleur marché et le chauffage des maisons, par exemple, tout comme le développement du travail à l'intérieur, ou encore le thé et le sucre qui fonctionnaient comme des coupe-faim [Clark, Huberman et Lindert, 1995, p. 215, 225-228 et 233-235]. Hormis donc ce qui concerne le chauffage à meilleur marché des maisons, tous ces recours constituaient autant de moyens par lesquels des importations autres que de céréales ont aidé à alléger la pression sur l'approvisionnement alimentaire, donc aussi sur l'agriculture. Mais ces substitutions avaient des limites évidentes, la diminution de la consommation de céréales par tête étant nécessairement limitée et la transition d'un travail à l'extérieur vers un travail en intérieur constituant un événement ponctuel. Alors que la consommation de thé, de sucre, d'habits et de combustible continua d'augmenter au cours du XIX^e siècle, le boom des importations de grain et de viande après 1850 signifie que ces produits de substitution ne constituaient plus le facteur principal allégeant la pression sur la production locale de céréales.

Par ailleurs, même en tenant compte de ce fait, l'échec des approvisionnements en nourriture à satisfaire la demande attendue, du fait des niveaux

de population et de revenus prévalant avant le milieu du XIX^e siècle¹⁷, nous rappelle que si l'industrialisation peut avoir libéré à court terme de la dépendance envers les cultures végétales récentes pour tous les besoins de base (notamment les combustibles), elle n'a pas pour autant émancipé rapidement et complètement des pressions sur les ressources qui, selon les malthusiens, contraignent la croissance par tête dans une période de croissance démographique rapide.

En dépit de l'attention souvent accordée à une « révolution agricole » anglaise du XIX^e siècle (la seconde révolution agricole pour certains), la hausse des rendements de la terre durant la période ne peut guère fournir d'explication quant à la capacité britannique à soutenir la croissance démographique de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècle, et ce de moins en moins avec le temps. Les données d'Overton [1996, p. 75], combinées à celles de Wrigley et Schofield [1997, p. 614], nous montrent que la croissance de la production agricole a dépassé celle de la population entre 1700 et 1750, mais fut inférieure entre 1750 et 1800, avec un déclin du ratio de 11 % sur l'ensemble du siècle. Allen [2000], pour sa part, a calculé un déclin par tête de 20 % sur ce XVIII^e siècle. Quant aux séries de données les plus précoces concernant les rendements des terres, ils ne commencent qu'en 1815 et ne révèlent aucune tendance entre 1815 et 1840 [Mitchell, 1988, p. 195].

Après 1840 environ, les rendements par acre de terre se sont probablement améliorés significativement, à la fois en raison des changements technologiques et parce que des surfaces moins fertiles ont été retirées de l'agriculture, du fait d'une concurrence étrangère croissante. Mais ceci s'est finalement traduit par une production céréalière constante, si bien que l'expansion de l'approvisionnement alimentaire britannique qui a suivi est moins imputable à un accroissement propre de la production britannique elle-même, contrairement donc à ce qui s'était passé au siècle précédent. Thompson a montré que, si la production des fermes anglaises a bien progressé de 12 %, entre 1840 et 1914, la production de céréales a, elle, vraiment diminué. S'il y eut un progrès agricole impressionnant, ce ne fut pas la croissance spectaculaire des quantités, mais une croissance modeste avec 50 % de travailleurs en moins¹⁸ : il s'agit là, bien sûr du résultat de

17. Ce n'est pas une coïncidence si ces niveaux correspondent à l'époque où la taille des individus comme les espérances de vie dans la classe ouvrière commencèrent enfin à s'améliorer sensiblement et sans connaître de périodes de retour en arrière. Voir par exemple Lindert [in Floud et McCloskey, 1993, p. 362-364], Mokyr [1988, p. 69-92] et Allen [2007] qui suggèrent qu'il n'y eut pas ou peu de gains avant 1850. Pour un résumé rapide et récent concernant les tendances en matière de salaires, d'espérance de vie et de taille, travail soutenant une vision généralement pessimiste des 50 à 75 premières années du siècle, voir Hilton [2006, p. 573-576].

18. Thompson [1989, p. 189-193]. Les gains en rendement de la terre, au XVIII^e siècle, avaient aussi été relativement modestes. Pour un résumé de l'ensemble des conclusions sur le sujet, voir Pomeranz [2002, p. 554-555].

l'action des fermes capitalistes qui cherchent à maximiser les profits et pas le produit. Mais ce faisant, la terre en Grande-Bretagne s'est trouvée plus généralement libérée d'un certain nombre de fardeaux. La forêt ne devait plus procurer ses combustibles à la nation et, dans une grande mesure, non plus ses matériaux de construction (du fait d'un passage effectif du bois à la pierre à partir du XVII^e siècle), ni encore l'essentiel de ses fibres textiles (lesquelles venaient essentiellement de l'outre-mer). Et parallèlement, une partie des travailleurs expulsés de la terre furent absorbés dans le secteur manufacturier, le commerce, la flotte marchande et la marine de guerre : en générant des exportations qui finançaient les importations, ils procuraient à la nation des produits primaires (principalement non céréaliers avant 1840, incluant beaucoup de grain et de viande ensuite) sans faire usage du sol anglais. À l'évidence, les innovations technologiques qui rendirent les exportations britanniques compétitives furent essentielles au cours de ce processus, mais l'existence de partenaires commerciaux riches en terre le fut tout autant. Et comme je l'ai exposé longuement ailleurs [Pomeranz, 2000, p. 264-285], ces relations commerciales furent construites à la fois grâce à des facteurs internes à l'Europe mais aussi par le biais d'autres, externes et contingents (à savoir le rôle joué par les maladies contagieuses dans les conquêtes européennes des Amériques).

Nous pouvons trouver une confirmation supplémentaire de l'importance cruciale du commerce extérieur, afin de rendre possible cette avancée britannique, dans les travaux récents de O'Rourke et Williamson concernant les ratios historiques salaire/rente en Grande-Bretagne. Comme ces auteurs l'ont montré [2005, p. 5-6], une hausse forte de ce ratio témoignerait du passage d'un monde plus ou moins malthusien au monde moderne. Dans le premier monde, la hausse de la population aurait tendance à faire baisser ce ratio avec le temps, phénomène qui eut très exactement lieu, en Grande-Bretagne, entre 1500 et 1750. Certes, un accroissement de la productivité de la terre pourrait augmenter les salaires réels en rendant la nourriture meilleur marché, empêchant ainsi toute crise malthusienne. Cependant, cette même hausse de productivité du sol augmenterait également la valeur locative de la terre, contrariant ainsi la hausse éventuelle du ratio salaire/rente. Dans le deuxième monde, au contraire, des hausses régulières de la productivité du travail et du produit par tête, combinées avec une demande limitée pour les produits de la terre¹⁹, signifient que ce ratio doit clairement évoluer dans l'autre sens, favorisant ainsi le travail sur la durée. Concrètement, quel fut donc le visage de cette transition ?

19. De fait les revenus par tête ont été multipliés par un facteur important en Occident, depuis 1800, ce qui n'est pas le cas de la consommation alimentaire.

Les données de O'Rourke et Williamson nous montrent trois périodes. De 1500 à 1750 environ, la série de données sur le ratio salaire/rente baisse régulièrement, vérifiant parfaitement la tendance prévisible à partir des dotations factorielles britanniques, des prix de facteurs (lesquels fournissent une approximation des productivités de la terre, du travail et du capital) et des prix des marchandises [*ibid.*, p. 19]. Le rythme de ce déclin suit précisément les évolutions de la population, comme on peut s'y attendre. De leur côté, les prix des marchandises s'avèrent très précisément prévisibles dans le cadre d'un modèle d'économie fermée (fondé sur l'idée que seules l'offre et la demande purement britanniques jouent un rôle), entre 1500 et 1700, ces mêmes prix sont plutôt bien prévus par le même modèle pour les années 1700-1750, mais ensuite de plus en plus mal prévus par ce modèle à partir de 1750, la détérioration dans le pouvoir prédictif du modèle devenant particulièrement forte entre 1800 et 1840 [*ibid.*, p. 12-14]. Et ce n'est pas une surprise si la diminution de la pertinence du modèle en économie fermée coïncide avec le début des étapes 2 et 3 dans l'évolution du ratio salaire/rente. À l'étape 2, qui commence vers 1730, ce ratio commence par reproduire le déclin relativement modéré du xvii^e siècle (période de croissance lente de la population) alors que le modèle prédit une chute rapide due à l'accroissement marqué de la population. Puis, à partir de 1850, ce ratio entame un siècle de croissance régulière alors que le modèle indique la pérennisation d'un déclin rapide.

Deux facteurs expliquent cet écart. En premier lieu la productivité du travail a commencé à augmenter beaucoup plus vite que ce que l'évolution des seuls prix de facteurs pourrait indiquer, le changement technologique, les transformations organisationnelles, une main-d'œuvre mieux éduquée et tous les éléments de l'ère industrielle, aujourd'hui bien connus, entrant alors en jeu. En second lieu, les prix des marchandises se sont mis à diverger de plus en plus fortement de ce qu'ils auraient été dans le cadre du modèle d'économie fermée, en raison des accroissements spectaculaires de la taille et de l'efficacité du commerce extérieur, phénomène que O'Rourke et Williamson qualifient de « globalisation » et que j'appellerais, avec davantage de prudence, les effets du commerce maritime. De façon intéressante pour notre perspective, ces auteurs utilisent les données propres au commerce transatlantique comme illustrations de ce que le commerce maritime apportait en général. Et ils défendent l'idée que ce commerce était le seul facteur d'importance amenant une chute des rentes européennes au xix^e siècle [*ibid.*, p. 10, 18-19]. Dans l'ensemble, alors que le ratio salaire/rente a cru d'un spectaculaire 394 % entre 1842 et 1936, ils calculent que ce ratio aurait chuté de 54 % sans ces deux effets [*ibid.*, p. 18-22]. De façon plus significative encore pour ce qui nous concerne, ils réalisent deux autres simulations : dans la première ils enlèvent de façon contrefactuelle tout

accroissement de productivité des facteurs en laissant le commerce exister ; dans la seconde, ils réinsèrent les gains de productivité mais écartent les effets du commerce maritime. Les résultats obtenus « suggèrent un effet grossièrement équivalent de la Révolution industrielle et de la globalisation sur les ratios salaire/rente sur la période » [*ibid.*, p. 22]. Ceci dit, dans la mesure où leur modèle oublie un autre facteur capital des relations transatlantiques en expansion, à savoir l'émigration britannique massive qui a sans doute empêché une croissance démographique plus rapide, il se peut qu'ils sous-estiment l'importance relative de ce qu'ils nomment globalisation²⁰. Pour la période antérieure à 1840, il leur manque les données nécessaires au calcul du poids relatif du commerce et du changement technologique et organisationnel dans la divergence de ce ratio par rapport à ce que le modèle malthusien prédirait. Ils n'en affirment pas moins l'importance du rôle du commerce à cette époque, se référant notamment au commerce triangulaire esclaves/coton/textile [*ibid.*, p. 24-25]. Bien évidemment, ce complexe triangulaire joue un rôle de premier plan dans ma propre analyse des raisons pour lesquelles les « terres fantômes » américaines ont compté pour la première industrialisation.

En définitive, il apparaît que la Grande-Bretagne n'aurait pas vraiment connu d'efflorescence, entre 1725 et 1825, n'était son commerce intercontinental. Et la chute du ratio salaire/rente prédite par le modèle en économie fermée est sans commune mesure avec l'effet de la hausse effective des rentes sur la période²¹. Certes, ce n'est pas là un élément conclusif, même si l'on accepte les hypothèses du modèle, mais c'est plus que suggestif. De fait, même le siècle de changement technologique rapide après 1840, incorporant la révolution des combustibles fossiles sur laquelle j'insiste autant que Goldstone n'aurait, selon le modèle, fourni qu'un cinquième du changement réellement observé dans le ratio salaire/rente. En conséquence, même en supposant que la contrainte de terres sur les fournitures de matières premières n'ait pas étranglé la percée industrielle, celle-ci n'aurait pas été significativement différente d'une « efflorescence ». Et, pour ces deux périodes, il nous faut aussi prendre en considération la possibilité, certes non-mesurable mais bien réelle, que le mécontentement populaire inhérent à un monde dans lequel une part croissante du revenu irait aux propriétaires, diminuerait encore la divergence entre la Grande-Bretagne et l'essentiel du continent européen. Finalement, je défendrais l'idée que ce que O'Rourke et Williamson ont réalisé ici – à l'aide d'une méthodologie

20. Pour être complet il faut aussi faire remarquer que leur modèle oublie les exportations de capital mais, pour l'essentiel de la période sous revue, elles ne peuvent avoir eu l'importance de l'émigration.

21. On pourra comparer ce que disent O'Rourke et Williamson [*ibid.*, p. 19] avec le travail de Clark [2002, p. 297].

clairement différente de la mienne – confirme ma thèse selon laquelle la focalisation exclusive de Goldstone sur la « science des machines » et sa non prise en compte de la place de la Grande-Bretagne dans le monde, est insatisfaisante.

Pour ce qui nous intéresse ici, le poids relatif du charbon, du monde atlantique et des autres facteurs parallèles au changement technologique n'est pas crucial. Ce qui importe, c'est que sans les effets combinés de ces facteurs, la « science des machines » n'aurait pas pu, à elle seule, créer un essor soutenu. En dehors du fait que la production du fer des machines, et de nombreux autres éléments, nécessitait du combustible, la transformation de bien des secteurs de l'économie par la mécanisation prit du temps. Et c'est alors qu'une bonne partie de la croissance de la productivité britannique s'avéra dépendre de la capacité de transférer des travailleurs en dehors de l'agriculture, secteur dans lequel à la fois la productivité du travail et la productivité totale des facteurs étaient relativement basses et ne pouvaient a priori s'accroître très rapidement [Clark, p. 239-258]. Ce transfert dépendait évidemment d'une disponibilité en produits intensifs en facteur terre de l'outre-mer, et ce en quantités telles que la demande en forte croissance ne pousse pas les prix à la hausse ; dans le cas contraire, même avec de nouvelles technologies, la croissance par tête aurait pu assez rapidement se retrouver étranglée. De fait, c'est seulement au ^{xx}e siècle, quand la chimie permit d'augmenter la productivité de la terre à des taux encore jamais vus d'une part, et de convertir le charbon et les dérivés du pétrole en substituts de synthèse pour un très grand éventail de produits naturels d'autre part, qu'il devint réellement possible de minimiser l'importance du facteur terre et d'admettre que des substituts pouvaient être trouvés pour la plupart des ressources (autres que les combustibles fossiles jusqu'à aujourd'hui) menaçant de devenir un goulet d'étranglement pour l'économie. En conséquence, il est impossible d'expliquer pleinement la première industrialisation britannique en dehors des multiples facteurs qui ont permis une efflorescence, avant et pendant cet épisode d'industrialisation.

EFFLORESCENCES, PÉRIODISATION ET RÉCITS HISTORIQUES

Ainsi donc, même si la stratégie choisie par Goldstone, consistant à séparer les efflorescences de l'industrialisation, met en lumière certains aspects de cet événement, elle en obscurcit d'autres qui sont tout aussi cruciaux. Et en faisant une distinction plus tranchée que nécessaire, à mes yeux, entre les « efflorescences » et la croissance moderne, Goldstone

nous ramène peut-être à ce type de raisonnement binaire rigide entre les deux périodes prémoderne et moderne, contre lequel il s'insurge à juste titre dans l'essentiel de son travail. Afin d'éviter cela, il nous faut étudier de nouveau la façon dont les « efflorescences », survenant en différents endroits et différentes époques avant l'industrialisation, se sont démarquées les unes des autres ; il nous faut aussi reconsidérer l'idée qui veut que ce concept d'efflorescence nous dispenserait d'élaborer une approche cohérente de la période « moderne précoce » ; il nous faut enfin aborder les problèmes liés aux échelles temporelles à travers lesquelles certains types d'événements doivent être analysés. Cette dernière exigence nous ramène à des problèmes tout à fait fondamentaux relatifs à la pratique même des historiens et à la manière dont notre travail peut changer quand nous essayons d'écrire une « Histoire globale ».

Comme cela a déjà été dit, Goldstone considère l'idée des « efflorescences » comme un moyen destiné à éviter une division rigide de l'histoire entre les périodes moderne et prémoderne, tout en se débarrassant des problèmes qui ont accompagné la terminologie de « période moderne précoce ». En montrant que des périodes d'efflorescence ont existé dans beaucoup de lieux et d'époque au cours des siècles, il soutient que « nous devons insister sur le fait que ces efflorescences n'ont en aucun cas constitué ce qui est généralement entendu sous le terme de modernité précoce, à savoir une rupture avec les caractéristiques prémodernes et une sorte de prélude à la croissance économique moderne ». Il poursuit en affirmant que, ces périodes ayant été suivies de phases de déclin, elles « demeurent une caractéristique normale de la dynamique économique prémoderne, depuis l'aube de l'histoire jusqu'à l'ère moderne » [Goldstone, 2002, p. 376]. Il s'agit là d'une affirmation bien plus forte que de dire que les efflorescences n'incluent pas *nécessairement* « une rupture avec les caractéristiques prémodernes ». Autrement dit, son approche implique par exemple que le Japon des Tokugawa ou l'âge d'or hollandais, de par leurs lacunes en matière de science des machines, n'étaient pas plus proches de la modernité que Rome dans la période relativement prospère des Antonins. Ou encore, si l'on se réfère à la période qui suit l'âge d'or hollandais, au XVIII^e siècle, dès lors que l'on sépare la dynamique propre à une efflorescence du démarrage de la croissance moderne, il n'y a aucune raison pour que cette dernière ne s'enclenche pas dans le cadre d'une société en phase déclinante de son cycle économique, à partir de l'introduction d'une technologie radicalement nouvelle. Et de fait, il n'est pas exclu que cela se soit passé ainsi, la preuve restant dépendante de la manière dont on date le démarrage de l'industrialisation, dans la mesure où les années entre 1780 et au moins 1820 (peut-être même 1850) ne

virent aucune amélioration dans les niveaux de vie du peuple, peut-être même un déclin²².

Sur ce point, la position de Goldstone me frappe par sa radicalité. Un certain nombre de tendances qui furent caractéristiques des quatre siècles environ ayant précédé 1800, semblent bien avoir créé un contexte permettant l'émergence de la modernité, assez différent de ceux des périodes antérieures. En premier lieu, il est possible, même si aucune certitude n'existe en la matière, que l'Eurasie dans son ensemble a satisfait aux critères présidant aux « efflorescences » dans cette période. La population croissait alors plus vite que lors de toute autre période répertoriée, avec presque une multiplication par deux entre 1500 et 1800 alors que le précédent doublement avait mis 1400 ans à se réaliser [McEvedy et Jones, 1978, p. 342], les niveaux de vie, quant à eux, progressant lentement dans l'ensemble. Certes, il existait bien des exceptions géographiques et temporelles à cette tendance générale et, par ailleurs, il est très probable que les améliorations de niveaux de vie qui se manifestèrent furent alors payées par un accroissement du labeur, au moins en Asie orientale et en Europe [Vorth, 2000 ; DeVries, 1993, p. 85-132 ; DeVries, 1994, p. 249-270 ; Hayami, Saito, Sugiyama, 1989, p. 19-32 ; Pomeranz, 2000, p. 91-106 ; Levine, 1977, p. 58-87 ; Lindert, 1995, p. 365-366]. Mais il reste vrai que le changement technologique peut très bien absorber du travail au lieu d'en libérer : de fait, seulement 3,7 % des déclarations de brevets du premier siècle de l'industrialisation ont cité l'économie de travail comme un objectif, et ce alors que le travail anglais coûtait plus cher que la plupart de ses équivalents ailleurs ; de même le bureau anglais des brevets considérait comme un handicap pour une invention de réduire les besoins en travail encore en 1720 [MacLeod, 1988, p. 158-181 ; Jacob, 1988, p. 92-93]. Si elle demeure certainement très éloignée de la croissance moderne, cette intensification d'activités, apparemment répandue sur beaucoup de régions, mérite sans doute d'être notée et a probablement eu une certaine importance dans ce qui allait suivre.

En second lieu, cette période vit une progression d'activités qui, sans doute n'eurent qu'un effet très limité sur les niveaux de vie à court terme, mais sont susceptibles d'avoir compté, tant par la vitesse à laquelle de nouvelles connaissances sur les phénomènes naturels se firent jour que

22. Il existe par ailleurs une littérature très vaste sur la question de savoir si l'industrialisation anglaise a été, ou non, accompagnée d'une montée de la misère. Pour des contributions récentes tendant vers une vision pessimiste, voir Lindert [1993] et Mokyr [1988, p. 69-92], Allen [2007]. Clark [2007, p. 272] défend l'idée que les travailleurs commencèrent à réaliser des gains dès 1815 sur la base d'ajustements dans les séries de salaires qu'Allen récuse pourtant. En tout état de cause, rien ne prouve que ce soit l'industrialisation qui soit responsable de cette éventuelle montée de la misère.

pour le nombre de personnes désormais capables d'en mettre certaines en application. La croissance rapide de l'imprimerie, comme sans doute des taux d'alphabétisation, dans plusieurs régions de l'Europe, de l'Asie orientale, probablement aussi de l'Asie du Sud-Est, peut-être même ailleurs, en constitue un exemple évident²³. Il en va de même de la croissance des contacts maritimes transrégionaux, y compris l'ouverture de contacts réguliers entre l'Afro-Eurasie et les Amériques. Outre le développement d'échanges directs d'idées (par exemple la diffusion, par les Jésuites, des sciences physiques et des mathématiques européennes ou l'apport, en Europe, de la botanique et de la pharmacopée d'Asie du Sud et d'Asie orientale)²⁴, ces contacts élargis rendirent les populations de nombreuses régions du monde conscientes de phénomènes qui entraient en conflit avec certaines idées établies, accélérant ainsi le processus de changement intellectuel, de manière directe et indirecte. Parallèlement, des progrès dans la navigation de longue distance (mais aussi certains phénomènes qu'il est difficile de traiter de progrès, comme l'établissement des plantations esclavagistes exportatrices dans de vastes régions des Amériques) posèrent les bases pour le commerce grâce auquel la Grande-Bretagne en voie d'industrialisation devait ultérieurement recevoir les importations intensives en facteur terre dont nous avons parlé. De plus, la multiplicité des connexions qui convergeaient vers certains points nodaux des réseaux commerciaux rendait plus improbable le fait que la demande accrue pour une marchandise particulière, suite à quelque innovation, puisse être réduite à néant du fait d'une surexploitation de la ressource ou encore d'une coalition de monopoles. La capacité de la Grande-Bretagne à, plus ou moins, surmonter la « famine de coton » des années de guerre civile américaine illustre assez bien ce point [Pomeranz, 2000, p. 277-278].

On pourrait néanmoins objecter que ni les livres, ni les voyages à longue distance ne constituaient des phénomènes nouveaux ; mais les changements survenus dans la publication des ouvrages et la navigation durant cette période furent d'un ordre différent de tous ceux observés sur bien des siècles auparavant²⁵. On peut ajouter que plus les populations

23. Voir Lieberman [1999, p. 67-69], pour l'alphabétisation en langue vernaculaire en Birmanie, Siam, France, Japon et Russie ; Voir Rawski [1979], Brokaw [2007], Chow [2003], pour la Chine. Le travail le plus classique sur l'imprimerie en Europe, en dépit de beaucoup de nouvelles contributions, reste celui de Eisenstein [2005].

24. Sur les Jésuites et la science chinoise, voir Elman [2005, p. 61-221]. Pour les emprunts européens des idées chinoises et indiennes en matière de botanique et de forêts, voir Grove [1995, p. 77-80, 187, 382, 387-388, 406, 440 et 471-472].

25. La diffusion du papier vers et à travers le monde musulman durant le califat Abbasside pourrait constituer la comparaison la plus acceptable. Cependant le poids démographique du monde musulman à cette époque était très largement inférieur à celui des régions affectées par les progrès de l'imprimerie dans le monde moderne précoce. Les imprimeurs de l'Asie orientale

sont alphabétisées, plus il devient possible de publier à des prix abordables, plus donc il devient utile d'apprendre à lire et plus le marché s'élargit pour les publications ultérieures. Comme par ailleurs l'alphabétisation de base est souvent réalisée dans des périodes de l'année ou du cycle de vie de chacun au cours desquelles le coût d'opportunité de cet apprentissage est très bas (pour le lecteur comme parfois pour le professeur), ce type de gain est peu susceptible de se voir remis en cause par une croissance démographique à venir, contrairement par exemple à une amélioration du régime alimentaire. L'imprimerie rendait aussi une perte ou une suppression effective du savoir beaucoup moins probable que ce n'avait été le cas dans des époques plus anciennes.

Parallèlement, la multiplication de produits « exotiques », désormais prêts à être imités dans des régions très variées, devait stimuler l'apprentissage industriel dans le monde entier, qu'il s'agisse de la découverte progressive, par les Européens, des secrets de fabrication d'une porcelaine de haute qualité ou de l'acquisition, par des artisans chinois, des techniques de copie d'horloges suisses à coucou ou d'autres gadgets impliquant engrenages et autres mécanismes élaborés [Needham et Wang Ling, 1965, p. 513-515, 522, 525-528, 531 ; Idema, 1990, p. 459-488]. Il ne fait nul doute que peu de ces produits pouvaient être largement utilisés par les gens ordinaires, mais cela n'enlève rien au fait que leur prolifération a dû accroître le réservoir des qualifications pertinentes pour l'industrialisation à venir. Il est cependant important de noter que, au moins à la fin du Moyen Âge et au cours de la période moderne précoce de l'Europe, les progrès dans les processus de production semblent avoir été concentrés sur les technologies destinées aux biens de luxe et à l'armement [Epstein, 2008, p. 52-80 et Clark, 1995, p. 249-256], qui n'apportaient rien, à court ou moyen terme, pour améliorer les niveaux de vie moyens.

Il serait tout aussi possible d'objecter que beaucoup des savoirs diffusés dans la période moderne précoce (par exemple les sciences physiques non newtoniennes de l'Europe continentale que Goldstone discute) ne conduisaient pas précisément à la science des machines que cet auteur place au centre de sa narration. Et une grande partie de ces savoirs, particulièrement en Asie orientale, étaient en cohérence avec un monde de petite production artisanale mettant l'accent sur le talent des hommes, les métaux les plus coûteux, et des fournitures en énergie drastiquement limitées. De telles connaissances devinrent rapidement obsolètes dans le monde de l'industrialisation liée aux combustibles fossiles. Ce qui ne veut pas dire pour

ne se tournèrent certes pas vers les caractères mobiles, à cette époque et pour la plupart d'entre eux, mais leur production de livres explosa elle aussi. Et bien sûr, le nombre de personnes alphabétisées était devenu beaucoup plus important.

autant que l'acquisition de ces qualifications n'allait pas avoir d'impact sur le développement industriel.

Pauer a remarquablement établi ce point dans un article sur le Japon de l'ère Meiji. Après avoir observé que les constructeurs de bateaux, les fabricants d'horloges et autres artisans japonais, notamment ceux qui étaient habitués à travailler le bois, avaient besoin d'un réapprentissage complet pour apprendre la découpe des métaux, la construction de bateaux en métal, etc., cet auteur remarque qu'il est non moins frappant de voir que ces nombreux travailleurs venus de l'artisanat ont finalement constitué la force de travail qualifiée d'industries modernes, pourtant très différentes au plan de la technologie. Il le présente ainsi [1987, p. 367-368] :

Si un individu doit faire chauffer puis fondre des métaux et construire des moules et s'il comprend les problèmes liés au refroidissement des articles fabriqués en fonte, il lui est en tout cas plus facile de mettre en place des moules plus adaptés, d'utiliser de meilleurs combustibles, etc., que si ce genre de compréhension lui est totalement inhabituel... Les artisans japonais traditionnels étaient très qualifiés même suivant les critères occidentaux, mais leur niveau était pourtant insuffisant pour un emploi direct dans des entreprises de style occidental. Néanmoins, c'est bien ce niveau lui-même qui préparait ces artisans à s'adapter, à revoir rapidement leurs outils et leurs techniques pour coller aux conditions nouvelles de la première période Meiji.

Poursuivant son analyse par une revue des industries, Pauer fait aussi remarquer que ce serait une erreur de distinguer, dans l'industrialisation de l'ère Meiji, des usines modernes d'une part, des ateliers traditionnels d'autre part. Il y avait bien plutôt un large secteur hybride, tout à fait crucial, dans lequel les techniques traditionnelles continuèrent d'évoluer en réponse tant aux idées venues de l'ingénierie moderne qu'aux défis que posait cette dernière [*ibid.*, p. 366]. En clair, l'héritage de la formation artisanale traditionnelle était souvent important, même dans les activités les plus modernes, celles où de toute façon les compétences se démodaient rapidement, et cet héritage était plus crucial encore dans toute une gamme d'activités connexes. Il est difficile de ne pas croire que ceci fut aussi vrai de l'industrialisation anglaise – où les formes artisanales de la production restèrent importantes dans beaucoup d'industries, tout au long de la période victorienne [Samuel, 1977, p. 20-42] – et d'une grande partie du reste de l'Europe. Il paraît donc raisonnable de penser que, plus une société s'industrialisait tôt et plus était grande la ressemblance entre les compétences artisanales et celles nécessaires pour participer à une industrie mécanisée de pointe. Et donc plus grande aussi était l'importance des compétences acquises et diffusées au cours des efflorescences récentes.

Tout ceci ne veut pourtant pas dire que les efflorescences de l'époque moderne précoce devaient conduire à une « percée de la modernité » – définie conjointement par une innovation soutenue et des changements massifs

dans l'utilisation de l'énergie – en un lieu particulier, ou encore que cette percée devait survenir quelque part. Pour l'avoir affirmé à plusieurs reprises [Pomeranz, 2000, p. 206-207], je suis ici d'accord avec l'observation de Goldstone (reprenant Mokyr) pour dire que la Grande-Bretagne, plus encore que les Pays-Bas (ou le bas Yangzi), constituait un cas exceptionnel. Mais il semble en revanche que les développements propres à cette période moderne précoce ne peuvent être réduits simplement à « une efflorescence de plus », ni plus ni moins susceptible de déboucher sur l'industrialisation que bien d'autres remontant jusqu'à l'antiquité. Ils ne peuvent non plus être ramenés à des épisodes peu susceptibles de déboucher sur l'industrialisation, sauf à être associés, en un lieu particulier, à la montée concomitante d'une « science des machines ».

Si donc il existe quelque chose d'important, à côté de la science, dans la période moderne précoce, il nous faut, soit trouver quelque chose de spécifique à l'efflorescence britannique qui précéda l'ère de la vapeur, soit nous intéresser à un ensemble de processus largement semblables et à des interactions globales qui prirent forme dans les trois ou quatre siècles précédant 1800. Certes, la séparation entre ces deux tâches n'a rien d'absolu. La « conjoncture globale » de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, par exemple, comprenait certainement des particularités britanniques (comme la montée de la puissance navale de ce pays) qui eurent des conséquences sur à peu près tout, depuis la fourniture de matières premières jusqu'à la stimulation du marché des instruments de précision. Mais les aspects strictement économiques et internes de l'efflorescence – qu'il s'agisse de phénomènes institutionnels comme la commercialisation, ou de résultats comme les niveaux de vie – ne semblent pas se différencier nettement entre leur incarnation anglaise et les formes qu'ils prirent dans bien d'autres endroits. Pour des raisons que j'ai soulignées plus haut (et en détail ailleurs), sans doute du reste en accord avec Goldstone, la seconde approche tournée vers les conjonctures globales paraît plus prometteuse que celle qui se penche sur des traits spécifiques et éventuellement féconds de l'efflorescence britannique.

Cet argument, qui entend placer l'industrialisation britannique dans le contexte de développements globaux multiples, vient évidemment aussi soutenir l'idée que ce qui a été appelé la « modernité précoce » constitue bien une période distincte à l'intérieur de la longue durée propre à l'histoire d'avant 1800. Pour emprunter ici le langage de Braudel [1979, t. 1, p. 52], cette modernité précoce identifie une période de croissance « terminale » et exceptionnellement rapide qui a poussé à ses limites extrêmes l'« ancien régime biologique » (terme sans doute meilleur que celui de « monde malthusien » en dépit de l'imbrication conceptuelle importante entre ces deux appellations). Il s'agit aussi d'une période qui a posé les

fondements d'une sortie de ce même monde. Encore une fois, ceci ne vise pas à affirmer que la croissance moderne n'avait plus qu'à suivre dans quelque lieu spécifique ou finalement dans n'importe lequel d'entre eux. Je suis d'accord avec Goldstone pour soutenir que le problème, avec le terme de « modernité précoce », vient de ce qu'il suggère une téléologie, un caractère inévitable pour ce qui allait suivre — une connotation évidemment regrettable. Pourtant, au moins une des expressions que Goldstone préfère lui substituer, à savoir la notion de « prémoderne tardif » [Goldstone, 2002, p. 332], me semble pire encore. Si en effet le « prémoderne » tire sur sa fin, le « moderne » doit bien nécessairement suivre et, au moins au niveau des concepts, le « moderne précoce » devrait ici se manifester. Peut-être le terme de « prémoderne avancé » pourrait-il nous satisfaire tous les deux, mais lui aussi présente des inconvénients.

Je serai aussi d'accord avec Goldstone pour dire que l'une des caractéristiques de cette période souvent invoquée, à savoir l'émergence des « nations », représente un énorme anachronisme [*ibid.*, p. 333-338], quoique l'idée qu'une partie plus importante du monde en vint à être gouvernée par des États revendiquant une autorité exclusive sur des territoires précisément définis, fasse probablement sens. La croissance des contacts intercontinentaux est de fait importante pour les deux phénomènes de croissance démographique et de formation des nations. Mais, pommes de terre et bien d'autres récoltes servirent à élever la population à d'autres niveaux tandis que la circulation de Jésuites experts en cartographie, comme l'échange de cartes et d'albums ethnographiques entre souverains, à travers l'Eurasie, encouragèrent à fournir des définitions territoriales à la souveraineté²⁶.

D'autres phénomènes intéressants, tels que l'émergence de mouvements religieux composés de laïcs et se fondant largement sur des textes écrits en langues vernaculaires, pourraient aussi être invoqués. Ce type de mouvement peut certainement être observé dans des efflorescences plus précoces, cependant leur manifestation en grand nombre et à peu près simultanément, dans ces quelques siècles, semble vraiment marquer une accélération importante, sinon quantifiable, dans plusieurs des régions majeures. Que nous choissions, ou pas, de garder ce terme de « modernité précoce » qui a désormais l'avantage d'être devenu familier, il y a bien quelque chose de différent dans cette période, quelque chose qui devient plus évident dès que l'on pense simultanément des sociétés très éloignées mais pourtant contemporaines. En ce sens, il serait tout aussi raisonnable de qualifier certains

26. Sur les Jésuites, les cartes, l'ethnographie et la convergence des idées sur la territorialité, la souveraineté et la notion d'empire en Asie orientale, Asie centrale et Europe, voir Perdue [2005, p. 429-457], Hostetler [2001].

réseaux étendus (mais pas vraiment globaux) de « modernes précoces » que d'appliquer ce terme à des sociétés particulières.

Au final, tout ceci nous ramène au problème des échelles temporelles. Comme je l'ai fait remarquer au début de ce texte, l'une des raisons expliquant que le vieux dualisme, entre une ère de stagnation prémoderne et une autre plus dynamique prenant sa place, ne disparaisse pas (malgré la montagne de preuves accumulées contre lui) tient au fait que, sur une échelle de temps assez large, il paraît acceptable. Et il n'y a aucune raison pour dire qu'une telle échelle temporelle serait a priori moins légitime qu'une autre.

Il existe cependant des raisons pour soutenir que le fait de rester focalisé sur une seule échelle de temps est rarement aussi pertinent que de bouger d'une échelle à une autre (ou plusieurs autres) afin de mieux cerner les significations d'un phénomène, quel qu'il soit. Des raisons aussi pour soutenir que la (ou les) échelles temporelles choisies devraient être appropriées aux questions que l'on se pose. Des raisons enfin pour affirmer que, lorsque ces questions impliquent une compréhension des mécanismes concrets par lesquels une chose est arrivée, plutôt qu'une simple description de ce qui est advenu, alors toute focalisation sur une échelle temporelle de plusieurs générations est particulièrement discutable attendu que bien peu d'acteurs font leurs choix avec cette sorte d'échelle temporelle présente à l'esprit. Ce que nous avons presque toujours le désir de faire, lorsque nous entendons définir et expliquer un événement aussi considérable que la Révolution industrielle, c'est de nous positionner à l'intersection de modèles de très long terme – qui nous montrent ce qu'est réellement le changement que nous étudions – et de chaînes d'événements de plus court terme (et ou plus locales) dont nous pensons qu'elles ont perturbé ces modèles de long terme.

À la limite, cette recherche de causes initialement mineures et qui ont pu faire dévier des trajectoires plus importantes nous amène à la théorie du chaos, au papillon provoquant une tornade à des centaines de miles ou encore à la fable du clou qui coûte une chaussure, puis le cheval et le cavalier, jusqu'à la bataille et au royaume lui-même. Peu d'entre nous iraient aussi loin, en tout cas la plupart du temps, mais cette explication type de la façon dont quelque chaîne d'événements relativement particulière a pu modifier quelque chose de plus considérable est un élément important du fonds de commerce de l'historien. Et cette orientation intellectuelle est tout à fait saillante en histoire économique, spécialité dans laquelle beaucoup de nos interlocuteurs sont issus d'une discipline particulièrement concernée par de tels arguments.

De leur côté, les économistes sont familiers de modèles travaillant avec des rendements croissants de certains facteurs mais ne les utilisent qu'avec une certaine parcimonie, leur préférant des systèmes dotés d'une propension

à revenir à l'équilibre. Ceci explique que, depuis la montée de la Nouvelle histoire économique (plus quantitative) dans les années 1960, une grande partie de la recherche sur la Révolution industrielle ait été consacrée à démystifier les approches qui individualisaient quelques secteurs clés (charbon coton, métallurgie ou chemins de fer) comme moteurs de l'histoire et à plaider l'idée que même une croissance impressionnante dans des secteurs constituant une petite partie de l'économie ne comptait pas autant, pour la croissance agrégée, qu'une myriade de petits changements dans de nombreux secteurs (voir en particulier Crafts [1985]). Pour des raisons similaires, ils ont eu tendance à être plutôt sceptiques quant à l'importance à accorder à une invention isolée (par exemple la machine à vapeur) ou à une ressource particulière (par exemple les combustibles fossiles), quel que soit par ailleurs le degré de bon sens que les historiens qui les défendaient leur accordaient. Ces économistes sont alors conduits, soit à minimiser les discontinuités du XIX^e siècle en matière de population et de croissance par tête, soit à découvrir un autre facteur caché, capable d'influencer d'emblée beaucoup de secteurs, mais sans entraîner par ailleurs l'apparition de coûts trop évidents à mesure qu'il serait davantage utilisé.

Étant donné le fossé gigantesque, en terme de richesse, entre l'Ouest et le reste du monde à la fin du XIX^e siècle, la première stratégie oblige à soutenir que, au moins l'Angleterre (mais sans doute aussi d'autres parties de l'Europe de l'Ouest) avait connu un progrès de long terme et régulier qui l'avait amenée économiquement bien plus loin que toutes les autres régions. Même si quelques chercheurs soutiennent encore cette vision, elle me semble avoir été sérieusement mise à mal par des travaux récents (dont ceux de Goldstone et les miens font partie) mettant en doute l'existence d'une différence significative, encore au milieu du XVIII^e siècle²⁷. Les variantes de la seconde stratégie affirment, par exemple, qu'une rupture décisive dans l'économie politique (généralement associée à la « glorieuse révolution » de 1688) a rendu plus sûre la propriété privée et aurait considérablement baissé les coûts du crédit et de l'ensemble des transactions dans toute l'économie britannique [North et Weingast, 1989, p. 803-832]. Elles défendent alternativement l'idée que les « Lumières » auraient changé le rythme des innovations de façon déterminante au point que ce rythme aurait surpassé celui des différents mécanismes de freinage qui tendaient à épuiser les gains issus de l'innovation [Mokyr, 2002]. Elles vont même jusqu'à admettre que la réussite d'une stratégie de reproduction élitiste et fondée sur la pérennisation de traits économiquement utiles, aurait, autour de 1800, produit

27. Pour la première position, voir Landes [1998], Lal [1998] et Maddison [1995, p. 19 et 1998, p. 40]. Pour l'autre position, se référer à [Pomeranz, 2005 ; Ma, 2004 ; Van Zanden, 2004 ; mais aussi Parthasarathi, 1998, p. 79-109].

une population anglaise définitivement mieux adaptée au développement économique que toute autre²⁸. Mais l'explication par les droits de propriété situe le changement décisif à un moment où, pourtant, aucune rupture claire de la performance économique n'est perceptible [Clark, 1996, p. 587-588]. De la même façon, les deux autres explications reposent sur le postulat que des processus très progressifs, dont les effets avaient longtemps été étouffés par des forces antagonistes porteuses de stagnation, parvinrent finalement à un tournant au-delà duquel leurs conséquences devinrent dominantes et donc visibles, mais sans pouvoir nous expliquer pourquoi le point de bascule se situa à ce moment plutôt qu'à un autre. Je ne mentionnerai pas ici d'autres objections, très spécifiques, à ces différentes thèses.

En caractérisant son objet d'étude comme étant une « croissance mue par la vapeur », donc aussi mue par la science, Goldstone [2002, p. 357] se range clairement dans le camp de ces secondes stratégies d'explication, tout en rattachant cette croissance à un phénomène concret, observable et datable. Il résout ainsi potentiellement le problème de savoir pourquoi nous devrions croire que la croissance de la science expérimentale a changé de façon décisive la trajectoire de développement économique autour de 1800-1830 (et ce en Grande-Bretagne) plutôt qu'un siècle avant ou un demi-siècle plus tard. J'ai déjà présenté les raisons pour lesquelles je doute qu'il puisse s'appuyer sur une tradition scientifique particulière, afin de fournir une explication quasi complète de la date et du lieu de la percée propre à la machine à vapeur. Mais plutôt que de les répéter, je vais maintenant conclure par quelques observations générales sur les problèmes relatifs à l'explication du changement sur une large échelle.

Il est compréhensible que les historiens se sentent plus concernés que d'autres chercheurs par la mise en évidence de l'époque et de l'endroit où quelque chose advint, événement qui s'avéra ensuite avoir changé les trajectoires de développement sur la longue durée et sur un espace plus vaste. Mais nous pouvons aussi comprendre que même l'événement singulier le plus spectaculaire n'est guère susceptible de discréditer complètement le retour progressif des vieilles façons de faire. Comme la « fable du clou » nous le suggère, exemple par excellence d'un événement très ponctuel ayant des répercussions beaucoup plus larges, c'est une bataille incertaine suivie d'une conquête, une lutte de succession ou encore une élection serrée entre des candidats ayant des projets très différents. Mais nous savons pertinemment que les conquérants ont souvent besoin de la coopération de ceux qu'ils ont « définitivement » vaincus afin de gouverner et doivent en conséquence permettre, au moins une lente et partielle réémergence des systèmes « défaits ». Et parfois, un facteur que nous pourrions estimer

28. Clark [2008, p. 166-189]. Pour une critique, voir Pomeranz [2008, p. 775-779].

comme ayant été l'avantage décisif du conquérant, du fait de l'importance prise ultérieurement, était certes présent mais peu crucial au démarrage. De fait, la plupart des récits de la conquête espagnole des civilisations aztèque et inca, par exemple, accordent beaucoup moins d'importance aux armes à feu qu'on ne le faisait autrefois : au XVI^e siècle, ces armes étaient bien moins efficaces qu'elles ne le seront plus tard et ont probablement moins compté que les alliances stratégiques avec des groupes insatisfaits au sein des empires américains ou que les effets des maladies contagieuses.

Ceci peut s'appliquer même dans les épisodes les plus cruciaux. Soit par exemple la victoire des Espagnols sur les Incas. Une version de cette histoire, largement acceptée par le sens commun et résumée avec talent par Diamond, tient qu'il s'agit là du triomphe « des armes, des germes et de l'acier », pour reprendre le titre de son livre. Cette interprétation en fait un exemple parfait de la façon dont certains avantages qui s'étaient lentement cristallisés, durant des millénaires, chez les peuples eurasiens des zones tempérées (à savoir l'immunisation contre les maladies de masse et une certaine sophistication technologique) eurent alors un impact crucial, permettant de façon à la fois surprenante et décisive de soumettre une société, de grande taille et apparemment puissante, aux volontés d'une société beaucoup plus petite [Diamond, 1997, p. 67-81]. Ce qui était nécessaire pour la suite de l'histoire, c'était pourtant que les vainqueurs aient entre leurs mains une pièce déterminante du puzzle, à savoir la capacité de traverser l'Atlantique : seulement alors, tous leurs autres avantages, qui auraient pu passer inaperçus aux yeux d'un observateur martien regardant en 1500 à la fois les Incas et les Espagnols d'une certaine hauteur, apparaîtraient en pleine lumière et se révéleraient décisifs.

Mais si l'on y regarde de plus près, même cette histoire devient plus floue. D'un côté, des descriptions récentes de la conquête ont montré toute l'importance des alliés indigènes des Espagnols, beaucoup d'entre eux étant des nobles qui avaient leurs propres raisons pour souhaiter rompre avec les Incas et avaient du reste commencé à le faire avant l'arrivée de Pizarre. Sans leur aide il apparaît que « les armes, les germes et l'acier » n'auraient peut-être pas suffi. Et à l'autre extrémité de cette histoire, ce qui a vu le jour au Pérou n'est pas, sur beaucoup de plans, une société espagnole mais bien une société métissée. L'Espagne y gouvernait avec le soutien d'indigènes et de *caciques* qui se mariaient entre eux, souvent des descendants des mêmes élites indigènes qui s'étaient alliées à l'Espagne au commencement²⁹. Il ne s'agit évidemment pas ici de nier l'importance

29. Voir Cahill (publication à venir). Je suis aussi redevable à Daniel Segal pour des discussions utiles sur ce point et les thématiques connexe des échelles temporelles et de l'explication historique.

de la conquête ou encore le fait qu'elle permit à l'Espagne de transformer et d'exploiter, de multiples façons et pour longtemps, ce qui devint le Pérou. Mais on voit, même dans ce cas des plus extrêmes, que le fait de se focaliser sur un événement clé afin de montrer comment de lentes « concrétions de changement » peuvent arriver à un point qui débouche sur une transformation spectaculaire et soudaine, laisse de côté deux processus cruciaux ayant rendu cet événement possible et néglige la tendance des forces provisoirement soumises à réaffirmer leur identité. Dans les conquêtes qui ne mirent pas en présence des rivaux aussi différents, d'un point de vue épidémiologique et technologique, ces tendances ne peuvent être que plus fortes.

Il me semble que l'on peut tenir des arguments assez semblables pour ce qui concerne un changement économique aussi crucial que la révolution des combustibles fossiles, transformation au cours de laquelle le déploiement des machines à vapeur du début du XIX^e siècle jouerait, très grossièrement, un rôle analogue à celui de la bataille de Cajamarca. Il est évident que la machine à vapeur eut de l'importance mais, sans le charbon, il est difficile de voir comment elle aurait pu être aussi cruciale qu'elle le fut. Et parallèlement, tant le charbon que d'autres ressources élargissaient la capacité de production britannique de bien d'autres façons. Et de fait, loin d'éliminer le besoin d'une énergie liée aux muscles et aux technologies « traditionnelles », les premières décennies de l'industrialisation accrurent même ces besoins. On peut en prendre pour exemple les porteurs et les charretiers qui se chargeaient des quantités accrues de matières emmenées par le rail et les bateaux à vapeur, et les transportaient, depuis et vers les quais et les gares, jusqu'aux mineurs et vers bien d'autres travailleurs [Samuel, 1977, p. 17-52]. Et bien évidemment tout ce monde continuait à manger, à porter des vêtements et à se chauffer. Même en tenant compte des flux de ressources rendus possibles par les changements dans la conjoncture globale et des gains en efficacité permis par les aspects internes de l'efflorescence, sans oublier la diminution ultérieure de la pression écologique du fait de l'émigration de masse³⁰, la transition vers un régime de croissance par tête soutenue fut difficile : comme nous l'avons déjà noté, une nette amélioration dans les niveaux de vie du peuple se fit attendre jusqu'aux années 1860. Si la machine à vapeur fut originale, ce fut dans sa capacité à procurer bien davantage de charbon, déterminant ainsi le contexte de sa

30. La migration depuis la Grande-Bretagne vers le reste du monde non européen semble avoir atteint le chiffre d'environ 6 millions d'individus au cours du XIX^e siècle, dont 5 millions entre 1871 et 1900. Les chiffres pour le XVIII^e siècle, à une époque où la population de référence était plus faible et le coût relatif du voyage en regard du revenu, bien plus élevé, sont d'environ 500 000 personnes. Données issues de Mitchell [1988, p. 76-79].

propre amélioration et de son déploiement. Mais même de ce fait, elle est encore loin d'avoir suscité tous les éléments pertinents de ce contexte.

Je proposerais donc l'idée qu'une seule invention – même une invention que j'aurais tendance aussi à mettre en avant – ne peut nous indiquer la différence entre une efflorescence et la croissance moderne, encore moins faire du XIX^e siècle une ère tellement nouvelle qu'elle nous dispenserait d'analyser les facteurs traditionnels que sont les ressources, l'empire et la chance géographique, pour expliquer ses changements économiques majeurs. Nous n'en atteindrons pas une meilleure compréhension, simplement avec un panorama gigantesque destiné à donner la signification de quelque nouvelle (et encore balbutiante) direction d'une part, une approche très ponctuelle destinée à expliquer ce qui s'est passé d'autre part. Nous avons également besoin de lentilles intermédiaires, capables de mettre en lumière tous les développements qui font d'une invention très spécifique, d'abord utile dans un seul secteur de l'économie, un phénomène destiné non seulement à durer, mais encore à devenir important sur une vaste échelle.



Dynamique smithienne et création des institutions
du capitalisme : une analyse des « mondialisations »
antérieures à 1860

Philippe Norel

Ce travail se propose d'analyser en quoi certains épisodes de l'histoire économique globale sont décisifs dans la formation des institutions clés de l'autorégulation marchande et, au-delà, dans l'instauration des rapports de production capitalistes. Il s'agit évidemment là d'une problématique très ambitieuse et qui dépasse largement le cadre d'un article. Néanmoins il semble possible, tout en synthétisant quelques apports théoriques anciens fondamentaux, de proposer un cadre d'analyse renouvelé et qui prenne acte des avancées récentes de l'Histoire globale. Si Smith, Marx, Weber, plus récemment Hicks, nous ont fourni les concepts d'analyse et les intuitions les plus fécondes, les « historiens globaux », qu'ils relèvent de l'analyse systémique ou de ce que nous avons appelé, en introduction, la « nouvelle Histoire globale », nous permettent aujourd'hui d'approfondir les approches de ces fondateurs. Mais c'est aussi le contexte présent de « mondialisation » qui, en nous obligeant à chercher dans le passé des éléments précurseurs, voire des précédents, focalise l'attention sur les liens entre cette mondialisation et la création ou l'approfondissement des institutions du Marché et du capitalisme.

Nous avons défini, en introduction de cet ouvrage, les concepts de capitalisme et de mondialisation. Nous admettrons donc ici que la mondialisation est d'abord une synergie particulièrement forte entre une expansion géographique des échanges d'une part, une progression de l'autorégulation marchande d'autre part. Dans le cadre d'une telle approche, on peut observer, avant la soi-disant « première mondialisation » des années 1860-1914, d'autres phases analogues. Par exemple, il semble clair que la Révolution industrielle, dans sa première période officielle (1780-1830), doit beaucoup à la nouvelle maîtrise des mers parachevée par la Grande-Bretagne dans les années 1750-1780. Or, cette Révolution industrielle n'est rien



d'autre, pour Weber, que la réalisation, avec la « technique rationnelle » propre au machinisme et la « commercialisation de l'économie », des six conditions nécessaires à une recherche rationnelle du profit. Autrement dit cette Révolution industrielle constituerait bien un stade de maturité inédit dans la progression de l'autorégulation marchande (voire une étape décisive dans la trajectoire du capitalisme, nous allons y revenir). Dans cette configuration historique, la synergie jouerait plus dans le sens d'une influence de l'expansion géographique sur l'approfondissement de l'autorégulation marchande à l'intérieur de l'économie nationale britannique.

Mais d'autres périodes révéleraient sans doute une même influence univoque : les Pays-Bas créent ainsi les institutions de leur économie nationale de marché grâce à une évidente domination sur les commerces en Europe et en Asie, au moins dans la première moitié du XVII^e siècle. Ayant pu substituer, sur leurs terres, des cultures de rente (fleurs, lin, plantes tinctoriales) aux céréales, désormais importées d'Europe centrale contre du hareng, les Néerlandais donnent un prix nouveau à leur terre. Celle-ci devient objet d'une spéculation intense qui donne sa vraie dimension au marché du foncier (lui-même créé trois siècles plus tôt avec la constitution par les paysans des *polders*). De la même façon, la stimulation de leur industrie textile exportatrice, grâce aux nouvelles cultures « industrielles » réalisées en amont mais aussi les débouchés européens en aval, les oblige à transformer le marché du travail. Si on ajoute à cela un dispositif de mobilisation du capital qui devient vite le plus perfectionné en Europe, on est en présence du système de marchés sans doute le plus complet, sur le continent, à la fin du XVII^e siècle. Il est évidemment étroitement solidaire des céréales obtenues en Baltique, de l'argent gagné sur les Espagnols, de la capacité à prélever des produits exotiques en Asie pour pénétrer ensuite les marchés européens et leur vendre aussi du textile... La création d'un tel système dépend, on le voit, non seulement des débouchés extérieurs mais aussi des importations réalisées. Il est largement reconnu que l'économie néerlandaise constituait bien, à la fin du XVII^e siècle, l'exemple le plus élaboré de ce que l'autorégulation marchande pouvait offrir...

Admettons donc ici que ces deux épisodes historiques relèvent de ce que nous avons nommé des phases de mondialisation : nous reviendrons en détail plus loin sur cette qualification à propos de la phase historique dirigée par la Grande-Bretagne, entre 1750 et 1830. On voit au passage qu'il semble y avoir une certaine coïncidence entre ce que Goldstone [2002, et ici chapitre 9] nomme « efflorescences » et ce que nous proposons d'appeler « mondialisations ». Mais peu importe ici le débat sémantique, ce qui compte c'est bien la nature de la synergie qui caractériserait ces phases. En quoi l'extension géographique des échanges est-elle déterminante dans la formation des institutions de l'autorégulation marchande, d'abord au sein

des économies nationales dominantes ? Quelles incitations spécifiques sont donc cruciales ? Quelles conditions nécessaires doit-on par ailleurs réunir pour obtenir ce « changement institutionnel » qui ne survient certes pas dès qu'une économie se trouve pratiquer un commerce extérieur ? Comment l'autorégulation marchande, une fois formée, rétroagit-elle en retour sur l'expansion commerciale extérieure ? Quelle différence faire, enfin, entre réalisation de l'autorégulation marchande et émergence du capitalisme ?

Nous ne prétendons pas répondre à toutes ces questions en quelques pages. En particulier parce que les incitations spécifiques cruciales dans cette dynamique, les ressorts des changements institutionnels à analyser, relèvent à l'évidence d'une intervention décisive du pouvoir politique et des États. Il n'y a donc aucun mécanisme économique dans cette influence de l'expansion des échanges sur les institutions de l'autorégulation marchande. Cette intervention du politique est par ailleurs multiforme, complexe et variable dans le temps. Nous avons tenté ailleurs [Norel, 2007c ; 2009b, chapitre X] de montrer qu'elle peut s'interpréter comme une certaine instrumentalisation des échanges extérieurs en vue de construire l'État, laquelle conduit d'un même mouvement à la création des institutions nationales du Marché. C'est en particulier dans le cadre de l'exigence de « gouvernementalité » [Foucault, 2004], laquelle survient dans la première moitié du XVII^e siècle et détermine une « raison d'État », qu'il faut chercher les ressorts en Europe d'une telle instrumentalisation. Mais c'est aussi dans la logique de « désencastrement » propre aux travaux de quelques disciples de Polanyi qu'il faut comprendre cette intervention du politique. D'autres auteurs ont interprété cette intervention du politique comme relevant d'une coordination entre les élites, voire de phénomènes de chevauchement, les mêmes individus étant, simultanément ou successivement, grands commerçants et responsables politiques comme à Venise ou Amsterdam. Pour important qu'il soit, nous ne traiterons pourtant pas ici directement de cet aspect politique de la synergie.

Toutes les questions que nous venons d'évoquer obligent à un effort théorique préalable. Dans cette tentative, nous rencontrons, fort heureusement, quelques auteurs incontournables. Ce travail va donc commencer par étudier ces quelques auteurs clés, notamment Hicks et Smith, pour déboucher sur une vision renouvelée de ce qu'il est coutume d'appeler la « croissance smithienne », ici élargie et requalifiée en « dynamique smithienne de changement structurel ». Cette première partie nous permettra de comprendre comment cette dynamique smithienne est, d'une part motrice du changement institutionnel en suscitant des « systèmes de marchés », d'autre part facteur d'amélioration qualitative de certaines économies nationales (qui lèvent, grâce au marché extérieur, une multitude de contraintes lourdes), enfin une matrice possible de la croissance

schumpeterienne, fondée sur les effets en chaîne des fameuses « grappes d'innovations ». La seconde partie analysera de façon comparative cette dynamique smithienne à l'œuvre dans deux cas très dissemblables, l'économie chinoise, à partir de la dynastie Song, entre ^x^e et ^{xiii}^e siècles, et la phase initiale de la Révolution industrielle anglaise, entre 1750 et 1830 environ. Et nous verrons alors quelques-unes des raisons pour lesquelles, si les deux configurations se traduisent bien par une synergie analogue et la création d'institutions clés de l'autorégulation marchande, seule la Révolution industrielle anglaise voit la création du rapport de production capitaliste proprement dit.

HICKS : GRAND COMMERCE, INSTITUTIONS DU MARCHÉ ET ÉTATS-CITÉS

Dans sa *Théorie de l'histoire économique*, Hicks [1974] accorde déjà une place centrale à la construction des institutions permettant l'existence et le fonctionnement de l'économie de marché. Le commerce est pour lui la matrice logique du marché. Il commencerait peut-être, au sein de l'« économie coutumière de village », par des échanges sporadiques, puis plus réguliers, liés à des occasions de rassemblement social qui deviennent des « foires » en un sens très général. Dans un second temps, des paysans plus cossus et assurant donc un volume plus élevé de transactions, deviendraient des intermédiaires réguliers, « acceptant les objets qu'on leur offre parce qu'ils ont plus souvent l'occasion de les repasser à quelqu'un d'autre » [*op. cit.*, p. 37]. La fréquence des foires amènerait ces intermédiaires à ne pas revendre aussitôt les produits achetés et à se constituer en conséquence un stock, un capital. S'ils tiennent alors boutique, « ils donnent au marché une continuité dans le temps » [*ibid.*, p. 38] mais peuvent logiquement aussi « lui donner une continuité dans l'espace » en envoyant des agents dans les centres voisins.

Cependant, Hicks est formel : « Il paraît peu probable que le grand commerce se soit édifié uniquement de cette façon » [*ibid.*] car « la spécialisation est déjà plus avancée dans une forme de société où l'élément autoritaire est plus fort » : c'est donc du prince ou du souverain que naîtront les réseaux du grand commerce. D'abord simples commissionnaires du prince, les marchands deviendraient logiquement de plus en plus indépendants et travailleraient en partie pour leur propre compte, puis créeraient des réseaux entre eux. Avec leur supplément d'indépendance, ils seraient mis devant l'obligation de « protéger la propriété et le contrat », ce que l'autorité ne leur procure pas spontanément, au-delà de la fourniture de l'ordre public sur la place de marché elle-même. C'est donc d'abord leur droit à détenir des produits en propre qui « doit pouvoir être constaté » [*op. cit.*, p. 43].

C'est ensuite le contrat lui-même, la nature, conforme ou non, de son exécution qui doit pouvoir être évaluée : Hicks considère que cet « arbitrage des contrats » est du ressort de la communauté commerçante et invoque les « marchands d'un groupe ethnique ou religieux particulier » comme étant les mieux à même de réaliser cette évaluation. Où l'on retrouve les diasporas chères à l'Histoire globale...

Mais Hicks introduit alors une distinction fondamentale. Pour lui, « une économie organisée dans ces conditions reste inévitablement limitée. Elle n'est pas assez puissante pour croître, pour s'étendre continuellement à de nouveaux domaines et trouver de nouvelles applications – ce qu'elle peut faire lorsqu'elle dispose d'institutions juridiques moins exceptionnelles » [*ibid.*, p. 46]. L'intervention du prince est alors nécessaire, à condition que ce dernier ne soit pas opportuniste et possède, ainsi que ses juges et ses fonctionnaires, le sens du commerce, « condition difficile à remplir sauf si le prince est lui-même marchand ou s'il attache une grande importance au commerce » [*ibid.*, p. 47]. Hicks poursuit en énumérant les conditions rigoureusement nécessaires à ce que ceci survienne. Il faut d'abord qu'existe une communauté où le commerce a déjà pris une certaine importance sociale. Or ceci est plus facile avec le commerce extérieur. Il faut donc que ce commerce extérieur présente des avantages nettement plus grands que le commerce intérieur. Pour cela il faut une petite communauté qui n'ait guère d'autres ressources économiques que de se tourner vers l'échange externe. Et il faut que cette petite communauté « soit assez indépendante pour pouvoir adapter ses institutions à ses propres besoins » [*ibid.*]. Hicks conclut : « ce sont là des conditions rigoureuses, mais on les trouve réunies dans un cas bien connu, l'État-cité » [*ibid.*].

C'est donc plus généralement l'échange lointain qui stimulerait la création des institutions les plus structurantes, la mise en place des conventions les plus utiles à la vie économique. L'histoire lui donne évidemment raison : Venise ou Gênes au bas Moyen Âge [Braudel, 1979 ; Arrighi, 1994], les Provinces-Unies au XVII^e siècle [De Vries et Van der Woude, 1997], ont bel et bien mis en place les toutes premières institutions du Marché en Europe (associations de capitaux en vue d'une entreprise maritime, développement du salariat, lettre de change, etc.). Mais Hicks va plus loin : c'est pour lui dans les seules États-cités du passé que le pouvoir politique serait réellement disposé à stimuler ces institutions dans la mesure où, du fait de l'exiguïté de leur territoire, la rentabilité du commerce extérieur y serait, par nature, nettement plus élevée que toute autre alternative. En quelques pages il fixe ainsi théoriquement trois acquis majeurs : le lien de causalité entre commerce lointain et changement institutionnel dans le sens d'une progression du Marché d'une part, l'avantage consubstantiel aux États-cités en matière d'investissement dans ce commerce extérieur

d'autre part, l'intervention décisive d'un pouvoir politique en synergie avec ses marchands enfin.

Retenons pour l'instant ces trois acquis, certes encore intuitifs, et attaquons nous maintenant aux dynamiques générales sous-jacentes à ces raisonnements. Si l'enjeu de ces réflexions est bien la création ultérieure des institutions de l'autorégulation marchande et du rapport de production capitaliste, il nous faut obligatoirement faire un détour par Smith, Weber et Marx.

WEBER ET MARX OU LE PRIMAT DES DÉTERMINANTS INTERNES

Dans l'explication de l'essor du capitalisme, la thèse issue de l'œuvre de Weber et fondée sur l'importance accordée à la rationalité, semble faire peu de cas de l'économie interconnectée et de l'extension géographique des échanges. Pour Weber [1991, p. 296-298], le capitalisme est formé lorsque six conditions permettent de réaliser cet objectif par excellence du capitalisme, à savoir un calcul de rentabilité digne de ce nom, autorisant alors une recherche rationnelle du profit : appropriation des moyens matériels de production par des entreprises lucratives privées ; liberté de marché ; technique et droit rationnels ; existence et disponibilité de travailleurs libres ; commercialisation de l'économie. On reconnaît là six caractéristiques de l'économie de marché, le capitalisme amenant en plus l'utilisation systématique du compte de capital pour choisir les investissements en calculant leur rentabilité (Weber) ou l'obligation vitale, pour la main-d'œuvre « libre », de vendre sa force de travail, et ce de plus en plus sous la forme du salariat (Marx).

Weber explique la genèse de ces six conditions par des facteurs surtout internes. Pourtant, trois d'entre elles sont intimement liées à l'interconnexion des économies. Ainsi la création d'entreprises lucratives privées et concentrant les moyens de production agricoles est bien, en Angleterre et à partir du XVI^e siècle, permise par les débouchés textiles extérieurs financés par l'argent américain, lesquels stimulent une production de laine à l'intérieur de terres clôturées ; elle est aussi liée à l'importance prise par un capital marchand qui doit beaucoup aux apports orientaux (techniques propres aux diasporas asiatiques comme la lettre de change, sans doute inspirée de la *suftaja* persane, ou encore l'association de capitaux issue du *qirad* arabe). La disponibilité de travailleurs libres est elle-même un effet collatéral des *enclosures* qui, tout à la fois ôtent leurs moyens traditionnels de subsistance aux paysans pauvres et sanctionnent l'appropriation privée, donc exclusive, des moyens de production. La commercialisation de l'économie, au sens de la spécialisation, enfin, est liée à ce double mouvement, de plus en plus de

travailleurs devant acheter leur subsistance et les tenanciers ou propriétaires devant faire de même du fait de leur spécialisation agricole. La question se pose alors de savoir si les six caractéristiques weberiennes de l'économie de marché ne dépendent pas de l'interconnexion des économies en tant que stimulant indispensable.

Dans cette problématique, nous rencontrons évidemment Marx et, d'abord, la thèse de l'accumulation primitive : en amassant des fortunes privées, le déploiement extérieur du capital marchand (à la fois commercial et financier), constituerait un facteur crucial de la dissolution des rapports de production féodaux. Néanmoins, la logique marxiste considère que le nouveau mode de production, progressivement capitaliste, émerge essentiellement sur la base des contradictions propres au mode de production féodal, ce qui revient à poser d'emblée que le capitalisme ne peut exister en dehors des pays qui ont connu ce féodalisme [Bühr, 2006]. Dès lors le capital marchand apparaît plus comme un adjuvant que comme une condition nécessaire de l'émergence du capitalisme. Dobb soutiendra ainsi, contre Sweezy [1977], que le principal moteur de cette dissolution se situait, non pas dans les villes ou le grand commerce, de fait compatibles pour lui avec le féodalisme, mais bien dans l'épuisement du rapport de production féodal et dans la lutte engagée par les serfs contre les pressions des seigneurs les poussant à produire davantage. De la même façon, l'incompréhensible attachement de certains marxistes à la thèse du « mode de production asiatique », lequel interdirait la formation d'un capital marchand digne de ce nom en Asie (ce qui est absolument contredit par toute l'Histoire globale) les empêche déjà de percevoir le poids de ce capital marchand lié aux diasporas orientales et pourtant déjà très actif en Europe, entre le ^{IV}^e et le ^{VII}^e siècle, à partir de réseaux syriens, juifs et grecs [Rouche, *in* Fossier, 1982, p. 98]. Pour ces deux raisons, le marxisme semble moins bien placé que d'autres approches théoriques pour répondre efficacement à notre problématique.

Et c'est ce que confirme la réflexion, pourtant très stimulante, de Brenner [1976] et Meiksins-Wood [1999] sur la genèse d'un premier « capitalisme agraire » dans l'Angleterre du ^{XVI}^e siècle. Ce capitalisme naît du remplacement, déjà recherché au ^{XV}^e siècle, des tenanciers traditionnels (*copy-holders*) par des tenanciers dont la valeur des baux est de plus en plus fixée en fonction des conditions du marché. Ceci obligerait les tenanciers à améliorer les terres, à en accroître le rendement, de façon à pouvoir payer des loyers qui, de toute façon, vont suivre l'augmentation moyenne de la productivité. Dans ces conditions, le gain en efficacité devient un réel impératif pour le tenancier : il pourra alors espérer faire un gain monétaire supérieur à la hausse probable du niveau des loyers. La rentabilité de la terre est tout aussi impérative pour le propriétaire qui, non seulement garantit

ainsi ses propres moyens de subsistance, mais encore peut espérer louer plus cher sa terre. Si productivité et rentabilité ne sont pas au rendez-vous, la subsistance même des deux catégories sociales peut être mise en défaut et, dans le cas du fermier, il peut même perdre l'usage de la terre cultivée. Brenner parle en ce sens d'une « symbiose entre tenancier et propriétaire foncier établissant une coopération mutuelle en matière d'investissement et d'amélioration » [Aston et Philpin, 1985, p. 51]. Et Meiksins-Wood ajoute que cette conjoncture marque le passage d'une période où la rentabilité demeurait recherchée mais encore optionnelle, à une période où elle devient strictement impérative pour des questions de survie. Elle voit là un critère majeur d'émergence du capitalisme. Néanmoins, les causes du processus sont complexes et Brenner lui-même a clairement admis, mais sans en tirer d'autres conclusions, que l'essor du capital marchand au XVI^e siècle avait bien été l'élément déclencheur de cette première phase [Astor et Philpin, 1985, p. 324].

Si le marxisme ne peut nous être que d'une aide marginale dans l'étude du lien entre création des institutions du capitalisme et Histoire globale, il nous faut alors nous tourner vers Adam Smith qui a objectivement traité ce problème de façon plus frontale.

UNE DYNAMIQUE SMITHIENNE DU CHANGEMENT STRUCTUREL

Pour Smith, le développement économique dépend d'abord de l'étendue du marché, car des ventes accrues permettent une division du travail, thème par lequel il commence son œuvre majeure, « la richesse des nations ». Cette division peut être interne à l'entreprise, à l'image de sa fameuse description de la manufacture d'épingles. À l'intérieur de celle-ci, la division du travail entre les ouvrières permet une plus grande habileté de chacune, une économie de temps, des innovations techniques éventuelles sur les tâches devenues élémentaires [Smith, 2000, p. 12-16]. Mais elle est aussi externe à l'entreprise et le gain de productivité résulte alors de la spécialisation de producteurs indépendants.

Quant à l'étendue du marché, si elle augmente avec la liberté de commercer à l'intérieur d'une nation, elle est évidemment accrue par le commerce extérieur qui devient alors une source majeure de la division du travail. Pour Smith, grâce au commerce étranger, les pays vont donner « une valeur à leur superflu en l'échangeant contre quelque chose d'autre qui peut satisfaire une partie de leurs besoins [...]. De cette façon l'étroitesse du marché intérieur n'empêche pas la division du travail dans toutes les branches des arts ou de l'artisanat et de l'industrie d'atteindre sa perfection la plus haute. » [*ibid.*, p. 459].

Smith affirme ici deux choses. C'est d'abord que le commerce extérieur permet l'écoulement des productions excédentaires qui naissent des limitations du marché intérieur : ce commerce permet de lever les blocages internes au développement. C'est ensuite, dans la même logique, l'idée que le commerce extérieur, en augmentant la « puissance productive » de l'industrie (terme smithien qui englobe la manufacture), permet l'acquisition d'avantages non naturels dans l'échange. L'acquisition de ces avantages ne concerne cependant que « les arts, l'artisanat et l'industrie » car la division du travail concerne peu l'agriculture [*ibid.*, p. 12].

Cette distinction est cruciale car Smith démontre ici qu'il n'est pas le penseur figé qu'on se plaît à dépeindre : les avantages commerciaux se construisent et ne sont pas donnés. Par ailleurs, et ce point est trop souvent passé sous silence, il prône logiquement l'usage du commerce extérieur pour les pays capables de s'industrialiser et comme moyen de cette industrialisation [Palloix, 1969, p. 40-41]. Certes, dans d'autres passages, il entre en contradiction avec cette idée puisqu'il réfute l'intérêt de se protéger précisément pour construire cet avantage industriel [Smith, 2000, p. 470]. Cet argument est cependant intenable : dès qu'un pays étranger s'est déjà industrialisé, si un autre veut bénéficier à son tour des avantages de la spécialisation industrielle il doit inévitablement se protéger un temps des productions, concurrentes des siennes, de son rival plus précoce. Ou alors il faut penser que Smith défend les intérêts du seul premier pays à s'industrialiser, l'Angleterre ! Au-delà de ces paradoxes, sa thèse est bien logiquement une théorie de la dynamique économique et du changement structurel. Ce ne sont finalement pas tant les gains quantitatifs et immédiats du commerce extérieur qui importent que ses gains qualitatifs et dynamiques. Le commerce extérieur est bien un facteur clé du changement structurel.

Smith s'oppose ici aux auteurs mercantilistes qui l'ont précédé : le gain du commerce extérieur ne réside pas dans l'accroissement du stock de métal d'une nation mais dans « l'accroissement de la valeur échangeable de son produit annuel ». Cet énoncé, à son tour, peut s'entendre de deux façons. Le commerce extérieur justifie la division du travail laquelle, en améliorant la productivité, permet de produire à plus bas prix et davantage, permet en conséquence de prendre des parts de marché extérieures. Il s'agit là d'une interprétation en quelque sorte contemporaine et bien illustrée, dans la fin du xx^e siècle, par les réussites des nouveaux pays industriels d'Asie orientale. Mais l'interprétation de Smith est différente : en diminuant l'effort requis pour produire un bien donné, si les prix ne bougent pas, donc si le taux d'échange reste identique, la division du travail permet bien de commander plus de travail étranger par heure de travail domestique, ce qui constitue la valeur d'échange même du produit ou « valeur commandée ». Dans les

deux cas le gain est évident, gain dynamique avec élimination potentielle des concurrents sur le marché mondial dans la première interprétation, gain statique par économie de temps pour se procurer les biens importés dans la seconde.

Il doit alors être clair que la thèse de la « croissance smithienne par les débouchés extérieurs », à laquelle on réduit souvent l'apport de Smith, ne lui rend pas complètement justice. Cette thèse énonce que la vente à l'extérieur, en stimulant la division du travail, permettrait de produire plus et à moindre coût en travail, donc d'obtenir une croissance plus forte. Le phénomène serait cumulatif dans des limites technologiques données : le marché externe permettrait de produire à moindre coût mais cette diminution, si elle est transférée dans les prix, autoriserait un accroissement mécanique de ce même marché externe. Et ainsi de suite tant que la baisse de prix peut continuer et que les consommateurs réagissent positivement à cette baisse... Seule cependant l'utilisation de techniques nouvelles permettrait de dépasser les blocages ultérieurs inévitables. Smith préparerait donc le terrain pour les thèses de Schumpeter en développant toutes les conséquences de la simple division du travail et en montrant la nécessité *in fine* de l'innovation technologique pour franchir un saut qualitatif.

Smith a en fait mis le doigt sur quelque chose de plus fondamental... Il semble possible d'étendre l'idée de la « croissance smithienne » dans deux dimensions de nature distincte. La première dimension est donc celle du changement structurel, des transformations économiques institutionnelles et non plus seulement la croissance quantitative. La seconde dimension est relative à ce que recouvre le marché extérieur. D'une part, le marché extérieur ne se réduit nullement à des débouchés pour les exportations nationales. Ce marché, ce sont aussi corrélativement des importations possibles, dont certaines pourront s'avérer stratégiques comme celles que l'on tire des colonies. En modifiant donc la quantité et la nature des produits importables, le marché extérieur est donc facteur de changement structurel à un autre niveau : on retrouve évidemment ici la thèse clé de Pomeranz [2000]. Mais d'autre part, le marché extérieur est aussi une source éventuelle de capital pour une économie, donc un levier pour obtenir les moyens de toute transformation structurelle. À la thèse de la « croissance smithienne par les débouchés extérieurs » il faudrait donc substituer celle du « changement structurel smithien par le marché extérieur »...

Analysons plus avant ce changement structurel smithien, d'abord en traitant de l'effet du « marché extérieur » sur les institutions même de l'économie de marché, puis en traitant de ses conséquences qualitatives sur le tissu économique lui-même. Ce second point sera d'abord traité en dehors de toute innovation technologique puis sera relié à l'innovation à travers le lien entre dynamique smithienne et croissance schumpeterienne.

DYNAMIQUE SMITHIENNE ET CRÉATION DE SYSTÈMES DE MARCHÉS

Parmi toutes les institutions habituellement citées de l'économie de marché, les marchés de facteurs de production apparaissent souvent secondaires alors qu'ils constituent des piliers élémentaires mais décisifs. En effet, sans marché du travail, de la terre et du capital, aucune souplesse rapide dans les quantités produites n'est plus possible. C'est en fait toute l'autorégulation marchande qui est en jeu. Celle-ci peut s'appréhender à trois niveaux.

Au niveau immédiat ou à très court terme, un marché se régule par les prix. Que la demande pour un produit augmente brutalement à offre constante et c'est le prix du bien qui s'élèvera. Dans ces conditions une partie des demandeurs sera évincée jusqu'à ce que la demande effective coïncide bien de nouveau avec l'offre.

À court terme, les producteurs vont évidemment réagir en augmentant les quantités produites, ce qui va dans leur intérêt et satisfera une partie des consommateurs précédemment évincés. Pour que ce nouvel équilibre, *a priori* favorable aux producteurs comme aux consommateurs soit possible, encore faut-il pouvoir employer plus de travailleurs (donc utiliser les services d'un « marché du travail ») et disposer d'un capital circulant plus important (donc faire appel à un « marché du capital »). Alternativement il faudra transférer des ressources en travail et capital d'une autre branche de production ce qui suppose, sinon des marchés de facteurs, du moins des processus de décision permettant ces transferts. La petite production marchande constitue une instance possible d'une telle décision, pour ce qui est de transférer du travail, hors donc d'un marché du travail salarié formel...

Enfin à moyen terme, si la demande continue d'être significativement excédentaire et si les profits à attendre sont supérieurs à ceux espérés dans d'autres branches, il faudra changer la courbe d'offre grâce à des investissements physiques supplémentaires qui pourront, le cas échéant, soit simplement augmenter l'échelle de la production, soit augmenter la productivité de l'équipement utilisé. Dans les deux cas, le recours à plus de travail mais surtout plus de capital et éventuellement de terres, est tout aussi impératif.

L'autorégulation marchande suppose donc clairement des marchés de facteurs de production sans lesquels elle n'aurait strictement aucun sens. Le jeu entre les signaux sur les marchés de biens d'une part et la réaction des marchés de facteurs d'autre part constitue les marchés en système. Seule l'existence de tels systèmes permet l'autorégulation marchande, permet donc que le Marché manifeste cette « main invisible » chère à Smith. De tels systèmes de marchés sont très improbables, en Europe, avant les

derniers siècles de notre Moyen Âge, et ce pour deux raisons immédiates. En premier lieu l'absence d'une monnaie conventionnelle, imposée par le souverain et fiable dans la durée, interdit le plus souvent tout calcul permettant le transfert de « capitaux » d'un marché à l'autre. En second lieu, l'absence d'individus libres de vendre leur force de travail ou de commercialiser sans contrôle le produit de celle-ci, freine toute restructuration de l'appareil productif conforme aux signaux donnés par les marchés.

Sur notre continent la création de tels marchés de facteurs (donc des systèmes de marchés associés) est clairement corrélée avec les réussites du commerce extérieur. Le cas le plus connu est sans doute celui des Pays-Bas au XVII^e siècle, déjà présenté. De la même façon, nous savons que l'Angleterre a renforcé ces mêmes marchés de la terre et du travail avec la révolution des *enclosures* et l'apparition du capitalisme agraire, aux XVI^e et XVII^e siècles, dans le contexte d'expansion des exportations de laine puis de réponse à la stimulation extérieure constituée par la hausse du pouvoir d'achat ibérique, suite à la conquête américaine... Dans le cas anglais, la création même de ces marchés serait cependant plus ancienne, quoiqu'encore liée au marché externe.

Pour Britnell [1993, 1996] et Campbell [2005], sur la base de marchés de biens encore officiels au XI^e siècle, l'Angleterre va voir progresser ces marchés de biens puis se créer des marchés de facteurs, à partir de la fin du XII^e siècle. La progression des marchés de biens serait due à l'évolution du rapport seigneurial mais déjà en lien avec le commerce lointain : l'achat croissant de biens étrangers de luxe pousse les seigneurs à ponctionner monétairement la paysannerie, donc oblige ces derniers à augmenter leurs ventes sur le marché. Ce sont les marchands exportateurs (laine, vêtements, étain) qui constitueraient la principale demande adressée alors à la paysannerie.

Les ventes de terres deviendraient nombreuses, après 1180, à cause notamment des dépenses destinées à payer les équipements des croisés. Ce sont les réformes entamées par Henri II dans les années 1160-1170 qui distendent le lien entre usage de la terre et obligation personnelle envers le seigneur [Campbell, 2005, p. 16]. Les raisons de cet essor sont à chercher, du côté de l'offre, dans un endettement croissant des seigneurs, mais aussi des paysans en cas de mauvaise récolte. Du côté de la demande, les causes résident dans la multiplication des professions (paysans libres, administrateurs de domaines, juristes, grands commerçants) qui entraîne une certaine accumulation. Mais les paysans non libres peuvent aussi s'agrandir, soit en remplaçant, moyennant paiement, un ancien tenancier, soit en devenant tenanciers libres sur de nouvelles terres. Enfin la soif de terres, liée à la hausse de la population, contribue aussi à la demande et amène une division des parcelles [*ibid.*, p. 18].

Pour ce qui est du marché du travail, une évolution similaire apparaît. Au XI^e siècle, la totalité du travail productif est servile ou liée aux obligations féodales. *A contrario* en 1300, le travail salarié représenterait entre 20 et 25 % du travail total dépensé dans la production de biens et services [Britnell, 1993, p. 364]. Dans la construction, le travail salarié devient la règle tandis qu'il fait partie intégrante de la vie urbaine. De la même façon, sur les domaines seigneuriaux le travail salarié (plus motivant et productif) remplace peu à peu au XIII^e siècle l'esclavage ou les corvées [Campbell, 2005, p. 10]. La surpopulation a joué un rôle dans cette évolution en rendant le travail salarié moins cher. On ne peut pour autant parler de prolétariat rural dans la mesure où le travail salarié est souvent un complément au sein des ménages disposant d'une terre en tenure. Enfin, les entraves à la mobilité restent réelles.

Nous avons montré ailleurs [Norel, 2007b] que cette double progression se produirait d'abord sous la pression d'une demande supplémentaire liée à un excédent extérieur, lui-même repérable à travers la spectaculaire croissance du stock de monnaie métallique (sans pourtant de production locale significative de métaux précieux). Mais il faut aller plus loin et tenter de théoriser ce résultat empirique. Raisonnons d'abord sur les raisons qui inciteraient à créer des marchés de facteurs, ce que nous serions tentés d'appeler la « demande de marchés de facteurs » puisque de tels marchés constituent des institutions susceptibles d'être l'objet d'une demande sociale. La pression pour constituer un marché du travail et un marché de la terre suppose *a priori* qu'un supplément de demande se manifeste sur un bien donné et se traduise par une hausse de son prix incitant à produire plus. Mais quelles conditions sont requises pour qu'un commerçant ou producteur, voyant ainsi monter le prix relatif de son produit, décide d'en faire produire davantage ? Il faut en premier lieu qu'il désire augmenter son revenu total en profitant de cet effet prix positif. Mais précisément cette hausse de prix vient déjà d'augmenter son revenu. Il est donc tout à fait possible que ce producteur hypothétique, loin de vouloir accentuer la hausse de son revenu, choisisse même de diminuer sa production pour conserver son revenu initial, suffisant à ses yeux pour assurer sa subsistance. Ce comportement, fondé sur le primat de l'effet revenu sur l'effet prix et bien connu en microéconomie, permet de douter du désir de réagir positivement à une hausse de prix, dans des sociétés initialement non ou peu marchandes.

En second lieu, il n'est pas certain qu'un producteur, mu par l'effet prix, interprète sans risque les signaux d'un marché de biens en l'absence d'une monnaie fonctionnant comme réserve de valeur. Tel producteur qui voit, dans un troc, le prix relatif de son produit s'élever peut se demander s'il s'agit d'une hausse de son prix par rapport à la moyenne ou au contraire

l'effet d'une chute du prix du bien avec lequel l'échange se fait. Il lui est alors difficile d'en tirer des conclusions quant au type de production éventuelle à mettre en œuvre. En supposant qu'un étalon de valeur soit utilisé, le problème reste le même dans la mesure où tous les produits voient peut-être leur prix, exprimé dans cet étalon, augmenter. Si cet étalon est aussi moyen de paiement, l'estimation est toujours faussée par un doute obligatoire quant au poids et surtout à la qualité du métal obtenu. Le problème de savoir s'il y a vraiment lieu de susciter une réponse positive de la production ne peut être réglé qu'avec l'usage d'une monnaie possédant les deux premières qualités et reconnue comme réserve de valeur, ce qui requiert rapidement la garantie d'une autorité et un calcul minimal portant sur la variation du niveau des prix. En dehors de l'existence d'une telle monnaie, le type de décision productive que suppose un système de marchés reste éminemment risqué, donc improbable...

Un « signal » sur un marché de biens donné a donc peu de chances de se transmettre spontanément aux marchés de facteurs potentiels tant que l'effet-revenu domine les sociétés considérées ou que l'incertitude est forte quant à l'interprétation des prix relatifs. Mais l'extension géographique des échanges, l'obtention de débouchés extérieurs notamment, a pu contribuer à lever ces deux obstacles... Dans le cas de l'Angleterre des XII^e et XIII^e siècles, l'apport de métaux précieux lié à l'excédent extérieur a sans doute contribué à crédibiliser la monnaie utilisée tout en créant des opportunités de gain telles que l'effet revenu avait de moins en moins de chances de continuer à supplanter l'effet prix... L'excédent extérieur constituerait donc aussi un facteur théorique crucial pour surmonter les deux obstacles cités.

Il ne semble pas pour autant que l'on puisse réellement parler de véritable système de marchés pour qualifier la situation anglaise du XIII^e siècle (travail salarié limité aux domaines seigneuriaux et à la construction, marché de la terre à usage largement vivrier et tourné vers une large auto-consommation, marché des biens artisanaux monopolisé par les guildes). On n'observe donc pas une véritable dynamique de transfert de facteurs d'une activité à une autre ni d'allocation des ressources en fonction de la rentabilité. On ne peut sans doute parler que de système embryonnaire de marchés... Il devait revenir au XVII^e siècle, encore sous l'effet d'un stimulant commercial extérieur et dans le cadre d'une montée de l'Angleterre vers l'hégémonie en Europe, d'étendre le processus de création d'un système national de marchés. Ce point est d'importance : marchés de facteurs et approfondissement de l'autorégulation marchande ne peuvent se développer rapidement qu'à l'intérieur de nations qui dominent suffisamment leurs rivales en matière de commerce extérieur.

Avec la création, sous influence directe du marché externe, de ses premiers systèmes de marchés, l'Europe de l'Ouest paraît ainsi avoir réalisé

une innovation fondamentale. Nous allons cependant voir plus loin qu'on peut observer ce même « changement institutionnel smithien » en Chine, pour l'essentiel avant même qu'il ne se manifeste en Europe. En revanche, c'est au plan de l'amélioration qualitative de son économie que l'Europe s'est sans doute clairement démarquée, grâce au marché extérieur, entre XVI^e et XVIII^e siècles.

DYNAMIQUE SMITHIENNE ET TRANSFORMATION QUALITATIVE DES ÉCONOMIES

Le marché extérieur, entendu au sens large précédemment posé, serait non seulement un facteur de changement institutionnel mais aussi à l'origine de modifications qualitatives dans les structures productives. Il serait donc à la source de la « grande divergence » entre la Chine et l'Europe, donc finalement de ce qui ferait l'essor relatif de l'Occident. Dans une thèse très convaincante, Pomeranz [2000] a ainsi mis l'accent, d'une part sur l'apport de nouvelles terres arables à l'Europe grâce à son expansion, d'autre part sur la chance britannique de disposer de charbon facilement transportable pour dynamiser l'industrie.

Pour ce qui est du facteur foncier, l'Europe de l'Ouest lève d'abord une contrainte sévère liée à la quantité limitée de terres arables. Non seulement elle exploite de nouvelles terres en Amérique, mais encore elle rend plus productives ses propres surfaces agricoles, d'une part en utilisant massivement la pomme de terre, laquelle « fournissait les calories et protéines pour nourrir une population donnée avec une parcelle plus petite tout en se conservant bien » [Goldstone, 2008, p. 93], d'autre part en important du guano chilien comme engrais. L'apport américain est donc multiple, direct par extension des surfaces mais aussi indirect par importation de plantes ou d'intrants. Plus fondamentalement Pomeranz développe une analyse du changement structurel comme lié à une modification des proportions de facteurs productifs. L'Europe parvient selon lui à échanger des produits intensifs en travail et capital contre des produits intensifs en facteur terre. C'est le cas du commerce de la Grande-Bretagne avec sa colonie nord-américaine (coton brut contre textiles et autres produits manufacturés) comme de ses échanges avec les Antilles (sucre contre produits manufacturés). Le phénomène de la traite est un peu différent : une main-d'œuvre nourrie sur la terre d'Afrique y est échangée contre des produits manufacturés (armes, textiles) pour venir elle-même mettre en exploitation le facteur terre nord-américain ou antillais. Les colonies antillaises doivent cependant importer une partie de leur nourriture, mais cela ne s'effectue nullement en utilisant des terres européennes dans la mesure où leur alimentation est importée des futurs États-Unis... Autrement dit, on assiste avec l'expansion

européenne à une spectaculaire substitution des facteurs capital et travail (relativement abondants en Europe) au facteur terre (relativement plus rare) dans les combinaisons de production européennes et surtout britannique. Dans cette perspective, la progression de la consommation britannique de sucre, par exemple, serait moins l'effet d'une gourmandise naturelle que la conséquence d'un effort pour alimenter le plus possible la population à l'aide des « terres annexes » [*ibid.*, p. 124-127]. Par ailleurs, seul l'apport massif de coton légitimerait les innovations textiles qui vont caractériser la première phase de la Révolution industrielle [Pomeranz, 2000, p. 54-55] et l'on sait combien l'exportation de textiles sera centrale au XIX^e siècle, allant jusqu'à représenter deux tiers de la production britannique. Autrement dit le marché extérieur (il est vrai secondé par la force) lève la contrainte foncière européenne et dynamise sa production industrielle, justifiant le passage à des formes de production et d'organisation du travail plus efficaces.

Il est intéressant de savoir que la Chine a aussi augmenté sa production de coton, aux XIV^e et XV^e siècles, en mettant des terres nouvelles en culture. Cependant, elle n'a pas pu continuer faute de terres arables en quantité suffisante aux XVI^e et XVII^e siècles [Elvin, 1973, p. 212-215]. L'organisation du travail dans les cotonnades est restée par ailleurs liée à la petite production marchande des paysans. Ceux-ci pouvaient donc répondre aux chocs de demande en réallouant leur travail de l'agriculture vers le textile et vice-versa, sans pour autant modifier les techniques de production. En clair, c'est pour partie le manque de terres cultivables en coton qui expliquerait la relative stagnation technologique chinoise au XVIII^e siècle. Mais, n'était sa prodigieuse expansion outre-mer, l'Europe était sans doute partie pour connaître des blocages similaires...

Pour ce qui est du facteur énergétique, singulièrement du charbon, la Grande-Bretagne découvre au XIX^e siècle qu'elle possède un double avantage : des gisements importants (comme du reste la Chine) mais aussi des distances limitées pour le transporter vers les pôles d'activité (contrairement à la Chine). Ce double atout va dynamiser la propulsion à vapeur tout en épargnant les forêts restantes, maintenant donc des réserves de terre et retardant ainsi le blocage du développement que constitue l'absence de terres défrichables. De ce point de vue écologique, la substitution rapide de la houille au bois et au charbon de bois contribue, de la même façon que l'usage de terres annexes, à la préservation de ce facteur rare que constitue la terre en Grande-Bretagne. À partir de là, dans la mesure où l'usage du charbon et l'abondance de coton justifient l'adoption des innovations clés de la Révolution industrielle, le développement britannique ultérieur est nécessairement plus intensif en capital mais aussi en terres (externes) et en ressources naturelles. À l'inverse, le développement chinois demeure au XIX^e siècle, faute de terres, de ressources minérales

énergétiques proches et donc d'incitation à innover, intensif en travail et obligé d'économiser sur la terre et les ressources naturelles. Là se situerait la « grande divergence », le point de séparation irréversible entre les deux économies sans doute les plus avancées, à la fin du XVIII^e siècle, de toute l'Eurasie...

Malgré l'intérêt de cette synthèse, il est clair que Pomeranz met l'accent sur les raisons historiques de la seule « divergence des performances » entre l'Europe et la Chine. Ce qui sous-entend que les institutions de marché étaient sans doute très proches, entre les deux continents, avant cette divergence, et qu'il n'y avait pas de différence structurelle sous-jacente. De fait les Chinois disposaient d'une réelle liberté de marché, avaient développé des marchés de facteurs (terre et travail notamment), leurs techniques productives, commerciales et financières étaient au moins égales à celles de leurs homologues occidentaux et la commercialisation de l'économie était, dès le XII^e siècle, ce qu'elle sera aux Pays-Bas au XVII^e. Lorsque la fin du XVIII^e siècle se profile, les avancées institutionnelles faites dans chacun des deux contextes semblent donc comparables. Il paraît cependant possible d'affirmer que des différences majeures dans la structure de l'économie chinoise, dans la nature des institutions économiques, peuvent aussi contribuer à expliquer la divergence ultérieure. Nous allons y revenir en analysant plus loin la question de la nature du « travail libre », en Europe et en Chine.

L'ARTICULATION CRUCIALE ENTRE DYNAMIQUES SMITHIENNE ET SCHUMPETERIENNE

Comme nous l'avons mentionné, dans un cadre technologique donné, le marché externe permet de produire à moindre coût grâce à une division du travail qui peut être interne ou externe à l'entreprise. Si cette diminution de coûts est transférée dans les prix, elle autorise un accroissement mécanique de ce même marché externe. Et ce phénomène se prolongera tant que la baisse de prix peut continuer et que les consommateurs réagiront positivement à cette dernière. Seule cependant l'utilisation de techniques nouvelles permettrait de dépasser les blocages ultérieurs en permettant, par un saut qualitatif plus radical, de produire à la fois davantage et à un moindre coût unitaire.

Le simple énoncé de cette nécessité de produire plus et à un coût inférieur montre que l'innovation relève alors d'un accroissement de la productivité totale des facteurs. Mais, à organisation et qualification inchangée du travail, cet accroissement de productivité concernera le capital engagé, en général combiné avec des rendements d'échelle croissants internes à la

firme. Et c'est, par exemple, cette conjonction qui se manifeste clairement dans le stade initial du filage du coton, au XVIII^e siècle, en Angleterre. Le tournant serait la mise au point de la *spinning jenny* de Hargreaves (1764) qui multiplie la productivité du filage par 16. En fait, un dispositif technique similaire était connu des Chinois, dès le XI^e siècle, et cette machine à filer avait été transmise, via le monde musulman et Byzance, aux cités italiennes du XIII^e siècle [Kuhn, 1988, p. 419-421]. Hargreaves n'aurait fait qu'adapter à une production beaucoup plus importante et des matières premières différentes (le lin, puis le coton et non plus la soie) l'outil sino-italien, de fait importé en Angleterre par John et Thomas Lombe autour de 1720, puis déjà amélioré par Paul et Wyatt. La transmission du mouvement donné par l'opérateur, assurée par une simple courroie dans la technique chinoise, était renforcée par des cylindres et un mécanisme de serrage de la courroie... La machine d'Hargreaves a ainsi pu être utilisée pour une fabrication de masse, et pour la première fois, grâce au coton exploité à volonté sur les nouvelles terres américaines et à la possibilité de multiplier la culture britannique de lin... Autrement dit, si la dynamique smithienne n'explique pas la performance intrinsèque de ces innovateurs, elle explique pourquoi elle s'exerce précisément à ce moment-là. Elle montre que toutes les conditions étaient bien créées pour qu'elle ait lieu : demande plus massive d'un côté, abondance de matières premières de l'autre, les deux étant permises par l'extension géographique des échanges, le « marché extérieur » au double sens des exportations et de la nature des importations obtenues par ces exportations. Inversement, tant que ces deux conditions ne sont pas réunies, ce type de machine n'est pas susceptible d'être amélioré car son utilisation serait peu rentable.

La dynamique smithienne peut jouer aussi indirectement dans la mise en place d'une croissance plus schumpeterienne : une demande externe accrue, en requérant davantage de main-d'œuvre, constitue une pression à la hausse sur les salaires nominaux, laquelle peut aussi pousser à mécaniser la production pour économiser sur le coût de main-d'œuvre. L'argument contraire de Pomeranz selon lequel, au XVIII^e siècle, la technologie absorbait du travail au lieu d'en rejeter (voir ici, chapitre 9) reste sujet à caution : dans la mesure où l'élimination des travailleurs était mal considérée socialement, le fait que les brevets soient très rares à mentionner l'économie de main-d'œuvre comme un avantage, relève peut-être plus du discours « politiquement correct » que de la réalité technique.

C'est certainement Young [1928] qui a, indirectement, le mieux théorisé l'articulation entre dynamique smithienne et croissance schumpeterienne. Il adopte en premier lieu l'argument de la rentabilisation de nouvelles machines par l'étendue du marché (analysée ici avec l'exemple de la machine de Hargreaves). Mais il développe ensuite l'idée que la machine elle-même, en

diminuant les coûts de production unitaires, étend directement le marché, exactement sur le même mode que la simple division interne du travail pouvait le faire, par la baisse des prix. Autrement dit, si l'extension du marché justifie la machine, la machine étend mécaniquement le marché : la croissance schumpeterienne stimule en retour la dynamique smithienne et les changements deviennent cumulatifs.

Young étend surtout son raisonnement à la division du travail externe à la firme, plus précisément à la spécialisation entre branches, voire à la création de sous-branches jusque-là inconnues, sous l'effet de l'extension du marché. Il donne l'exemple de l'imprimerie :

Les successeurs des premiers imprimeurs ne sont pas seulement les imprimeurs d'aujourd'hui, mais aussi les producteurs de pâte à papier, d'encre [...] et les fabricants d'outils et de machines spécialisées pour l'imprimerie et les diverses branches auxiliaires. On pourrait étendre la liste [...] en remontant plus en amont vers les branches qui, tout en approvisionnant les branches qui approvisionnent l'industrie de l'imprimerie, approvisionnent aussi d'autres branches qui concourent à d'autres productions que celles de l'imprimerie [*op. cit.*, p. 101].

On pense, dans la Révolution industrielle, à la création du secteur minier pour améliorer les combustibles utilisés mais aussi pour actionner, de façon décentralisée, les machines à vapeur. On pense justement à la fabrication de ces machines à vapeur, utiles dans presque tous les secteurs d'activité, y compris pour assécher les mines de charbon... On pense aussi à la métallurgie qui sert à fabriquer les tubes des machines à vapeur, sert aussi à l'extraction du charbon, etc. Il s'agit là, en même temps que d'une création de branches nouvelles, d'une multiplication des détours de production, des branches se fournissant en chaîne avant d'aboutir au produit final. Pour Young, ces détours, qui permettent par définition des baisses de coût, seront d'autant plus efficaces que la multiplication des branches et sous-branches sera importante. Et dans ces conditions, la notion de marché s'élargit pour devenir « un agrégat d'activités productives reliées par les échanges », incluant donc les échanges entre branches. L'extension du marché devient alors naturellement concomitante de la multiplication des branches et sous-branches : croissances smithienne et schumpeterienne apparaissent désormais de moins en moins séparables.

Mais on reste cependant ici dans le registre de la « stimulation » et de l'explication de la « demande d'innovation ». Et il y a loin de la stimulation, de la création des conditions de rentabilisation d'une « machine » ou d'un détour de production, à la matérialisation concrète de ces derniers. Il restera donc toujours une part de l'innovation que la dynamique smithienne est impuissante à expliquer. Et c'est là tout l'intérêt de la thèse de Goldstone lorsqu'il impute l'« offre d'innovation » à une culture

scientifique britannique et à une « science des machines ». Cependant celle-ci a une probabilité d'autant plus forte de survenir que la dynamique smithienne a préparé le terrain. Sans compter, et c'est peut-être là le point le plus crucial, que la technique occidentale a toujours progressé, jusqu'au XIX^e siècle, en recevant des connaissances venues de l'extérieur [Pacey, 1996], assez souvent en les améliorant radicalement : inutile de préciser que la diffusion intercontinentale de ces techniques et connaissances est une composante centrale de l'histoire économique globale, par ailleurs source directe de dynamique smithienne...

Après ce détour théorique, il nous faut maintenant aborder deux exemples de dynamique smithienne, dans son rôle d'amélioration qualitative des économies qui la maîtrisent d'une part, de création des institutions du Marché, voire du capitalisme, d'autre part.

LA CHINE À PARTIR DE LA DYNASTIE SONG : UNE DYNAMIQUE SMITHIENNE PRÉCOCE SANS ÉMERGENCE PRIVILÉGIÉE DU RAPPORT SALARIAL

Il serait sans doute possible de montrer qu'une certaine dynamique smithienne, fondée sur l'élargissement du marché intérieur chinois (plus vaste que son équivalent européen) a déjà eu lieu sous la dynastie des Tang (618-907). Adshead [2004] en a largement montré les ressorts : expansion territoriale, notamment colonisation de la région du bas Yangzi, particulièrement riche ; transformations de la famille chinoise dans le sens d'une participation, par les premiers ateliers textiles, à une production directe pour le marché ; développement du commerce interrégional... Sous les Song (960-1271), notamment les Song du Sud, à partir de 1127, cette dynamique est amplifiée par un essor important du commerce maritime, permis par la mise au point de la grande jonque chinoise aux X^e et XI^e siècles. Mais la cartographie chinoise et l'usage maritime de la boussole apparaissent également parmi les innovations décisives. En conséquence les Chinois développent leur commerce vers les Philippines, la Malaisie, Java et Sumatra et, à partir du XIII^e siècle, remontent l'océan Indien régulièrement jusqu'au Golfe du Bengale. Au XII^e siècle, la taxation du commerce extérieur rapporterait à l'État 20 % de ses revenus [Curtin, 1998, p. 110]. La dynastie Song ne se limite pas à élargir le commerce extérieur : elle introduit un riz vietnamien à double récolte annuelle et en facilite le transport sur l'eau entre provinces ; elle dynamise la production de fonte dans des hauts fourneaux précurseurs et encourage l'artisanat textile et céramique ; elle s'appuie enfin sur une bourgeoisie urbaine marchande. Enfin et surtout l'État impérial Song s'implique directement dans les réformes économiques et l'amélioration du commerce, interrégional comme extérieur.

Ce faisant la dynastie Song renoue avec une tradition ancienne : déjà la dynastie Han (-206, +220) contraignait l'ensemble de ses sujets à se rendre au marché afin d'y acheter les biens exigés au titre de l'impôt. En conséquence la population dut très tôt s'habituer à vendre au marché une part de sa production, au départ surtout des biens à destination des élites. C'est sous les Tang, au IX^e siècle, qu'un trafic interrégional portant sur les biens de première nécessité se met vraiment en place tandis que certains biens deviennent accessibles sur un marché national [Elvin, 1973, p. 166].

Dans cette dynamique, c'est bien la « division du travail », chère à Smith, qui progresse, notamment entre IX^e et XIII^e siècles, période « large » de la dynastie Song. De nouveaux produits apparaissent sur les marchés, biens alimentaires mais aussi papier, chanvre, soie et feuilles de mûrier. La vente de ces dernières est symptomatique : des producteurs occupent désormais une niche fonctionnelle dans la filière d'un produit donné (en l'occurrence la soie) et vendent leur « produit semi-fini » comme consommation intermédiaire à d'autres producteurs, parfois dans d'autres régions. Corollaire de cette spécialisation, certains paysans commencent, au plus tard au XII^e siècle, à importer leur nourriture d'autres régions afin de se concentrer sur la spécialisation locale qui leur fournit un avantage comparatif. Des témoignages montrent par exemple que la région de Suzhou voit disparaître sa production de riz (remplacée par le blé, les oranges ou les feuilles de mûrier) tandis que le Jiangxi augmente la sienne [*op. cit.*, p. 168]. Mais l'aire de distribution des produits finis et intermédiaires est beaucoup plus large et concerne l'Asie du Sud-Est dès le XI^e siècle : des pans entiers de l'économie rurale, comme au Fujian, sont désormais liés à l'exportation.

Il apparaît donc clair qu'entre IX^e et XIII^e siècle, le principe de l'avantage comparatif, acquis par spécialisation, a fait des progrès spectaculaires. La dynamique smithienne, consistant à augmenter le revenu des producteurs par accès à un marché plus large, lequel détermine en retour des spécialisations fonctionnelles et géographiques permettant une baisse ultérieure des coûts est donc en place. Par ailleurs, la Chine institue, sinon de réels marchés, du moins des formes de mobilisation du travail et de la terre afin de pouvoir répondre aux stimulations de prix sur les marchés de biens.

Pour ce qui est de la terre, dès le IV^e siècle av. J.-C., certains États encourageaient sa propriété et son aliénation. L'État de Qin offrait ainsi des parcelles à des paysans d'autres États pour les attirer. Plus tard, devenu maître de la Chine entière, le premier empereur de la dynastie Qin, établit les paysans comme fermiers indépendants quoique redevables de l'impôt et du service militaire. Tout au long de l'histoire chinoise l'État devait interférer avec la propriété foncière, notamment pour empêcher la constitution de grandes propriétés nuisibles à la perception de l'impôt. De par leurs privilèges les riches propriétaires arrivaient à se soustraire aux taxes tandis que

les paysans qui leur avaient cédé leurs terres, devenant dépendants de ces notables, n'étaient plus eux-mêmes imposables [Maspéro et Balazs, 1967, p. 200]. Au x^e siècle cependant la grande propriété a fini par l'emporter et le « manoir », utilisant une main-d'œuvre servile, s'est imposé. Tenanciers serviles attachés à une parcelle, donc peu libres de vendre directement leur force de travail, les paysans peuvent cependant vendre une partie de leur produit sur le marché.

Ce « manorialisme » voit pourtant, au x^e siècle, donc toujours sous les Song, se mettre en place une forme de marché de la terre. Entre tenanciers, serviles puis libres, l'usage voulait que la terre cédée ou louée soit d'abord proposée à l'entourage direct de l'offreur, phénomène qui ne semble pas pour autant avoir pénalisé l'investissement productif ultérieur. Autrement dit et c'est là un point crucial, l'aliénation souple de la terre a longtemps permis à la paysannerie chinoise de survivre, voire de placer une part de son produit sur le marché, dans des conditions de spécialisation qui rendaient la production beaucoup plus rentable, dès le xii^e siècle... Il semble aussi et corrélativement que les améliorations apportées à la terre par les tenanciers et les propriétaires aient été, surtout après le xv^e siècle, particulièrement importantes : nul besoin donc en Chine d'une concentration des terres pour obtenir des résultats comparables à ceux des *enclosures* anglaises... Pomeranz va même plus loin en insistant sur la lenteur de la révolution agricole en Europe comparée à la Chine et sur la rentabilité réelle faible des *enclosures* étant donnés les délais de leur institution, le coût social de celle-ci et les retards de la modernisation attendue [*op. cit.*, p. 74-77].

L'institution d'un marché de la terre semble donc ancienne en Chine et avoir étroitement accompagné les progrès de la spécialisation et de la commercialisation sous les Song. En est-il de même pour le travail ? Sur ce point les résultats sont plus ambigus.

C'est dans le cadre de la petite production marchande familiale des ruraux, et non celui d'un marché du travail proprement dit, que la force de travail va être mobilisée, dès les dynasties Tang et Song, pour répondre aux sollicitations du marché. La paysannerie chinoise pratique ainsi l'artisanat ou la petite industrie sans être coupée de l'exploitation agricole. Ceci s'explique par la faiblesse de l'artisanat héréditaire, par la quasi-absence de corporation dans le textile et surtout l'inexistence de tout monopole urbain sur la production de fil et de tissu. Mais ceci résulte aussi de politiques délibérées, il est vrai à une époque plus tardive : à partir du xiv^e siècle le travail textile des femmes est officiellement encouragé et vient augmenter le revenu agricole, souci permanent semble-t-il des autorités [Wong, 1997, p. 138]. Cette structure de petite production marchande perdure longtemps dans le travail du coton alors que pour la soie, un *putting-out system* urbain émergerait, mais seulement au xviii^e siècle [Elvin, 1973, p. 268-284]. Et ce

n'est pas un phénomène marginal : au début du XVII^e siècle, la quasi-totalité des foyers ruraux du bas Yangzi exerceraient une telle activité, le Nord de la Chine et la région de Canton suivant avec environ un siècle de décalage. Il existe donc assez tôt une remarquable flexibilité dans l'utilisation de la main-d'œuvre chinoise, en dehors pourtant d'un réel salariat...

Dans le même esprit la mobilité géographique du travail est vite importante et encouragée par l'État impérial. Pour coloniser les terres aux frontières, les dynasties successives, dès les Tang, garantissent des terres aux migrants, contribuent à leurs frais d'installation et assurent des prêts de démarrage [Marks, 1997, p. 291]. En revanche la mobilité vers les villes a plutôt été combattue par les pouvoirs successifs, mais les conditions rurales de la production artisanale et industrielle la rendaient moins nécessaire. Au total donc, utilisation artisanale de la main-d'œuvre rurale dans une perspective de production directe pour le marché et mobilité géographique traduisent une certaine « avance » de la Chine sur l'Europe en matière de mobilisation du travail en fonction des signaux de marché, dès la fin de l'époque Song.

Pour ce qui est du marché du capital enfin, Elvin a largement montré [1973, p. 146-163] que les techniques chinoises différaient peu, dès le XII^e siècle, de celles des cités-États italiennes de la même époque. En revanche, la détention de capital paraît y avoir été moins sûre du fait, soit de spoliations impériales récurrentes, soit de l'absence de titres de dette publique capables de donner une forme juridiquement protégée à l'épargne. De la même façon les taux d'intérêt nominaux (on connaît mal les taux réels) semblent avoir été plus élevés qu'en Europe ou au Japon. Le fait que de nombreux paysans, artisans à la marge, les contractaient néanmoins, semble étayer l'idée d'une rentabilité nominale forte de leurs propres activités marchandes. Elle prouverait aussi que ces derniers étaient prêts à payer le prix de leur liberté pour ne pas tomber sous la coupe d'un donneur d'ordres.

Commercialisation précoce de l'économie, spécialisation des producteurs en fonction des signaux du marché et formes élaborées de mobilisation des différents facteurs de production attestent donc d'une réelle dynamique smithienne dans le cas chinois, au moins dès la dynastie des Song, voire même des Tang. Corollaire de cette souplesse de l'économie de Marché chinoise, trois éléments diffèrent clairement de l'Angleterre : le maintien très général de l'exploitation agricole familiale (donc aucune dépossession massive des moyens de production comme avec les *enclosures*), la faiblesse du salariat ou du *putting-out system*, l'impossibilité de concentrer aussi fortement les moyens de production entre quelques mains. On décèle donc une évolution vers un rapport de production qui n'est pas exactement celui du capitalisme, non faute d'échange marchand (celui-ci s'est étendu plus

vite qu'en Occident) mais du fait de l'absence d'une évolution linéaire (du type *putting-out system*, puis manufacture, puis grande industrie) vers le salariat.

Un tel raisonnement en terme d'absence ou de carence, voire d'incapacité, nous ramènerait cependant vers un eurocentrisme méthodologique qu'il vaut mieux éviter. D'autant que la Chine semble avoir bien compris le libre jeu du marché dès le xv^e siècle (en témoignent par exemple les propositions de Qiu Jun [Brook, 1998, p. 101-104]) et qu'elle possède une riche tradition d'interventionnisme étatique éclairé (limitation de l'imposition afin d'encourager les paysans à améliorer leurs terres, constitution de greniers à blé pour stabiliser les prix et assurer l'équité [Will, 1980]). En revanche la pensée chinoise ne semble pas avoir élaboré de notion de progrès indéfini [Norel, 2005, p. 448-450].

Gates [1996] et Deng [1999] ont cherché à qualifier le mode de production chinois de ces périodes indépendamment de la référence au capitalisme occidental. Pour Gates, le moteur de l'histoire chinoise serait « une tendance à l'accumulation par la petite production marchande, inexorablement ponctionnée par un pouvoir tributaire » [1996, p. 8]. La petite production marchande serait un mode de production résolument orienté vers le profit, non la valeur d'usage, mais utilisant surtout les ressources en travail de parents, ne louant le travail d'autrui qu'avec réticence et à partir de niveaux élevés d'accumulation. Cette production pour le profit à travers le marché n'est du reste pas nécessairement « petite », quoique sa logique familiale la limite tendancielle. En revanche le mode de production tributaire « donne au producteur un accès aux moyens de production mais lui extorque un tribut par des moyens politiques ou militaires » [*ibid.*, p. 20]. Sa logique est de permettre une prospérité des foyers par un accès suffisant au marché laquelle, en autorisant la levée de taxes acceptables, permettra l'entretien de l'administration et de la classe des lettrés. Elle conduirait donc davantage à une économie statique qu'à une économie en perpétuel changement, même si la logique de la production marchande et de la spécialisation peut contredire cet objectif implicite. Il en résulte une pression impériale sur les commerçants « vus comme des éléments extérieurs ne méritant pas l'estime sociale réservée aux agriculteurs et à leurs surveillants lettrés » [*ibid.*, p. 26] et à ce titre contrôlés par des courtiers officiels. Dans ces conditions, « accepter un niveau de commerce local naturel mais contenir un capitalisme naissant absorbait l'essentiel de l'attention officielle » [*ibid.*, p. 28].

C'est là une interprétation intéressante. La production marchande chinoise n'était pas seulement face à des opportunités de marché, mais en partie soumise aux impératifs de ce dernier pour sa reproduction (du fait de la spécialisation). Elle était donc bien dans une situation conforme aux

critères d'apparition du capitalisme selon Meiksins-Wood [1999]. Mais pour Gates, la production marchande aurait été contenue dans son développement, par les taxes et le contrôle officiel tout comme par la structure familiale de la fabrication. Gates surestime peut-être le poids du mode de production tributaire qui a aussi laissé de grandes fortunes se créer. Deng lui oppose l'idée que « le problème de la Chine n'a pas été la recherche de rentes par les seigneurs ou le gouvernement, ni l'incapacité des petits paysans à dégager un surplus, mais la forte propension, doublée d'une grande efficacité, de la paysannerie à canaliser le surplus agricole vers la croissance de la population » [1999, p. 28]. Reprenant différemment la thèse d'Elvin d'une « trappe d'équilibre de haut niveau » il montre comment la Chine s'est trouvée prise dans un équilibre récurrent « responsable à la fois pour un succès économique durable et l'échec à poursuivre sur la voie du capitalisme industriel » [*ibid.*, p. 32].

Au total, primat d'une (petite) production marchande gênant l'apparition du salariat et plafonnement du produit par tête pour des raisons largement internes à cette production marchande, expliquent sans doute l'incapacité de la Chine à transformer en capitalisme la remarquable dynamique smithienne qui était la sienne.

L'ANGLETERRE DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE : UNE DYNAMIQUE
SMITHIENNE TARDIVE, INSTITUANT FINALEMENT
UN RAPPORT SALARIAL COMPLET

Le marché extérieur a sans doute fait beaucoup pour le déclenchement de la Révolution industrielle, laquelle constitue surtout un premier achèvement du Marché et une arrivée à maturité du capitalisme (au sens de Weber). C'est sans doute la maîtrise anglaise du commerce externe qui explique l'avance décisive que prend ce pays dans les années 1780-1830, avance trop souvent occultée par l'expression générale et trompeuse de « Révolution industrielle » [Wallerstein, 1989]. Parce qu'il est directement source de capitaux (ceux de la traite ou du commerce avec l'Asie) d'une part, permet un accès aux matières premières (coton américain entre autres) ou aux facteurs de production rares (terre des Amériques ou main-d'œuvre d'Afrique) d'autre part, fournit les débouchés indispensables aux productions à grande échelle enfin, le marché extérieur est une condition nécessaire de la Révolution industrielle. Traitons donc d'abord ici de la dynamique smithienne de transformation qualitative de l'économie pour aborder ensuite les transformations plus institutionnelles.

Une thèse longtemps défendue a fait des profits tirés de la traite la source d'accumulation préalable au financement de la Révolution indus-

trielle. Certes Boulton et Watt ont été financés dans leurs recherches techniques par des acteurs du commerce négrier. De même, des planteurs de Jamaïque ont bien investi dans la métallurgie naissante et à peu près toutes les industries de Manchester et Liverpool ont bénéficié de capitaux des armateurs locaux. Au plan quantitatif, Solow [1985, p. 105] a calculé que, pour la Grande-Bretagne, les profits de la seule vente d'esclaves auraient constitué, en 1770, 38,9 % de l'investissement industriel et commercial. Mais au tout début du processus d'industrialisation, les entreprises sont de petite taille, peu capitalistiques et peuvent donc se contenter d'une mise de fonds très faible. Hobsbawm estime que dans la « première » Révolution industrielle, le « génie inventif individuel » comptait plus que le capital [1977, p. 55] et Rioux précise que les artisans ou petits fabricants ne doivent jamais mettre en jeu un capital supérieur à une année de leur ancien salaire [1989, p. 49-50]. Il en ira tout autrement à partir de 1800 et les armateurs contribueront à des mises de fonds plus significatives. Au-delà de ce débat, l'élément qualitatif crucial est bien que la traite a stimulé toute l'économie atlantique et fourni un pouvoir d'achat considérable à l'Amérique, source de débouchés pour la production industrielle naissante.

Ainsi, pour Morgan, « le grand bassin commercial de l'empire devint vital après 1750, dans la mesure où il incite les manufacturiers à accélérer les gains de productivité dans le textile et la production métallique au moyen de plus de main-d'œuvre, d'accroissement de la division du travail et d'amélioration de l'organisation commerciale » [Morgan, 2000, p. 71]. Il semble également que l'attention portée par les manufacturiers aux spécificités de leurs marchés d'exportation les amène à innover dans la production (cas de l'industrie lainière du Yorkshire). Pour Morgan, il est clair que le besoin accru de main-d'œuvre, pour répondre à la demande externe, poussait à augmenter la productivité tout en contribuant parallèlement à la hausse des salaires ouvriers et il est probable que ces différents phénomènes n'auraient pu avoir lieu sans le boom des exportations. La remarque est d'importance puisque la hausse du pouvoir d'achat britannique, souvent donnée comme cause interne de la Révolution industrielle, serait donc aussi induite par les échanges transatlantiques.

Pour ce qui est des matières premières et des facteurs de production rares, nous avons déjà évoqué le rôle du coton américain dans la « grande divergence » entre Europe et Chine et celui des terres extérieures comme levier pour spécialiser l'Europe en produits intensifs en capital et travail. Le coton disponible en abondance ne fait pas que justifier l'amélioration de techniques textiles anciennes, il autorise aussi une première application de la machine à vapeur pour les faire tourner et va permettre de concurrencer les cotonnades indiennes, illustrant ce retournement contre l'Asie des

ressources qu'elle avait transmises et une mainmise définitive sur la vente de produits manufacturés dans ce continent. De même l'usage de terres externes permet de faire pression à la baisse sur les salaires britanniques et contribue aux profits de l'industrialisation.

C'est au plan des débouchés extérieurs que la stimulation apparaît la plus forte. Alors qu'en 1780 la part des exportations dans la production industrielle britannique est de 8,7 % seulement, ce ratio atteint déjà 28,4 % en 1800, 38,9 % en 1830 et même 67,3 % en 1850 [Verley, 1997, p. 403]. Autrement dit c'est bien l'exportation qui tire l'industrialisation puisque c'est clairement le marché le plus dynamique. C'est par ailleurs pour les branches les plus modernes de l'économie que les débouchés extérieurs apparaissent moteurs, et ce dès le démarrage du processus d'industrialisation. Hobsbawm, examinant les origines de la Révolution industrielle anglaise, insiste sur la différence entre les industries travaillant pour le marché intérieur (*home industries*) et celles travaillant pour le marché extérieur (*export industries*), notamment les cotonnades et la sidérurgie, dont le potentiel « révolutionnaire » apparaît le plus fort. La progression plus rapide des industries tournées vers le marché externe est indéniable, juste avant la Révolution industrielle : « Leur croissance était considérable — jusqu'à 50 % en une seule année [...]. À longue échéance, elles se développèrent également davantage et beaucoup plus rapidement que les industries travaillant pour le marché national. Entre 1750 et 1770, celles-ci accrurent leur production de 7 %, celles-là de 80 %. Si étincelle il y eut, c'est de là qu'elle vint » [Hobsbawm, 1977, p. 43-44]. Le marché externe était par ailleurs vecteur de modernisation, car il s'agissait d'un marché porté sur les produits à bas prix, se prêtant mieux à une fabrication à grande échelle. Enfin, Wallerstein considère que le marché colonial américain fut crucial, stimulant « les biens dotés d'une forte élasticité revenu qui permirent à la Grande-Bretagne d'augmenter aussi son commerce vers l'Europe dans l'expansion qui suivit 1750 » [1989, p. 68].

Première des industries exportatrices, la production de cotonnades est révélatrice. La mode des tissus imprimés indiens a démarré vers 1650 et les fabricants européens ont commencé à les imiter, malgré les interdictions obtenues par les fabricants de lainages. Comme les marchés ouest-européens tendaient à leur être fermés mais que la réglementation britannique autorisait l'impression de tissus de coton pour l'exportation, les compagnies coloniales ont développé les débouchés extérieurs : commerce en Asie, marché africain (contrepartie du commerce négrier), société créole et colonies d'Amérique du Nord, empires portugais et espagnol, puis Extrême-Orient. De 1750 à 1770, les exportations de cotonnades sont multipliées par 10. En 1805, la Grande-Bretagne exporte probablement déjà

les deux tiers de ses cotonnades [Hobsbawm, 1977, p. 44]. Lorsqu'en 1813 la compagnie des Indes orientales perd son monopole le sous-continent indien est violemment désindustrialisé et doit s'ouvrir aux cotonnades du Lancashire. Or c'est cette même industrie du coton qui apparaît comme la clé du démarrage de la Révolution industrielle. La production de masse des cotonnades, stimulée par les débouchés extérieurs, est en effet à l'origine du décollage de l'ensemble de la branche textile, mais enclenche aussi des mutations structurelles par ses effets d'entraînement sur les secteurs voisins (chimie, mécanique).

Au total, on voit que la dynamique smithienne d'amélioration qualitative des économies, de fait accomplie dans toutes ses dimensions (capital, matières premières, facteurs rares et débouchés) grâce à l'exploitation des Amériques et de l'Asie, constitue un levier fondamental dans la mise en place de la Révolution industrielle, supposée être une originalité occidentale incontestable. La véritable originalité de l'Occident tient alors plus dans sa capacité à mener jusqu'à son terme cette dynamique smithienne, aidée il est vrai par une chance insolente et un impérialisme réel. Mais peut-on admettre que la Révolution industrielle illustre aussi une dynamique de transformations des institutions de l'autorégulation marchande ?

Il serait intéressant de se pencher en détail sur les différentes « conditions weberiennes » du capitalisme, toutes constituant des institutions clés de l'autorégulation marchande. Ce que Weber nomme par exemple « commercialisation de l'économie » se met bien en place aussi dans la seconde moitié du XVIII^e siècle avec l'apparition du commerce de gros tandis que l'évaluation des actifs financiers et l'émission d'actions, composante tout aussi essentielle de cette commercialisation, seraient plutôt un phénomène propre au XIX^e siècle. Pour ce qui est des « techniques rationnelles » c'est-à-dire, au sens de Weber, des techniques calculables, mécanisées et affectant tous les coûts, leur émergence franchit un seuil crucial dans cette période. Si « l'élément décisif qui permet que le travail fut rationalisé et mécanisé doit être recherché dans le destin des manufactures de coton, au XVII^e siècle » [Weber, 1991, p. 323], si ce siècle voit une « chasse fébrile à l'invention » et l'apparition en 1623 d'une première loi sur les brevets en Angleterre, il n'aurait pas pour autant permis, selon Weber, au capitalisme moderne de se dégager. Les facteurs décisifs de la victoire seront le charbon et l'acier. Après 1784, l'exploitation « se libère des limites liées aux contraintes inhérentes aux matériaux organiques » [*ibid.*, p. 325]. Comme parallèlement la machine à vapeur a « permis de libérer la production des limites organiques du travail » et affecte les coûts dans la quasi-totalité des secteurs, c'est bien une rationalisation importante des techniques de production qui commence.

Il n'est pas sûr que les marchés de la terre et du capital aient été fondamentalement affectés dans la période 1750-1830¹. Pour ce qui est du marché du travail, en revanche, on sait depuis les travaux de Polanyi [1983, p. 113-123] que les pressions de l'industrie naissante ont, dès 1795, abouti à l'assouplissement de l'*Act of Settlement* de 1662 qui fixait, dans les paroisses, les travailleurs dépossédés de tout moyen de production. Mais la mobilité du travail ainsi acquise grâce au pouvoir politique, pilier nécessaire d'un marché du travail salarié digne de ce nom, est immédiatement compromise par la loi de Speenhamland (d'inspiration locale) qui, en assurant une sorte de revenu de survie aux travailleurs restant dans leur paroisse, les dissuade de se vendre ailleurs. Devant les contre-productivités généralisées d'un tel système, tout comme les besoins de l'industrie et malgré la pression des notables locaux, l'abolition était inévitable : elle ne surviendra pourtant qu'en 1834, date à laquelle on peut estimer que le marché du travail salarié a franchi une étape décisive en Angleterre.

En conclusion, nous espérons avoir montré que le concept de dynamique smithienne peut aider à étudier les trajectoires historiques qui, de l'extension géographique des échanges, mènent à des changements structurels fondamentaux, notamment pour ce qui concerne les institutions mêmes du Marché, voire du capitalisme. Il reste que, suivant l'intuition de Hicks, le soutien constant du pouvoir politique (à l'image des possibilités dont disposaient les États-cités) est une condition à l'évidence nécessaire de cette synergie [cf. Norel, 2007c]. En définitive, l'Histoire globale est bien la matrice de l'économie moderne.

1. Cependant, le marché de la terre voit la continuation du phénomène des *enclosures*, notamment en Écosse avec la pratique des *clearances*, dans les années 1750-1800.



La Chine et l'économie politique
de son empire agraire dans l'Histoire globale

*Roy Bin Wong*¹

INTRODUCTION

L'Histoire globale examine les connexions, les réseaux et les systèmes impliquant de longues distances pour créer des modèles significatifs que l'on ne peut comprendre dans des espaces plus restreints définis par des frontières politiques ou des pratiques culturelles. Dans l'effort pour comprendre comment le monde moderne en vint à connaître une Histoire globale, les analyses se polarisent souvent sur l'importance fondamentale qu'ont joué les pouvoirs économiques et politiques européens puis nord-américain dans la formation des aspirations et des perspectives des autres peuples. Et ce, alors même que certains Africains, Arabes, Asiatiques et Latino-américains ont choisi d'affirmer des sensibilités sociales et des engagements culturels conçus comme différents de ceux qu'ils perçoivent comme caractéristiques de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Aujourd'hui, l'attention portée aux réactions à l'expansion occidentale s'étend également à l'importance des actions du sujet colonisé pour la métropole, de telle sorte que l'on considère davantage un mouvement d'influence et d'impact à double sens, faisant apparaître une Histoire globale dont le centre n'est plus aussi exclusif qu'il le fut pour certains spécialistes.

Il existe une deuxième manière d'envisager comment l'Occident en est venu à assumer une position dominante dans la formation du monde moderne. Elle identifie plusieurs modalités par lesquelles des chemine-ments parallèles et des interactions entre peuples des différentes régions du monde ont créé un mouvement d'ensemble vers le monde moderne. Le présent article entend compléter ces explorations de l'Histoire globale

1. Traduction française : Philippe Beaujard.



en esquissant comment certaines différences datant des débuts de l'ère moderne entrent aussi en jeu dans la façon dont les sociétés concernées évoluent à l'ère moderne, et influencent en conséquence d'autres aires. Le cas que je vais examiner est celui de la Chine — un cas certainement très vaste, puisqu'il s'agit d'un pays plus grand que l'Europe en termes de démographie et de territoire, aujourd'hui comme par le passé. Je vais notamment aborder des questions d'économie politique pour suggérer comment des modèles d'expansion économique du XVIII^e siècle induisent des perspectives économiques et des priorités politiques plus récentes, dont la signification globale augmente encore avec le rôle plus large que la Chine semble être amenée à jouer dans le monde futur.

LE DÉVELOPPEMENT DANS L'EMPIRE COMMERCIAL AGRAIRE DE LA CHINE AU XVIII^e SIÈCLE

L'imaginaire populaire de nombreux Américains et Européens est empli de fantasmes sur les dirigeants asiatiques des temps jadis, supposés despotiques et gouvernant de façon arbitraire, pour engendrer peur et insécurité parmi leurs sujets. Il arrive que des écrits plus érudits évoquent et confirment ces images. À tout le moins, ces visions de caprices autocratiques sont devenues très rares parmi les historiens de la Chine impériale. Certes, les empereurs chinois pouvaient prétendre à l'autorité divine de façon quelque peu catégorique et affirmer avec ferveur leur volonté d'intervention dans certaines situations, généralement jugées critiques pour la sécurité politique de la dynastie. Mais nous savons maintenant que les empereurs chinois et leurs bureaucraties — les plus importantes et les plus sophistiquées au monde avant 1800 — ont fait beaucoup, notamment au XVIII^e siècle, pour promouvoir le développement d'une économie commerciale visant à soutenir une paysannerie prospère engagée dans une production agricole et artisanale destinée à la consommation des foyers des villages avoisinants et à celle de personnes vivant dans des environnements urbains et ruraux plus distants.

Dans l'empire du XVIII^e siècle, les fonctionnaires chinois permirent généralement au commerce de se développer avec un minimum de taxes et de règlements. En dehors du monopole du gouvernement sur la production et la distribution de sel, le commerce était taxé à des taux bas, dans quelques ports. Le montant de ces taxes représentait certaines années moins de 5 % et d'autres un peu plus de 10 % du revenu total du gouvernement, et ce de la fin du XVII^e au début du XIX^e siècle [Zhou, 2002]. Ces taux minimes pouvaient même être annulés, pour les grains, afin d'inciter les marchands à transporter des vivres sur les routes desservant des populations qui souffraient de pénurie. En fait, les fonctionnaires attachaient la

plus grande importance aux réserves de grains, considérées comme la base de la sécurité de la société et donc de la stabilité politique. Les fonctionnaires en poste dans des régions dépendant d'importations commerciales exprimaient un vif soutien aux principes de marché d'offre et de demande, car les habitants de leurs lieux de juridiction bénéficiaient directement de l'importation des grains. Par contre, ceux qui se trouvaient dans des régions exportatrices s'inquiétaient de voir des chargements quitter leurs lieux de juridiction les années de faibles récoltes. À travers l'empire, les fonctionnaires exprimaient des attitudes mitigées concernant la mise hors marché des grains. Lorsqu'ils découvraient qu'une poignée de gens riches et puissants stockaient pour manipuler le marché, ils décrétaient que de tels actes représentaient des procédés inacceptables destinés à faire monter les prix. Cependant, ces mêmes fonctionnaires notaient aussi qu'il était nécessaire de retirer des grains des marchés locaux pour les transporter vers d'autres marchés où les prix étaient plus élevés ; ces mouvements des grains de régions à prix bas vers des régions à prix élevés étaient considérés comme bénéfiques [Wong, 2004].

Les fonctionnaires avaient le souci de promouvoir une économie agraire florissante, meilleur moyen d'assurer la prospérité d'une population croissante sous le pouvoir impérial. Leur soutien au commerce et à son développement était souvent lié à l'encouragement au défrichage des terres. Il s'agissait en grande partie de hautes terres qui devinrent économiquement rentables avec le développement des plantes vivrières du Nouveau Monde comme le maïs et la patate douce à partir du *xvi*^e siècle. Avant le *xviii*^e siècle, on se mit à cultiver en différentes régions des produits de rente comme le thé, le tabac et l'indigo, utilisé pour teindre le coton en bleu. Non seulement les fonctionnaires préconisaient le développement de cultures sur de nouvelles terres, mais ils s'impliquaient aussi dans la réparation et le développement des systèmes de contrôle de l'eau, tant pour l'irrigation que pour le transport [Wong, 2002b].

Les fonctionnaires encourageaient la diffusion des meilleures technologies en même temps qu'ils mettaient l'accent sur la production de grains pour assurer la sécurité alimentaire. Alors que les deux priorités pourraient sembler contradictoires – le développement des cultures de rente et de l'artisanat pouvant réduire la quantité de main-d'œuvre disponible pour la production de grains – elles eurent le même résultat. Toutes deux aboutirent à développer la production et la circulation commerciale à l'intérieur de différentes portions de l'empire plutôt qu'à travers l'empire dans son ensemble. Bien sûr, les fonctionnaires reconnaissaient l'importance de certains réseaux de marchés à très longue distance, notamment le commerce de grains le long du fleuve Yangzi, du Sichuan au Jiangsu, avec des transbordements ultérieurs de Suzhou vers des secteurs des côtes méridionales. En outre, les groupes

marchands les plus prospères de Huizhou et du Shanxi établirent des réseaux commerciaux, créant des connexions dans les sphères de la production et de la finance à travers de nombreuses provinces [Zhang et Zhang, 1993 ; 1991].

La logique de développement technologique permettait d'assurer une stabilité des compétences productives. Les fonctionnaires pensaient que l'ordre social local dépendait aussi fondamentalement du développement et de la stabilisation de la base productive de l'économie locale. Cela voulait dire se préoccuper des ouvrages de contrôle de l'eau, à la fois pour son transport, notamment à des fins d'irrigation, et pour la prévention des inondations. Cela impliquait de connaître les différentes possibilités de production – méthodes de défrichement de la terre et méthodes de culture, variétés de graines et autres. Et cela concernait aussi les technologies de l'artisanat. Prises ensemble, ces orientations entraient dans un programme plus général, le *jingshi* (« art de l'État » ou ce qu'on peut plus littéralement appeler « l'ordonnement du monde »). Au fondement des conceptions chinoises de régulation étatique figurait un programme d'action visant à la création d'institutions locales.

Quand des fonctionnaires étaient nommés à de nouveaux postes, certains apportaient avec eux des informations sur les cultures et les techniques qui étaient mises en œuvre avec succès dans leurs précédents lieux de juridiction, dans l'espoir de persuader les paysans de les adopter. Les fonctionnaires comme les lettrés composaient des manuels d'agriculture détaillant les informations sur les plantes cultivées et les méthodes de cultures. Durant la dynastie Qing, les empereurs commandèrent diverses compilations de textes sur l'agriculture. Les deux plus importantes furent commandées par les empereurs Kangxi et Qianlong. L'encyclopédie botanique *Guang Qunfangpu* (Flore élargie), publiée en 1708, comprenait des sections sur les grains, les plantes à fibres textiles, les légumes et les arbres. L'empereur Qianlong écrivit personnellement la préface d'une compilation de grande envergure sur l'agriculture, appelée *Shoushi tongkao* (Recueil des travaux et des jours) [Deng, 1993]. S'il est difficile de savoir concrètement quel fut l'impact de ces manuels et des efforts des fonctionnaires pour les faire connaître, il est clair que le savoir agricole était en pleine évolution, alors que les variétés de semences et les technologies se propageaient par une combinaison d'efforts officiels et de moyens privés. Le résultat fut de pousser l'agriculture chinoise vers la limite de ses possibilités de production.

Les projets d'irrigation, notamment, et plus généralement les ouvrages de contrôle de l'eau étaient intimement liés à des écologies particulières. Cela faisait plus d'un millénaire que les fonctionnaires chinois étaient impliqués dans la mise en œuvre de ces projets avant la période qui nous intéresse. En même temps que des variations spatiales, on peut distinguer quelques tendances temporelles. De façon générale, au début de

l'ère Qing, l'État s'efforça d'organiser des systèmes de contrôle de l'eau dans différentes parties de l'empire. Au-delà de leur rôle direct dans le financement et la direction des efforts en matière de contrôle de l'eau, les fonctionnaires rassemblèrent des quantités d'informations sur ces technologies, de telle sorte que tout effort particulier pouvait tirer parti des expériences accumulées en différents points de l'empire. Généralement, les fonctionnaires mobilisaient ressources et main-d'œuvre pour effectuer les réparations majeures, et cherchaient à établir un cadre de travail dans lequel les fonctionnaires locaux et les élites pouvaient assurer, ensemble, la maintenance des ouvrages hydrauliques. C'est ainsi qu'une grande partie de l'exploitation et de la maintenance des systèmes hydrauliques étaient assurées par les premiers échelons de la bureaucratie, les élites, et les associations de gens du commun qui exploitaient les ouvrages locaux. Lorsque leur participation directe et active à la construction et reconstruction de ces ouvrages de contrôle de l'eau n'était plus dans une phase d'activité intense, les fonctionnaires étaient souvent appelés ailleurs pour choisir entre des projets concurrents d'utilisation de l'eau des rivières ou des lacs. Certes, même si la fiction de l'État hydraulique imaginée par Wittfogel ne correspond guère à la situation de la Chine impériale tardive, nous devons cependant reconnaître que sans le rôle de l'État dans la collecte et le développement de la base de savoir utilisée dans les efforts de contrôle de l'eau, et sans la mobilisation officielle des ressources et de la main-d'œuvre pour entreprendre quelques-uns des projets les plus importants, les technologies de contrôle de l'eau auraient été bien moins développées [Wittfogel, 1957 ; Mori, 1974].

L'un des buts principaux des efforts de contrôle de l'eau était l'expansion de la riziculture, qui était bien plus productive par unité de surface que l'agriculture sèche. En Chine du Nord, où on n'avait tenté une riziculture irriguée que dans un nombre limité d'endroits, les fonctionnaires étaient plus susceptibles de superviser des projets d'irrigation. À Zhili (Hebei), après une année de sévères inondations en 1725, la participation des autorités fut des plus significative puisque l'empereur Yongzheng désigna son frère, le Prince Yi, pour superviser la construction de systèmes d'irrigation et de contrôle des crues. De nombreuses rizières furent créées entre 1727 et 1729, et après la mort du Prince en 1730, on continua à en créer, à un rythme plus réduit, jusqu'en 1733, ajoutant une superficie de nouvelles rizières de quelque 600 000 à 700 000 *mou* [Brook, 1982].

Les fonctionnaires chinois encourageaient aussi les technologies de l'artisanat. Ainsi, au milieu du XVIII^e siècle, Chen Hongmou apporta son soutien à la sériciculture dans la province du Shaanxi, en établissant des « bureaux de vers à soie » (*canguan*) dans la capitale provinciale et les sièges préfectoraux, bureaux employant des tisserands qu'il avait amenés

dans la province pour enseigner les techniques de tissage de la soie². Les efforts officiels pour encourager la production artisanale furent entrepris à la fois pour accroître la production et pour promouvoir l'idée qu'hommes et femmes devaient s'employer utilement dans le cadre de la maisonnée familiale. Ainsi, le tissage textile ne se contentait pas de jouer un rôle dans l'économie domestique, mais entraînait dans un univers normatif de perspectives confucéennes selon lequel la valeur du travail des femmes n'était pas seulement mesurée en termes de revenus mais aussi par sa contribution à la viabilité de la famille [Bray, 1997, p. 173-272 ; Mann, 1992].

Les fonctionnaires chinois considéraient qu'une partie de leur vocation en tant que dirigeants politiques était de recueillir et de propager le savoir agricole, sachant qu'encourager cette connaissance avait une valeur sociale positive. Ils attendaient de ceux qui bénéficiaient de savoirs particuliers qu'ils utilisent l'information qu'on mettait à leur disposition. Ils réalisèrent aussi que dans le domaine agricole, une grande part de la connaissance était nécessairement une connaissance locale. Les paysans ne peuvent assimiler un savoir extérieur que dans certaines limites, et l'utilité d'un tel savoir dépend souvent de son adaptation locale. Un certain savoir était nécessaire pour étendre les terres arables sur les hauteurs, alors que des informations d'une autre nature s'appliquaient à une utilisation plus intensive de la terre et des ressources en main-d'œuvre dans les plaines. Il n'existait donc pas de vision systématique à grande échelle d'une approche logiquement correcte dans l'utilisation des connaissances en matière agricole. Le savoir utile se présentait plutôt en petites unités modulaires, qui pouvaient être combinées de différentes façons.

En considérant les choses sur la longue durée, il est clair que l'État impérial tardif, depuis 1500, possédait une tradition sophistiquée d'options politiques visant à modeler l'activité économique, à la fois pour l'accroissement des revenus et pour l'établissement d'un ordre social stable. Les choix officiels fluctuaient. Deux approches générales définissaient les extrêmes envisageables. D'un côté, l'État pouvait choisir des politiques actives et interventionnistes pour contrôler ou diriger les activités économiques ; de tels efforts comprenaient la réglementation des exploitations minières et l'échange de bons de sels pour des expéditions de grains aux troupes dans le Nord-Ouest³. À l'opposé, l'État pouvait se

2. Cf. Chen Hongmou, « Chang zhong sanshu xi », JSWB 37.8a-9 a ; « Quan zhong sanshu xi », JSWB 37.10a-11 b ; « Guangxing shancan xi » JSWB 37.37a-39a.

3. Les débats sur les politiques minières pendant la dynastie Qing sont détaillés dans les matériaux d'archives collectés par les spécialistes de la période Qing à l'Université du Peuple ; cf. *Zhongguo renmin daxue*, éd. 1983, 1-72. La même collection comprend de nombreux documents sur la capitalisation par l'État d'opérations minières importantes. Sur les bons de sel et les expéditions de grains vers le Nord-Ouest sous les Ming, cf. Terada [1972, p. 80-119].

contenter de surveiller les efforts du secteur privé, voire de déléguer la responsabilité de cette surveillance de façon informelle ou de compter sur d'autres acteurs sociaux pour l'aider à atteindre ses objectifs, par exemple dans la surveillance des marchés ou l'aide en cas de famine, aide que l'État attendait des élites [Mann, 1987 ; Will, 1990]. Entre ces extrêmes – contrôle étatique direct et surveillance indirecte – il y avait place pour toutes sortes d'efforts visant à rediriger, canaliser ou limiter les pratiques économiques du secteur privé. Dans ce contexte de grande variation dans les techniques d'intervention, il existait au XVIII^e siècle un accord général sur le type d'économie que les fonctionnaires cherchaient à stabiliser et à développer afin de maintenir une société dans laquelle la plupart des gens habitaient dans des villages où l'on produisait à la fois cultures de rentes et biens artisanaux.

L'expansion commerciale se réalisait à différents niveaux, locaux, régionaux et transrégionaux. Le défrichement des terres dans les régions lointaines et la diffusion des techniques de production dans l'agriculture et l'artisanat que l'on trouvait dans les régions plus avancées permettaient de reproduire les modèles d'échange et de consommation des régions les plus développées. Dans les régions des plaines, fortement peuplées, on s'orienta vers une plus large exploitation des terres de collines, et une intensification de l'exploitation de la terre par un progrès de la riziculture ; la production accrue de ces régions entraînait dans des réseaux de commerce qui pouvaient s'étendre sur des centaines, voire plus de mille kilomètres. Une spécialisation géographique des cultures – notamment le riz, le coton, le thé et le tabac –, ainsi qu'une concentration de certaines productions artisanales devint possible grâce à l'échange, selon les principes rendus fameux par Adam Smith.

L'éventail de situations économiques dans le cadre de l'économie commerciale agraire en expansion de l'empire Qing du XVIII^e siècle comportait différents degrés d'intégration spatiale et donc de mise en œuvre des dynamiques smithiennes, qui dépendent de l'élargissement et de l'efficacité accrue des marchés. À un extrême se trouvaient des économies à petite échelle, dans l'ensemble autosuffisantes, en nombre croissant dans un empire où la migration créait de nouveaux foyers de peuplement. À l'autre extrême, on observait une économie complexe, à grande échelle, faite d'interdépendances, qui devait être surveillée, voire, si nécessaire, dirigée par l'État pour le maintien de la stabilité sociale. L'État promouvait la prospérité économique tant par le biais d'économies agraires à petite échelle et autosuffisantes que par celui d'économies agraires interdépendantes à grande échelle. Ces efforts soutenaient ce que nous pouvons analyser comme différentes sortes d'organismes économiques – depuis des organismes très petits, à cellule unique, jusqu'à une « créature » complexe

dans laquelle grains, textiles et autres produits de base circulaient comme une force de vie maintenant cette créature en bonne santé et lui permettant de se développer.

DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE DU MERCANTILISME AU MONDE
DOMINÉ PAR L'EUROPE AU XIX^e SIÈCLE

L'Europe du XVIII^e siècle connaissait aussi un développement du commerce. Les villes, en expansion, étaient ravitaillées par un commerce en grain et des réseaux d'échange couvrant des distances toujours plus lointaines, selon les mêmes principes de base smithiens à l'œuvre en Chine. La différence entre les économies politiques de la Chine et de l'Europe sur la longue période allant de 1500 à 1800 se situe dans les logiques d'expansion économique sur des distances encore plus grandes. Lorsque les marchands européens partaient chercher en Asie des richesses commerciales, et lorsqu'ensuite des Européens se rendaient au Nouveau Monde extraire de l'argent et développer des plantations avec une main-d'œuvre d'esclaves importés d'Afrique, leurs succès étaient intimement liés aux intérêts et aux politiques de l'État. Par contraste, les marchands chinois qui allaient en Asie du Sud-Est le faisaient sans aide ni octroi de droits par l'État, ni taxation importante. Les Chinois n'établirent pas non plus outremer de colonies de peuplement semblables à celles des Européens. Les économies des établissements coloniaux occidentaux furent aussi le cadre d'une expansion commerciale smithienne, qui leur permit d'être en concurrence avec leurs pays d'origine, une telle compétition ne pouvant exister pour des colonies peuplées d'esclaves africains qui fournissaient des matières premières à l'Europe, notamment le coton à l'Angleterre, dont le rôle sera si important dans la Révolution industrielle.

Pour en revenir aux aventures commerciales européennes en Asie, États et marchands poursuivaient un même but : l'accès au commerce des biens asiatiques, notamment aux épices, en excluant si possible les compétiteurs européens, afin d'avoir des « profits de monopole » sur la revente en Europe. Les États bénéficiaient d'un mélange de taxes et de paiements de droits d'exploitation qui accordaient à un groupe de marchands – parmi les traitants de ce pays – la possibilité exclusive de s'engager sur certains marchés asiatiques. L'idéologie mercantiliste signifiait que les dirigeants croyaient en un jeu à somme nulle dans lequel les gains d'un pays étaient obtenus aux dépens d'un autre : le pays qui dépensait moins (en important) que ce qu'il gagnait (en exportant) devenait plus riche. La puissance d'un État était considérée comme étant en lien étroit avec la richesse que ses sujets créaient. Les États aidaient donc leurs entrepreneurs à être compétitifs en

dehors de l'Europe, à la fois en Asie et dans les Amériques, afin d'établir de nouvelles formes de production et de commerce qui enrichiraient ces pays dans leur concurrence avec d'autres Européens. Nous avons là le versant économique de la compétition interétatique caractéristique de l'Europe au début de l'ère moderne⁴.

On peut considérer qu'en ce qui concerne nombre de leurs activités outremer, les États européens se conduisaient comme des entreprises. Ils étaient en concurrence avec d'autres entreprises et cherchaient à vaincre par des moyens variés, à la fois pacifiques et violents. Produire à coût réduit en utilisant une main-d'œuvre servile ou accorder un monopole des droits d'achat sur des épices majeures représentaient des méthodes acceptables pour diminuer les coûts ou accroître les profits. L'État chinois, de son côté, ne pouvait guère être comparé à une entreprise en concurrence avec d'autres entreprises similaires, grâce à des formes variées d'expansion économique. L'économie politique de l'État chinois ressemblait plutôt à ce qui allait ensuite émerger dans les États européens et américains en termes de soutien au commerce, d'efforts pour encourager les meilleures pratiques, et de fourniture de biens publics et sociaux⁵. La paix et la sécurité, bien plus grandes et sur des étendues bien plus considérables que ce que pouvait assurer tout État européen, constituaient sans nul doute le bien public le plus important. En outre, au XVIII^e siècle, l'État chinois investissait dans le contrôle de l'eau et les réserves de grains, ce qui permit aussi d'accroître la production et de gérer les instabilités d'approvisionnement des principales denrées de base de l'économie. Les États européens et américains ne commenceront qu'à la fin du XIX^e siècle à faire des efforts comparables dans les dépenses sociales et la fourniture de biens publics, après s'être engagés dans l'industrialisation et dans une voie de développement économique allant bien au-delà de ce que pouvaient entrevoir les Chinois du XVIII^e siècle.

Pour arriver à la fin du XIX^e siècle à une position de supériorité si évidente sur les économies du reste du monde, les puissances économiques européennes et américaines avaient traversé une période pendant laquelle l'industrialisation initiale de la production textile cotonnière avait en partie découlé d'un accès à des réserves de coton bon marché car produit par les esclaves africains aux États-Unis⁶. L'industrialisation aurait sûrement eu lieu en l'absence de ces arrangements institutionnels rendant le coton brut moins cher que celui produit par une production salariée libre, mais

4. Cf. Wong [2002a] pour une analyse complémentaire sur le contraste entre les économies politiques chinoise et européenne.

5. Cf. Wong [2007] pour une analyse plus longue de la fourniture de biens publics en Chine et en Europe.

6. Il s'agit là d'un argument clé du livre de Pomeranz [2000].

cette relation de cause à effet entre main-d'œuvre servile et production a cependant son importance ; elle nous alerte sur un phénomène qui reste vrai dans les décennies et les siècles suivants. Dans la pratique, au XIX^e siècle, on arrive progressivement à l'idéal du libre commerce d'une production obtenue par le travail d'une main-d'œuvre salariée libre, mais pas de façon universelle. Diverses formes de travail forcé persistèrent après l'abolition formelle de l'esclavage. De même, en dépit des appels récurrents en faveur du libre commerce, le commerce international subit régulièrement de nombreuses formes de contraintes.

Ce monde du XIX^e siècle, marqué par l'essor du commerce et de la production grâce à un travail salarié, connaissait une division du travail englobant de nombreux continents, dans laquelle matières premières industrielles et produits agricoles étaient transportés des colonies vers les métropoles alors qu'un système de libre commerce se développait. Les types d'échanges et leurs effets sur la prospérité d'une économie nationale variaient manifestement à travers le monde au XIX^e siècle. À l'exception du Japon, l'industrialisation et le développement économique ne semblaient possibles que dans les sociétés européennes et leurs extensions coloniales. L'influent système-monde moderne d'Immanuel Wallerstein présente une division du travail globale qui fait qu'il est difficile sinon impossible que le développement économique en Afrique, Asie et Amérique Latine puisse ressembler aux modèles esquissés d'abord en Europe [Wallerstein, 1974]. Il se produisit, malgré tout, une certaine industrialisation en Asie à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Outre l'industrialisation du Japon, on assista à la formation d'une base industrielle dans l'Inde coloniale et la Chine, notamment dans la région de Shanghai. Dès que, au début du XIX^e siècle, les technologies et les institutions nouvelles rendant possibles les changements spectaculaires de l'économie britannique eurent été mis en place, les processus de changement économique global se différencièrent énormément à travers l'Eurasie, l'Afrique et les Amériques. Les réseaux de circulation du capital, de la main-d'œuvre et des technologies dans différentes parties du monde déterminèrent aussi quelles ressources et quels biens de bases allaient être déplacés, et sous le contrôle de qui. Certaines zones devinrent des colonies officielles, d'autres non. La réussite économique variait à travers le monde et à l'intérieur des différentes régions du monde. Même en Europe, l'industrialisation progressait de manière inégale sur tout le continent à la fin du XIX^e siècle.

L'industrialisation de la Chine au début du XX^e siècle est d'une certaine façon très surprenante. Le XIX^e siècle avait été une période d'épreuves et de grandes difficultés. Les rébellions qui défièrent le pouvoir politique au milieu du siècle en Chine centrale et orientale, ainsi que dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest furent précédées et suivies de multiples demandes,

venant d'abord des Britanniques puis d'autres puissances, concernant les possibilités de s'établir politiquement, économiquement et culturellement sur le sol chinois. Les marchands et missionnaires n'eurent pas seulement une influence sur les ports, qui devenaient par traité des lieux de commerce, mais atteignirent de plus en plus l'arrière-pays et les villages, où l'on pouvait ainsi trouver des missionnaires déplorant les mauvais effets de l'opium apporté par leurs frères marchands. En effet, ceux-ci y trouvèrent leur marché le plus profitable pour l'opium cultivé dans l'Inde coloniale, et ce pendant plusieurs décennies du XIX^e siècle. La répression des rébellions et le problème croissant de l'opium étaient loin d'être les seuls défis qu'eurent à relever les fonctionnaires du gouvernement dans la seconde moitié du siècle. Dans différentes parties de l'empire, notamment dans le Nord et le Nord-Ouest, la terre ne suffisait plus à assurer les besoins des populations. L'économie politique du XVIII^e siècle était bien loin, qui était capable d'assurer la sécurité des populations agraires dans tout l'empire. À la fin du XIX^e siècle, le gouvernement central n'avait plus les capacités d'autrefois, et par ailleurs il devait faire face à de nouveaux défis qui rendaient difficiles, pour ne pas dire impossibles à imaginer, les efforts spécifiques du siècle précédent. Ceci ne veut pas dire qu'on interrompit les efforts de lutte contre la famine en particulier et les autres dépenses sociales en général, mais le gouvernement central et les gouvernements des provinces jouaient un rôle bien moins important qu'autrefois. Les efforts sociaux étaient souvent limités aux domaines locaux. L'exception la plus significative à cette tendance venait probablement des missionnaires, qui étaient en mesure de mobiliser des ressources et de solliciter des aides par le biais d'un vaste réseau, et par des moyens jusqu'alors impossibles à mettre en œuvre. Dans les décennies autour de 1900, les efforts réformistes du gouvernement furent d'une part parfaitement infructueux, et d'autre part clairement inadaptés. La chute de la dynastie qui s'ensuivit, en 1911, puis les années de domination de chefs de guerre et d'agitation politique ne semblaient guère constituer un contexte favorable au développement d'une industrialisation en Chine.

L'INDUSTRIALISATION DE LA CHINE AU XX^e SIÈCLE : UNE PIÈCE EN TROIS ACTES

En dépit des difficultés d'une scène politique instable sous l'empire Qing, des entrepreneurs créèrent un grand nombre d'entreprises nouvelles jusqu'aux années 1930, notamment à Shanghai, qui fut la scène principale du premier acte de l'industrialisation de la Chine au XX^e siècle. Des entrepreneurs nationaux et étrangers construisirent diverses usines d'industrie

légère — fil et tissu de coton, huiles, cigarettes et allumettes, pour n'en citer que quelques-unes. Nouvelles technologies et structures d'entreprise différentes combinées avec de nouvelles formes d'utilisation de la main-d'œuvre, à la fois masculine et féminine, dans le travail industriel, tout cela contribua à engendrer un nouveau type de développement économique moderne. Le succès de Shanghai déborda sur les villes pourvues d'un marché et plus généralement la campagne de la région du Jiangnan. Les tisserands ruraux utilisaient le nouveau fil fait à la machine pour leur production artisanale, alors qu'en amont, à environ 100 km de Shanghai, sur la rive nord du Yangzi, Zhang Jian fonda un centre de production textile à Nantong, avec une machinerie moderne, relançant la prospérité de cette région. Une chose en particulier distinguait la ville de Shanghai — et la région industrialisée en amont — d'autres régions du monde également en phase de transformation économique : leur situation dans un pays immense, encore essentiellement composé de foyers ruraux généralement situés à distance des grandes villes et ayant des ressources limitées, des technologies simples et une population importante — ce qui ne constituait pas une bonne recette pour des développements économiques majeurs. Les quelques zones industrialisées dans la Chine du début du xx^e siècle étaient spatialement et démographiquement perdues dans de vastes étendues et de larges populations relativement peu affectées par les changements économiques en cours à Shanghai. Ceci ne signifie pas que des changements sociaux et culturels étaient inenvisageables même dans des parties isolées du pays, mais souligne les limites des changements matériels possibles pour la majorité des gens dans une grande partie de la Chine.

Il peut être utile à ce point de souligner deux parallèles ou différences entre le contexte d'industrialisation à l'échelle de la Chine au début du xx^e siècle et d'autres régions du monde. Premièrement, l'industrialisation de Shanghai, avec son impact sur la région du Jiangnan, très commerçante, a au moins une ressemblance partielle avec le succès éclatant de l'Angleterre par rapport au continent européen un siècle auparavant. À travers l'Europe du début du xix^e siècle, dans bien des régions, notamment une grande partie de l'Espagne et de la France, sans parler des régions italo-phones et de quelques régions allemandes, l'industrialisation s'était établie lentement, et il faudra attendre la fin du xix^e siècle pour qu'elle se répande plus à l'est à travers l'Europe. En général, toutes les transformations industrielles se produisirent à un endroit précis à l'intérieur de régions plus larges. La manière dont ces premiers foyers d'industrialisation affectèrent d'autres régions représente une intéressante question, mais comme nous pensons généralement en termes nationaux, les différences radicales d'échelle spatiale et démographique entre la Chine et n'importe quel pays européen font qu'il est difficile d'évaluer les similitudes entre les conditions initiales

de l'industrialisation en Chine et ailleurs. Nous persistons à comparer en unités nationales et à prendre la Chine comme une unité nationale alors même que la Chine au xx^e siècle ne connut l'unité politique et la paix que pendant quelques années avant 1949. Même au summum de sa puissance, le gouvernement nationaliste ne recevait de taxes foncières que de cinq provinces, soit une fraction de celles qui payaient des taxes au gouvernement central sous les dynasties des quelques siècles précédents.

Nous en arrivons à une deuxième différence majeure, qui concerne le contexte chinois d'industrialisation urbaine du début du xx^e siècle, lorsqu'on se souvient des conditions du xviii^e siècle, où une économie politique et commerciale agraire unifiée s'étendait sur la plus grande partie de l'empire. Rappelons que la logique de l'économie politique de l'empire agraire était d'encourager une base commerciale de prospérité agraire là où cela apparaissait possible, et que les fonctionnaires jouaient un rôle plus important et plus direct dans la vie économique des régions périphériques pauvres. L'État central s'engageait à diffuser les meilleures technologies vers les régions les plus pauvres et à transférer des ressources vers les frontières. Les politiques de l'État avaient pour but d'encourager la prospérité économique, en tant que moyen d'assurer le bien-être social du peuple, considéré comme la base de la légitimité politique et de la sécurité. Lorsque, dans les années 1870, l'État se mit à prendre en considération l'usage des technologies industrielles européennes, les fonctionnaires se concentrèrent presque exclusivement sur les possibilités de renforcer l'armée. L'industrie avait peu de rapport avec la subsistance des foyers – un sujet dont les fonctionnaires avaient depuis longtemps eu le souci – et beaucoup avec la façon dont l'État chinois pouvait au mieux affronter les défis posés par les puissances européennes. Non seulement cette politique a un sens dans le contexte global, mais il serait également difficile d'imaginer des scénarios alternatifs dans lesquels le gouvernement aurait entrepris d'encourager l'industrialisation comme un moyen d'améliorer les standards de vie, car les bénéfices de ces changements auraient nécessairement eu une portée spatiale limitée. En d'autres termes, il était probablement plus facile pour un secteur d'industrie légère privé d'émerger dans les villes chinoises, en dehors, plutôt qu'à l'intérieur de la structure politique.

Le premier acte de l'industrialisation chinoise au xx^e siècle fut une transformation du secteur privé urbain, qui se développa en liaison avec la sphère de production de zones rurales proches, en dépit des plans nationalistes visant à développer des industries lourdes pour la défense nationale. Comment aurait évolué l'économie si les Japonais n'avaient pas envahi le pays ou si les nationalistes avaient vaincu les communistes dans la guerre civile qui s'ensuivit ? L'industrialisation se serait-elle étendue à d'autres parties du pays, ou bien un type d'économie duelle – comprenant un petit

secteur moderne limité à quelques régions et une vaste économie agraire – se serait-il constitué, dans une sorte d'équilibre à long terme ? La Chine au début des années 1930 était une société riche en main-d'œuvre, mais sans véritables moyens de créer une demande importante émanant de nouveaux consommateurs. Il n'y avait pas de chemin naturel et nécessaire vers l'industrialisation, chemin qu'aurait interrompu l'invasion japonaise.

L'établissement de la République populaire en 1949 réinitialisa les conditions politiques de l'industrialisation et ouvrit un deuxième acte, qui n'avait que peu de liens avec les efforts d'industrialisation précédents. Une industrialisation lourde de style soviétique sous l'égide d'un gouvernement centralisé guida l'industrialisation dans une économie qui se développait de façon planifiée. Les entreprises privées existantes dirigées par les capitalistes chinois passèrent petit à petit sous contrôle de l'État alors que les entrepreneurs étrangers quittaient le pays. Avant le milieu des années 1950, l'économie était sous le contrôle du gouvernement central et pour environ le quart de siècle suivant les questions de réforme économique concernèrent le niveau d'autorité politique (central, provinciale ou locale) exerçant le contrôle sur les entreprises⁷. Le changement vers une industrialisation planifiée marqua une nette cassure avec le passé, laquelle a été largement reconnue. On a moins compris la rupture tout aussi vive avec le passé dans l'organisation économique de la campagne, où les industries artisanales et les marchés ruraux furent démantelés. La campagne chinoise des années 1950 et 1960 en général en vint à ressembler au genre d'économie supposée par les théories économiques de développement occidentales — une économie dans laquelle les résidents ruraux ne pratiquaient que l'agriculture. L'industrie moderne était urbaine, distincte de la campagne agricole, à la fois dans les théories économiques du développement et dans les réalités de l'économie planifiée chinoise. Mais l'absence de marchés signifiait que les connexions entre les différentes régions passaient par l'intermédiaire du politique et n'étaient pas déterminées économiquement comme dans un modèle d'économie du développement. Les décisions administratives modelaient le mouvement des ressources et des produits à l'intérieur des petits espaces comme au travers des plus grands.

L'industrialisation des années 1950 et 1960 continua de répondre au souci de l'État de développer ses capacités militaires. La crainte de possibles invasions militaires étrangères et donc la nécessité de réduire les vulnérabilités stratégiques firent que les industries lourdes étaient situées dans l'intérieur du pays. La consommation personnelle se développa plus lentement qu'elle ne l'aurait fait dans une société fondée sur les marchés,

7. Cf. Wu Jinglian [2005], pour une analyse du développement de l'économie chinoise dans les années 1950 et la nature des réformes économiques avant 1978.

puisque l'État contrôlait l'épargne et investissait dans une combinaison d'infrastructures, de biens et de services publics. Mais en même temps, pour leur niveau de revenu, les Chinois avaient un plus fort taux d'alphabétisation et une espérance de vie plus longue que les habitants d'autres pays pauvres. L'État communiste parvint à assurer des niveaux de sécurité politique et de stabilité sociale qu'on n'avait pas connus depuis plusieurs décennies – et ce dans l'isolement par rapport à la plus grande partie du monde, imposée par le refus américain et européen de reconnaître diplomatiquement la République populaire dans un premier temps. Par certains côtés, donc, la Chine de la seconde moitié du xx^e siècle en vint à ressembler politiquement à l'empire deux siècles auparavant – un État bureaucratique fort exerçant son autorité unique sur une société qui était de bien des manières plus orientée vers les questions domestiques que vers les questions internationales.

Dans ce contexte politique, l'industrialisation constitua un processus presque entièrement planifié par l'État, et situé en milieu urbain. En 1958 le secteur agricole fut encouragé à développer de petites industries rurales. Mais celles-ci ne pouvaient guère être des firmes privées produisant pour un marché. Il s'agissait d'opérations collectives visant à accroître les biens de production intermédiaires nécessaires en zone rurale, qu'il n'était pas facile d'obtenir de l'économie industrielle urbaine. Il s'agissait notamment de ce qu'on appelait les fourneaux d'arrière-cour, dont la production d'acier était de qualité faible et irrégulière, et des moins connus mais plus utiles ateliers de production d'engrais chimiques, qui permirent de créer une agriculture plus productive. Ce genre d'industrie rurale à petite échelle était séparé à la fois de l'économie planifiée et de l'économie de marché. Il s'agissait d'un développement local commandé d'en haut, qui ne pouvait avoir que des impacts limités. Vers la fin des années 1960 et le début des années 1970, comme le gouvernement central craignait de voir la puissance militaire américaine se lancer au-delà de son théâtre d'opérations en Asie du Sud Est vers la Chine, la production industrielle fut de nouveau encouragée dans tout le pays, même en zones rurales. Dans la région de Shanghai, cette opportunité mena des usines d'État de la ville à sous-traiter aux industries de la région. Même avec ces changements, à la fin du deuxième acte de l'industrialisation de la Chine au xx^e siècle, il y avait d'importantes limites à l'impact de l'industrialisation sur l'économie et la société de la Chine rurale, qui constituait toujours la plus grande partie du pays.

L'ère de réforme qui constitua le troisième acte de l'industrialisation chinoise au xx^e siècle commença assez innocemment à la fin de l'année 1978, lorsque le gouvernement prit des mesures permettant le développement de l'économie rurale en dehors de l'économie planifiée. Pendant à peu près quinze ans, des taux de croissance phénoménaux de presque 10 % par an furent obtenus par le développement d'industries légères à petite échelle

produisant des biens de consommation destinés à la vente sur les marchés. Pour la plupart, ces industries, au moins à l'origine, n'appartenaient ni à l'État ni à des individus, mais portaient l'étiquette de l'économie collective. À certains endroits, les cadres politiques des villages jouèrent un rôle primordial dans la formation et la direction de ces firmes. Dans d'autres, ces entreprises étaient créées par des gens ayant des liens familiaux et bénéficiant d'un accès au capital de parents qui résidaient à l'étranger. La scène de ce troisième acte d'industrialisation du xx^e siècle fut mise en place très rapidement à travers la destruction des réseaux de mise en vente créés sous l'économie planifiée et l'apparition d'écart entre la Chine urbaine et la Chine rurale. L'industrie rurale de marché de l'ère de la réforme a comblé un besoin important en matière de produits de l'industrie légère, tirant parti de la grande quantité de main-d'œuvre disponible en dehors de l'économie industrielle urbaine planifiée. Bien sûr, on trouve quelques précédents aux industries rurales dans le genre d'usines à petite échelle mises sur pied pendant le Grand Bond en Avant, et celles qui furent établies ou développées environ une décennie plus tard. Elles aussi, à certains endroits, dépendaient nettement de cadres locaux du parti, qui jouèrent un rôle clé d'entrepreneurs, transformant leurs « espaces politiques » en entreprises économiques. De plus, et de façon beaucoup moins évidente, la distribution dans l'espace des industries rurales des années 1980 reproduisait en grande partie le schéma de l'industrie artisanale rurale du xviii^e siècle. Ceci engendra pour l'État un défi similaire à celui apparu deux siècles auparavant : comment faire parvenir les avantages du développement commercial des régions développées aux régions plus pauvres ? Les opportunités comme les défis que présentait le développement économique rural à la fin du xx^e siècle étaient bien supérieurs à ce qu'ils avaient été précédemment. Les technologies industrielles, et de plus grandes quantités de capitaux, signifiaient que les possibilités économiques allaient radicalement au-delà de ce que les fonctionnaires auraient pu imaginer deux cents ans plus tôt. En même temps, les écarts économiques entre les régions en cours d'industrialisation et celles qui n'avaient pas d'entreprises communales de villages, devenaient bien plus importants qu'au xviii^e siècle⁸.

Ces défis sont plus importants que deux siècles auparavant en partie parce que l'économie de l'ère de la réforme est de plus en plus liée à une économie globale plus large. À la fin du xx^e siècle, la Chine est devenue l'atelier du monde. Capitaux et technologies sont entrés à profusion dans le pays, et une grande quantité de divers produits ont été écoulés à l'étranger.

8. Cf. Wong [2002b] pour un débat sur la façon dont le développement des entreprises communales et villageoises fait partie d'un ensemble de possibilités économiques dépendant de pratiques du passé comme de changements politiques récents.

Mais ces caractéristiques visibles et familières de l'industrialisation de l'ère de la réforme ne devraient pas nous cacher l'importance de cette économie politique typique de l'empire agraire, qui a contribué non seulement à rendre possible l'extrême longévité de ce système politique, mais aussi à créer le contexte de l'industrialisation dans l'ère de la réforme presque un siècle après la chute de l'empire.

LA CHINE SUR LA SCÈNE GLOBALE AU XXI^e SIÈCLE :
LE RETOUR D'UN EMPIRE

À partir de l'esquisse de l'économie politique chinoise dans l'empire agraire et celle de l'industrialisation au xx^e siècle, j'ai montré comment les efforts de la première période ont contribué à donner forme aux possibilités de développement économique ultérieur. Il s'agit d'une question d'Histoire globale, car elle comprend une séquence alternative de changement politique et économique au travers d'une géographie politique et économique différente de celle que l'on trouve en Europe. Les connexions variées et changeantes entre différentes parties du monde forment la majeure partie de ce que l'Histoire globale est devenue. Cette brève présentation de l'économie politique chinoise dans la longue durée suggère que l'on peut y voir une voie de changement économique caractéristique qui affecte l'économie mondiale de notre époque. Les stratégies qui ont contribué à créer un empire durable et favorisé l'émergence, dans les années 1950, d'un régime post-impérial aspirant à, et capable de, revendiquer une autorité territoriale sur presque tout l'empire Qing, ont débouché sur un bénéfice économique inattendu pour les Chinois. Aujourd'hui, cet ancien empire est capable de s'engager dans l'économie globale comme une puissance centrale jouissant de certains des avantages liés à sa taille et à sa démographie, ce qui n'est devenu possible que très récemment pour les États membres de l'Union européenne.





Épilogue

Capitalisme et mondialisation. De l'autonomie des trajectoires locales à l'interdépendance systémique globale

Laurent Berger

Les contributions de cet ouvrage à l'Histoire globale, indépendamment de leurs références à l'École californienne ou l'Analyse système-monde, ont un double mérite. Si elles abordent en effet les débats relatifs à la chronologie et au déploiement du capitalisme et de l'économie de marché dans un monde de plus en plus marqué par l'intégration intercontinentale et la mondialisation, elles se gardent bien pour autant de confondre ces phénomènes en un seul et même processus de « globalisation ». Ce dernier est souvent assimilé à une intensification des échanges et à une extension des réseaux d'interaction de plus en plus accrues, à un rythme toujours plus soutenu. Cette « globalisation » progressive des flux de biens, de techniques, de capitaux, d'idées et de populations trouverait dans l'époque contemporaine son expression la plus radicale, grâce aux médias numériques et à l'abaissement des coûts de transports. La « globalisation » serait ainsi concomitante de la libéralisation des échanges et de la relativisation des frontières géographiques et politiques. L'érosion des contraintes de temps et d'espace sur les formes d'interaction à distance permettrait en effet une « accélération de l'histoire » et un « désenclavement » des localités, perceptibles aujourd'hui aussi bien dans la « créolisation et l'hybridation » des cultures, l'exposition commune à des risques épidémiologiques, écologiques, terroristes et nucléaires, que dans la conclusion de transactions financières en temps réel. Cette « compression de l'espace-temps » induirait ainsi chez les personnes un sentiment cosmopolite d'appartenance à un « village planétaire » et à un « Marché global », bien au-delà de leurs attaches territoriales et de leurs imaginaires situés, du fait de la conscience désormais partagée d'une interdépendance généralisée et systématisée [Giddens, 1991 ; Hannerz, 1992 ; Robertson, 1992 ; Appadurai, 1996 ; Abelès, 2008].



Cette idée conjointe de la nouveauté radicale et du caractère linéaire du processus de « globalisation » se heurte néanmoins à plusieurs objections importantes [Friedman, 2002, 2007]. L'historien grec Polybe, dès le second siècle avant l'ère commune, n'annonçait-il pas déjà, à la suite de l'avènement de l'empire romain et de sa participation à la destruction de Carthage, que « les événements se déroulant dans le monde seraient désormais tous interdépendants les uns des autres » ? Les travaux de Bentley [1996, *supra*] nous donnent une idée de la façon dont l'intégration intercontinentale, notamment afro-urasienne, s'est élaborée, depuis le milieu du IV^e millénaire, dans le sillage de la guerre ou du commerce lointain de biens de luxe et de produits de base, eux-mêmes facilités par de nouveaux moyens de transport et de communication¹. La particularité de certaines routes maritimes et terrestres, ou bien de certaines formations politiques (empires agraires du VI^e au X^e, empires nomades du XI^e au XVI^e) ne semble pas avoir empêché ces « échanges transculturels globaux » d'avoir eu un fort impact régional et local depuis bien longtemps. Ainsi, la « globalisation microbienne » (peste, rougeole, variole, choléra) est-elle aussi ancienne que la domestication animale ou la diffusion des plantes cultivées, et toutes ont eu des conséquences considérables sur la croissance démographique de l'humanité depuis la naissance de la Civilisation (au sens de Childe). De même, les marchands, soldats, savants, diplomates, missionnaires, pèlerins et représentants de l'État ont généralement circulé le long des grands axes commerciaux, et participé activement aux transferts de technologies, aux conversions religieuses et aux transformations des identités ethniques et des styles artistiques qui ont alimenté, depuis l'âge du Bronze, les processus globaux d'acculturation. McNeill [1998, 2003] rappelait encore récemment que ces processus étaient en grande partie à l'origine des principales inventions et innovations humaines. La « globalisation » des échanges et le cosmopolitisme qui l'accompagne ne sont donc pas spécifiques à l'époque contemporaine, sauf à considérer l'existence de seuils d'intégration au-delà desquels la densité des flux et l'extension des réseaux d'interaction induisent nécessairement des changements institutionnels et structurels majeurs.

C'est en ce sens que les recherches de Chase-Dunn et Hall [1997, *supra*] apportent un éclairage déterminant, en mettant en lumière l'alternance de périodes de « globalisation » et de « dé-globalisation » dans les ensembles de sociétés interconnectées, et ce, indépendamment du type de transfert de surplus et de formations politiques qui y prédominent (*Big Man* et

1. Cf. l'impact considérable de la domestication du cheval, des premiers bateaux à voile et des véhicules à roue, du chariot muni de roues à rayon, de la selle à chameau ou bien encore du harnais et de l'étrier.

chefferies pour les *kin-based system*, cités-États et États impériaux pour les *tributary system*, États-nations et institutions internationales pour le *capitalist system*). Si le seuil d'intégration de ces ensembles inter-sociétaux correspond à la compression spatio-temporelle de leurs principaux réseaux commerciaux, politico-militaires et informationnels, tous connaissent à différentes échelles des « pulsations », c'est-à-dire des cycles d'expansion et de contraction des flux, des connexions et des espaces géographiques couverts par leurs réseaux. Or, les phases d'expansion intégrée, dites de « globalisation », sont généralement concomitantes de différents types de changements institutionnels fondamentaux au sein de chaque type d'ensemble, en dehors de la possible fusion ou incorporation de ces derniers et de leur restructuration régionale entre zones centrales et périphériques. On observe ainsi principalement l'étatisation des *kin-based system* et leur réorganisation éventuelle sur un mode tributaire (ex. la civilisation Shang au XVIII^e av. J.-C., l'empire Tu'i Tonga au XI^e, le royaume Kongo au XV^e) ; la marchandisation des *tributary system* et leur réorganisation temporaire à partir du développement du secteur protocapitaliste (ex. la Perse achéménide et la Grèce classique aux VI^e et V^e siècles avant J.-C., l'empire musulman à l'apogée du Califat abbasside et les sultanats ibadites et swahilis au VIII^e siècle, l'empire mongol, le royaume de Sicile et les cités-États européennes au XIII^e) ; la financiarisation et la « gouvernementalisation² » du *capitalist system* et sa restructuration par le déclin et l'ascension de nouveaux systèmes interétatiques (ex. la première Révolution industrielle au XVIII^e, la Belle Époque edwardienne au tournant du XIX^e, la révolution monétariste et conservatrice à la fin du XX^e)...

Autrement dit, le processus pluriséculaire de « globalisation » (à savoir l'expansion géographique des échanges et des flux) est impuissant en soi à rendre intelligible la nature du changement social sur la base de sa seule dynamique. La raison en est simple : il conduit, selon les circonstances et les ensembles au sein desquels il prend place, à telle ou telle nouvelle configuration institutionnelle et interrégionale, et non forcément à la mise en place et à l'élaboration diffuse du capitalisme et de l'économie de marché. C'est pourquoi la notion de « mondialisation » s'avère ici incontournable.

2. Les quatre principales formes historiques de rationalisation du pouvoir d'État analysées par Foucault [2004a, 2004b], et qui s'appuient sur l'intégration successive de nouvelles techniques de gouvernement des populations (*juridiques, disciplinaires, sécuritaires, environnementales, comportementales*, etc.), sont toutes imaginées, réfléchies et expérimentées lors des phases accélérées de globalisation : le mercantilisme est ainsi initié en Europe sous l'empire ibérique (1570-1640), le libéralisme est élaboré durant la première Révolution industrielle britannique (dès le milieu du XVIII^e), le totalitarisme est inventé lors de la Belle Époque edwardienne sur la base de la gestion des camps de concentration à Cuba, et surtout en Namibie avec le génocide des Hereros, tandis que le néolibéralisme fait ses premières armes dès les débuts de la troisième révolution industrielle informatique au Chili, sous Pinochet, avec les Chicago boys.

Elle permet en effet de penser la complexité des synergies entre cette expansion géographique des échanges et les changements institutionnels qui ont marqué l'avènement et le développement dans l'histoire de l'humanité du salariat, de l'industrie, de l'urbanisation, du progrès scientifique et technologique, de la finance et de la gouvernementalisation de l'État. Plus précisément, cette notion recèle un enjeu fondamental pour l'Histoire globale : celui de rendre intelligible la corrélation très forte, lors de certaines périodes historiques, entre d'un côté l'expansion géographique de productions destinées à l'échange (quelles que soient par ailleurs l'organisation du travail et la nature des transactions impliquées), et de l'autre, l'extension de la régulation marchande à de nouvelles sphères d'activités sociales (impliquant leur coordination décentralisée par les prix et l'intégration approfondie des marchés ainsi développés) [Norel, 2004].

En d'autres termes, la spécialisation de groupes humains dans la fabrication de produits pour autrui ou la fourniture de services à autrui se conjugue parfois, dans des séquences historiques précises, avec l'institutionnalisation et la régulation de formes embryonnaires ou développées de marchés de produits/services et de facteurs de production (travail, environnement, capital³). Une nouvelle division sociale du travail s'accompagnant toujours de nouvelles représentations collectives, cette conjugaison temporaire s'exprime ainsi sur le plan culturel par l'émergence d'espaces pratiques d'identification à l'origine de nouveaux sentiments d'appartenance et d'affiliation (religieux, ethniques, nationalistes, diasporiques, cosmopolites, etc.). Toute la question est de savoir alors pourquoi et comment, en certains lieux et à certaines époques, croissent et se conjuguent ensemble cette globalisation des échanges et des flux, et cette financiarisation et marchandisation fictive du monde, sachant que le capitalisme et l'économie de marché ont besoin de cette synergie pour se diffuser et se développer. Elle est aussi alternativement de comprendre pourquoi, la plupart du temps, ces deux processus ne sont ni associés, ni coordonnés, ni profondément articulés l'un à l'autre...

Globalisation vs. mondialisation

Un bon exemple de « globalisation » régionale est celui du cercle Kula, ce commerce à la fois proche et lointain de biens de prestige (*vaygu'a*) entre de nombreuses îles mélanésiennes, dont les partenaires d'échange se donnent à tour de rôle des brassards et des colliers de coquillage, au terme

3. La notion de « régulation » renvoyant ici indistinctement à la réglementation promulguée par l'État, aux procédures de décision afférentes aux mécanismes d'ajustement de l'offre à la demande par le marché, ou à la menée de politiques gouvernementales.

d'expéditions maritimes et terrestres parfois dantesques [Malinowski, 1922 ; Leach & Leach, 1983 ; Damon, 1990]. Ekholm et Friedman [2007] ont souligné que les phases d'expansion de ce réseau commercial sont allées de pair avec une intensification de la production agricole et artisanale insulaire, en partie exportée lors des expéditions Kula pour être troquée comme marchandise (*gimwali*), en marge et en parallèle des *vaygu'a* rétrocedés. Ces expansions furent donc indissociables de l'approfondissement de la division régionale du travail entre et au sein même des archipels concernés (sculpture de bois, vannerie, pyrotechnie, polissage de la pierre, industrie des coquillages, pêche, horticulture, élevage de cochons, poterie d'argile, construction de pirogues, savoirs magiques, etc.). Pour autant, elles ne furent jamais couplées avec une forme quelconque de salariat ou d'appropriation privée de la terre : les parcelles défrichées restèrent inaliénables et demeurèrent la propriété commune des clans, des lignages et de leurs représentants. Les denrées alimentaires (ignames, taro), cultivées dans les jardins horticoles, continuèrent d'être accumulées, exposées publiquement, et redistribuées généreusement lors des rituels, mariages et festivités villageoises. Elles servirent jusqu'au xx^e siècle à honorer la participation aux actions collectives, à pratiquer le troc, à régler éventuellement un tribut annuel au chef de la localité, et à offrir des « présents de sollicitation » accompagnant les diverses formes de transaction [Malinowski, 2002: 32-39].

De même, il serait difficile d'assimiler ces « monnaies de coquillages » (*vaygu'a*) à un système monétaire de paiement et de crédit : la Kula resta en effet un commerce prestigieux, basé sur la réciprocité différée des dons, strictement parallèle à la circulation des biens agricoles et manufacturés, et qui était entrepris par les individus au service de leur condition statutaire et de leur renommée (l'objectif étant d'acquérir temporairement les *vaygu'a* les plus anciens et reconnus). Ce commerce n'était donc pas institué en vue d'un quelconque « profit » (et de toute façon, il n'existait ni étalon de mesure, ni unité de compte partagée pour évaluer celui-ci). Toutefois, la détention temporaire de *vaygu'a* prestigieux permettait un certain enrichissement personnel ; il fallait pour cela savoir se laisser habilement couvrir de « présents de sollicitation » par ses partenaires d'échange... De surcroît, ces *vaygu'a* pouvaient, sous conditions, être retirés du cercle Kula afin de servir comme « *kitoum*⁴ »

4. Les *kitoum* sont les brassards et colliers de coquillage confectionnés en échange d'autres biens (cochons, ignames), dont la taille et le polissage autorisent leur intégration à la hiérarchie des *vaygu'a*, si leur propriétaire décide de les lancer sur la route du Kula (*keda*) : c'est alors leur circulation selon les règles de réciprocité différée qui valorisera ces nouveaux *vaygu'a*, jusqu'à leur retour chez leur propriétaire initial au terme du circuit complet. Celui-ci pourra alors décider de retirer ces objets et de les rendre aliénables de nouveau, ou bien de les relancer sur de nouvelles routes, afin d'accroître leur histoire et donc leur valeur.

au paiement d'obligations sociales telles que le prix de la fiancée ou le prix du sang, voire rejoindre les objets sacrés exposés sur les plateformes des prêtres claniques et lignagers comme offrandes aux esprits et aux ancêtres [Godelier, 1996].

Ces objets s'avéraient donc en définitive des valeurs convertibles en ressources du pouvoir politique et religieux. Ainsi, l'établissement d'un grand nombre d'alliances matrimoniales par un groupe de filiation preneur de femmes (*wife-taker*) reposait sur le prestige de celui-ci, et sa capacité à régler les montants du « prix de la fiancée ». En retour, le nombre d'alliances ainsi contractées lui assurait d'importantes surfaces à cultiver et de nombreux bras pour le faire (l'accumulation de surplus agricoles étant centrale pour l'acquisition d'un rang social déterminé par leur redistribution). Aussi, ce qui était en jeu lors des phases d'expansion géographique et d'intensification du cercle Kula, en dehors de l'augmentation proportionnelle des échanges marchands basés sur le troc, c'était le développement et la reproduction sociale de chefferies puissantes ou bien de systèmes *Big Man* en compétition les uns avec les autres. Selon en effet qu'une élite et un petit nombre de clans et lignages aient réussi à monopoliser ce commerce de biens de prestige (îles Trobriand), ou bien que la participation à l'échange de *vaygu'a* soit restée en accès libre pour le plus grand nombre (île Dobu), l'accumulation de capital symbolique et sa conversion en de nombreuses alliances matrimoniales et diplomatiques structuraient différemment les réseaux politico-militaires et leur intégration avec les réseaux commerciaux dans la région.

À travers cet exemple d'une « globalisation » propre à l'ensemble régional Massim, ressort le caractère fondamentalement différent des phases de « mondialisation », où le rôle de la formation des prix monétaires dans le changement social et les « politiques de la valeur » [Appadurai, 1986 ; Warnier, 2008] se révèle déterminant. Sans pour autant se restreindre, en son sens strict, à la convergence et à la synchronisation des prix accompagnant la forte croissance des taux d'ouverture des économies nationales et des investissements directs à l'étranger [Levitt, 1983], la mondialisation contemporaine se distingue bien par cette double articulation typique, entre une reconfiguration élargie de la division interrégionale du travail d'une part, et un approfondissement de la régulation marchande d'autre part, aiguillé par de nouvelles formes de financiarisation et gouvernementalisation : conversion de l'ancien bloc soviétique et communiste à l'économie de marché et au capitalisme, émergence des « firmes globales », multiplication des zones franches dans les anciens pays du Tiers-monde et spécialisation nouvelle de régions entières à bas salaires dans la production de biens manufacturés d'un côté ; boom des biotechnologies, de l'informatique et

des industries culturelles⁵, flexibilisation et segmentation des marchés du travail, désintermédiation, décloisonnement et dérégulation des marchés financiers, développement de bulles spéculatives immobilières et de marchés de permis négociables d'émission de gaz à effet de serre (cf. le protocole de Kyoto) de l'autre ; le tout sous couvert d'un néolibéralisme incarné par le consensus de Washington et d'innovations financières de plus en plus opaques (dérivés de crédits, titrisation, etc.)... Quel que soit alors le nombre d'activités sociales impliquées dans ce double processus, c'est d'abord à travers la formation des prix monétaires que celles-ci se retrouvent régulées et en définitive intégrées les unes aux autres au niveau global, comme l'atteste par exemple le « risque systémique » inhérent à la crise financière contemporaine [Aglietta & Rigot, 2009].

On aurait tort cependant de penser que la mondialisation contemporaine, tout comme celles de la fin des XVIII^e et XIX^e siècles [Berger, 2003 ; Arrighi *et al.*, 1999], soient les seuls exemples de telles synergies à l'échelle mondiale : la mondialisation ibérique (1570-1640) touche aussi les quatre continents en connectant par des liaisons maritimes régulières le Nouveau Monde, l'Europe, les côtes africaines et indiennes, les Philippines, l'Indonésie, le Japon et le sud de la Chine. Des élites cosmopolites, notamment les diasporas marchandes, les artistes, les savants, les Créoles enrichis et les « experts de l'église et de la couronne catholique » succèdent aux conquistadores et font le tour du monde et des métropoles régionales (Mexico, Malacca, Manille, Goa, Acapulco, Séville, etc.) ; ces villes sont alors de véritables carrefours planétaires et des terres de métissages, où se brassent les idées, les styles artistiques et architecturaux, les marchandises et les hommes [Gruzinski, 2004]. Cette mondialisation se caractérise de la même façon par une acculturation croisée qui est le pendant d'une forme d'hégémonie culturelle⁶. D'un côté, se renforcent en effet la cosmopolitisation et l'indigénisation complémentaires des populations dans la traduction des œuvres

5. Cf. l'impact du cinéma, de la télévision, de l'édition, de la musique, du tourisme, de la publicité, des médias, des spectacles, de l'architecture, de la restauration, de la photographie, de la mode et de la décoration intérieure sur la patrimonialisation des cultures et leur transmission locale [Warnier, 1999].

6. Cf. Gruzinski [2004, p. 414] : « La globalisation concerne donc prioritairement l'outillage intellectuel, les codes de communication et les moyens d'expression. Elle se distingue d'une occidentalisation qui se présente davantage comme une entreprise de domination des autres mondes, empruntant les voies de la colonisation, de l'acculturation et du métissage [...] C'est que globalisation et occidentalisation sont bien l'avant et le revers de la mondialisation ibérique. L'occidentalisation en serait la dimension exogène : elle consisterait à reproduire des institutions et des modes de vie d'origine européenne en les adaptant aux réalités locales et en transformant celles-ci. La globalisation, en revanche, animerait un mouvement endogène : elle projetterait hors d'Europe un espace fermé, une sphère étanche axée autour du noyau dur que composeraient l'outillage intellectuel, l'orthodoxie romaine, les systèmes et les codes d'expression. »

écrites et la transcription des littératures orales, par la collecte et la diffusion des savoirs locaux, dans la naissance simultanée par exemple du culte du vaudou et de l'anthropologie avec Bernardino de Sahagún et Montaigne, ou bien encore dans la multiplication des messianismes et des millénarismes en Inde, en Perse et dans la Méditerranée chrétienne à l'approche du millénaire de l'Hégire [Subrahmanyam, 2001]. Mais de l'autre, se développe aussi l'évangélisation et la diffusion du latin, du maniérisme, de l'aristotélisme et des technologies militaires – l'esprit de la contre-réforme exportant l'inquisition grâce à l'ordre des Jésuites. Si l'université de Harvard est fondée en 1630 à la suite de la première vague de colonisation britannique de la côte atlantique américaine (Virginie, Maryland, Nouvelle Angleterre), la conversion au catholicisme de plusieurs centaines de milliers de Japonais accompagne l'émergence du Shogunat Tokugawa en partie basée sur la maîtrise des armes à feu et des fortifications occidentales.

Cette double forme conjuguée de créolisation et de canonisation de certaines cultures à l'échelle planétaire ne se réduit bien évidemment pas alors à l'empire ibérique de Cervantès et au marché de l'art de l'Italie baroque : la splendeur moghole du règne œcuménique d'Akhbar s'incarne dans le Taj Mahal édifié par son petit-fils, et l'architecture chiite atteint à Ispahan la perfection sous le règne d'Abbas 1^{er}. Subrahmanyam [1999, p. 35-42] montre bien comment la circulation et la migration des élites s'opère alors en Asie, durant cette période, indépendamment de toute conquête politique et militaire : la présence des Perses à la cour moghole sous le règne de Jahangir (1605-1627), celle des Chinois dans l'État javanais du Mataram, ou bien encore celle des Japonais à la cour thaïe, au royaume siamois d'Ayuthia et au sultanat de Macassar, s'accompagnent du développement combiné d'un certain nombre d'activités commerciales, religieuses, artistiques, lettrées et d'opérations fiscales, militaires et diplomatiques, dont ces États sont bénéficiaires. En fait, la mobilité et la diasporisation de ces élites cosmopolites sont alors indissociables du double processus auquel celles-ci participent, à l'image de l'implantation des « nouveaux chrétiens » (les Marranes et les Morisques) dans tout l'empire ibérique, qui opèrent à l'époque l'intégration de ses réseaux commerciaux et financiers [*ibid.*, p.152-156]. Le développement et l'intensification des productions commerciales dans les « quatre parties du monde » se trouve être en effet le pendant de l'émergence, au niveau régional, de systèmes embryonnaires de marchés de produits et de facteurs (avec la proto-industrialisation rurale et le développement de l'industrie urbaine salariée en Angleterre, aux Pays-Bas, dans le Gujerat, le delta chinois du Yangzi et les plaines japonaises du Kantō [Pomeranz, 2000 ; Wallerstein, 1979]) ; et à l'échelle globale, d'un véritable marché mondial de produits marchands, au rang desquels priment les métaux monétaires (argent, or, cuivre). Comme l'ont très bien

documenté Flynn et Giraldez [2002], la fondation en 1571 de Manille comme entrepôt espagnol, sur la base du convoiement annuel par galion de plus de 50 tonnes d'argent destinées aux diasporas marchandes chinoises (auxquelles s'ajoutent les quantités d'argent écoulées dans le commerce balte et l'empire ottoman, et celles exportées du Japon vers la Chine et l'Inde⁷), signe la naissance d'une économie mondiale, dont la manifestation la plus importante est précisément la convergence des prix de l'argent en or à partir des années 1630 (alors que le ratio argent/or était initialement de 1/6 en Chine contre 1/12 en Europe, 1/10 en Perse et 1/8 en Inde), et la synchronisation des prix des biens de base en Europe (les céréales et le bois) et en Asie (le riz japonais et chinois par exemple⁸).

Dans les années 1570, le changement de politique fiscale, monétaire et commerciale chinoise est rendu possible par cet afflux conséquent de métaux monétaires, nécessaire aux nombreux échanges marchands entrepris par le secteur privé de l'empire du milieu [von Glahn, 2003]. Le prélèvement unique d'une taxe annuelle en argent et l'abandon de la monnaie papier accompagnent alors la levée des restrictions commerciales, ce qui se traduit par la taxation et l'habilitation officielle des diasporas chinoises opérant dans l'Asie du sud-est et le Pacifique comme intermédiaires de l'État ming et des négociants européens. Les empires ottoman, russe, moghol, ming, ibérique et safavide connaissent tous une croissance démographique et économique à la suite de cet afflux monétaire massif [Frank, 1998, p.164]. On assiste aussi, parallèlement à cette hausse de la liquidité mondiale, à une privatisation du commerce lointain dans les grands empires agricoles sur le modèle des États marchands côtiers, par l'intermédiaire des élites cosmopolites nomades [Subrahmanyam, 1999] : la route du Cap (*carreira da India*) est ainsi réorganisée en dehors de tout monopole d'État sur le modèle de la route atlantique (*carrera de las Indias*), aux mains des négociants privés autorisés par la couronne royale⁹ ; l'empire ottoman développe ses activités commerciales en Méditerranée et dans l'océan Indien, traversé et quadrillé par les plus grandes routes caravanières transcontinentales de son histoire [Pamuk, 2003], tandis que se multiplient ses alliances diplomatiques avec des sultanats marchands, tel celui d'Aceh à Sumatra [Subrahmanyam *ibid.*, p182] ; la Perse safavide, si elle se réserve alors le monopole de la soie à l'exportation, n'en ouvre pas moins ses portes à la diaspora arménienne pour diffuser sa nouvelle monnaie (l'*abbasi*) au-delà

7. Au tournant des XVI^e et XVII^e siècles, l'Inde et la Chine, *via* leurs diasporas commerçantes respectives, importent beaucoup plus d'argent par les voies maritimes et terrestres d'Asie orientale que par la route du Cap contrôlée par les Occidentaux [Flynn, Giraldez et von Glahn, dir., 2003].

8. Cf. Miyamoto & Shikano [2003].

9. Le réseau Malacca-Macao-Nagasaki-Macassar-Manille supporte alors une bonne part du commerce portugais privé entre 1610 et 1630.

de ses frontières [Curtin, 1984] ; l'empire moghol se lance alors dans le commerce maritime en s'emparant du Gujerat et du Bengale, où il s'appuie sur les marchands *karana* et *banian* pour obtenir des métaux monétaires en échange de textiles, et faire ainsi apprécier internationalement la valeur de ses roupies jusqu'à Madagascar [Prakash, 2003 ; Chaudhuri, 1985].

La production cotonnière est ainsi encouragée en Inde. L'arrivée des premiers colons britanniques et hollandais en Amérique du Nord instaure le commerce de fourrures avec des Amérindiens, jusqu'alors horticulteurs [Wolf, 1982]. Ivan le terrible initie la colonisation de la Sibérie et réserve à certaines familles marchandes (les Stroganov) le monopole du commerce au-delà de l'Oural (avec la fondation de comptoirs commerciaux fortifiés – les *ostrogs*). L'exportation chinoise massive de soie et de céramique encadrée par les marchands du Fujian renforce autant la spécialisation régionale intérieure de la Chine (le riz du Hunan, les mûriers du Jiangnan...), que la concentration des terres agricoles et la montée du fermage et du métayage sur des terres auparavant délaissées, mais désormais spécialisées dans les cultures de rente originaires des Amériques (patates, maïs, sucre, tomate, mangue, tabac, ananas, etc.¹⁰). De façon plus dramatique, les plus grands empires d'Afrique noire (Songhay, Kongo, Monomotapa) sont démantelés et livrés aux invasions conquérantes sous le poids de l'essor et de l'intensification du commerce du sel et de la traite esclavagiste, respectivement organisés par les marchands *juula*, les traitants portugais et les négociants *swahili*. L'exportation d'esclaves alimente en effet la colonisation du Brésil, consécutive à sa spécialisation dans la canne à sucre, dont la production commerciale triple entre 1570 et 1600 [Subrahmanyam, *ibid.*, p149].

En Europe, l'argent mexicain et bolivien, dont la production requiert en Amérique du sud la contribution de nombreuses villes pour approvisionner les 160 000 habitants de Potosi¹¹, permet autant aux Ibériques d'acheter à peu de frais la laine anglaise et donc d'encourager indirectement le mouvement des enclosures et le capitalisme agraire des *yeomen* et de la *gentry* en Angleterre [Wallerstein, 1979 ; Norel, 2009, *supra*], qu'il aide, selon Pierre Chaunu, les Provinces-Unies à prendre leur indépendance grâce aux butins gigantesques amassés lors des pillages des galions espagnols et portugais. Ces métaux monétaires comblent alors non seulement le déficit commercial des Européens avec l'Asie (encens, café et parfums d'Arabie, textiles et épices d'Inde, soie, laque et porcelaine chinoises), mais ils permettent de surcroît l'achat de céréales et de bois baltes et polonais, et la vente de

10. L'État ming tente d'accompagner alors cette expansion géographique des productions agricoles commerciales, à l'image du traité d'administration agricole écrit en 1625 par le Premier ministre Xu Guangqi.

11. En 1610, par exemple, en Argentine, Tucuman envoie du bois, 4000 têtes de bétail et 60 000 mules par an à Potosi [Flynn & Giraldez, 2002].

textiles néerlandais et anglais [Frank, 1998]. La profitabilité élevée de la production marchande de l'argent, en conduisant à une offre monétaire mondiale croissante, accélère ainsi en Europe la « révolution des prix » et l'« inflation des profits » [Hamilton, 1929 ; Munro, 2008] : avec des taux d'intérêt divisés par deux, des salaires industriels croissant moins vite que les prix à la consommation, et la demande de biens manufacturés augmentant parmi les bénéficiaires de la hausse des prix agricoles, les pays favorisant l'institutionnalisation des marchés voient en retour leurs entrepreneurs incités à investir dans les activités industrielles hautement capitalistiques, à l'instar des hauts fourneaux en Angleterre ou de la construction navale aux Pays-Bas¹². Ainsi, le mouvement de délocalisation et de relocalisation de l'activité industrielle en Angleterre, dans les Flandres et le nord de la France, tout comme les révolutions industrielles néerlandaise et japonaise, accompagnent cette hausse de la liquidité mondiale et se concentrent dans les pays émergents où se réinvestissent une partie de ces flux monétaires dans de nouvelles combinaisons productives et commerciales. Ces transferts de capitaux sont d'ailleurs en grande partie supervisés par la diaspora génoise, qui tire alors sa puissance et ce rôle d'intermédiation financière de la conversion des flux intermittents de l'argent américain vers Séville en un courant permanent dans les caisses de l'empire ibérique : les *Nobili Vecchi* remplacent de fait auprès des successeurs de Charles Quint les banquiers Fugger, handicapés par la productivité et la profitabilité moindres des mines d'argent allemandes [Arrighi, 1994]. La diaspora génoise prend ainsi le contrôle des foires de change à Parme (*Piacenza*), aux dépens de Lyon et d'Anvers, et monopolise alors en Europe la conversion de l'argent en or, nécessaire par exemple au paiement des troupes espagnoles se battant aux Pays-Bas. Ce qui provoque la réaction des États européens émergents, qui, comme le règne d'Elisabeth 1^{er} en Angleterre (1558-1603), la promulgation des ordonnances monétaires en France (1577), ou la création de la banque d'Amsterdam (1609) l'attestent, tentent de rendre indépendantes leurs finances publiques des diasporas cosmopolites opérant hors de leurs frontières, pour mieux orienter leurs investissements dans la manufacture¹³.

12. Le tonnage des navires néerlandais triple quasiment durant la mondialisation ibérique, tandis que l'on passe de 6 hauts fourneaux fabriquant 1 200 tonnes de fonte brute dans les années 1530 à près de 86 hauts fourneaux produisant 23 000 tonnes en Angleterre dans les années 1650 [Munro, *ibid.*]

13. L'État élisabéthain visera ainsi à sécuriser ses sources de financement et à contrôler le taux de change de sa monnaie nationale, en créant grâce à Gresham le *Royal Exchange*, et en stabilisant la livre sterling grâce au rééquilibrage budgétaire entamé à la suite de la vente des propriétés immobilières de l'église anglicane. Aglietta [*supra*] rappelle qu'en France, la tentative déflationniste, qui vise à instituer un système monétaire bimétalliste, provoque en pleine guerre des religions une « épouvantable crise financière et commerciale » et échoue à construire une finance nationale tournée vers l'investissement manufacturier.

Il existe donc bien durant cette période toute une série de phénomènes interdépendants qui témoignent de la vivacité du processus de « mondialisation » à l'œuvre : la commercialisation lointaine des productions locales spécialisées à l'échelle régionale et globale, ainsi que l'augmentation sensible de la liquidité mondiale sur des territoires de plus en plus favorables à la monétarisation des échanges, au paiement du travail au temps, à l'achat de terrains et au crédit, se trouvent alors indissociables de la gouvernementalisation et financiarisation des sociétés ainsi interconnectées. Les monnaies fiduciaires et les sociétés par actions, telles les compagnies des Indes, se développent ainsi en Europe et notamment dans les Provinces-Unies, où la substitution des cultures de rente (fleurs, lin, plantes tinctoriales) aux céréales, désormais importées d'Europe orientale contre du hareng, ouvre la voie au développement d'un véritable marché foncier et immobilier jusque-là embryonnaire [Norel, *supra*]. De même, le régime des provinces avec salaires (*salyaneli eyaletler*) s'institue au profit des Janissaires dans certaines parties de l'empire ottoman aux dépens de l'ancien système de prébendes. Et la grande majorité des États européens et asiatiques se trouvent simultanément acculés à d'importantes réformes fiscales et de nouvelles formes d'endettement public, en raison de fortes tensions budgétaires consécutives à l'inflation importante et à la convergence progressive des prix de l'argent sur le marché mondial. La crise de surproduction d'argent entraîne en effet dans la première moitié du XVII^e une chute des revenus fiscaux des États eurasiatiques prélevant leurs taxes en argent ou basant leurs excédents commerciaux sur l'exportation d'argent [Franck, 1998, p404]¹⁴. La dépréciation conséquente de l'argent vis-à-vis de l'or et les politiques monétaires expansionnistes ne font qu'aggraver cette crise monétaire et financière mondiale, qui culmine dans les années 1630 et 1640, et emporte avec elle nombre de régimes politiques – ming, ibérique, anglais –, tout en amorçant pour certains leur déclin – ottoman, safavide – ou leur ascension – Provinces-Unies, Japon Tokugawa, empire moghol – [Goldstone, 1991], après une succession d'épidémies, de révoltes paysannes, d'émeutes urbaines et de guerres d'une ampleur sans précédent. Pour la première fois, l'Europe connaît en 1622 et 1637 des bulles spéculatives et des krachs financiers en rapport avec les guerres de 30 ans (1618-1648) et de 80 ans (1568-1648), à travers la dépréciation brutale de

14. La politique d'autarcie – *sakoku* – du Japon Tokugawa et la purge dans le pays du christianisme est en grande partie une réponse à cette crise mondiale, comme l'atteste l'arrêt alors de toute exportation d'argent [Frank, *ibid.*]. L'administration ottomane cessera aussi de son côté de produire de l'argent dans les Balkans au plus fort de la crise dans les années 1640, et arrêtera donc de battre sa propre monnaie métallique, s'exposant du coup au libre jeu des taux de change et de l'offre étrangère de métaux monétaires sur son territoire, alors que ceux-ci étaient pourtant nécessaires au paiement de la soie importée de Perse [Pamuk, 2003].

ses pièces métalliques, de ses terrains fonciers, des actions de ses compagnies des Indes, et surtout des bulbes de tulipes importées en 1593 de l'empire ottoman et achetés depuis sur les marchés à terme d'Amsterdam [Kindleberger, 2004].

Comme Arrighi [1994, *supra*] le souligne fort justement, cette crise majeure est aussi l'aboutissement logique d'une « phase d'expansion financière », où de plus en plus de diasporas marchandes et d'élites capitalistes ont vu s'accroître leur environnement concurrentiel et se réduire drastiquement leurs marges de profit dans certains secteurs du commerce et de la production. Ces élites se sont donc spécialisées dans les transactions financières et les prêts destinés à financer l'endettement et l'armement des États, intéressés de leur côté à guerroyer et conquérir de nouveaux marchés et territoires, afin de mieux attirer les métaux monétaires par les excédents commerciaux, et alléger ainsi leurs contraintes budgétaires. Ce processus n'est d'ailleurs pas seulement perceptible en Europe, mais a lieu aussi en Asie et notamment sur les pourtours de l'océan Indien, où Subrahmanyam [1990] indique l'existence de « capitalistes de portefeuille » perses, indiens et chinois, important dans les grands États-pays les techniques financières développées dans le monde des affaires et les cités-États marchandes asiatiques, afin d'améliorer le recouvrement des impôts et de réorganiser les finances publiques. En échange de quoi, ces grandes familles diasporiques s'octroient nombre de domaines fonciers et de monopoles concédés dans les mines de diamant et l'approvisionnement des élites en biens de luxe ou des armées en ravitaillement, se spécialisent dans le crédit, l'affermage des impôts, et utilisent le levier d'endettement leur étant fourni ainsi pour aménager des situations de monopole à l'exportation dans les zones pionnières en finançant les infrastructures d'irrigation et d'habitation.

Aussi, la course aux armements et au recrutement de troupes de soldats toujours plus nombreuses, corrélative des luttes d'influence régionale pour le contrôle des grands axes commerciaux et la remise en cause du pouvoir des notables et des seigneurs locaux, n'a pas seulement concerné les Habsbourg et les guerres de religion en Europe (avec les innovations militaires de Nassau). Elle a touché aussi les « empires de la poudre à canon », ottomans, moghols et perses, soucieux d'un équilibre géopolitique régional préservant leurs sources d'approvisionnement en cuivre, et avides d'une centralisation politique leur assurant le contrôle des arsenaux et des unités d'artillerie¹⁵ [Norel, 2009]. Elle a frappé aussi les Coréens envahis par les Japonais dans les années 1590. La majorité des grands États asiatiques

15. Les Perses parviennent ainsi à garantir leurs frontières contestées par Constantinople depuis plus d'un siècle en 1639 avec la paix de Zuhab, esquisant les limites actuelles de l'Iran et de l'Irak.

s'est ainsi engagée dans une forme de « mercantilisme embryonnaire » [Subrahmanyam, 1999, p. 190] pour conquérir et gouverner de nouveaux « territoires », de la même façon que l'empire ibérique s'est essayé à de nouvelles implantations coloniales au Sri Lanka, en Afrique de l'Est et en Asie du sud-est, et que la montée en puissance de ses nouveaux rivaux hollandais, anglais, voire français et suédois, s'est traduite au début du xvii^e par leur projection territoriale en Guyane et dans les îles caraïbes, à Madagascar et à Maurice, en Indonésie, en Amérique du Nord, ou bien encore dans les ports de l'ancienne ligue hanséatique de la mer Baltique (à l'instar des campagnes de Gustave II Adolf aux dépens des Polonais, des Russes et des Prussiens). Le mercantilisme s'est développé pour cela en Europe comme une forme de rationalisation de l'exercice du pouvoir d'État et de pratique de gouvernement lors de la mondialisation ibérique [Foucault, 2004] : le maintien, par la diplomatie et la guerre, d'un rapport de forces à l'équilibre entre les différentes puissances rivales sur le plan commercial fut alors totalement complémentaire du développement d'une dynamique des forces économiques au sein de chaque État.

Face à cette mondialisation relativement ancienne qui, pour certains [de Vries et van der Woude, 1997] donne naissance dans l'État des Provinces-Unies à la première économie de marché nationale et capitaliste, on perçoit pourquoi le problème, pour l'Histoire globale, est de saisir la manière dont les deux principaux processus constitutifs de la « mondialisation » (reconfiguration élargie de la division du travail d'un côté, progression de la régulation marchande de l'autre) en arrivent à opérer de façon complémentaire, à travers la formation institutionnalisée des prix monétaires. La difficulté est donc d'appréhender la manière dont ces processus en viennent à prendre appui l'un sur l'autre, à converger, et éventuellement se renforcer, ou bien à se transformer mutuellement dans le temps, pour composer finalement ce qui apparaît comme un « effet global », et dont la mondialisation contemporaine n'est que la forme la plus spectaculaire et peut être la plus aboutie. Au regard des contributions publiées dans cet ouvrage, qui toutes croisent à un moment donné ou un autre de leur réflexion cette question de la mondialisation, il est sans doute possible d'identifier deux grands types de réponses apportées, à la fois communes et transversales aux trois courants marxistes, smithiens et néoclassiques de l'Histoire globale.

Le premier type de réponse, suggéré par Goldstone et Wong (*supra*), consiste à soutenir que la mise en branle conjointe des deux processus inhérents à la « mondialisation » est coordonnée par l'action collective d'organisations politiques (États, cités-États, institutions internationales, etc.), économiques (diasporas marchandes, entreprises, organismes supranationaux, etc.) ou sociales (classes sociales, ONG, ménages élargis,

groupes de statut religieux, scientifique, ethnique, etc.). L'idée est donc que cette synergie est conduite par des acteurs sociaux cherchant à atteindre sous contraintes, et dans le cadre d'opportunités conjoncturelles stimulantes, un certain nombre d'objectifs dont la réalisation a pour conséquence de favoriser et renforcer cette synergie. Une attention toute particulière est par conséquent faite au niveau comparatif à sa manifestation locale et régionale. À l'inverse, le second type de réponse esquissé par Wallerstein, Chase-Dunn et Hall, ainsi que Gills et Denemark (*supra*), défend l'idée selon laquelle cette synergie résulte plutôt de l'enchaînement de mécanismes et de transformations structurelles indépendantes de l'initiative humaine localisée. L'accent est donc au contraire mis sur les logiques systémiques qui opèrent à l'échelle interrégionale et globale la coordination des différents facteurs concourant à l'intégration ou la séparation de ces deux processus dans le temps.

Entre ces deux positions symétriquement opposées, existe un continuum de réponses apportées notamment par Norel, Beaujard, Arrighi et Silver, Pomeranz, et Aglietta (*supra*), qui envisage cette synergie comme le produit combiné d'initiatives propres à des acteurs sociaux et de conjonctures globales déterminées par des mécanismes, dont la portée dépasse le champ d'action proprement dit des organisations politiques, économiques et sociales impliquées dans ces initiatives. Il est donc important d'identifier plus précisément ces deux grands types de réponses apportées par l'Histoire globale à la question de la « mondialisation », et d'envisager concrètement la façon dont cette synergie est susceptible d'opérer dans le temps et dans l'espace, ainsi que sur différentes échelles.

*Le rôle fondamental des acteurs sociaux
et des politiques gouvernementales*

C'est *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Weber qui a sûrement le mieux incarné cette idée que certains groupes de statut (*stände*) et partis politiques, certaines élites et couches sociales, pouvaient être considérés comme les principaux acteurs du changement social, sur la base des dispositions culturelles et des choix politiques qu'ils valorisaient et diffusaient directement ou indirectement à l'ensemble des sociétés. En l'occurrence, l'émergence du capitalisme moderne a pu être rapportée à l'existence de mouvements religieux ascétiques et puritains, dont les conduites de vie quotidiennes et méthodiques présentaient certaines « affinités électives » avec « l'esprit du capitalisme », propre à la recherche rationnelle et systématique du profit, à l'évaluation quantitative du temps, du coût et des gains associés à l'exercice d'une activité, mais aussi à la frugalité et l'austérité imposées en vue de la constitution d'une épargne capitalisée. Cela

expliquerait pourquoi, lors de la mondialisation ibérique, le protestantisme calviniste, en sus de s'avérer le plus solide rempart à la formation d'un empire européen, est devenu rapidement prédominant aux Provinces-Unies, dans l'Angleterre élisabéthaine et parmi la noblesse polonaise investie dans le commerce lointain. De même, pourrait-on dire, le prosélytisme religieux de Suzuki Shōsan (1579-1655) s'est construit à l'époque Edo en rupture avec le confucianisme, le taoïsme et le shintoïsme japonais, et a redessiné les contours bouddhistes d'une ascèse intramondaine zen des artisans, marchands, paysans et guerriers samouraï. Dans les deux cas, cette nouvelle orientation religieuse a légitimé l'autodiscipline individuelle, la mesure quantitative des gains et dépenses associés aux activités, et donc, en définitive, la rationalisation pratique du travail dans un univers conçu comme relativement prédictible, calculable et contrôlable. Ce serait ainsi à l'aune de ces vies loyales et besogneuses, valorisées en tant que telles, que les maisonnées et communautés villageoises japonaises d'un côté [Hayami, 1986 ; Sugihara, 1996], les foyers néerlandais de l'autre [de Vries, 1994, 2001], auraient enclenché la « révolution industrielle » du xvii^e siècle, en améliorant sensiblement la productivité agricole et en mobilisant de façon plus intense et mieux coordonnée le travail de tous, femmes et enfants compris, aux dépens des loisirs ; ceci aussi bien dans le but de développer la riziculture irriguée que la production marchande rurale.

Il est nécessaire, cependant, de relativiser l'impact politique et économique des mouvements et groupements religieux lors des phases de « globalisation », essentiellement pour deux raisons.

Tout d'abord, même si Aglietta [*supra*] rappelle à juste titre, dans le cas de l'église romaine au xiii^e siècle, que les organisations religieuses peuvent participer à la monétarisation et à la financiarisation de vastes espaces régionaux¹⁶, il semble que cela soit plutôt la coexistence de plusieurs traditions religieuses sur un même territoire, dans un climat de tolérance réciproque et de pluralisme des idées, qui ait favorisé dans l'histoire les différents épisodes « d'efflorescence » et de croissance intensive associés aux phases de globalisation. Un tel œcuménisme encouragerait en effet une créativité culturelle exceptionnelle et ouvrirait la voie à des visions du monde beaucoup plus séculières, à l'origine de progrès scientifiques et technologiques remarquables, permettant d'accompagner la croissance démographique et d'encourager ainsi l'urbanisation et le commerce, en boostant les échanges et en accroissant la division sociale du travail [Goldstone, *supra* ; Goody, 2009].

16. Au vu des marchés de change et des innovations bancaires suscitées, ainsi que des sommes considérables mises en circulation par la papauté chrétienne, à la suite de la réforme grégorienne et de l'accumulation des redevances foncières payées en Europe par les abbayes, les princes, les seigneurs et les villes libres...

Ensuite, il s'avère en fait que la plupart des traditions religieuses diffusées et transmises à grande échelle durant les phases de globalisation ancienne (Islam, Bouddhisme, Hindouisme...), l'ont été en priorité à partir de l'action commerciale des diasporas marchandes, et que cela a été par conséquent les fonctions de courtage culturel, politique ou économique de celles-ci qui ont primé sur leur identité religieuse, pour susciter ou non des conversions à la suite de leur passage ou de leur implantation [Bentley, 1993 ; Curtin, 1984]. L'émigration des « nouveaux chrétiens » vers les Pays-Bas et les colonies néerlandaises, après leur persécution au sein de l'empire ibérique et leur expulsion, en est une bonne illustration : leur contribution à l'efflorescence des Provinces-Unies, comme le rappela en son temps Sombart, tînt plus à leur importation de techniques bancaires et financières à Amsterdam, qu'à leur éthique de vie religieuse par ailleurs étrangère à tout prosélytisme.

Sur le premier point, Goody [*supra*] soutient que la prééminence de l'Europe découle principalement de son leadership scientifique et technologique mondial, établi au xvii^e siècle sur la fin de l'alternance ayant caractérisé jusqu'alors toutes les grandes religions de l'écriture. Cette alternance oscilla en effet entre des périodes marquées par une orthodoxie religieuse transcendantale à l'origine d'une certaine désaffection vis-à-vis des réseaux informationnels globaux, et des phases durant lesquelles une Renaissance, empreinte de tolérance religieuse et de pluralisme séculier, s'épanouît au contraire aux croisements cosmopolites de ces derniers¹⁷. La mondialisation ibérique se trouve être ainsi le théâtre d'une rupture ontologique majeure dans l'histoire de l'humanité : le passage de l'analogisme au naturalisme, où le « monde clos devient l'univers infini », et le cosmos hiérarchisé, une Nature objectivable par l'observation expérimentale et l'usage des mathématiques [Koyré, 1973 ; Descola, 2004]¹⁸. Grâce à l'invention de la science moderne par un petit groupe européen d'intellectuels, d'ingénieurs, d'artisans, de lettrés et de savants reliés en réseau à travers les cours princières, les villes industrielles, les universités et les académies des sciences (telle celle des Lynx à Rome¹⁹), les pays

17. Cf. par exemple l'arrivée des Turcs Seljukides à Bagdad au xii^e siècle qui recentre la connaissance autour des textes traditionnels musulmans, et prohibe la lecture des Grecs et des Hindous.

18. Descola [*ibid.* p. 95] souligne d'ailleurs comment l'avènement de cette ontologie en Europe se trouve figurée dans la peinture flamande, et plus précisément dans le tableau de Roelandt Savery (*Paysage montagneux avec un dessinateur*, 1606), qui est une « représentation réflexive de l'opération par laquelle la nature et le monde sont produits comme des objets autonomes par la grâce du regard que l'homme porte sur eux ».

19. Les instruments d'observation scientifique (microscopes, télescopes) naissent ainsi en Hollande et en République de Venise au tournant du xvi^e et xvii^e siècles, où les industries verrières sont à l'époque les plus développées en Europe. Galilée, qui crée les premières lunettes

occidentaux les plus avancés ne connaîtront plus, dès lors, d'orthodoxie religieuse transcendantale au pouvoir.

Goldstone [2008, p. 141] reconnaît lui aussi que les phases de globalisation ont toujours été propices à la circulation des connaissances, aux transferts technologiques et à la libre reformulation et réappropriation de ces savoirs et techniques par des groupes de spécialistes locaux²⁰. Mais ce qui l'intéresse est de saisir pourquoi la plupart du temps, de tels groupes de spécialistes ont produit des inventions et des grappes d'innovations importantes, à l'origine d'« efflorescences » locales et régionales, alors qu'une seule fois dans l'histoire de l'humanité, ces mêmes groupes de spécialistes ont été en mesure d'enclencher la Révolution industrielle du XIX^e siècle, entraînée par une croissance « promothéenne » et « kuznetsienne », autoentretenu par une expansion ininterrompue de l'innovation technique et des gains de productivité. Goldstone soutient en effet que le développement de certaines sociétés avant la Révolution industrielle (Mésopotamie urukienne, Grèce classique, Califat abbasside, Chine Song et Qing, Japon Tokugawa, Provinces-Unies) est de nature cyclique : des âges d'or de la créativité et du développement, parachevant une double dynamique smithienne et schumpetérienne, sont généralement suivis de périodes de stagnation, de déclin et de crise. Selon lui, ces efflorescences sont initiées par une croissance démographique autorisée et accélérée par « des découvertes et des innovations majeures ». L'intensification du travail ou la spécialisation de la division du travail qui en découle stimule à la hausse les gains de productivité et donc l'urbanisation et l'essor du commerce et des échanges, drainant éventuellement à leur suite la diffusion des innovations techniques et des traditions savantes et religieuses afférentes. L'expansion des réseaux informationnels et le « métissage des idées et des cultures » sont donc avant la Révolution industrielle le seul moyen d'enrayer les limites malthusiennes à la croissance intensive, en étendant à d'autres sociétés et d'autres régions ces épisodes d'efflorescence, sous conditions qu'émerge alors quelque part un groupe de spécialistes aptes

astronomiques, est protégé par son poste à l'université de Padoue placé sous juridiction vénitienne, et inspiré par les arts mécaniques de l'arsenal de Venise, jusqu'à la parution en 1632 de son *Dialogo sopra i due massimi sistemi del mondo*. L'empirisme et la méthodologie inductive professés par Francis Bacon (*Novum Organum*, 1620), le sont à la suite de son expérience en tant que Chancelier et de sa pratique de la raison d'État émergente.

20. « The most typical trajectory for science is for substantial advances to occur during periods when different cultural and philosophical traditions are allowed to mix ». Goldstone insiste ainsi sur l'exemple du leadership scientifique et technologique du monde arabo-musulman jusqu'au X^e siècle, bâti sur l'implication du Califat abbasside dans la construction d'observatoires astronomiques, l'invitation à Bagdad des plus grands savants et lettrés contemporains juifs, chrétiens et musulmans d'obédience chiite, kharejite ou sunnite, et le financement de missions à Byzance et en Inde pour acquérir et traduire en Arabe les textes grecs et sanskrits les plus importants.

à s'approprier ces savoirs et techniques pour entreprendre quelque chose de nouveau sur leur propre territoire (à l'instar des âges d'or successifs de l'Espagne et des Provinces-Unies).

En ce sens, les phases de globalisation culturelle précèdent toujours dans un premier temps l'efflorescence d'une société singulière, mais ces efflorescences ne sont pas systématiquement impliquées dans une nouvelle phase d'expansion des réseaux informationnels, même si certains pays comme la Chine ont été à l'origine de la plupart des innovations ayant révolutionné les trajectoires des sociétés occidentales (harnais de trait et étrier apportés au VIII^e siècle à la suite des invasions **avars**, poudre à canon, boussole, papier, armes à feu et gouvernail diffusés par les Mongols dès le XIII^e, charrue à versoir métallique importée par les Hollandais au XVII^e, etc.²¹). Or, ce qui rend aux yeux de Goldstone [*supra*] la trajectoire de la Grande-Bretagne entre 1740 et 1815 si exceptionnelle, ce n'est pas tant que son efflorescence « typique » coïncide avec une phase de mondialisation (la première Révolution industrielle), où des innovations chinoises (machines à tisser et filer, hauts fourneaux de fer et d'acier, industrie de porcelaine) sont encore une fois améliorées à la marge et rentabilisées par de nouveaux débouchés extérieurs et sources d'approvisionnement (à l'exemple du coton américain et indien alimentant la *spinning jenny* de Hargreaves en 1764). Non, ce qui singularise à ses yeux l'expérience britannique, c'est le fait qu'un groupe d'entrepreneurs, de savants, d'ingénieurs et d'artisans aient été socialisés, éduqués et motivés à réfléchir et travailler ensemble sur des projets communs dans les universités écossaises, les clubs provinciaux et la *Royal Society* londonienne : c'est de cette manière selon lui que la science moderne a pu se mettre systématiquement au service de l'innovation, dans une logique conjointe de profit et de recherche-développement, et dans le but d'optimiser et de perfectionner constamment la production marchande par la « science des machines ». Ce sont en effet ces groupes de spécialistes qui découvriront la conversion de la chaleur en action mécanique et inventeront la pompe à vapeur dès les années 1770, pour intégrer celle-ci progressivement à l'ensemble des procès industriels de l'époque (transports, textiles, miniers, etc.). Or, cette découverte appliquée libère après 1830 la croissance intensive britannique de son goulot d'étranglement malthusien du fait de ne plus dépendre désormais en priorité des énergies naturelles et organiques (vent, mer, soleil, force humaine et animale), mais des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz²²).

21. Cf. Beaujard [*supra*, 2010] et Norel [2009] sur ces questions de transferts technologiques et de circulation globale des savoir-faire, améliorés à la marge et transformés en innovations locales majeures.

22. Cf. Sombart [1929] et Wrigley [1988] sur ce point.

Dans cette perspective, les trajectoires locales de certaines sociétés se singularisent donc sous les initiatives créatrices de certains de leurs groupes (les entrepreneurs au sens de Schumpeter). Ces derniers, à travers les innovations qu'ils portent, renforcent la synergie propre aux processus de mondialisation, en cherchant à rentabiliser leurs inventions dans la production marchande et en inaugurant ainsi une nouvelle division interrégionale du travail, au vu de l'approvisionnement en matières premières et des débouchés domestiques et extérieurs nécessaires à cette rentabilisation. Ce qui nous amène au second point soulevé précédemment, à savoir l'impact de l'action des diasporas marchandes et des élites capitalistes sur la rentabilisation des innovations et, bien entendu, sur le processus même de mondialisation (ce sont par exemple les marchands chinois qui exportent au XII^e siècle la fonte et le fer des hauts fourneaux de la dynastie Song vers les steppes mongoles, afin d'équiper les chevaux d'étriers, et les soldats, de flèches et d'épées).

Braudel [1979] est sur ce point incontournable. Il a en effet mis en évidence que l'existence de diasporas marchandes impliquait celle d'un commerce de longue distance, et donc *a minima* une forme de globalisation commerciale. Or, ces diasporas ont toujours eu pour stratégie, dans le but de s'enrichir, de construire des situations de monopole, en éloignant systématiquement l'offre de la demande et les producteurs des consommateurs, afin d'exploiter les écarts de prix relatifs et les asymétries d'information d'un territoire à l'autre, et ce, dès que les premiers marchands itinérants assurèrent le ravitaillement des grandes villes adossées à leurs arrière-pays. En allongeant les chaînes de marchandises et en cloisonnant ainsi l'information d'un marché local à l'autre, en s'érigeant de par leur maîtrise pratique de circuits et de réseaux commerciaux de plus en plus vastes comme les seuls intermédiaires disponibles, ces groupes marchands se sont mués en élites capitalistes nomades, au sens où celles-ci se sont implantées et réparties aux divers nœuds et relais de ces réseaux en expansion, et où elles ont développé tout un ensemble de techniques financières, bancaires et organisationnelles leur permettant de gérer l'argent comptant et la liquidité monétaire mis ainsi en circulation (lettre de change, crédit, change de devise, endossement, escompte, contrats d'association et d'assurance, livres de compte, foires, banques, bourses, entreprises par commandite et par actions, etc.).

L'émergence et le développement du capitalisme sont donc de ce point de vue la conséquence directe de l'éventail des stratégies déployées par ces groupes de financiers, de banquiers, de négociants grossistes et d'entrepreneurs ayant étendu les chaînes de marchandises pour mieux les soumettre à leur monopole : diasporisation des familles et des communautés religieuses, ethniques ou citoyennes, prise de risque et spéculation sur les

tendances des marchés locaux et régionaux, diffusion en circuit global fermé des informations culturelles, politiques, militaires et économiques pertinentes pour la réussite des affaires, création des boutiques grâce à l'achat et la vente à crédit, création des grands entrepôts de stockage pour mieux réguler l'approvisionnement des marchés en fonction des cours et des opportunités de profit, fidélisation par l'endettement des producteurs directs (*putting out system*, paiements comptants avant la récolte), investissements conjoncturels et furtifs dans les secteurs productifs les plus innovants et les plus monopolistiques (luxé, armement, extraction minière, textile, culture de rente, construction navale, transports de longue distance)... Toutes ces stratégies ont profondément articulé la globalisation et la financiarisation des échanges régionaux et intercontinentaux (grâce notamment au crédit et au change facilitant la liquidité globale et la « circulation de l'argent capital »). Cependant, elles ont aussi conduit à des « difficultés insurmontables », notamment pour ce qui est de l'incapacité structurelle de ces élites à assurer sur le long terme « la mise en mouvement conjointe des marchandises, de l'argent comptant et des titres de crédit » [Braudel, 1979, p. 465]. De même aujourd'hui, ce sont les cadres dirigeants des « firmes globales nomades » et les actionnaires de celles-ci (les investisseurs institutionnels), qui mettent en compétition l'ensemble des territoires et des populations dans la poursuite de ces stratégies [Giraud, 2008].

À rebours de cette mondialisation capitaliste, Curtin [1984] a cherché après Braudel, à éclairer sous un autre angle le rôle historique des diasporas marchandes jusqu'au XIX^e siècle, dans l'intégration en un seul et même Marché global et concurrentiel des différentes sociétés interconnectées. Ces diasporas ont toujours été à la pointe de la globalisation commerciale et, par conséquent, à l'origine du développement des réseaux de commerce de longue distance. Néanmoins, elles n'ont pu activement concourir, selon Curtin, à l'émergence d'une véritable économie de marché régionale et globale, que lorsqu'elles ont opéré dans le cadre d'une globalisation impulsée et dirigée par de vastes empires territoriaux assurant la paix civile et les infrastructures nécessaires à la circulation des biens et des hommes. C'est en ce sens que leur identité religieuse et leur organisation communautaire spécifiques ont joué un rôle majeur dans le processus de mondialisation : c'est en effet au prix de la cohabitation pacifique, aux lieux d'interface de ces réseaux, de communautés marchandes aux confessions religieuses distinctes, qu'a pu se maintenir une forme de concurrence et de compétition entre elles, garantissant l'institutionnalisation des conditions minimales de l'autorégulation des marchés (libre entrée, atomité, etc.). Or, cette cohabitation pacifique inhérente au « commerce œcuménique » fut, soit aménagée politiquement par certains empires (cas de l'Égypte fatimide par exemple – Beaujard, *supra*), soit imposée de fait par l'absence de tout

soutien politique et militaire des grandes puissances souveraines à leurs diasporas marchandes (cas des dynasties chinoises pour l'Asie du sud-est et l'Asie centrale – Wong, *supra*). Ainsi, la coexistence de nombreuses diasporas chinoise, indienne, arabe, sogdienne, juive, persane et malaise dans les réseaux commerciaux de l'océan Indien (près d'une centaine de langues parlées à Malacca au xv^e siècle !) a obligé celles-ci à opérer dans un univers concurrentiel, et donc à devenir compétitives par les prix ou par les « marques », en exigeant la qualité et en construisant socialement et idéologiquement, par exemple, la désirabilité des produits vendus comme dans le cas de la soie chinoise [Norel, 2008].

On perçoit ainsi comment la question des alliances et symbioses éventuelles des élites économiques et politiques au sommet de l'État revêt une pertinence centrale pour l'intelligibilité même du processus de mondialisation. Le rôle des élites dirigeantes s'avère en effet déterminant, durant les phases de globalisation stimulées par la croissance démographique, pour initier des changements institutionnels favorables à l'économie de marché ou au capitalisme. Wong [*supra*] insiste ainsi beaucoup sur l'originalité des politiques gouvernementales chinoises au second millénaire (le *jingsi*, ou l'art de gouverner selon l'ordonnement du monde), pour éclairer la grande divergence du xix^e siècle entre l'Orient et l'Occident, et le développement respectif de l'économie de marché en Chine et du capitalisme en Europe. Tandis, par exemple, que les marchands ibériques et les compagnies néerlandaises s'immiscent dans le commerce de l'océan Indien à coups de canon et dans les affaires d'État européennes à coups de réaux et de florins, les diasporas chinoises ne reçoivent ni soutien ni protection de la part de l'État impérial, et celui-ci, loin de pratiquer une politique mercantile et coloniale expansionniste, préfère garantir ses frontières contre les nomades des steppes et prévenir les révoltes paysannes pour mieux se financer sur la réussite agricole et commerciale de sa population rurale et urbaine, en équilibrant son budget par la redistribution des revenus fiscaux d'une province à l'autre²³.

Si les possibilités économiques des dynamiques smithiennes furent équivalentes pour la Chine, le Japon et la Grande-Bretagne avant la Révolution industrielle, ce sont donc les spécificités de ces sociétés, et par conséquent les défis que leurs élites dirigeantes rencontrèrent, les réformes dans lesquelles elles s'engagèrent et les moyens qu'elles mobilisèrent, qui furent en

23. Au vu de la mobilité des surplus financiers ainsi prélevés, les élites politiques et administratives chinoises eurent peu d'incitations, selon Wong [1997], à élaborer de nouveaux outils fiscaux ou à emprunter auprès des élites marchandes (se contentant de fixer le taux d'usure maximal). Ceci expliquerait selon lui l'absence de certaines innovations financières en Chine jusqu'au xx^e siècle (instruments de crédit, banques, sociétés par actions, titrisation de la dette publique).

priorité à l'origine de la bifurcation de leurs trajectoires développementales, et notamment de leur industrialisation singulière [Wong, *supra*, 1997]. Les gouvernements chinois durent, par exemple, composer avec la superficie immense de leur territoire pour y implanter leur bureaucratie mandari-nale. Cette administration fut en effet le fer de lance local des politiques impériales, pour diffuser dans le pays les techniques agricoles, artisanales et industrielles, défricher les terres nouvelles, organiser les marchés de bourgs et encourager la juste répartition entre cultures de rente et cultures vivrières, soutenir le commerce par la production de biens publics (paix, sécurité, infrastructures, greniers à céréales, travaux hydrauliques), ou bien encore promouvoir la division sexuelle du travail favorable à l'industrie rurale (le tissage des femmes à domicile)...

Par contraste, les élites néo-confucéennes du shogunat Tokugawa prêchèrent au xvii^e siècle une certaine tolérance à l'égard des religions japonaises traditionnelles, tout en instituant le bouddhisme comme religion d'État, après avoir dans les années 1630 expulsé et éradiqué les chrétiens, puis isolé totalement le pays (*sadoku*) pour mieux en contrôler exclusivement le commerce extérieur²⁴. Ainsi, le prosélytisme ascétique de l'ancien samouraï Suzuki Shōsan, enseignant aux paysans la soumission aveugle aux autorités politiques et l'abnégation au travail, alla dans le sens des réformes gouvernementales exigeant un tribut et des quotas de production annuels à chaque collectivité villageoise, converties de la sorte en « brigades de production » pour les aristocraties guerrières de « l'État garnison » institué au moment de la conquête de la Corée²⁵ [Ooms, 1985].

Enfin, dans un tout autre registre, les gouvernements anglais prirent à partir du xvi^e siècle toute une série de mesures (baux établis par contrat, suppression des droits d'usage de jardinage, de pâture et de glanage des paysans pauvres sur les terres communales, etc.), reflétant l'issue de la lutte des classes entre seigneurs et serfs, et accompagnant l'émergence de la *gentry* en tant que nouvelle classe d'entrepreneurs capitalistes agraires

24. Le clergé et les temples bouddhistes seront réorganisés hiérarchiquement et intégrés aux rouages administratifs de l'État, afin de réaménager le territoire en paroisses recensant la population, délivrant des certificats de bouddhisme, et monopolisant l'organisation des funérailles et services funéraires [Kouamé, 2007, p. 115].

25. La légendaire productivité du travail et solidarité communautaire japonaise, que certains comme Sugihara [2003] présentent en termes culturels pour rendre compte du développement des industries intensives en travail, est donc en réalité le produit de cette « modernisation » politique de la vie villageoise, ayant transformé les paysans en producteurs pour l'État : « Dans l'intérêt de tous, chaque unité de production (le foyer) devait gérer sa capacité de travail (les membres de la famille) et ses sources de production (les champs) de manière à éviter le problème des passagers clandestins » rappelle ainsi Ooms [1989]. L'atteinte des quotas collectifs était en effet une préoccupation collective centrale, car la partie du tribut non produite par certains (les foyers handicapés par le veuvage, la maladie, la faillite, etc.) devait être obligatoirement compensée par le travail de tous.

[Brenner, 1976 ; Dobb & Sweezy, 1977]. La victoire du parlement sur la monarchie en 1688, avec l'accession de la *gentry* au pouvoir et la création concomitante de la Banque d'Angleterre, déboucha ainsi sur l'affectation prioritaire des revenus fiscaux prélevés sur le commerce, au service de la dette publique et à l'entretien de la *Royal Navy*. Ceci eut pour conséquence d'augmenter la capacité d'endettement de l'État britannique et d'assurer à ses marchands une protection et une force de frappe militaire sans précédent, entraînant dans un cercle vertueux l'accroissement du commerce et des rentrées fiscales [Goldstone, 2008, p. 114]. Aussi, lors de la première Révolution industrielle, les élites capitalistes anglaises étaient bien en mesure de contrôler les principaux réseaux commerciaux globaux, des circuits de l'argent américain à la traite esclavagiste, en passant par le sucre, le tabac, le thé, les épices, les céramiques, le coton et la soie.

Des fonctionnaires mandarins corrompus mais épris d'harmonie sociale, une aristocratie guerrière avide de discipline militaire, des exploitants agricoles capitalistes en quête de débouchés extérieurs : ce croquis rapide et stéréotypé des élites dirigeantes chinoises, japonaises et anglaises rappelle, s'il en était besoin, l'orientation distincte des politiques gouvernementales, et par conséquent la grande variabilité des modes d'exercice du pouvoir d'État sur un territoire et une population donnés. Dans une vision à la fois smithienne et néo-institutionnaliste de l'histoire, Jones [1988] attribue ainsi la responsabilité du « développement préindustriel » aux politiques éclairées qui encouragent l'innovation et les institutions propices à l'extension de l'économie de marché (garantie des droits de propriété et des contrats, déréglementation des marchés de facteurs et de produits, création de services publics tels que l'éducation, la justice, la sécurité et les infrastructures, privatisation des secteurs répondant à une demande de masse de biens d'équipement et de biens de base, etc.). De façon complémentaire, Jones se plaît à fustiger « l'État léthargique », le conservatisme des gouvernements dépensiers, corrompus et mauvais gestionnaires, la consommation ostentatoire des élites, l'existence de corps intermédiaires tels que les castes et les guildes, et les politiques créatrices d'inégalités de statut et de richesse, comme les principaux obstacles à l'innovation et à la croissance intensive...

La réalité est sans nul doute beaucoup plus nuancée²⁶. Pour ne prendre qu'un exemple, les guildes artisanales médiévales ont joué, comme l'a découvert Epstein [2007], un rôle majeur dans l'émergence et la spécialisation des marchés du travail interrégionaux durant l'âge d'or néerlandais

26. L'idée que le développement a été freiné en Chine par l'administration impériale, en Inde par le système des castes, et au Moyen-Orient par le nomadisme pastoral tribal est le credo commun à toutes les analyses eurocentriques [Frank, 1998 ; Goody, 1999, 2007].

(1580-1680), tout en encourageant fortement les innovations, grâce aux rentes de monopoles temporaires assurées à leurs inventeurs dans les secteurs industriels de pointe (construction navale et moulins à vent). Aussi vaut-il mieux retenir simplement l'idée que c'est l'État souverain, en dernier ressort, qui joue la partition la plus fondamentale dans la symphonie de la mondialisation. Car c'est effectivement l'État qui frappe une monnaie souveraine et impose une forme d'extraction fiscale, et par conséquent, abrite une économie monétarisée ; c'est encore l'État, rappelait Marx, qui invente le salariat pour la rémunération de ses armées mercenaires et de ses corps de métiers ; c'est toujours lui qui assume la production de biens publics et la régulation des marchés de produits et de facteurs ; c'est à lui aussi qu'échoit le contrôle des flux migratoires et les mouvements transfrontaliers de techniques, d'idées, de capitaux et de marchandises, ou bien encore la reconnaissance des droits de propriété, fonciers, intellectuels, etc. C'est enfin lui qui stimule en priorité les innovations industrielles, dans le domaine des technologies de destruction, de transport et de communication.

L'École de la régulation a donc tout naturellement intégré le fait que le Marché autorégulateur était une construction politique qui apparaissait dans l'histoire sous plusieurs « *formes institutionnelles* » articulées entre elles, au travers de la politique des États [Boyer, 2004]. Les marchés de produits et de facteurs présupposent en effet pour fonctionner et exister un ensemble d'accords conventionnels. Par exemple, les marchés de produits nécessitent une entente sur le type de qualité minimale exigée, un mode de règlement des transactions reconnu, la possibilité d'agréger les demandes et les offres du produit, ainsi qu'un « *type de concurrence* » toléré ou encouragé entre les acheteurs et les vendeurs pour la formation des prix (compétitivité, barrières à l'entrée, etc.). Le marché du travail implique de son côté l'existence d'un « *rapport salarial* », où se décide notamment le mode d'organisation technique du travail, de protection sociale et de partage des richesses produites. Le marché des capitaux repose sur un « *régime monétaire* », où sont arrêtés les systèmes légitimes de paiements et de crédits. Et le marché de la terre et de l'environnement suppose leur usage et leur usufruit à l'exclusion d'un tiers, et donc la reconnaissance d'un « *droit de propriété* » privé. La formation convergente et synchronisée des prix sur ces marchés (taux d'intérêt, taux de change, salaire, prix des biens et services, cours des matières premières et de l'immobilier...) résulte ainsi du jeu des formes institutionnelles (type de concurrence, rapport salarial, régime monétaire), et cette articulation ne se révèle en définitive opérationnelle qu'au travers des décisions et des options choisies par un acteur social souverain sur un territoire et une population (autrement dit, une formation politique de type étatique). Or, ce sont les modalités d'insertion

de cette formation étatique dans un réseau politico-militaire et commercial qui déterminent en dernière instance le « mode de régulation » affectant le choix des autres formes institutionnelles (contrôle des flux migratoires et des changes, tarifs douaniers, investissements directs, investissements de portefeuille, politiques budgétaires, monétaires et réglementaires), et par-là le type particulier de capitalisme institué²⁷. Cela implique un problème crucial et majeur : les rapports de pouvoir et les relations établies entre les différentes élites (politiques, économiques, culturelles, militaires, etc.) intéressées au contrôle et à l'utilisation de l'appareil d'État, et éventuellement des institutions supranationales établies sous sa juridiction, déterminent la forme institutionnelle de l'État, et celle-ci est corrélative d'un certain degré d'intégration territoriale, de centralisation politique et d'unification de la souveraineté légale et juridictionnelle. Par conséquent, l'intégration et l'extension des marchés de produits et de facteurs, dont l'État atténue les imperfections [Epstein, 2000], tout en corrigeant les externalités négatives, potentiellement destructrices des conditions mêmes de leur existence en tant que « marchandises fictives » [Polanyi, 1983]²⁸, dépend de l'issue des luttes d'influence des élites au sommet de l'État.

Le processus d'étatisation des sociétés s'avère donc déterminant pour l'émergence de l'économie de marché et du capitalisme, et semble donc doublement conditionné à la configuration des rapports entre les élites se disputant son contrôle, et à la nature des relations entre les élites dirigeantes de chaque formation étatique. Il existe ainsi une constante historique, isolée et mise en valeur par Norel [2004], permettant d'expliquer en partie l'origine des phases de mondialisation : l'imbrication croisée du développement de l'État souverain et de l'émergence et intégration progressive des marchés. La création des institutions et l'extension par l'État des prérogatives du Marché semblent en effet renforcer au cours de l'histoire la puissance de celui-ci et sa capacité à gouverner plus efficacement, tandis que la montée en puissance de l'État et de son efficacité gouvernementale paraît favoriser en retour cette marchandisation fictive toujours plus poussée du monde. Sanderson [2005] remarque ainsi que depuis la mondialisation ibérique, parallèlement à la commercialisation de l'économie et au développement de la taille et du nombre des villes, le nombre d'États souverains européens en exercice est passé de plus de 500 unités à moins de 30 en Europe aujourd'hui.

27. Sur la diversité des capitalismes à l'époque contemporaine, voir Boyer [2005].

28. À l'image de la dégradation du climat, de l'épuisement des ressources naturelles, de la dégradation des sols, de la déforestation, de la pollution de l'eau et de l'air, ainsi que de la réduction de la biodiversité qui menacent aujourd'hui à terme la survie des sociétés contemporaines [Diamond, 2006].



C'est pourquoi l'idée de Norel [2009] paraît si pertinente : l'expansion géographique des productions destinées à l'échange entraînerait une progression de la régulation marchande, lorsque cette circulation à grande échelle des produits fabriqués participerait directement du processus d'étatisation et de centralisation politique des territoires les mieux positionnés pour contrôler ces circuits. Ce qui suppose deux conditions importantes : la première est que les élites dirigeantes soient directement intéressées aux avantages tirés de ces échanges lointains ; la seconde est que ces élites dirigeantes obéissent à une « raison d'État », privilégiant le gouvernement de populations territorialisées au travers de techniques de pouvoir [Foucault, 2004], seules à mêmes de leur procurer une dynamique des forces suffisante (richesse et puissance réunies) pour contrôler partiellement ces réseaux d'échanges sur une échelle régionale ou globale. Comme Pomeranz [*supra*] et Norel [*supra*] le soulignent, la maîtrise de vastes circuits d'échanges globaux par la Grande-Bretagne à la fin du XVIII^e est ce qui lui a permis à la fois d'accumuler les capitaux (par la traite et le commerce asiatique), d'avoir accès aux matières premières (coton) et aux facteurs de production relativement rares (terres américaines et main-d'œuvre servile africaine), et de trouver les débouchés extérieurs indispensables à ses rendements d'échelle croissants. Ces deux conditions importantes ne semblent en définitive s'être réalisées historiquement, que lors du développement des cités-États durant les phases de mondialisation marchande (dans la Mésopotamie au début et à la fin du III^e millénaire, dans la Méditerranée antique au VIII^e siècle avant J.-C., en Eurasie au XIII^e, dans l'océan Indien aux IX^e et XV^e, etc.) ; ou bien lors du développement de nouveaux États souverains centralisés durant les phases de mondialisation capitaliste (mercantile, libérale, edwardienne, néolibérale).

Les logiques de l'interdépendance systémique généralisée

Le simple fait que ce processus spécifique d'étatisation prenne place, lors des phases de globalisation, dans des sociétés singulières ayant une trajectoire locale ou régionale émergente, interroge l'incidence des structures et des conjonctures globales sur le positionnement relatif des sociétés les unes par rapport aux autres. Ces États émergents ont en effet la particularité de devenir de nouvelles puissances régionales – voire globales – aux dépens des anciennes formations politiques déclinantes, à la fin des périodes de globalisation dites intégrées (caractérisées par la convergence et la « compression spatio-temporelle » des principaux réseaux politico-militaires, commerciaux et informationnels). Aussi, plutôt que d'éclairer la contribution de groupes et d'acteurs sociaux spécifiques au lancement de la mondialisation marchande ou capitaliste (élites dirigeantes



et administratives, communautés religieuses, corps de métiers, diasporas, firmes multinationales, ménages élargis, etc.), est-il peut-être préférable d'identifier en priorité les propriétés des rapports que ces groupes entretiennent entre eux, mais aussi avec l'environnement écologique, sur de plus vastes échelles d'interactions systématisées à distance. Comme le souligne Pomeranz [*supra*], les efflorescences de sociétés singulières se distinguent ou se ressemblent selon la nature des changements climatiques ou des accidents géographiques qui affectent celles-ci, les idéologies qui justifient des sacrifices à réaliser pour accumuler un certain type de capital au profit d'une catégorie spécifique de population, mais aussi en fonction des connexions intercontinentales et des processus systémiques globaux qui déterminent le cadre de leurs trajectoires locales ou régionales possibles. Si l'industrialisation britannique repose sur la machine à vapeur rentabilisée par la culture d'ingénierie du XVIII^e, il n'en faut pas moins un approvisionnement en coton et en charbon bon marché pour lui permettre de s'appliquer aux secteurs industriels, un contexte géopolitique (les guerres napoléoniennes) qui favorise son perfectionnement dans la fabrication des armes à feu et des techniques guerrières de navigation, et une incitation économique à substituer de l'énergie mécanique au travail humain pour lui donner tout son poids dans l'histoire. Bref, toute explication du changement social se situe idéalement à l'intersection du temps événementiel et du long terme, dans l'articulation du local au global. Si Goldstone [*supra*] choisit de rejoindre ce croisement à partir d'une approche *bottom-up*, il est tout aussi concevable d'initier inversement une démarche *top-down*.

Ce sont sûrement Frank et Gills [1993] qui sont allés le plus loin dans cette approche holiste en développant trois idées articulées l'une à l'autre, permettant de saisir les mécanismes stimulant à la fois l'expansion géographique des flux et la progression de la régulation marchande. La première soutient que l'extraction et le transfert des « surplus » (par le salariat et la mise en vente de services, de produits ou de biens immobiliers) existe en réalité depuis l'âge du Bronze, notamment dans les secteurs d'activités liés au « palais » et au « temple ». Ce qui change dans le temps, c'est le plus ou moins grand nombre de ces secteurs d'activités concerné, et l'importance relative prise par le secteur public lié à l'État par rapport au secteur privé lié à la religion et au monde des affaires. Frank et Gills défendent ensuite l'idée que cette oscillation historique des formes prises par l'extraction et le transfert des surplus est de nature cyclique et découle du caractère « systémique » des « chaînes de transferts de surplus » reliant les élites de différentes sociétés. Leur dernière idée enfin est que cette « interpénétration systématique de l'accumulation du capital » est en Afrique et en Eurasie à l'origine d'une synchronisation progressive, tout au long du premier millénaire avant J.-C., de longs cycles séculaires d'expansion (A) et de

contraction (B) des échanges²⁹. L'occurrence de ces cycles déterminerait en retour, de par les opportunités et contraintes imposées par la hiérarchisation pyramidale des centres d'accumulation (centre/semi-périphérie/périphérie/marge), le champ d'action des groupes sociaux participant localement aux formes d'extraction et de transfert des surplus, et donc par conséquent les contextes historiques favorables au développement des échanges marchands et du salariat. Ainsi, l'installation de certaines formations politiques au sommet de la division transrégionale du travail procurerait à leurs élites les moyens de diffuser à l'ensemble du système un certain mode d'accumulation et de transfert des surplus appelé à devenir alors prédominant sous certaines conditions [Chase-Dunn & Hall, 1997].

Aussi est-il important de saisir les mécanismes à l'œuvre dans ce développement périodique d'un certain type d'extraction et de transfert de surplus (échange marchand et salariat). Pour l'Analyse système-monde, c'est en effet le déploiement d'une « logique systémique » en deux phases alternées (A et B), qui est le mieux à même d'expliquer l'avènement des périodes de mondialisation. Les phases (A) se caractérisent par une croissance démographique, économique, urbaine et étatique propice à l'expansion des échanges commerciaux et culturels, à la hiérarchisation des formations politiques, et à l'incorporation de nouvelles zones géographiques ; les « chaînes de transferts de surplus » s'établissent alors par le contrôle politique et militaire des axes de transport et de communication et la monopolisation des principaux « corridors logistiques » du commerce lointain, ces derniers acheminant les facteurs de production rares (main-d'œuvre, matières premières, métaux, nouvelles technologies) et les produits à l'origine de l'échange inégal (denrées alimentaires, biens manufacturés), mais aussi organisant la circulation interurbaine de la masse monétaire et la possibilité de débouchés extérieurs [Frank et Gills, 2000 ; Beaujard, *supra*]³⁰. Au contraire, les phases (B) sont marquées par une

29. Chase-Dunn et Hall [1997], Beaujard [*supra*, 2009, 2010], Frank [1993], Frank et Gills [2000], Frank et Thompson [2006] se rejoignent sur l'idée d'une synchronisation effective des cycles séculaires entre les différentes régions de l'Afrique et de l'Eurasie au début de l'ère commune, et sur l'hypothèse de l'émergence au IV^e millénaire d'un ensemble multipolaire englobant la Mésopotamie, l'Anatolie, l'Iran, le golfe Persique, l'Afghanistan et, pour Frank, Gills et Thompson, l'Égypte. Ces auteurs divergent cependant sur la périodisation du processus d'intégration systémique de cet ensemble durant l'âge du Bronze et l'âge de fer.

30. Les trois corridors du continent afro-eurasiatique (Nil-mer Rouge ; Syrie-Mésopotamie-golfe Persique ; Asie centrale-mer Noire-mer Caspienne) ont toujours fait ainsi l'objet, depuis l'âge de Fer jusqu'à la découverte du Nouveau Monde, de conquêtes impérialistes [Gills et Denmark, *supra*]. À titre d'exemple, l'empire assyrien (VIII^e av. J.-C.) s'est assuré le contrôle géopolitique des deux premiers corridors, tout comme l'empire perse achéménide, puis celui d'Alexandre et de ses principaux successeurs ont lutté pour la maîtrise de ces trois artères. De même, l'ouverture et la disparition des foires de Champagne n'ont pas tant été déterminées par les politiques gouvernementales favorables à leur tenue (sécurisation des routes, construction

décroissance ou moindre croissance de la population, de la production, du commerce et de la taille et du nombre des villes reliées et sont corrélatives de crises, manifestes aussi bien dans la recrudescence des épidémies et des famines, que dans la hausse des guerres, des migrations et des conflits sociaux accompagnant alors la remise en cause des gouvernements et des hiérarchies interétatiques, et par conséquent le contrôle des corridors logistiques et le monopole de l'organisation des « chaînes de transfert des surplus ». Or, l'occurrence d'un tel cycle long est elle-même le fruit de l'interaction rétroactive de variables indépendantes (changements climatiques³¹) et interdépendantes (pression démographique, dégradation de l'environnement, hausse des inégalités et des rivalités, baisse des rendements sur investissement, diffusion des innovations techniques et institutionnelles), qui détermine le développement différencié des régions et des trajectoires divergentes des sociétés interconnectées, notamment avant la Révolution industrielle [Chase-Dunn & Hall, *supra* ; Beaujard, *supra*].

Cette interaction rétroactive de différents facteurs conduit périodiquement en effet à l'avènement d'une phase liminale de retournement du cycle séculaire (AB), dite de « transition hégémonique », qui est fondamentale pour appréhender les mécanismes d'évolution et de transformation de la division transrégionale du travail, et donc les modifications touchant la diffusion et la nature même des formes d'extraction des surplus. Car c'est durant cette phase, d'une part, que les transferts technologiques et les transferts de surplus d'une région à l'autre atteignent leur plus haut niveau, et que d'autre part, les luttes internes ainsi que les alliances externes entre les différentes élites évoluent en vue d'un repositionnement dans la chaîne pyramidale d'accumulation des surplus [Chase-Dunn et Hall, *ibid.*]. Ces « transitions hégémoniques » comprennent à la fois la fin d'une phase d'expansion (A), prenant la forme d'une « globalisation intégrée » inhérente à l'apogée, puis au déclin amorcé des hégémons régionaux ou du super-hégémon global ; et le tout début d'une phase de contraction (B), synonyme d'une forme de « dé-globalisation » associée à une rivalité hégémonique croissante. Ekholm et Friedman [1982] ont mis en valeur le fait que ces périodes de transition se caractérisaient par

de halles et d'entrepôts, dotation de privilèges, droits de justice, unités de compte/mesure, etc.), que par le développement, puis la dislocation et la reconfiguration des circuits et des connexions entre les Flandres, les cités-états italiennes et les trois points d'interface et de branchement à ces corridors en Europe de l'Est et du Sud.

31. Chase-Dunn & Hall [1997] ont été parmi les premiers à soutenir que les cycles de l'activité solaire déterminaient en partie la synchronisation des croissances démographiques en Orient et en Occident, les pics du réchauffement (-20/+80 ; +1120-1280) et du refroidissement climatique (+640-710, +1400-1510, +1640-1710) correspondant respectivement aux débuts des phases A et B des cycles séculaires. Pour une prise en compte de l'activité solaire depuis la Révolution néolithique, voir Beaujard [2010].

l'excroissance du secteur capitaliste privé aux dépens du secteur étatique. Cette phase liminale de retournement du cycle découle en effet de la crise de « suraccumulation du capital » et de « sur-extraction des surplus » qui affecte respectivement les cœurs et leurs périphéries, et aboutit à des changements majeurs dans la localisation des centres d'accumulation et les formes prises par les transferts des surplus. Ce sont principalement la baisse des rendements sur l'investissement productif, l'endettement des États, et l'épuisement des gains de productivité et des avantages monopolistiques liés au progrès technique qui précipitent ce « *shift of locus and decentralization of capital accumulation* » [Friedman, 2007, p. 212]. Gills et Denemark [*supra*] insistent ainsi sur le passage récurrent d'une forme de travail contraint et servile au salariat dans les régions émergentes, et inversement d'un asservissement de la main-d'œuvre libre et indépendante dans les régions incorporées. Ils soulignent alors la tendance à la privatisation des formes d'extraction et de commercialisation (notamment par le développement des droits de propriété privés), ainsi que l'instrumentalisation accrue de l'appareil d'État par les élites économiques concernées (l'affermage des impôts hier, les paradis fiscaux aujourd'hui). Ces transformations politiques et économiques s'accompagnent d'une fragmentation et recomposition des espaces pratiques d'identification : de nouveaux imaginaires politiques et religieux « modernistes », guidant l'exercice des pouvoirs étatiques ayant le vent en poupe, homogénéisent les références culturelles existantes, tandis que l'hybridation et la créolisation des élites cosmopolites se développe ailleurs en contrepoint des mouvements de revendication identitaire ethniques, religieux ou régionalistes des populations appauvries [Friedman, 1994, 2000 ; Ekholm et Friedman, 2007].

L'exemple peut être le plus frappant est celui durant la mondialisation ibérique de la montée en puissance d'une diaspora marchande chinoise, dont certaines de ses familles les plus influentes (les Zheng) ont profité de la transition entre le régime Ming et la dynastie mandchoue Qing, pour construire un véritable empire commercial s'étendant du Guangdong au Fujian jusqu'au Japon et en Asie du sud-est. La dynastie Zheng affréta alors des navires de guerre européens, parvint à expulser les Portugais et monopolisa ainsi le commerce de la soie et de la céramique, tout en refusant de payer les taxes à l'empire du milieu, en allant jusqu'à défier celui-ci sur mer et sur terre par la fondation en 1650 d'un État rebelle sur les côtes de la Chine du sud, avant de battre en retraite à Taïwan en 1662 pour y créer son propre royaume, non sans en avoir chassé auparavant les Hollandais [Arrighi, 2007, p. 334]. La promotion de l'échange marchand fit alors partie intégrante des relations que cette diaspora chinoise entretenait avec ses partenaires dans l'océan Pacifique et la Mer de Chine.

Pour l'approche « continuationniste » de la *world-system perspective* (Friedman, Frank, Gills, Thompson, etc.), cette notion de « transition hégémonique » recouvre et confond sous le même vocable, au vu des processus systémiques communs leur étant imputés, à la fois les périodes de « mondialisation marchande » (caractérisées par une marchandisation accrue du mode d'accumulation tributaire prédominant) et celles de « mondialisation capitaliste » (marquées par la financiarisation et la gouvernementalisation du mode d'accumulation capitaliste prédominant). L'occurrence des mondialisations apparaît ainsi comme déterminée par les ressorts de la dynamique des cycles séculaires AB. En raison des limites malthusiennes et de la marche vers l'état stationnaire propres à la croissance des cœurs [Goldstone, Wong, Pomeranz, *supra*], mais aussi du jeu systémique des variables indépendantes et interdépendantes [Wallerstein, Beaujard, Chase-Dunn et Hall, Gills et Denmark, *supra*], les phases d'expansion (A) déboucheraient toujours sur une période liminale de « transition hégémonique ». La convergence intégrée au centre des principaux réseaux d'échange (l'âge d'or des civilisations) impliquerait paradoxalement un retournement du cycle et l'amorce d'un long déclin relatif, ouvrant sur la prédominance d'une compétition politique et militaire et d'une concurrence économique exacerbées (phase B). Les trajectoires développementales des sociétés deviendraient alors beaucoup plus autonomes et ouvertes à des dynamiques endogènes, du fait de la contraction amorcée des échanges et du repli de certaines interactions systémiques dans la sphère régionale, provinciale ou locale [Frank, 1998, p348]. De même, l'impact des actions collectives entreprises par certaines élites et certains groupes sociaux prendrait une dimension et des répercussions plus importantes et moins cantonnées à l'échelle événementielle et locale, à l'image par exemple de l'effet domino des invasions nomades ou des mouvements révolutionnaires des confréries soufies originaires de l'Asie centrale [Teggart, 1939 ; Barfield, 1989 ; Fletcher, 1995]. Ainsi, certains pays ont pu se déconnecter en grande partie et privilégier un mode de vie plus autarcique (cas du Japon Tokugawa après 1635), tandis que d'autres ont pu quitter leur position marginale ou périphérique et se lancer à la conquête des hauts lieux de la civilisation déclinante en voie « d'implosion » [Toynbee, 1939], à l'instar des tribus pastorales nomades pratiquant le culte des saints et le soufisme, régulièrement conduites par des leaders musulmans réformistes et charismatiques à renouveler les élites urbaines et étatiques lors des périodes de décadence des sultanats, émirats ou califats [Gellner, 1981]. La pertinence et l'envergure des politiques gouvernementales deviendraient donc plus particulièrement saillantes et lourdes de conséquences (effet papillon) lors de ces « transitions hégémoniques ».

Puisque l'avènement périodique d'une phase de retournement des cycles est déterminée par une certaine logique systémique, il est par conséquent possible d'identifier tout au long de l'histoire un certain nombre de « transitions hégémoniques », fournissant une base de comparaison aux formes de « mondialisation » marchande et capitaliste sur des échelles aussi bien régionales, que continentales et planétaire. De nombreuses séquences témoignent en effet durant l'âge du Bronze, de l'existence de tels processus initiés dans des régions telles que la Mésopotamie (l'apogée de l'empire babylonien d'Hammourabi au ^{xviii}^e siècle av. J.-C.), mais aussi pendant l'âge de fer, sur le pourtour méditerranéen, comme l'illustre l'âge d'or des cités phéniciennes du Levant au ^{viii}^e siècle accompagnant l'expansion de l'empire assyrien [Beaujard, 2009, 2010]. Au niveau continental, l'épopée du petit royaume macédonien fournisseur de bois et d'argent pour Athènes, s'érigeant en empire hellénistique sur les décombres de la Perse achéménide au ^{iv}^e siècle av. J.-C., avant de se scinder au siècle suivant en un certain nombre de satrapes et de dynasties (Ptolémaïque, Séleucide, etc.), gardiennes rivales des principaux corridors commerciaux de l'héritage alexandrin, est l'archétype même de la « transition hégémonique » dans les mondes anciens [Friedman, 2000, 2005]³². À l'échelle globale, la synchronisation des cycles séculaires de l'ensemble afro-eurasien au tournant de l'ère commune a aussi induit une série de « transitions hégémoniques » (fig. 1), au cours desquelles le déclin simultané des deux cœurs situés en ses extrémités (la Méditerranée orientale d'un côté, avec Rome, les différents empires musulmans, et la Mer de Chine de l'autre, avec les dynasties Han, Tang, Song et Ming) a recentré systématiquement un monde en pleine contraction autour des échanges préservés dans l'océan Indien entre l'Asie du sud et du sud-est [Beaujard, *supra*, 2010]. Comme l'avait déjà remarqué Braudel [1979, t. 3, p. 608-657], cette région joua parfaitement son rôle de centre de gravité et d'antichambre des expansions chinoises et musulmanes, en tant que nouveau centre d'accumulation du système eurasiatique, jusqu'à l'entrée en lice de l'océan Atlantique et Pacifique.

32. Cette période est ainsi marquée par l'émergence d'une île-entrepôt (Rhodes) et de marchés de produits en Méditerranée (esclaves, fourrures, parfums, épices, drogues, ivoires, or, bois), ainsi que par la création d'une banque centrale à Alexandrie. Les diverses formes de tributs y stimulent à la fois la production d'argent et l'accumulation de richesses monétaires. La course aux armements et la salarisation des troupes mercenaires y sont le pendant de l'intensification du travail esclavagiste agricole. L'incorporation à la marge de l'Afrique de l'Ouest, de l'Asie centrale et de l'Europe du Nord accompagne l'établissement d'un réseau de colonies et de villes grecques en Asie et au Moyen-Orient, au sein desquelles les élites cosmopolites encouragent l'hybridation et l'hellénisation des cultures (syncrétisme religieux et architectural, religions à mystères, épicurisme et cynisme, académies, etc.). Les mouvements de populations et de richesses entre ces multiples formations politiques rivales se conclurent ainsi au ⁱⁱⁱ^e siècle av. J.-C., à l'ouest, par l'expansion romaine (guerres puniques) et à l'est, par l'émergence de l'empire parthe en Perse et surtout de l'empire maurya en Inde.

Ainsi, après la phase liminaire de retournement du premier cycle (tournant des II^e et III^e siècles), marquée par le déclin des empires romain et han, c'est l'État du Funan en Indochine et l'empire Gupta en Inde qui se développent aux IV^e et V^e siècles sur la base d'échanges liés à la diffusion de l'hindouisme et du bouddhisme en Insulinde (les élites chinoises s'investissant dans le commerce maritime en mer de Chine pour pallier aux difficultés de la route terrestre de la soie). Lors de la transition hégémonique du second cycle (770-860), incluant l'apogée du Califat abbasside et les débuts de « l'été indien » de la Chine Tang [Adshead, 2004], ce sont le royaume khmer (Angkor) et la thalassocratie Srivijaya (Sumatra, Java et Malaisie) qui émergent et croissent à partir de leurs interactions avec les dynasties Râshtrakûtas et Chola en Inde aux IX^e et X^e siècles. Lorsqu'enfin, le développement capitaliste de la Chine Song est contrarié par sa reprise en main mongole durant le troisième cycle (1250-1350), ce sont progressivement le sultanat de Delhi puis l'État hindou du Vijayanagar, le royaume thaï d'Ayuthia et l'empire de Mojopahit dans l'archipel indonésien, qui endossent ce rôle et font prospérer les échanges dans cette région en voie d'islamisation aux XIV^e et XV^e siècles. Et ce, après que la dynastie Yuan (1277-1368) ait encouragé le commerce maritime privé et la constitution de communautés chinoises d'outre-mer en Asie du sud-est après le déclin de la route de la soie dans les années 1320. Une différence notable, alors, entre toutes ces transitions hégémoniques globales, est que pour la première fois, au XV^e siècle, au terme d'un cycle séculaire complet, ce ne sont pas seulement les marchands chinois et musulmans qui réinvestissent le carrefour Inde-Insulinde-Indochine de l'océan Indien afin de relancer l'expansion du monde eurasiatique, comme cela fut le cas aux VIII^e et XI^e siècles, mais aussi les traitants et officiers portugais qui, profitant du retrait des Ming en 1433, se retrouvent libres de conquérir Malacca en 1511, et tentent alors de s'immiscer dans la croissance en cours des réseaux commerciaux maritimes de l'océan Indien [Chaudhuri, 1985].

Le travail comparatif précis des phases de « transition hégémonique » au niveau régional, continental ou global est donc une tâche primordiale qui n'a malheureusement qu'à peine débuté [Arrighi *et al.*, 1999]. L'étude des périodes de retournement des différents cycles séculaires afro-aurasiatiques révèle ainsi l'existence exacerbée de rivalités hégémoniques locales ou régionales, à la suite de l'émergence et de la multiplication de formations politiques en compétition, parallèlement à la densification des réseaux commerciaux de longue distance. Or, on sait que l'existence d'un système interétatique est une condition *sine qua non* du développement de l'économie de marché et du capitalisme [Wallerstein, 1979 ; Chase-Dunn et Hall, 1997]. Les stratégies d'accumulation des élites économiques jouent en effet des opportunités de profit d'un secteur d'activité à l'autre et d'un



Fig. 1 – Les principales transitions hégémoniques globales

- Cycle 1 : expansion (-I^{er}, I^{er}, II^e) - transition *Romaine/Han*- contraction (III^e, IV^e, V^e)
Cycle 2 : expansion (VI^e, VII^e, VIII^e) - transition *Abbasside/Tang*- contraction (IX^e, X^e)
Cycle 3 : expansion (XI^e, XII^e, XIII^e) - transition *Song/Mongol*- contraction (XIV^e)
Cycle 4 : expansion (XV^e, XVI^e) - transition *Ibérique/Ming*- contraction (XVII^e)
Cycle 5 : expansion (XVIII^e) - transition *Provinces-Unies/Qing*- contraction (XIX^e)
Cycle 6 : expansion (XIX^e) - transition *Royaume-Uni*- contraction (XX^e)
Cycle 7 : expansion (XX^e) - transition *États-Unis*- contraction (XXI^e) ?

territoire étatique à l'autre afin, par leur mise en concurrence, de faire baisser les prix d'achat et les coûts de production. Encore une fois, ce sont durant les « transitions hégémoniques » que s'élaborent et se recomposent, bien souvent par la guerre, les fondations des systèmes interétatiques les plus solides, à l'image du traité de Westphalie en 1648.

Pour prendre un exemple plus ancien, la Chine Tang amorce son déclin en perdant en 751 la bataille de Talas contre ses rivaux musulmans pour le contrôle de la route de la soie en Asie centrale, et se voit alors contestée par l'avènement d'États indépendants tibétain (converti alors officiellement au bouddhisme), thaï (Nantchao), coréen (Silla), japonais (culture samouraï de la période Heian) et turc (Cha-t'o), dont bien souvent les élites militaires, religieuses et intellectuelles ont été formées en son sein. De même, le Califat abbasside isole alors la puissante dynastie omeyyade à Cordoue, mais encourage par son expansion commerciale en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale la fondation d'imamats ou de sultanats dissidents, monopolisant les échanges avec les nouveaux états souverains (semi-)périphériques, à l'image de la dynastie rustémide de Tahert islamisant la population de l'État du Ghana, ou bien des sultanats d'Oman et du Yémen accompagnant alors l'éclosion des cités-états swahilies. La renaissance latine classique de l'empire carolingien de Charlemagne est aussi impensable sans l'afflux massif de métaux monétaires en provenance du Califat abbasside et le courtage des diasporas marchandes juives rhadaniotes (les années 790 sont célèbres pour l'accroissement sans précédent de la quantité de pièces d'argent en circulation dans le saint-empire germanique, qui permet la réorganisation en réseau des marchés provinciaux). De la même façon que l'expansion viking dans l'Atlantique nord, en Europe occidentale et en Ukraine est alors indissociable de l'augmentation de la traite esclavagiste, qui participe autant à l'étatisation de la Scandinavie qu'à celle des populations slaves de Kiev, Prague et Cracovie. Or, on l'a vu précédemment, l'étatisation des sociétés en période de globalisation



commerciale, que celle-ci ait lieu sous une forme territoriale (État-pays) ou bien urbaine (État-ville), est particulièrement propice au développement des marchés.

Les transitions hégémoniques sont par ailleurs le théâtre de processus systémiques typiques, tels que le « développement des semi-périphéries » [Chase-Dunn & Hall, 1997]. Les sociétés localisées à l'interface des zones centrales et périphériques d'un ensemble continental, ou bien à l'interstice de plusieurs cœurs en compétition, bénéficient d'institutions et de techniques à mi-chemin des formes pratiquées au sommet et à la base de la division transrégionale du travail³³. Aussi, lors de la fin des phases d'expansion, ces semi-périphéries jouent un rôle moteur dans la transformation des modes d'accumulation, en initiant des innovations institutionnelles (et parfois techniques³⁴) majeures, du fait d'être moins contraintes par les rapports de domination et d'exploitation que la périphérie, et moins engagées que les cœurs dans la reproduction sociale des institutions ne permettant plus un retour intéressant sur les investissements consentis. Leur développement prend alors durant les phases de globalisation intégrée la forme impériale d'une conquête militaire des états adjacents (les royaumes francs Mérovingiens au VIII^e siècle) ou bien la forme urbaine et diasporique d'une marchandisation régionale de la terre, du travail, de la monnaie et des produits fabriqués pour l'exportation (Carthage, Athènes et le royaume de Lydie au VI^e siècle av. J.-C, Kilwa au XIII^e siècle).

Ainsi, pour Mielants [2007], les origines du capitalisme et de l'ascension de l'Occident tiennent précisément du développement semi-périphérique en Europe d'un système urbain de cités-États (Bruxelles, Ypres, Gand, Bruges, Anvers, Venise, Gênes, Florence, Pise, Arras, Douai, Sienna, Bologne, ligue hanséatique), lors d'une transition hégémonique (1250-1350) qui a peut être constitué la première « mondialisation capitaliste » de l'histoire, avec le basculement amorcé des centres de l'accumulation de l'Asie orientale vers l'Europe occidentale, de par les transferts technologiques et de richesses opérées, et l'abandon pour la première fois du contrôle monopolistique des principales routes commerciales par les diasporas marchandes orientales [Abu-Lughod, 1989, p. 367]. Dans son ouvrage fondateur, Abu-Lughod décrit comment le système-monde eurasiatique parvenu à son apogée à cette époque, est intégré à partir de l'interconnexion d'archipels de villes regroupés en trois circuits d'échanges principaux (Europe occidentale, Asie occidentale, Asie orientale), organisant le fonctionnement articulé de

33. À ce titre, elles occupent donc une position médiane dans l'échelle des producteurs à l'exportation (en termes de procès de production centraux ou périphériques présents sur leurs territoires), et des revenus du travail [Arrighi et Drangel, 1986].

34. À l'image des politiques de substitution par importation ou des technologies d'alphabet et de navigation [Beaujard, *supra*].

huit sous-systèmes régionaux³⁵. Il est remarquable alors que des âges d'or successifs émergent par vagues, région après région, dans l'ensemble du système (céramique chinoise, vaisselle perse, mobilier mamelouk, temples hindous, cathédrales et vitraux européens), tandis que se développe à l'échelle globale une industrialisation textile avancée, une révolution commerciale, monétaire et financière et de nouveaux modes de gouvernements impériaux et coloniaux accompagnant l'expansion géographique des productions marchandes³⁶. Les rivalités hégémoniques au niveau régional se multiplient par ailleurs parallèlement à l'effondrement progressif de l'empire mongol (à l'exemple de Gênes et Venise s'affrontant pour le contrôle de l'espace maritime méditerranéen à travers leurs alliances respectives avec l'empire byzantin et mamelouk). La somme vectorielle générale des trajectoires prises au niveau régional et local s'est retrouvée ainsi orientée par des processus systémiques globaux (à l'image de l'épidémie de peste précipitant la fin de cette transition hégémonique), tout en restant jusqu'à un certain point déterminée par l'effet cumulatif de multiples changements locaux s'entraînant mutuellement [*ibid.*, p. 359].

C'est pourquoi la thèse de Mielants mérite une attention particulière : selon lui, l'émergence du système urbain de cités-états européennes a pu bénéficier de cette conjoncture globale (la transition hégémonique Song-mongole et l'absence d'invasions nomades en Europe occidentale) pour impulser une nouvelle division régionale du travail (cœur/périphérie) basée sur un mode d'accumulation capitaliste, et ainsi faire bifurquer le développement du système-monde eurasiatique vers l'incorporation du Nouveau monde et sa conversion progressive aux impératifs du capitalisme et de l'économie de marché à partir du xvi^e siècle³⁷. Mielants [2007, p. 31]

35. Chaque sous-système régional est organisé autour d'un cœur et s'articule avec un autre sous-système régional au travers de zones géographiques interstitielles dont les villes commerciales sont enclavées, adossées à la mer ou au désert, et donc privées d'hinterland. Chaque région est ainsi spécialisée dans l'exportation de produits spécifiques (biens manufacturés chinois et indiens, matières premières anglaises et arabes, épices indonésiens, bijoux ceylanais, or, ivoire et peaux animales africaines, esclaves militaires européens, etc.). Voir la carte établie par Beaujard [*supra*].

36. Abu-Lughod relève ainsi des similitudes entre les formes asiatiques, arabo-persanes et européennes du proto-capitalisme mis ainsi en place, de par le développement sans précédent des services et outils juridiques, bancaires et financiers, des monnaies souveraines et des crédits internationaux, du salariat et de la production marchande, de l'endettement des États auprès du secteur privé et des marchés fonciers, des contrats d'affaire et des formes d'entreprise à capitaux communs.

37. Les Génois et les Florentins investirent en effet l'État portugais pour contrer le monopole des routes commerciales orientales établi par Venise grâce à ses alliances avec les Mamelouks, et financeront les explorations de l'Atlantique, tout en fournissant des navigateurs expérimentés : « It was the inter-city state competition for access to eastern markets and the threat of the expanding ottoman empire that led to the discovery of the Americas ; the Portuguese methods of colonization and subjugation represented a continuation of Italian practices in the Mediterranean », in Mielants [2007, p. 85].

remarque en effet que l'Europe centrale, le pourtour de la mer Noire, le bassin méditerranéen ainsi que les îles de Madère, des Canaries et des Açores sont progressivement exploitées en tant que périphéries par ce système de cités-États aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, dans le cadre d'un projet colonial, impérialiste et mercantiliste érigé en politique gouvernementale. Cette politique octroie systématiquement des rentes de monopoles aux élites économiques propriétaires de leurs moyens de production (par le contrôle systématique des routes commerciales, des colonies, des marchés et des débouchés). Les terres colonisées sont ainsi censées fournir de la main-d'œuvre bon marché, des denrées alimentaires (sucre, céréales, sel, huile, bétail) et des matières premières (bois, cuivre, fer, fourrures) afin de faire vivre le prolétariat urbain de ces cités-états, spécialisé dans l'industrie textile, la construction navale, la draperie, la verrerie et l'extraction minière.

Pour Mielants, la comparaison des politiques gouvernementales menées alors dans les régions chinoises, indiennes et nord-africaines révèle la singularité des innovations institutionnelles mises ainsi en place dans l'hinterland des principales villes européennes en rivalité les unes avec les autres. La mobilisation d'un pouvoir militaire et technologique pour coloniser et exploiter des périphéries éloignées, dans le but d'être approvisionné en produits intensifs en facteur terre et de nourrir un prolétariat urbain toujours plus nombreux, est en effet une politique mercantile et impérialiste qui, sur le long terme, s'est avérée à l'origine de bifurcations majeures dans les trajectoires régionales. Pomeranz [2000] a ainsi été le premier à insister, pour rendre compte de la grande divergence entre l'Orient et l'Occident au XIX^e siècle, sur les implications de cette capacité à s'attacher et contrôler totalement des périphéries éloignées et très complémentaires : cela donne en effet un avantage décisif aux cœurs pour dépasser le goulot d'étranglement malthusien de leurs dynamiques smithiennes en pleine phase de globalisation intégrée. Or, le commerce au loin des cœurs asiatiques avec leurs périphéries n'a jamais pu, selon lui, imposer sur le long terme ce type d'échange et la rentabilité de ce commerce au loin de biens de base, en raison du coût des transports, des différences idéologiques, des impératifs de défense contre les invasions nomades, et des stratégies réactives de ces périphéries (voir la fameuse « tyrannie de la distance » modélisée par Stein [1999] pour rendre compte du fonctionnement des mondes anciens). Les périphéries des cœurs asiatiques eurent probablement jusqu'au XIX^e siècle une main-d'œuvre beaucoup plus libre de se lancer dans une proto-industrialisation, ou bien de retourner à l'agriculture vivrière lorsque les termes de l'échange leur paraissaient trop défavorables. Aussi, le « développement semi-périphérique » des cités-États européennes au XIII^e siècle a-t-il pu prédisposer l'Occident à « développer le sous-développement » des Amériques et des côtes



africaines, lors de la mondialisation ibérique où sont apparus les premiers États souverains modernes, de par leur sensibilisation à la recherche de périphéries exploitables à grande échelle.

De l'étatisation à la mondialisation marchande et capitaliste

Le fait est que de nombreux contributeurs à cet ouvrage [Beaujard, Wallerstein, Chase-Dunn et Hall, Arrighi, *supra*] tiennent à distinguer les transitions hégémoniques qui ont lieu avant le ^{xvi}e siècle, de celles débutant avec la mondialisation ibérique et se poursuivant jusqu'à l'époque contemporaine. Beaujard insiste par exemple sur la permanence de l'Égypte, de la Mésopotamie, de l'Iran et de la Chine, comme cœurs inamovibles du système-monde afro-asiatique : ces principaux cœurs, s'ils connaissent périodiquement un renouvellement de leurs élites lié aux pulsations (phases de croissance puis de repli), n'en demeurent pas moins les principales zones d'accumulation du système d'un cycle à l'autre, sans que l'on observe de changement périodique de lieu d'accumulation d'une région à l'autre comme cela est le cas en Occident depuis le ^{xvii}e siècle³⁸.

Pour Wallerstein [1979, t. 1, p. 39], si toutes les phases séculaires d'expansion géographique des échanges et des flux, stimulées par la croissance démographique et les innovations, renforcent les hiérarchies des formations politiques et favorisent l'incorporation des arènes extérieures à la périphérie (phase A), seules l'expansion et les explorations maritimes européennes ont débouché à la fin du ^{xvi}e siècle sur l'avènement et le développement du capitalisme. La raison pour lui en est simple : il a fallu réunir d'une part un ensemble de conjonctures favorables (l'absence d'un empire-monde et d'invasions nomades en Europe, le déclin de l'église catholique et la crise des revenus seigneuriaux à l'échelle régionale, l'existence d'une économie de marchés et la circulation de métaux monétaires en grande quantité à l'échelle globale) ; et d'autre part, créer un appareil d'État suffisamment puissant et centralisé, pour encourager et mettre au point des technologies de destruction, de transport et de communication assez performantes pour coordonner sur de longues distances et parmi différentes régions la complémentarité de plusieurs « méthodes de contrôle du travail » selon le type de production concerné. Selon Wallerstein, l'extraction, le transfert et l'accumulation des surplus dans le capitalisme suppose que les décisions des élites économiques soient prises à l'échelle du marché global, et celles

38. Cette distinction mérite cependant d'être plus nuancée, car en réalité la croissance et le repli des principaux cœurs du système-monde afro-asiatique se sont accompagnés et ont à chaque fois été rendus possible par le basculement des zones d'accumulation du côté de l'Asie du sud et du sud-est dans l'océan Indien, lors des phases de contraction de l'ensemble du système (matérialisées par le déclin des routes terrestres de la soie).



des élites politiques à l'échelle de l'État souverain. Car « l'appropriation des surplus engendrés par l'amélioration et l'augmentation de la productivité se fait par le mécanisme d'un marché mondial avec l'aide artificielle (extérieure au marché) des appareils étatiques dont aucun n'a le contrôle du marché mondial dans son intégralité ». Autrement dit, le capitalisme n'a pu naître et se développer que lorsque des États souverains ont été suffisamment « forts » pour stimuler le progrès technique et utiliser leur force politique et militaire dans la construction de « situations de quasi-monopole/monopsonne », afin de faire pression à la baisse sur le coût du travail et le prix des ventes à l'étranger, mais aussi dans le but d'intégrer les « procès de production » locaux – notamment ceux spécialisés dans les biens de base malthusiens – dans les « chaînes de marchandises » globales [Wallerstein, 1984, 1989, p130]. Or, ce processus a présupposé l'existence d'une économie de marché globale plus ou moins concurrentielle (Wallerstein décrivant à ce titre l'océan Indien comme une « *proto-world-economy* »).

En ce sens, les transitions hégémoniques typiques des mondialisations capitalistes sont singulières de par la logique systémique qui détermine leur occurrence. Wallerstein fait ainsi coïncider lors du développement du système-monde moderne ces périodes avec les conjonctures où, une phase de retournement d'un cycle séculaire se superpose à un cycle Kondratieff B déclenché par l'épuisement des monopoles liés au progrès technique ; ce qui correspond approximativement aux années 1770-1790, 1870-1890 et 1970-1990. On assiste alors durant cette crise de suraccumulation à la délocalisation du capital transféré vers d'autres territoires et secteurs d'activité plus profitables (une redistribution géographique des procès de production centraux et périphériques), et de cette façon, à l'incorporation de nouvelles zones régionales permettant de faire baisser à l'échelle globale les coûts de production (notamment ceux du travail). Ce qui se traduit dans les nouvelles périphéries par la semi-prolétarianisation des ménages élargis (leurs revenus n'étant pas majoritairement assurés par leurs nouveaux salaires), l'urbanisation des campagnes parallèlement à l'exploitation plus intense des ressources naturelles, et la réorganisation des unités de production et des formations politiques locales en fonction des impératifs du marché global. Ainsi, de véritables entreprises apparaissent (au sens où elles se trouvent contraintes d'acquiescer ou de se défaire des facteurs de production pour ajuster les quantités produites à la demande) et des politiques gouvernementales sont menées par les élites dirigeantes pour encourager leurs producteurs à réagir aux prix du marché (à l'image des politiques d'ajustement structurel contemporaines). À titre d'exemple, la décennie 1783-1793 représente l'apogée en Afrique et dans l'océan Indien occidental, du mouvement par lequel la traite esclavagiste est devenue une entreprise capitaliste, l'approvisionnement en esclaves se soumettant alors aux contraintes de l'économie

de plantation, et les esclaves faisant l'objet d'investissements financiers spéculatifs au même titre que n'importe quel actif – *a capital good and a store of wealth* [Wallerstein, 1989, p. 165].

Plus fondamentalement, les transitions hégémoniques liées aux mondialisations marchandes (avant le XIII^e ou le XVI^e siècle) et celles inhérentes aux mondialisations capitalistes, se différencient donc par la multiplication des cycles propres à la logique systémique (séculaire, Kondratieff, Juglar, Kuznets, etc.) et la diversification de leurs rythmes (court, moyen, long terme). C'est pourquoi Aglietta [*supra*] insiste sur l'un des cycles moteurs du développement du capitalisme, à savoir l'alternance de la centralisation et de la fragmentation politique du système monétaire régulant la liquidité globale en circulation et la disponibilité des moyens de paiement. Les mondialisations apparaissent alors comme des phases de transition où s'opère ce passage d'un mode de régulation à l'autre, par le biais de l'endettement des États et de la libéralisation concomitante des mouvements de capitaux dans le système de crédit international. La crise contemporaine de l'hégémonie du dollar, liée à la fin des accords de Bretton Woods et à la signature de ceux de la Jamaïque dans les années 1970, est ainsi indissociable de la confrontation croissante de plusieurs monnaies de réserve nationales et communautaires (dollar, euro, yuan, yen, livre), et de la rivalité concomitante de différents types de capitalisme (anglo-saxon, social-démocrate, social-corporatiste, etc.). Pour Aglietta, chaque palier majeur du processus d'abstraction croissante de la monnaie dans l'histoire du capitalisme a correspondu à une période distincte de mondialisation (de l'invention de l'unité de compte abstraite non définie sur un support métallique entre 1250 et 1350 à la numérisation des transactions financières contemporaines, en passant par la genèse des monnaies nationales lors de la mondialisation ibérique et du système de l'étalon-or international à la belle époque edwardienne).

L'importance de la monnaie, du crédit et de la finance dans le développement cyclique du capitalisme a aussi été mise en évidence par Arrighi [1994], notamment dans son travail conjoint avec Silver [*supra*]. En comparant les trajectoires de l'Asie orientale et du monde occidental entre le XIV^e et le XX^e siècle, Arrighi [2007] est parvenu à la conclusion suivante : alors qu'une dynamique smithienne institue les prémisses d'une économie de marché³⁹, et débouche sur une révolution industrielle au XVII^e siècle en Chine et au Japon (à la fin de la mondialisation ibérique), en misant sur l'intensification du travail humain et sa productivité pour industrialiser et

39. Au sens où se mettent en place des chaînes de marchandises concurrentielles, articulant en réseau l'ensemble des inputs nécessaires à la production et à la vente d'une marchandise (procès de production, matières premières, transport, heures de travail, capital, nourriture et logement pour les salariés).

enrichir le pays ; c'est plutôt une dynamique schumpeterienne qui institue les débuts du capitalisme aux Provinces-Unies au xvii^e (toujours lors de la mondialisation ibérique), puis en Angleterre au xviii^e siècle (à la fin de la mondialisation libérale), en favorisant ainsi en Europe la Révolution industrielle sur la base de projets à haute intensité capitaliste misant beaucoup sur la productivité du capital. Contrairement alors à la trajectoire asiatique, où l'expansion économique fut en soi impuissante à transformer les institutions gouvernant le pays (d'autres facteurs extra-économiques devant intervenir)⁴⁰, la croissance des cœurs occidentaux a régulièrement impliqué la destruction créatrice de ses institutions à trois niveaux : le changement de taille, de financement et d'organisation de ses unités de production (des haciendas et des compagnies commerciales à charte, aux consortiums et cartels, en passant par les entreprises multinationales et les firmes globales contemporaines issues des procédures de fusion-acquisition) ; la formation d'une population surnuméraire, véritable « armée de réserve » (des vagabonds et mendiants d'antan aux chômeurs actuels) ; et surtout, l'ascension et le déclin de centres d'accumulation de taille toujours plus imposante (les Provinces-Unies, la Grande-Bretagne, puis les États-Unis). Dans les trois cas, ces changements institutionnels ont eu lieu consécutivement à des crises de surproduction, de suraccumulation et de rendement sur les investissements qui ont constitué les points de retournement des cycles systémiques propres au capitalisme, et qui ont été étroitement associés à la haute finance.

Pour Arrighi [*ibid.*], l'origine du capitalisme tient à la conjonction historique de deux séries de phénomènes : d'une part, la « symbiose et l'hybridation » au sommet de l'appareil d'État de « stratégies capitalistes et territorialistes » conduites par ses élites dirigeantes ; et d'autre part, l'avènement d'une « transition hégémonique » à l'échelle régionale et globale, où la crise de suraccumulation a pour conséquence la hausse de la liquidité et de l'offre de crédit, et où les rivalités hégémoniques émergentes sont corrélatives d'une compétition et d'une lutte interétatique féroce pour attirer ces capitaux mobiles sur leur territoire. Suivant en cela Braudel et Mielants, Arrighi situe cette conjoncture en Europe occidentale lors de la mondialisation mongole (1250-1350), au sein du système interurbain des cités-États italiennes et de la ligue hanséatique. D'abord parce que certains de leurs marchands banquiers, étant d'anciens agents de change de la papauté, se sont vus confier une partie de la gestion du réseau européen des finances pontificales à la suite des croisades [Aglietta, *supra*]. Ensuite, parce que leurs élites dirigeantes se sont lancées dans la « commercialisation de la

40. Un point fortement contesté par Norel [*supra*], qui montre les changements structurels induits par les dynamiques smithiennes.

guerre » et la « course aux armements » [McNeill, 1982], afin de développer leurs projets colonialistes et impérialistes⁴¹. Les expéditions militaires furent alors financées par des emprunts publics auprès des citoyens, tandis que les butins rapportés et les bénéfices commerciaux ainsi engrangés servirent à augmenter les revenus des citoyens et les recettes publiques de l'État (Casa di San Gorgio à Gênes, banque des Médicis à Florence). L'oligarchie marchande y exerça donc le pouvoir politique, en cherchant à rentabiliser la guerre et les expéditions commerciales. La richesse devint alors la clé de la supériorité militaire pour la course aux armements, et celle-ci fut indispensable à l'édification d'un empire commercial adossé à des situations de quasi-monopole/monopsonne dans un univers concurrentiel accru.

Sur la base d'une telle conjoncture, les politiques gouvernementales des élites dirigeantes purent enclencher les « cycles systémiques d'accumulation du capital » typiques du capitalisme, selon Arrighi. Ces politiques satisfaisaient en effet les objectifs à la fois des entreprises à but lucratif (*business organizations*) et des formations territoriales souveraines (*governmental organizations*). Les premières avaient en priorité pour but de contrôler les mouvements de capitaux afin de réaliser des profits, tandis que les secondes recherchaient plutôt à contrôler des populations et des ressources sur un territoire pour mieux accroître leur puissance. Si ces deux types de stratégie des élites ont pu être la plupart du temps dissociées (la Chine Ming exclusivement territorialiste, la diaspora *juula* ibadite totalement capitaliste), leur complémentarité les a prédisposées aussi à s'associer l'une à l'autre (chacune étant le moyen principal respectif de la réussite de l'autre : le contrôle des richesses en circulation permettant de mieux gouverner les populations, et le contrôle des ressources et des populations sur un territoire facilitant l'accumulation et le transfert des richesses).

Pour Braudel et Arrighi, ce sont essentiellement la haute finance et le système de crédit originellement généré par le commerce de longue distance qui ont à la base permis et favorisé cette association symbiotique. Si les appareils d'État sont en effet les principaux protagonistes de l'accumulation primitive, la liquidité en circulation et l'offre de crédit disponible sont les leviers majeurs de « l'accumulation par la dépossession », c'est-à-dire la mise en vente d'un ensemble d'actifs (force de travail y compris) à très bas coût, grâce à la privatisation des droits de propriété et à la suppression politique des usages alternatifs non marchands des actifs et des ressources locales [Harvey, 2003]. Or, cette hybridation a été particulièrement encouragée lors des transitions hégémoniques postérieures

41. Par exemple, si le roi d'Angleterre en 1298 est capable de mobiliser 3 000 chevaliers et 25 000 fantassins, la ville de Florence peut de son côté mobiliser en 1325 plus de 2 000 chevaliers et 15 000 fantassins [Mielants, 2007].

au XIII^e siècle, lorsque les transferts technologiques et les transferts de surplus furent destinés à se fixer physiquement sur un territoire sous la forme d'investissements infrastructurels (ports, routes, systèmes d'irrigation et de canalisation, bâtiments, etc.), permettant d'accueillir dans un second temps des mouvements de capitaux en quête de nouvelles sources de profit. La conversion en effet des anciennes capacités de production obsolètes ou des stocks invendus en investissements infrastructurels (*spatial-temporal fix*) dépendit de l'endettement public et de la réallocation spécifique des recettes fiscales à cet effet, mais aussi de la capacité des institutions financières privées à générer le crédit équivalent à la valeur de ces actifs pour réorienter les stratégies capitalistes vers de nouveaux territoires et secteurs d'activité [Harvey, 2006, p. 113, 404]⁴².

C'est pourquoi la finance et le crédit jouèrent un rôle central et constitutif de l'existence même du capitalisme⁴³. Arrighi [2007] insiste bien ainsi sur la façon dont, lors de la mondialisation libérale au XVIII^e siècle, la Grande-Bretagne a remboursé très rapidement ses emprunts auprès des argentiers hollandais, grâce notamment au pillage de l'Inde et au développement de l'industrie textile aux dépens des formes de production locales. De même, Wolf [1982] décrit la manière dont, pendant la mondialisation edwardienne au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, l'offre de crédit en Europe pour appuyer les projets d'investissement dans les empires coloniaux fut le pendant de la salarisation et semi-prolétarianisation des populations locales dans les plantations, les domaines latifundiaires, les ranchs et les mines. Or, ces projets ne furent rendus possibles qu'à travers une forte domination militaire, un encadrement politique des flux migratoires et des contingents de travailleurs engagés et la déstructuration ou destruction des modes de vie alternatifs (réserves africaines fixées à proximité des mines de diamants et d'or en Afrique du Sud, expulsion des Aborigènes des zones pastorales convoitées pour l'usage des points d'eau et des végétaux rares nécessaires au bétail et aux moutons, acheminement à Ceylan de travailleurs tamouls hindous sur les plantations de thé aux dépens des cultivateurs singhalais indépendants, etc.).

De ce point de vue, on peut donc comprendre pourquoi les cycles systémiques du capitalisme identifiés par Arrighi [*supra*] n'ont pu exister avant les innovations financières et monétaires de la mondialisation mongole (XIII^e-XIV^e siècles). Pour autant, la succession des différents régimes

42. Comme le formule Harvey, les surplus sous la forme de chemises et de chaussures ne peuvent être convertis directement en aéroports et en instituts de recherche !

43. Giraud [2008] montre bien que la mobilisation de l'épargne sous forme monétaire à destination des projets d'investissement et de placement, et l'organisation de marchés d'échange des risques liés à ces derniers (spéculation) sont indissociables du développement du capitalisme et des krachs, bulles spéculatives et dettes publiques qui l'accompagnent.

d'accumulation mis en place lors des phases de transition hégémonique correspond approximativement aux périodes de mondialisation précédemment reconnues (1570-1640, 1740-1815, 1870-1914, 1970-...). Arrighi analyse ainsi sur le long terme l'extension à l'échelle planétaire du système-monde capitaliste, au travers de l'enchaînement « en spirale » de « cycles systémiques d'accumulation », dont chacun est en partie le résultat de l'hybridation de stratégies capitalistes et territorialistes de « blocs » alliés d'entités gouvernementales et affairistes (*blocs of governmental and business agencies*). La taille et la complexité organisationnelle de ces blocs vont toujours croissante, et l'hybridation de leurs stratégies est toujours plus symbiotique. La durée d'existence de ces cycles s'avère néanmoins de plus en plus courte⁴⁴.

Ces cycles se décomposent en deux phases. La première est une « phase d'expansion matérielle » du commerce et de la production, où l'accumulation se fait majoritairement à partir de l'investissement dans les chaînes de marchandises⁴⁵. La seconde est une « phase d'expansion financière » du crédit et de la masse monétaire en circulation, constituant à proprement parler la période de transition hégémonique, où l'accumulation se fait en priorité sur la base de transactions financières à partir de l'appréciation fictive à la hausse du prix des actifs⁴⁶. Celle-ci se caractérise par une hausse de la compétition interétatique pour attirer les capitaux et des conflits armés entre les puissances émergentes et déclinantes (guerres italiennes et franco-anglaise de cent ans, guerres de religion européennes, guerres napoléoniennes, guerres mondiales). De surcroît, l'institutionnalisation d'un nouvel environnement concurrentiel et compétitif plus performant passe alors par l'aliénation de l'État aux institutions financières : le financement du déficit budgétaire creusé par la compétition interétatique et le service de la dette obligent en effet les États à intégrer à leur fonctionnement certaines stratégies capitalistes (à l'exemple de la privatisation contemporaine des entreprises et services publics les plus rentables). Cette phase d'expansion financière a ainsi pour triple conséquence de transformer les surplus en offre croissante de monnaie et de crédit, de baisser les revenus des gouvernements

44. Le régime génois dure selon Arrighi 220 années, le régime hollandais centré sur Amsterdam 180 années, le régime britannique centré sur Londres 130 années, et le régime américain centré sur New York, un siècle.

45. Pour Arrighi [1994], il est alors objectivement plus rentable et profitable d'investir les capitaux dans des biens de production, des pratiques de recherche et d'innovation et d'embaucher pour cela de la main-d'œuvre ; tout comme il est préférable pour les États de coopérer et d'accepter le leadership du bloc territorialiste/capitaliste hégémon.

46. Il est alors objectivement plus rentable et profitable de placer les capitaux et de les faire fructifier dans des formes de spéculation et de prêt, tout en gardant la main mise sur leur « liquidité », de même qu'il est préférable pour les formations politiques de transformer leur type de gouvernamentalité et leur *leadership* dans une compétition et une multiplication accrue des pouvoirs souverains, grâce à de nouvelles alliances (*political exchange*) avec les *business organizations*.

et de certaines populations salariées (délocalisations et désindustrialisation), et de susciter l'expansion de marchés financiers et monétaires contrôlés par les blocs alliés déclinants. Cette expansion est alors inséparable de l'accroissement des bulles spéculatives et des dettes publiques et privées, ainsi que des nouveaux investissements profitables dans les zones semi-périphériques et périphériques, et ce, jusqu'à ce qu'un nouveau régime d'accumulation émerge après des crises de plus en plus globales et systémiques [Arrighi, 2007, p. 232].

Arrighi soutient ainsi que les régimes d'accumulation se développent à chaque fois sur la base des précédents, au travers d'un double mouvement de balancier simultané (*forward/backward*), correspondant au recyclage sur des bases sociales et spatiales plus élargies des solutions antérieurement explorées au niveau organisationnel (le cosmopolitisme génois et l'impérialisme ibérique d'un côté, le nationalisme et le corporatisme vénitien de l'autre, prototypes tous deux du capitalisme cosmopolite financier et du capitalisme monopoliste d'État). Le régime hollandais aurait ainsi internalisé une fonction délaissée par l'empire ibérique (les « coûts de protection ») – *step forward* –, tout en mélangeant et fusionnant certaines prérogatives de l'État et des entreprises (à l'instar des compagnies commerciales à charte – VOC –). Il aurait donc développé certaines formes organisationnelles plus complexes du capitalisme vénitien – *step backward* –. De même, le régime britannique aurait internalisé les « coûts de production » lors de son industrialisation tout en retournant à une certaine forme d'impérialisme cosmopolite garantissant les avantages du libre-échange (colonialisme). Jusqu'à ce que le régime américain lui succède en internalisant à son tour les « coûts de transaction » (intégration verticale des entreprises) tout en revenant à des formes plus évoluées de monopoles d'État (à l'image de la création monétaire passée sous contrôle de la Maison Blanche avec les accords de Bretton Woods). Le prochain régime d'accumulation sera-t-il condamné à internaliser à son tour les « coûts d'externalité » liés aux changements climatiques et à la dégradation écologique de l'environnement, en investissant notamment dans les énergies renouvelables, en réduisant les émissions de gaz à effets de serre et en préservant la diversité des espèces ? Sera-t-il sensible à la montée en puissance d'une forme d'organisation réticulaire et diasporique des communautés transnationales [Appadurai, 2009] ?

Il semble que la question est surtout de savoir si la Chine et l'Asie orientale participeront à la bifurcation contemporaine du capitalisme mondial, en tant que super-hégémon d'un nouveau régime d'accumulation, ou bien si elles deviendront l'un des centres moteurs d'une véritable économie de marché mondiale non capitaliste, multipolaire et plus égalitaire, entrevue par Smith [Arrighi, 2007]. Il est clair aujourd'hui que le projet néoconservateur américain (*Project for a New American Century*) de créer le premier empire

planétaire de l'histoire de l'humanité, en s'arrogeant le contrôle et le monopole des énergies fossiles au Moyen-Orient, a échoué. Le président chinois Hu Jintao, en 2004, s'est au contraire fait l'ardent défenseur des quatre non (non à l'hégémonie, à la force, aux blocs alliés, à la course aux armements) et des quatre oui (oui à la confiance partagée, à la résolution des problèmes et des difficultés, au développement de la coopération et à l'évitement des confrontations). L'histoire de la Chine tout au long du second millénaire a été celle de ses rendez-vous volontairement ou involontairement manqués, lors de chaque mondialisation, avec le capitalisme.

Les invasions mongoles ont non seulement mis fin à la naissance du capitalisme dans la Chine Song, mais de surcroît ont réorienté ensuite tous les efforts de la dynastie Ming vers des stratégies territorialistes visant à la construction d'un État continental intégré et protégé à ses frontières.

Les diasporas chinoises d'outre-mer ont développé leurs stratégies capitalistes dans les interstices de l'empire du milieu et de son système commercial tributaire lors de la mondialisation ibérique, mais se sont associées alors aux seigneurs de la guerre japonais, et non à la dynastie mandchoue Qing, qui les a finalement délogées et chassées de Taïwan en 1683.

L'État Qing a rappelé les communautés chinoises d'outre-mer sur le sol continental durant la mondialisation edwardienne, après les guerres de l'opium et les guerres civiles, pour leur proposer une nouvelle alliance. Ces diasporas s'arrogèrent alors le monopole du commerce de l'opium, des armes, du crédit et de l'engagement des coolies à l'étranger et récupérèrent ainsi leur place à la cour impériale, en échange de leur financement de la dette publique de l'État, engagé alors dans une course aux armements avec le Japon. La supériorité militaire et la colonisation japonaise durant l'ère Meiji étouffèrent néanmoins cette alliance symbiotique promise à un bel avenir capitaliste et la déportèrent encore une fois à Taïwan.

La mondialisation contemporaine a vu de nouveau les réseaux d'affaires des Chinois d'outre-mer devenir les intermédiaires privilégiés du système de sous-traitance japonais dans tout le Pacifique, jusqu'à ce que la Chine communiste de Deng Xiaoping leur ouvre les portes de son économie pour jouer l'interface entre les investisseurs étrangers et les travailleurs et cadres du parti-État chinois. Aujourd'hui, Hong Kong et Macao ont réintégré la Chine continentale sur le mode « un pays, deux systèmes », et les Chinois d'outre-mer sont devenus les premiers investisseurs directs dans ce pays. Les mondialisations ont toujours été en définitive à la fois le chant du cygne et le phénix du capitalisme moderne : celui-ci a toujours pu en effet renaître de ses cendres sous de nouvelles formes toujours plus développées et complexifiées, après avoir été à chaque fois lors de ses envolées littéralement consumé. Le dragon chinois saura-t-il cette fois-ci terrasser l'oiseau de feu ?



Bibliographie générale

- ABELES M. (2008), *Anthropologie de la globalisation*, Payot, Paris.
- ABRAHAM M. (1988), « Two medieval merchant guilds of South India », *South Asian Studies* 18, Manohar Publications, New Delhi.
- ABU-LUGHOD J. (1989), *Before European hegemony. The World System A.D. 1250-1350*, Oxford University Press, New York, Oxford.
- ADAMS R. MCC. (1966), *The Evolution of Urban Society : Early Mesopotamia and Prehispanic Mexico*, Aldine Transaction, Chicago.
- ADSHED S. A. M. (2004), *T'ang China : the Rise of the East in World History*, Palgrave McMillan, Basingstoke, New York.
- AGLIETTA M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- AGLIETTA M. (1986), *La Fin des devises clés*, La Découverte, Paris.
- AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (1982), *La Violence de la monnaie*, PUF, Paris.
- AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (1998), « Introduction », in *La Monnaie souveraine*, AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (dir.), Odile Jacob, Paris, p. 9-31.
- AGLIETTA M. et ORLÉAN A. (2002), *La Monnaie entre violence et confiance*, Odile Jacob, Paris.
- AGLIETTA M. et MOATTI S. (2000), *Le FMI : de l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Economica, Paris.
- AGLIETTA M. et BERREBI L. (2007), *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, Paris.
- AGLIETTA M. et RIGOT S. (2009), *Crise et rénovation de la finance*, Odile Jacob, Paris.
- ALGAZE G. (2001), « The prehistory of imperialism. The case of Uruk period Mesopotamia », in M. S. ROTHMAN (dir.), *Uruk Mesopotamia and its Neighbors. Cross-cultural Interactions in the Era of State Formation*, School of American Research, Sante Fe, James Currey, Oxford, p. 27-83.
- ALKER H. (1995), « If Not Huntington's 'Civilizations', Then Whose ? », *Review*, 18 (4), p. 33-62.
- ALLEN M. (2005), « Power is in the details : administrative technology and the growth of ancient near eastern cores », in C. CHASE-DUNN et E. N. ANDERSON (dir.) *The Historical Evolution of World-Systems*, Palgrave, New York, Londres, p. 75-91.
- ALLEN P. (1979), « The 'Justinianic' Plague », *Byzantion*, 49, p. 5-20.
- ALLEN P. (1988), « The growth of labor productivity in early modern english agriculture », *Explorations in Economic History*, 25 (1), p. 117-46.

- ALLEN R. (2004), « Mr. Lockyer Meets the Index Number Problem : The standard of Living in Canton and London in 1704 », <http://www.iisg.nl/hpw/papers/allen.pdf>
- ALLEN R. (2007), « Pessimism Preserved : Real Wages in the Industrial Revolution », Oxford University Department of Economics, <http://www.economics.ox.ac.uk/Research/wp/pdf/paper314.pdf>
- ALLEN R., BASSINO J.-P., MA D., MOLL-MURATA C. et ZANDEN J. L. VAN (2006), « Wages, prices and living standards in China, Japan, and Europe, 1738-1925 », www.econ.yale.edu/seminars/echist/eh06-07/Ma040407.pdf.
- ALLSEN T. T. (1997), « Ever closer encounters : the appropriation of culture and the apportionment of peoples in the Mongol Empire », *Journal of Early Modern History*, 1, p. 2-23.
- ALPERS E. A. (1975), *Ivory and Slaves : Changing Patterns of International Trade in East Central Africa to the Later Nineteenth Century*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles.
- AMIN S. (1981), *L'Échange inégal et la loi de la valeur. La fin d'un débat*, avec une contribution de J. C. Saigal, Anthropos, Paris (1^e éd. 1973).
- AMIN S. (1997), *Capitalism in the Age of Globalization*, Zed Press, Londres.
- ANDERSON D. G. (1994), *The Savannah River Chiefdoms : Political Change in the Late Prehistoric Southeast*, University of Alabama Press, Tuscaloosa.
- ANDERSON E. (1988), *The Food of China*, Yale University Press, New Haven.
- ANDERSON E. et ANDERSON M. (1977), « Modern China : South », in K. C. CHANG (dir.), *Food in Chinese Culture*, Yale University Press, New Haven.
- ANDERSON P. (1974), *Passages from Antiquity to Feudalism*, Verso, Londres.
- ANDERSON P. (1979), *Lineages of the Absolutist State*, Verso, Londres.
- APPADURAI A. (1986a), « Introduction : commodities and the politics of value », in A. APPADURAI (dir.), *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 3-63.
- APPADURAI A. (dir.) (1986), *The social life of things. Commodities in cultural perspective*, Cambridge University Press, Cambridge.
- APPADURAI A. (1996 [2001]), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la mondialisation*, Payot, Paris.
- APPADURAI A. (2009), *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Payot.
- ARENSBERG C., PEARSON H. W. et POLANYI K. (dir.) (1957), *Trade and Market in Early Empires*, The Free Press, Glencoe.
- ARON R. (1970), *La Philosophie critique de l'histoire*, Seuil, Paris.
- ARRIGHI G. (1994), *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of Our Times*, Verso, Londres, New York.
- ARRIGHI G. (1998), « Capitalism and the modern world-system : rethinking the nondebates of the 1970's », *Review*, XXI (1), p. 113-129.
- ARRIGHI G. (2007), *Adam Smith in Beijing : Lineages of the Twenty-First Century*, Verso, Londres.
- ARRIGHI G. et DRANGEL J. (1986), « The stratification of the World-Economy: An Explanation of the Semiperipheral Zone », *Review*, 10(1), p. 9-74.
- ARRIGHI G., AHMAD I. et SILVER B. J. (1999), *Chaos and Governance in the Modern World System*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- ARRIGHI G. et SILVER B. J. (1999), « Hegemonic transitions : a rejoinder », *Political Power and Social Theory*, 13, p. 307-315.

- ARRIGHI G. et SILVER B. J. (2001), « Capitalism and world (dis)order », *Review of International Studies*, 27, p. 257-279.
- ASHTON T. S. (1948), *The Industrial Revolution, 1760-1830*, Oxford University Press, Oxford.
- ASTON T. H. et PHILPIN C. H. E. (1985), *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge University Press, Cambridge.
- AUBIN J. (1988), « Y a-t-il interruption du commerce par mer entre le golfe Persique et l'Inde du XI^e au XIV^e siècles ? », in D. LOMBARD et J. AUBIN (dir.), *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la mer de Chine : XVIII^e-XX^e siècles*, EHESS, Paris, p. 83-90.
- BACHRACH B. S. (1973), *A History of the Alans in the West*, Minneapolis, University of Minnesota.
- BAIROCH P. (1988), *Cities and Economic Development : From the Dawn of History to the Present*, University of Chicago Press, Chicago.
- BAIROCH P. (1997), *Victoires et déboires*, Gallimard, Paris, 3 tomes.
- BALES K. (2004), *Disposable People : New Slavery in the Global Economy*, University of California Press, Berkeley.
- BARAN P. (1970), *Économie politique de la croissance*, Maspero, Paris (1^e éd. 1957).
- BARFIELD T. J. (1989), *The Perilous Frontier : Nomadic Empires and China*, Cambridge, MA., Blackwell.
- BARUA D. (1992), « History of Cholera », in *Cholera*, D. BARUA et W. B. GREENOUGH III (dir.), Plenum Medical Book Co., New York, p. 1-36.
- BAYLY C. A. (2000), « South Asia and the 'Great Divergence' », *Itinerario*, 22 (3/4), p. 89-103.
- BAYLY C. (2007), *La Naissance du monde moderne (1780-1914)*, L'Atelier, Paris.
- BEACH D. (1994), *The Shona and their Neighbours*, Blackwell, Oxford.
- BEAUJARD P. (2005), « The Indian Ocean in Eurasian and African World-Systems before the Sixteenth Century », *Journal of World History*, 16 (4), p. 411-465.
- BEAUJARD P. (2007a), « L'Afrique de l'Est, les Comores et Madagascar dans le système-monde avant le XVI^e siècle », in *L'Afrique et Madagascar*, F. RAJAONAH et D. NATIVEL (dir.), Karthala, Paris, p. 29-102.
- BEAUJARD P. (2007b), « East Africa, the Comoros Islands and Madagascar before the sixteenth century : on a neglected part of the world system », *Azania*, Vol. XLII, *The Indian Ocean as a cultural community*, p. 15-35.
- BEAUJARD P. (2009a, à paraître), « Evolution and Temporal Delimitations of Possible Bronze Age World-Systems in Western Asia, Africa and the Mediterranean », in : *Interweaving worlds : systemic interactions in Eurasia, 7th to 1st millennia B.C.*, T. WILKINSON, S. SHERRATT et J. BENNET (dir.), Oxbow.
- BEAUJARD P. (2009b, à paraître), « From three Possible Iron Age world-systems to a single Afro-Eurasian one », *Journal of World History*.
- BEAUJARD P. (2010, à paraître), *Les Mondes de l'océan Indien (4^e millénaire av. J.-C.-XVI^e siècle)*. 2 vol.
- BEKAR C. et LIPSEY R. G. (2000), *Science, Institutions, and the Industrial Revolution*, Manuscrit non publié, Lewis and Clark College/Simon Fraser University.
- BELLAH R. N. (1957), *Tokugawa Religion : The Values of Pre-Industrial Japan*, Beacon Press, Boston.
- BELLWOOD P. (2005), *First Farmers*, Blackwell, Oxford.

- BENEDICT C. (1996), *Bubonic Plague in Nineteenth-century China*, Stanford University Press, Stanford.
- BENTLEY J. H. (1993), *Old World Encounters : Cross-Cultural Contacts and Exchanges in Pre-Modern Times*, Oxford University Press, New York, Oxford.
- BENTLEY J. H. (1996), « Cross-cultural interaction and periodization in World History », *American Historical Review*, 101, p. 749-770.
- BENTLEY J. H. (1999), « Sea and ocean basins as frameworks of historical analysis », *The Geographical Review*, 89 (2), p. 215-224.
- BERG M. (1994), *The Age of Manufactures, 1700-1820*, Routledge, New York.
- BERGER L. (2004), *Les Nouvelles Ethnologies. Enjeux et Perspectives*, Armand Colin, Paris.
- BERGER L. (2006), « Les voix des ancêtres et les voies du développement. Les populations de l'Ankarana en butte à la mondialisation », numéro spécial *Quel développement à Madagascar ?*, in *Études Rurales*, 178, p. 129-160.
- BERGER S. (2003), *Notre première mondialisation*, Seuil, Paris.
- BERNANKE B. et MISHKIN F. (1997), « Inflation targeting : a new framework for monetary policy », *Journal of Economic perspectives*, 11 (2) : 97-116.
- BERRY M. E. (1999), « Was Early Modern Japan Culturally Integrated ? », in *Beyond Binary Histories : Re-Imagining Eurasia to 1830*, V. Leiberman (dir.), University of Michigan Press, Ann Arbor.
- BIHR A. (2006), *La Préhistoire du capital. Le devenir-monde du capitalisme*, t. I, Éditions Page Deux, Lausanne.
- BIRABEN J. N. Et LE GOFF J. (1975), « The plague in the Early Middle Ages », in *Biology of Man in History*, R. FORSTER et O. RANUM (dir.), Baltimore, The Johns Hopkins University Press, p. 48-80.
- BLACK J. (2000), *A New History of England*, Sutton, Phoenix Mill, UK.
- BLANTON R., KOWALEWSKI S. et FEINMAN G. (1992), « The Mesoamerican World System », *Review*, 15 (3), p. 419-426.
- BLAUT J. M. (1993), *The Colonizer's Model of the World : Geographical Diffusionism and Eurocentric History*, Guilford Press, New York et Londres.
- BLAUT J. M. (2000), *Eight Eurocentric Historians*, Guilford Press, New York.
- BLENCH R. (2008), « Bananas and plantains in Africa ; reinterpreting the linguistic evidence », communication présentée au colloque « Banana : the neglected history », WAC VI, Dublin, 28 juin 2008 (organisé par E. De Langhe, T. Denham & L. Vrydagh).
- BLOCH M. (1953), « Mutations monétaires dans l'Ancienne France », *Annales ESC*, VIII, p. 145-158.
- BLOCH M. et PARRY J. (1989), « Introduction : money and the morality of exchange », in *Money and the morality of Exchange*, BLOCH M. et J. PARRY (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 1-32.
- BLUE G. (1999), « China and Western Thought in the Modern Period », in *China and Capitalism : Genealogies of Sinological Knowledge*, T. BROOK et G. BLUE (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 57-109.
- BOIS G. (1976), *Crise du féodalisme*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- BOLIN S. (1953), « Mohammed, Charlemagne and Ruric », *Scandinavian Economic History Review*, 1, p. 5-39.
- BOND G., KROMER B., BEER J., MUSCHELER R., EVANS M. N., SHOWERS W., HOFFMANN S., LOTTI-BOND R., IRKA HAJDAS I., et BONANI G. (2001), « Persistent Solar Influence on North Atlantic Climate During the Holocene », *Science*, vol. 294, p. 2130-2136.

- BORDO M. (1981), « The classical gold standard. Some lessons for today », *Federal Reserve Bank of Saint-Louis Review*, 23 (5), p. 2-17.
- BORDO M. (1990), « The Lender of Last Resort : Alternative Views and Historical Experience », *Federal Reserve Bank of Richmond Economic Review*, January-February, p. 18-27.
- BORDO M. et EICHENGREEN B. (dir.) (1993), *A Retrospective of the Bretton Woods System*, National Bureau of Economic Research, University of Chicago Press, Chicago.
- BOSERUP E. (1998), *The Conditions of Agricultural Growth. The Economics of Agrarian Change Under Population Pressure*, Earthscan Publications Ltd., London (1^e éd. 1965).
- BOSWORTH A. (1995), « World Cities and World Economic Cycles », in *Civilizations and World Systems. Studying World-Historical Change*, S. K. SANDERSON (dir.), Altamira Press, Walnut Creek, London, New Delhi, p. 206-227.
- BOULNOIS L. (2001), *La Route de la Soie. Dieux, Guerriers et Marchands*, Ed. Olizane, Genève.
- BOYER R. (1986), *La Théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris.
- BOYER R. (2004), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, O. Jacob, Paris.
- BOYER R. (2005), « How and why capitalisms differ », *Economy and Society*, 34 (4), p. 509-557.
- BOYER-XAMBEU M.-T., DELEPLACE G. et GILLARD L. (1986), *Monnaie privée et pouvoir des princes*, CNRS/Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- BRAUDEL F. (1946), « Monnaies et civilisations de l'or du Soudan à l'argent d'Amérique : un drame méditerranéen », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 1, p. 9-22.
- BRAUDEL F. (1990 [1949]), *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 3 tomes, Armand Colin, Paris.
- BRAUDEL F. (1969), *Écrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris.
- BRAUDEL F. (1979), *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, XI^e-XVIII^e siècle. T. 1. Les Structures du Quotidien, T.2. Les Jeux de l'Echange, T. 3. Le Temps du Monde*, Armand Colin, Paris.
- BRAUDEL F. (1982, 1984), *Civilization and Capitalism, 15th-18th Century, vol. II : The Wheels of Commerce, vol. III : The Perspective of the World*, Harper & Row, New York.
- BRAUDEL F. (1985), *La Dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris.
- BRAY F. (1997), *Technology and Gender : Fabrics of Power in Late Imperial China*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles.
- BRENDER A. et PISANI F. (1997), *Les Taux d'intérêt*, Economica, Paris.
- BRENDER A. et PISANI F. (2007), *Les Déséquilibres financiers internationaux*, La Découverte, Paris.
- BRENNER R. (1976), « Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe », *Past and Present*, 70, p. 30-75.
- BRENNER R. (1985), « The agrarian roots of European capitalism », in *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, T. H. Aston et C. H. E. PHILPIN (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 213-327 (publié en 1982 dans *Past and Present*, 97, p. 16-113).
- BRESSON A. (2000), *La Cité marchande*, Ausonius, Bordeaux.
- BRETON S. (2002), « Présentation. Monnaie et économie des personnes », *L'Homme*, 162, « Questions de monnaie », p. 13-26.
- BRINLEY T. (1985a), « Escaping from constraints : the industrial revolution in a malthusian context », *Journal of Interdisciplinary History*, 15 (4), p. 729-753.

- BRINLEY T. (1985b), « Food supply in the United Kingdom during the industrial revolution », in *The Economics of the Industrial Revolution*, J. MOKYR, (dir.), Rowman and Littlefield, Totowa, NJ, p. 137-150.
- BRITNELL R. H. (1993), *The Commercialisation of English Society 1000-1500*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BRITNELL R. H. (1993), « Commerce and capitalism in late medieval England : problems of description and theory », *Journal of Historical Sociology*, 6, p. 359-376.
- BRITNELL R. H. (1996), *The Commercialisation of English Society, 1000-1500*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BRITNELL R. H. et CAMPBELL B. M. C. (dir.) (1995), *A Commercialising Economy*, University of Manchester Press, Manchester.
- BROKAW C. (2007), *Commerce in Culture : the Sibao book Trade in Qing and Republican China*, Harvard University Press, Cambridge.
- BROOK T. (1982), « The spread of rice cultivation and rice technology into the Hebei region in the Ming and Qing », in *Explorations in the History of Science and Technology in China*, Li GUOHAO *et al.* (dir.), Classics Publishing House, Shanghai, p. 659-690.
- BROOK T. (1998), *The Confusions of Pleasure – Commerce and Culture in Ming China*, University of California Press, Berkeley.
- BRUHNS H. (2001), « La ville bourgeoise et l'émergence du capitalisme moderne. Max Weber : *Die Stadt* (1913/1914-1921) », in *La Ville des sciences sociales*, B. LEPETIT et C. TOPALOV (dir.), Belin, Paris, p. 47-78.
- BRUHNS H. (2004), « Max Weber, Économie antique et science économique moderne », *Cahiers du Centre de Recherche Historique*, 34, p. 31-45.
- BUKHARIN N. (1973 [1915]), *Imperialism and World Economy*, Monthly Review Press, New York.
- BULLIET R. W. (1975), *The Camel and the Wheel*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.
- BURGUIÈRE A. (2006), *L'École des Annales. Une histoire intellectuelle*, O. Jacob, Paris.
- BURKE E. III (1995), « Marshall G. S. Hodgson and the Hemispheric Interregional Approach to World History », *Journal of World History*, 6, p. 237 – 250.
- BUTCHER K. (1893), *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, Verlag der H. Laupp'shen Buchhandlung, Tübingen.
- CAHILL D. (à paraître), « Structure and Agency in the Collapse of the Inca Empire », in P. McANANY et N. YOFFEE (dir.), *Questioning Collapse : Human Resiliency, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge University Press, New York.
- CAILLEUX A. (1980), « L'allure hyperbolique des dévaluations monétaires », *Revue de Synthèse*, 99-100, p. 251-266.
- CAIRNCROSS A. K. (1953), *Home and Foreign investments*, Cambridge University Press, Cambridge.
- CALLEO D. (1987), *Beyond American Hegemony : The Future of the Western Alliance*, Basic Books, New York.
- CAMERON R. (1989), *A Concise Economic History of the World from Paleolithic Times to the Present*, Oxford University Press, Oxford, New York.
- CAMPBELL M. B. (1988), *The Witness and the Other World : Exotic European Travel Writing, 400- 1600*, Cornell University Press, Ithaca.
- CAMPBELL B. (2005), *Factor markets in England before the Black Death*, paper contributed to the workshop of the Global Economic History Network « Rise, organization and institutional framework of factor markets », Utrecht.

- CARDWELL D. S. L. (1972), *Turning Points in Western Technology*, Science History Publications, New York (3^e éd.).
- CARNEIRO R. L. (2000), *The Muse of History and the Science of Culture*, Kluwer Academic/Plenum Publishers, New York.
- CARROLL-BURKE P. (2001), « Tools, instruments, and engines : getting a handle on the specificity of engine Science », *Social Studies of Science*, 31 (4), p. 593-625.
- CASSON L. (dir.) (1989), *Periplus Maris Erythraei*, Princeton University Press, Princeton.
- CASTELLS M. (2000), *The Rise of the Network Society*, Blackwell, Oxford (2^e éd.).
- CHANDLER T. (1987), *Four Thousand Years of Urban Growth : An Historical Census*, The Edwin Mellen Press, Lewiston, Queenston, Lampeter.
- CHASE-DUNN C. (1998), *Global Formation*, Rowman et Littlefield, Lanham, MD.
- CHASE-DUNN C. (2004), « Modeling dynamic nested networks in pre-Columbian North America », Communication présentée à l'Atelier « Analyzing complex macrosystems as dynamic networks », Santa Fe Institute, 29-30 avril.
- CHASE-DUNN C. et HALL T. D. (dir.) (1991), *Core/Periphery Relations in Precapitalist Worlds*, Boulder, Westview Press.
- CHASE-DUNN C. et HALL T. D. (1997), *Rise and Demise. Comparing World-Systems*, Westview Press, Boulder.
- CHASE-DUNN C. et HALL T. D. (1998), « Ecological degradation and the evolution of world systems », *Journal of World Systems Research*, 3, p. 403-431.
- CHASE-DUNN C. et HALL T. D. (2000), « Comparing world-systems to explain social evolution », in *World System History. The Social Science of Long-Term Change*, R. A. DENEMARK, J. FRIEDMAN, B. K. GILLS et G. MODELSKI (dir.), Routledge, Londres, New York, p. 85-111.
- CHASE-DUNN C., KAWANO Y et BREWER B.B., (2000), « Trade Globalization since 1975 : waves of integration in the World-System », *American Sociological Review*, vol. 65, n° 1, p. 77-98.
- CHASE-DUNN C. et LERRO B. (2005), *Social Change : World Historical Social Transformations*, Allyn et Bacon, Boston.
- CHASE-DUNN C. et MANN K. M. (1998), *The Wintu and Their Neighbors : a very Small World-System in Northern California*, University of Arizona Press, Tucson.
- CHASE-DUNN C. et MANNING S. E. (2002), « City Systems and World Systems : Four Millennia of City Growth and Decline », *Cross Cultural Research*, 36 (4), p. 379-398.
- CHASE-DUNN C., MANNING S. et HALL T. D. (2000), « Rise and fall : East-West synchrony and Indic exceptionalism reexamined », *Social Science History*, 24, 4, p. 727-754.
- CHASE-DUNN C., PASCIUTI D., ALVAREZ A., et HALL T. D. (2006), « Growth/Decline Phases and Semiperipheral Development in the Ancient Mesopotamian and Egyptian World-Systems », in *Globalization and Global History*, B. K. GILLS et W. R. THOMPSON (dir.), Routledge, Londres, p. 114-138.
- CHASE-DUNN C. et WILLARD A. (1993), « Systems of cities and world-systems : settlement size hierarchies and cycles of political centralization, 2000 BC-1988AD », Communication présentée au Colloque de l'International Studies Association, 24-27 mars, Acapulco.
- CHAUDHURI K. N. (1985), *Trade and Civilisation in the Indian Ocean : an Economic History from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, Cambridge.
- CHAUDHURI K. N. (1990), *Asia Before Europe. Economy and Civilisation in the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, Cambridge.

- CHAUDHURI K. N. (1991), « Reflections on the Organizing Principle of Premodern Trade », in : *The Political Economy of Merchants empires*, J. D. TRACY (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, New York, Port Chester, Melbourne, Sydney, p. 421-442.
- CHEW S. C. (2001), *World Ecological Degradation. Accumulation, Urbanization, and Deforestation 3000 B.C.-A.D. 2000*, Altamira, Walnut Creek.
- CHILDE V. G. (1942/1960), *What Happened in History*, Penguin, Harmondsworth.
- CHOW K.-W. (2003), *Publishing, Culture, and Power in Early Modern China*, Stanford University Press, Stanford, CA.
- CHRISTIAN D. (2000), « Silk roads or steppe roads ? The silk roads in World History », *Journal of World History*, 11 (1), p. 1-26.
- CITTON Y. (2007), « L'Ordre économique de la mondialisation libérale : une importation chinoise dans la France des Lumières ? », *Revue Internationale de Philosophie*, 1, p. 9-32.
- CLARK G. (1991), « Land Productivity in English Agriculture, 1300-1860 », in *Agricultural Productivity in the European Past*, B. M. S. CAMPBELL et M. OVERTON (dir.), Manchester University Press, Manchester, p. 211-235.
- CLARK G. (1996), « The Political Foundations of Modern Economic Growth : England 1540-1800 », *Journal of Interdisciplinary History*, 26 (4), p. 587-588.
- CLARK G. (2000), « The meaning of the Industrial Revolution », manuscrit non publié, Department of Economics, University of California, Davis.
- CLARK G. (2002), « Land rental values and the agrarian economy : England and Wales, 1500 – 1914 », *European Review of Economic History* 6: 3.
- CLARK G. (2007), « The Long March of History : Farm Wages, Population, and Economic Growth, England 1209-1869 », *Economic History Review*, 60 (1), p. 97-135.
- CLARK G. (2007), *A Farewell to Alms : A Brief Economic History of the World*, Princeton University Press, Princeton, NJ.
- CLARK G., HUBERMAN M. et LINDERT P. (1995), « A british food puzzle, 1770-1850 », *Economic History Review*, 48 (1), p. 215-237.
- CLARK H. R. (1991), *Community, Trade, and Networks : Southern Fujian Province from the Third to the Thirteenth Century*, Cambridge University Press, Cambridge.
- CLARKE J. (1997), *Oriental Enlightenment : the Encounter between Asian and Western Thought*, Routledge, London.
- CLIFF A., HAGGETT P. et SMALLMAN-RAYNOR M. (1993), *Measles : An Historical Geography of a Major Human Viral Disease*, Blackwell, Oxford.
- CLIFFORD J. (1997), *Routes : Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- COLLINS R. (1998), *The Sociology of Philosophies*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- CONSTABLE O. R. (1994), *Trade and Traders in Muslim Spain : The Commercial Realignment of the Iberian Peninsula, 900-1500*, Cambridge University Press, Cambridge.
- CONTAMIN R. (2000), « Transformations des structures financières et crises. Les années 1990 au regard de l'étalon or classique », Thèse d'économie, Paris-X.
- COOK G. C. (1996), « The Asiatic Cholera : An historical determinant of human genomic and social structure », in *Cholera and the Ecology of Vibrio cholerae*, B. S. DRASAR et B. D. FORREST (dir.), Chapman et Hall, London, p. 18 -53.
- COOPER R.N. (1982), « The Gold Standard : historical facts and future prospects », *Brookings Papers on Economic Activity*, 1, p. 1-56.
- COQUERY-VIDROVITCH C. (1999), *L'Afrique et les Africains au XIX^e siècle. Mutations, révolutions, crises*, Armand Colin, Paris.

- COSMO N. (1999), « State Formation and Periodization in Inner Asian History », *Journal of World History*, 10 (1), p. 1-40.
- CRAFTS N. (1985), *British Economic Growth During the Industrial Revolution*, Oxford University Press, Oxford.
- CRAFTS N. F. R. et HARLEY C. K. (1992), « Output Growth and the industrial revolution : a restatement of the Crafts-Harley View », *Economic History Review*, 45, p. 703-730.
- CRONE P. (1989), *Pre-Industrial Societies*, Blackwell, Oxford.
- CROSBY A. (1997), *The Measure of Reality : Quantification and Western Society 1250-1600*, Cambridge University Press, Cambridge.
- CROSLAND M. (dir.), 1969, *Science in France in the Revolutionary Era, described by Thomas Brugge*, Society for the History of Technology/MIT Press, Cambridge.
- CUMINGS B. (1997), « Japan and Northeast Asia into the Twenty-first Century », in : *Network Power : Japan and Asia*, Cornell University Press, Ithaca.
- CURTIN P. D. (1998a), *Cross-Cultural Trade in World History*, Cambridge University Press, Cambridge (1^e éd. 1984).
- CURTIN P. D. (1998b), *The Rise and Fall of the Plantation Complex : Essays in Atlantic History*, Cambridge University Press, Cambridge, New York (1^e éd., 1990).
- DAMON F. (1990), *From Muyuw to the Trobriands: Transformations Along the Northern Side of the Kula Ring*, University of Arizona Press, Tucson.
- DAVIDS K. (1995), « Shifts of technological leadership in early modern Europe », in *A Miracle Mirrored : The Dutch Republic in European Perspective*, K. DAVIDS et J. LUCASSEN, Cambridge University Press, Cambridge, p. 329-365.
- DEBEIR J.-C., DELEAGE J.-P. et HEMERY D. (1991), *In the Servitude of Power : Energy and Civilization through the Ages*, Zed, Londres.
- DENEMARK R., FRIEDMAN J., GILLS B. K. et MODELSKI G. (dir.) (2000), *World-System History : The Social Science of Long-Term Change*, Routledge, Londres.
- DENG Gang (1993), *Development Versus Stagnation : Technological Continuity and Agricultural Progress in Pre-Modern China*, Greenwood, Westport, Conn.
- DENG Gang (1999), *The Premodern Chinese Economy. Structural Equilibrium and Capitalist Sterility*, Routledge, Londres.
- DERGACHEV V. A. et GEEL B. Van (2004), « Large-scale periodicity of climate change during the Holocene », in *Impact of the Environment on Human Migration in Eurasia*, E. M. SCOTT, A. Y. ALEKSEEV et G. ZAITSEVA (dir.), Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, Boston, Londres, p. 159-183.
- DESCOLA P. (2004), *Par delà Nature et Culture*, Gallimard, Paris
- DIAMOND J. (1997), *Guns, Germs and Steel : The Fates of Human Societies*, Norton, New York.
- DIAMOND J. (2000), *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Gallimard, Paris (1^e éd. 1997).
- DIAMOND S. (2006), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Folio Gallimard, Paris.
- DOBB M. et SWEETZ P. (1977), *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*, 2 tomes, Maspero, Paris.
- DOBBS B. J. T. et JACOB M. (1995), *Newton and the Culture of Newtonianism*, Humanities Press, Atlantic Highlands, NJ.
- DOLS M. W. (1977), *The Black Death in the Middle East*, Princeton University Press, Princeton.
- DUDLEY L. (1991), *The Word and the Sword*, Basil Blackwell, Cambridge, MA.

- DUMONT L. (1983), « Préface », in *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, K. POLANYI, Gallimard, Paris, p. I-XIX.
- DUMONT L. (1983), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Éditions du Seuil, Paris.
- DUNN R. E. (1986), *The Adventures of Ibn Battuta : A Muslim Traveler of the 14th Century*, University of California Press, Berkeley.
- DUNNELL R. W. (1984), « Who Are the Tanguts ? Remarks on Tangut Ethnogenesis and the Ethnonym Tangut », *Journal of Asian History*, 18, p. 78-89.
- DUNNELL R. W. (1992), « Politics, Religion, and Ethnicity in Eleventh Century Xia : The Construction of Tangut Identity in the 1094 Wuwei Stele Inscription », *Central and Inner Asian Studies*, 7, p. 61-114.
- DUNNELL R. W. (1994), « The Hsi Hsia », in : *The Cambridge History of China*, vol. 6, H. FRANKE et D. TWITCHETT (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 154-214.
- DUNNELL R. W. (1996), *The Great State of White and High : Buddhism and State Formation in Eleventh-Century Xia*, University of Hawaii Press, Honolulu.
- DURKHEIM E. (1964), *The Rules of Sociological Method*, Free Press, New York.
- DURKHEIM E. (1984), *The Division of Labor in Society*, Free Press, New York.
- EDENS C. (1993), « Comments » (à l'article de A. G. Frank), *Current Anthropology*, 34 (4), p. 408-409.
- EICHENGREEN B., (1985), *The Gold Standard in Theory and History*, Methuen, New York.
- EICHENGREEN B. (1987), « Conducting the International Orchestra : Bank of England leadership under the classical Gold Standard », *Journal of International Money and Finance*, 6: 5-29.
- EICHENGREEN B. (1994), *International Monetary Arrangements for the 21st Century*, Brookings Institution, Washington D.C.
- EICHENGREEN B. (2004), « Global imbalances and the lessons of Bretton Woods », *Économie internationale*, 100, p. 39-50.
- EINZIG P. (1970), *The History of Foreign Exchange*, Macmillan, Londres.
- EISENSTADT S. N. (2000), « Multiple Modernities », *Daedalus*, 129 (1), p. 1-30.
- EISENSTEIN E. (2005), *The Printing Revolution in Early Modern Europe*, 2^e éd., Cambridge University Press, New York.
- EKHOLM K. (1972), *Power and Prestige. The Rise and Fall of the Kongo Kingdom*, Skriv Service AB, Uppsala.
- EKHOLM-FRIEDMAN K. (2005), « Structure, dynamics, and the final collapse of bronze age civilization », in *Hegemonic Declines : Present and Past*, J. FRIEDMAN et C. CHASE-DUNN (dir.), Boulder, Paradigm, p. 51-87.
- EKHOLM K. et FRIEDMAN J. (1993), « 'Capital' imperialism and exploitation in ancient World Systems », in : *The World System : Five Hundred Years or Five Thousands ?*, A. G. FRANK et B. K. GILLS (dir.), Routledge, Londres, New York, p. 59-80 (et avant dans *Review*, IV, 1, 1982, p. 87-109).
- EKHOLM-FRIEDMAN K. et FRIEDMAN J. (2007), *Historical Transformations : The Anthropology of Global Systems*, Altamira Press, Walnut Creek.
- ELMAN B. (1984), *From Philosophy to Philology : Intellectual and Social Aspects of Change in Late Imperial China*, Council on East Asian Studies, Harvard University, Cambridge, Ma.
- ELMAN B. (2005), *On Their Own Terms : Science in China, 1550-1900*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

- ELMAN B. et WOODSIDE A. (dir.) (1994), *Education and Society in Late Imperial China, 1600-1900*, University of California Press, Berkeley.
- ELVIN M. (1973), *The Pattern of the Chinese Past : A Social and Economic Interpretation*, Stanford University Press, Stanford.
- ELVIN M. (1993), « Three Thousand Years of Unsustainable Growth : China's Environment from Archaic Times to the Present », *East Asian History*, 6, p. 7-46.
- ELVIN M. (1996), « Skills and Resources in Late Traditional China », in *Another History : Essays on China from a European Perspective*, M. ELVIN (dir.), University of Sydney, Wild Peony, Sydney.
- ELVIN M. (2004), « Some Reflections on the Use of 'Styles of Scientific Thinking' to Disaggregate and Sharpen Comparisons Between China and Europe from Song to mid-Qing Times (960-1850 CE) », *History of Technology*, vol. 25, Institute of Historical Research, London.
- EPSTEIN S. R. (2000), *Freedom and Growth : The Rise of States and Markets in Europe, 1300-1750*, Routledge, London.
- EPSTEIN S. R. (2006), « The Rise of the West », in : *An Anatomy of Power : The Social Theory of Michael Mann*, J. A. HALL et R. SCHROEDER (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 233-262.
- EPSTEIN S. R. (2008), « Craft Guilds, Apprenticeship, and Technological Change in Pre-industrial Europe », in *Guilds, Innovation, and the European Economy, 1400-1800*, S. R. EPSTEIN et M. PRAK (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 52-80.
- EPSTEIN S. R. (dir.) (2001), *Town and Country in Europe*, Cambridge University Press, Cambridge.
- EPSTEIN S. R. et PRAK M. (dir.) (2008), *Guilds, Innovation and the European Economy 1400-1800*, Cambridge University Press, Cambridge.
- EYMARD-DUVERNAY F. (2007), « Les institutions de valorisation des biens et du travail », Actes Théorie de la valeur et sciences sociales, 19 et 20 janvier 2007, Université de Paris-X-Nanterre, ÉconomiX, Fédération Capitalisme(s) et Démocratie(s).
- FANG Z., TIEWAN H., RUI J. et XING F. (2000), « Capitalism during the Early and Middle Qing (2) », in *Chinese Capitalism 1522-1840*, X. DIXIN et W. CHENGMING (dir.), éd. C. A. Curwen, Macmillan, London.
- FEINSTEIN C. H. (1998), « Pessimism perpetuated : Real Wages and the standard of living in Britain during and after the industrial revolution », *Journal of Economic History*, 58 (3), p. 625-58.
- FERNANDEZ-ARMESTO F. (1996), *Millennium : A History of the Last Thousand Years*, Touchstone, New York.
- FERNANDEZ-ARMESTO F. (2006), *The World : A History, Volume One : To 1500, Volume Two : Since 1300*, Prentice Hall, Upper Saddle River.
- FINDLAY R. et O'ROURKE K. (2007), *Power and Plenty. Trade, War, and the World Economy in the Second Millennium*, Princeton University Press, Princeton, Oxford.
- FINGLETON E. (1995), *Blindside : Why Japan Is Still on Track to Overtake the US by the Year 2000*, Houghton Mifflin, Boston.
- FLANDREAU M. (1985), *L'Or du monde : la France et la stabilité du système monétaire international 1848-1914*, L'Harmattan, Paris.
- FLETCHER J. (1995), *Studies on Chinese and Islamic Inner Asia*, Brookfield, VT: Variorum.
- FLINN M. W. (1984), *The History of the British Coal Industry. Volume II. 1790-1830 : The Industrial Revolution*, Clarendon Press, Oxford.
- FLYNN D. et GIRALDEZ A. (1995), « Born with a silver spoon : the origin of world trade in 1571 », *Journal of World History*, vol. 6, n° 2, p. 201-221.

- FLYNN D. et GIRALDEZ A. (2002), « Cycles of Silver : Global Economic Unity through the Mid-Eighteenth Century », *Journal of World History*, 13(2), p. 391-427.
- FLYNN D., GIRÁLDEZ A. et VON GLAHN R. (dir.) (2003), *Global Connections and Monetary History, 1470-1800*, Aldershot.
- FOLTZ R. (1999), *The Religions of the Silk Road, Overland trade and Cultural Exchanges From Antiquity to the 16th Century*, St Martins Griffin, New York.
- FOUCAULT M. (2004a), *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France 1977*, Gallimard, Paris.
- FOUCAULT M. (2004b), *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978*, Gallimard, Paris.
- FOSSIER R. (1982), *Le Moyen Âge, les mondes nouveaux 350-950*, Armand Colin, Paris.
- FRANK A. et THOMPSON W. (2005), « Afro-Eurasian Bronze Age Economic Expansion and Contraction Revisited », *Journal of World History*, 16(2), p. 115-172.
- FRANK A. G. (1970), *Le Développement du sous-développement*, Maspero, Paris.
- FRANK A. G. (1993), « Bronze Age World System Cycles », *Current Anthropology*, 34 (4), p. 383-405 et 419-430.
- FRANK A. G. (1998), *ReOrient : Global Economy in the Asian Age*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London.
- FRANK A. G. et GILLS B. K. (dir.) (1993), *The World System : Five Hundred Years or Five Thousands ?*, Routledge, London, New York.
- FRANK A. G. et GILLS B. K. (1993), « The 5 000-year World System. An interdisciplinary introduction » (a), « Rejoinder and conclusions » (b), in *The World System : Five Hundred Years or Five Thousands ?*, A. G. FRANK et B. K. GILLS (dir.), Routledge, London, New York, p. 3-55, et 297-307.
- FRANK A. G. et GILLS B. K. (2000), « The five thousand year world system in theory and praxis », in *World System History. The social science of long-terme change*, R. A. DENEMARK, J. FRIEDMAN, B. K. GILLS et G. MODELSKI (dir.), Routledge, London, New York, p. 3-23.
- FRANKEL H. (1977), *Money : Two Philosophies. The Conflict of Trust and Authority*, Basil Blackwell, Oxford.
- FRIEDMAN J. (1994), *Cultural Identity and Global Process*, Sage, London.
- FRIEDMAN J. (2000), « Concretizing the continuity argument in global systems analysis », in *World System History. The social science of long-terme change*, R. A. DENEMARK, J. FRIEDMAN, B. K. GILLS et G. MODELSKI (dir.), Routledge, London, New York, p. 133-152.
- FRIEDMAN J. (2002), « From roots to routes : tropes for trekkers », *Anthropological Theory*, vol. 2(1), p. 21-36.
- FRIEDMAN J. (2004), « Globalization », in *Companion to the Anthropology of Politics*, D. NUGENT et J. VINCENT (dir.), Blackwell, London, p. 179-197.
- FRIEDMAN J. (2005), « Plus ca change ? On not learning from history », in *Hegemonic Declines : Present and Past*, J. FRIEDMAN et C. CHASE-DUNN (dir.), Paradigm, Boulder, p. 89-114.
- FRIEDMAN J. et CHASE-DUNN C. (dir.), (2005), *Hegemonic Declines : Past and Present*, Paradigm Press, Boulder.
- FRIEDMAN J. et ROWLANDS M. (1977), *The Evolution Of Social Systems*, Duckworth, London, NewYork.
- FRIEDMAN J. B. (1981), *The Monstrous Races in Medieval Art and Thought*, Harvard University Press, Cambridge.
- FRIEDMAN J. B. (1994), « Cultural Conflicts in Medieval World Maps », in *Implicit Understandings : Observing, Reporting, and Reflecting on the Encounters between*

- Europeans and Other Peoples in the Early Modern Era*, S. B. SCHWARTZ (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 64-95.
- FULLER D. Q. (2006), « Agricultural Origins and Frontiers in South Asia : A Working Synthesis », *Journal of World Prehistory*, 20, p. 1- 86.
- GABBEY A. (1993), « Between *ars* and *philosophia naturalis* : Reflections on the Historiography of early Modern Mechanics », in *Renaissance and Revolution*, J. V. FIELD et F. A. J. L. JAMES (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 133-145.
- GABORIEAU M. (1995), « L'islamisation de l'Inde et de l'Asie orientale », in *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval*, J. C. GARCIN, M. BALIVET, T. BIANQUIS, H. BRESCH, J. CALMARD, M. GABORIEAU, P. GUICHARD, J.-L. TRIAUD (dir.), PUF, Paris, p. 431-459.
- GATES H. (1996), *China's motor – A thousand years of petty capitalism*, Cornell University Press, New York.
- GERERTZ C. (1963), *Agricultural Involution : the Process of Ecological Change in Indonesia*, University of California Press, Berkeley.
- GELLNER, E. (1981), *Muslim Societies*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GELLNER E. (1989), *Plough, Sword, and Book*, University of Chicago Press, Chicago.
- GERNET J. (1995), *Buddhism in Chinese Society : An Economic History from the Fifth to the Tenth Centuries*, trad. F. Verellen, Columbia University Press, New York.
- GERNET J. (1999), *Le Monde chinois*, Armand Colin, Paris (1^{er} éd. 1972).
- GIDDENS A. (1987), *The Nation-State and Violence*, University of California Press, Berkeley.
- GIDDENS A. (1990 [1994]), *Les Conséquences de la modernité*, L'Harmattan, Paris.
- GILLS B. K. (1995), « Capital and Power in the Processes of World History », in *Civilizations and World Systems. Studying World-Historical Change*, S. K. SANDERSON (dir.), Altamira Press, Walnut Creek, London, New Delhi, p. 136-162.
- GILLS B. K. (2002), « World system analysis, historical sociology and international relations : the difference a hyphen makes », in S. HOBDEN et J. HOBSON (dir.), *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge University Press, Cambridge, p 141-161.
- GILLS B. K. (2003), « Globalization as Global History : introducing a dialectical analysis », in *Rethinking Global Political Economy : Emerging Issues, Unfolding Odysseys*, M. A. TETREAU, R. A. DENEMARK, K. P. THOMAS et K. BURCH (dir.), Routledge, London, p. 89-108.
- GILLS B. K. et FRANK A. G. (1993 a et b), « The cumulation of accumulation » (a), « World System cycles, crises, and hegemonic shifts, 1700 BC to 1700 AD » (b), in *The World System : Five Hundred Years or Five Thousands ?*, A. G. FRANK et B. K. GILLS (dir.), Routledge, London, New York, p. 81-114, et 143-199.
- GILLS B. K. et THOMPSON W. (dir.), (2006), *Globalization and Global History*, Routledge, London.
- GIRAUD P.-N. (2008), *La Mondialisation. Émergences et fragmentations*, Sciences Humaines éditions, Paris.
- GLAHN R. von (1996), *Fountain of Fortune : Money and Monetary Policy in China, 1000-1700*, University of California Press, New-York.
- GLASSNER J. J. (2001), « Peut-on parler de monnaie en Mésopotamie au III^e millénaire avant notre ère ? », in *Aux origines de la monnaie*, A. TESTARD (dir.), Éditions Errance, Paris, p. 61-72.
- GLASSNER J.-J. (2002), *La Mésopotamie*, Les Belles Lettres, Paris.

- GLOVER I. C. (1996), « The archaeological evidence for early trade between South and Southeast Asia », in : *The Indian Ocean in Antiquity*, J. READE (dir.), Kegan Paul, London, New-York, p. 365-402.
- GODELIER M. (1996), *L'Énigme du don*, Fayard, Paris.
- GOITEIN S. D. (1954), « From the Mediterranean to India. Documents on the trade to India, South Arabia, and East Africa from the eleventh and twelfth centuries », *Speculum. A Journal of Mediaeval Studies*, XXIX, 2 (1), p. 181-197.
- GOITEIN S. D. (1967-1993), *A Mediterranean Society : The Jewish Communities of the Arab World as Portrayed in the Documents of the Cairo Geniza*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 6 vol. (vol. 6 avec P. Sanders).
- GOLDSTONE J. A. (1987), « Cultural orthodoxy, risk, and innovation : the divergence of East and West in the Early Modern World », *Sociological Theory*, 5, p. 119-135.
- GOLDSTONE J. A. (1991), *Revolution and Rebellion in the Early Modern World*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London.
- GOLDSTONE J. A. (1996), « Gender, Work, and Culture : Why the Industrial Revolution came Early to England and Late to China », *Sociological Perspectives*, 20, p. 1-22.
- GOLDSTONE J. A. (1998), « The Problem of the 'Early Modern' World », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 41, p. 249-284.
- GOLDSTONE J. A. (2000a), « The Rise of the West - or Not ? A Revision to Socio-economic History », *Sociological Theory*, 18, p. 157-194.
- GOLDSTONE J. A. (2000b), « Whose Measure of Reality ? », *American Historical Review*, 105, p. 501-508.
- GOLDSTONE J. A. (2002), « Efflorescences and economic growth in World History : rethinking the 'Rise of the West' and the industrial revolution », *Journal of World History*, 13 (2), p. 323-389.
- GOLDSTONE J. A. (2006), « Europe's Peculiar Path : Would the World be 'Modern' if William III's Invasion of England in 1688 had Failed ? », in *Unmaking the West : What-if? Scenarios that Rewrite World History*, N. LEBOW, G. PARKER, et P. TETLOCK (dir.), University of Michigan Press, Ann Arbor, MI, p. 168-196.
- GOLDSTONE J. A. (2008), *Why Europe ? The Rise of the West in World History 1500-1850*, McGraw Hill Higher Education.
- GOODHART C. (1988), *The Evolution of Central Banks*, MIT Press, Cambridge.
- GOODY J. (1971), *Technology, Tradition and the State in Africa*, Hutchinson, London.
- GOODY J. (1999), *L'Orient en Occident*, Seuil, Paris (1^e éd. 1996).
- GOODY J. (2000), *Famille et mariage en Eurasie*, PUF, Paris.
- GOODY J. (2004), *Capitalism and Modernity : The Great Debate*, Polity Press, Cambridge, Malden.
- GOODY J. (2007), *The Theft of History*, Cambridge University Press, Cambridge, New York.
- GOODY J. (2009), *Renaissances : the one or the many ?*, Cambridge University Press, Cambridge, New York.
- GORDON D. (1988), « The Global Economy : new edifice or crumbling foundations ? », *New Left Review*, 168, p. 24 – 65.
- GOTTFRIED R. S. (1983), *The Black Death : Natural and Human Disaster in Medieval Europe*, Collier Macmillan, New York.
- GOUDSBLOM J. (1992), *Fire and Civilization*, Allen Lane, London.
- GRANTHAM G. (1993), « Division of labour : agricultural productivity and occupational specialization in pre-industrial France », *Economic History Review*, 46 (3), p. 478-502.

- GRANTHAM G. (1999), « Contra Ricardo : on the Macroeconomics of Europe's Agrarian Age », *European Review of Economic History*, 3, p. 199-232.
- GRATALOUP C. (2007), *Géohistoire de la mondialisation, le temps long du monde*, Armand Colin, Paris.
- GRÉGOIRE De Tours (1916) [VI^e siècle], *History of the Franks*, trad. E. Bréhaut, Columbia University Press, New York.
- GREIF A. (2006), *Institutions and the Path to the Modern Economy : Lessons from Medieval Trade*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GROVE R. (1995), *Green Imperialism : Colonial Expansion, Tropical Island Edens, and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GRUZINSKI S. (2004), *Les Quatre Parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Éditions de La Martinière, Paris.
- GURRIA A. (dir.), (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.
- HABIB I. (1990), « Merchant communities in precolonial India », in *The Rise of Merchant Empires : Long-Distance Trade in the Early Modern World, 1350-1750*, J. D. TRACY (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 371-399.
- HALL J. A. (2001), « Confessions of a Eurocentric », *International Sociology*, 16 (3), p. 495-503.
- HALL K. R. (1985), *Maritime Trade and State Development in Early Southeast Asia*, University of Hawaii Press, Honolulu.
- HALL T. D. (1998), « The Effects of Incorporation into World-Systems on Ethnic Processes : Lessons from the Ancient World for the Contemporary World », *International Political Science Review*, 19 (3) (juillet), p. 251-267.
- HALL T. D. (dir.) (2000), *A World-Systems Reader : New Perspectives On Gender, Urbanism, Cultures, Indigenous Peoples, And Ecology*, Rowman and Littlefield, Lanham, MD.
- HALL T. D. (2005), « Mongols in World-System History », *Social Evolution & History*, 4 (2) (septembre), p. 89-118.
- HALL T. D. (2006), « [Re] peripheralization, [re] incorporation, frontiers and non-state societies. Continuities and discontinuities in globalizing processes », in *Globalization and Global History*, B. K. Gills et W. R. Thompson (dir.), Routledge, London, p. 96-113.
- HALLIDAY F. (1986), *The Making of the Second Cold War*, Verso, London.
- HAMASHITA T. (1997), « The Intra-Regional System in East Asia in Modern Times », in : *Network Power : Japan and Asia*, P. J. KATZENSTEIN et T. SHIRAIISHI (dir.), Cornell University Press, Ithaca.
- HAMILTON E. (1929), « American Treasure and the Rise of Capitalism, 1500-1700 », *Economica*, 27, p. 338-357.
- HANNERZ U. (1992), *Cultural Complexity. Studies in the Social Organization of Meaning*, Columbia University Press, New York.
- HANSEN M. H. (2000a et b), « The Concepts of City-State and City-State Culture », et « Conclusion. The Impact of City-State Cultures on World History », in *A Comparative Study of Thirty City-State Cultures*, M. H. HANSEN (dir.), Det Kongelige Danske Videnskabernes Selskab, Copenhagen p. 11-34 et p. 597-623.
- HARTWELL R. M. (1962), « A revolution in the iron and coal industries during the Northern Sung », *Journal of Asian Studies*, 21 (2), p. 153-162.
- HARTWELL R. M. (1966), « Markets, technology, and the structure of enterprise in the development of the eleventh-century Chinese iron and steel industry », *Journal of Economic History*, 1, p. 29-58.

- HARVEY D. (1995), « Globalization in question », *Rethinking Marxism*, 8 (4), p. 1-17.
- HARVEY D. (2003), *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press.
- HARVEY D. (2006), *Spaces of Global Capitalism : Towards a Theory of Uneven Geographical Development*, Verso, London.
- HAYAMI A. (1986), « A Great Transformation : Social and Economic Change in Sixteenth and Seventeenth Century Japan », *Bonner Zeitschrift für Japanologie*, 8, p. 3-13.
- HAYAMI A. (1989), « Kinsei Nihon no keizai hatten to Industrious Revolution », in : *Tokugawa shakai kara no tenbo : hatten, kozo, kokusa kankei*, A. HAYAMI, O. SAITO et C. SUGIYAMA (dir.), Dobunkan, Tokyo, p. 19-32.
- HAYAMI A., SAITO O. et SUGIYAMA S. (dir.) (1989), *Tokugawa shakai kara no tenbo [Observations from the viewpoint of Tokugawa society]*, Dobunkan, Tokyo.
- HE Changling (dir.), (1963) (réédition), *JSWB Huangchao jingshi wenbian* (Statecraft writings of our august dynasty), Guofeng chuban she, Taipei.
- HELMS M. W. (1988), *Ulysses' Sail : An Ethnographic Odyssey of Power, Knowledge, and Geographical Distance*, Princeton University Press, Princeton.
- HELMS M. W. (1993), *Craft and the Kingly Ideal : Art, Trade and Power*, University of Texas Press, Austin.
- HICKS J. (1969), « Monetary Theory and History : an Attempt at Perspectives », in : R. W. CLOWER (dir.), *Monetary Theory*, Penguin, Londres, p. 254-69.
- HICKS J. (1974), *Une théorie de l'histoire économique*, Seuil, Paris.
- HIEBERT F. T. (1994), *Origins of the Bronze Age Oasis Civilization in Central Asia*, American School of Prehistoric Research Bulletin 42, Peabody Museum of Archaeology and Ethnology, Harvard University, Cambridge, MA.
- HILFERDING R. (1981 [1910]), *Finance Capital : A Study of the Latest Phase of Capitalist Development*, Routledge and Kegan Paul, London.
- HILTON B. (2006), *A Mad, Bad, and Dangerous People : England, 1783-1846*, Oxford University Press, New York.
- HIRST P. et THOMPSON G. (1996), *Globalization in Question : The International Economy and the Possibilities of Governance*, Polity Press, Cambridge.
- HOBSBAWM E. J. (1977), *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne. T. II : De la Révolution industrielle à nos jours*, Seuil, Paris.
- HOBSBAWM E. J. (1994), *The Age of Extremes : A History of the World, 1914- 1991*, Vintage, New York.
- HOBSON J. (1938 [1902]), *Imperialism : A Study*, George Allen & Unwin, London.
- HOBSON J. M. (2004), *The Eastern Origins of Western Civilisation*, Cambridge University Press, Cambridge.
- HODGES R. (1982), *Dark Age Economics : The Origins of Towns and Trade, A.D. 600-1000*, St Martin's Press, New York.
- HODGES R. et WHITEHOUSE D. (1983), *Mohammed, Charlemagne and the Origins of Europe : Archaeology and the Pirenne Thesis*, Cornell University Press, Ithaca.
- HODGSON G. M. (2001), *How Economics Forgot History. The Problem of Historical Specificity in Social Science*, Verso, London.
- HODGSON M. G. S. (1954), « Hemispheric Interregional History as an Approach to World History », *Cahiers d'histoire mondiale*, 1, p. 715 – 23.
- HODGSON M. G. S. (1963), « The interrelations of societies in History », *Comparative Studies in Society and History*, 5, p. 227-250.
- HODGSON M. G. S. et BURKE E. (1993), *Rethinking World History : Essays on Europe, Islam and World History*, Cambridge University Press, Cambridge.
- HOFFMAN P. T. (1996), *Growth in a Traditional Society : The French Countryside, 1450-1815*, Princeton University Press, Princeton.

- HOPKINS A. G. (2002), *Globalization in World History*, Norton, London, New-York.
- HOPKINS D. R. (1983), *Princes and Peasants : Smallpox in History*, University of Chicago Press, Chicago.
- HORNBOG A. et CRUMLEY C. (dir.) (2007), *The World System and the Earth System. Global Socioenvironmental Change and Sustainability since the Neolithic*, Left Coast Press, Walnut Creek.
- HORNBOG A., MCNEILL J. R. et MARTINEZ-ALIER J. (dir.) (2007), *Rethinking Environmental History : World-System History and Global Environmental Change*, Altamira Press, Lanham, MD.
- HORSEFIELD J.K (1960), *British Monetary Experiments 1650-1710*, Harvard University Press, Cambridge.
- HORTON M. et MIDDLETON J. (2000), *The Swahili, the Social Landscape of a Mercantile Society*, Blackwell, Oxford.
- HOSTETLER L. (2001), *Qing Colonial Enterprise : Ethnography and Cartography in Early Modern China*, University of Chicago Press, Chicago.
- HU F. S., KAUFMAN D., YONEJI S., NELSON D., SHEMES A., HUANG Y., TIAN J., BOND G., CLEGG B., et BROWN T. (2003), « Cyclic Variation and Solar Forcing of Holocene Climate in the Alaskan Subarctic », *Science*, vol. 301, p. 1890-1893.
- HUANG P. C. C. (1990), *The Peasant Family and Rural Development in the Yangzi Delta, 1350-1988*, Stanford University Press, Stanford.
- HUDSON M. (1996), « The Dynamics of Privatization, From the Bronze Age to the Present », in *Privatization in the Ancient Near East and Classical World*, M. HUDSON et B. A. LEVINE (dir.), Peabody Museum of Archaeology and Ethnology, Harvard University, Cambridge MA, p. 33-72.
- HUDSON M. (2002), « Reconstructing the origins of interest-bearing debt and the logic of clean slates », in *Debt and economic renewal in the ancient Near East*, M. HUDSON et M. VAN DE MIEROOP (dir.), CDL Press, Bethesda, p. 7-58.
- HUDSON M. (2004), « The Development of Money-of-Account in Sumer's Temples », in : *Creating economic order : Record-keeping, standardization and the development of accounting in the ancient Near East*, M. HUDSON et C. WUNSCH (dir.), Bethesda, CDL Press, p. 303-329.
- HUNTER J. (2000), « The Roots of Divergence ? Some Comments on Japan in the 'Axial Age.' 1750-1850 », *Itinerario*, 22 (3/4), p. 75-88.
- HUNTINGTON S. P. (1993), « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, 73 (3), p. 22-49.
- HUNTINGTON S. P. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Touchstone, New York.
- HUNTINGTON S. P. et al. (1993), *The Clash of Civilizations ? The Debate*, New York Council on Foreign Relations, New York.
- IBN BATTÛTA (1982), *Voyages. T. II : De La Mecque aux steppes russes. T. III : Inde, Extrême-Orient, Espagne et Soudan*, F. Maspero, Paris.
- IDEMA W. (1990), « Cannons, Clocks and Clever Monkeys : Europeana, Europeans, and Europe in some Early Ch'ing Novels », in : *The Development and Decline of Fukien province in the 17th and 18th Centuries*, E. VERMEER (dir.), Leiden, E. J. Brill, p. 459-488.
- IKEDA S. (1996), « The History of the Capitalist World-System vs. The History of East-Southeast Asia », *Review* (Fernand Braudel Center), 19 (1), p. 49-76.
- IKLÉ F. W. (1976), « The Conversion of the Alani by the Franciscan Missionaries in China in the Fourteenth Century », in *Papers in Honor of Professor Woodbridge Bingham*, J. B. PARSONS (dir.), Chinese Materials Center, San Francisco, p. 29-37.

- INKSTER I. (1991), *Science and Technology in History*, Rutgers University Press, New Brunswick, NJ.
- ISRAEL J. (1995), *The Dutch Republic : Its Rise, Greatness, and Fall 1477-1806*, Clarendon Press, Oxford.
- JACOB M. C. (1988), *The Cultural Meaning of the Scientific Revolution*, Alfred A. Knopf, New York.
- JACOB M. C. (1997), *Scientific Culture and the Making of the Industrial West*, Oxford University Press, New York.
- JACOB M. C. (2000), « The Truth of Newton's Science and the Truth of Science's History : Heroic Science at its eighteenth century formulation », in *Rethinking the Scientific Revolution*, M. J. OSLER (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 315-332.
- JACOBS N. (1958), *The Origin of Modern Capitalism and Eastern Asia*, Hong Kong University Press, Hong Kong.
- JAIN V. K. (2001), « Trading Community and Merchant Corporations », in *Trade in Early India (Oxford in India Readings : Themes in Indian History)*, R. CHAKRAVARTI (dir.), Oxford, Oxford University Press, (1^e éd 1989, in *Trade and Traders in Western India 1000-1300*, Delhi, p. 209-232).
- JAMES E. (1988), *The Franks*, Blackwell, Oxford.
- JASPERS K. (1953), *The Origins and Goal of History*, Yale University Press, New Haven.
- JENKINS J. E. (2000), « Arguing about Nothing : Henry More and Robert Boyle on the Theological Implications of the Void », in *Rethinking the Scientific Revolution*, M. J. Osler (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 153-179.
- JOANNÈS F. (1999), « Structures et opérations commerciales en Babylonie à l'époque néo-babylonienne », in *Trade and Finance in Ancient Mesopotamia (Mos Studies 1). Proceedings of the First Mos Symposium, Leiden 1997*, J. G. DERCKSEN (dir.), Nederlands Historisch-Archaeologisch Instituut te Istanbul, p. 175-194.
- JOANNÈS F. (2005), « L'argent des dieux babyloniens », *Topoi*, 12-13 (1), p. 35-53.
- JONES E. L. (1981), *The European Miracle : Environments, Economies and Geopolitics in the History of Europe and Asia*, Cambridge University Press, Cambridge.
- JONES E. L. (1988), *Growth Recurring : Economic Change in World History*, Clarendon Press, Oxford.
- JONES E. L. (1994), « Patterns of Growth in History », in *Capitalism in Context : Essays on Economic Development and Cultural Change in Honor of R. M. Hartwell*, J. A. JAMES et M. THOMAS (dir.), University of Chicago Press, Chicago, p. 15-28.
- JONES S. M. et KUHN P. A. (1978), « Dynastic decline and the roots of rebellion », in *The Cambridge History of China*, vol. 10, *Late Ch'ing, 1800-1911, Part 1*, D. TWITCHETT et J. K. FAIRBANK (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 107-162.
- KARASHIMA N. (dir.), (2002), *Ancient and Medieval Commercial Activities in the Indian Ocean. Testimony of Inscriptions and Ceramic Sherds*, Taisho University, Tokyo.
- KARDULIAS P. N. (dir.) (1999), *World-Systems Theory in Practice : Leadership, Production, and Exchange*, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., Lanham.
- KARDULIAS P. N. (2007), « Negotiation and incorporation on the margins of World-Systems : examples from Cyprus and North America », *Journal of World-Systems Research*, p. 55-82.
- KARDULIAS P. N. et HALL T. D. (2007), « A World-Systems view of human migration past and present : providing a general model for understanding the movement of people », *Forum on Public Policy*, en ligne : <<http://www.forumonpublicpolicy.com/archivesum07/kardulias.pdf>>

- KEBABDJIAN G. (2006), *Europe et globalisation*, L'Harmattan, Paris.
- KENEN P. (dir.) (1995), *Understanding Interdependence*, Princeton University Press, Princeton.
- KEYNES J. M. (1971), *Essais sur la monnaie et l'économie*, Petite Bibliothèque Payot, Paris.
- KIM-FARLEY R. J. (1993), « Measles », in : *The Cambridge World History of Human Disease*, K. F. Kiple (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 871-875.
- KINDLEBERGER C. (1978), *Manias, Panics and Crashes*, Basic Books, New York.
- KINDLEBERGER C. (1981), *International Money : A Collection of Essays*, Allen and Unwin, Londres.
- KINDLEBERGER C. (2004), *Histoire mondiale de la spéculation financière*, Valor, Hendaye.
- KIRCH P. V. (1984), *The Evolution of Polynesian Chiefdoms*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KIRCH P. V. (1991), « Chiefship and Competitive Involution : the Marquesas Islands of Eastern Polynesia », in *Chiefdoms : Power, Economy and Ideology*, T. EARLE (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 119-145.
- KOHL P. L. (1987), « The ancient economy, transferable technologies and the Bronze Age world-system : a view from the northeastern frontier of the ancient Near East », in *Centre and Periphery in the Ancient World*, M. ROWLANDS, M. LARSEN et K. KRISTIANSEN (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 13-24.
- KOMLOS J. (1989), « Thinking about the industrial revolution », *Journal of European Economic History*, 18 (1), p. 191-206.
- KONDRATIEFF N. (1935), « The long waves in economic life », *Review of Economic Statistics*, 17 (6), p. 105-115.
- KOYRE A. (1973), *Du monde clos à l'univers infini*, Gallimard, Paris.
- KRUGMAN P. (1993), « What do we need to know about the international monetary system ? », *Princeton Essays in International Finance*, n° 190.
- KUHN D. (1988), *Science and Civilisation in China, vol. 5, part. 9, Textile Technology : Spinning and Reeling*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KULIKOFF A. (1992), *The Agrarian Origins of American Capitalism*, The University Press of Virginia, Charlottesville, VA.
- KUZNETS S. (1966), *Modern Economic Growth : Rate, Structure and Spread*, New Haven, Yale University Press.
- LACOSTE Y. (1982), *La géographie du sous-développement*, PUF, Paris (1^e éd. 1968).
- LACZKO L. S. (2000), « Canada's Linguistic and Ethnic Dynamics in an Evolving World-System », in : *A World-Systems Reader : New Perspectives on Gender, Urbanism, Cultures, Indigenous Peoples, and Ecology*, T. D. HALL (dir.), Rowman & Littlefield, Lanham, MD, p. 131-142.
- LAL D. (1998), *Unintended Consequences*, MIT Press, Cambridge.
- LANDES D. (1969), *The Unbound Prometheus*, Cambridge University Press, Cambridge.
- LANDES D. (1983), *Revolution in Time*, Belknap Press, Cambridge, MA.
- LANDES D. (1998), *The Wealth and Poverty of Nations*, Norton, New York.
- LARSEN M. (1967), *Old Assyrian Caravan Procedures*, Nederlands Historisch-Archaeologische Instituut in Het Nabije Oosten, Istanbul.
- LATOUCHE S. (2005), *L'Invention de l'économie*, Albin Michel, Paris.
- LAVELY W. et WONG R. B. (1998), « Revising the malthusian narrative : the comparative study of population dynamics in late imperial China », *Journal of Asian Studies*, 57, p. 714-748.

- LEE J. et FENG W. (1999), *One Quarter of Humanity : Malthusian Mythology and Chinese Realities*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- LE ROY LADURIE E. (1974), « L'histoire immobile », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 29, p. 673-692.
- LÉNINE V. I. (1952 [1916]), « Imperialism : the highest stage of capitalism », in *Selected Works*, vol. I, Foreign Languages Publishing House, Moscou.
- LEVINE D. (1977), *Family Formation in an Age of Nascent Capitalism*, Academic Press, New York.
- LEVINE D. (2000), *At the Dawn of Modernity*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles.
- LEVITT T. (1983), « The globalization of markets », *Harvard Business Review*, 61(3), p. 92-102.
- LEWIS M. W. et WIGEN K. E. (1997), *The Myth of Continents : A Critique of Metageography*. University of California Press, Berkeley.
- LI Bozhong (1998), *Agricultural Development in Jiangnan, 1620-1850*, St. Martin's Press, New York.
- LI Bozhong (2000), *Jiangnan de Zaoqi Gongyehua*, Shehui kexue wenxian chubanshe, Beijing.
- LIEBERMAN V. (1999), « Transcending East-West Dichotomies : State and Culture Formation in Six Ostensibly Separate Areas », in *Beyond Binary Histories : Re-Imagining Eurasia to 1830*, V. LIEBERMAN (dir.), University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 19-102.
- LIEBERMAN V. (2003), *Strange Parallels : Southeast Asia in Global Context, c. 800-1830, Volume I : Integration on the Mainland*, Cambridge University Press, Cambridge.
- LINDERT P. H. (1993), « Long-Run Trends in American Farmland Values », in M. ROTHSTEIN et D. FIELD (dir.), *Quantitative Studies in Agrarian History*, p. 42-82.
- LINDERT P. (1993), « Unequal Living Standards », in *An Economic History of Britain Since 1700*, R. FLOUD et D. MCCLOSKEY (dir.), 2^e éd., Cambridge, Cambridge University Press.
- LINDERT P. H. (1995), *International Economics : Study Guide*, McGraw-Hill, New York.
- LING Daxie, (1983), « Wo guo senlin ziyuan de bianqian », *Zhongguo Nongshi* 3:2 (1983),
- LITTLETON C. S. et MALCOR L. A. (1994), *From Scythia to Camelot : a Radical Reassessment of the Legends of King Arthur, the Knights of the Round Table, and the Holy Grail*, Garland Publishing Inc., New York.
- LIU L. et CHEN X. (2003), *State Formation in Early China*, Duckworth, London.
- LIVI-BACCI M. (1992), *A Concise History of World Population*, C. IPSEN (dir.), Blackwell, Cambridge, Ma. et Oxford.
- LOMBARD D. (1988), « Y a-t-il une continuité des réseaux marchands asiatiques ? », in *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la mer de Chine : 13^e-20^e siècles*, D. LOMBARD et J. AUBIN (dir.), EHESS, Paris, p. 11-18.
- LOMBARD D. (1990), *Le Carrefour javanais, Essai d'Histoire globale*, 3 vol., EHESS, Paris.
- LOMBARD M. (1971), *L'Islam dans sa première grandeur VIII^e-XI^e siècle*, Flammarion, Paris.
- LOMBARD M. (1972), *Espaces et réseaux du Haut Moyen Âge*, EHESS, Paris.
- LOMBARD M. (2001-2002), *Études d'économie médiévale*, 3 tomes, EHESS, Paris.
- LOMBARD D. et AUBIN J. (dir.) (1988), *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la Mer de Chine, 13^e-20^e siècles*, EHESS, Paris.

- MA D. (2004), « Modern economic growth in the lower Yangzi in 1911-1937 : a quantitative, historical, and institutional analysis », Communication 2004-06-002, Foundation for Advanced Studies on International Development, Tokyo.
- MACKINNON R. (1984), *An International Standard for Monetary Stabilisation*, Institute for International Economics, Washington D.C.
- MACKINNON R. (1993), « The rules of the game : international money in historical perspective », *The Journal of Economic Literature*, 31 (1), p. 1-44.
- MCCLELLAN J. E. et DORN H. (1999), *Science and Technology in World History : an Introduction*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- MCCUSKER J. et MENARD R. (1985), *The Economic History of British North America, 1607-1789*, University of North Carolina Press, Chapel Hill.
- MCVEEDY C. et JONES R. (1978), *Atlas of World Population History*, Penguin Books, Harmondsworth.
- MACFARLANE A. (1993), « On individualism », in *Proceedings of the British Academy*, vol. 82, p. 171-199.
- MACFARLANE A. (1997), *The Savage Wars of Peace : England, Japan and the Malthusian Trap*, Blackwell Publishers, London.
- MCLEOD C. (1988), *Inventing the Industrial Revolution : The English Patent System, 1660-1800*, Cambridge University Press, New York.
- MCMICHAEL P. (2000), *Development and Social Change : A Global Perspective*, Pine Forge, Thousand Oaks, CA.
- MCNEILL W. H. (1963), *The Rise of the West : a History of the Human Community*, Chicago University Press, Chicago.
- MCNEILL W. H. (1976), *Plagues and Peoples*, Anchor books Editions, New York (1^e éd. 1976).
- MCNEILL W. H. (1982), *The Pursuit of Power : Technology, Armed Forces and Society since A.D. 1000*, Chicago University Press, Chicago.
- MCNEILL W. H. (1987), « The eccentricity of wheels, or Eurasian transportation in historical perspective », *American Historical Review*, 92, (1987), p. 111- 126.
- MCNEILL W. H. (1990), « *The Rise of the West after Twenty-Five Years* », *Journal of World History*, 1 (1), p. 1-21.
- MCNEILL W. H. (1998a), « World History and the rise and fall of the West », *Journal of World History*, 9 (2), p. 215-236.
- MCNEILL J. et MCNEILL W. (2003), *The Human Web : a Bird's-Eye View of World History*, Norton, New York.
- MADDISON A. (1995), *Monitoring the World Economy, 1820-1992*, Organization for Economic Cooperation and Development, Publications and Information Center, Washington D.C.
- MADDISON A. (1998), *Chinese Economic Performance in the Long Run : 960 – 2030 AD*, OECD Publishing, Paris.
- MALANIMA P. (2001), « The Energy Basis for Early Modern Growth, 1650-1820 », in *Early Modern Capitalism*, M. PRAK (dir.), Routledge, London, p. 51-68.
- MALINOWSKI B. (1922 [1963]), *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, Paris.
- MALINOWSKI B. (1935 [2002]), *Les Jardins de corail*, La Découverte, Paris.
- MANGUIN P.-Y. (2000), « City-States and City-State Cultures in pre-15th Century Southeast Asia », in *A comparative study of thirty city-state cultures*, M. H. HANSEN (dir.), Det Kongelige Danske Videnskaberne Selskab, Copenhagen, p. 409-416.
- MANN M. (1986), *The Sources of Social Power, vol. I : A History of Power from the Beginning to AD 1760*, Cambridge University Press, Cambridge.

- MANN S. (1987), *Local Merchants and the Chinese Bureaucracy, 1750-1950*, Stanford, Stanford University Press.
- MANN S. (1997), *Precious Records : Women in China's Long Eighteenth Century*, Stanford University Press, Stanford.
- MANNING P. (2003), *Navigating World History*, New York, Palgrave MacMillan.
- MARFOE L. (1987), « Cedar forest and silver mountain : social change and the development of long-distance trade in early Near Eastern societies », in : *Centre and Periphery in the Ancient World*. M. ROWLANDS *et al.* (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, p. 25-35.
- MARKS R. (1997), *Tigers, Silk, and Silt : Environment and Economy in Guangdong, 1250-1850*, Cambridge University Press, Cambridge.
- MARX K. (1959, 1962), *Capital*, vol. I, II et III, Foreign Languages Publishing House, Moscou.
- MASPERO F. et BALAZS E. (1967), *Histoire et institutions de la Chine ancienne*, Presses Universitaires de France, Paris.
- MAUCOURANT J. (2008), « Figures du néomodernisme : le 'marché' est-il un 'signifiant vide' ? », in *L'Économie antique, une économie de marché ?*, Y. ROMAN et J. DALAISON (dir.), Actes de deux Tables rondes tenues à Lyon en 2004, De Boccard, Paris, p. 17-47.
- MAUSS, M., 1983, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, pp. 143-279 (1^{re} éd. 1950).
- MAZLISH B. (1998), « Comparing Global History to World History », *Journal of Interdisciplinary History*, 28, p. 385-395.
- MEADOWS D. H., MEADOWS D. L., RANDERS J. et BEHRENS W. H. (1972), *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Fayard, Paris (éd. anglaise 1970).
- MEIKSINS Wood E. (2002), *The Origin of Capitalism : A Longer View*, Verso, London.
- MIELANTS E. H. (2007), *The Origins of Capitalism and the 'Rise of the West'*, Temple University Press, Philadelphie.
- MIGEOTTE J. (2007), *L'Économie des cités grecques de l'archaïsme au Haut Empire romain*, Ellipses Marketing, Paris (2^e éd.).
- MILLER D. H. (1993), « Ethnogenesis and Religious Revitalization beyond the Roman Frontier : The Case of Frankish Origins », *Journal of World History*, 4, p. 277-285.
- MINTZ S. (1986), *Sweetness and Power : the Place of Sugar in Modern History*, Penguin Books, London.
- MISHKIN F. (1998), *Systemic Risk, Moral hazard and the International Lender of Last Resort*, Columbia University, NBER, avril.
- MISHKIN F. (2006), *The Next Great Globalization*, Princeton University Press, Princeton.
- MITCHELL B. R. (1988), *British Historical Statistics*, Cambridge University Press, New York.
- MİYAMOTO M. et SHIKANO Y. (2003), « The Emergence of the Tokugawa Monetary System in East Asian International Perspective », in : *Global Connections and Monetary History, 1470-1800*, D. FLYNN, A. GIRÁLDEZ et R. VON GLAHN (eds.), Aldershot, p. 169-187.
- MODELSKI G. (2003), *World Cities : -3000 to 2000*, Washington DC., Faros 2000.
- MODELSKI G., DEVEZAS T. et THOMPSON W. R. (2008), *Globalization as Evolutionary Process. Modeling Global Change*, Routledge, Abingdon, New York.
- MODELSKI G. et THOMPSON W. R. (1995), *Leading Sectors and World Powers : The Coevolution of Global Politics and Economics*, University of South Carolina Press, Columbia, SC.

- MOKYR J. (1988), « Is there still life in the pessimist case ? Consumption during the industrial revolution, 1790-1850 », *Journal of Economic History*, 48 (1), p. 69-92.
- MOKYR J. (1990), *The Lever of Riches : Technological Creativity and Economic Progress*, Oxford University Press, Oxford.
- MOKYR J. (1994), « Progress and Inertia in Technological Change », in *Capitalism in Context : Essays on Economic Development and Cultural Change in Honor of R. M. Hartwell*, J. A. JAMES et M. THOMAS (dir.), University of Chicago Press, Chicago, p. 230-254.
- MOKYR J. (1999a), *The British Industrial Revolution*, 2^e éd. Boulder, CO, Westview.
- MOKYR J. (1999b), « The industrial revolution and the Netherlands : Why did it not happen ? », Papier présenté à une conférence organisée par la Royal Dutch Economic Association, Amsterdam, décembre, p. 10-11.
- MOKYR J. (2000), « Knowledge, Technology, and Economic Growth During the Industrial Revolution », in *Technology and Productivity Growth*, B. VAN ARK, S. K. KUIPERS et G. H. KUPER (dir.), Kluwer, Dordrecht, p. 253-292.
- MOKYR J. (2002), *The Gifts of Athena : Historical Origins of the Knowledge Economy*, Princeton University Press, Princeton.
- MOKYR J. (2006), « King Kong and cold Fusion : counterfactual analysis and the History of Technology », in *Unmaking the West ; « What-If » Scenarios that Rewrite World History*, P. E. TETLOCK, R. N. LEBOW, et G. PARKER (dir.), University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 277-322.
- MORGAN K. (2000), *Slavery, Atlantic Trade and the British Economy, 1660-1800*, Cambridge University Press, Cambridge.
- MORI Akira (1974) *Shindai suiri shi kenkyū* (Studies of Qing dynasty water control), Aki shobo, Tokyo.
- MORIN E. (1990), *Science avec conscience*, Fayard, Paris (1^e éd. 1982).
- MORIN E. (2005), *Introduction à la pensée complexe*, Éditions du Seuil, Paris.
- MORINEAU M. (1999), « Eastern and Western merchants from the sixteenth to the eighteenth centuries », in *Merchants, Companies and Trade. Europe and Asia in the Early Modern Era*, S. CHAUDHURY et M. MORINEAU (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, Maison des sciences de l'homme, p. 116-144.
- MORRIS I. (2005), « Archaeology, Standards of Living, and Greek Economic History », in *The Ancient Economy : Evidence and Models*, J. MANNING et I. MORRIS (dir.), Stanford University Press, Stanford, p. 91-126.
- MUNDELL R. (1968), *International Economics*, McMillan, Londres.
- MUNRO J. (2008), « Money, Prices, Wages, and 'Profit Inflation' in Spain, the Southern Netherlands, and England during the Price Revolution era: ca. 1520 - ca. 1650 », *História e Economia: Revista Interdisciplinar*, 4(1), p. 13-71.
- NEEDHAM J. et al. (dir.) (1954-1998), *Science and Civilization in China*, 20 vol., Cambridge University Press, Cambridge.
- NEF J. (1964), *The Conquest of the Material World*, Chicago, University of Chicago Press.
- NELSON R. (1996), *The Sources of Economic Growth*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- NIEMEYER H. G. (2000), « The Early Phoenician City-States on the Mediterranean. Archaeological Elements for their Description », in *A comparative study of thirty city-state cultures*, M. H. HANSEN (dir.), Det Kongelige Danske Videnskaberne Selskab, Copenhagen, p. 89-115.
- NISSEN H. J. (2004), « Uruk : key site of the period and key site of the problem », in : *Artefacts of Complexity. Tracking the Uruk in the Near East*, J. N. POSTGATE (dir.),

- Iraq Archaeological Reports-5, British School of Archaeology in Iraq, p. 1-16 (1^e éd. 2002, Cambridge).
- NOREL P. (2004), *L'Invention du marché, une histoire économique de la mondialisation*, Seuil, Paris.
- NOREL P. (2005), « Le développement est-il né en Asie ? », *Économies et sociétés*, série Développement, croissance et progrès, 43, p. 415-459.
- NOREL P. (2007a), « Mondialisation et histoire : une approche épistémologique », *Revue Internationale de Philosophie*, n° 1 ; janvier, p. 33-55.
- NOREL P. (2007b), « Espace mondial et émergence de systèmes nationaux de marchés » in Polanyi, *penser la marchandisation du monde*, Cahiers Lillois d'Économie et de Sociologie, hors série, p. 37-61.
- NOREL P. (2007c), « État et Marché, éléments pour l'histoire d'une synergie », in *Le Marché et l'État à l'heure de la mondialisation*, N. THIRION, Larcier, Bruxelles, p. 229-263.
- NOREL P. (2008), « Réseaux commerciaux polarisés et innovation technologique » in BOUBA-OLGA et LÉONARD (dir.), *Globalisation, gouvernance et innovation*, *Économies et Sociétés*, hors série.
- NOREL P. (2009), *L'Histoire économique globale*, Seuil, Paris.
- NORTH D. C. (1981), *Structure and Change in Economic History*, Norton, New York, London.
- NORTH D. C. et THOMAS R. P. (1973), *The Rise of the Western World : A New Economic History*, Cambridge University Press, New York.
- NORTH D. C. et WEINGAST B. (1989), « Constitutions and Commitment : The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth Century England », *Journal of Economic History*, 49 (4), p. 803-832.
- NORTHRUP D. (2005), « Globalization and the Great Convergence : Rethinking World History in the Long Term », *Journal of World History*, 16 (3), p. 249-267.
- NURSE D. et SPEAR T. (1985), *The Swahili. Reconstructing the History and Language of an African Society, 800-1500*, Pennsylvania University Press, Philadelphie.
- O'BRIEN P. (2000), « The reconstruction, the rehabilitation, and reconfiguration of the british industrial revolution as a conjuncture in Global History », *Itinerario*, 22 (3/4), p. 117-134.
- O'BRIEN P. (2006), « Historiographical traditions and modern imperatives for the restoration of global history », *Journal of Global History*, 1, p. 3-39.
- OBSTFELD M. et TAYLOR A. (2004), *Global Capital Markets : Integration, Crisis, and Growth*, Cambridge University Press, New York.
- OOMS H. (1985), *Tokugawa Ideology. Early Constructs 1570-1680*, Princeton University Press, Princeton.
- OOMS H. (1989), « De la religion Tokugawa à l'idéologie Tokugawa », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 80(1), p. 87-97.
- O'ROURKE K. H. et WILLIAMSON J. G. (1999), *Globalization and History, The Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, MIT Press, London, Cambridge.
- O'ROURKE, K. et WILLIAMSON J. (2005), « From Malthus to Ohlin : Trade, Industrialisation, and Distribution since 1500 », *Journal of Economic Growth* 10:1, mars, p. 5-6.
- OSLER M. J. (2000), « The Canonical Imperative : Rethinking the Scientific Revolution », in *Rethinking the Scientific Revolution*, M. J. OSLER (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 3-24.
- OTTINO P. (1974), « L'océan Indien comme domaine de recherche », *L'Homme*, 3-4, p. 143-151.
- OVERTON M. (1996), *Agricultural Revolution in England : The Transformation of the Agrarian Economy 1500-1850*. Cambridge University Press, Cambridge.

- PACEY A. (1990), *Technology in World Civilization*, MIT Press, Cambridge.
- PACEY A. (1992), *The Maze of Ingenuity : Ideas and Idealism in the Development of Technology*, Cambridge, MA, MIT Press (2^e éd.).
- PALAT R. A. et WALLERSTEIN I. (1999), « Of what world-system was pre-1500 'India' a part ? », in *Merchants, Companies and Trade. Europe and Asia in the Early Modern Era*, S. CHAUDHURY et M. MORINEAU (dir.), Maison des sciences de l'homme, Paris, et Cambridge University Press, Cambridge, p. 21-41.
- PALLOIX C. (1969), *Problèmes de la croissance en économie ouverte*, Maspéro, Paris.
- PAMUK S. (2000), « The Ottoman Empire in the eighteenth century », *Itinerario*, 22 (3/4), p. 104-116.
- PAMUK S. (2003), « Crisis and Recovery: The Ottoman Monetary System in the Early Modern Era, 1550-1789 », in *Global Connections and Monetary History, 1470-1800*, D. FLYNN, A. GIRÁLDEZ et R. VON GLAHN (dir.), Aldershot, p. 133-149.
- PANZAC D. (1985), *La Peste dans l'empire ottoman, 1700-1850*, Éditions Peeters, Louvain.
- PARTHASARATHI P. (1998), « Rethinking wages and competitiveness in the eighteenth century : Britain and South India », *Past and Present*, 158, p. 79-109.
- PASCIUTI D. (2003), « A measurement error model for estimating the populations of cities », "<http://irows.ucr.edu/research/citemp/estcit/modpop/modcitpop.htm>"
- PAUER E. (1987), « Traditional technology and its impact on Japan's industry during the early period of the industrial Revolution », *The Economic Studies Quarterly*, 38 (4), p. 354-371.
- PEARSON M. N. (1998), *Port Cities and Intruders. The Swahili Coast, India, and Portugal in the Early Modern Era*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, London.
- PEARSON M. N. (2003), *The Indian Ocean*, Routledge, London, New York.
- PERDUE P. (2005), *China Marches West : The Qing Conquest of Central Asia*, Harvard University Press, Cambridge.
- PEREGRINE P. (1991), « Prehistoric Chiefdoms on the American Mid-continent : A World System based on Prestige Goods », in : *Core/Periphery Relations in Precapitalist Worlds*, C. CHASE-DUNN et T. D. HALL (dir.), Westview Press, Boulder, p. 193-211.
- PÉREZ-DÍAZ V. (1999), « State and public sphere in Spain during the Ancient Regime », *Daedalus*, 127 (3), p. 251-279.
- PÉRSSON K. G. (1988), *Pre-Industrial Economic Growth*, Blackwell, Oxford.
- PETERSON E. R. (1995), « Surrendering to Markets », *The Washington Quarterly*, 17 (4), (19), p. 103-115.
- PETRE-GRENOUILLEAU O. (2004), *Les Traités négrières, essai d'Histoire globale*, Gallimard, Paris.
- PIKIRAYI I. (2001), *The Zimbabwe Culture. Origins and Decline in Southern Zambezi States*, Altamira Press, Walnut Creek, Lanham, New York, Oxford.
- PING-TI HO. (1956), « Early-ripening Rice in Chinese History », *Economic History Review*, 2^e sér., 9, p. 200-218.
- PIRENNE H. (1939), *Les Villes et les institutions urbaines*, Nouvelle Société d'éditions, Bruxelles.
- PLATT C. (1996), *King Death : The Black Death and Its Aftermath in Late-medieval England*, University of Toronto Press, Toronto.
- PODOBNIK B. et REIFER T. E. (dir.), 2004, « Global Social Movements : Before and After 9-11 », numéro spécial du *Journal of World-Systems Research*, 10 (1) (hiver), p. 1-317.
- PODOBNIK B. et REIFER T. E. (dir.) (2005), *Transforming Globalization : Challenges and Opportunities in the Post 9/11 Era*, Brill, Leiden.

- POLANYI K. (1957), « The Economy as an Instituted Process », in *Trade and Market in The Early Empires*, C. ARENSBERG, H. W. PEARSON et K. POLANYI (dir.), p. 243-270.
- POLANYI K. (1966), *Dahomey and the Slave Trade. An Analysis of an Archaic Economy*, University of Washington Press, Seattle.
- POLANYI K. (1983), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, préface de Louis Dumont, Gallimard, Paris (1^e éd. 1944).
- POLLIN R. (1996), « Contemporary Economic Stagnation in World Historical Perspective », *New Left Review*, 219, p. 109-118.
- POMERANZ K. (2000a), *The Great Divergence, China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton University Press, Princeton.
- POMERANZ K. (2000b), « Re-thinking the Late Imperial Chinese Economy : Development, Disaggregation and Decline, circa 1730-1930 », *Itinerario*, 22 (3/4), p. 29-74.
- POMERANZ K. (2001), « Is there an East Asian Development Path ? Long-term comparisons, constraints and continuities », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 44 (3), p. 322-362.
- POMERANZ K. (2002), « Beyond the East-West Binary : resituating development paths in the eighteenth century world », *Journal of Asian Studies*, 61 (2), p. 539-590.
- POMERANZ K. (2003), « Facts are stubborn things : a response to Philip Huang », *Journal of Asian Studies*, 62 (1), p. 167-181.
- POMERANZ K. (2005), « Standards of living in 18th Century China : regional differences, temporal trends, and incomplete evidence », *Living Standards in the Past*, 1 (9), p. 23-55.
- POMERANZ K. (2006), « Without Coal ? Colonies ? Calculus ? Counterfactuals and Industrialization in Europe and China », in : *Unmaking the West : « What-If » scenarios that Rewrite World History*, P. E. TETLOCK, R. N. LEBOW et G. PARKER (dir.), The University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 241-276.
- POMERANZ K. (2008), « Review » de G. Clark, *A Farewell to Alms : A Brief Economic History of the World, 2007*, *American Historical Review*, 113 (3), p. 775-779.
- POMERANZ K. (2008), « Chinese Development in Long-run Perspective », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 152 (1), p. 83-100.
- POMERANZ K. et TOPIK S. (1999), *The World that Trade Created : Society, Culture and the World Economy, 1400 to the Present*, M.E. Sharpe, New York.
- POMERANZ K. et BURKE E. III (2009), *The Environment in World History*, University of California Press, Berkeley.
- POSSEHL G. L. (1996), « Meluhha », in *The Indian Ocean in Antiquity*, J. READE (dir.), Kegan Paul, London, New-York, p. 132-208.
- POWELL M. A. (1977), « Sumerian merchants and the problem of profit », *Iraq*, XXXIX, p. 23-29.
- PRAKASH O. (2003), « Precious-metal flows into India in the Early Modern Period », in *Global Connections and Monetary History, 1470-1800*, D. FLYNN, A. GIRÁLDEZ et R. VON GLAHN (dir.), Aldershot, p. 149-168.
- PRATT M. L. (1992), *Imperial Eyes : Travel Writing and Transculturation*, Routledge, London.
- QUINN W. H. (1992), « A study of Southern Oscillation-related climatic activity for A.D. 622-1900 incorporating Nile River flood data », in : *El Niño : Historical and Paleoclimatic Aspects of the Southern Oscillation*, H. F. DIAZ et V. MARKGRAF (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, p. 119-149.
- RANDLES W. G. L. (1975), *L'empire du Monomotapa du XV^e au XIX^e siècle*, Mouton, Paris.

- RATHBONE D. (1991), *Economic rationalism and rural society in third-century A.D. Egypt. The Heronimos archive and the Appianus estate*, Cambridge University Press, Cambridge, New York.
- RAWSKI E. S. (1979), *Education and Popular Literacy in Ch'ing China*, University of Michigan Press, Ann Arbor, MI.
- RAWSKI E. S. (1998), *The Last Emperors : A Social History of Qing Imperial Institutions*, University of California Press, Berkeley.
- RAWSKI E. S. (2002), « The Qing Formation and the Early Modern Period », in *The Qing Formation in World-Historical Time*, L. STRUVE (dir.), Harvard University Asia Center, Cambridge, MA.
- RAY H. P. (1994), *The Winds of Change : Buddhism and the Maritime Links of Early South Asia*, Manohar Publish., New Delhi.
- RAY H. P. (2003), *The Archaeology of Seafaring in Ancient South Asia*, Cambridge University Press, Cambridge.
- REID A. (1999), *Charting the Shape of Early Modern Southeast Asia*, Silkworm Books, Chang Mai.
- RICARDO D. (1977), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Flammarion, Paris.
- RIoux J. P. (1989), *La Révolution industrielle, 1780-1880*, Seuil, Paris.
- ROBERTSON R. (1992), *Globalization, Social Theory and Global Culture*, Sage, London.
- RODINSON M. (1966), *Islam et capitalisme*, Seuil, Paris.
- ROMER P. (1986), « Increasing Returns and Long-Run Growth », *Journal of Political Economy*, 44 (5), p. 110-137.
- ROOVER M. de (1953), *L'Évolution de la lettre de change, XIV^e-XVIII^e siècles*, Armand Colin, Paris.
- ROSENAU J. N. (1990), *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*, Princeton University Press, Princeton.
- ROSENBERGER B. (1999), « La pratique du commerce », in *États, sociétés et cultures du monde musulman Médiéval*, vol. 2, J. C. Garcin et al. (dir.), PUF, Paris, p. 245-273.
- ROSTOVITZEF M. (1941), *The Social and Economic History of the Hellenistic World*, Clarendon Press, Oxford.
- ROSTOW W. W. (1975), *How It All Began : Origins of the Modern Economy*, McGraw-Hill, New York.
- ROTHMAN M. S. (2001), « The Tigris Piedmont, Eastern Jazira, and Highland Western Iran in the Fourth Millenium B.C. », in *Uruk Mesopotamia and its Neighbors. Cross-cultural Interactions in the Era of State Formation*, M. S. ROTHMAN (dir.), Sante Fe, School of American Research, Oxford, James Currey, p. 349-402.
- ROWLANDS M., LARSEN M. et KRISTIANSEN K. (dir.) (1987), *Centre and Periphery in the Ancient World*, Cambridge University Press, Cambridge.
- RUSSELL J. C. (1968), « That Earlier Plague », *Demography*, 5, p. 174-184.
- SAMUEL R. (1977), « Workshop of the World : Steam Power and Hand Technology in Mid-Victorian Britain », *History Workshop Journal*, 3, p. 6-72.
- SANDERSON S. (dir.) (1995), *Civilizations and World Systems : Studying World-Historical Change*, Altamira Press, Walnut Creek, London, New Delhi.
- SANDERSON S. (2005), « World-Systems Analysis after Thirty Years. Should it Rest in Peace ? », *International Journal of Comparative Sociology*, 46(3), p. 179-213.
- SASSEN S. (2006a), *Cities in a World Economy*, Pine Forge Press, Thousand Oaks, CA. (1^e éd. 1994).
- SASSEN S. (2006b), *Deciphering the Global : Its Spaces, Scales and Subjects*. Routledge, London, New York.

- SASSEN S. (2006c), *Territory, Authority, Rights : From Medieval to Global Assemblages*. Princeton University Press, Princeton.
- SAYERS R. S. (1976), *The Bank of England 1891-1914*, Cambridge University Press, Cambridge.
- SAYERS R. S. (1957), *Central Banking after Bagehot*, The Clarendon Press, Oxford.
- SCHNEIDER J. (1977), « Was there a Pre-capitalist World-System ? », *Peasant Studies*, 6 (1), p. 20-29.
- SHANNON T. R. (1996), *An Introduction to the World-Systems Perspective*, Westview, Boulder.
- SHAPIN S. (1994), *A Social History of Truth*, University of Chicago Press, Chicago.
- SHAPIRO B. (1983), *Probability and Certainty in Seventeenth Century England*. Princeton University Press, Princeton.
- SHERRATT A. (1993), « 'Who are you calling peripheral ?' : Dependence and Independence in European Prehistory », in *Trade and Exchange in Prehistoric Europe*, C. SCARRE et F. HEALY (dir.), Oxbow Books, Oxford, p. 245-255.
- SHERRATT A. (1994), « What would a Bronze Age world system look like ? Relations between temperate Europe and the Mediterranean in later Prehistory », *Journal of European Archaeology*, 1 (2), p. 1-57.
- SHERRATT A. (2000), « Envisioning global change : a long-term perspective », in *World System History. The social science of long-term change*, R. A. DENEMARK, J. FRIEDMAN, B. K. GILLS et G. MODELSKI (dir.), Routledge, London, New York, p. 115-132.
- SHERRATT A. et SHERRATT S. (1991), « From Luxuries to Commodities : the Nature of Mediterranean Bronze Age Trading Systems », in *Bronze Age Trade in the Mediterranean*, N. H. GALE (dir.), Paul Aströms Förlag, Jonsered, p. 351-386.
- SHERRATT A. et SHERRATT S. (2001), « Technological change in the East Mediterranean Bronze Age : capital, resources and marketing », in : *The Social Context of Technological Change in Egypt and the Near East, 1650-1550 BC*, A. J. SHORLAND (dir.), Oxbow Books, Oxford, p. 15-38.
- SILVER B. J. (2003), *Forces of Labor : Workers' Movements and Globalization since 1870*, Cambridge University Press, Cambridge.
- SILVER B. J. (2004), « Labor, War and World Politics : Contemporary Dynamics in World-Historical Perspective », in : *Labour and New Social Movements in a Globalising World System*, B. UNFRIED et M. VAN DER LINDEN (dir.), Akademische Verlagsanstalt, Leipzig, p. 19-38.
- SILVER M. (1995), *Economic Structures of Antiquity*, Greenwood Press, Westport.
- SILVER M. (2004), « Modern ancients », in *Commerce and Monetary Systems in the Ancient World : Means of Transmission and Cultural Interaction*, R. ROLLINGER et C. ULF (dir.), Franz Steiner Verlag, Stuttgart, p. 65-87.
- SIMIAND F. (1933), *Les Fluctuations économiques à longue période de la crise mondiale*, F. Alcan, Paris.
- SIMKIN C. G. F. (1968), *The Traditional Trade of Asia*, Oxford University Press, London.
- SIMMEL G. (1987) (1900), *Philosophie de l'argent*, PUF, Paris.
- SMIL V. (1994), *Energy in World History*, Westview, Boulder, CO.
- SMITH A. (2000), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Economica, Paris.
- SOLOW B. (1985), « Caribbean Slavery and British Growth : the Eric Williams Hypothesis », *Journal of Development Economics*, 17, p. 99-115.
- SOMBART W. (1911), *Die Juden und das Wirtschaftsleben*, Duncker & Humblot, Leipzig.

- SOMBART W. (1928 [1902-1926]), *Der Moderne Kapitalismus*, Duncker & Humblot, Munich, Leipzig.
- SOMBART W. (1926), *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Payot, Paris (1^e éd. *Der Bourgeois* 1913).
- SOMBART W. (1929), « Economic Theory and Economic History », *European History Review*, 2 (1), p. 1-19.
- SOMBART W. (1996), *Le Socialisme allemand*, Pardès, Puiseux (1^e éd. 1934, *Deutscher Sozialismus*).
- STAUBWASSER M. et WEISS H. (2006), « Holocene climate and cultural evolution in late prehistoric – early historic West Asia », *Quaternary Research*, 66, p. 372-387.
- STEIN G. J. (1999), *Rethinking World systems. Diasporas, Colonies, and Interaction in Uruk Mesopotamia*, University of Arizona Press, Tucson.
- STERN S. M. (1967), « Ramisht of Siraf : A Merchant Millionaire of the Twelfth Century », *Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, p. 10-14.
- STOKES G. (2001), « The Fates of Human Societies : A Review of Recent Macrohistories », *American Historical Review*, 106 (2), p. 508-521.
- STRANDH S. (1979), *A History of the Machine*, Dorset Press, New York.
- STRUVE L. (1984), *The Southern Ming 1644-1662*, Yale University Press, New Haven.
- SUBRAHMANYAM S. (dir.) (1990), *Merchants, Markets and the State in Early Modern India*, Oxford University Press, Delhi.
- SUBRAHMANYAM S. (1990), *The Political Economy of Commerce: Southern India, 1500-1650*, Cambridge University Press, Cambridge.
- SUBRAHMANYAM S. (1994 [1999]), *L'Empire portugais d'Asie, 1500-1700: Histoire économique et politique*, Maisonneuve et Larose, Paris.
- SUBRAHMANYAM S. (1995), « Of *Imarât* and *Tijarât* : Asian Merchants and State Power in the Western Indian Ocean, 1400 to 1750 », *Comparative Studies in Society and History*, 37, p. 750-780.
- SUBRAHMANYAN S. (1996a), « Introduction », in *Merchant Networks in the Early Modern World, 1450-1800*, S. SUBRAHMANYAM (dir.), Variorum, Aldershot, UK, p. 1-xxvi.
- SUBRAHMANYAM S. (1996b), « Iranians Abroad : Intra-Asian Elite Migration and Early Modern State Formation », in *Merchant Networks in the Early Modern World, 1450-1800*, S. SUBRAHMANYAM (dir.), Variorum, Aldershot, p. 72-95 (1^e éd. 1992, *The Journal of Asian Studies*).
- SUBRAHMANYAM S. (2001), « Du Tage au Gange au xvi^e siècle : une conjoncture millénaire à l'échelle eurasiatique » *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 56(1), p. 51-84.
- SUBRAHMANYAM S. (2005), *Explorations in Connected History : From the Tagus to the Ganges*, Oxford University Press, New Delhi.
- SUGIHARA K. (1996), « The European Miracle and the East Asian Miracle : Towards a New Global Economic History », *Sangyo to Keizai* (Nara Industrial University), 11 (2), p. 27-47.
- SUGIHARA K. (2000), « The East Asian Path of Economic Development », *Discussion Papers in Economics and Business*, Graduate School of Economics and Osaka School of International Public Policy, Osaka University, Osaka, Discussion Paper 00-17.
- SUGIHARA K. (2003), « The East Asian Path of Economic Development. A long-term perspective », in : *The Resurgence of East Asia : 500, 150 and 50 Year Perspectives*, G. ARRIGHI, T. HAMASHITA et M. SELDEN (dir.), Routledge, London, New York, p. 78-123.
- SULMIRSKI T. (1970), *The Sarmatians*, Praeger Publishers, New York.
- SWAN L. M. (2007), « Economic and ideological roles of copper ingots in prehistoric Zimbabwe », *Antiquity*, 81, 314, p. 999-1012.

- TAAGEPERA R. (1978a), « Size and duration of empires : systematics of size », *Social Science Research*, 7, p. 108-127.
- TAAGEPERA R. (1978b), « Size and duration of empires : growth-decline curves, 3000 to 600 B.C. », *Social Science Research*, 7, p. 180-96.
- TAAGEPERA R. (1979), « Size and duration of empires : growth-decline curves, 600 B.C. to 600 A.D. », *Social Science History* 3 (3-4), p. 115-138.
- TAAGEPERA R. (1997), « Expansion and contraction patterns of large polities : context for Russia », *International Studies Quarterly*, 41 (3-4), p. 75-504.
- TAINTER J. A. (1988), *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge University Press, Cambridge.
- TAINTER J. A. (2000), « Problem Solving : Complexity, History, Sustainability », *Population and Environment*, 22 (1), p. 3-41.
- TAWNEY R. H. (1938), *Religion and the Rise of Capitalism*, Pelican Book, West Drayton (1^e éd. 1926).
- TAYLOR P. (1994), « Ten Years that Shook the World ? The United Provinces as First Hegemonic State », *Sociological Perspectives*, 37 (1), p. 25-46.
- TEGGART F. J. (1939), *Rome and China : A Study of Correlations in Historical Events*, University of California Press, Berkeley.
- TERADA Takanobu (1972). *Sansei shônin no kenkyû* (Studies of the Shanxi merchants). Kyoto University Tôyôshi kenkyû kai, Kyoto.
- TERRAY E. (1974), « Long-distance exchange and the formation of the state : the case of the Abron Kingdom of Gyaman », *Economy and Society*, 3 (3), p. 315-345.
- TERRAY E. (1995), *Une histoire du royaume abron du Gyaman. Des origines à la conquête coloniale*, Karthala, CNRS, Paris.
- TESTOT L. (dir.) (2008), *Histoire globale. Un nouveau regard sur le monde*, Éditions Sciences Humaines, Paris.
- THOMPSON F. M. L. (1989), « Rural Society and Agricultural Change in 19th Century Britain », in : *Agrarian Organization in the Century of Industrialization : Europe, Russia, and North America*, G. GRANTHAM et C. LEONARD (dir.), JAI Press, Greenwich, CT.
- THOMPSON W. R. (1995), « Comparing World Systems : Systemic Leadership Succession and the Peloponnesian War Case », in *The Historical Evolution of the International Political Economy*, Vol. 1, C. CHASE-DUNN (dir.), Edward Elgar, Aldershot, UK, p. 271-286.
- THOMPSON W. R. (1999), « The Military Superiority Thesis and the Ascendancy of Western Eurasia in the World System », *Journal of World History*, 10, p. 143-178.
- TILLY C. (1990), *Coercion Capital and European States A.D. 990-1990*, Blackwell, London.
- TIMBERLAKE R.H. (1978), *The Origins of Central Banking in the US*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- TOTMAN C. (1993), *Early Modern Japan*, University of California Press, Berkeley.
- TOYNBEE A. [1939], *A Study of History*, Oxford University Press, Oxford.
- TRIFFIN R. (1968), *Our International Monetary System : Yesterday, Today and Tomorrow*, Random House, New York.
- TRIFFIN R. (1978), « Reshaping the international monetary order », *International Social Sciences Journal*, XXX (2), Unesco.
- TURCHIN P. (2003), *Historical Dynamics*, Princeton University Press, Princeton, NJ.
- TURCHIN P., ADAMS J. M. et HALL T. D. (2006), « East-West Orientation of Historical Empires and Modern States », *Journal of World-Systems Research* 12 (2) (décembre), p. 218-229.

- TURCHIN P. et HALL T. (2003), « Spatial Synchrony Among and Within World-Systems : Insights From Theoretical Ecology », *Journal of World-Systems Research*, IX, 1, p. 37-64.
- TURNER V. et TURNER E. (1978), *Image and Pilgrimage in Christian Culture : Anthropological Perspectives*, Columbia University Press, New York.
- USUI S. (1991), « Huizhou Merchants and their Networks » *Chugoku : Shakai To Bunka*, 6, p. 41-61.
- VALLET E. (2006), « Pouvoir, commerce et marchands dans le Yémen rasûlide » (626-858/1229-1454), Thèse d'histoire, Paris, 2 vol.
- VANSINA P. (1990), *Paths in the Rainforests : Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, University of Wisconsin Press, Madison.
- VEENHOF K. R. (1987), « 'Dying Tablets' and 'Hungry Silver': Elements of Figurative Language in Akkadian Commercial Terminology », in *Figurative Language in the Ancient Near East*, M. MINDLIN, M. J. GELLER et J. E. WANSBROUGH (dir.), School of Oriental and African Studies, London, p. 41-75.
- VEENHOF K. R. (1999), « Silver and Credit in Old Assyrian Trade », in *Trade and Finance in Ancient Mesopotamia (Mos Studies 1). Proceedings of the First Mos Symposium, Leiden 1997*, J. G. DERCKSEN (dir.), Nederlands Historisch-Archaeologisch Instituut te Istanbul, p. 55-83.
- VEENHOF K. (2003), « Archives of Old Assyrian Traders », in : *Ancient Archives and Archival Traditions. Concepts of Record-keeping in the Ancient World*, M. BROSIUS (dir.), Oxford University Press, Oxford, p. 78-123.
- VERLEY P. (1997), *L'Échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Gallimard, Paris.
- VILAR P. (1974), *Or et monnaie dans l'histoire*, Flammarion, Paris.
- VOTH H.-J. (2000), *Time and Work in England, 1750-1830*, Oxford, Clarendon press.
- VRIES J. de (1993), « Between Consumption and the World of Goods », in J. BREWER et R. PORTER (dir.), *Consumption and the World of Goods*, Routledge, London, p. 85-132.
- VRIES J. de (1994), « The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *Journal of Economic History* 54 (2), p. 249-270.
- VRIES J. de (2000), « Dutch Economic Growth in Comparative Historical Perspective, 1500-2000 », *De Economist*, 148 (4), p. 443-467.
- VRIES J. de (2001), « Economic Growth Before and After the Industrial Revolution : A Modest Proposal », in *Early Modern Capitalism*, M. PRAK (dir.), Routledge, London, p. 177-194.
- VRIES J. de, et WOUDE A. M. VAN DER (1997), *The First Modern Economy : Success, Failure and Perseverance of the Dutch Economy, 1500-1815*, Cambridge University Press, Cambridge.
- WAGNER D. B. (2008), *Science and Civilization in China, Vol. V, part. 11, Ferrous Metallurgy*, Cambridge University Press, Cambridge.
- WAKEMAN F. Jr. et WAKEMAN C. (dir.) (1975), *Conflict and Control in Late Imperial China*, University of California Press, Berkeley.
- WALEY-COHEN J. (1999), *The Sextants of Beijing : Global Currents in Chinese History*, Norton, New York.
- WALLERSTEIN I. (1974-1989), *The Modern World-System*, 3 vol., Academic Press, San Diego, New York, Boston, London, Sydney, Tokyo, Toronto.
- WALLERSTEIN I. (1984a), *The Politics of the World-Economy : The States, the Movements and the Civilizations (Studies in Modern Capitalism)*, Cambridge University Press, Cambridge.

- WALLERSTEIN I. (1984b), *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne (1600-1750)*, Flammarion, Paris (1^e éd. anglaise 1980).
- WALLERSTEIN I. (1982), « La crise comme transition », in *La Crise, quelle crise ? Dynamique de la crise mondiale*, S. ANTIN, G. ARRIGHI, A. G. FRANK et I. WALLERSTEIN (dir.), Maspero, Paris, p. 10-56.
- WALLERSTEIN I. (1991), *Unthinking Social Science*, Polity Press, Cambridge.
- WALLERSTEIN I. (1993), « World system versus world-systems. A critique », in *The World System : Five Hundred Years or Five Thousands ?*, A. G. FRANK et B. K. GILLS (dir.), Routledge, London, New York, p. 292-296.
- WALLERSTEIN I. (1995a), *After Liberalism*, The New Press, London.
- WALLERSTEIN I. (1995b), « Response : Declining States, Declining Rights ? », *International Labor and Working-Class History*, 47, p. 24-27.
- WALLERSTEIN I. (1999), « Frank Proves the European Miracle », *Review*, XXII (3), p. 355-371.
- WALLERSTEIN I. (2000), *The Essential Wallerstein*. New Press, New York.
- WALLERSTEIN I. (2002a et b), « Introduction » et « The World We Are Entering, 2000-2050 (32 Propositions) », in *The World We Are Entering, 2000-2050*, I. WALLERSTEIN et A. CLESSE (dir.), Dutch University Press, Amsterdam, p. 7-8 et 9-22.
- WALLERSTEIN I. (2006), *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, La Découverte, Paris.
- WALTER A. (1991), *World Power and World Money : The Role of Hegemony and International Monetary Order*, St. Martin's Press, New York.
- WALTZ K. (1979), *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, Reading.
- WANG Hsien-Chun (2007), « Transferring Western Technology into China, 1840s-1880s », PhD, Oxford.
- WARBURTON D. (1997), *State and Economy in Ancient Egypt*, University Press Fribourg, Fribourg, Vandenhoeck et Ruprecht, Göttingen.
- WARBURTON D. (2000), « Before the IMF : the economic implications of unintentional structural adjustment in Ancient Egypt », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 43 (2), p. 65-131.
- WARNER D. J. (1990), « What is a Scientific Instrument, When Did It Become One, and Why ? », *British Journal of the History of Science*, 23, p. 83-93.
- WARNIER J.-P. (1999), *La Mondialisation de la culture*, La Découverte, Paris.
- WARNIER J.-P. (2008), « La politique de la valeur », *Sociétés politiques comparées, Revue européenne d'analyse des sociétés politiques*, Paris, avril, n° 4.
- WATSON A. M. (1983), *Agricultural Innovation in the Early Islamic World. The Diffusion of Crops and Farming Techniques, 700-1100*, Cambridge University Press, Cambridge, London.
- WEBER M. (1961), *General Economic History*, Collier, New York.
- WEBER M. (1978), *Economy and Society*, California University Press, Berkeley.
- WEBER M. (1991), *Histoire économique*, Gallimard, Paris.
- WEBER M. (1992), *Essais sur la théorie de la science*, Plon, Paris.
- WEBER M. (1994), *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, Paris (1^e éd. française 1964).
- WEBER M. (1995), *Économie et société*, vol. 1 : *Les catégories de la sociologie*, vol. 2 : *L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Plon, Paris.
- WEBER M. (1996), *Sociologie des religions*, Gallimard, Paris.
- WEBER M. (1998), *Économie et société dans l'Antiquité*, précédé de *Les Causes sociales du déclin de la civilisation antique*, La Découverte, Paris.

- WENDRICH W. Z., TOMBER R. S., SIDEBOTHAM S. E., HARRELL J. A., CAPPERS R. T. J., et BAGNALL R. S. (2003), « Berenike Cross-roads : the Integration of Information », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 46 (1), p. 46-87.
- WHITE L. (1969), *Technologie médiévale et transformations sociales*, Mouton & Cie, Paris-La Haye.
- WHITEHOUSE D. (1970), « Siraf : A Medieval Port on the Persian Gulf », *World Archaeology*, 2, p. 141- 58.
- WHITEHOUSE D. (1976), « Siraf : A Medieval City on the Persian Gulf », *Storia della città* 1, p. 40-55.
- WICKS R. S. (1992), *Money, Markets and Trade in Early Southeast Asia. The Development of Indigenous Monetary Systems to AD 1400*, Cornell University Press, New York, Ithaca.
- WILKINSON D. (1987), « Central Civilization », *Comparative Civilizations Review*, 17, p. 31-59.
- WILKINSON D. (1992, 1993), « Cities, civilizations and oikumenes : I » et « Cities, civilizations and oikumenes : II », *Comparative Civilizations Review* 27, p. 51-87, et 28, p. 41-72.
- WILL P.-E. (1980), *Bureaucratie et famine en Chine au XVIII^e siècle*, Mouton/EHESS, Paris.
- WILLIAMSON O. (1975), *Markets and Hierarchies*, McMillan, London.
- WILLS J. (2001), *1688, « A » Global History*, Norton, New York, London.
- WISSEMAN Christie J. (1995), « State Formation in Early Maritime Southeast Asia », *Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde*, 151-II, p. 235-288.
- WITTFOGEL K. A. (1957), *Oriental Despotism : A Comparative Study of Total Power*, Yale University Press, New Haven.
- WITTRICK B. (2000), « Modernity : One, None, or Many ? European Origins and Modernity as a Global Condition », *Daedalus*, 129 (1), p. 31-60.
- WOLF E. (1982), *Europe and People Without History*, University of California Press, Berkeley.
- WONG R. B. (1997), *China Transformed – Historical Change and the Limits of European Experience*, Cornell University Press, Ithaca.
- WONG R. B., 1999, « The political economy of agrarian empire and its modern legacy », in *China and Historical Capitalism : Genealogies of Sinological Knowledge*, T. BROOK et G. BLUE (dir.), Cambridge University Press, New York, p. 210-245.
- WONG R. B. (2002a), « The Search for European Differences and Domination in the Early Modern World : A View from Asia », *American Historical Review*, 107 (2), p. 447-469.
- WONG R. B. (2002b), « The Political Economy of Chinese Rural Industry and Commerce in Historical Perspective », *Etudes Rurales* (Le retour du marchand dans la Chine rurale), 161-162, p. 153-64.
- WONG R. B. (2004), « Relationships between the Political Economies of Maritime and Agrarian China, 1750-1850 », in WANG GUNGWU et NG CHIN-KEONG (dir.), *Maritime China and the Overseas Chinese Communities*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden.
- WONG R. B. (2005), « Il n'y aura pas de Révolution industrielle ! », *L'Histoire*, n° 300, p. 64-71.
- WONG R. B. (2007), « Les politiques de dépenses sociales avant ou sans démocratie », *Annales, Économie, société, histoire*, n° 6, p. 1405-16.
- WOODSIDE A. (1998), « Territorial Order and Collective Identity Tensions in Confucian Asia », *Daedalus*, 127 (3), p. 191-220.

- WRIGGINS S. H. (1996), *Xuanzang : A Buddhist Pilgrim on the Silk Road*, Westview Press, Boulder.
- WRIGHT H. T. (1986), « The Evolution of Civilization », in : *American Archaeology, Past and Future : A Celebration of the Society for American Archaeology, 1935-1985*, D. J. MELTZER (dir.), Smithsonian Institutional Press, Washington, D. C., p. 323-365.
- WRIGLEY E. A. (1988), *Continuity, Chance, and Change : The Character of the Industrial Revolution in England*, Cambridge University Press, Cambridge.
- WRIGLEY E. A. (2000), « The Divergence of England : The Growth of the English Economy in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Transactions of the Royal Historical Society*, 6^e sér., 10, p. 117-141.
- WRIGLEY E. et SCHOFIELD R. (1997), *The Population History of England 1541-1871: A Reconstruction*, Cambridge University Press, Cambridge.
- WU Jinglian (2005), *Understanding and Interpreting Chinese Economic Reform*, Thomson, San Francisco.
- XUE Yong (2005), « Treasure Nightsoil as if it were Gold : Economic and Ecological Links Between Urban and Rural Areas in Late Imperial Jiangnan », *Late Imperial China*, 26 (1), p. 41-71.
- YOUNG A. (1928), « Rendements croissants et progrès économique », reproduit dans *Revue française d'économie*, vol. V, 2, 1990, p. 85-109.
- ZANDEN J. L. VAN (1999), « Wages and the Standard of Living in Europe, 1500-1800 », *European Review of Economic History*, 3, p. 175-98.
- ZANDEN J. L. VAN (2001), « Early Modern Economic Growth : A Survey of the European Economy, 1500-1800 », in : *Early Modern Capitalism*, M. PRAK (dir.), Routledge, London, p. 69-87.
- ZANDEN J. L. VAN (2004), « Estimating Early Modern Economic Growth », Communication, International Institute of Social History, Université d'Utrecht, <<http://www.iisg.nl/research/jvz-estimating.pdf>>.
- ZEVIN R. (1992), « Our World Financial Market is More Open ? If So, Why and With What Effect ? », in *Financial Openness and National Autonomy : Opportunity and Constraints*, T. BANURI et J. B. SCHOR (dir.), Oxford University Press, New York.
- ZHANG HAIPENG et ZHANG HAIYING (1993), *Zhongguo shi da shang bang* (The ten great merchant groups of China). Hefei, Huang shan shu she.
- ZHONGGUO renmin daxue Qingshi yanjiusuo, dang'anxi Zhongguo zhengzhi zhidushi jiaoyanshi (The University of the Chinese People, Institute for Qing History, Archive Branch of the Teaching and Research Section for the History of Chinese Political Systems (comp. 1983). *Qingdai de kuangye* (The mining industry of the Qing period), Beijing, Zhonghua shuju.
- ZHOU ZHICHU (2002), *Wan Qing caizheng jingji yanjiu*. (The late Qing economy of fiscal administration), Jinan, Qilu shu she.
- ZURNDOERFER H. T. (1997), « China and 'Modernity': The Uses of the Study of Chinese History in the Past and Present », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 40 (4), p. 461-85.



Liste des auteurs

- Michel AGLIETTA Économiste, professeur émérite à l'université Paris-X Nanterre
- Giovanni ARRIGHI Sociologue, professeur à l'université Johns Hopkins, Baltimore
- Philippe BEAUJARD Anthropologue, directeur de recherche au CNRS
- Jerry BENTLEY Historien, professeur à l'université d'Hawaï
- Laurent BERGER Anthropologue, chargé de la recherche au Musée du quai Branly
- Christopher CHASE-DUNN Sociologue, professeur à l'université de Californie-Riverside
- Robert DENEMARK Politologue, professeur à l'université du Delaware
- Barry GILLS Politologue, professeur à l'université de Newcastle
- Jack GOLDSTONE Politologue, professeur à l'université Georges Mason, Fairfax.
- Jack GOODY Anthropologue, professeur émérite à l'université de Cambridge
- Thomas HALL Sociologue, professeur à l'université DePauw
- Philippe NOREL Économiste, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et enseignant-chercheur à l'université de Poitiers.
- Kenneth POMERANZ Historien, professeur à l'université de Californie-Irvine
- Beverly SILVER Sociologue, professeur à l'université Johns Hopkins, Baltimore
- Immanuel WALLERSTEIN Sociologue, professeur émérite à l'université de Yale
- Roy Bin WONG Historien, professeur à l'université de Californie Los Angeles





















Composition :

L'Ingénierie éditoriale

INGED

2, allée de la Planquette • 76840 Hénouville

Achévé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie France-Quercy à Mercuès en octobre 2009. Dépôt légal octobre 2009. Numéro d'impression : xxxx

Imprimé en France

